TRENTE-TROISIEME ANNEE — Prix : 500 Francs — N° 6 — Mois de Juin 1990

# JOURNAL OFFICIEL

# DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DU CONGO


| DESTINATIONS | ABONNEMENTS 1 AN Voie ordinaire | ABONNEMENTS 1 AN Voie avion | ABONNEMENTS 6 MOIS Voie ordinaire | ABONNEMENTS 6 MOIS Voie avion | NUMERO Voie ordinaire | NUMERO Voie avion |
|---|---|---|---|---|---|---|
| REPUBLIQUE POPUALIRE DU CONGO — GABON, REP. CENTRAFRICAINE, CAMEROUN, ZAIRE, GUINEE EQUATORIALE — AUTRES PAYS D'AFRIQUE | 9 000 | 11 000 | 4 600 | 6 500 | 500 | 700 |
| FRANCE, AFR. DU NORD, ILE MAURICE, MAD — AF. OCC — DEPARTEMENTS FRANÇAIS OUTRE-MER | 10 000 | 15 500 | 5 500 | 8 500 | 750 | 800 |
| AMERIQUE — ASIE — AUTRES PAYS D'EUROPE | | 19 500 | 7 500 | 12 000 | 850 | 950 |

- Annonces judiciaires et légales et avis divers : 460 F la ligne (il ne sera pas compté moins de 5.000 F par annonce ou avis) ;
- Propriété foncière et minière : 8. 400 F le texte ; - Déclaration d'association : 15. 000 F le texte.

*DIRECTION* : BOITE POSTALE 2.087 A BRAZZAVILLE

Règlement : espèces, par mandat-postal, par chèque visé pour provision et payable à BRAZZAVILLE, libelé à l'ordre du *Journal Officiel* et adressé à la Direction du journal officiel avec les documents correspondants.


## SOMMAIRE


**PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE**

- Ordonnance n° 07-90 du 11 juin 1990 portant approbation du contrat de prêt de vingt huit millions de Deutsche Mark accordé par la Kreditanstalt Für Wiederaufbau à la République Populaire du Congo pour le financement de l'acquisition par l'A.T.C. de locomotives de manoeuvre..... 404

- Ordonnance n° 08-90 du 11 juin 1990 portant approbation de la Convention d'Ouverture de crédit de quinze millions de Francs Français consenti par la Caisse Centrale de Coopération Economique à la République Populaire du Congo en vue de réaliser le financement de la phase II du projet de développement des cultures fruitières et maraîchères dans la région de Boko..... 404

- Ordonnance n° 09-90 du 19 juin 1990 portant approbation du prêt de trois cent cinquante millions de Francs Français consenti par la Caisse Centrale de Coopération Economique à la République Populaire du Congo dans le cadre du Programme d'Ajustement Structurel..... 405

- Decret n° 90-266 du 7 juin 1990 portant nomination à titre normal dans l'ordre du Dévouement Congolais..... 405

Décret n° 90-267 du 7 juin 1990 portant décoration à titre posthume de la Croix de la Valeur Militaire..... 406

- Décret N° 90-331 du 22 juin 1990 portant naturalisation d'une citoyenne.....406

- Décret n° 90-391 du 27 juin 1990 portant nomination à titre exceptionnel dans l'ordre du Dévouement Congolais..... 407

- Décret N° 90-392 du 27 juin 1990 portant nomination à titre exceptionnel dans l'Ordre du Mérite Congolais.....410

- Décret n° 90-393 du 27 juin 1990 portant nomination à titre exceptionnel dans l'Ordre de la Médaille d'Honneur..... 411

**PRESIDENCE DU CONSEIL DES MINISTRES**

- Decret n° 90-264 du 6 juin 1990 portant attributions et fonctionnement de la Caisse Mutuelle Centrale..... 413

- Décret n° 90-265 du 6 juin 1990 approuvant les statuts-types des Mutuelles d'Epargne et de Crédit..... 414

- Décret n° 90-268 du 8 juin 1990 portant nomination des Magistrats..... 421

- Décret n° 90-285 du 12 juin 1990 portant nomination d'un Directeur Général de la Fonction Publique.....422

- Décret n° 90-286 du 13 juin 1990 portant détachement auprès de la Société Industrielle de Déroulage et de Tranchage.....423

- Décret n° 90-287 du 13 juin 1990 portant détachement auprès de la Scoiété Industrielle des Bois de Mossendjo.....424

- Décret n° 90-288 du 13 juin 1990 portant détachement auprès de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale..... 424

- Décret n° 90-289 du 13 juin 1990 portant détachement auprès de l'Ecole Inter-Etats des Douanes de Bangui en République Centrafricaine.....425

- Décret n° 90-290 du 13 juin 1990 portant nomination d'un Directeur Général de l'Agence Transcongolaise des Communications....

- Décret n° 90-291 du 13 juin 1990 portant approbation de la délibération n° 01-89-ATC-CA du 20 juillet 1989 portant approbation du bilan au 31 décembre 1988 de l'Agence Transcongolaise de Communications.....426

- Décret n° 90-292 du 13 juin 1990 portant nomination d'un Directeur Général de la Caisse de Retraite des Fonctionnaires...427

- Décret n° 90-293 du 13 juin 1990 portant détachement et nomination auprès de la Société des Silos à Ciment du Congo... 428

- Décret n° 90-294 du 13 juin 1990 portant création et composition du Comité National d'Organisation des Jeux de l'Office National du Sport Scolaire et Universitaire.....429

- Décret n° 90-295 du 13 juin 1990 portant détachement auprès de la Société Congolaise des Bois Imprégnés..... 430

- Décret n° 90-296 du 13 juin 1990 portant détachement auprès de la Société Congolaise des Pharmacies.....431

- Décret n° 90-297 du 13 juin 1990 portant nomination d'un Directeur Général de la Coordination des Projets PAM..... 432

- Décret n° 90-298 du 13 juin 1990 portant nomination d'un Directeur Général du Développement Rural au Ministère de la Jeunesse et du Développement Rural.....

- Décret n° 90-420 du 30 juin 1990 relatif aux effets financiers des avancements, des reclassements, des révisions des situations administratives et des titularisations.433

**PREMIER MINISTRE**

- Décret n° 90-247 du 4 juin 1990 portant nomination d'un Directeur de la Production Animale à la Direction Générale du Développement Rural du Ministère de la Jeunesse et du Développement Rural.....434

- Décret n° 90-248 du 4 juin 1990 portant nomination d'un Directeur de la Radio Rurale au Ministère de la Jeunesse et du Développement Rural.....435

- Décret n° 90-249 du 4 juin 1990 portant nomination d'un Directeur de la Pisciculture à la Direction Générale du Développement Rural au Ministère de la Jeunesse et du Développement Rural.....

- Décret n° 90-250 du 4 juin 1990 portant nomination d'un Directeur de la Recherche-Développement, Formation et Vulgarisation au Ministère de la Jeunesse et du Développement Rural.....437

- Décret n° 90-251 du 4 juin 1990 portant nomination d'un Directeur des Affaires Administratives, Juridiques et du Person-

nel à la Direction Générale du Développement Rural du Ministère de la Jeunesse et du Développement Rural..... 436

- Décret n° 90-252 du 4 juin 1990 portant nomination d'un Directeur Financier de la Caisse de Retraite des Fonctionnaires...

- Décret n° 90-253 du 4 juin 1990 portant nomination d'un Directeur de la Production Végétale à la Direction Générale du Développement Rural du Ministère de la Jeunesse et du Développement Rural..... 437

- Décret n° 90-254 du 4 juin 1990 portant nomination d'un Directeur des Etudes et de la Planification au Ministère de la Jeunesse et du Développement Rural... 437

- Décret n° 90-255 du 5 juin 1990 portant nomination des Directeurs au Secrétariat Général du Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération..... 438

- Décret n° 90-256 du 5 juin 1990 portant nomination d'un Directeur du Contrôle et de l'Orientation au Ministère de la Jeunesse et du Développement Rural..... 438

- Décret n° 90-257 du 5 juin 1990 portant nomination d'un Directeur de l'Opération Villages-Centres au Ministère de la Jeunesse et du Développement Rural..... 439

- Décret n° 90-258 du 5 juin 1990 portant nomination d'un Directeur des Activités Socio-Culturelles à la Direction Générale de la Jeunesse du Ministère de la Jeunesse et du Développement Rural..... 439

- Décret n° 90-277 du 8 juin 1990 portant nomination des Directeurs au Bureau de Contrôle du Bâtiment et des Travaux Publics au Ministère de l'Equipement, chargé de l'Environnement..... 440

- Décret n° 90-278 du 8 juin 1990 portant nomination des Directeurs au Bureau d'Etudes du Bâtiment et des Travaux Publics au Ministère de l'Equipement, chargé de l'Environnement..... 441

- décret n° 90-279 du 8 juin 1990 portant nomination des Directeurs au Secrétariat Général du Ministère de l'Equipement, chargé de l'Environnement..... 442

- Rectificatif n° 90-280 du 8 juin 1990 au décret n° 89-689 du 14 décembre 1989 portant nomination des chefs de Districts et des chefs de Postes de Contrôle Administratif..... 442

- Décret n° 90-340 du 25 juin 1990 portant nomination d'un Directeur des Etudes et de la Planification au Ministère de l'Industrie, de la Pêche et de l'Artisanat, chargé du Tourisme.....

- Décret n° 90-341 du 25 juin 1990 portant nomination d'un Directeur de la Promotion Touristique et des Loisirs à la Direction Générale du Tourisme et des Loisirs au Ministère de l'Industrie, de la Pêche et de l'Artisanat, chargé du Tourisme....443

- Décret n° 90-342 du 25 juin 1990 portant nomination d'un Directeur des Etudes à l'Agence Nationale de l'Artisanat au Ministère de l'Industrie, de la Pêche et de l'Artisanat, chargé du Tourisme..... 443

- Décret n° 90-343 du 25 juin 1990 portant nomination d'un Directeur de la Coopération au Ministère de l'Industrie, de la Pêche et de l'Artisanat, chargé du Tourisme..444

- Décret n° 90-344 du 25 juin 1990 portant nomination d'un Directeur des Investissements et de la Législation à la Direction Générale de l'Industrie au Ministère de l'Industrie, de la Pêche et de l'Artisanat, chargé du Tourisme..... 444

- Décret n° 90-345 du 25 juin 1990 portant nomination d'un Directeur de l'Innovation et du Développement Industriel et Technologique à la Direction Générale de l'Industrie..... 445

- Décret n° 90-346 du 25 juin 1990 portant nomination des Directeurs Régionaux de l'Industrie au Ministère de l'Industrie, de la Pêche et de l'Artisanat, chargé du Tourisme.....

- Décret n° 90-347 du 25 juin 1990 portant nomination d'un Directeur de l'Aménagement et de la Règlementation à la Direction Générale du Tourisme et des Loisirs au Ministère de l'Industrie, de la Pêche et de l'Artisanat, chargé du Tourisme.....446

- Décret n° 90-348 du 25 juin 1990 portant nomination d'un Directeur Administratif et Financier à la Direction Générale de l'Industrie..... 447

- Décret n° 90-349 du 25 juin 1990 portant nomination d'un Directeur du Fonds d'Intervention et de Promotion pour l'Artisanat à l'Agence Nationale de l'Artisanat au Ministère de l'Industrie, de la Pêche et de l'Artisanat, chargé du Tourisme.....

- Décret n° 90-350 du 25 juin 1990 portant nomination d'un Directeur de l'Inspection et de l'Assistance Hôtelière à la Direction Générale du Tourisme et des Loisirs... 448

- Décret n° 90-351 du 25 juin 1990 portant nomination des Directeurs Régionaux des Affaires Sociales.....

- Décret n° 90-352 du 25 juin 1990 portant nomination d'une Directrice de la Protectio Sociale à la Direction Générale des Affaire Sociales du Ministère de la Santé et des Affaires Sociales..... 449

- Décret n° 90-353 du 25 juin 1990 portant nomination d'un Directeur de la Coopération au Ministère de la Santé et des Affaires Sociales..... 450

- Décret n° 90-354 du 25 juin 1990 portant nomination d'un Directeur des Etudes et de la Planification au Ministère de la Santé et des Affaires Sociales.....

- Décret n° 90-355 du 25 juin 1990 portant nomination d'un Directeur des Soins de Santé Primaires au Ministère de la Santé et des Affaires Sociales..... 451

- Décret n° 90-356 du 25 juin 1990 portant nomination des Directeurs Régionaux de la Santé.....

- Décret n° 90-357 du 25 juin 1990 portant nomination d'un Directeur des Pharmacies et Laboratoires à la Direction Générale de la Santé Publique..... 452

- Décret n° 90-358 du 25 juin 1990 portant nomination des Directeurs des Hôpitaux... 4

- Décret n° 90-359 du 25 juin 1990 portant nomination d'une Directrice Administrative et Financière à la Direction Générale de la Santé Publique..... 453

- Décret n° 90-360 du 25 juin 1990 portant nomination d'un Directeur de la Santé de la Famille à la Direction Générale de la Santé Publique..... 454

- Décret n° 90-361 du 25 juin 1990 portant nomination d'un Directeur du Contrôle et de l'Orientation au Ministère de l'Industrie, de la Pêche et de l'Artisanat, chargé du Tourisme.....

- Décret n° 90-363 du 25 juin 1990 portant nomination d'un Directeur des Etudes et de la Planification au Ministère de l'Economie Forestière..... 455

- Décret n° 90-364 du 25 juin 1990 portant nomination d'une Directrice de l'Education Pré-scolaire.....

- Décret n° 90-365 du 25 juin 1990 fixant le traitement mensuel de fonction alloué au Secrétaire Général du Conseil Economique et Social..... 456

- Décret n° 90-389 du 27 juin 1990 portant nomination d'un Directeur de la Promotion et de l'Animation Sociale à la Direction Générale des Affaires Sociales.....

- Décret n° 90-390 du 27 juin 1990 portant nomination d'un Directeur de la Coopération Economique au Ministère du Plan et de l'Economie..... 457

- Décret n° 90-394 du 27 juin 1990 portant nomination d'un Directeur du Contrôle et de l'Orientation au Ministère de l'Economie Forestière.....

- Décret n° 90-395 du 27 juin 1990 portant nomination d'un Directeur de la Sylviculture et de l'Administration Forestière au Secrétariat Général à l'Economie Forestière. 458

- Décret n° 90-396 du 27 juin 1990 portant nomination d'un Directeur Régional du Développement Rural de la Bouenza au Ministère de la Jeunesse et du Développement Rural..... 459

- Décret n° 90-397 du 27 juin 1990 portant nomination d'un Directeur du Centre National des Semences Améliorées au Ministère de la Jeunesse et du Développement Rural.....

- Décret n° 90-398 du 27 juin 1990 portant nomination de Directeurs Régionaux de l'Economie Forestière..... 460

- Décret n° 90-399 du 27 juin 1990 portant nomination de Magistrats.....

- Décret n° 90-400 du 27 juin 1990 portant nomination d'un Directeur des Etudes et de la Planification au Ministère de la Justice, chargé des Réformes Administratives..... 462

- Décret n° 90-401 du 27 juin 1990 portant nomination des Secrétaires Généraux et Secrétaires chargés des Affaires Economiques et Sociales des Régions et des Districts.... 463

- Décret n° 90-402 du 27 juin 1990 portant nomination d'un Directeur de l'Hygiène et du Génie Sanitaire à la Direction Générale de la Santé Publique..... 466

- Décret n° 90-405 du 27 juin 1990 portant nomination des Directeurs au Secrétariat Général à la Justice et aux Réformes Administratives..... 467

- Décret n° 90-406 du 29 juin 1990 portant nomination d'un Directeur des Statistiques Démographiques et Sociales au Centre National de la Statistique et des Etudes Economiques du Ministère du Plan et de l'Economie..... 468

- Décret n° 90-407 du 29 juin 1990 portant nomination d'un Directeur des Etudes et de la Planification à l'Office National de l'Emploi et de la Main-d'oeuvre.....

- Décret n° 90-408 du 29 juin 1990 portant nomination d'un Directeur des Statistiques Générales au Centre National de la Statistique et des Etudes Economiques du Ministère du Plan et de l'Economie..... 469

- Décret n° 90-409 du 29 juin 1990 portant nomination d'un Directeur des Synthèses Economiques au Centre National de la Statistique et des Etudes Economiques du Ministère du Plan et de l'Economie....

- Décret n° 90-410 du 29 juin 1990 portant nomination d'un Directeur Administratif et Financier au Centre National de la Statistique et des Etudes Economiques du Ministère du Plan et de l'Economie..... 470

- Décret n° 90-411 du 29 juin 1990 portant nomination d'un Directeur du Centre d'Application de la Statistique et de la Planification au Ministère du Plan et de l'Economie.....

- Décret n° 90-418 du 30 juin 1990 portant nomination d'un Directeur du Projet "Prog[illegible]me Alimentaire Mondial 35-87" au Ministère de la Jeunesse et du Développement Rural..... 471

- Acte en abrégé..... 472

**CONSEIL CONSTITUTIONNEL**

- Avis et Décision..... 472

**MINISTERE DE LA DEFENSE ET DE LA SECURITE**

- Décret n° 90-304 du 14 juin 1990 portant mise à la retraite d'un Officier de l'Armée Populaire Nationale..... 476

- Décret n° 90-305 du 14 juin 1990 portant mise à la retraite d'un Officier de l'Armée Populaire Nationale..... 477

- Décret n° 90-306 du 14 juin 1990 portant mise à la retraite d'un Officier de l'Armée Populaire Nationale..... 478

- Décret n° 90-307 du 14 juin 1990 portant mise à la retraite d'un Officier de l'Armée Populaire Nationale..... 479

- Décret n° 90-308 du 14 juin 1990 portant mise à la retraite d'un Officier de l'Armée Populaire Nationale..... 481

- Décret n° 90-309 du 14 juin 1990 portant mise à la retraite d'un Officier de l'Armée Populaire Nationale..... 482

- Décret n° 90-310 du 14 juin 1990 portant mise à la retraite d'un Officier de l'Armée Populaire Nationale..... 483

- Décret n° 90-311 du 14 juin 1990 portant mise à la retraite d'un Officier de l'Armée Populaire Nationale..... 484

- Décret n° 90-312 du 14 juin 1990 portant mise à la retraite d'un Officier de l'Armée Populaire Nationale..... 485

- Décret n° 90-313 du 14 juin 1990 portant mise à la retraite d'un Officier de l'Armée Populaire Nationale..... 486

- Décret n° 90-314 du 14 juin 1990 portant mise à la retraite d'un Officier de l'Armée Populaire Nationale..... 487

- Décret n° 90-315 du 14 juin 1990 portant mise à la retraite d'un Officier de l'Armée Populaire Nationale..... 488

- Décret n° 90-316 du 14 juin 1990 portant mise à la retraite d'un Officier de l'Armée Populaire Nationale..... 489

- Décret n° 90-317 du 14 juin 1990 portant mise à la retraite d'un Officier de l'Armée Populaire Nationale..... 490

- Décret n° 90-318 du 14 juin 1990 portant mise à la retraite d'un Officier de l'Armée Populaire Nationale..... 491

- Décret n° 90-319 du 14 juin 1990 portant mise à la retraite d'un Officier de l'armée Populaire Nationale..... 492

- Décret n° 90-324 du 19 juin 1990 portant mise à la retraite d'un Officier de l'Armée Populaire Nationale..... 493

- Décret n° 90-325 du 19 juin 1990 portant mise à la retraite d'un Officier de l'Armée Populaire Nationale..... 494

- Décret n° 90-326 du 19 juin 1990 portant mise à la retraite d'un Officier de l'Armée Populaire Nationale..... 495

- Décret n° 90-337 du 23 juin 1990 portant épuration et mise à la disposition de la Fonction Publique d'un Officier Supérieur de l'Armée Populaire Nationale..... 496

- Décret n° 90-338 du 23 juin 1990 portant épuration de l'Armée Populaire Nationale et mise à la disposition de la Fonction Publique d'un Officier..... 497

- Décret n° 90-339 du 23 juin 1990 portant épuration de l'Armée Populaire Nationale et mise à la disposition de la Fonction Publique d'un Officier..... 499

- Actes en abrégé..... 500

**MINISTERE DU PLAN ET DE L'ECONOMIE**

- Actes en abrégé..... 500

**MINISTERE DE L'ECONOMIE FORESTIERE**

- Acte en abrégé..... 503

**MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION**

- Décret n° 90-321 du 16 juin 1990 portant nomination d'une Institutrice Contractuelle de 2° échelon à l'Ecole Consulaire près l'Ambassade de la République Populaire du Congo à Luanda (Régularisation)..... 511

- Actes en abrégé..... 512

**MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE ET DU POUVOIR POPULAIRE**

- Décret n° 90-299 du 13 juin 1990 portant naturalisation d'un citoyen de nationalité Béninoise..... 514

- Actes en abrégé..... 514

**MINISTERE DES MINES ET DE L'ENERGIE CHARGE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS**

- Actes en abrégé..... 517

- Rectificatif n° 1325 du 5 juin 1990 à l'arrêté n° 3066 du 22 juin 1989 portant avancement au titre de l'année 1988 des agents contractuels de la catégorie D (Branche Administrative) des Postes et Télécommunications..... 517

**MINISTERE DE L'EQUIPEMENT CHARGE DE L'ENVIRONNEMENT**

- Actes en abrégé..... 524

**MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL ET DE L'ALPHABETISATION**

- Acte en abrégé..... 529

**MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE**

- Décret n° 90-259 du 5 juin 1990 portant versement, reclassement et nomination d'une Sage-Femme diplômée d'Etat de 3° échelon des cadres de la catégorie B hiérarchie I des services sociaux (Santé Publique)..... 530

- Décret n° 90-260 du 5 juin 1990 portant versement, reclassement et nomination d'un Instituteur Principal de 5° échelon des cadres de la catégorie A hiérarchie II des services sociaux (Enseignement)..530

- Décret n° 90-261 du 5 juin 1990 portant inscription au tableau d'avancement au titre de l'année 1989 de certains Fonctionnaires des Cadres de la catégorie A hiérarchie I des Services Administratifs et Financiers (Travail et Administration Générale) et dressant la liste des Fonctionnaires de ces mêmes cadres avançant à l'ancienneté à trois ans.. 532

- Décret n° 90-262 du 5 juin 1990 portant promotion au titre de l'année 1989 de certains Fonctionnaires des cadres de la catégorie A hiérarchie I des Services Administratifs et Financiers (Travail et Administration Générale)..... 536

- Décret n° 90-263 du 5 juin 1990 portant promotion à trente mois et à trois ans au titre de l'année 1989 de certains Fonctionnaires des cadres de la catégorie A hiérarchie I des Services Administratifs et Financiers (Administration Générale)..... 544

- Décret n° 90-269 du 8 juin 1990 portant reclassement et nomination d'un Professeur de CEG de 4° échelon des cadres de la catégorie A hiérarchie II des Services Sociaux (Enseignement)..... 545

- Décret n° 90-270 du 8 juin 1990 portant reclassement et nomination d'une Sage-Femme Principale de 5° échelon des cadres de la catégorie A hiérarchie II des Services Sociaux (Santé Publique)..... 546

- Décret n° 90-271 du 8 juin 1990 portant reclassement et nomination d'une Monitrice Sociale de 1er échelon des cadres de la catégorie C hiérarchie I des Services Sociaux (Service Social)..... 547

- Décret n° 90-272 du 8 juin 1990 portant reclassement et nomination d'un Professeur de CEG de 3° échelon des cadres de la catégorie A hiérarchie II des Services Sociaux (Enseignement)..... 548

- Décret n° 90-273 du 8 juin 1990 portant reclassement et nomination d'un Professeur de CEG de 7° échelon des cadres de la catégorie A hiérarchie II des Services Sociaux (Enseignement)..... 549

- Décret n° 90-274 du 8 juin 1990 portant versement, reclassement et nomination d'un Greffier Principal de 6° échelon des cadres de la catégorie B hiérarchie II du Service Judiciaire..... 550

- Décret n° 90-275 du 8 juin 1990 portant versement, reclassement et nomination d'un Journaliste Niveau I de 6° échelon des cadres de la catégorie B hiérarchie I de l'Information..... 551

- Décret n° 90-276 du 8 juin 1990 portant reclassement et nomination d'un Journaliste niveau I de 5è échelon des cadres de la catégorie B hiérarchie I de l'Information... 552

- Décret n° 90-281 du 11 juin 1990 portant versement, reclassement et nomination d'un Agent Technique de 3è échelon des cadres de la catégorie C hiérarchie I des Services Techniques (Statistique)..... 553

- Décret n° 90-282 du 11 juin 1990 portant reclassement et nomination d'un Secrétaire Principal d'Administration de 5è échelon des cadres de la catégorie B hiérarchie I des Services Administratifs et Financiers (Administration Générale)..... 554

- Décret n° 90-283 du 11 juin 1990 portant reclassement et nomination d'un agent spécial Principal de 2è échelon des cadres de la catégorie B hiérarchie I des Services Administratifs et Financiers (Administration Générale)..... 556

- Rectificatif n° 90-284 du 11 juin 1990 du décret n° 88-325 du 28 avril 1988 portant versement, reclassement et nomination d'un Professeur de CEG de 3è échelon des cadres de la catégorie A hiérarchie II des Services Sociaux (Enseignement)..... 557

- Décret n° 90-303 du 14 juin 1990 portant versement, reclassement et nomination d'un Instituteur de 6è échelon des cadres de la catégorie B hiérarchie I des Services Sociau (Enseignement)..... 432

- Décret n° 90-322 du 16 juin 1990 portant inscription au tableau d'avancement au titre de l'année 1989 d'un Inspecteur des Impôts de 6è échelon des cadres de la catégorie A hiérarchie I des Services Administratifs et Financiers (Impôts)..... 558

- Décret n° 90-323 du 16 juin 1990 portant promotion au titre de l'année 1989 d'un Inspecteur des Impôts de 6è échelon des cadres de la catégorie A hiérarchie I des Services Administratifs et Financiers (Impôts)..... 559

- Décret n° 90-327 du 22 juin 1990 portant reclassement et nomination de certains fonctionnaires des cadres de la catégorie A hiérarchie II des Services Techniques (Génie Rural)..... 560

- Décret n° 90-328 du 22 juin 1990 portant reclassement et nomination d'un Ingénieur des Travaux de l'Imprimerie de 5è échelon des cadres de la catégorie A hiérarchie II des Services Techniques (Imprimerie Nationale)..... 561

- Décret n° 90-329 du 22 juin 1990 portant inscription au tableau d'avancement au titr de l'année 1987 des Professeurs certifiés d'Education Physique et Sportive des cadres de la catégorie A hiérarchie I des Services Sociaux (Jeunesse et Sports)..... 562

- Décret n° 90-330 du 22 juin 1990 portant promotion au titre de l'année 1987 des Professeurs certifiés d'Education Physique et Sportive des cadres de la catégorie A hiérarchie I des Services Sociaux (Jeunesse et Sports)..... 563

- Décret n° 90-332 du 22 juin 1990 portant versement, reclassement et nomination de certains fonctionnaires des cadres de la catégorie A hiérarchie I des Services Administratifs et Financiers (Administration Générale)..... 564

- Décret n° 90-333 du 22 juin 1990 portant inscription au tableau d'avancement au titre de l'année 1989 de certains fonctionnaires des cadres de la catégorie A hiérarchie I des Services Administratifs et Financiers (Impôts)..... 565

- Décret n° 90-334 du 22 juin 1990 portant promotion au titre de l'année 1989 de certains fonctionnaires des cadres de la caté

gorie A hiérarchie I des Services Administratifs et Financiers (Impôts)..... 566

- Décret n° 90-335 du 23 juin 1990 portant intégration et nomination de certains candidats dans les cadres de la catégorie A hiérarchie I des Services Sociaux (Enseignement)..... 567

- Décret n° 90-336 du 23 juin 1990 portant reclassement et nomination d'un agent spécial principal de 2è échelon des cadres de la catégorie B hiérarchie I des Services Administratifs et Financiers (Administration Générale)..... 568

- Décret n° 90-366 du 26 juin 1990 portant versement, reclassement et nomination d'un Professeur de CEGde 5è échelon des cadres de la catégorie A hiérarchie II des Services Sociaux (Enseignement)..... 570

- Décret n° 90-367 du 26 juin 1990 portant reclassement et nomination d'un Professeur de CEG de 4è échelon des cadres de la catégorie A hiérarchie II des Services Sociaux (Enseignement)..... 571

- Décret n° 90-368 du 26 juin 1990 portant titularisation et nomination de certains fonctionnaires stagiaires des cadres de la catégorie A hiérarchie I des Services Sociaux (Santé Publique)..... 572

- Décret n° 90-369 du 26 juin 1990 portant reclassement et nomination d'un Professeur de CEG de 2è échelon des cadres de la catégorie A hiérarchie II des Services Sociaux (Enseignement)..... 575

- Décret n° 90-370 du 26 juin 1990 portant versement, reclassement et nomination d'un Instituteur de 3è échelon des cadres de la catégorie B hiérarchie I des Services Sociaux (Enseignement)..... 576

- Décret n° 90-371 du 27 juin 1990 portant inscription au tableau d'avancement au titre de l'année 1988 de certains fonctionnaires des cadres de la catégorie A hiérarchie I du corps des chercheurs et Techniciens de Recherche du Personnel de la Recherche Scientifique et dressant la liste des fonctionnaires de ces mêmes cadres avançant à l'ancienneté à trois ans..... 577

- Décret n° 90-372 du 27 juin 1990 portant promotion au titre de l'année 1988 de certains fonctionnaires des cadres de la catégorie A hiérarchie I du corps des Chercheurs et Techniciens de Recherche du Personnel de la Recherche Scientifique. 578

- Décret n° 90-373 du 27 juin 1990 portant promotion à trente mois et trois ans au titre de l'année 1988 de certains Attachés de Recherche des cadres de la catégorie A hiérarchie I du corps des Chercheurs et Techniciens de Recherche du Personnel de la Recherche Scientifique..... 579

- Décret n° 90-374 du 27 juin 1990 portant inscription au tableau d'avancement au titre de l'année 1988 de certains Ingénieurs d'Agriculture des cadres de la catégorie A hiérarchie I des Services Techniques (Agriculture)..... 580

- Décret n° 90-375 du 27 juin 1990 portant promotion au titre de l'année 1988 de certains Ingénieurs d'agriculture des cadres de la catégorie A hiérarchie I des Services Techniques (Agriculture)..... 581

- Décret n° 90-376 du 27 juin 1990 portant reclassement et nomination d'un Professeur de CEG de 6è échelon des cadres de la catégorie A hiérarchie II des Services Sociaux (Enseignement)..... 582

- Décret n° 90-377 du 27 juin 1990 portant inscription au tableau d'avancement au titre de l'année 1989 des inspecteurs du Trésor des cadres de la catégorie A hiérarchie I des Services Adminsitratifs et Financiers (Trésor)..... 583

- Décret n° 90-378 du 27 juin 1990 portant promotion au titre de l'année 1989 des Inspecteurs du Trésor des cadres de la catégorie A hiérarchie I des Services Administratifs et Financiers (Trésor)..... 584

- Décret n° 90-379 du 27 juin 1990 portant versement et nomination d'un Professeur Certifié de Lycée des cadres de la catégorie A hiérarchie I des Services Sociaux (Enseignement)..... 585

- Décret n° 90-380 du 27 juin 1990 portant versement, reclassement et nomination d'un Technicien Supérieur de Santé Publique de 4è échelon des cadres de la catégorie A hiérarchie II des Services Sociaux (Santé Publique)..... 586

- Décret n° 90-381 du 27 juin 1990 portant reclassement et nomination d'une Assistante Sanitaire de 4è échelon des cadres de la catégorie A hiérarchie II des Services Sociaux (Santé Publique).. ..... 587

- Décret n° 90-382 du 27 juin 1990 portant versement, reclassement et nomination d'un Infirmier Diplômé d'Etat de 1er échelon de cadres de la catégorie B hiérarchie I des Services Sociaux (Santé Publique)..... 588

- Décret n° 90-383 du 27 juin 1990 portant versement, reclassement et nomination d'un Infirmier diplômé d'Etat de 4è échelon des cadres de la catégorie B hiérarchie I des Services Sociaux (Santé Publique).... 589

- Décret n° 90-384 du 27 juin 1990 portant reclassement et nomination d'un Professeur de CEG de 5è échelon des cadres de la catégorie A hiérarchie II des Services Sociaux (Enseignement).....590

- Décret n° 90-385 du 27 juin 1990 portant reclassement et nomination d'un Professeur de CEG de 4è échelon des cadres de la catégorie A hiérarchie II des Services Sociaux (Enseignement)..... 592

- Décret n° 90-386 du 27 juin 1990 portant versement, reclassement et nomination d'une Sage-femme Diplômée d'Etat de 4è échelon des cadres de la catégorie B hiérarchie I des Services Sociaux (Santé Publique)... 593

- Décret n° 90-387 du 27 juin 1990 portant versement, reclassement et nomination d'un Attaché de 2è échelon des cadres de la catégorie A hiérarchie II des Services administratifs et Financiers (Administration Générale)..... 594

- Décret n° 90-388 du 27 juin 1990 portant versement, reclassement et nomination d'un Technicien Supérieur de Santé de 5è échelon des cadres de la catégorie A hiérarchie II des Services sociaux (Santé Publique)...595

- Décret n° 90-403 du 27 juin 1990 accordant une bonification d'échelons à un Administrateur des SAF de 2è échelon des cadres de la catégorie A hiérarchie I des Services Administratifs et Financiers (Administration Générale)..... 596

- Décret n° 90-412 du 30 juin 1990 portant reclassement et nomination d'un Attaché des services fiscaux de 5è échelon des cadres de la catégorie A hiérarchie II des Services Administratifs et Financiers (Impôts)...597

- Décret n° 90-413 du 30 juin 1990 portant reclassement et nomination d'un Instituteur de 3è échelon des cadres de la catégorie B hiérarchie I des Services Sociaux (Enseignement)..... 598

- Décret n° 90-414 du 30 juin 1990 portant versement, reclassement et nomination d'un Instituteur Principal de 5è échelon des cadres de la catégorie A hiérarchie II des Services Sociaux (Enseignement)..... 599

- Décret n° 90-415 du 30 juin 1990 portant reclassement et nomination d'un Conducteur Principal d'Agriculture de 6è échelon des cadres de la catégorie B hiérarchie I des Services Techniques (Agriculture)..... 600

- Décret n° 90-416 du 30 juin 1990 portant reclassement et nomination d'un Attaché des SAF de 1er échelon des cadres de la catégorie A hiérarchie II des Services Administratifs et Financiers (Administration Générale)..... 601

- Décret n° 90-417 du 30 juin 1990 portant titularisation et nomination des Professeurs de Lycée stagiaires des cadres de la catégorie A hiérarchie I des Services Sociaux (Enseignement) au titre de l'année 1987.602

- Décret n° 90-419 du 30 juin 1990 accordant une bonification de deux échelons à un Ingénieur des Travaux Publics de 2è échelon des cadres de la catégorie A hiérarchie I des Services Techniques (Travaux Publics)...603

ACTES EN ABREGE

- Rectificatif n° 1 373 du 8 juin 1990 à l'arrêté n° 2 762 du 18 avril 1983 portant avancement d'un Aide-Vétérinaire Contractuel.....

- Rectificatif n° 1 316 du 4 juin 1990 à l'arrêté n° 1 295 du 30 avril 1987 autorisant certains fonctionnaires des Services Sociaux (Enseignement) déclarés définitivement admis au concours professionnel à suivre un stage de formation à l'Institut de Développement Rural..... 675

- Rectificatif n° 1 517 du 20 juin 1990 à l'arrêté n° 4 919 autorisant certains fonctionnaires des services sociaux (Santé Publique) déclarés définitivement admis au concours d'entrée en 3è année de Médecin à suivre un stage de formation à l'Institut Supérieur des Sciences de la Santé de Brazzaville..... 676

- Rectificatif n° 1 266 du 1er juin 1990 à l'arrêté n° 1448 du 11 mars 1983 portant reclassement et nomination de certains Agents contractuels..... 678

- Rectificatif n° 1 381 du 8 juin 1990 à l'arrêté n° 1944 du 5 mai 1989 portant admission à la retraite de certains agents contractuels.....707

- Rectificatif n° 1 492 du 19 juin 1990 à l'arrêté n° 2 058 du 15 mai 1989 portant

admission à la retraite de certains agents contractuels..... 711

**MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRE ET SUPERIEUR CHARGE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

- Décret n° 90-320 du 14 juin 1990 portant intégration dans le statut particulier du Personnel de l'Université Marien NGOUABI et nomination d'un Maître-Assistant de 2è classe .....

- Décret n° 90-362 du 25 juin 1990 portant intégration dans le statut particulier du Personnel de l'Université Marien NGOUABI et nomination d'un Maître-Assistant de 1ère classe.....

- Actes en abrégé.....

**MINISTERE DE LA SANTE ET DES AFFAIRES SOCIALES**

- Actes en abrégé..... 738

**MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET**

- Actes en abrégé..... 740

**MINISTERE DE LA JUSTICE CHARGE DES REFORMES ADMINISTRATIVES**

- Décret n° 90-300 du 14 juin 1990 portan nomination dans la Magistrature Congolais d'un Auditeur de Justice.....743

- Décret n° 90-301 du 14 juin 1990 portan nomination dans la Magistrature Congolais d'une Auditrice de Justice..... 744

- Décret n° 90-302 du 14 juin 1990 portan nomination dans la Magistrature Congolais d'un Auditeur de Justice.....

- Décret n° 90-404 du 27 juin 1990 portan nomination d'un Attaché des SAF en qualit d'Auditeur de Justice.....745

- Actes en abrégé.....

**MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE L'AVIATION CIVILE**

- Actes en abrégé.....752

-oOo-

## PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

**- ORDONNANCE N° 07-90 du 11 juin 1990** portant approbation du contrat de prêt de vingt huit millions de Deutsche Mark accordé par la Kreditanstalt Für Wiederaufbau à la République Populaire du Congo pour le financement de l'acquisition par l'A. T. C. de locomotives de manoeuvre

LE PRESIDENT DU CC DU PCT
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DU GOUVERNEMENT

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 024-66 du 30 novembre 1966 portant loi organique relative au régime financier ;
Vu la loi n° 006-89 du 17 février 1989 autorisant le Président de la république à légiférer par ordonnance dans les matières économiques relevant de la compétence de la loi ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu les avis du Bureau de l'Assemblée Nationale Populaire et du Conseil Constitutionnel ;
Le Conseil des Ministres entendu,

ORDONNE :

Article 1er : Est approuvé le contrat de prêt de vingt huit millions de Deutsche Mark accordé par la Kreditanstalt Für Wiederaufbau à la République Populaire du Congo pour le financement de l'achat par l'Agence Transcongolaise de Communications de locomotives aux conditions suivantes :

Montant : 28 000 000 D. M. dont

Tranche I : 20 000 000 D. M.
Tranche II : 8 000 000 D. M.

Taux d'intérêt :

Tranche I : 4,5 % (quatre et demi pour cent) l'an
Tranche II : 2 % (deux pour cent) l'an.

Durée de remboursement :

Tranche I : 20 ans dont 5 ans de différé
Tranche II : 30 ans dont 10 ans de différé.

Commission d'engagement : 1/4 % (un quart pour cent) l'an du montant non encore versé.

Article 2 : La présente ordonnance sera publiée au Journal Officiel et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Brazzaville, le 11 juin 1

Général d'Armée Denis SASSOU-NGUES

**- ORDONNANCE N° 08-90 du 11 juin 1990** portant approbation de la Convention d'ouverture de crédit de quinze million de Francs Français consenti par la Cais Centrale de Coopération Economique à la République Populaire du Congo, en vue de réaliser le financement de la phase du projet de développement des cultures fruitières et maraîchères dans la régio de BOKO.

LE PRESIDENT DU CC DU PCT,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, CHEF DU GOUVERNEME

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 024-66 du 30 novembre 1966 porta loi organique relative au régime financier ;
Vu la loi n° 006-89 du 17 février 1989 autor sant le Président de la République à légiférer par ordonnance dans les matières économiques relevant de la compétence de la loi ;
Vu le décret n) 89-631 du 7 août 1989 portan nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 porta nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu les avis du Bureau de l'Assemblée Nationa Populaire et du Conseil Constitutionnel ;

Le Conseil des Ministres entendu,

O R D O N N E :

Article 1er : Est approuvée la convention d' verture de crédit de quinze millions de Francs Français consentie par la Caisse Cer de Coopération Economique à la République Popu du Congo pour le financement de la phase II d projet de développement des cultures fruitière et maraicheres dans la région de Boko aux conditions suivantes :

Article 2 : La présente ordonnance sera publiée au Journal Officiel et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Brazzaville, le 11 juin 1990

Général d'Armée Denis SASSOU-NGUESSO

---

- ORDONNANCE N° 09-90 du 19 juin 1990 portant approbation du prêt de cinq cent trente millions de francs Français consenti par la Caisse Centrale de Coopération Economique à la République Populaire du Congo, dans le cadre du Programme d'Ajustement Structurel.

LE PRESIDENT DU CC DU PCT,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 006-89 du 17 février 1989 autorisant le Président de la République à légiférer par ordonnance dans les matières économiques relevant de la compétence de la loi ;

Vu la loi n° 25-89 du 30 décembre 1989 portant loi des finances pour 1990 ;

Vu l'ordonnance n° 30-71 du 6 décembre 1971 portant création de la Caisse Congolaise d'Amortissement des emprunts souscrits par la République Populaire du Congo ;

Vu le décret n° 71-387 du 6 décembre 1971 portant organisation de la Caisse Congolaise d'Amortissement des emprunts souscrits par la République Populaire du Congo ;

Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;

Vu les avis du Bureau de l'Assemblée Nationale Populaire et du Conseil Constitutionnel ;

Le Conseil des Ministres entendu,

O R D O N N E :

Article 1er : Est approuvé le prêt de cinq cent trente millions de Francs Français consenti par la Caisse Centrale de Coopération Economique à la République Populaire du Congo dans le cadre du Programme d'Ajustement Structurel.

Les conditions de ce prêt sont les suivantes :

- Montant : 530 Millions de FF
- Taux d'intérêt : 4,5 %
- Durée : 15 ans dont 7 ans de différé.

Article 2 : Le régime fiscal et douanier appliqué aux éventuels prestataires de services et à leurs intervenants, au titre de l'assistance technique et des études, est celui en vigueur pour les prêts des organismes internationaux finançant des opérations de même nature venant en appui au Programme d'Ajustement Structurel de la République Populaire du Congo.

Article 3 : La présente ordonnance sera publiée au Journal Officiel et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Brazzaville, le 19 juin 1990

Général d'Armée Denis SASSOU-NGUESSO

---

- DECRET N° 90-266 du 7 juin 1990 portant nomination à titre normal dans l'Ordre du Dévouement Congolais.

LE PRESIDENT DU CC DU PCT,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, CHEF DU GOUVERNEMENT,
GRAND MAITRE DES ORDRES NATIONAUX

Vu la Constitution ;

Vu le Décret n° 86-903 du 6 août 1986 désignant le Président de la République en qualité de Grand Maître des Ordres Nationaux et fixant les modalités exceptionnelles d'attribution de la Dignité de Grand Croix ;

Vu le Décret n° 86-895 du 6 août 1986 modifiant le Décret n° 60-203du 28 juillet 1960 portant création de l'Ordre du Dévouement Congolais ;

Vu le Décret n° 86-905 du 6 août 1986 modifiant le Décret n° 60-205 du 28 juillet 1960 fixant les modalités d'attribution des décorations des Ordres du Mérite Congolais, Dévouement Congolais et de la Médaille d'Honneur ;

Vu le Décret n° 86-896 du 6 août 1986 portant règlementation de remise et du port des décorations des différents Ordres Nationaux ;

D E C R E T E :

Article 1er : Est nommée, à titre normal, dans l'Ordre du Dévouement Congolais :

AU GRADE DE CHEVALIER

- Mme POTEVIN née WARD (Jeanine)

Article 2 : Les droits de Chancellerie, prévus par les textes en vigueur, sont applicables.

Article 3 : Le présent décret, qui prend effet à compter de la date de réception, sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 7 juin 1990

Général d'Armée Denis SASSOU-NGUESSO

---

DECRET N° 90-267 du 7 juin 1990 portant décoration à titre posthume de la Croix de la Valeur Militaire.

LE PRESIDENT DU CC DU PCT,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, CHEF DU GOUVERNEMENT,
GRAND MAITRE DES ORDRES NATIONAUX

Vu la Constitution ;

Vu le Décret n° 86-902 du 6 août 1986 modifiant le Décret n° 78-710 du 8 décembre 1978 portant création de la Croix de la Valeur Militaire ;

Vu le Décret n° 86-903 du 6 août 1986 désignant le Président de la République en qualité de Grand Maître des Ordres Nationaux et fixant les modalités exceptionnelles d'attribution de la dignité de Grand Croix ;

Vu le Décret n° 86-896 du 6 août 1986 portant règlementation de la remise et du port des décorations des différents Ordres Nationaux ;

Vu le Décret n° 87-004 du 6 janvier 1987 portant nomination du Chancelier des Ordres Nationaux ;

Vu le Décret n°87-016 du 26 janvier 1987 portant nomination des Membres du Conseil des Ordres Nationaux ;

D E C R E T E :

Article 1er : Est décoré, à titre posthume, dans l'Ordre de la Croix de la Valeur Militaire :

- Lieutenant-Colonel MILACHOV,

Article 2 : Les droits de Chancellerie, prévus par les textes en vigueur, ne sont pas applicables.

Article 3 : le présent décret, qui prend effet à compter de la date de réception, sera publié au Journal Officiel

Fait à Brazzaville, le 7 juin 1990

Général d'Armée Denis SASSOU-NGUESSO

**- DECRET N° 90-331 du 22 juin 1990** portant naturalisation de Melle MUKAKA RANGWA (Juliette).

LE PRESIDENT DU CC DU PCT,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 35-61 du 20 juin 1961 portant Code de la Nationalité Congolaise ;
Vu l'Ordonnance n° 15-72 du 10 avril 1972 modifiant la loi n° 35-60 du 2 juillet 1960 relative aux conditions d'entrée et de séjour des Etrangers sur le Territoire de la République Populaire du Congo ;
Vu le décret n° 61-178 du 29 juillet 1961 fixant les modalités d'application du Code de la Nationalité Congolaise ;
Vu le décret n° 72-115 du 10 avril 1972 fixant les modalités d'établissement des carnets de séjour prévus par l'Ordonnance n° 15-72 du 10 avril 1972 ;
Vu le décret n° 72-116 du 10 avril 1972 règlementant l'admission des Etrangers en République Populaire du Congo ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-725 du 27 mai 1985 portant attributions et organisation du Ministère de l'Administration du Territoire et du Pouvoir Populaire ;
Vu la demande de l'intéressée en date du 18 mai 1989 ;
Vu le rapport d'enquête des services de Sécurité ;

DECRETE :

Article 1er : Melle MUKAKA RANGWA (Juliette), née le 18 avril 1959 à KIGOMO (RWANDA), de (Gaspard) GASARABWE et de (Thérèse) MUKAKINYO de nationalité rwandaise, est naturalisée Congolaise.

Article 2 : Melle MUKAKA RANGWA (Juliette) est assujettie aux dispositions de l'article 33 de la loi n° 35-61 sus-visée. L'intéressée renonce à la nationalité rwandaise, sa nationalité d'origine conformément au procès-verbal de prestation de serment civique dressé par le Tribunal Populaire de l'Arrondissement de Bacongo, le 4 octobre 1989.

Article 3 : Le Ministre de l'Administration du Territoire et du Pouvoir Populaire, le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice chargé des Réformes Administratives et le Ministre de la Défense et de la Sécurité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret qui prendra effet à compter de la date de signature et sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 22 juin 1990

Général d'Armée Denis SASSOU-NGUESSO.

Par le Président du Comité Central du Parti Congolais du Travail, Président de la République, Chef du Gouvernement,

Le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre de l'Administration du Territoire et du Pouvoir Populaire,

Colonel Célestin GOMA-FOUTOU

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice chargé des Réformes Administratives,

Alphonse NZOUNGOU

---

-DECRET N° 90-391 du 27 juin 1990 portant nomination à titre exceptionnel dans l'Ordre du Dévouement Congolais.

LE PRESIDENT DU CC DU PCT,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, CHEF DU GOUVERNEMENT,
GRAND MAITRE DES ORDRES NATIONAUX

Vu la Constitution ;
Vu le Décret n° 86-895 du 6 août 1986 modifiant le décret n° 60-203 du 28 juillet 1960 portant création de l'Ordre du Dévouement Congolais ;
Vu le Décret n° 86-903 du 6 août 1986 désignant le Président de la République en qualité de Grand Maître des Ordres Nationaux et fixant les modalités exceptionnelles d'attribution de la Dignité de Grand Croix

Vu le Décret n° 86-905 du 6 août 1986 modifiant e décret n° 60-205 du 28 juillet 1960 fixant les odalités d'attribution des décorations des Ordres u Mérite Congolais, Dévouement Congolais et de a Médaille d'Honneur ;

Vu le Décret n° 86-896 du 6 août 1986 portant èglement des remises et du port des décorations es différents Ordres Nationaux ;

D E C R E T E :

Article 1er : Sont nommés, à titre exceptionel, dans l'Ordre du Dévouement Congolais :

AU GRADE DE COMMANDEUR

DZANGUE (Jean-Baptiste)
SENGOMONA (Ferdinand)
NKAZI (Joseph)

AU GRADE D'OFFICIER

ANSALA-YEMOUYELEWE (Léonie)
MOUZABAKANI (Fidèle)
KABI (Pauline)
KIMBEMBE (Gaëtan)
LOUMBE NDOUMOU (Joseph)
OSSOMBO (Bernard)
MOUELE-MOKE (Raphaël)
MEKOYO (Rosalie)
MAFOUTA (Valentin)
Mme BOUILAMA née MIANDZIENDILA (Angèle)
MOBASSI (Antoine)
NGARI (Fidèle)
NGOMA (Anatôle)
Mme NIANGA née DIMI (Gabrielle)
TATY-DEKANGA (Thomas)
GONDO-MAHOUNGOU (Prosper)
BANDO-MONGONINA (Gaston Gervais)
OKOUERE (Louis Gervais)
LONGANGUI (Jean Félix)
MAPOUA (Gabriel)
BAKANA (Zacharie)

STRUCTURES

FETRASSEIC BRAZZAVILLE
" PLATEAUX
" LIKOUALA

AU GRADE DE LA MEDAILLE D'ARGENT

ALOUNA (Faustin)
- ATIPO (Antoine)
- ENGONDA (William)
- Mme GON née MOLINAFA (Marguerite)
- EBELE (Adolphe)
- MBOSSI (Rose)
- NGAKOSSO (Antoine)
- METOU-MOUINI (Enock)

AU GRADE D'OFFICIER

- ANSALA-YEMOUYELEWE (Léonie)
- MOUZABAKANI (Fidèle)
- KABI (Pauline)
- KIMBEMBE (Gaëtan)
- LOUMBE NDOUMOU (Joseph)
- OSSOMBO (Bernard)
- MOUELE-MOKE (Raphaël)
- MEKOYO (Rosalie)
- MAFOUTA (Valentin)
- BOUILAMA née MIANDZIENDILA (Angèle)
- MOBASSI (Antoine)
- NGARI (Fidèle)
- NGOMA (Anatôle)
- NIANGA née DIMI (Gabrielle)
- TATY-DEKANGA (Thomas)
- GONDO-MAHOUNGOU (Prosper)
- BANDO-MONGONINA (Gaston Gervais)
- OKOUERE (Louis Gervais)
- LONGANGUI (Jean Félix)
- MAPOUA (Gabriel)
- BAKANA (Zacharie)

STRUCTURES

FETRASSEIC BRAZZAVILLE
" PLATEAUX
" LIKOUALA

AU GRADE DE LA MEDAILLE D'ARGENT

- ALOUNA (Faustin)
- ATIPO (Antoine)
- ENGONDA (William)
(Marguerite)
- EBELE (Adolphe)

- MBOSSI (Rose)
- NGAKOSSO (Antoine)
- METOU-MOUINI (Enock)
- MANTODZA (Mélanie)
- NAMOUTIRI (Anaclet)
- NGOULOU (Georges)
- OBASSI (Lucien)
- NGAMAKITA (Moïse)
- LONDE (Daniel)
- NOUNDZI-BIZA (Albert)
- LEBONDZO (Jean-Didier)
- MATAMA (Camille)
- NKOUNKOU (Auguste)
- AHOUE (Grégoire)
- Mme NGATA née ANDIMA (Marguerite)
- LOUFOUA (Jacques)
- MPOUO (Laurent)
- DIALOUNDA (Odette)
- BEMBA (Noël)
- MAKOSSO (Pierre Justin)
- KOUKA (Georges)
- Mme MBIZI née NZONZI (Albertine)
- BOKOTE (Albert)
- NANITELAMIO (Simon)
- OTOUNGA (Odile)
- BIENE (François)
- OSSENGUET (Alphonsine)
- BOTATA (André Daniel)
- PANZOU BOUYOU (Antoine)
- NKOUA (Michel)
- POUABOU Roger)
- MAYELA (Delphin)
- YENGO-MASSAMBA (Germain)
- KIESSAMESSO (Madeleine)
- MBERI (Pierre)
- BOUZITOU (Antoine)
- SITA (Gabriel)
- KIBANGOU (Paul)
- MAKABA (Léon)
- MASSAMBA (Albert)
- BAYI (Antoine)
- GANGA-BIDIE (Dominique)
- BANIAKINA (Dominique)
- MALONGA (Gaspard)
- BASSAKININA (Moïse)
- MOUANDA (Jérémie)
- NZIMBAKANI (Dominique)
- MAKASSOU (Elise Léonie)
- NDOUNDOU (Louise)
- TOUNGOU (Joël)
- KIFOULOU (Etienne Chrysostom
- KIMBEMBE (André)
- MBEMBA (André)
- BERY (Dominique)
- Mme BASSOUMBA née TSIANGANA (Albertine)
- NKOUKA (Gérard)
- KIYINDOU (Antoine)
- Mme MAKAYA née TATI (Christine)
- OSSOULA (Gaston)
- NZA (Edouard)
- ASSOUCKOU (Gaston)
- ADJASSIBI-AKAMANDELI (Pierre)
- MOUNGABIO (François)
- MAMPOUYA (Georges)
- SITA (David)
- OMANIOUE (Paul)
- NGOULOUBI (Marc)
- GALINTSIE (Elise)
- MAWAWA (Marie Madeleine)
- GANTSOU-MPIA (Alexandre)
- MASSAMBA (Philippe)
- NGAKEGNI (Prosper Martin)
- MASSENGO (Jean Paul de Dieu)
- PENEME (Casimir)
- BIAHOLA (Augustin)
- OLINGOU (Jérôme)
- BOLE (Marie Thérèse)
- Mme OWASSA née OKOMBI (Louise)
- ASSALA-ATSOU (Bertin)
- ONGOLOMBIA (Raphaël)
- NGAMVOULOU (Gaston)
- Mme ELENGA née IKOBO (Germaine)
- SOUNDA (Marie)
- NDOULOU (Pauline)
- LOUSSIBA (Venus Denis)
- Mme GOMBET née OMBAMAHOU-OLOKAHOUA (Soseph)
- MONGO (Fulbert)
- BIKINDOU-BIA-NIEKELE (Maurice)
- NSAKALA (Raymond)
- DOUDY-GANGA (Bernard)
- MONKA (Philippe)
- SAMBA (Germain)
- Vve KANZA née SAMBA (Alphonsine)
- KOUALIBARI (Martin)
- NTSOUMOU (Jean-Michel)
- MILANDILA (Samuel)
- EBONDZO (Daniel)
- IBATA (Denis)
- MONAMPASSI (Basile)
- GANGA (Aubert)
- MANKESSI (Victor)
- BAKOUDIA (Bruno)
- GANGA (Paul Auguste)
- ATA-NDINGA (Julien)
- IBATA (Lucien)

- LETSO (Raphaël)
- BABINGUI (Philippe)
- NIRAMAKOLI (Thérèse)
- MIANGOUNINA (Marc)
- BOUKAKA (Dieudonné)
- LOEMBA (Cyr Marie Albertine)
- DONIAMA (Daniel)
- OLOUENGUE (Roger)
- MANDANGUI (Jean)
- Mme MAKOUANGOU née AIMA (Augustine)
- TSINDILA (Georgine)
- SAMBA (Samuel)

Article 2 : Les droits de chancellerie, prévus par les textes en vigueur, ne sont pas applicables.

Article 3 : Le présent décret, qui prend effet à compter de la date de réception, sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 27 juin 1990

Général d'Armée Denis SASSOU-NGUESSO

---

- DECRET N° 90-392 du 27 juin 1990 portant nomination à titre exceptionnel dans l'Ordre du Mérite Congolais.

LE PRESIDENT DU CC DU PCT,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DU GOUVERNEMENT,

GRAND MAITRE DES ORDRES NATIONAUX

Vu la Constitution ;
Vu le Décret n° 86-896 du 6 août 1986 portant règlementation de remise et du port des décorations des différents Ordres Nationaux ;
Vu le Décret n° 86-899 du 6 août 1986 portant réorganisation de l'Ordre du Mérite Congolais ;
Vu le Décret n° 86-903 du 6 août 1986 désignant le Président de la République en qualité de Grand Maître des Ordres Nationaux et fixant les modalités exceptionnelles d'attribution de la Dignité de Grand Croix ;
Vu le Décret n° 86-905 du 6 août 1986 modifiant le décret n° 60-205 du 28 juillet 1960 fixant les modalités d'attribution des décorations des Ordres du Mérite Congolais, Dévouement Congolais et de la Médaille d'Honneur ;

DECRETE :

Article 1er : Sont nommés, à titre exceptionnel, dans l'Ordre du Mérite Congolais :

AU GRADE DE COMMANDEUR

- BAYIZA (Alphonse)
- DIHOULOU (Paul)
- Mme GANGA-ZANZOU née LOKO (Jeannette)
- DA COSTA
- MADIENGUELA (Théophile)
- BIGNY (Jean Valère)
- BOUHOYI (Hilaire Dieudonné)
- DIANKOLELA (Patrice)
- MILANDOU-MAZI (Joseph)
- BADILA (Côme)
- MFINA (Albert)
- LOPEZ-PEMBA (Elisabeth)
- LE FILLASTRE (François Pierre Alphonse)

AU GRADE D'OFFICIER

- OSSENGUET (Louis de Gonzague)
- LOUKOULA (Philomène)
- BOBOZE (Calixte)
- ONIANGUE-AMBOSSI (Flavien)
- MAMBEKE (Richard)
- AKANATY (Gaston)
- ITOUA (Jules)
- BOULA-GAMBA (Etienne)
- KOUBEMBA-NZABA (François)
- EKOUYA (Alphonse)
- Mme QUENUM née CISSE (Marie Rose)
- ADOUA (Théophile)
- MBANDINGA MUPANGU
- GOKO-BANGA (Gilbert)
- MALANA (Jean Robert)
- MINGOUOLO-BOUKOULOU (Alfred)
- ONDONGO (Athanase)
- BAKABADIO (Louis)

AU GRADE DE CHEVALIER

STRUCTURES

- Ministère des Enseignements Secondaire et Supérieur chargé de la Recherche Scientifique
- Ministère de la Culture et Arts

INDIVIDUALITES

- KOUAKOUA (Marie Clémence)
- MBIKA (Joseph)
- NKOLI (Mathieu)
- MOUYABI (Jean)
- MOUSSONGO (André)
- Mme BILECKOT née BAKAKA (Françoise)
- ITOUA (Norbert)
- NDOUNA (Paul)
- FOUEMENA (Bernard)
- HOMBESSA (Sébastien)
- ONTSOLO (Fidèle)

- KOUATILA (Georges)
- NGOMVOULI (Michel)
- OKOMBI (Michel)
- DINGA (Jean François)
- SOUZA (Michel)
- BOKATOLA (Jean Philon)
- MBEMBA (André)
- KOMBO (Jean)
- WEILLOT-SAMBA (François)
- GANTSIALA (André)
- Mme MASSAMBA née NDOUNGOU (Céline)
- KIFOUANI (Alain David)
- NGONGO (Pélagie)
- DAMBOU (Aimé Albert)

Article 2 : Les droits de chancellerie, prévus par les textes en vigueur, ne sont pas applicables pour la nomination à titre normal.

Article 3 : Le présent décret, qui prend effet à compter de la date de réception, sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 27 juin 1990

Général d'Armée Denis SASSOU-NGUESSO

---

- DECRET N° 90-393 du 27 juin 1990 portant nomination à titre exceptionnel dans l'Ordre de la Médaille d'Honneur.

LE PRESIDENT DU CC DU PCT,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DU GOUVERNEMENT,

GRAND MAITRE DES ORDRES NATIONAUX

Vu la Constitution ;
Vu le Décret n° 86-896 du 6 août 1986 portant règlementation de remise et du port des décorations des différents Ordres Nationaux ;
Vu le Décret n° 86-900 du 6 août 1986 modifiant le décret n° 60-204 du 25 juillet 1960 portant création de la Médaille d'Honneur ;
Vu le Décret n° 86-903 du 6 août 1986 désignant le Président de la République en qualité de Grand Maître des Ordres Nationaux et fixant les modalités d'attribution d'attribution de la dignité de Grand Croix ;
Vu le Décret n° 86-905 du 6 août 1986 modifiant le décret n° 60-205 du 28 juillet 1960 fixant les modalités d'attribution des décorations des Ordres du Mérite Congolais, du Dévouement Congolais et de la Médaille d'Honneur ;
Vu le Décret n° 87-016 du 26 janvier 1987 portant nomination des Membres du Conseil des Ordres Nationaux ;

DECRETE

Article 1er : Sont nommés, à titre exceptionnel, dans l'ordre de la Médaille d'Honneur :

AU GRADE DE LA MEDAILLE D'OR

- Mme MAYOUBOU née MOUKIETOU (Pauline)
- Mme OKOKO née IMANGUE (Agathe)
- BOUTSANA (Pierre)
- DIAMESSO (Marie)
- MOUNZENZE (Pauline)
- NDOKI (Michel)
- MPOUKOUO-GUI (Féré)
- DENGUE (Albert)
- YOKESSA (Etienne)
- TEKA (Joseph)
- KINKOUNI (Pierre Paul)
- BATANTOU (Gabriel)
- ABANDZOUNOU (Emmanuel)
- BOKOUANGO (Yves Raoul)
- SAMBA (Gabriel)
- GOMA-KAYA (Lambert)
- GALIBAKA (Gilbert)
- HOUNOUNOU (Hilaire Brice)
- AYINA-NGOY (David)
- NSAYI (Albert)
- Mme MBERI née MOUDELE (Monique)
- SIBALI (Blaise)
- LOKO (Antoine)
- LOUBELO (Patrice)
- OLOUMBOU (Bernard)
- MOALI (Jean)
- BISSINGOU (Maurice)
- KONDASSOUSSOU (Pierre)
- NKODIA (Joseph)
- AYA (Alphonse Marie)
- NGOMA (Anatôle)
- OKOUERE (Louis Gervais)
- LONGANGUI (Jean Félix)
- MAPOUA (Gabriel)
- BAKANA (Zacharie)

STRUCTURES

- Télévision Congolaise
- Institut National des Sciences de la Santé
- Faculté des Sciences
- Office de Recherches Scientifiques et Techniques d'Outre-Mer
- Voix de la Révolution

AU GRADE DE CHEVALIER

- ELEMBA (Jérôme)
- MASSALA (Pierre)
- TELA (Maurice)
- BASSIKA (François)

- NZITOUKOULOU (Henriette)
- NZONDO (Vincent)
- BAKOUMA (Suzanne)
- LOUALI (Noé)
- MOUKO (Alexis)
- CORONA (Abdoul)
- DIAFOUANA (Alphonse)
- NZOUE (Bernadette)
- BADIABIO (Thérèse)
- LOUKONDO (Gaston)
- Mme LOUKAKOU née YELE (Antoinette Thérèse)
- KINZONZI (David)
- NTOLANI-TONGO (Jérémie)
- MPASSI-BANGA Clément)
- MALAMOU (Bernard)
- LOUBALOU (Jean-Pierre)
- BABAKALA (Gilbert)
- NZOUNGOU (Thimothée)
- MALONGA-MAYINGA (Eugène)
- GUITY (Jean Jules)
- SOLA (Casimir)
- NOUNDZI-BIZA (Albert)
- LEBONDZO (Jean Didier)
- MATAMA (Camille)
- - NKOUNKOU (Auguste)
- AHOUE (Grégoire)
- Mme NGATA née ANDIMA (Marguerite)
- YANDZA (Jean-Jacques)
- MAKITA SIBALI (Jean-Pierre)
- NGOLI (Basile)
- NDOUMBA (Jacques)
- BASSARILA (Ferdinand)
- NTOUAFANDA (Victor)
- BAZEBIMIATA (Madeleine)
- BITOUMBOU (Jean-Pierre)
- BAYI (Antoine)
- LENGOU (Eugène)
- DONGO (Pierre)
- Mme MAVOUNGOU-MAKAYA née TOULA (Julienne)
- KOUAD (Michel)
- KIMBANGUI (Madeleine)
- Mme NKOUNKOU née NAKAVOUA (Jacqueline)
- POMBIA (Jean Hyppolyte)
- BADIRILA (Dominique)
- MAMBOUNDY (Justin)
- MASSAMBA (Farel François)
- LIVANGOU (Jean)
- MOUNGALA (Paul)
- MOUANGA (Paul)
- VOUMA (Ange Hippolyte)
- DONGALA BOUNZEKI (Emmanuel)
- ONGOMOKO (Moktar)
- LIMVOUANDZA (Augustin)
- NGANGA (Stère Germain)
- MOUKOKO (Daniel)
- MIZERE (Dominique)
- EKOYA (David)

AU GRADE DE LA MEDAILLE DE BRONZE

- Mme POMBIA née ALOTOKOYO (Anne)
- NDZILA (Jean Modeste de Paul)
- ONGOKA (Olivier)
- MIAMPAMOUKINA (Joséphine)
- NKOUA (Auguste)
- BALONGANA (Prosper)
- NTADY (Jean Omer)
- MIAWOUAWOUANA BAMANADIO (Eléonore)
- NGANTALI (Jacques)
- MASSENGO (Gaspard Arsène)
- MANGUET-LISSASSY (François José)
- MOUENE-KISSI
- MABOKO-MATONDO (Samuel)
- KOUBONGA (Rigobert)
- KIHOULOU (Albert)
- NZAOU (Thertulien)
- KODIA-LOUSSAKOU (Léontine)
- MABIKA (Joseph)
- NKOUKA (Philippe)
- BEZEBIBOUTA (Jacqueline)
- YASSELA (Albert)
- Mme KOUKA née MALONGA (Pascaline)
- SOUEKOLO (Marie)
- OKONDZA (Ludovic)
- MOUNDZOMBE (Niébol Godefroy)
- NDINGA (Jean-Pierre)
- NDINGA (Bernard)
- TSITA-LOUNDOU (Jean-Pierre)
- KOUYOKILA (Alphonse)
- KOMBO (Alphonse)
- LOUBELO (Martin)
- MOUABI (Alphonse)
- Mme OFANA née MANABISSI (Angélique)
- OKOBA (Albert)
- MOKO (Jean-Marie)
- IBARA (Gilbert)
- LANDAO (José Nicolas)
- TCHILOEMBA (Francois)
- Mme NOMBO née BOUANGA KOUMBA
- Mme GNANGOU née TSOKO PANDI
- ESSEMBOU (Bernard)
- BIANZHA (Solange Edwige Laure
- EKOUNGOULOU (Norbert)
- OKANA (Gilbert)
- NGOUALA (Jonas)
- MANANGOU (Ignace)
- PAMBOU (Jean-Pierre)
- MBERI (Pierre)
- BIVIGOU NZIENGUI
- Mme LOUBELA née BOUANGA (Angélique)
- Mme KARANDA née NGANDOBI (Marie Claude)
- Mme MAMBILA née BILONGO NGOMA (Elisabeth)
- OBISSA (Daniel)
- KASSAMBE (Antoine)
- OSSETE (Michel)
- MADINGOU (Pierre)
- OLAKOUARA (Jean François)
- LOUVILA (Joseph)
- MIAYOUKOU (Désiré Bernard)
- GALIBAKA (Gilbert)
- NGAMIYE (Bernard)
- MOUNDZA (Gabriel)
- BAYOULA (Isidore)
- Mme FOFOLO née MIKEMBO (Marianne)
- SAMBA BOUDIMBOU (Joseph)
- BAHAMBOULA (Moïse)

- BOUBOUTOU (Pauline)
- MVILA (Anselme)
- OTAMBOUKOU (Joachim)
- MALONGA (Jean)
- BOUANA
- TSIATSIA (Auguste)
- MIANGAMBANA (Gabriel)
- MANDOUNDOU (Marie Louise)
- ABELEBOUMI (Gaston)
- CRUZ (José)
- NDENGANI (Adolphe)
- BABEBO (Pauline)
- Mme SILAS née NKOUSSOU (Emilienne)
- KIHOULOU (Albert)
- NZAOU (Thertulien)

Article 2 : Les droits de chancellerie, prévus par les textes en vigueur, ne sont pas applicables.

Article 3 : Le présent décret, qui prend effet à compter de la date de réception, sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 27 juin 1990

Général d'Armée Denis SASSOU-NGUESSO

## PRESIDENCE DU CONSEIL DES MINISTRES

- DECRET N° 90-264 du 6 juin 1990 portant Attributions et Fonctionnement de la Caisse Mutuelle Centrale.

LE PRESIDENT DU CC DU PCT,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu la Constitution ;
Vu l'Ordonnance n° 017-89 du 12 juin 1989 portant création des Mutuelles Congolaises d'Epargne et de Crédit (MUCODEC) et de la Caisse Mutuelle Centrale ;
Vu le Décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le Décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le Décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Le Conseil des Ministres entendu,

DECRETE :

Article 1er : La Caisse Mutuelle Centrale, émanant des Mutuelles Congolaises d'Epargne et de Crédit (MUCODEC), établissement financier créé par Ordonnance n° 017-89 susvisée, a pour mission de :

- gérer les excédents de trésorerie des MUCODEC ;
- gérer le fonds de garantie ;
- servir d'intermédiaire financier entre les MUCODEC et les autres agents économiques ;
- octroyer des avances, des prêts ou des subventions aux MUCODEC ;
- collecter les ressources et distribuer des crédits dans le cadre d'opérations financières qui lui sont propres.

Article 2 : La Caisse Mutuelle Centrale est placée sous la direction de la Structure de Développement.

Article 3 : Un Comité Consultatif fonctionne auprès de la Caisse Mutuelle Centrale. Il est composé de cinq Administrateurs de MUCODEC ou multiple de cinq élus annuellement en tenant compte du fait que chaque Région doit être représentée par au moins un Administrateur de MUCODEC.

Article 4 : Le Comité Consultatif est chargé de vérifier les comptes de la Caisse Mutuelle Centrale et donne des avis.

Il se réunit trimestriellement et élit à chaque réunion un Président de séance.

Les avis sont adoptés à la majorité simple. En cas de partage de voix, celle du Président de séance est prépondérante.

Les avis sont consignés dans un procès-verbal paraphé par le Président de séance, le Directeur de la Structure de Développeme et le Secrétaire de séance.

Le procès-verbal est diffusé auprès des MUCODEC par les soins de la Structure de Développement.

Article 5 : Le présent décret sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 6 juin 199

Général d'Armée Denis SASSOU-NGUESSO

Par le Président du Comité Central du Parti Congolais du Travail, Président de la République, Chef du Gouvernement,

Le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre d'Etat, Ministre
de la Jeunesse et du Développement
Rural,

Gabriel OBA-APOUNOU

Le Ministre des Finances et du Budget,

Edouard GAKOSSO

---

- DECRET N° 90-265 du 6 juin 1990 approuvant les Statuts-types des Mutuelles d'Epargne et de Crédit.

LE PRESIDENT DU CC DU PCT,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu la Constitution ;
Vu l'Ordonnance n° 017-89 du 12 juin 1989 portant création des Mutuelles Congolaises d'Epargne et de Crédit et de la Caisse Mutuelle Centrale ;
Vu le Décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le Décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le Décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Le Conseil des Ministres entendu,

DECRETE :

Article 1er : Sont approuvés les statuts-types des Mutuelles Congolaises d'Epargne et de Crédit.

Article 2 : Le texte desdits statuts sera annexé au présent décret.

Article 3 : Le présent décret sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 6 juin 1990

Général d'Armée Denis SASSOU-NGUESSO

Par le Président du Comité
Central du Parti Congolais du Travail,
Président de la République,
Chef du Gouvernement,

Le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre d'Etat, Ministre
de la Jeunesse et du Développement Rural,

Gabriel OBA-APOUNOU

Le Ministre du Travail
et de la Sécurité Sociale,

Jeanne.DAMBENZET

Le Ministre des Finances et du Budget,

Edouard GAKOSSO

---

## S T A T U T S

## DES MUTUELLES CONGOLAISES D'EPARGNE ET DE CREDIT

### TITRE I : CONSTITUTION

Article 1er : Dénomination

Il est constitué entre les personnes adhérant aux présents statuts une Mutuelle Congolaise d'Epargne et de Crédit (MUCODEC). Elle est une Société à Capital Variable régie par les lois coopératives actuellement en vigueur en République Populaire du Congo.

Elle prend le nom de :

MUTUELLE CONGOLAISE D'EPARGNE ET DE CREDIT

Article 2 : Siège Social

Le Siège Social est établi à...
Commune ou District de... Région de...

Le Siège Social peut être transféré en tout autre lieu de la circonscription par décision du Conseil d'Administration. Cette modification doit être confirmée par la plus proche Assemblée Générale.

Article 3 : Territorialité

La circonscription de la Mutuelle Congolaise d'Epargne et de Crédit est soit :

- le village ;
- le quartier ;
- la commune ;
- ou l'activité professionnelle.

Article 4 : Durée

La durée de la MUCODEC est de 99 ans.

Cette durée peut être prolongée par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire.

Cependant, lorsqu'elle bénéficie d'un prêt, ses membres ne peuvent prononcer sa dissolution qu'après le remboursement intégral du prêt en principal et en intérêts. La Société n'est pas dissoute lorsqu'un sociétaire est décédé, est exclu, interdit, mis en état de règlement judiciaire ou de faillite, se trouve en déconfiture ou se retire ou lorsqu'il y a dissolution de la communauté conjugale.

Article 5 : Principes Généraux

La MUCODEC est un établissement financier à statut légal spécial. Elle est une Association de Personnes à caractère économique et social. Toute MUCODEC doit être agréée par la Structure de Développement.

La MUCODEC doit compter au moins 12 membres ayant acquis leurs parts sociales et effectué un dépôt.

La MUCODEC est régie par les principes coopératifs universellement connus à savoir :

- adhésion libre et volontaire ;
- un homme - une voix ;
- intérêt limité au Capital ;
- ristourne au prorata des transactions effectuées par le sociétaire avec la coopérative ;
- éducation coopérative permanente ;
- intercoopération.

Elle est un moyen sûr et efficace pour conserver à l'abri du vol, de la destruction, de la perte et de tous autres incidents, l'épargne en numéraire des membres adhérents. Par ce moyen, la MUCODEC assure la promotion de l'épargne collective, de la prévoyance familiale, de l'esprit mutualiste, tout en luttant contre la pratique de l'usure.

La mise en commun de cette épargne et sa gestion permet à la MUCODEC de faire des prêts à ses membres adhérents. Ils auront pour but de satisfaire les besoins familiaux, d'améliorer les conditions de vie et de financer les activités économiques des adhérents.

Article 6 : Objet

La collecte de l'épargne et la distribution des prêts représentent l'objet fondamental et principal des MUCODEC. Elles s'interdisent toutes activités propres de nature agricole, commerciale, artisanale, minière ou industrielle.

La MUCODEC a ainsi pour objet :

- de collecter l'épargne de ses membres ;
- d'accorder des prêts à ses seuls sociétaires ;
- d'entreprendre des actions sociales, culturelles et éducatives liées à son objet.

Article 7 : Organes de la MUCODEC

Les organes de la MUCODEC sont :

- l'Assemblée Générale ;
- le Conseil d'Administration.

Article 8 : Le Capital Social

- Le Capital Social est constitué par les parts sociales souscrites par les membres. Il peut être augmenté indéfiniment par l'admission de nouveaux membres. Le Capital Social peut être diminué par suite de démission, exclusion ou décès de membres entraînant des retraits de parts sociales. Il peut l'être également par le remboursement des parts sociales souscrites lors de l'octroi des prêts ou souscrites volontairement.

- Le montant de la part sociale est fixé à mille francs.

Cette part est indivisible, nominative et ne peut être négociée. Elle donne droit de vote à l'Assemblée Générale.

TITRE II : POUVOIRS DE LA MUCODEC

Article 9 : Effets de Commerce, Lettres de Créance.

La MUCODEC peut émettre, endosser, accepter les billets à ordre, lettres de change, mandats et autres effets négociables.

Article 10 : Compte Bancaire

La MUCODEC ouvre un compte à la "Caisse Mutuelle Centrale" relevant de la "Structure de Développement" prévue par Ordonnance et y effectue toutes les opérations nécessaires pour assurer un service de qualité à ses membres et une bonne gestion des fonds qui lui sont confiés par dérogation expresse de la "Structure de Déve-

loppement". Elle peut ouvrir un compte dans une banque.

Article 11 : Compensation

La MUCODEC peut retirer pour le remboursement de toute créance qu'elle détient contre l'un de ses membres les deniers qu'elle peut lui devoir et exécuter ainsi la compensation avec la dette.

Article 12 : Biens Mobiliers et Immobiliers

La MUCODEC peut acquérir et posséder des biens mobiliers et immobiliers. Elle peut les vendre, les louer ou en disposer autrement.

Toutefois, afin de ne pas obérer les intérêts des épargnants et dans le cadre de l'esprit coopératif, l'ensemble de ces immobilisations ne peut excéder le capital social de la MUCODEC. La MUCODEC peut, dans le cadre des besoins justifiés, obtenir une avance d'investissement de la "Caisse Mutuelle Centrale". Ces dispositions sont régies par le règlement financier liant la MUCODEC à la "Structure de Développement"

Article 13 : Engagements

La MUCODEC peut emprunter auprès de la "Caisse Mutuelle Centrale", hypothéquer ses biens immeubles ou donner tout autre bien en garantie, dans ses différentes transactions avec la "Structure de Développement".

Article 14 : Souscription de parts sociales dans une coopérative.

La MUCODEC peut souscrire des parts sociales dans une coopérative pour en devenir sociétaire et pour bénéficier des services dont elle a besoin. Sous réserve de l'accord de la "Structure de Développement".

Chaque souscription ne peut excéder5 % du capital social et l'ensemble des souscriptions ne peuvent dépasser 20 % du capital social.

TITRE III : DES SOCIETAIRES

Article 15 : Conditions d'Admission

Les adhérents de la MUCODEC sont ses fondateurs et toutes autres personnes capables de contracter et qui :

- souscrivent une ou plusieurs parts sociales de 1 000 F CFA (mille francs) règlent leurs droits d'adhésion.
- sont admises par le Conseil d'Administration ;
- ne sont membres d'aucune autre MUCODEC.

Peuvent acquérir la qualité de sociétaire :

- les personnes physiques domiciliées dans la circonscription de la Caisse, possédant la capacité juridique et jouissant de leurs droits civiques ;
- les personnes morales de droit privé ou de droit public dont le siège est compris dans la circonscription territoriale de la caisse.

Article 16 : Perte de la qualité de sociétaire

La qualité de sociétaire se perd par démission, exclusion ou décès.

Tout sociétaire a le droit de se retirer de la MUCODEC en remettant sa démission à condition qu'il n'en soit pas débiteur. Cette démission devra être remise par écrit au Conseil d'Administration au moins trois mois à l'avance sauf pour le sociétaire qui transfère son domicile en dehors de la circonscription de la Caisse, auquel cas il n'est pas tenu d'observer ce délai.

Dans le cas d'une démission, la part sociale est remboursée.

L'exclusion d'un Membre adhérent peut être prononcée par le Conseil d'Administration et doit être ratifiée par l'Assemblée Générale en particulier dans les cas suivants :

- non respect de l'article 18 par l'adhérent ;
- violation des dispositions législatives, règlementaires ou statutaires ;
- faillite ou déconfiture notoire du sociétaire ;
- atteinte à l'honneur et à la crédibilité de la MUCODEC.

Article 17 : Droits des Sociétaires

Chaque sociétaire a le droit :

- de placer son épargne à la MUCODEC contre ristourne d'une fraction des excédents de gestion ou de versement d'intérêts ;
- de demander à la MUCODEC, sous réserve que les moyens en trésorerie de celle-ci à la date de la demande le permet-

tent des prêts conformément aux statuts, au règlement financier et au règlement intérieur.
- de participer à toutes opérations de la MUCODEC ;
- d'assister aux Assemblées Générales et de prendre part aux votes, délibérations et élections. Le principe régissant de droit demeure : un adhérent, une voix. Chaque sociétaire est électeur et éligible.

Les salariés de la MUCODEC ne sont pas éligibles.

Article 18 : Obligations des Sociétaires

Chaque sociétaire :

- répond solidairement avec les autres sociétaires sur ses biens des engagements de la société tant vis-à-vis d'elle-même que de ses créanciers ;
- est tenu de se conformer aux dispositions des statuts du règlement intérieur et aux décisions de l'Assemblée Générale ;
- est tenu de contribuer à la prospérité de la MUCODEC et d'apporter à cette institution la preuve de son esprit mutualiste.

TITRE IV : ASSEMBLEE GENERALE

Article 19 : Principes

L'Assemblée Générale représente l'ensemble des sociétaires et constitue la plus haute autorité de la MUCODEC.

L'Assemblée Générale se réunit au moins une fois par an, avant le 30 avril suivant la clôture de l'exercice précédent. L'exercice se déroule du 1er janvier au 31 décembre.

Le premier exercice ira de la date de création au 31 décembre de l'année suivante.

Article 20 : Convocation

Les sociétaires exercent leurs droits par voie de délibération à l'Assemblée Générale. Celle-ci est publiée par voie d'affichage au siège social quinze jours avant la date fixée pour la réunion. Les convocations aux assemblées générales devront indiquer l'ordre du jour, la date, le lieu et l'heure.

Article 21 ; Organisation

L'assemblée élit un Président et un Secrétaire consigne les délibérations et décisions de l'Assemblée au registre des procès-verbaux. Les scrutateurs vérifient et approuvent le procès-verbal.

Article 22 : Condition de validité

Pour délibérer valablement, l'assemblée générale doit réunir les 2/3 des adhérents inscrits. Si le quorum n'est pas atteint, le Conseil d'Administration convoque une seconde assemblée générale qui se réunira dans les dix jours au moins et les quinze jours au plus après la date fixée pour la première assemblée. On prendra soin d'indiquer dans la convocation, la date et le résultat de la présente.

La seconde assemblée générale délibère valablement quel que soit le nombre des adhérents présents.

Article 23 : Exercice de droit de vote

Chaque sociétaire n'a droit qu'à une voix. Il ne peut en user que personnellement, et non par procuration. Les personnes morales exercent leur droit de vote par leurs représentants légaux ou par l'intermédiaire d'une personne dûment mandatée.

Article 24 : Mode de scrutin

Le vote se fait à main levée, sauf pour l'élection des dirigeants où le scrutin secret est requis sur demande de la majorité des sociétaires présents. Les décisions se prennent à la majorité relative des voix.

Article 25 : Pouvoirs de l'Assemblée Générale

- Examiner le rapport moral du Conseil d'Administration ;
- examiner le rapport financier, les comptes et le bilan ;
- traiter de toutes les questions concernant l'Administration de la MUCODEC ;
- voter les résolutions dont :
  * affectation des résultats de l'exercice ;
  * élection et réélection des Administrateurs ;
  * donner ou refuser le quitus pour l'Administration de l'exercice.

Article 26 : Assemblée Générale Extraordinaire

Une assemblée générale doit être convoquée dès que l'intérêt de la MUCODEC

l'exige sur l'initiative du Conseil d'Administration ou à la requête d'un dixième au moins des sociétaires, ou à la requête de la "Structure de Développement"

Article 27 : Assemblée Générale Extraordinaire : Conditions d'existence

La convocation doit intervenir dans les cas suivants :

- modification statutaire ;
- prorogation ou dissolution de la société ;
- d'une manière générale, sur toutes les questions menaçant l'existence de la MUCODEC.

Article 28 : Assemblée Générale Extraordinaire : Conditions de validité

L' Assemblée Générale Extraordinaire est convoquée par voie d'affichage au siège social au moins une semaine avant la date prévue. Sa tenue exige la présence des 3/4 des adhérents. A défaut, une deuxième convocation est nécessaire dans les 48 heures, dans les mêmes conditions de publicité et sans obligation de quorum.

Article 29 : Assemblée Générale Extraordinaire : Motions

Les adhérents ont le droit de présenter toutes propositions portant sur l'ordre du jour et de demander qu'elles soient soumises aux délibérations de l'assemblée.

Article 30 : Assemblée Générale Extraordinaire : Organisation

Le Président du Conseil d'Administration la préside, assisté de deux scrutateurs et d'un secrétaire, choisis parmi les sociétaires présents. Dans toutes les assemblées générales extraordinaires, les décisions sont prises à la majorité relative des 2/3. Le secrétaire consigne les délibérations sur le registre des procès-verbaux ; les scrutateurs vérifient et approuvent le procès-verbal.

Article 31 : Assemblée Générale Constitutive

L'Assemblée Générale Constitutive est formée de l'ensemble des personnes intéressées par la création d'une MUCODEC, ayant acquis une part sociale et réglé les droits d'adhésion.

Elle élit un bureau provisoire comprenant un Président, un Secrétaire et deux Scrutateurs.

Le Président anime les débats, le secrétaire établit le procès-verbal, les scrutateurs le vérifient et l'approuvent.

Un vote est effectué à la majorité des 2/3 pour décider de créer la MUCODEC et pour adopter les statuts.

TITRE V : LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Article 32 : Le Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration se compose de 6 à 9 membres élus par l'Assemblée Générale. Il représente la MUCODEC et la dirige.

La durée des fonctions des membres du Conseil d'Administration est de trois ans. En cas de vacance par décès, démission ou toute autre causé d'un ou plusieurs Administrateurs, le Conseil d'Administration peut procéder par cooptation du ou des Administrateurs défaillants. Le mandat de l'Administrateur coopté prend fin au jour de la plus proche Assemblée Générale. Les membres du Conseil sont rééligibles et renouvelables par tiers.

Article 33 : Exclusion

Le Conseil d'Administration, à son initiative ou sur proposition de la "Structure de Développement" étudie les cas de carence, manquement grave, dont endettement litigieux, incompétence, non participation à la vie de la MUCODEC. L'Administrateur pourra être démis de ses fonctions par le Conseil qui procèdera à son remplacement et ceci à la majorité des deux tiers.

Article 34 : Fonctions

Le Conseil désigne en son sein le Président, le Vice-Président, le Trésorier.

Article 35 : Fonctions du Conseil d'Administration

Les fonctions de l'ensemble des membres du Conseil d'Administration sont gratuites et honorifiques. Elles comportent néanmoins la restitution des débours.

Article 36 : Responsabilité des Administrateurs

Les Administrateurs sont responsables individuellement ou solidairement suivant

le cas envers la MUCODEC ou envers les tiers des fautes qu'ils auraient commises dans l'exercice de leurs fonctions.

Article 37 : Représentation juridique

La MUCODEC peut ester en justice. Le Conseil d'Administration est valablement engagé par la signature du 1/3 de ses membres dont celle du Président ou du Vice-Président en cas d'empêchement du Président.

Article 38 : Réunion du Conseil d'Administration

Les membres du Conseil d'Administration se réunissent au siège social au moins une fois par mois en dehors des sessions extraordinaires. Une réunion extraordinaire devra être convoquée toutes les fois que la demande en sera faite par deux membres au moins de ce conseil ou par le Président.

Article 39 : Délibérations

Pour délibérer valablement, le Conseil d'Administration doit réunir au moins la moitié des Administrateurs parmi lesquels le Président ou le Vice-Président.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix des membres présents. Nul ne peut voter par procuration.

Article 40 : Régistre des délibérations

Les délibérations du Conseil d'Administration doivent être transcrites sur le régistre des délibérations sous forme de procès-verbal de séance. Le Procès-Verbal fait état des membres du Conseil d'Administration présents lors de la délibération. Le Procès-Verbal est signé par tous les membres présents.

Article 41 : Pouvoirs Généraux

Le Conseil d'Administration est chargé de la gestion de la MUCODEC. Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour gérer toutes les affaires sociales et pourvoir à tous les intérêts sociaux sans autres limitations que :

- celles résultant de la loi et des règlements en vigueur ;
- celles résultant des présents statuts
- celles résultant des décisions de l'Assemblée Générale.

Article 42 : Pouvoirs Spéciaux

Le Conseil a, en particulier, les pouvoirs suivants :

- décider de l'admission ou de l'exclusion des sociétaires ;
- fixer les réunions des Assemblées Générales Ordinaires et Extraordinaires, d'en établir l'ordre du jour ;
- nommer et révoquer le gérant, d'assurer son agrément par la "Structure de Développement", recruter le personnel ;
- fixer ou modifier les taux d'intérêts débiteurs ou créditeurs après accord de la "Structure de Développement" ;
- statuer sur les demandes de prêts ;
- veiller à ce que l'utilisation des fonds prêtés aux sociétaires soit conforme à l'objet du crédit accordé, assurer le respect du calendrier des remboursements ;
- fixer les droits d'adhésion ;
- établir le règlement intérieur de la MUCODEC, et de veiller à son respect, en référence à l'article 55 des statuts ;
- signer tous actes et écrits engageant la MUCODEC, de décider tous paiements dans le cadre et le respect des textes en vigueur dans le mouvement des MUCODEC ;
- assurer une gestion conforme à l'intérêt général de la MUCODEC.

Article 43 : Le Président

- Le Président du Conseil d'Administration de la MUCODEC est désigné annuellement par le Conseil d'Administration. Il est rééligible pour un maximum de six mandats consécutifs ;
- Le Président doit veiller à l'accomplissement des devoirs du Conseil d'Administration et exécute toutes décisions ;
- Signer la correspondance et les publications de la MUCODEC ;
- Surveiller la tenue de la caisse, la comptabilité, la bonne conservation de tous les documents, matériel et mobilier, mandater toutes dépenses en se conformant aux règlements et décisions du Conseil d'Administration et se tenir continuellement au courant de la marche des affaires.

- Convoquer et présider le Conseil d'Administration ;

Convoquer les Assemblées Générales et présenter un rapport annuel sur l'activité de la MUCODEC ;

Ces dispositions s'appliquent egalement au Vice-Président en cas d'empêchement du Président.

TITRE VI : LE GERANT

Article 44 : Désignation

Le gérant est désigné par le Conseil d'Administration, après avis de la "Structure de Développement". Il peut être sociétaire ou recruté à l'extérieur. Il ne peut pas être membre du Conseil d'Administration. Il est choisi en raison de ses compétences et de sa probité morale.

Article 45 : Rémunération

Il pourra être rémunéré par la MUCODEC si l'ampleur du travail fourni le justifie dans le cadre de la grille salariale fixée par le règlement financier régissant les rapports entre les MUCODEC et la "Structure de Développement".

Article 46 : Missions

Il oeuvre à la promotion de la MUCODEC et il doit :

- tenir la permanence de la MUCODEC ;
- exécuter les décisions du Conseil d'Administration ;
- tenir la comptabilité, les registres officiels ;
- préparer les demandes de prêts et les proposer au Conseil d'Administration ;
- gérer le personnel ;
- il est responsable de la vie courante de la MUCODEC ;
- il prépare avec le Président les réunions du Conseil d'Administration, en particulier les demandes de prêts qui seront soumises à l'approbation des membres du Conseil d'Administration.

Article 47 : Révocation

Le gérant peut être révoqué par le Conseil d'Administration après avis de la "Structure de Développement".

TITRE VII : STRUCTURE DE DEVELOPPEMENT

Article 48 : Principes

A terme d'offrir un véritable réseau géré selon le mode démocratique, défini par l'esprit coopératif, la MUCODEC demeure sous le contrôle permanent de la "Structure de Développement".

La MUCODEC s'engage à en respecter les directives et suivre les conseils dans le cadre d'obligations réciproques.

Article 49 : Adhésions de la MUCODEC

La MUCODEC demandera dès sa création son adhésion à la "Structure de Développement", organisme de tutelle des MUCODEC. De ce fait, elle acquiert l'ensemble des droits et obligations qui en découlent.

Article 50 : Cotisation

La MUCODEC participe au budget de fonctionnement de la "Structure de Développement" en versant une cotisation dont les modalités sont définies dans le règlement financier régissant les rapports entre les MUCODEC et la "Structure de Développement".

Article 51 : Relations avec la "Structure de Développement"

En contrepartie de cette adhésion, la MUCODEC accepte que la "Structure de Développement" , organe de tutelle des MUCODEC :

- représente collectivement la MUCODEC pour faire valoir ses droits et ses intérêts ;
- assiste la MUCODEC dans son développement et particulièrement en matière juridique, administrative, comptable, financière et dans le cadre technique, relatif à la collecte de l'épargne et l'octroi de crédits.
- facilite la formation et l'information de ses sociétaires, de ses administrateurs et de ses salariés.;
- exerce un contrôle administratif, technique et financier sur l'organisation et la gestion de la MUCODEC ;
- peut, si elle le juge nécessaire, assurer ou faire assurer la direction de la MUCODEC, en remplacement du Conseil d'Administration, en cas de non respect des règles édictées par les statuts, le règlement financier et le règlement intérieur jusqu'à la tenue d'une Assemblée Générale Extraordinaire qui doit se réunir dans les trois mois.
- détermine les taux d'intérêts, créditeurs et débiteurs ;
- fixe le règlement financier de la MUCODEC.

Article 52 : Caisse Mutuelle Centrale : Principes

Les excédents de trésorerie sont versés à la "Structure de Développement", au sein de la "Caisse Mutuelle Centrale" selon les dispositions fixées par le règlement financier des MUCODEC.

Article 53 : Caisse Mutuelle Centrale
Affectation des fonds

"La Structure de Développement" décide de la destination des fonds gérés par la "Caisse Mutuelle Centrale" selon les modalités fixées dans le règlement financier.

TITRE VIII - DISPOSITIONS DIVERSES

Article 54 : Les prêts

- Les prêts ne sont accordés qu'aux seuls sociétaires et pour des raisons jugées utiles par le Conseil d'Administration ;
- les prêts doivent s'accompagner de cautions solidaires. L'obtention d'un prêt ne peut être accordé qu'après trois mois d'adhésion.

Le prêt accordé s'accompagne d'un échéancier. Le premier prêt ne peut pas excéder trois fois le montant de l'épargne déposée par ce sociétaire.

Article 55 : Règlement Intérieur

Un règlement intérieur sera élaboré et approuvé par la plus proche Assemblée Générale. Il devra être agréé par la "Structure de Développement".

Article 56 : Dissolution

La dissolution ne peut être prononcée que par l'Assemblée Générale Extraordinaire réunie et statuant dans les conditions établies par l'article 27.

Si la dissolution est prononcée, les opérations de liquidation sont dirigées par un ou plusieurs liquidateurs agréés par la "Structure de Développement" et nommés par l'Assemblée Générale. Les opérations de liquidation sont contrôlées par la "Structure de Développement"

---

- DECRET N° 90-268 du 8 juin 1990 portant nomination de Magistrats

LE PRESIDENT DU CC DU PCT,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 42-61 du 20 juin 1961 portant Statut de la Magistrature et les textes modificatifs subséquents ;
Vu la loi n° 53-83 du 21 avril 1983 portant réorganisation de la Justice en République Populaire du Congo ;
Vu le décret n° 80-445 du 31 octobre 1980 abrogeant le décret n° 75-306 du 26 août 1975 accordant certains avantages matériels aux Membres des Cabinets Ministériels et à certains Responsables Administratifs ;
Vu le décret n° 82-175 du 17 février 1982 étendant les dispositions du décret n° 80-445 du 31 octobre 1980 à certains Responsables des services judiciaires ;
Vu le décret n° 82-595 du 18 juin 1982 fixant les indemnités de fonctions allouées aux titulaires de certains postes administratifs ;
Vu le décret n° 83-1078 du 15 décembre 1983 portant rectificatif du paragraphe 4 de l'article 1er du décret n° 82-595 du 18 juin 1982 fixant les indemnités de fonctions allouées aux titulaires de certains postes administratifs, en ce qui concerne le Ministère de la Justice ;
Vu le décret n° 83-162 du 2 mars 1983 portant institution d'une indemnité de sujétion en faveur du personnel relevant du Ministère de la Justice ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement,
Le Conseil des Ministres entendu,

DECRETE :

Article 1er : Les Magistrats, dont les nom et prénoms suivent, sont nommés dans les Juridictions ci-après :

1° - COUR SUPREME en qualité de :

Juges du Siège :

| | |
|---|---|
| SOMBO | (Léon) |
| NZOALA | (Germain) |
| MOUTEKE | (Robert) |
| BALLARD | (Henri) |
| KAMANGO | (André) |

2è Avocat Général : GATABANTOU (Samuel)

Substitut Général : MABELE (Gabouma)

2° - TRIBUNAL POPULAIRE DE COMMUNE DE BRAZZAVILLE

Vice-Président : KIMBEMBE (Yvonne) en remplacement de SOMBO (Léon) appelé à d'autres fonctions.

Juges du Siège :

MASSENGO (Prosper)
DALMEIDA MELE (Flora)
NTOUADI PACKA (Benoît)
LINVANI (Elie)
KOUMOU (Pascal)
KOULOUNGOU (Delphin)

Avocat Général :

LIPOU née MASSALA (Albertine

Substituts Généraux :

NDAYI (Thadée)
BATI (Benoît)
NZOALA (Patrice)
KOUNKOU née SILOU (Françoise
entine Rose)

3° - TRIBUNAL POPULAIRE DE REGION DU KOUILOU

Président : AKIERA (Georges)
en remplacement de BALLARD (Henri) appelé à d'autres fonctions.

Juges du Siège :

GOMIS (Christine)
KAYA NGOLO (Mesaac)

Avocat Général

PENI-YALANSI
en remplacement de AKIERA (Georges) appelé à d'autres fonctions.

4° - TRIBUNAL POPULAIRE DE REGION DE LA CUVETTE

Président : YOUKOU (Hilaire)
en remplacement de KAMANGO (André) appelé à d'autres fonctions.

Juge du Siège :

MAKELE FOUKOU

Avocat Général :

ANDZILANDO (David)
cumulativement avec les fonctions de Procureur de la République près le Tribunal Populaire du District d'Owando.

Substitut Général :

LOUBON MANDEKIA

Article 2 : Les intéressés percevront les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Article 3 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et qui prend effet à compter de la date de prise de fonctions des intéressés, sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 8 juin 1990

Général d'Armée Denis SASSOU-NGUESSO

Par le Président du Comité Central du Parti Congolais du Travail, Président de La République, Chef du Gouvernement,

Le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, chargé des Réformes Administratives

Alphonse NZOUNGOU

Le Ministre des Finances et du Budget,

Edouard GAKOSSO

- DECRET N° 90-285 du 12 juin 1990 portant nomination de Mr BOPELE-EBAMBA (Henri) en qualité de Directeur Général de la Fonction Publique.

LE PRESIDENT DU CC DU PCT
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE
CHEF DU GOUVERNEMENT

Vu la Constitution ,
Vu la loi n° 021-89 du 14 novembre 198 portant refonte du Statut Général de la Fonction Publique ;
Vu le décret n° 85-593 du 17 avril 198 portant réorganisation du Ministère du Travail, de l'Emploi, de la Refonte de la Fonction Publique et de la Prévoyance Sociale ;
Vu le décret n° 80-445 du 31 octobre 980 abrogeant le décret n° 75-306 du 6 août 1975 accordant certains avantages atériels aux Membres des Cabinets Ministériels et à certains Responsables Administratifs ;
Vu le décret n° 82-595 du 18 juin 198 ixant les indemnités de fonction allouée aux titulaires de certains postes administratifs ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 198 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 198 portant organisation des intérims des

Membres du Gouvernement ;
Le Conseil des Ministres entendu,

DECRETE :

Article 1er : Mr BOPELE-EBAMBA (Henri), Administrateur des Services Administratifs et Financiers, est nommé Directeur Général de la Fonction Publique.

Article 2 : L'intéressé percevra les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Article 3 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et qui prend effet à compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé, sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 12 juin 1990

Par le Président du Comité Central du Parti Congolais du Travail, Président de la République, Chef du Gouvernement,

Général d'Armée Denis SASSOU-NGUESSO

Le Premier Minsitre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

Le Ministre des Finances et du Budget,

Edouard GAKOSSO

- DECRET N° 90-286 du 13 juin 1990 portant détachement de Mr EKIAMA (Pierre) auprès de la Société Industrielle de Déroulage et de Tranchage.

LE PRESIDENT DU CC DU PCT,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 021-89 du 14 novembre 1989 portant refonte du Statut Général de la Fonction Publique ;
Vu le décret n° 85-728 du 17 mai 1985 portant attributions et organisation du Ministère de l'Economie Forestière ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Le Conseil des Ministres entendu,

DECRETE :

Article 1er : Mr EKIAMA (Pierre), Ingénieur des Eaux et Forêts, est placé en position de détachement auprès de la Société Industrielle de Déroulage et de Tranchage, pour y exercer les fonctions de Directeur Général.

Article 2 : La rémunération de Mr EKIAMA (Pierre) sera prise en charge par la Société Industrielle de Déroulage et de Tranchage qui est en outre redevable, envers la Caisse de Retraite des Fonctionnaires, de la contribution patronale pour la constitution des droits à pension.

Article 3 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et qui prend effet à compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé, sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 13 juin 1990

Par le Président du Comité Central du Parti Congolais du Travail, Président de la République, Chef du Gouvernement,

Général d'Armée Denis SASSOU-NGUESSO

Le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie Forestière,

Général de Brigade Raymond Damase NGOLLO

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZE

Le Ministre des Finances et du Budget,

Edouard GAKOSSO

- DECRET N° 90-287 du 13 juin 1990 portant détachement de Mr ESSEREKE (Albert) auprès de la Société Industrielle des Bois de Mossendjo.

LE PRESIDENT DU CC DU PCT,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 021-89 du 14 novembre 1989 portant refonte du Statut Général de la Fonction Publique ;
Vu le décret n° 85-728 du 17 mai 1985 portant attributions et organisation du Ministère de l'Economie Forestière ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des Intérims des Membres du Gouvernement ;
Le Conseil des Ministres entendu,

DECRETE :

Article 1er : Mr ESSEREKE (Albert) Ingénieur des Eaux et Forêts, est placé en position de détachement auprès de la Société Industrielle des Bois de Mossendjo, pour y exercer les fonctions de Directeur Commercial.

Article 2 : La rémunération de Mr ESSEREKE (Albert) sera prise en charge par la Société Industrielle des Bois de Mossendjo qui est en outre, redevable envers la Caisse de Retraite des Fonctionnaires, de la contribution patronale pour la constitution des droits à pension.

Article 3 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et qui prend effet à compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé, sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 13 juin 1990

Par le Président du Comité Central du Parti Congolais du Travail, Président de la République, Chef du Gouvernement,

Général d'Armée Denis SASSOU-NGUESSO

Le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie Forestière

Général de Brigade Raymond Damase NGOLLO

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

Le Ministre des Finances et du Budget,

Edouard GAKOSSO

---

- DECRET N° 90-288 du 13 juin 1990 portant détachement de Mr OTTA (William Jean Joseph) auprès de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale.

LE PRESIDENT DU CC DU PCT,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 004-86 du 25 février 1986 instituant le Code de Sécurité Sociale ;
Vu la loi n° 021-89 du 14 novembre 1989 portant refonte du Statut Général de la Fonction Publique ;
Vu le décret n° 85-593 du 17 avril 1985 portant réorganisation du Ministère du Travail, de l'Emploi, de la Refonte de la Fonction Publique et de la Prévoyance Sociale ;
Vu le décret n° 89-165 du 21 février 1989 portant Organisation et Fonctionnement de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Le Conseil des Ministres entendu,

DECRETE :

Article 1er : Mr OTTA (William Jean-Joseph), Administrateur du Travail, est placé en position de détachement auprès de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale, pour y exercer les fonctions de Directeur Général.

Article 2 : La rémunération de Mr OTTA (William Jean Joseph) sera prise en charge par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale qui est en outre redevable, envers la Caisse de Retraite des Fonctionnaires, de la contribution patronale pour la constitution des droits à pension.

Article 3 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et qui prend effet à compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé, sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 13 juin 1990

Par le Président du Comité Central du Parti Congolais du Travail, Président de la République, Chef du Gouvernement,

Général d'Armée Denis SASSOU-NGUESSO

Le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

Le Ministre des Finances et du Budget,

Edouard GAKOSSO

---

- DECRET N° 90-289 du 13 juin 1990 portant détachement du Camarade MADIETA (Philippe) auprès de l'Ecole Inter-Etats des Douanes de BANGUI en République Centrafricaine.

LE PRESIDENT DU CC DU PCT,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 021-89 du 14 novembre 1989 portant refonte du Statut Général de la Fonction Publique ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Le Conseil des Ministres entendu,

DECRETE :

Article 1er : Le Camarade MADIETA (Philippe), Inspecteur Principal des Douanes de 4è échelon, est placé en position de détachement auprès de l'Ecole Inter-Etats des Douanes de BANGUI, en République Centrafricaine, pour y exercer les fonctions de Directeur, en remplacement du Camarade IBARA (Jean Firmin) appelé à d'autres fonctions.

Article 2 : La rémunération du Camarade MADIETA (Philippe) sera prise en charge par l'Ecole Inter-Etats des Douanes qui est en outre redevable, envers la Caisse de Retraite des Fonctionnaires, de la contribution patronale pour la constitution des droits à pension.

Article 3 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et qui prend effet à compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé, sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 13 juin 1990

Par le Président du Comité Central du Parti Congolais du Travail, Président de la République, Chef du Gouvernement,

Général d'Armée Denis SASSOU-NGUESSO

Le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre des Finances et du Budget,

Edouard GAKOSSO

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

---

- DECRET N° 90-290 du 13 juin 1990 portant nomination de Mr MBAMA (Alphonse) en qualité de Directeur Général de l'Agence Transcongolaise des Communications.

LE PRESIDENT DU CC DU PCT,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu la Constitution ;
Vu l'Ordonnance n° 021-69 du 24 octobre 1969 portant création de l'Agence Transcongolaise de Communications ;

Vu le décret n° 70-38 du 11 février 1970 portant statuts de l'Agence Trans-

congolaise de Communications ;
Vu le décret n° 84-563 du 21 juin 1984 portant organisation du Ministère des Transports et de l'Aviation Civile ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des Intérims des Membres du Gouvernement ;
Le Conseil des Ministres entendu,

DECRETE :

Article 1er : Mr MBAMA (Alphonse), Inspecteur en Chef des Services Administratifs de l'Agence Transcongolaise des Communications et précédemment Directeur du Port de Pointe-Noire, est nommé Directeur Général de l'Agence Transcongolaise des Communications.

Article 2 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et qui prend effet à compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé, sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 13 juin 1990

Par le Président du Comité Central du Parti Congolais du Travail, Président de la République, Chef du Gouvernement,

Général d'Armée Denis SASSOU-NGUESSO

Le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre des Transports et de l'Aviation Civile,

François BITA

---

- DECRET N° 90-291 du 13 juin 1990 portant approbation de la délibération n° 01-89-ATC-CA du 20 juillet 1989 portant approbation du Bilan au 31 décembre 1988 de l'Agence Transcongolaise des Communications.

LE PRESIDENT DU CC DU PCT,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 13-81 du 14 mars 1981 instituant la Charte des Entreprises d'Etat ;
Vu la loi n° 54-83 du 6 juillet 1983 instituant l'Entreprise-Pilote d'Etat et complétant la loi n° 13-81 du 14 mars 1981 instituant la Charte des Entreprises d'Etat ;
Vu le décret n° 82-1164 du 9 décembre 1982 fixant le Statut-Type des Entreprises d'Etat ;
Vu le décret n° 83-668 du 30 août 1983 portant transformation de certaines Entreprises d'Etat en Entreprise Pilote d'Etat ;
Vu l'Ordonnance n° 021-69 du 24 octobre 1969 portant création de l'Agence Transcongolaise de Communications ;
Vu le décret n° 70-38 du 11 février 1970 portant Statuts de l'Agence Transcongolaise des Communications ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des Intérims des Membres du Gouvernement ;
Le Conseil des Ministres entendu,

DECRETE :

Article 1er : Est approuvée la délibération n° 01-89-ATC-CA du 20 juillet 1989 portant approbation du Bilan, au 31 décembre 1988, de l'Agence Transcongolaise des Communications.

Article 2 : Le texte de la délibération précitée sera annexé au présent décret qui sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 13 juin 1990

Par le Président du Comité Central du Parti Congolais du Travail, Président de la République, Chef du Gouvernement,

Général d'Armée Denis SASSOU-NGUESSO

Le Premier Ministre,
Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre des Finances et du Budget,

Edouard GAKOSSO

Le Ministre des Transports et de l'Aviation Civile,

François BITA

- DELIBERATION N° 01-89-ATC-CA portant approbation du bilan au 31 décembre 1988 de l'Agence Transcongolaise des Communications.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION
DE L'AGENCE TRANSCONGOLAISE
DES COMMUNICATIONS

Vu l'Ordonnance n° 21-69 du 24 octobre 1969 portant création de l'Agence Transcongolaise des Communications ;
Vu le décret n° 70-38 du 11 février 1970 portant Statuts de l'Agence Transcongolaise des Communications ;
Vu la loi n° 13-81 du 14 mars 1981 instituant la Charte des Entreprises d'Etat ;
Vu la loi n° 54-83 du 6 juillet 1983 instituant l'Entreprise Pilote d'Etat ;
Vu le décret n° 83-668 du 30 août 1983 portant transformation de certaines Entreprises d'Etat en Entreprises Pilotes d'Etat ;
Vu les états financiers et le tableau d'analyse du bilan au 31 décembre 1988 ;
Vu le rapport du Commissariat National aux Comptes ;
Vu le rapport du Commissaire aux Comptes FIDEURAF ;

DELIBERANT EN SA SEANCE DU 20 JUILLET 1989, A ADOPTE LES DISPOSITIONS DONT LA TENEUR SUIT :

Article 1er : Le bilan général de l'Agence Transcongolaise des Communications, au 31 décembre 1988, est arrêté à la somme de 256 753 447 F CFA.

Article 2 : Les résultats d'exploitation de l'exercice 1988 des diverses sections de l'Agence se répartissent comme suit :

| | |
|---|---|
| 1° - CHEMIN DE FER CONGO-OCEAN | |
| - Produits | 24 140 447 405 FCFA |
| - Charges | -32 222 123 722 FCFA |
| DEFICIT | -08 081 646 317 FCFA |
| 2° - PORT DE POINTE-NOIRE | |
| - Produits | 6 676 384 776 FCFA |
| - Charges | -4 310 341 967 FCFA |
| BONI | 2 366 042 809 FCFA |
| 3° - DIRECTION DES VOIES NAVIGABLES, PORTS ET TRANSPORTS FLUVIAUX | |
| - Produits | 8 005 866 615 FCA |
| - Charges | -10 202 280 206 FCFA |
| DEFICIT | -2 196 413 591 FCFA |

Article 3 : Les résultats hors exploitation de l'exercice des diverses sections de l'Agence Transcongolaise des Communications sont arrêtés à la somme de :

| | |
|---|---|
| - Direction Générale de l'ATC | 106 103 892 FCFA |
| - Chemin de Fer Congo-Océan | 2 819 554 983 FCFA |
| - Port de Pointe-Noire | 1 136 777 438 FCFA |
| - Direction des VNPTF | 739 996 430 FCFA |

Article 4 : Les résultats nets de l'exercice 1988 des diverses sections de l'ATC sont arrêtés à la somme de :

| | |
|---|---|
| - Direction Générale | 106 103 892 FCFA |
| - Chemin de Fer Congo Océan | -5 262 091 334 FCFA |
| - Port de Pointe-Noire | 3 502 820 247 FCFA |
| - Direction des VNPTF | -1 456 417 356 FCFA |
| TOTAL(DEFICIT) | -3 109 584 161 FCFA |

Ces résultats sont à imputer au compte "Report à nouveau"

Article 5 : Le Conseil d'Administration recommande au Gouvernement de donner quitus au Camarade François BITA, Directeur Général Président du Conseil d'Administration de l'ATC, pour sa gestion financière au titre de l'exercice 1988.

Article 6 : La présente délibération sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera.

Fait à Pointe-Noire, le 20 juillet 1989

Le Président du Conseil
d'Administration de l'ATC

François BITA

Vu et certifié conforme à la
délibération n° 01-89-ATC-CA
du Conseil d'Administration
de l'Agence Transcongolaise
des Communications.

Thomas DHELLO,

Secrétaire Général du Gouvernement.

---

- DECRET N° 90-292 du 13 juin 1990 portant nomination de Mr MATOKOT (Jean Casimir) en qualité de Directeur Général de la Caisse de Retraite des Fonctionnaires.

LE PRESIDENT DU CC DU PCT,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 021-89 du 14 novembre 1989 portant refonte du Statut Général de la Fonction Publique ;
Vu le décret n° 80-445 du 31 octobre 1980 abrogeant le décret n° 75-306 du 26 août 1975 accordant certains avantages matériels aux Membres des Cabinets Ministériels et à certains Responsables Administratifs ;
Vu le décret n° 82-595 du 18 juin 1982 fixant les indemnités de fonction allouées aux titulaires de certains postes administratifs ;
Vu le décret n° 85-593 du 17 avril 1985 portant réorganisation du Ministère du Travail, de l'Emploi, de la Refonte de la Fonction Publique et de la Prévoyance Sociale ;
Vu le décret n° 87-447 du 19 août 1987 portant création, organisation et fonctionnement de la Caisse de Retraite des Fonctionnaires ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des Intérims des Membres du Gouvernement ;
Le Conseil des Ministres entendu,

DECRETE :

Article 1er : Mr MATOKOT (Jean Casimir), Administrateur en Chef des Services Administratifs et Financiers, est nommé Directeur Général de la Caisse de Retraite des Fonctionnaires.

Article 2 : L'intéressé percevra les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Article 3 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et qui prend effet à compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé, sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 13 juin 1990

Par le Président du Comité Central du Parti Congolais du Travail, Président de la République, Chef du Gouvernement,

Général d'Armée Denis SASSOU-NGUESSO

Le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

Le Ministre des Finances et du Budget,

Edouard GAKOSSO

- DECRET N° 90-293 du 13 juin 1990 portant détachement et nomination du Camarade NGOUONIMBA NCZARY auprès de la Société des Silos à Ciment du Congo.

LE PRESIDENT DU CC DU PCT,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 021-89 du 14 novembre 1989 portant refonte du Statut Général de la Fonction Publique ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Le Conseil des Ministres entendu,

DECRETE :

Article 1er : Le Camarade NGOUONIMBA NCZARY, Conseiller des Affaires Etrangères, est détaché auprès de la Société des Silos à Ciment du Congo, pour y assurer les fonctions de Directeur Général.

Article 2 : La rémunération du Camarade NGOUONIMBA NCZARY sera prise en charge par la Société des Silos à Ciment du Congo qui est en outre redevable, envers la Caisse de Retraite des Fonctionnaires, de la contribution patronale pour la constitution des droits à pension.

Article 3 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et qui prend effet à compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé, sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 13 juin 1990

Par le Président du Comité Central du Parti Congolais du Travail, Président de la République, Chef du Gouvernement,

Général d'Armée Denis SASSOU-NGUESSO

Le premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre d'Etat, Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération,

Antoine NDINGA-OBA

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

Le Ministre du Commerce, des Petites et Moyennes Entreprises,

Alphonse MBOUDO-NESA

- DECRET N° 90-294 du 13 juin 1990 portant création et composition du Comité National d'Organisation des Jeux de l'Office National du Sport Scolaire et Universitaire.

LE PRESIDENT DU CC DU PCT,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu la Constitution ;
Vu le décret n° 65-25 du 26 janvier 1965 portant création de l'Office National du Sport Scolaire et Universitaire ;
Vu le décret n° 66-342 du 16 décembre 1966 portant institution de la Charte des Sports ;
Vu le décret n° 83-399 du 7 juin 1983 portant création, organisation et fonctionnement du Conseil National de la Culture Physique et des Sports ;
Vu le décret n° 85-1485 plaçant l'ONSSU sous la tutelle du Ministère du Tourisme, des Sports et Loisirs ;
Vu le décret n° 88-621 du 30 juillet 1988 portant attributions, organisation du Ministère du Tourisme, des Sports et Loisirs ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des Intérims des Membres du Gouvernement ;
Sur la proposition du Ministre de l'Education Physique et des Sports ;
Le Conseil des Ministres entendu,

DECRETE :

Article 1er : Il est créé un Comité National chargé de l'organisation des Jeux Nationaux de l'Office National du Sport Scolaire et Universitaire qui se dérouleront à Brazzaville du 19 au 26 mars 1990.

Article 2 : Le Comité National comprend :
- un Comité d'Honneur ;
- un Comité d'Organisation.

Article 3 : Le Comité d'Honneur est composé comme suit :

Président : Le Président du Comité Central du Parti Congolais du Travail, Président de la République, Chef du Gouvernement.

Secrétaire Général : Le Directeur Général des Sports ;

Secrétaire Général Adjoint : Le Directeur de l'Office National du Sport Scolaire et Universitaire ;

Membres :
- Un Représentant du Secrétariat Permanent de l'Union de la Jeunesse Socialiste Congolaise - Jeunesse du Parti ;
- Les Représentants des Fédérations Sportives Nationales des disciplines concernées ;
- les Présidents des Commissions.

Article 5 : Le Comité d'Organisation comprend les Commissions ci-après :

- Commission des compétitions ;
- commission des Cérémonies, des Programmes et du Protocole ;
- commission de Transport ;
- commission de l'Accueil, de l'Hébergement et de la Restauration ;
- commission des Finances et du Matériel ;

Président : Le Ministre de l'Education Physique et des Sports ou son Représentant ;

1er Vice-Président : Le Ministre des Enseignements Secondaire et Supérieur chargé de la Recherche Scientifique ;

2è Vice-Président : Le Ministre de l'Enseignement Fondamental et de l'Alphabétisation ou son Représentant ;

1er Vice-Président : Le Membre du Bureau Politique, Premier Ministre ;

2è Vice-Président : Le Membre du Bureau Politique, Secrétaire du Comité Central chargé de la Jeunesse, Ministre d'Etat, Ministre de la Jeunesse et du Développement Rural ;

Rapporteur : Le Ministre de l'Education Physique et des Sports ;

Membres :
- Le Secrétaire du Comité Central, Chef du Département de l'Education ;
- Le Ministre des Enseignements Secondaire et Supérieur chargé de la Recherche Scientifique ;
- Le Ministre de l'Enseignement Fondamental et de l'Alphabétisation.

Article 4 : Le Comité d'Organisation est composé comme suit :

- Commission de la Presse et de l'Information ;
- commission des Equipements et des Installations Sportives ;
- commission de la Santé ;
- commission de la Sécurité ;
- commission du Sponsoring et du Marketing ;
- Secrétariat des Jeux.

Article 6 : Les fonctions des Membres du Comité d'Organisation sont gratuites. Toutefois, en cas de déplacement, les intéressés perçoivent des frais de séjour et de déplacement conformément à la règlementation en vigueur.

Article 7 : Un arrêté du Ministre de l'Education Physique et des Sports créera les sous-commissions et fixera les attributions de chaque commission et sous-commission.

Article 8 : Un arrêté du Ministre de l'Education Physique et des Sports nommera les membres de chaque commission et sous-commission.

Article 9 : Le présent décret sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 13 juin 1990

Par le Président du Comité Central du Parti Congolais du Travail, Président de la République, Chef du Gouvernement,

Général d'Armée Denis SASSOU-NGUESSO

Le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre de l'Education Physique et des Sports

Jean Claude GANGA

Le Ministre des Finances et du Budget,

Edouard GAKOSSO

- DECRET N° 90-295 du 13 juin 1990 portant détachement du Colonel EYABO (Gaston) auprès de la Société Congolaise des Bois Imprégnés.

LE PRESIDENT DU CC DU PCT,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu la Constitution ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Le Conseil des Ministres entendu,

DECRETE :

Article 1er : Le Colonel EYABO (Gaston) est placé en position de détachement auprès de la Société Congolaise des Bois Imprégnés, pour y exercer les fonctions de Directeur Général Adjoint.

Article 2 : La rémunération du Colonel EYABO (Gaston) sera prise en charge par la Société Congolaise des Bois Imprégnés qui est en outre redevable, envers la Caisse de Retraite des Fonctionnaires, de la contribution patronale pour la constitution des droits à pension.

Article 3 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et qui prend effet à compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé, sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 13 juin 1990

Par le Président du Comité Central du Parti Congolais du Travail, Président de la République, Chef du Gouvernement,

Général d'Armée Denis SASSOU-NGUESSO

Le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie Forestière,

Général de Brigade Raymond Damase NGOLLO

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

- DECRET N° 90-296 du 13 juin 1990 portant détachement du Pharmacien Colonel OBOUAKA (Jean-de-Dieu) auprès de la Société Congolaise des Pharmacies.

LE PRESIDENT DU CC DU PCT,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 071-84 du 11 septembre 1984 portant création de la Société Congolaise des Pharmacies ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Le Conseil des Ministres entendu,

DECRETE :

Article 1er : Le Pharmacien Colonel OBOUAKA (Jean-de-Dieu) est placé en position de détachement auprès de la Société Congolaise des Pharmacies, pour y exercer les fonctions de Directeur.

Article 2 : La rémunération du Pharmacien Colonel OBOUAKA((Jean-de-Dieu) sera prise en charge par la Société Congolaise des Pharmacies qui est en outre redevable, envers la Caisse de Retraite des fonctionnaires, de la contribution patronale pour la constitution des droits à pension.

Article 3 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et qui prend effet à compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé, sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 13 juin 1990

Par le Président du Comité Central du Parti Congolais du Travail, Président de la République, Chef du Gouvernement,

Général d'Armée Denis SASSOU-NGUESSO

Le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

Le Ministre de la Santé et des Affaires Sociales,

OSSEBI DOUNIAM

Le Ministre des Finances et du Budget,

Edouard GAKOSSO

- DECRET N° 90-297 du 13 juin 1990 portant nomination de Mr YOKA (Paul) en qualité de Directeur Général de la Coordination des Projets PAM.

LE PRESIDENT DU CC DU PCT,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 021-89 du 14 novembre 1989 portant refonte du Statut Général de la Fonction Publique ;
Vu le décret n° 80-445 du 31 octobre 1980 abrogeant le décret n° 75-306 du 26 août 1975 accordant certains avantages matériels aux Membres des Cabinets Ministériels et à certains Responsables Administratifs ;
Vu le décret n° 82-595 du 18 juin 1982 fixant les indemnités de fonction allouées aux titulaires de certains postes administratifs ;
Vu le décret n° 88-185 du 1er mars 1988 portant création de la Direction de Coordination et de Contrôle des Projets PAM

et des Directions des Projets PAM ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du gouvernement ;
Le Conseil des Ministres entendu,

DECRETE :

Article 1er : Mr YOKA (Paul), Professeur d'Enseignement Technique, est nommé Directeur Général de la Coordination des Projets PAM.

Article 2 : L'intéressé percevra les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Article 3 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et qui prend effet à compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé, sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 13 juin 1990

Par le President du Comité Central du Parti Congolais du Travail, Président de la République, Chef du Gouvernement,

Général d'Armée Denis SASSOU-NGUESSO

Le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre d'Etat, Ministre du Plan et de l'Economie,

Pierre MOUSSA

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

Le Ministre des Finances et du Budget,

Edouard GAKOSSO

- DECRET N° 90-298 du 13 juin 1990 portant nomination du Camarade NIAMAZOCK (Paul) en qualité de Directeur Général du Développement Rural au Ministère de la Jeunesse et du Développement Rural.

LE PRESIDENT DU CC DU PCT,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu la Constitution ;
Vu le décret n° 80-445 du 31 octobre 1980 abrogeant le décret n° 75-306 du 26 août 1975 accordant certains avantages matériels aux Membres des Cabinets Ministériels et à certains Responsables Administratifs ;
Vu le décret n° 82-595 du 18 juin 1982 fixant les indemnités de fonction allouées aux titulaires de certains postes administratifs ;
Vu le décret n° 85-413 du 29 mars 1985 étendant les dispositions du décret n° 80-445 du 31 octobre 1980 aux titulaires de certaines fonctions politiques et administratives ;

Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;

Le Conseil des Ministres entendu,

DECRETE :

Article 1er : Le Camarade NIAMAZOCK (Paul), Ingénieur Agronome, est nommé Directeur Général du Développement Rural au Ministère de la Jeunesse et du Développement Rural.

Article 2 : Le Camarade NIAMAZOCK (Paul) percevra les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Article 3 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et qui prend effet à compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé, sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 13 juin 1990

Général d'Armée Denis SASSOU-NGUESSO

Par le Président du Comité Central du Parti Congolais du Travail, Président de la République, Chef du Gouvernement,

Le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre d'Etat, Ministre de la Jeunesse et du Développement Rural,

Gabriel OBA-APOUNOU

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

Le Ministre des Finances et du Budget,

Edouard GAKOSSO

- DECRET N° 90-420 du 30 juin 1990 relatif aux effets financiers des avancements, des reclassements, des révisions des situations administratives et des titularisations.

LE PRESIDENT DU CC DU PCT,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 021-89 du 14 novembre 1989 portant refonte du Statut Général de la Fonction Publique ;
Vu le décret n° 67-50-FP-BE du 24 février 1967 règlementant la prise d'effet du point de vue de la solde des actes règlementaires relatifs aux intégrations, nominations, reconstitutions de carrières et reclassements ;
Vu le décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 sur la prise d'effet des avancements et reclassements ;
Vu le rectificatif n° 87-420 du 14 août 1987 au décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 sur la prise d'effet financier des avancements et révisions des situations administratives ;
Vu le décret n° 88-429 du 6 juin 1988 portant dérogation aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 sur la prise d'effet des avancements et reclassements en faveur de certains Militaires de l'Armée Populaire Nationale ;
Vu le rectificatif n° 88-469 du 16 juin 1988 au décret n° 88-429 du 6 juin 1988 portant dérogation aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 sur la prise d'effet des avancements et reclassements en faveur de certains Militaires de l'Armée Populaire Nationale ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
En Conseil des Ministres,

DECRETE :

Article 1er : Les avancements, les reclassements, les révisions des situations administratives, qui donnent accès à une catégorie supérieure, civile ou militaire, et les titularisations, produisent leurs pleins effets financiers.

Les avancements et les révisions des situations administratives, qui s'effectuent à l'intérieur d'une même catégorie, ne produisent aucun effet financier.

Article 2 : Les situations administratives, citées à l'article précédent et intervenues antérieurement au présent décret, ne donnent pas droit à rappel de solde.

Article 3 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et qui prend effet à compter du 1er juillet 1990, sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 30 juin 1990

Par le Président du Comité Central du Parti Congolais du Travail, Président de la République, Chef du Gouvernement,

Général d'Armée Denis SASSOU-NGUESSO

Le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Pour le Ministre des Finances et du Budget en mission, le Ministre d'Etat, Ministre du Plan et de l'Economie,

Pierre MOUSSA

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

PREMIER MINISTRE

- DECRET N° 90-247 du 4 juin 1990 portant nomination du Camarade KOYA (Pierre) en qualité de Directeur de la Production Animale à la Direction Générale du Développement Rural du Ministère de la Jeunesse et du Développement Rural.

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu le décret n° 82-595 du 18 juin 1982 fixant les indemnités de fonction allouées aux titulaires de certains postes administratifs ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des Intérims des Membres du Gouvernement ;
Le Conseil de Cabinet entendu,

DECRETE :

Article 1er : Le Camarade KOYA (Pierre) Docteur Vétérinaire en Chef, est nommé Directeur de la Production Animale à la Direction Générale du Développement Rural du Ministère de la Jeunesse et du Développement Rural.

Article 2 : Le Camarade KOYA (Pierre) percevra les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Article 3 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et qui prend effet à compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé, sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 4 juin 1990

Par le Premier Ministre,
Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre d'Etat, Ministre de la Jeunesse et du Développement Rural,
Gabriel OBA APOUNOU

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale,
Jeanne DAMBENDZET

Le Ministre des Finances et du Budget,
Edouard GAKOSSO

- DECRET N° 90-248 du 4 juin 1990 portant nomination du Camarade ONDONGO (Georges) en qualité de Directeur de la Radio Rurale au Ministère de la Jeunesse et du Développement Rural.

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu le décret n° 82-595 du 18 juillet 1982 fixant les indemnités de fonction allouées aux titulaires de certains postes administratifs ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des Intérims des Membres du Gouvernement ;
Le Conseil de Cabinet entendu,

DECRETE :

Article 1er : Le Camarade ONDONGO (Georges), Journaliste de Niveau III, est nommé Directeur de la Radio Rurale au Ministère de la Jeunesse et du Développement Rural.

Article 2 : Le Camarade ONDONGO (Georges) percevra les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Article 3 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et qui prend effet à compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé, sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 4 juin 1990

Par le Premier Ministre,
Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre d'Etat, Ministre de la Jeunesse et du Développement Rural,
Gabriel OBA APOUNOU

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale,
Jeanne DAMBENDZET

Le Ministre des Finances et du Budget,
Edouard GAKOSSO

DECRET N° 90-249 du 4 juin 1990
portant nomination du Camarade NDZORO (Fidèle) en qualité de Directeur de la Pisciculture à la Direction Générale du Développement Rural au Ministère de la Jeunesse et du Développement Rural.

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu le décret n° 82-595 du 18 juin 1982 fixant les indemnités de fonction allouées aux titulaires de certains postes administratifs ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des Intérims des Membres du Gouvernement ;
Le Conseil de Cabinet entendu,

DECRETE :

Article 1er : Le Camarade NDZORO (Fidèle), Ingénieur des Travaux des Eaux et Forêts, est nommé Directeur de la Pisciculture à la Direction Générale du Développement Rural du Ministère de la Jeunesse et du Développement Rural.

Article 2 : Le Camarade NDZORO (Fidèle) percevra les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Article 3 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et qui prend effet à compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé, sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 4 juin 1990

Par le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre d'Etat, Ministre de la Jeunesse et du Développement Rural,

Gabriel OBA APOUNOU

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

Le Ministre des Finances et du Budget,

Edouard GAKOSSO

- DECRET N° 90-250 du 4 juin 1990
portant nomination du Camarade NZONDO (Marcel) en qualité de Directeur de la Recherche-Développement, Formation et Vulgarisation au Ministère de la Jeunesse et du Développement Rural.

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu le décret n° 82-595 du 18 juin 1982 fixant les indemnités de fonction allouées aux titulaires de certains postes administratifs ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des Intérims des Membres du Gouvernement ;
Le Conseil de Cabinet entendu,

DECRETE :

Article 1er : Le Camarade NZONDO (Marcel) Ingénieur Agronome, est nommé Directeur de la Recherche-Développement, Formation et Vulgarisation au Ministère de la Jeunesse et du Développement Rural.

Article 2 : Le Camarade NZONDO (Marcel) percevra les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Article 3 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et qui prend effet à compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé, sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 4 juin 1990

Par le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre d'Etat, Ministre de la Jeunesse et du Développement Rural,

Gabriel OBA APOUNOU

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

Le Ministre des Finances et du Budget,

Edouard GAKOSSO

- DECRET N° 90-251 du 4 juin 1990 portant nomination du Camarade ONDIA (Daniel) en qualité de Directeur des Affaires Administratives, Financières, Juridiques et du Personnel à la Direction Générale du Développement Rural du Ministère de la Jeunesse et du Développement Rural.

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu le décret n° 82-595 du 18 juin 1982 fixant les indemnités de fonction allouées aux titulaires de certains postes administratifs ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des Intérims des Membres du Gouvernement ;
Le Conseil de Cabinet entendu,

DECRETE :

Article 1er : Le Camarade ONDIA (Daniel) Administrateur des Services Administratifs et Financiers, est nommé Directeur des Affaires Administratives, Financières, Juridiques et du Personnel à la Direction Générale du Développement Rural du Ministère de la Jeunesse et du Développement Rural.

Article 2 : Le Camarade ONDIA (Daniel) percevra les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Article 3 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et qui prend effet à compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé, sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 4 juin 1990

Par le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre d'Etat, Ministre de la Jeunesse et du Développement Rural,

Gabriel OBA APOUNOU

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

Le Ministre des Finances et du Budget,

Edouard GAKOSSO

- DECRET N° 90-252 du 4 juin 1990 portant nomination de Mr TSETOU (Jacques) en qualité de Directeur Financier de la Caisse de Retraite des Fonctionnaires

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 021-89 du 14 novembre 1989 portant refonte du Statut Général de la Fonction Publique ;
Vu le décret n° 82-595 du 18 juin 1982 fixant les indemnités de fonction allouées aux titulaires de certains postes administratifs ;
Vu le décret n° 85-593 du 17 avril 1985 portant réorganisation du Ministère du Travail, de l'Emploi, de la Refonte de la Fonction Publique et de la Prévoyance Sociale ;
Vu le décret n° 87-447 du 19 août 1987 portant création, organisation et fonctionnement de la Caisse de Retraite des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Le Conseil de Cabinet entendu,

DECRETE :

Article 1er : Mr TSETOU (Jacques), Administrateur en Chef du Travail, est nommé Directeur Financier de la Caisse de Retraite des Fonctionnaires.

Article 2 : L'intéressé percevra les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Article 3 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et qui prend effet à compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé, sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 4 juin 1990

Par le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

Le Ministre des Finances et du Budget,

Edouard GAKOSSO

- DECRET N° 90-253 du 4 juin 1990 portant nomination du Camarade BANTSIMBA (Jean) en qualité de Directeur de la Production Végétale à la Direction Générale du Développement Rural du Ministère de la Jeunesse et du Développement Rural.

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu le décret n° 82-595 du 18 juin 1982 fixant les indemnités de fonction allouées aux titulaires de certains postes administratifs ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Le Conseil de Cabinet entendu,

DECRETE :

Article 1er : Le Camarade BANTSIMBA (Jean), Ingénieur Agronome, est nommé Directeur de la Production Végétale à la Direction Générale du Développement Rural du Ministère de la Jeunesse et du Développement Rural.

Article 2 : Le Camarade BANTSIMBA (Jean) percevra les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Article 3 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et qui prend effet à compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé, sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 4 juin 1990

Par le premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre d'Etat, Ministre de la Jeunesse et du Développement Rural,

Gabriel OBA APOUNOU

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

Le Ministre des Finances et du Budget,

Edouard GAKOSSO

- DECRET N° 90-254 du 4 juin 1990 portant nomination du Camarade MOELET-GOMA (Jean) en qualité de Directeur des Etudes et de la Planification au Ministère de la Jeunesse et du Développement Rural.

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu le décret n° 77-228 du 5 mai 1977 portant création de la Direction des Etudes et de la Planification au sein des Ministères ;
Vu le décret n° 82-595 du 18 juin 1982 fixant les indemnités de fonction allouées aux titulaires de certains postes administratifs ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Le Conseil de Cabinet entendu,

DECRETE :

Article 1er : Le Camarade MOELET-GOMA (Jean), Ingénieur Agro-Economiste, est nommé Directeur des Etudes et de la Planification au Ministère de la Jeunesse et du Développement Rural.

Article 2 : Le Camarade MOELET-GOMA (Jean) percevra les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Article 3 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et qui prend effet à compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé, sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 4 juin 1990

Par le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre d'Etat, Ministre de la Jeunesse et du Développement Rural,

Gabriel OBA APOUNOU

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

Le Ministre des Finances et du Budget,

Edouard GAKOSSO

- DECRET N° 90-255 du 5 juin 1990 portant nomination des Directeurs au Secrétariat Général du Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération.

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 021-89 du 14 novembre 1989 portant Refonte du Statut Général de la Fonction Publique ;
Vu le décret n° 82-595 du 18 juin 1982 fixant les indemnités de fonction allouées aux titulaires de certains postes administratifs ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Le Conseil de Cabinet entendu,

DECRETE :

Article 1er : Les Camarades, dont les noms et prénoms suivent, sont nommés Directeurs au Secrétariat Général du Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération. Il s'agit de :

Direction des Affaires Administratives et financières
ICKONGA-LA-AGNAGNA, Conseiller des Affaires Etrangères.

Direction des Affaires Juridiques
BIABAROH IBORO (Justin), Secrétaire des Affaires Etrangères.

Direction Afrique
MAGANGA MBOUMBA, Secrétaire des Affaires Etrangères.

Direction Amériques et Caraïbes
KINOUANI (Mathieu), Secrétaire des Affaires Etrangères.

Direction Asie et Pacifique
MOUDILA (Nicodème), Chef de Division des Affaires Etrangères.

Direction Europe
AMBARA (Georges), Professeur Certifié de Lycée.

Direction de la Coopération avec les Pays industrialisés
YANDOMA (Clément), Secrétaire des Affaires Etrangères

Direction de la Coopération avec les Pays en Développement
NGANGA-MUNGUA, Conseiller des Affaires Etrangères.

Direction de la Coopération avec les Organisations Internationales du Système des Nations Unies et des Organisations Non Gouvernementales
BOKINO (Aimé), Professeur Certifié de Lycée.

Direction Analyse et Prévision
LELO (Alfred), Secrétaire des Affaires Etrangères.

Article 2 : Les intéressés percevront les indemnités prévues par les textes en vigueur

Article 3 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et qui prend effet à compter de la date de prise de fonctions des intéressés, sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 5 juin 1990

Par le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre d'Etat, Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération

Antoine NDINGA OBA

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

Le Ministre des Finances et du Budget,

Edouard GAKOSSO

---

- DECRET N° 90-256 du 5 juin 1990 portant nomination du Camarade ANDZOLO (Antoine) en qualité de Directeur du Contrôle et de l'Orientation au Ministère de la Jeunesse et du Développement Rural.

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu le décret n° 82-293 du 16 avril 1982 portant attributions et organisation de la Direction du Contrôle et de l'Orientation ;

Vu le décret n° 82-595 du 18 juin 1982 fixant les indemnités de fonction allouées aux titulaires de certains postes administratifs ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Le Conseil de Cabinet entendu,

DECRETE :

Article 1er : Le Camarade ANDZOLO (Antoine) Administrateur des Services Administratifs et Financiers, est nommé Directeur du Contrôle et de l'Orientation au Ministère de la Jeunesse et du Développement Rural.

Article 2 : Le Camarade ANDZOLO (Antoine) percevra les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Article 3 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositons antérieures contraires et qui prend effet à compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé, sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 5 juin 1990

Par le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre d'Etat, Ministre de la Jeunesse et du Développement Rural,

Gabriel OBA APOUNOU

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

Le Ministre des Finances et du Budget,

Edouard GAKOSSO

---

- DECRET N° 90-257 du 5 juin 1990 portant nomination du Camarade EBARA (Justin) en qualité de Directeur de l'Opération Villages-Centres au Ministère de la Jeunesse et du Développement Rural.

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu le décret n° 82-595 du 18 juin 1982 fixant les indemnités de fonction allouées aux titulaires de certains postes administratifs ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Le Conseil de Cabinet entendu,

DECRETE :

Article 1er : Le Camarade EBARA (Justin) Ingénieur Agronome, est nommé Directeur de l'Opération Villages-Centres au Ministère de la Jeunesse et du Développement Rural.

Article 2 : Le Camarade EBARA (Justin) percevra les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Article 3 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et qui prend effet à compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé, sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 5 juin 1990

Par le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre d'Etat, Ministre de la Jeunesse et du Développement Rural,

Gabriel OBA APOUNOU

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

Le Ministre des Finances et du Budget,

Edouard GAKOSSO

---

- DECRET N° 90-258 du 5 juin 1990 portant nomination du Camarade ONGANIA (André) en qualité de Directeur des Activités Socio-Culturelles à la Direction Générale de la Jeunesse du Ministère de la Jeunesse et du Développement Rural.

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;

Vu le décret n° 82-595 du 18 juin 1982 fixant les indemnités de fonction allouées aux titulaires de certains postes administratifs ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Le Conseil de Cabinet entendu,

DECRETE :

Article 1er : Le Camarade ONGANIA (André) Professeur de Lycée, est nommé Directeur des Activités Socio-Culturelles à la Direction Générale de la Jeunesse du Ministère de la Jeunesse et du Développement Rural.

Article 2 : Le Camarade ONGANIA (André) percevra les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Article 3 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et qui prend effet à compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé, sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 5 juin 1990

Par le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre d'Etat, Ministre de la Jeunesse et du Développement Rural,

Gabriel OBA APOUNOU

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

Le Ministre des Finances et du Budget,

- DECRET N° 90-277 du 8 juin 1990 portant nomination de Directeurs, au Bureau de Contrôle du Bâtiment et des Travaux Publics au Ministère de l'Equipement, Chargé de l'environnement.

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu la loi N° 021-89 du 14 novembre 1989 portant refonte du Statut Général de la Fonction Publique ;
Vu le décret n° 82-595 du 18 juin 1982 fixant les indemnités de fonction allouées aux titulaires de certains postes administratifs ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Le Conseil de Cabinet entendu,

DECRETE :

Article 1er : Les Camarades, dont les nom et prénoms suivent, sont nommés Directeurs au Bureau de Contrôle du Bâtiment et des Travaux Publics au Ministère de l'Equipement, Chargé de l'Environnement.

Direction du Contrôle Technique
(Ernest ) GANGUIA, Professeur certifié de Lycée.

Direction du Laboratoire
(Louis Patrice) NGANION, Ingénieur des Travaux Publics, en remplacement du Camarade MABOUNGA (Daniel) appelé à d'autres fonctions.

Article 2 : Les intéressés percevront les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Article 3 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et qui prend effet à compter de la date de prise de fonctions des intéressés, sera publié au Journal Officiel

Fait à Brazzaville, le 8 juin 1990

Par le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre de l'Equipement, Chargé de l'environnement,

Colonel Florent NTSIBA

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

Le Ministre des Finances et du Budget,

Edouard GAKOSSO

- DECRET N° 90-278 du 8 juin 1990 portant nomination de Directeurs au Bureau d'études du Bâtiment et des Travaux Publics au Ministère de l'Equipement, chargé de l'Environnement.

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 021-89 du 14 novembre 1989 portant refonte du Statut Général de la Fonction Publique ;
Vu le décret n° 82-595 du 18 juin 1982 fixant les indemnités de fonction allouées aux titulaires de certains postes administratifs ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Le Conseil de Cabinet entendu,

DECRETE :

Article 1er : Les Camarades, dont les nom et prénoms suivent, sont nommés Directeurs au Bureau d'Etudes du Bâtiment et des Travaux Publics au Ministère de l'Equipement, Chargé de l'Environnement. Il s'agit de :

Direction des Etudes TEchniques de l'Urbanisme et de l'Habitat
(Jérôme) BUYA, Inspecteur du Cadastre.

Direction des Etudes Techniques du Bâtiment et des Travaux Publics
(Célestin) NZAOU-NTSIMBI, Ingénieur des Travaux Publics.

Article 2 : Les intéressés percevront les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Article 3 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et qui prend effet à compter de la date de prise de fonctions des intéressés, sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 8 juin 1990

Par le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre de l'Equipement,
Chargé de l'Environnement.

Colonel Florent NTSIBA

Le Ministre du Travail et
de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

Le Ministre des Finances et du Budget,

Edouard GAKOSSO

---

- DECRET N° 90-279 du 8 juin 1990 portant nomination de Directeurs au Secrétariat Général du Ministère de l'Equipement, Chargé de l'Environnement.

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 021-89 du 14 novembre 1989 portant Refonte du Statut Général de la Fonction Publique ;
Vu le décret n° 82-595 du 18 juin 1982 fixant les indemnités de fonction allouées aux titulaires de certains postes administratifs ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Le Conseil de Cabinet entendu,

DECRETE :

Article 1er : Les Camarades, dont les nom et prénoms suivent, sont nommés Directeurs au Secrétariat Général du Ministère de l'Equipement, Chargé de l'Environnement. Il s'agit de :

Directeur de l'Urbanisme et de l'Habitat
OKO-OLINGOBA, Administrateur des Services Administratifs et Financiers en remplacement du Camarade BOUSSA-ELLENGA, appelé à d'autres fonctions.

Directeur du Cadastre et de la Topographie
(Xavier) BASSANGUI, Ingénieur Géomètre en remplacement du Camarade MALELA (Joseph) appelé à d'autres fonctions.

Article 2 : Les intéressés percevront les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Article 3 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et qui prend effet à compter

de la date de prise de fonctions des intéressés, sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 8 juin 1990

Par le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre de l'Equipement,
chargé de l'Environnement,

Colonel Florent NTSIBA

Le Ministre du Travail et
de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

Le Ministre des Finances et du Budget,

Edouard GAKOSSO

- RECTIFICATIF N° 90-280 du 8 juin 1990 au décret n° 89-689 du 14 décembre 1989 portant nomination des Chefs de District et des Chefs de Postes de Contrôle Administratifs de la République Populaire du Congo.

Au lieu de :

REGION DE LA CUVETTE

- Postes de Contrôle Administratif:

MBAMA..... ONGOUSSOU (Jean)
TCHIKAPIKA..... YAMONDO (Julien)

REGION DE LA SANGHA

- District de Souanké.... DZILA (Marcel)

Lire :

REGION DE LA CUVETTE

- Postes de Contrôle Administratif

MBAMA.... ..... OUNGOUSSOU (Jean)
TCHIKAPIKA..... YAMANDO (Julien

REGION DE LA SANGHA

- District de Souanké.... NZILA (Marcel)

Le reste sans changement.

Fait à Brazzaville, le 8 juin 1990

Par le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre de l'Administration
du Territoire et du Pouvoir Populaire,

Colonel Célestin GOMA-FOUTOU

Le Ministre des Finances et du Budget,

Edouard GAKOSSO

- DECRET N° 90-340 du 25 juin 1990 portant nomination du Camarade NZOBADILA (Alexandre) en qualité de Directeur des Etudes et de la Planification au Ministère de l'Industrie, de la Pêche et de l'Artisanat, chargé du Tourisme.

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 021-89 du 14 novembre 1989 portant refonte du Statut Général de la Fonction Publique ;
Vu le décret n° 77-228 du 5 mai 1977 portant création des Directions des Etudes et de la Planification au sein des Ministères ;
Vu le décret n° 82-595 du 18 juin 1982 fixant les indemnités de fonction allouées aux titulaires de certains postes administratifs ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Le Conseil de Cabinet entendu,

DECRETE :

Article 1er : Le Camarade NZOBADILA (Alexandre), Administrateur des Services Administratifs et Financiers, est nommé Directeur des Etudes et de la Planification au Ministère de l'Industrie, de la Pêche et de l'Artisanat, chargé du Tourisme.

Article 2 : Le Camarade NZOBADILA (Alexandre) percevra les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Article 3 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et qui prend effet à compter

de la date de prise de fonctions de l'intéressé, sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 25 juin 1990

Par le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre de l'Industrie, de la Pêche et de l'Artisanat, chargé du Tourisme,

Hilaire BABASSANA

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

Le Ministre des Finances et du Budget,

Edouard GAKOSSO

- DECRET N° 90-341 du 25 juin 1990 portant nomination de Mr MBEMBA (Bernard) en qualité de Directeur de la Promotion Touristique et des Loisirs à la Direction Générale du Tourisme et des Loisirs au Ministère de l'Industrie, de la Pêche et de l'Artisanat, chargé du Tourisme.

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 021-89 du 14 novembre 1989 portant refonte du Statut Général de la Fonction Publique ;
Vu le décret n° 82-595 du 18 juin 1982 fixant les indemnités de fonctions allouées aux titulaires de certains postes administratifs ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Le Conseil de Cabinet entendu,

DECRETE :

Article 1er : Mr MBEMBA (Bernard), Professeur de Lycée, est nommé Directeur de la Promotion Touristique et des Loisirs à la Direction Générale du Tourisme et des Loisirs au Ministère de l'Industrie, de la Pêche et de l'Artisanat, chargé du Tourisme.

Article 2 : L'intéressé percevra les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Article 3 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et qui prend effet à compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé, sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 25 juin 1990

Par le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre de l'Industrie, de la Pêche et de l'Artisanat, chargé du Tourisme,

Hilaire BABASSANA

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

Le Ministre des Finances et du Budget,

Edouard GAKOSSO

- DECRET N° 90-342 du 25 juin 1990 portant nomination du Camarade OKO (Alphonse en qualité de Directeur des Etudes à l'Agence Nationale de l'Artisanat au Ministère de l'Industrie, de la Pêche et de l'Artisanat, chargé du Tourisme.

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu le décret n° 82-595 du 18 juin 1982 fixant les indemnités de fonctions allouées aux titulaires de certains postes administratifs ;
Vu le décret n° 87-132 du 11 mai 1987 approuvant les Statuts de l'Agence Nationale de l'Artisanat ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Le Conseil de Cabinet entendu,

DECRETE :

Article 1er : Le Camarade OKO (Alphonse) Maître Assistant à l'Université Marien

NGOUABI, est nommé Directeur des Etudes à l'Agence Nationale de l'Artisanat au Ministère de l'Industrie, de la Pêche et de l'Artisanat, chargé du Tourisme.

Article 2 : Le Camarade OKO (Alphonse) percevra les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Article 3 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et qui prend effet à compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé, sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 25 juin 1990

Par le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre de l'Industrie, de la Pêche et de l'Artisanat, chargé du Tourisme,

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

Le Ministre des Finances et du Budget,

Edouard GAKOSSO

- DECRET N° 90-343 du 25 juin 1990 portant nomination du Camarade DIRAT-BANGA (Jean Raymond) en qualité de Directeur de la Coopération au Ministère de l'Industrie, de la Pêche et de l'Artisanat, chargé du Tourisme.

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu le décret n° 82-595 du 18 juin 1982 fixant les indemnités de fonction allouées aux titulaires de certains postes administratifs ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret N° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Le Conseil de Cabinet entendu,

DECRETE :

Article 1er : Le Camarade DIRAT-BANGA (Jean Raymond), Assistant de 1ère classe à l'Université Marien NGOUABI, est nommé Directeur de la Coopération au Ministère de l'Industrie, de la Pêche et de l'Artisanat, chargé du Tourisme.

Article 2 : Le Camarade DIRAT-BANGA (Jean Raymond) percevra les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Article 3 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et qui prend effet à compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé, sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 25 juin 1990

Par le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre de l'Industrie, de la Pêche et de l'Artisanat, chargé du Tourisme,

Hilaire BABASSANA

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

Le Ministre des Finances et du Budget,

Edouard GAKOSSO

- DECRET N° 90-344 du 25 juin 1990 portant nomination du Camarade MOUNDZINGOULA (Joseph) en qualité de Directeur des Investissements et de la Législation à la Direction Générale de l'Industrie au Ministère de l'Industrie, de la Pêche et de l'Artisanat, chargé du Tourisme.

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 021-89 du 14 novembre 1989 portant Refonte du Statut Général de la Fonction Publique ;
Vu le décret n° 82-595 du 18 juin 1989 fixant les indemnités de fonction allouées aux titulaires de certains postes administratifs ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Le Conseil de Cabinet entendu,

DECRETE :

Article 1er : Le Camarade MOUNDZINGOULA (Joseph), Ingénieur Principal, est nommé Directeur des Investissements et de la Législation à la Direction Générale de l'Industrie au Ministère de l'Industrie, de la Pêche et de l'Artisanat, chargé du Tourisme, en remplacement du Camarade BOSSA (Fidèle), appelé à d'autres fonctions.

Article 2 : Le Camarade MOUNDZINGOULA (Joseph) percevra les indemnités prévues ppar les textes en vigueur.

Article 3 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et qui prend effet à compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé, sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 25 juin 1990

Par le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre de l'Industrie, de la Pêche et de l'Artisanat, chargé du Tourisme,

Hilaire BABASSANA

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

Le Ministre des Finances et du Budget,

Edouard GAKOSSO

- DECRET N° 90-345 du 25 juin 1990 portant nomination du Camarade YOULOU-YOULOU PESSI (Rigobert) en qualité de Directeur de l'Innovation et du Développement Industriel et Technologique à la Direction Générale de l'Industrie.

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 021-89 du 14 novembre 1989 portant Refonte du Statut Général de la Fonction Publique ;
Vu le décret n° 82-595 du 18 juin 1982 fixant les indemnités de fonction allouées aux titulaires de certains postes administratifs ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Le Conseil de Cabinet entendu,

DECRETE :

Article 1er : Le Camarade YOULOU-YOULOU PESSI (Rigobert), Ingénieur Principal, est nommé Directeur de l'Innovation et du Développement Industriel et Technologique à la Direction Générale de l'Industrie au Ministère de l'Industrie, de la Pêche et de l'Artisanat, chargé du Tourisme, en remplacement du Camarade AKOLI (Victor) appelé à d'autres fonctions.

Article 2 : Le Camarade YOULOU-YOULOU PESSI (Rigobert) percevra les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Article 3 : Le présent texte, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et qui prend effet à compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 25 juin 1990

Par le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre de l'Industrie, de la Pêche et de l'Artisanat, chargé du Tourisme,

Hilaire BABASSANA

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

Le Ministre des Finances et du Budget,

Edouard GAKOSSO

- DECRET N° 90-346 du 25 juin 1990 portant nomination de Directeurs Régionaux de l'industrie au Ministère de l'Industrie, de la Pêche et de l'Artisanat, chargé du

Tourisme.

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 021-89 du 14 novembre 1989 portant Refonte du Statut Général de la Fonction Publique ;
Vu le décret n° 82-595 du 18 juin 1982 fixant les indemnités de fonctions allouées aux titulaires de certains postes administratifs ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Le Conseil de Cabinet entendu,

DECRETE :

Article 1er : Les Camarades, dont les nom et prénoms suivent, sont nommés Directeurs Régionaux de l'Industrie au Ministère de l'Industrie, de la Pêche et de l'Artisanat, chargé du Tourisme. Il s'agit de :

Région du Niari : KANDZA (Léonard), Ingénieur des Travaux.

Région de la Bouenza : NGUELOI-AMBOULOU (Antoine), Ingénieur Principal.

Zone Nord avec Siège à Owando : AKOLI (Victor), Ingénieur Principal.

Article 2 : Les intéressés percevront les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Article 3 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et qui prend effet à compter de la date de prise de fonctions des intéressés, sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 25 juin 1990

Par le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre de l'Industrie, de la Pêche et de l'Artisanat, chargé du Tourisme,

Hilaire BABASSANA

Le Ministre du Travai et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

Le Ministre des Finances et du Budget,

Edouard GAKOSSO

- DECRET N° 90-347 du 25 juin 1990 portant nomination de Mr LOUKAKOU (Firmin Emmanuel) en qualité de Directeur de l'Aménagement et de la Règlementation à la Direction Générale du Tourisme et des Loisirs au Ministère de l'Industrie, de la Pêche et de l'Artisanat, chargé du Tourisme.

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu la loi N° 021-89 du 14 novembre 1989 portant Refonte du Statut Général de la Fonction Publique ;
Vu le décret n° 82-595 du 18 juin 1982 fixant les indemnités de fonctions allouées aux titulaires de certains postes administratifs ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des membres du gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Le Conseil de Cabinet entendu,

DECRETE :

Article 1er : Mr LOUKAKOU (Firmin Emmanuel), Secrétaire des Affaires Etrangères, est nommé Directeur de l'Aménagement et de la Règlementation à la Direction Générale du Tourisme et des Loisirs au Ministère de l'Industrie, de la Pêche et de l'Artisanat, chargé du Tourisme, en remplacement de Mr MOULELE (Désiré), appelé à d'autres fonctions.

Article 2 : L'intéressé percevra les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Article 3 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et qui prend effet à compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé, sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 25 juin 1990

Par le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre de l'Industrie, de la Pêche et de l'Artisanat, chargé du Tourisme,

Hilaire BABASSANA

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

Le Ministre des Finances et du Budget,

Edouard GAKOSSO

- DECRET N° 90-348 du 25 juin 1990 portant nomination du Camarade NGOMA (Macaire) en qualité de Directeur Administratif et Financier à la Direction Générale de l'Industrie.

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 021-89 du 14 novembre 1989 portant Refonte du Statut Général de la Fonction Publique ;
Vu le décret n° 82-595 du 18 juin 1982 fixant les indemnités de fonctions allouées aux titulaires de certains postes administratifs ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Le Conseil de Cabinet entendu,

DECRETE :

Article 1er : Le Camarade NGOMA (Macaire), Administrateur Adjoint des Services Administratifs et Financiers, est nommé Directeur Administratif et Financier à la Direction Générale de l'Industrie au Ministère de l'Industrie, de la Pêche et de l'Artisanat, chargé du Tourisme en remplacement du Camarade M'PANDZOU (Paul), admis à la retraite.

Article 2 : Le Camarade NGOMA (Macaire) percevra les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Article 3 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et qui prend effet à compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé, sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 25 juin 1990

Par le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre de l'Industrie, de la Pêche et de l'Artisanat, chargé du Tourisme,

Hilaire BABASSANA

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

Le Ministre des Finances et du Budget,

Edouard GAKOSSO

- DECRET N° 90-349 du 25 juin 1990 portant nomination du Camarade FILA DEFOUNDOUX (Hyacinthe), en qualité de Directeur du Fonds d'Intervention et de Promotion pour l'Artisanat à l'Agence Nationale de l'Artisanat au Ministère de l'Industrie, de la Pêche et de l'Artisanat, chargé du Tourisme.

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu le décret n° 82-595 du 18 juin 1982 fixant les indemnités de fonctions allouées aux titulaires de certains postes administratifs ;
Vu le décret n° 87-132 du 11 avril 1987 approuvant les Statuts de l'Agence Nationale de l'Artisanat ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Le Conseil de Cabinet entendu,

DECRETE :

Article 1er : Le Camarade FILA-DEFOUNDOUX (Hyacinthe), Maître Assistant de 2è classe à l'Université Marien NGOUABI, est nommé Directeur du Fonds d'Intervention et de Promotion pour l'Artisanat à l'Agence Nationale de l'Artisanat au Ministère de l'Industrie, de la Pêche et de l'Artisanat chargé du Tourisme.

- DECRET N° 90-355 du 25 juin 1990 portant nomination du Camarade NGOUOMBA (Pierre) en qualité de Directeur des Soins de Santé Primaires au ministère de la Santé et des Affaires Sociales.

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu le décret n° 82-595 du 18 juin 1982 fixant les indemnités de fonctions allouées aux titulaires de certains postes administratifs ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Le Conseil de Cabinet entendu,

DECRETE :

Article 1er : Le Camarade NGOUOMBA (Pierre), Administrateur de Santé de 7è échelon, est nommé Directeur des Soins de Santé Primaires au Ministère de la Santé et des Affaires Sociales.

Article 2 : Le Camarade NGOUOMBA (Pierre) percevra les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Article 3 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et qui prend effet à compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé, sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 25 juin 1990

Par le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

Le Ministre de la Santé et des Affaires Sociales

OSSEBI DOUNIAM

Le Ministre des Finances et du Budget,

Edouard GAKOSSO

- DECRET N° 90-356 du 25 juin 1990 portant nomination de Directeurs Régionaux de la Santé.

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu le décret n° 82-595 du 18 juin 1982 fixant les indemnités de fonctions allouées aux titulaires de certains postes administratifs ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Le Conseil de Cabinet entendu,

DECRETE :

Article 1er : Les Camarades, dont les nom et prénoms suivent, sont nommés Directeurs Régionaux de la Santé. Il s'agit de :

BRAZZAVILLE : MBENZE (Albert), Administrateur de Santé de 6è échelon.

BOUENZA : MALALOU (Edmond), Médecin de 9è échelon

CUVETTE : ONSUENE (Séraphin), Médecin de 6è échelon.

KOUILOU : DIAWARA (Abdoul-Kader), Administrateur Adjoint de Santé de 10è échelon.

LEKOUMOU : BOUBANGA (Barthélémy), Administrateur de Santé de 6è échelon.

LIKOUALA : NGOKION (Martin), Médecin de 6è échelon.

NIARI : MOUAMBA-SATI (Jean-Bosco), Administrateur de Santé de 6è échelon.

PLATEAUX : SAMBA (Alphonse), Médecin de 7è échelon.

POOL : YABA-NGO (Boniface), Médecin de 6è échelon

Article 2 : Les Camarades ainsi nommés percevront les indemnités prévues par les textes en vigueur.

- DECRET N° 90-353 du 25 juin 1990 portant nomination du Camarade MPIERE-NGOUAMBA (Joseph) en qualité de Directeur de la Coopération au Ministère de la Santé et des Affaires Sociales.

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu le décret n° 82-595 du 18 juin 1982 fixant les indemnités de fonction allouées aux titulaires de certains postes administratifs ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Minsitre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Le Conseil de Cabinet entendu,

DECRETE :

Article 1er : Le Camarade MPIERE-NGOUAMBA (Joseph), Administrateur en Chef du Travail de 3è échelon, est nommé Directeur de la Coopération au Ministère de la Santé et des Affaires Sociales.

Article 2 : Le Camarade MPIERE-NGOUAMBA (Joseph) percevra les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Article 3 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et qui prend effet à compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé, sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 25 juin 1990

Par le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

Le Ministre de la Sante et des Affaires Sociales,

OSSEBI DOUNIAM

Le Ministre des Finances et du Budget,

Edouard GAKOSSO

- DECRET N° 90-354 du 25 juin 1990 portant nomination du Camarade BOULOUKOUE (Nestor) en qualité de Directeur des Etudes et de la Planification au Ministère de la Santé et des Affaires Sociales.

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu le décret n° 77-228 du 5 mai 1977 portant création de la Direction des Etudes et de la Planification au sein des Ministères ;
Vu le décret n° 82-595 du 18 juin 1982 fixant les indemnités de fonction allouées aux titulaires de certains postes administratifs ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Le Conseil de Cabinet entendu,

DECRETE :

Article 1er : Le Camarade BOULOUKOUE (Nestor), Ingénieur Technico-Commercial, est nommé Directeur des Etudes et de la Planification au Ministère de la Santé et des Affaires Sociales.

Article 2 : Le Camarade BOULOUKOUE (Nestor) percevra les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Article 3 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et qui prend effet à compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé, sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 25 juin 1990

Par le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

Le Ministre de la Santé et des Affaires Sociales

OSSEBI DOUNIAM

Le Ministre des Finances et du Budget,

Edouard GAKOSSO

Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Le Conseil de Cabinet entendu,

DECRETE :

Article 1er : Les Camarades, dont les nom et prénoms suivent, sont nommés Directeurs Régionaux des Affaires Sociales. Il s'agit de :

BOUENZA : BIYO (Boniface), Assistant Social Principal de 3è échelon.

LEKOUMOU : MALONGA (René), Assistant Social Principal de 3è échelon.

NIARI : KOSSO née MINIMBOU (Adrienne), Assistante Sociale Principale de 2è échelon.

POOL : MPIO-MOKE (Bernard), Assistant Social Principal de 3è échelon.

SANGHA : BOUKOUANGOU (Victor), Assistant Social Principal de 4è échelon.

Article 2 : Les Camarades ainsi nommés percevront les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Article 3 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et qui prend effet à compter de la date de prise de fonctions des intéressés, sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 25 juin 1990

Par le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

Le Ministre de la Santé et des Affaires Sociales,

OSSEBI DOUNIAM

Le Ministre des Finances et du Budget,

Edouard GAKOSSO

- DECRET N° 90-352 du 25 juin 1990 portant nomination de la Camarade FILA née MEZA (Berthide) en qualité de Directrice de la Protection Sociale à la Direction Générale des Affaires Sociales du Ministère de la Santé et des Affaires Sociales.

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu le décret n° 82-595 du 18 juin 1982 fixant les indemnités de fonction allouées aux titulaires de certains postes administratifs ;
Vu le décret N° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Le Conseil de Cabinet entendu,

DECRETE :

Article 1er : La Camarade FILA née MEZA (Berthide), Administrateur de Santé de 4è échelon, est nommée Directrice de la Protection Sociale à la Direction Générale des Affaires Sociales du Ministère de la Santé et des Affaires Sociales.

Article 2 : La Camarade FILA née MEZA (Berthide) percevra les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Article 3 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, et qui prend effet à compter de la date de prise de fonctions de l'intéressée, sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 25 juin 1990

Par le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

Le Ministre de la Santé et des Affaires Sociales,

OSSEBI DOUNIAM

Le Ministre des Finances et du Budget,

Edouard GAKOSSO

Article 2 : Le Camarade FILA-DEFOUNDOUX (Hyacinthe) percevra les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Article 3 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et qui prend effet à compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé, sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 25 juin 1990

Par le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre de l'Industrie, de la Pêche et de l'Artisanat, chargé du Tourisme,

Hilaire BABASSANA

Le ministre du Travail et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

Le Ministre des Finances et du Budget,

Edouard GAKOSSO

- DECRET N° 90 -350 du 25 juin 1990 portant nomination du Camarade DZIAKETE (Mody) en qualité de Directeur de l'Inspection et de l'Assistance Hôtelière à la Direction Générale du Tourisme et des Loisirs au Ministère de l'Industrie, de la Pêche et de l'Artisanat, chargé du Tourisme.

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 021-89 du 14 novembre 1989 portant Refonte du Statut Général de la Fonction Publique ;
Vu le décret n° 82-595 du 18 juin 1982 fixant les indemnités de fonctions allouées aux titulaires de certains postes administratifs ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Le Conseil de Cabinet entendu,

DECRETE :

Article 1er : Le Camarade DZIAKETE (Mody), Ingénieur des Techniques Industrielles, est nommé Directeur de l'Inspection et de l'Assistance Hôtelière à la Direction Générale du Tourisme et des Loisirs, au Ministère de l'Industrie, de la Pêche et de l'Artisanat, chargé du Tourisme, en remplacement du Camarade MAKOLO-MAKOUNDOU (David), appelé à d'autres fonctions.

Article 2 : Le Camarade DZIAKETE (Mody) percevra les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Article 3 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et qui prend effet à compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé, sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 25 juin 1990

Par le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre de l'Industrie, de la Pêche et de l'Artisanat, chargé du Tourisme,

Hilaire BABASSANA

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

Le Ministre des Finances et du Budget,

Edouard GAKOSSO

- DECRET N° 90-351 du 25 juin 1990 portant nomination de Directeurs Régionaux des Affaires Sociales.

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu le décret n° 82-595 du 18 juin 1982 fixant les indemnités de fonction allouées aux titulaires de certains postes administratifs ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;

Article 3 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et qui prend effet à compter de la date de prise de fonctions des intéressés, sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 25 juin 1990

Par le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

Le Ministre de la Santé et des Affaires Sociales,

OSSEBI DOUNIAM

Le Ministre des Finances et du Budget,

Edouard GAKOSSO

- DECRET N° 90-357 du 25 juin 1990 portant nomination du Camarade DINGA (Gaston Antoine) en qualité de Directeur des Pharmacies et Laboratoires à la Direction Générale de la Santé Publique du Ministère de la Santé et des Affaires Sociales.

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu le décret n° 82-595 du 18 juin 1982 fixant les indemnités de fonctions allouées aux titulaires de certains postes administratifs ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Le Conseil de Cabinet entendu,

DECRETE :

Article 1er : Le Camarade DINGA (Gastor Antoine), Pharmacien de 10è échelon, est nommé Directeur des Pharmacies et Laboratoires à la Direction Générale de la Santé Publique du Ministère de la Santé et des Affairés Sociales.

: Le Camarade DINGA (Gaston Antoine) percevra les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Article 3 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et qui prend effet à compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé, sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 25 juin 1990

Par le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

Le Ministre de la Santé et des Affaires Sociales,

OSSEBI DOUNIAM

Le Ministre des Finances et du Budget,

Edouard GAKOSSO

- DECRET N° 90-358 du 25 juin 1990 portant nomination de Directeurs des Hôpitaux.

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu le décret n° 82-595 du 18 juin 1982 fixant les indemnités de fonctions allouées aux titulaires de certains postes administratifs ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Le Conseil de Cabinet entendu,

DECRETE :

Article 1er : Les Camarades, dont les

nom et prenoms suivent, sont nommés Directeurs des Hôpitaux. Il s'agit de :

- Hôpital Adolphe SICE à Pointe-Noire : ANDERE (Anatole), Administrateur de Santé de 4è échelon.

- Hôpital de Loubomo BOUKA (François Serge), Administrateur de Santé de 4è échelon.

- Hôpital de Tié-Tié à Pointe-Noire MOUKENGUE KAMBA (Patrice), Administrateur de Santé de 8è échelon.

- Hôpital de Mossendjo OPOUKOU (Yvon Charles), Assistant Sanitaire de 2è échelon.

Article 2 : Les Camarades ainsi nommés percevront les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Article 3 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et qui prend effet à compter de la date de prise de fonctions des intéressés, sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 25 juin 1990

Par le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

Le Ministre de la Santé et des Affaires Sociales,

OSSEBI DOUNIAM

Le Ministre des Finances et du Budget,

Edouard GAKOSSO

- DECRET N° 90-359 du 25 juin 1990 portant nomination de la Camarade SAMBA née BIKINDOU (Marie Paule) en qualité de Directrice Administrative et Financière à la Direction Générale de la Santé Publique du Ministère de la Santé et des Affaires Sociales.

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu le décret n° 82-595 du 18 juin 1982 fixant les indemnités de fonction allouées aux titulaires de certains postes administratifs ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Le Conseil de Cabinet entendu,

DECRETE :

Article 1er : La Camarade SAMBA née BIKINDOU (Marie-Paule), Administrateur de Santé de 6è échelon, est nommée Directrice Administrative et Financière à la Direction Générale de la Santé Publique du Ministère de la Santé et des Affaires Sociales.

Article 2 : La Camarade SAMBA née BIKINDOU (Marie-Paule) percevra les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Article 3 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et qui prend effet à compter de la date de prise de fonctions de l'intéressée, sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 25 juin 1990

Par le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

Le Ministre de la Santé et des Affaires Sociales,

OSSEBI DOUNIAM

Le Ministre des Finances et du Budget,

Edouard GAKOSSO

- DECRET N° 90-360 du 25 juin 1990 portant nomination du Professeur Agrégé des Universités NZINGOULA (Samuel) en qualité de Directeur de la Santé de la Famille à la Direction Générale de la Santé Publique du Ministère de la Santé et des Affaires Sociales.

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu le décret n° 82-595 du 18 juin 1982 fixant les indemnités de fonctions aux titulaires de certains postes administratifs ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Le Conseil de Cabinet entendu,

DECRETE :

Article 1er : Le Professeur Agrégé des Universités NZINGOULA (Samuel) est nommé Directeur de la Santé de la Famille à la Direction générale de la Santé Publique du Ministère de la Santé et des Affaires Sociales.

Article 2 : Le Professeur Agrégé des Universités NZINGOULA (Samuel) percevra les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Article 3 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et qui prend effet à compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé, sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 25 juin 1990

Par le Premier Ministre,
Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale,
Jeanne DAMBENDZET

Le Ministre de la Santé et des Affaires Sociales,
OSSEBI DOUNIAM

Le Ministre des Finances et du Budget,
Edouard GAKOSSO

- DECRET N° 90-361 du 25 juin 1990 portant nomination du Camarade MATETA (Adamo Luc Daniel) en qualité de Directeur du Contrôle et de l'Orientation au Ministère de l'Industrie, de la Pêche et de l'Artisanat, chargé du Tourisme.

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 021-89 du 14 novembre 1989 portant Refonte du Statut Général de la Fonction Publique ;
Vu le décret n° 82-293 du 16 avril 1982 portant attributions et organisation de la Direction du Contrôle et de l'Orientation ;
Vu le décret n° 82-595 du 18 juin 1982 fixant les indemnités de fonctions allouées aux titulaires de certains postes administratifs ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Le Conseil de Cabinet entendu,

DECRETE :

Article 1er : Le Camarade MATETA (Adamo Luc Daniel), Ingénieur des Statistiques, est nommé Directeur du Contrôle et de l'Orientation au Ministère de l'Industrie, de la Pêche et de l'Artisanat, chargé du Tourisme.

Article 2 : Le Camarade MATETA (Adamo Luc Daniel) percevra les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Article 3 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et qui prend effet à compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé, sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 25 juin 1990

Par le Premier Ministre,
Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre de l'Industrie, de la Pêche et de l'Artisanat, chargé du Tourisme,
Hilaire BABASSANA

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale,
Jeanne DAMBENDZET

Le Ministre des Finances et du Budget,
Edouard GAKOSSO

- DECRET N° 90-363 du 25 juin 1990 portant nomination de Mr OTOUBA (Faustin) en qualité de Directeur des Etudes et de la Planification au Ministère de l'Economie Forestière.

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 021-89 du 14 novembre 1989 portant Refonte du Statut Général de la Fonction Publique ;
Vu le décret n° 77-228 du 5 mai 1977 portant création de la Direction des Etudes et de la Planification au sein des Ministères ;
Vu le décret n° 82-595 du 18 juin 1982 fixant les indemnités de fonction allouées aux titulaires de certains postes administratifs ;
Vu le décret n° 85-728 du 17 mai 1985 portant attributions et organisation du Ministère de l'Economie Forestière ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Le Conseil de Cabinet entendu,

DECRETE :

Article 1er : Mr OTOUBA (Faustin), Ingénieur des Eaux et Forêts, est nommé Directeur des Etudes et de la Planification au Ministère de l'Economie Forestière.

Article 2 : Mr OTOUBA (Faustin) percevra les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Article 3 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et qui prend effet à compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé, sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 25 juin 1990

Par le Premier Ministre,
Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie Forestière,

Général de Brigade Raymond Damase NGOLLO

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

Le Ministre des Finances et du Budget,

Edouard GAKOSSO

- DECRET N° 90-364 du 25 juin 1990 portant nomination de la Camarade BOUKAKA OUADIABANTOU née MAKANI (Monique Agathe) en qualité de Directrice de l'Education Pré-scolaire.

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu le décret n° 82-595 du 18 juin 1982 fixant les indemnités de fonctions allouées aux titulaires de certains postes administratifs ;
Vu le décret n° 85-810 du 14 juin 1985 portant attributions et organisation du Ministère de l'Enseignement Fondamental et de l'Alphabétisation ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Le Conseil de Cabinet entendu,

DECRETE :

Article 1er : La Camarade BOUKAKA OUADIABANTOU née MAKANI (Monique Agathe) Inspectrice du Préscolaire de 5è échelon, est nommée Directrice de l'Education Préscolaire, en remplacement de la Camarade NGOLO (Yvonne) appelée à d'autres fonctions.

Article 2 : La Camarade BOUKAKA OUADIABANTOU née MAKANI (Monique Agathe) percevra les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Article 3 : Le présent décret, qui

abroge toutes dispositions antérieures contraires et qui prend effet à compter de la date de prise de fonctions de l'intéressée, sera publié au Journal Officiel

Fait à Brazzaville, le 25 juin 1990

Par le premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

Le Ministre de l'Enseignement Fondamental et de l'Alphabétisation,

Pierre-Damien BOUSSOUKOU BOUMBA

Le Ministre des Finances et du Budget,

Edouard GAKOSSO

- DECRET N° 90-365 du 25 juin 1990 fixant le traitement mensuel de fonction alloué au Secrétaire Général du Conseil Economique et Social.

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 004-90 du 10 mars 1990 portant organisation, attributions et fonctionnement du Conseil Economique et Social ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 90-187 du 27 avril 1990 portant attributions et organisation du Secrétariat Général du Conseil Economique et Social ;
Le Conseil de Cabinet entendu,

DECRETE :

Article 1er : Il est alloué, au Secrétaire Général du Conseil Economique et Social, un traitement mensuel de trois cent cinquante mille francs.

Article 2 : Ce traitement fonctionnel, exclusif de toutes indemnités, n'est pas cumulable avec tous autres traitements ou avantages pouvant découler d'un autre statut, à l'exception de l'enseignement.

Article 3 : Les retenues, pour pension, seront opérées sur la base du traitement indiciaire du grade de l'ayant-droit.

Article 4 : Le présent décret sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 25 juin 1990

Par le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre des Finances et du Budget,

Edouard GAKOSSO

---

- DECRET N° 90-389 du 27 juin 1990 portant nomination du Camarade MOUNZEO (Marius) en qualité de Directeur de la Promotion et de l'Animation Sociale à la Direction Générale des Affaires Sociales du Ministère de la Santé et des Affaires Sociales.

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu le décret n° 82-595 du 18 juin 1982 fixant les indemnités de fonctions allouées aux titulaires de certains postes administratifs ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Le Conseil de Cabinet entendu,

DECRETE :

Article 1er : Le Camarade MOUNZEO (Marius), Administrateur de Santé de 3è échelon, est nommé Directeur de la Promotion et de l'Animation Sociale à la Direction Générale des Affaires Sociales du Ministère de la Santé et des Affaires Sociales.

Article 2 : Le Camarade MOUNZEO (Marius) percevra les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Article 3 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et qui prend effet à compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé, sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 27 juin 1990

Par le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

Le Ministre de la Santé et des Affaires Sociales,

OSSEBI DOUNIAM

Le Ministre des Finances et du Budget,
Edouard GAKOSSO

---

- DECRET N° 90-390 du 27 juin 1990 portant nomination du Camarade ITOUA (Guy Gaston) en qualité de Directeur de la Coopération Economique au Ministère du Plan et de l'Economie.

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu le décret n° 82-595 du 18 juin 1982 fixant les indemnités de fonctions allouées aux titulaires de certains postes administratifs ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Le Conseil de Cabinet entendu,

DECRETE :

Article 1er : Le Camarade ITOUA (Guy Gaston), Administrateur des Services Administratifs et Financiers, est nommé Directeur de la Coopération Economique au Ministère du Plan et de l'Economie.

Article 2 : Le Camarade ITOUA (Guy Gaston) percevra les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Article 3 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et qui prend effet à compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé, sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 27 juin 1990

Par le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre d'Etat, Ministre du Plan et de l'Economie,

Pierre MOUSSA

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

Le Ministre des Finances et du Budget,

Edouard GAKOSSO

---

- DECRET N° 90-394 du 27 juin 1990 portant nomination de Mr NGUEIBILI (Jean) en qualité de Directeur du Contrôle et de l'Orientation au Ministère de l'Economie Forestière.

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 021-89 du 14 novembre 1989 portant Refonte du Statut Général de la Fonction Publique ;
Vu le décret n° 82-293 du 16 avril 1982 portant attributions et organisation de la Direction du Contrôle et de l'Orientation ;
Vu le décret n° 82-595 du 18 juin 1982 fixant les indemnités de fonction allouées aux titulaires de certains postes administratifs ;
Vu le décret n° 85-728 du 17 mai 1985 portant attributions et organisation du Ministère de l'Economie Forestière ;

Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Le Conseil de Cabinet entendu,

DECRETE :

Article 1er : Mr NGUEIBILI (Jean), Ingénieur Statisticien Economiste, est nommé Directeur du Contrôle et de l'Orientation au Ministère de l'Economie Forestière.

Article 2 : Mr NGUEIBILI (Jean) percevra les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Article 3 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et qui prend effet à compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé, sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 27 juin 1990

Par le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie forestière,

Général de Brigade Raymond Damase NGOLLO

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

Le Ministre des Finances et du Budget,

Edouard GAKOSSO

---

- DECRET N° 90-395 du 27 juin 1990 portant nomination de Mr NGASSEMBO (Adolphe) en qualité de Directeur de la Sylviculture et de l'Administration Forestière au Secrétariat Général à l'Economie Forestière du Ministère de l'Economie Forestière.

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 021-89 du 14 novembre 1989 portant Refonte du Statut Général de la Fonction Publique ;
Vu le décret n° 82-595 du 18 juin 1982 fixant les indemnités de fonction allouées aux titulaires de certains postes administratifs ;
Vu le décret n° 85-728 du 17 mai 1985 portant attributions et organisation du Ministère de l'Economie Forestière ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Le Conseil de Cabinet entendu,

DECRETE :

Article 1er : Mr NGASSEMBO (Adolphe), Ingénieur des Eaux et Forêts, est nommé Directeur de la Sylviculture et de l'Administration Forestière au Sécrétariat Général à l'Economie Forestière du Ministère de l'Economie Forestière.

Article 2 : L'intéressé percevra les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Article 3 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et qui prend effet à compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé, sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 27 juin 1990

Par le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie Forestière,

Général de Brigade Raymond Damase NGOLLO

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

Le Ministre des Finances et du Budget,

Edouard GAKOSSO

- DECRET N° 90-396 du 27 juin 1990 portant nomination de Mr PEA (Daniel) en qualité de Directeur Régional du Développement Rural de la Bouenza au Ministère de la Jeunesse et du Développement Rural.

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 021-89 du 14 novembre 1989 portant Refonte du Statut Général de la Fonction Publique ;
Vu le décret n° 82-595 du 18 juin 1982 fixant les indemnités de fonction allouées aux titulaires de certains postes administratifs ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Le Conseil de Cabinet entendu,

DECRETE :

Article 1er : Mr PEA (Daniel), Ingénieur Agronome, est nommé Directeur du Développement Rural de la Bouenza, en remplacement de Mr NGOULOU (Jacques), appelé à d'autres fonctions.

Article 2 : L'intéressé percevra les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Article 3 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et qui prend effet à compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé, sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 27 juin 1990

Par le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre d'Etat, Ministre de la Jeunesse et du Développement Rural,

Gabriel OBA APOUNOU

Le Ministre des Finances et du Budget,

Edouard GAKOSSO

-DECRET N° 90-397 du 27 juin 1990 portant nomination de Mr BAHAKOULA (Auguste) en qualité de Directeur du Centre National des Semences Améliorées au Ministère de la Jeunesse et du Développement Rural.

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 021-89 du 14 novembre 1989 portant Refonte du Statut Général de la Fonction Publique ;
Vu le décret n° 82-595 du 18 juin 1982 fixant les indemnités de fonction allouées aux titulaires de certains postes administratifs ;
Vu le décret n° 83-011 du 11 janvier 1983 portant création et organisation du Centre National des Semences Améliorées ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Le Conseil de Cabinet entendu,

DECRETE :

Article 1er : Mr BAHAKOULA (Auguste), Ingénieur Agronome, est nommé Directeur du Centre National des Semences Améliorées au Ministère de la Jeunesse et du Développement Rural en remplacement de Mr BIMPOLO (Paul), appelé à d'autres fonctions.

Article 2 : L'intéressé percevra les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Article 3 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et qui prend effet à compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé, sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 27 juin 1990

Par le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre d'Etat, Ministre de la Jeunesse et du Développement Rural,

GABRIEL OBA APOUNOU

Le Ministre des Finances et du Budget,

Edouard GAKOSSO

- DECRET N° 90-398 du 27 juin 1990 portant nomination de Directeurs Régionaux de l'Economie Forestière au Ministère de l'Economie Forestière.

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 021-89 du 14 novembre 1989 portant Refonte du Statut Général de la Fonction Publique ;
Vu le décret n° 82-595 du 18 juin 1982 fixant les indemnités de fonction allouées aux titulaires de certains postes administratifs ;
Vu le décret n° 85-728 du 17 mai 1985 portant attributions et organisation du Ministère de l'Economie Forestière ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Le Conseil de Cabinet entendu,

DECRETE :

Article 1er : Les Camarades, dont les nom et prénoms suivent, sont nommés Directeurs Régionaux de l'Economie Forestière au Ministère de l'Economie Forestière. Il s'agit de :

BRAZZAVILLE
- MOKONZALI (Joseph), Ingénieur des Eaux et Forêts.

KOUILOU
- ONTSIRA (Marcel), Ingénieur des Eaux et Forêts.

NIARI
- NKOU (Serge Albert), Ingénieur des Eaux et Forêts.

LEKOUMOU
- MBOUNGOU (Jacques), Ingénieur des Techniques Forestières.

BOUENZA
- NFOUKA (Auguste), Ingénieur des Eaux et Forêts.

POOL
- NKASSA (Michel), Ingénieur des Techniques Forestières.

PLATEAUX
- MASSENGO MILANDOU (Denis), Ingénieur des Eaux et Forêts.

CUVETTE
- BAOBAB (Noël), Ingénieur des Eaux et Forêts.

SANGHA
- MVOULA (Roger Bienvenu), Ingénieur des Eaux et Forêts.

LIKOUALA
- BOULINGUI (Gaston), Ingénieur des Techniques Forestières.

Article 2 : Les Camarades sus-nommés percevront les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Article 3 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et qui prend effet à compter de la date de prise de fonctions des intéressés, sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 27 juin 1990

Par le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie Forestière,

Général de Brigade Raymond Damase NGOLLO

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

Le Ministre des Finances et du Budget,

Edouard GAKOSSO

- DECRET N° 90-399 du 27 juin 1990 portant nomination de Magistrats.

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 42-61 du 20 juin 1961 portant Statut de la Magistrature et les

textes modificatifs subséquents ;

Vu la loi n° 53-83 du 21 avril 1983 portant réorganisation de la Justice en République Populaire du Congo ;

Vu le décret n° 82-595 du 18 juin 1982 fixant les indemnités allouées aux titulaires de certains postes administratifs ;

Vu le décret n° 83-1078 du 15 décembre 1983 portant rectificatif du Paragraphe 4 de l'article 1er du décret n° 82-595 du 18 juin 1982 fixant les indemnités de fonction allouées aux titulaires de certains postes administratifs, en ce qui concerne le Ministère de la Justice ;

Vu le décret n° 83-162 du 2 mars 1983 portant institution d'une indemnité de sujétion en faveur du Personnel relevant du Ministère de la Justice ;

Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;

Le Conseil de Cabinet entendu,

DECRETE :

Article 1er : Les Magistrats, dont les nom et prénoms suivent, sont nommés dans les Juridictions ci-après :

1° - TRIBUNAL POPULAIRE D'ARRONDISSEMENT DE POTO-POTO BRAZZAVILLE

Président : ESSAMI-NGATSE en remplacement de KIMBEMBE (Yvonne) appelée à d'autres fonctions.

Vice-Président : KOUZOUNGOU (Auguste) en remplacement de ELENGA (Ferdinand), appelé à d'autres fonctions.

Juges du Siège : MAKOSSO (Emilie)
BIKOUMOU MASSOLOLA (Joséphine)
NGOULOU (Narcisse)
NANGA-NANGA (Grégoire)
NTSIKA (Christine)

Procureur de la République
MOUYABI (Gilbert) en remplacement de BATY (Benoît) appelé à d'autres fonctions.

Substitut du Procureur de la République
OTOLO (Jonas)

2° - TRIBUNAL POPULAIRE D'ARRONDISSEMENT DE BACONGO BRAZZAVILLE

Président : NGOMA (Alphonse) en remplacement de NTOUADI PACKA (Benoît) appelé à d'autres fonctions.

Vice-Président : ELENGA (Ferdinand) en remplacement de DALMEIDA MELE (Flora) appeléé à d'autres fonctions.

Juges du Siège : MANTISSA (Cathérine)
IWANDZA (Jean-Pierre)
NIELANKE (Jean)

Procureur de la République :
ALINGUI NGASSAKI en remplacement de ESSAMI-NGATSE appelé à d'autres fonctions.

Substituts du Procureur de la République :
KAMBA (Jean-Jacques)
ELENGA (Norbert)

3° - TRIBUNAL POPULAIRE D'ARRONDISSEMENT DE MVOUMVOU POINTE-NOIRE

Président : NGUELE (Lamyr) en remplacement de KOUMOU (Pascal) appelé à d'autres fonctions.

Vice-Président : NKOUNKOU (Donatien) en remplacement de MAHOUNGOU NGOUAKOU, appelé à d'autres fonctions.

Juge du Siège : SOUAMOUNOU (Jean-Félix)

Procureur de la République :
MILANDOU (Jocelyne) en remplacement de NDAYI (Thadée), appelé à d'autres fonctions.

4° - TRIBUNAL POPULAIRE DU DISTRICT DE LOUVAKOU LOUBOMO

Président : MALANDA (Julien Auxone) en remplacement de MAKELE FOUKOU appelé à d'autres fonctions.

Juge du Siège : MOUKETO (Frédéric)

Substitut du Procureur de la République :
BABELA (Guy Christophe)

5° - TRIBUNAL POPULAIRE DU DISTRICT DE MADINGOU

Procureur de la République :
MASSAMBA (Jean-Pierre) en remplacement

de NZOALA (Patrice) appelé à d'autres fonctions.

Substitut du Procureur de la République

BABINDAMANA (Jacques)

6° - TRIBUNAL POPULAIRE DU DISTRICT DE SIBITI

Procureur de la République
LOEMBA (André)

7° - TRIBUNAL POPULAIRE DU DISTRICT D'OWANDO

Président : TOUTISSA (Jean Claude)

8° - TRIBUNAL POPULAIRE DU DISTRICT D'IMPFONDO

Président : OSSIBI (Albert) en remplacement de MABOUNDA MANGANGA, appelé à d'autres fonctions.

9° - TRIBUNAL POPULAIRE DU DISTRICT DE DJAMBALA

Président : KIBI (Ignace) en remplacement de MASSENGO (Prosper) appelé à d'autres fonctions.

Procureur de la République
MOUYABI (Paul Blaise) en remplacement de TSIELE GAMBIA (Anselme) appelé à d'autres fonctions.

Article 2 : Les intéressés percevront les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Article 3 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et qui prend effet à compter de la date de prise de fonctions des intéressés, sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 27 juin 1990

Par le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice chargé des Réformes Administratives,
Alphonse NZOUNGOU

Le Ministre des Finances et du Budget,
Edouard GAKOSSO

- DECRET N° 90-400 du 27 juin 1990 portant nomination de Mr SAMBA(Julien Odilon) en qualité de Directeur des Etudes et de la Planification au Ministère de la Justice, chargé des Réformes Administratives.

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 021-89 du 14 novembre 1989 portant Refonte du Statut Général de la Fonction Publique ;
Vu le décret n° 77-228 du 5 mai 1977 portant création de la Direction des Etudes et de la Planification au sein des Ministères ;
Vu le décret n° 82-595 du 18 juin 1982 fixant les indemnités allouées aux titulaires de certains postes administratifs ;
Vu le décret n° 83-162 du 2 mars 1983 portant institution d'une indemnité de sujétion en faveur du personnel relevant du Ministère de la Justice ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Le Conseil de Cabinet entendu,

Article 1er : Mr SAMBA (Julien Odilon), Administrateur du Travail, est nommé Directeur des Etudes et de la Planification au Ministère de la Justice, chargé des réformes Administratives.

Article 2 : L'intéressé percevra les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Article 3 : Le présent decret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et qui prend effet à compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé, sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 27 juin 1990

Par le Premier Ministre,
Alphonse Souchlaty POATY

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice chargé des Réformes Administratives,
Alphonse NZOUNGOU

Le Ministre des Finances et du Budget,
Edouard GAKOSSO

- DECRET N° 90-401 du 27 juin 1990 portant nomination des Secrétaires Généraux et Secrétaires chargés des Affaires Economiques et Sociales des Régions et des Districts.

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 021-89 du 14 novembre 1989 portant refonte du Statut Général de la Fonction Publique ;
Vu le décret n° 82-595 du 18 juin 1982 fixant les indemnités allouées aux titulaires de certains postes administratifs ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Le Conseil de Cabinet entendu,

DECRETE :

Article 1er : Les Camarades, dont les nom et prénoms suivent, sont nommés Secrétaires Généraux et Secrétaires chargés des Affaires Economiques et Sociales des Régions et des Districts. Il s'agit de :

REGION DU KOUILOU

Secrétaire Général : DOMBET (Guy Germain)
Secrétaire chargé des Affaires Economiques et Sociales : GANKOUE (Alphonse)

Districts

- District de Madingo-Kayes

Secrétaire Général : BEBA (François)
Secrétaire chargé des Affaires Economiques et Sociales : GAGNAMI (François)

- District de Kakamouéka

Secrétaire Général : KOUENDENDE (Rémi)
Secrétaire chargé des Affaires Economiques et Sociales : EKOKA (Samuel)

- District de Mvouti

Secrétaire Général : AKAMEYONG (Narcisse)
Secrétaire chargé des Affaires Economiques et Sociales : TSOUMOU (Lucien)

- District de Hinda

Secrétaire Général : BONGO (Anaclet)
Secrétaire chargé des Affaires Economiques et Sociales : MOUKO (Gaspard)

REGION DU NIARI

Secrétaire Général : NGAFOUOMO (Charles)
Secrétaire chargé des Affaires Economiques et Sociales : OKIMI (Barthélémy)

Districts

- District de Louvakou

Secrétaire Général : SAMBA (Maurice)
Secrétaire chargé des Affaires Economiques et Sociales: GOKEMAKA (Jean Gregoire)

- District de Kimongo

Secrétaire Général : ONKOUNGUILA (Daniel)
Secrétaire chargé des Affaires Economiques et Sociales : BOPOUMBOU (Jean Marie)

- District de Kibangou

Secrétaire Général : OLLEBE (Thomas Julliard)
Secrétaire chargé des Affaires Economiques et Sociales : BAKETOUKILA (Albert)

- District de Divénié

Secrétaire Général : OTHA (Frédéric)
Secrétaire chargé des Affaires Economiques et Sociales : MOUNDELE (Faustin)

- District de Mayoko

Secrétaire Général : OBELE (Denis)
Secrétaire chargé des Affaires Economiques et Sociales : MITOMINI (Georges)

- District de Moutampa

Secrétaire Général : NKOULOU (Faustin Narcisse)
Secrétaire chargé des Affaires Economiques et Sociales : NGOYA (Michel)

REGION DE LA LEKOUMOU

Secrétaire Général : BIPFOUMA (Eugène)
Secrétaire chargé des Affaires

Economiques et Sociales : ONGUEME-MOKE (Constant Gaston)

- District de Sibiti

Secrétaire Général : NGOMVOULI (Michel)
Secrétaire chargé des Affaires Economiques et Sociales : ANDZI (Jean André)

- District de Komono

Secrétaire Général : DIETOUHANGANA (Théophile)
Secrétaire chargé des Affaires Economiques et Sociales : ONTSAKA (Albert)

- District de Zanaga

Secrétaire Général : AKOLI OPINA (Mazel)
Secrétaire chargé des Affaires Economiques et Sociales : BOUITY (Lodoss)

- District de Bambama

Secrétaire Général : BITSIKOU (Pierre)
Secrétaire chargé des Affaires Economiques et Sociales : IBUMBO (Jean Pierre)

REGION DE LA BOUENZA

Secrétaire Général : MBENGUE (Luc)
Secrétaire chargé des Affaires Economiques et Sociales : IBARA (Jean Baptiste)

Districts

- District de Madingou

Secrétaire Général : OKANDZE (Emmanuel)
Secrétaire chargé des Affaires Economiques et Sociales : OKOMBA (Gilbert)

- District de Nkayi

Secrétaire Général : LONZANGO (Daniel)
Secrétaire chargé des Affaires Economiques et Sociales : ONDOUNGOU (Germain)

- District de Loudima

Secrétaire Général : NGOUBILI (Léon)
Secrétaire chargé des Affaires Economiques et Sociales : MAYALA (Fidèle)

- District de Boko-Songho

Secrétaire Général : AYALE (François)
Secrétaire chargé des Affaires Economiques et Sociales : IBATA (Aimé André)

- District de Mfouati

Secrétaire Général : DOHA (Daniel)
Secrétaire chargé des Affaires Economiques et Sociales : IKESSI (Antoine)

- District de Mouyondzi

Secrétaire Général : MAKISSONAMENE (Charles)
Secrétaire chargé des Affaires Economiques et Sociales : ONANGA (Jean Didace

REGION DU POOL

Secrétaire Général : COTODY MAGOUD (Biconite)
Secrétaire chargé des Affaires Economiques et Sociales : NDINGA (Arthur)

Districts

- District de Kinkala

Secrétaire Général : POUMOKO (Alphonse)
Secrétaire chargé des Affaires Economiques et Sociales : MVOUKANI (Odile Virginie)

- District de Boko

Secrétaire Général : OBAMBI (Clément)
Secrétaire chargé des Affaires Economiques et Sociales : NZIE (Martin)

- District de Mindouli

Secrétaire Général : BOLENGA BAUDZEMBET
Secrétaire chargé des Affaires Economiques et Sociales : KIBANGOU (Jonas)

- District de Kindamba

Secrétaire Général : AUYO (Gérard)
Secrétaire chargé des Affaires Economiques et Sociales : BENGUI (Emile)

- District de Mayama

Secrétaire Général : EKONDJO (Marcel)
Secrétaire chargé des Affaires Economiques et Sociales : NGOULOU (Auguste)

- District de Goma-Tsé-Tsé

Secrétaire Général : MOUKALA PIKA (Antoine)
Secrétaire chargé des Affaires Economiques et Sociales : ELENGA (Gaston)

- District de Ngabé

Secrétaire Général : MBOUMBA (Stanislas)
Secrétaire chargé des Affaires
Economiques et Sociales : NZIENGUI LALAMBA

REGION DES PLATEAUX

Secrétaire Général : BOUKAMA (Paul Marie)
Secrétaire chargé des Affaires
Economiques et Sociales : MAYALA MATINDI (Gabriel)

Districts

- District de Djambala

Secrétaire Général : OLEA (Christophe)
Secrétaire chargé des Affaires
Economiques et Sociales : KIBENDO (Malgaches)

- District d'Abala

Secrétaire Général : MABASSI (Léonard)
Secrétaire chargé des Affaires
Economiques et Sociales : BONVOUKA (Joël Prosper)

- District de Gamboma

Secrétaire Général : ENATA (Louis)
Secrétaire chargé des Affaires
Economiques et Sociales : MBEYE MALENET (Jean Bernard)

- District de Lékana

Secrétaire Général : MAKITAS (Philippe)
Secrétaire chargé des Affaires
Economiques et Sociales : BOUNGOU GOUERI (Antoine)

REGION DE LA CUVETTE

Secrétaire Général : SOUNGA-KOUBA (Hermès Marie Joseph)
Secrétaire chargé des Affaires.
Economiques et Sociales : MOUNDINGA (Raphaël)

Districts

- District d'Okoyo

Secrétaire Général : MABIALA (Auguste)
Secrétaie chargé des Affaires
Economiques et Sociales : DOUBIS NDZOBAP (Emmanuel).

- District de Boundji

Secrétaire Général : IMBOUNOU (André)
Secrétaire chargé des Affaires
Economiques et Sociales : KIASSALA (Auguste)

- District de Mossaka

Secrétaire Général : MABIALA (Charles)
Secrétaire chargé des Affaires
Economiques et Sociales : NGONO (Charles)

- District d'Oyo

Secrétaire Général : MALONGA Gaëtan)
Secrétaire chargé des Affaires
Economiques et Sociales : MOUSSITI (Jean Joseph)

- District de Loukoléla

Secrétaire Général : EWATA (Joseph)
Secrétaire chargé des Affaires
Economiques et Sociales : MOUNDILA (Albert)

District d'Owando

Secrétaire Général : OMBOUANKOUI (Louis)
Secrétaire chargé des Affaires
Economiques et Sociales : MASSENGO (Bruno)

District de Makoua

Secrétaire Général : NGOUONO (Dominique)
Secrétaire chargé des Affaires
Economiques et Sociales : EKONAMBOU (Jasmin)

- District de Mbomo

Secrétaire Général : IBARA-GO (Constant)
Secrétaire chargé des Affaires
Economiques et Sociales :NAKOUMOUYOULA (Bernard)

- District de Kellé

Secrétaire Général : BAB (Alexandre)
Secrétaire chargé des Affaires
Economiques et Sociales : NGOULOU (Pierre)

- District d'Ewo

Secrétaire Général : DOUMA (Rigobert)
Secrétaire chargé des Affaires
Economiques et Sociales : OSSEBI AKOUR (Maurice)

REGION DE LA SANGHA

Secrétaire Général : ESSIE (Marcel)

Secrétaire chargé des Affaires Economiques et Sociales : MBERI (Mathias)

Districts

- District de Mokéko

Secrétaire Général : GOMA (Serge Armand)
Secrétaire chargé des Affaires Economiques et Sociales : TCHICAMBOU MAVOUNGOU (Laurent)

- District de Sembé

Secrétaire Général : DJEMBO MAVOUNGOU
Secrétaire chargé des Affaires Economiques et Sociales : ONKA (Victor)

- District de Souanké

Secrétaire Général : GOUOTO BIVOUTILA (Basile)
Secrétaire chargé des Affaires Economiques et Sociales : MALEMBANI (Emmanuel)

REGION DE LA LIKOUALA

Secrétaire Général : ABOURI-NDAM
Secrétaire chargé des Affaires Economiques et Sociales : KOUMAMPO (Pierre)

Districts

- District d'Impfondo

Secrétaire Général : BABAKILA (Félicien)
Secrétaire chargé des Affaires Economiques et Sociales : NGOUAKA (Jean Félix)

- District de Dongou

Secrétaire Général : BOUNGOU-LOUFOUA (Clément Hugues)
Secrétaire chargé des Affaires Economiques et Sociales : MOUSITA (Emmanuel)

- District d'Epéna

Secrétaire Général : BAMBOU (Ernest Lambert)
Secrétaire chargé des Affaires Economiques et Sociales : ACKA (Saturnin)

Article 2 : Les intéressés percevront les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Article 3 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et qui prend effet à compter de la date de prise de fonctions des intéressés, sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 27 juin 1990

Par le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre de l'Administration du Territoire et du Pouvoir Populaire,

Colonel Céléstin GOMA FOUTOU

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

Le Ministre des Finances et du Budget,

Edouard GAKOSSO

- DECRET N° 90-402 du 27 juin 1990 portant nomination du Docteur MADZOU (Gabriel) en qualité de Directeur de l'Hygiène et du Génie Sanitaire à la Direction Générale de la Santé Publique du Ministère de la Santé et des Affaires sociales.

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu le décret n° 82-595 du 18 juin 1982 fixant les indemnités allouées aux titulair de certains postes administratifs ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du gouvernement ;
Le Conseil de Cabinet entendu,

DECRETE :

Article 1er : Le Docteur MADZOU (Gabriel Médecin de 7è échelon, est nommé Directeur de l'Hygiène et du Génie Sanitaire à la Direction Générale de la Santé Publique du Ministère de la Santé et des Affaires Sociales.

Article 2 : Le Docteur MADZOU (Gabriel) percevra les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Article 3 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et qui prend effet à compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé, sera enregistré au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 27 juin 1990

Par le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

Le Ministre de la santé et des Affaires sociales,

OSSEBI DOUNIAM

Le Ministre des Finances et du Budget,

Edouard GAKOSSO

- DECRET N° 90-405 du 27 juin 1990 portant nomination de Directeurs au Secrétariat Général à la Justice et aux Réformes Administratives au Ministère de la Justice chargé des Réformes Administratives.

(LE PREMIER MINISTRE )

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 021-89 du 14 novembre 1989 portant refonte du Statut Général de la Fonction Publique ;
Vu la loi n° 42-61 du 20 juin 1961 portant statut de la Magistrature et les textes modificatifs subséquents ;
Vu le décret n° 82-595 du 18 juin 1982 fixant les indemnités allouées aux titulaires de certains postes administratifs ;
Vu le décret n° 83-162 du 2 mars 1983 portant institution d'une indemnité de sujétion en faveur du Personnel relevant du Ministère de la Justice ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Le Conseil de Cabinet entendu,

DECRETE :

Article 1er : Les personnes, dont les nom et prénoms suivent, sont nommées en qualité de :

Directeur des Affaires Administratives et Financières :

MABIALA MAMPASSI, Administrateur des Services Administratifs et Financiers.

Directeur des Affaires Administratives, Civiles, Financières et du Sceau

MISSAMOU (Joseph), Magistrat.

Directeur des Affaires Criminelles et des Grâces :

ELENGA (Ferdinand), Magistrat, cumulativement avec ses fonctions au Tribunal Populaire d'Arrondissement de Bacongo-Brazzaville.

Directeur des Réformes Administratives et de la Modernisation

MAKOME (Marcel), Administrateur des Services Administratifs et Financiers.

- Article 2 : Les intéressés percevront les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Article 3 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et qui prend effet à compter de la date de prise de fonctions des intéressés, sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 27 juin 1990

Par le Premier Ministre,
Alphonse Souchlaty POATY
Le Garde des Sceaux, Ministre de la justice, chargé des Réformes Administratives,
Alphonse NZOUNGOU
Le Ministre des Finances et du Budget,
Edouard GAKOSSO

- DECRET N° 90-406 du 29 juin 1990 portant nomination du Camarade BAYINA (Paul) en qualité de Directeur des Statistiques Démographiques et Sociales au Centre National de la Statistique et des Etudes Economiques du Ministère du PLan et de l'Economie.

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu le décret n° 82-595 du 18 juin 1982 fixant les indemnités allouées aux titulaires de certains postes administratifs ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Le Conseil de Cabinet entendu,

DECRETE :

Article 1er : Le Camarade BAYINA (Paul), Ingénieur Statisticien Démographe en Chef, est nommé Directeur des Statistiques Démographiques et Sociales au Centre National de la Statistique et des Etudes Economiques du Ministère du Plan et de l'Economie.

Article 2 : Le Camarade BAYINA (Paul) percevra les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Article 3 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et qui prend effet à compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé, sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 29 juin 1990

Par le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre d'Etat, Ministre du Plan et de l'Economie,

Pierre MOUSSA

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

Le Ministre des Finances et du Budget,

Edouard GAKOSSO

- DECRET N° 90-407 du 29 juin 1990 portant nomination de Mr MAHOUNGOU TEKANIMA (Frédéric) en qualité de Directeur des Etudes et de la Planification à l'Office National de l'Emploi et de la Main -d'Oeuvre.

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 021-89 du 14 novembre 1989 portant Refonte du Statut Général de la Fonction Publique ;
Vu la loi n° 001-86 du 22 février 1986 remplaçant et complétant la loi n° 03-85 du 14 février 1985 portant création de l'Office National de l'emploi et de la Main-d'Oeuvre et modification du Code du Travail ;
Vu le décret n° 85-593 du 17 avril 1985 portant réorganisation du Ministère du Travail, de l'Emploi, de la Refonte de la Fonction Publique et de la Prévoyance Sociale ;
Vu le décret n° 85-729 du 17 mai 1985 portant organisation et Fonctionnement de l'Office National de l'Emploi et de la Main-d'Oeuvre ;
Vu le décret n° 77-228 du 5 mai 1977 portant création de la Direction des Etudes et de la Planification au sein des Ministères ;
Vu le décret n° 82-595 du 18 juin 1982 fixant les indemnités allouées aux ttitulaires de certains postes administratifs ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Le Conseil de Cabinet entendu,

DECRETE :

Article 1er : Mr MAHOU[illegible]OU-TEKANIMA (Frédéric), Administrat[illegible] du Travail, est nommé Directeur des [illegible]udes et de la Planification à l'Office National de l'Emploi et de la Main-d'Oeuvre.

Article 2 : L'intéressé percevra les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Article 3 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et qui prend effet à compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé, sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 29 juin 1990

Par le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

Le Ministre des Finances et du Budget,

Edouard GAKOSSO

- DECRET N° 90-408 du 29 juin 1990 portant nomination du Camarade GUI-DIBY (Michel-Noé) en qualité de Directeur des Statistiques Générales au Centre National de la Statistique et des Etudes Economiques du Ministère du Plan et de l'Economie.

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu le décret n° 82-595 du 18 juin 1982 fixant les indemnités allouées aux titulaires de certains postes administratifs ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Le Conseil de Cabinet entendu,

DECRETE :

Article 1er : Le Camarade GUI-DIBY (Michel-Noé), Ingénieur Statisticien, est nommé Directeur des Statistiques Générale au Centre National de la Statistique et des Etudes Economiques du Ministère du Plan et de l'economie.

Article 2 : Le Camarade GUI-DIBY (Michel Noé) percevra les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Article 3 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et qui prend effet à compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé, sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 29 juin 1990

Par le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre d'Etat, Ministre du PLan et de l'Economie,

Pierre MOUSSA

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

Le Ministre des Finances et du Budget,

Edouard GAKOSSO

**- DECRET N° 90-409 du 29 juin 1990** portant nomination du Camarade NGOMA (Paul) en qualité de Directeur des Synthèses Economiques au Centre National de la Statistique et des Etudes Economiques du Ministère du Plan et de l'Economie.

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu le décret n° 82-595 du 18 juin 1982 fixant les indemnités allouées aux titulaires de certains postes administratifs
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Le Conseil de Cabinet entendu,

DECRETE :

Article 1er : Le Camarade NGOMA (Paul) Ingénieur Statisticien Economiste, est nommé Directeur des Synthèses Economiques au Centre National de la Statistique et des Etudes Economiques du Ministère du

Plan et de l'Economie.

Article 2 : Le Camarade NGOMA (Paul) percevra les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Article 3 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et qui prend effet à compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé, sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 29 juin 1990

Alphonse Souchlaty POATY

Par le Premier Ministre,

Le Ministre d'Etat, Ministre du Plan et de l'Economie,

Pierre MOUSSA

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

Le Ministre des Finances et du Budget,

Edouard GAKOSSO

- DECRET N° 90-410 du 29 juin 1990 portant nomination du Camarade MOUASSA (François) en qualité de Directeur Administratif et Financier au Centre National de la Statistique et des Etudes Economiques du Ministère du PLan et de l'Economie.

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu le décret n° 82-595 du 18 juin 1982 fixant les indemnités allouées aux titulaires de certains postes administratifs
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier MInistre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;

Le Conseil de Cabinet entendu,

DECRETE :

Article 1er : Le Camarade MOUASSA (François), Administrateur des Services Administratifs et Financiers, est nommé Directeur Admininistratif et Financier au Centre National de la Statistique et des Etudes Economiques du Ministère du Plan et de l'Economie.

Article 2 : Le Camarade MOUASSA (François) percevra les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Article 3 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et qui prend effet à compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé, sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 29 juin 1990

Par le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre d'Etat, Ministre du PLan et de l'Economie,

Pierre MOUSSA

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

Le Ministre des Finances et du Budget,

Edouard GAKOSSO

- DECRET N° 90-411 du 29 juin 1990 portant nomination de Mr LOUTETE DANGUI, en qualité de Directeur du Centre d'Application de la Statistique et de la Planification au Ministère du Plan et de l'Economie.

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 021-89 du 14 novembre 1989 portant Refonte du Statut Général de la Fonction Publique ;

Vu le décret n° 82-595 du 18 juin 1982 fixant les indemnités allouées aux titulaires de certains postes administratifs ;
Vu le décret n° 83-854 du 22 novembre 1983 portant création du Centre d'Application de la Statistique et de la Planification ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Le Conseil de Cabinet entendu,

DECRETE :

Article 1er : Mr LOUTETE DANGUI, Ingénieur Statisticien, est nommé Directeur du Centre d'Application de la Statistique et de la Planification au Ministère du Plan et de l'Economie.

Article 2 : L'intéressé percevra les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Article 3 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et qui prend effet à compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé, sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 29 juin 1990

Par le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre d'Etat, Ministre du Plan et de l'Economie,

Pierre MOUSSA

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

Le Ministre des Finances et du Budget

Edouard GAKOSSO

- DECRET N° 90-418 du 30 juin 1990 portant nomination de Mr NGAKOSSO (Antoine) en qualité de Directeur du Projet "Programme Alimentaire Mondial 35-87" au Ministère de la Jeunesse et du Développement Rural.

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 021-89 du 14 novembre 1989 portant Refonte du Statut Général de la Fonction Publique ;
Vu le décret n° 82-595 du 18 juin 1982 fixant les indemnités allouées aux titulaires de certains postes administratifs ;
Vu le décret n° 88-185 du 1er mars 1988 portant création de la Direction de Coordination et de Contrôle des Projets PAM, et des Directions des Projets PAM ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Le Conseil de Cabinet entendu,

DECRETE :

Article 1er : Mr NGAKOSSO (Antoine), Attaché des Services Administratifs et Financiers, est nommé Directeur du Projet "Programme Alimentaire Mondial 35-87" au Ministère de la Jeunesse et du Développement Rural, en remplacement de Mr MAHOUNGOU (Auguste), admis à la Retraite.

Article 2 : L'intéressé percevra les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Article 3 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et qui prend effet à compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé, sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 30 juin 1990

Par le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre d'Etat, Ministre de la Jeunesse et du Développement Rural,

Gabriel OBA APOUNOU

Le Ministre des Finances et du Budget,

Edouard GAKOSSO

## ACTE EN ABREGE

Par arrêté n° 1311 du 4 juin 1990, la Camarade MAHOUNGOU, née TSATHY (Françoise), Professeur certifié d'Education Physique et Sportive de 5è échelon, est nommée Chef de la Division du Journal Officiel et de la Documentation au Secrétariat Général du Gouvernement en remplacement du Camarade (Daniel) NSENDE, appelé à d'autres fonctions.

La Camarade MAHOUNGOU née TSATHY (Françoise) percevra les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de prise de service de l'intéressée.

## CONSEIL CONSTITUTIONNEL

- AVIS N° 01-90

Le Conseil Constitutionnel a été saisi, selon la procédure d'urgence, le 17 mars 1990 par lettre-requête n° 0221 du 15 mars 1990 du Président de la République, dans les conditions prévues par l'article 49 de la Constitution et par la loi n° 074-84 du 7 novembre 1984, d'un projet d'ordonnance donnant l'aval de l'Etat pour une Convention de crédit acheteur d'un montant de FF.9 477 500 consenti par le BANCO DI NAPOLI INTERNATIONAL S. A. à la Société de l'Hôtel MAYA-MAYA pour la rénovation de l'Hôtel Méridien.

LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 074-84 du 7 novembre 1984 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel ;
Vu la loi n° 006-89 du 17 février 1989 autorisant le Président de la République, Chef du Gouvernement à légiférer par ordonnance dans les matières économiques relevant de la compétence de la loi ;
Vu l'ordonnance n° 25-86 du 19 septembre 1986 portant règlementation des conditions d'octroi et des modalités de gestion des avals de l'Etat ;

Le Rapporteur ayant été entendu ;

Considérant que le Conseil Constitutionnel, régulièrement saisi dans les condition prévues par les dispositions constitutionnellles de l'article 49 et par celles de la loi du 7 novembre 1984 susvisée, est compétent pour donner l'avis sollicité ;

Considérant que le projet d'ordonnance soumis à l'avis du Conseil Constitutionnel tend à accorder l'aval de l'Etat au crédit acheteur sollicité par la Société de l'Hôte MAYA-MAYA, Société d'Economie Mixte ;

Considérant que l'aval de l'Etat accordé aux crédits sollicités par les Sociétés dont l'Etat participe au capital, comme en l'espèce, constitue un engagement financier de l'Etat ;

Considérant qu'en vertu de l'article 46 de la Constitution, les engagements financiers de l'Etat, pour lier régulièrment la République, doivent être autorisés par le législateur en tant qu'il vote le budget et en controle l'exécution ; qu'il en résulte que l'acte par lequel l'Etat donne son aval doit être une loi ou un acte de valeur législative ;

Considérant que c'est à bon droit que le Président de la République, en application de l'article 49 de la Constitution et de la loi n° 004-87 du 17 février 1987, tend à prendre un projet d'ordonnance, texte de valeur législative, pour accorder l'aval de l'Etat à la Société d'Economie Mixte de l'Hôtel MAYA-MAYA.

Considérant que le projet d'ordonnance dont s'agit constitue une mesure d'exécution des tâches écconomiques urgentes ;

Considérant que le projet d'ordonnance dont s'agit constitue une mesure d'exécution des tâches économiques urgentes ;

Considérant que l'examen au fond des dispositions en projet, article par article, ne révèle aucune inconstitutionnalité

EMET L'AVIS :

Article 1er : Le projet d'ordonnance susmentionné, soumis à l'avis du Conseil Constitutionnel, est conforme à la Constitution.

Article 2 : Le présent avis sera publié au Journal Officiel de la République.

Délibéré par le Conseil Constitutionnel, dans sa séance du 27 mars 1990, en présence de :

- Général de Brigade (Louis) SYLVAIN-GOMA Président du Conseil Constitutionnel,
- (Christophe) MOUKOUEKE Vice-Président
- (Oscar) SAMBA Rapporteur
- (Charles Maurice) SIANARD Membre
- (Nicolas) MONDJO Membre
- (Emmanuel) NDEBEKA Membre

Brazzaville, le 29 mars 1990

Le Président du Conseil Constitutionnel,

Général de Brigade Louis SYLVAIN-GOMA

Le Rapporteur du Conseil Constitutionnel,

Oscar SAMBA

---

- AVIS N° 02-90

Le Conseil Constitutionnel a été saisi, selon la procédure d'urgence, le 17 mars 1990 par lettre-requête n° 0221 du 15 mars 1990 du Président de la République, dans les conditions prévues par l'article 49 de la Constitution et par la loi n° 074-84 du 7 novembre 1984, d'un projet d'ordonnance donnant l'aval de l'Etat pour une Convention de crédit acheteur d'un montant de FF 4 496 500 consenti par le BANCO DI NAPOLI INTERNATIONAL S. A. à la Société de l'Hôtel MAYA-MAYA pour la rénovation de l'Hôtel Méridien.

LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 074-84 du 7 novembre 1984 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel ;
Vu la loi n° 006-89 du 17 février 1989 autorisant le Président de la République, Chef du Gouvernement à légiférer par ordonnance dans les matières économiques relevant de la compétence de la loi ;
Vu l'ordonnance n° 25-86 du 19 septembre 1986 portant règlementation des conditions d'octroi et des modalités de gestion des avals de l'Etat ;
Le Rapporteur ayant été entendu,

Considérant que le Conseil Constitutionnel, régulièrement saisi dans les conditions prévues par les dispositions constitutionnellles de l'article 49 et par celles de la loi du 7 novembre 1984 susvisée, est compétent pour donner l'avis sollicité ;

Considérant que le projet d'ordonnance soumis à l'avis du Conseil Constitutionnel tend à accorder l'aval de l'Etat au crédit acheteur sollicité par la Société de l'Hôtel MAYA-MAYA, Société d'Economie Mixte ;
Considérant que l'aval de l'Etat accordé aux crédits sollicités par les Sociétés dont l'Etat participe au capital, comme en l'espèce, constitue un engagement financier de l'etat ;

Considérant qu'en vertu de l'article 46 de la Constitution, les engagements financiers de l'Etat, pour lier régulièrement la République, doivent être autorisés par le législateur en tant qu'il vote le budget, et en contrôle l'exécution ; qu'il en résulte que l'acte par lequel l'Etat donne son aval doit être une loi ou un acte de valeur législative ;

Considérant que c'est à bon droit que le Président de la République, en application de l'article 49 de la Constitution et de la loi n° 004-87 du 17 février 1987, tend à prendre un projet d'ordonnance, texte de valeur législative, pour accorder l'aval de l'Etat à la Société d'Economie Mixte de l'Hôtel MAYA-MAYA ;

Considérant que le projet d'ordonnance dont s'agit constitue une mesure d'exécution des tâches économiques urgentes ;

Considérant que l'examen au fond des dispositions en projet, article par article, ne révèle aucune inconstitutionnalité

EMET L'AVIS :

Article 1er : Le projet d'ordonnance susmentionné, soumis à l'avis du Conseil Constitutionnel, est conforme à la Constitution.

Article 2 : Le présent avis sera pub au Journal Officiel de la Républiqu

Délibéré par le Conseil Constitutionnel, dans sa séance du 27 mars 1990, en présence de :

- Général de Brigade (Louis) SYLVAIN-GOMA — Président du Conseil Constitutionnel,
- (Christophe) MOUKOUEKE — Vice-Président,
- (Oscar) SAMBA — Rapporteur
- (Charles Maurice) SIANARD — Membre
- (Nicolas) MONDJO — Membre
- (Emmanuel) NDEBEKA — Membre

Brazzaville, le 29 mars 1990

Le Président du Conseil Constitutionnel,

Général de Brigade Louis SYLVAIN-GOMA

Le Rapporteur du Conseil Constitutionnel,

Oscar SAMBA

---

- AVIS N° 09-90

Le Conseil Constitutionnel est saisi le 16 mai 1990, selon la procédure d'urgence, par lettre-requête n° 476 du 16 mai 1990 du Président de la République, dans les conditions prévues par les dispositions constitutionnellles de l'article 89, d'un projet de loi règlementant l'accès à la profession de commerçant et l'exercice temporaire des activités commerciales en République Populaire du Congo.

LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Vu la Constitution, notamment les articles 89, 47 et 50 ;

Vu la loi n° 074-84 du 7 novembre 1984 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel ;

Vu la loi n° 050-83 du 21 avril 1983 règlementant l'accès à la profession de commerçant et l'exercice temporaire des activités commerciales en République Pop du Congo ;

Le Rapporteur ayant été entendu :

Considérant que le Conseil Constitutionnel est régulièrement saisi d'un projet de loi règlementant l'accès à la profession de commerçant et l'exercice temporaire des activités commerciales en République Populaire du Congo ;

Considérant qu'il est constant que les dispositions en projet tendent à modifier la loi n° 50-83 du 21 avril 1983 règlementant l'accès à la profession de Commerçant ; que dès lors, en vertu du parallélisme des formes, le projet de texte modificatif de la loi doit être un acte de nature et de valeur législative ;

Considérant au surplus que la règlementation sur le Commerce implique la mise en oeuvre du principe de la liberté de commerce et de l'industrie, principe général du droit universellement consacré et faisant partie intégrante des libertés et droits individuels fondamentaux garantis par les législations nationales et internationales ;

Considérant que l'article 47 de la Constitution range les règles concernant "les droits civiques et les garanties fondamentales accordées aux citoyens pour l'exercice des libertés publiques" dans le domaine de la loi ;

Qu'il en résulte que c'est à bon droit que le Gouvernement tend à proposer à l'Assemblée Nationale Populaire le projet de loi susmentionné ;

Considérant que l'examen au fond du projet de loi dont s'agit ne révèle aucune inconstitutionnalité ; qu'il y a lieu en conséquence de le déclarer conforme à la Constitution ;

EMET L'AVIS :

Article 1er : Le projet de loi susmentionné, soumis à l'avis du Conseil Constitutionnel, est conforme à la Constitution .

Article 2 : Le présent avis sera publié au Journal Officiel de la République.

Délibéré par le Conseil Constitutionnel dans sa séance du 26 mai 1990, en présence de :

- Général de Brigade (Louis) SYLVAIN-GOMA — Président du Conseil Constitutionnel
- (Christophe) MOUKOUEKE — Vice-Président
- (Oscar) SAMBA — Rapporteur
- (Charles Maurice) SIANARD — Membre
- (Nicolas) MONDJO — Membre
- (Emmanuel) NDEBEKA — Membre

Le Président du Conseil Constitutionnel,

Général de Brigade (Louis) SYLVAIN-GOMA

Le Rapporteur du Conseil Constitutionnel,

Oscar SAMBA

- AVIS N° 10-90

Le Conseil Constitutionnel est saisi le 23 mai 1990, selon la procédure d'urgence, par lettre-requête n° 0500 du 23 mai 1990 du Président de la République, dans les conditions prévues par l'article 89 de la Constitution, d'un projet de loi portant réorganisation du Système Educatif en République Populaire du Congo.

LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Vu la Constitution, notamment les articles 89, 47 et 50 ;
Vu la loi n° 074-84 du 7 novembre 1984 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel ;
Le Rapporteur ayant été entendu ;

Considérant que le Conseil Constitutionnel, régulièrement saisi dans les conditions prévues par l'article 89 de la Constitution et par la loi du 7 novembre 1984 susvisée, est compétent pour donner l'avis demandé ;
Considérant que le projet de loi soumis à l'avis du Conseil Constitutionnel porte réorganisation du Système Educatif en République Populaire du Congo ;
Considérant que l'article 47 de la Constitution range les règles concernant l'organisation de l'enseignement dans le domaine de la loi ;
Qu'il en découle que l'acte portant réorganisation du Système Educatif en République Populaire du Congo doit être une loi ;
Que c'est à bon droit que le Gouvernement a initié le projet de loi susmentionné ;
Considérant que l'examen au fond des dispositions du projet de loi dont s'agit ne révèle aucune inconstitutionnalité ; qu'il y a lieu de les déclarer conformes à la Constitution.

EMET L'AVIS :

Article 1er : Le projet de loi portant réorganisation du Système Educatif en République Populaire du Congo est conforme à la Constitution.

Article 2 : Le présent avis sera publié au Journal Officiel de la République.

Délibéré par le Conseil Constitutionnel dans sa séance du 26 mai 1990 en présence de :

| | |
|---|---|
| - Général de Brigade (Louis) SYLVAIN-GOMA | Président du Conseil Constitutionnel |
| - (Christophe) MOUKOUEKE | Vice-président |
| - (Oscar) SAMBA | Rapporteur |
| - (Charles Maurice) SIANARD | Membre |
| - (Nicolas) MONDJO | Membre |
| - (Emmanuel) NDEBEKA | Membre |

Le Président du Conseil Constitutionnel,

Général de Brigade Louis SYLVAIN-GOMA

Le Rapporteur du Conseil Constitutionnel,

Oscar SAMBA

- DECISION N° 01-90

Le Conseil Constitutionnel a été saisi le 28 février 1990, par lettre-requête n° 169 du 24 février 1990 du Président de la République, dans les conditions prévues par l'article 89 de la Constitution, d'une demande d'avis sur un projet de loi portant réinstauration et réorganisation du Fonds Routier.

LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Vu la Constitution notamment les articles 89, 94 et 95 ;
Vu la loi n° 074-84 du 7 novembre 1984 portant organisation et fonctionnement du Conseil Constitutionnel ;
Le Rapporteur ayant été entendu ;

Considérant que le Conseil Constitutionnel, saisi régulièrement et confor-

mément aux dispositions de l'article 89 de la Constitution et à celles de la loi n° 074-84 du 7 novembre 1984, est compétent pour donner l'avis sollicité ;

Considérant que le projet de loi soumis à l'avis du Conseil Constitutionnel tend à réorganiser le Fonds Routier ;

Considérant qu'il est constant que les dispositions des articles 1, 2 et 5 à 10 en projet, bien que d'une présentation matérielle manifestement imparfaite, ne sont entachées d'aucune inconstitutionnalité ;

Que par contre les articles 3 et 4 paraissent d'une grande ambiguïté et cumulent à la fois des dispositions du domaine législatif et celles relevant du domaine règlementaire :

1 - les prélevements sont effectués sur des taxes préexistantes déjà autorisées par le législateur dont l'établissement du taux relève du pouvoir règlementaire

2 - des amendes correspondant aux délits qui relèvent du domaine de la loi en vertu de l'article 47 de la Constitution et celles relatives aux pénalités administratives, lesquelles sont fixées soit par voie contractuelle soit par voie règlementaire, se trouvent mélangées ; la même confusion se retrouve s'agissant des taxes fiscales et des taxes parafiscales ;

3 - Le prélèvement est aussi effectué sur une taxe hypothétique, relative au "droit de circulation sur les routes bitumées", qui n'existe pas et qui ne saurait donner lieu à prélèvement ni affectation par le pouvoir règlementaire.

Que dans ces conditions, il y a lieu de les déclarer contraires à la Constitution et, avec eux, l'ensemble des dispositions du texte en projet :

DECIDE

Article 1er : Le projet de loi susmentionné, tel que soumis à l'avis du Conseil Constitutionnel, n'est pas conforme à la Constitution.

Article 2 : La présente décision sera publiée au Journal Officiel de la République

Délibéré par le Conseil Constitutionnel, dans sa séance du 27 mars 1990, en présence de :

- Général de Brigade (Louis) SYLVAIN-GOMA — Président du Conseil Constitutionnel
- (Christophe) MOUKOUEKE — Vice-Président
- (Oscar) SAMBA — Rapporteur
- (Charles Maurice) SIANARD — Membre
- (Nicolas) MONDJO — Membre
- (Emmanuel) NDEBEKA — Membre

Le Président du Conseil Constitutionnel,

Général d'Armée Louis SYLVAIN-GOMA

Le Rapporteur du Conseil Constitutionnel,

Oscar SAMBA

## MINISTERE DE LA DEFENSE

- DECRET N° 90-304 du 14 juin 1990 portant mise à la retraite d'un Officier de l'Armée Populaire Nationale.

LE PRESIDENT DU CC DU PCT,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DU GOUVERNEMENT,
MINISTRE DE LA DEFENSE ET
DE LA SECURITE

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 17-61 du 16 janvier 1961 portant organisation et recrutement des Forces Armées de la République ;
Vu l'ordonnance n° 1-69 du 6 février 1969 modifiant la loi n° 11-66 du 22 juin 1966 portant création de l'Armée Populaire Nationale ;
Vu l'ordonnance n° 31-70 du 18 août 1970 portant Statut Général des Cadres de l'Armée Populaire Nationale ;
Vu l'ordonnance n° 2-72 du 19 janvier 1972 portant intégration des Services de Sécurité au sein de l'Armée Populaire Nationale ;
Vu l'ordonnance n° 11-76 du 12 août 1976 modifiant les articles 6 et 7 de l'ordonnance n° 31-70 du 18 août 1970 ;
Vu le décret n° 84-877 du 28 septembre 1984 portant revalorisation des Pensions des Fonctionnaires Civils et Militaires de la Caisse de Retraite de la République Populaire du Congo ;
Vu le décret n° 84-885 du 12 octobre 1984 instituant une indemnité spéciale et forfaitaire dite de fin de carrière ;

Vu le décret n° 84-936 du 25 octobre 1984 portant création et organisation du Ministère de la Défense et de la Sécurité ;
Vu le décret n° 84-938 du 25 octobre 1984 portant organisation de la Structure du Cabinet du Ministère de la Défense et de la Sécurité ;
Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux Intégrations, avancements et révisions des situations administratives des agents de l'Etat ;
Vu le rectificatif n° 84-1096 du 29 décembre 1984 au décret n° 84-885 du 12 octobre 1984 ;
Vu le décret n° 87-447 du 19 août 1987 portant création, organisation et fonctionnement de la Caisse de Rétraite des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 87-746 du 3 décembre 1987 portant dérogation aux dispositions des articles 2 et 34 du décret n° 84-892 du 12 octobre 1984 ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 aout 1989 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Vu la note de service n° 02305 /PR/PCM/ MDS/DCC du 27 septembre 1989 du Chef d'Etat Major Général de l'Armée Populaire Nationale relative à la mise à la retraite des Officiers de l'Armée Populaire Nationale ;
Sur proposition du Comité de Défense,

DECRETE :

Article 1er : Le Lieutenant-Colonel KIMBOURI-KAYA (Rigobert), en service à la Direction Générale de la Police Nationale, né vers 1935 à BELO, Région du Pool, entré en service le 1er septembre 1957, ayant atteint la limite d'âge de son grade fixée par l'ordonnance n° 11-76 du 12 août 1976 est admis à faire valoir ses droits à la retraite pour compter du 1er juillet 1990.

Article 2 : L'intéressé sera rayé des contrôles des Cadres et des effectifs de l'Armée active le 1er juillet 1990 et passé en domicile au Bureau de recrutement et des réserves du Congo ledit jour pour administration.

Article 3 : Le Ministre des Finances et du Budget et le Chef d'Etat-Major Général de l'Armée Populaire Nationale sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret qui sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 14 juin 1990

Général d'Armée Denis SASSOU-NGUESSO

Par le Président du Comité Central du Parti Congolais du Travail, Président de la République, Chef du Gouvernement, Ministre de la Défense et de la Sécurité.

Le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre des Finances et du Budget,

Edouard GAKOSSO

- DECRET N° 90-305 du 14 juin 1990 portant mise à la retraite d'un Officier de l'Armée Populaire Nationale.

LE PRESIDENT DU CC DU PCT,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DU GOUVERNEMENT,
MINISTRE DE LA DEFENSE ET
DE LA SECURITE.

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 17-61 du 16 janvier 1961 portant organisation et recrutement des Forces Armées de la République ;
Vu l'ordonnance n° 1-69 du 6 février 196 modifiant la loi n° 11-66 du 22 juin 1966 portant création de l'Armée Populaire Nationale
Vu l'ordonnance n° 11-76 du 12 août 1976 modifiant les articles 6 et 7 de l'ordonnance n° 31-70 du 18 août 1970 ;
Vu l'ordonnance n° 2-72 du 19 janvier 19 portant intégration des services de Sécurit au sein de l'Armée Populaire Nationale ;
Vu l'ordonnance n° 31-70 du 18 août 1970 portant Statut Général des Cadres de l'Armé Populaire nationale ;
Vu le décret N° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 84-877 du 28 septembre

1984 portant revalorisation des pensions des fonctionnaires civils et militaires de la Caisse de Retraite de la République Populaire du Congo ;

Vu le décret n° 84-885 du 12 octobre 1984 instituuant une indemnité spéciale et forfaitaire dite de fin de carrière ;

Vu le décret n° 84-892 du 12 octobre 1984 modifiant le régime des pensions des fonctionnaires et assimilés ;

Vu le décret n° 84-936 du 25 octobre 1984 portant création et organisation du Ministère de la Défense et de la Sécurité

Vu le décret n° 84-938 du 25 octobre 1984 portant organisation de la Structure du Cabinet du Ministère de la Défense et de la Sécurité ;

Vu le rectificatif n° 84-1096 du 29 décembre 1984 au décret n° 84-885 du 12 octobre 1984 instituant une indemnité spéciale et forfaitaire dite de fin de carrière ;

Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 déterminannt le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions des situations administratives des Agents de l'Etat ;

Vu le décret n° 87-447 du 19 août 1987 portant création, organisation et fonctionnement de la Caisse de Retraite des Fonctionnaires ;

Vu le décret n° 87-746 du 3 decembre 1987 portant dérogation aux dispositions des articles 2 et 34 du décret n° 84-892 du 12 octobre 1984 ,

Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;

Vu la note de service n° 02305/PR/PCM MDS/DCC du 27 septembre 1989 du Chef d'Etat-Major Général de l'Armée Populaire nationale relative à la mise à la retraite des Officiers de l'Armée Populaire Nationale ;

Sur proposition du comité de Defense,

DECRETE :

Article 1er : Le Capitaine TSIBA (Samuel) en service à la Direction Générale de la Police Nationale, né vers 1940 à YABA, Région de la Cuvette, entré en service le 10 juin 1959, ayant atteint la limite d'âge de son grade fixée par l'ordonnance n° 11-76 du 12 août 1976, est admis à faire valoir ses droits à la retraite pour compter du 1er juillet 1990.

Article 2 : L'intéressé sera rayé des contrôles des cadres et des effectifs de l'Armée active le 1er juillet 1990 et pass en domicile au Bureau de recrutement et des Réserves du Congo ledit jour pour administration.

Article 3 : Le Ministre des Finances et du Budget et le Chef d'etat-Major Général de l'Armée Populaire Nationale sont chargés, chacun en ce qui le conce. de l'application du présent décret qui sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 14 juin 1990

Général d'Armée Denis SASSOU-NGUESSO

Par le Président du Comité Central du Parti Congolais du Travail, Président de la République, Chef du Gouvernement, Ministre de la Défense et de la Sécurité,

Le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre des Finances et du Budget,

Edouard GAKOSSO

- DECRET N° 90-306 du 14 juin 1990 portant mise à la retraite d'un Officier de l'Armée Populaire Nationale

LE PRESIDENT DU CC DU PCT, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, CHEF DU GOUVERNEMENT, MINISTRE DE LA DEFENSE ET DE LA SECURITE

Vu la Constitution ,

Vu la loi n° 17-61 du 16 janvier 1961 portant organisation et recrutement des Forces Armées de la République ;

Vu l'ordonnance n° 1-69 du 6 février 1969 modifiant la loi n° 11-66 du 22 juin 1966 portant création de l'Armée Populaire Nationale ;

Vu l'ordonnance n° 11-76 du 12 août 1976 modifiant les articles 6 et 7 de l'ordonnance 31-70 du 18 août 1970 ;

Vu l'ordonnance n° 2-72 du 19 janvier 1972 portant intégration des services de sécurité au sein de l'armée Populaire Nationale ;

Vu l'ordonnance n° 31-70 du 18 août 1970 portant statut général des Cadres de l'Armée Populaire Nationale ;

Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 84-877 du 28 septembre 1984 portant revalorisation des pensions des fonctionnaires civils et militaires de la Caisse de Retraite de la République Populaire du Congo ;

Vu le décret n° 84-885 du 12 octobre 1984 instituant une indemnité spéciale et forfaitaire dite de fin de carrière ;

Vu le décret n° 84-892 du 12 octobre 1984 modifiant le régime de pension des fonctionnaires et assimilés ;

Vu le décret n° 84-936 du 25 octobre 1984 portant création et organisation du Ministère de la Défense et de la Sécurité ;

Vu le décret n° 84-938 du 25 octobre 1984 portant organisation de la structure du Cabinet du Ministère de la Défense et de la Sécurité ;

Vu le rectificatif n° 84-1096 du 29 décembre 1984 au décret n° 84-885 du 12 octobre 1984 instituant une indemnité spéciale et forfaitaire dite de fin de carrière ;

Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions des situations administratives des agents de l'Etat ;

Vu le décret n° 87-447 du 19 août 1987 portant création, organisation et fonctionnement de la Caisse de Retraite des Fonctionnaires ;

Vu le décret n° 87-746 du 3 décembre 1987 portant dérogation aux dispositions des articles 2 et 34 du décret n° 84-892 du 12 octobre 1984 ;

Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;

Vu la note de service n° 2460/PR/PCM/MDS/DCC du 2 décembre 1988 du Chef d'Etat-Major Général de l'Armée Populaire Nationale relative à la mise à la retraite des Officiers de l'Armée Populaire Nationale ;

Sur proposition du Comite de Défense,

DECRETE :

Article 1er : Le Capitaine POUTOU (Lazare) précédemment en service à la compagnie des Transmissions de la Zone Militaire n° 1, né le 13 septembre 1938 à Brazzaville Région du Pool, entré en service le 18 février 1958, ayant atteint la limite d'âge de son grade fixée par l'ordonnance n° 11-76 du 12 août 1976 est admis à faire valoir ses droits à la retraite pour compter du 1er avril 1989.

Article 2 : L'intéressé a été rayé des contrôles des cadres et des effectifs de l'Armée active le 1er avril 1989 et passé en domicile au Bureau de recrutement et des Réserves ledit jour pour administration.

Article 3 : Le Ministre des Finances et du Budget et le Chef d'Etat-Major Général de l'Armée Populaire Nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret qui sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 14 juin 1990

Général d'Armée Denis SASSOU-NGUESSO

Par le Président du Comité Central du Parti Congolais du Travail, Président de la République, Chef du Gouvernement, Ministre de la Défense et de la Sécurité,

Le Premier Ministre.

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre des Finances et du Budget

Edouard GAKOSSO

- DECRET N° 90-307 du 14 juin 1990 portant mise à la retraite d'un Officier de l'Armée Populaire Nationale.

LE PRESIDENT DU CC DU PCT,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE
CHEF DU GOUVERNEMENT,
MINISTRE DE LA DEFENSE ET
DE LA SECURITE

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 17-61 du 16 janvier 1961 portant organisation et recrutement des Forces Armées de la République ;
Vu l'ordonnance n° 1-69 du 6 février 1969 modifiant la loi n° 11-66 du 22 juin 1966 portant création de l'Armée Populaire Nationale ;
Vu l'ordonnance n° 31-70 du 18 août 1970 portant Statut Général des Cadres de l'Armée Populaire Nationale ;
Vu l'ordonnance n° 2-72 du 19 janvier 1972 portant intégration des services de Sécurité au sein de l'Armée populaire Nationale ;
Vu l'ordonnance n° 11-76 du 12 août 1976 modifiant les articles 6 et 7 de l'ordonnance n° 31-70 du 18 août 1970 ;
Vu le décret n° 84-877 du 28 septembre 1984 portant revalorisation des pensions des Fonctionnaires civils et militaires de la Caisse de Retraite de la République Populaire du Congo ;
Vu le décret n° 84-885 du 12 octobre 1984 instituant une indemnité spéciale et forfaitaire dite de fin de carrière ;
Vu le décret n° 84-892 du 12 octobre 1984 modifiant le régime des pensions des Fonctionnaires et assimilés ;
Vu le décret n° 84-936 du 25 octobre 1984 portant création et organisation du Ministère de la Défense et de la Sécurité ;
Vu le décret n° 84-938 du 25 octobre 1984 portant organisation de la structure du Cabinet du Ministère de la Défense et de la Sécurité ;
Vu le rectificatif n° 84-1096 du 29 décembre 1984 au décret n° 84-885 du 12 octobre 1984 ;
Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions des situations administratives des Agents de l'Etat ;
Vu le décret n° 87-447 du 19 août 1987 portant création, organisation et fonctionnement de la Caisse de Retraite des Fonctionnaires ;
Vu le décret n° 87-746 du 3 décembre 1987 portant dérogation aux dispositions des articles 2 et 34 du décret n° 84-892 du 12 octobre 1984 ;

Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Vu la note de service n° 02305/PR/PCM/MDS/DCC du 27 septembre 1989 du Chef d'Etat-Major Général de l'Armée Populaire Nationale relative à la mise à la retraite des Officiers de l'armée Populaire Nationale ;
Sur proposition du Comité de Défense,

DECRETE :

Article 1er : Le Capitaine KANGA (Jacques) en service à la Direction Générale de la Police Nationale, né en 1940 à Moukala, Région de la Bouenza, entré en service le 16 janvier 1960, ayant atteint la limite d'âge de son grade fixée par l'ordonnance n° 11-76 du 12 août 1976, est admis à faire valoir ses droits à la retraite pour compter du 1er juillet 1990.

Article 2 : L'intéressé sera rayé des contrôles des cadres et des effectifs de l'Armée active le 1er juillet 1990 et passé en domicile au Bureau de Recrutement et des Réserves du Congo ledit jour pour administration.

Article 3 : Le Ministre des Finances et du Budget et le Chef d'Etat-Major Général de l'armée Populaire Nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret qui sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 14 juin 1990

Général d'Armée Denis SASSOU-NGUESSO

Par Le Président du Comité Central du Parti Congolais du Travail, Président de la République, Chef du Gouvernement, Ministre de la Défense et de la Sécurité,

Le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre des Finances et du Budget,

Edouard GAKOSSO

- DECRET N° 90-308 du 14 juin 1990 portant mise à la retraite d'un Officier de l'Armée Populaire Nationale.

LE PRESIDENT DU CC DU PCT,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DU GOUVERNEMENT,
MINISTRE DE LA DEFENSE ET
DE LA SECURITE

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 17-61 du 16 janvier 1961 portant organisation et recrutement des Forces Armées de la République ;
Vu l'ordonnance n° 1-69 du 6 février 1969 modifiant la loi n° 11-66 du 22 juin 1966 portant création de l'Armée Populaire Nationale ;
Vu l'ordonnance n° 11-76 du 12 août 1976 modifiant les articles 6 et 7 de l'ordonnance n° 31-70 du 18 août 1970 ;
Vu l'ordonnance n° 2-72 du 19 janvier 1972 portant intégration des services de sécurité au sein de l'Armée Populaire Nationale ;
Vu l'ordonnance n° 31-70 du 18 août 1970 portant Statut Général des Cadres de l'Armée Populaire Nationale ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 84-877 du 28 septembre 1984 portant revalorisation des pensions des fonctionnaires civils et militaires de la Caisse de Retraite de la République Populaire du Congo ;
Vu le décret n° 84-885 du 12 octobre 1984 instituant une indemnité spéciale et forfaitaire dite de fin de carrière ;
Vu le décret n° 84-892 du 12 octobre 1984 modifiant le régime des pensions des fonctionnaires et assimilés ;
Vu le décret n ° 84-936 du 25 octobre 1984 portant création et organisation du Ministère de la Défense et de la Sécurité ;
Vu le décret n° 84-938 du 25 octobre 1984 portant organisation de la structure du Cabinet du Ministère de la Défense et de la Sécurité ;
Vu le rectificatif n° 84-1096 du 29 décembre 1984 au décret n° 84-885 du 12 octobre 1984 instituant une indemnité spéciale et forfaitaire dite de fin de carrière ;
Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions des situations administratives des Agents de l'Etat ;
Vu le décret n° 87-447 du 19 août 1987 portant création, organisation et fonctionnement de la Caisse de Retraite des Fonctionnaires ;
Vu le décret n° 87-746 du 3 décembre 1987 portant dérogation aux dispositions des articles 2 et 34 du décret n° 84-892 du 12 octobre 1984 ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Vu la note de service n° 02305/PR/PCM/MDS/DCC du 27 septembre 1989 du Chef d'Etat-Major Général de l'Armée Populaire Nationale
Sur proposition du Comité de Défense,

DECRETE :

Article 1er : Le Lieutenant NGASSAKI (Pascal) en service à la Direction Générale de la Police Nationale, né vers 1940 à LANGO, District de Makoua, Région de la Cuvette, entré en service le 3 novembre 1969, ayant atteint la limite d'âge de son grade fixée par l'ordonnance n° 11-76 du 12 août 1976, est admis à faire valoir ses droits à la retraite pour compter du 1er juillet 1990.

Article 2 : L'intéressé sera rayé des contrôles des Cadres et des effectifs de l'Armée active le 1er juillet 1990 et passé en domicile au Bureau de recrutement et des réserves du Congo ledit jour pour administration.

Article 3 : Le Ministre des Finances et du Budget et le Chef d'Etat-Major Général de l'Armée Populaire Nationale sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret qui sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 14 juin 1990

Général d'Armée Denis SASSOU-NGUESSO

Par le Président du Comité Central du Parti Congolais du Travail, Président de la République, Chef du Gouvernement, Ministre de la Défense et de la Sécurité,

Le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre des Finances et du Budget,

Edouard GAKOSSO

- DECRET N° 90-309 du 14 juin 1990 portant mise à la retraite d'un Officier de l'Armée Populaire Nationale.

LE PRESIDENT DU CC DU PCT,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DU GOUVERNEMENT,
MINISTRE DE LA DEFENSE ET
DE LA SECURITE

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 17-61 du 16 janvier 1961 portant organisation et recrutement des Forces Armées de la République ;
Vu l'ordonnance n° 1-69 du 6 février 1969 modifiant la loi n° 11-66 du 22 juin 1966 portant création de l'Armée Populaire Nationale ;
Vu l'ordonnance n° 11-76 du 12 août 1976 modifiant les articles 6 et 7 de l'ordonnance n° 31-70 du 18 août 1970 ;
Vu l'ordonnance n° 2-72 du 19 janvier 1972 portant intégration des services de sécurité au sein de l'Armée Populaire Nationale ;
Vu l'ordonnance n° 31-70 du 18 août 1970 portant Statut Général des Cadres de l'Armée Populaire Nationale ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 84-877 du 28 septembre 1984 portant revalorisation des pensions des Fonctionnaires civils et militaires de la Caisse de Retraite de la république Populaire du Congo ;
Vu le décret n° 84-885 du 12 octobre 1984 instituant une indemnité spéciale et forfaitaire dite de fin de carrière ;
Vu le décret n° 84-892 du 12 octobre 1984 modifiant le régime des pensions des fonctionnaires et assimilés ;
Vu le décret n° 84-936 du 25 octobre 1984 portant création et organisation du Ministère de la Défense et de la Sécurité ;
Vu le décret n° 84-938 du 25 octobre 1984 portant organisation de la structure du cabinet de la Défense et de la Sécurité ;
Vu le rectificatif n° 84-1096 du 29 décembre 1984 au décret n° 84-885 du 12 octobre 1984 instituant une indemnité spéciale et forfaitaire dite de fin de carrière ;
Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions des situations administratives des Agents de l'Etat ;
Vu le décret n° 87-447 du 19 août 1987 portant création, organisation et fonctionnement de la Caisse de Retraite des Fonctionnaires ;

Vu le décret n° 87-746 du 3 décembre 1987 portant dérogation aux dispositions des articles 2 et 34 du décret n° 84-892 du 12 octobre 1984 ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Vu la note de service n° 02305/PR/PCM/MDS/DCC du 27 septembre 1989 du Chef d'Etat-Major Général de l'Armée Populaire Nationale relative à la mise à la retraite des Officiers de l'Armée Populaire Nationale.
Sur proposition du Comité de Défense,

DECRETE :

Article 1er : Le Lieutenant M'PIKA (Georges) en service à la Base Aérienne 02-20, né le 14 avril 1940 à Brazzaville, Région du Pool, entré en service le 13 septembre 1961. ayant atteint la limite d'âge de son grade fixée par l'ordonnance n° 11-76 du 12 août 1976, est admis à faire valoir ses droits à la retraite pour compter du 1er mai 1990.

Article 2 : L'intéressé a été rayé des contrôles des Cadres et des effectifs de l'Armée active le 1er mai 1990et passé en domicile au Bureau de recrutement et des réserves du Congo ledit jour pour administration.

Article 3 : Le Ministre des Finances et du Budget et le Chef d'Etat-Major Général de l'Armée Populaire Nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret qui sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 14 juin 1990

Général d'Armée Denis SASSOU-NGUESSO

Par le Président du Comité Central
du Parti Congolais du Travail,
Président de la République, Chef
du Gouvernement, Ministre de la
Défense et de la Sécurité,

Le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le ministre des Finances et du Budget,

Edouard GAKOSSO

- DECRET N° 90-310 du 14 juin 1990 portant mise à la retraite d'un Officier de l'Armée Populaire Nationale.

LE PRESIDENT DU CC DU PCT,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DU GOUVERNEMENT,
MINISTRE DE LA DEFENSE ET
DE LA SECURITE

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 17-61 du 16 janvier 1961 portant organisation et recrutement des Forces Armées de la Républque ;
Vu l'ordonnance n° 1-69 du 6 février 1969 modifiant la loi n° 11-66 du 22 juin 1966 portant création de l'Armée Populaire Nationale ;
Vu l'ordonnance n° 11-76 du 12 août 1976 modifiant les articles 6 et 7 de l'ordonnance n° 31-70 du 18 août 1970 ;
Vu l'ordonnance n° 2-72 du 19 janvier 1972 portant intégration des services de sécurité au sein de l'Armée Populaire Nationale ;
Vu l'ordonnance n° 31-70 du 18 août 1970 portant Statut Général des Cadres de l'Armee Populaire Nationale ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 84-877 du 28 septembre 1984 portant revalorisation des pensions des fonctionnaires civils et militaires de la Caisse de Retraite de la République Populaire du Congo ;
Vu le décret n° 84-885 du 12 octobre 1984 instituant une indemnité spéciale et forfaitaire dite de fin de carrière ;
Vu le décret n° 84-892 du 12 octobre 1984 modifiant le régime des pensions des fonctionnaires et assimilés ;
Vu le décret n° 84-936 du 25 octobre 1984 portant création, organisation du Ministère de la Défense et de la Sécurité ;
Vu le décret n° 84-938 du 25 octobre 1984 portant organisation de la structure du Cabinet du Ministère de la Défense et de la Sécurité ;
Vu le rectificatif n° 84-1096 du 29 décembre 1984 au décret n° 84-885 du 12 octobre 1984 instituant une indemnité spéciale et forfaitaire dite de fin de carrière ;
Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions des situations administratives des Agents de l'Etat ;
Vu le décret n° 87-447 du 19 août 1987 portant création, organisation et fonctionnement de la Caisse de Retraite des Fonctionnaires ;

Vu le Décret n° 87-746 du 3 décembre 1987 portant dérogation aux dispositions des articles 2 et 34 du décret n° 84-892 du 12 octobre 1984 ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Vu la note de service n° 02305/PR/PCM/MDS/DCC du 27 septembre 1989 du 27 septembre 1989 du Chef d'Etat-Major Général de l'Armée Populaire Nationale relative à la mise à la retraite des Officiers de l'armée Populaire Nationale ;
Sur proposition du Comité de Défense,

DECRETE :

Article 1er : Le Lieutenant BANOUNGUINIKA (Léon) en service à la Base Aérienne 01/20 né vers 1940 à KISSENGUELE, Région du Pool, entré au service le 13 septembre 1961, ayant atteint la limite d'âge de son grade fixée par l'ordonnance n° 11-76 du 12 août 1976, est admis à faire valoir ses droits à la retraite pour compter du 1er juillet 1990.

Article 2 : L'intéressé sera rayé des contrôles des cadres et des effectifs de l'Armée active le 1er juillet 1990 et

passé en domicile au Bureau de Recrutement et des Réserves du Congo ledit jour pour administration.

Article 3 : Le Ministre des Finances et du Budget et le Chef d'Etat-Major Général de l'Armée Populaire Nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret qui sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 14 juin 1990

Général d'Armée Denis SASSOU-NGUESSO

Par le Président du Comité Central
du Parti Congolais du Travail,
Président de la république,
Chef du Gouvernement, Ministre de
la Défense et de la Sécurité

Le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre des Finances et du Budget,

Edouard GAKOSSO

---

- DECRET N° 90-311 du 14 juin 1990 portant mise à la retraite d'un Officier de l'Armée Populaire Nationale.

LE PRESIDENT DU CC DU PCT,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DU GOUVERNEMENT,
MINISTRE DE LA DEFENSE ET
DE LA SECURITE

Vu la constitution ;
Vu la loi n° 17-61 du 16 janvier 1961 portant organisation et recrutement des Forces Armées de la République ;
Vu l'ordonnance n° 1-69 du 6 février 1969 modifiant la loi n° 11-66 du 22 juin 1966 portant création de l'Armée Populaire Nationale ;
Vu l'ordonnance n° 11-76 du 12 août 1976 modifiant les articles 6 et 7 de l'ordonnance n° 31-70 du 18 août 1970 ;
Vu l'ordonnance n° 2-72 du 19 janvier 1972 portant intégration des services de Sécurité au sein de l'Armée Populaire Nationale ;
Vu l'ordonnance n° 31-70 du 18 août 1970 portant Statut Général des Cadres de l'Armée Populaire Nationale ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 84-877 du 28 septembre 1984 portant revalorisation des pensions des Fonctionnaires civils et militaires de la Caisse de Retraite de la République Populaire du Congo ;
Vu le décret n° 84-885 du 12 octobre 1984 instituant une indemnité spéciale et forfaitaire dite de fin de carrière ;
Vu le décret n° 84-892 du 12 octobre 1984 modifiant le régime des pensions des fonctionnaires et assimilés ;
Vu le décret n° 84-936 du 25 octobre 1984 portant création et organisation du Ministère de la Défense et de la Sécurité ;
Vu le décret n° 84-938 du 25 octobre 1984 portant organisation de la structure du Cabinet du Ministère de la Défense et de la Sécurité ;
Vu le rectificatif n° 84-1096 du 29 décembre 1984 au décret n° 84-885 du 12 octobre 1984 instituant une indemnité spéciale et forfaitaire dite de fin de carrière ;
Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancement et révisions des situations administratives des Agents de l'Etat ;
Vu le décret n° 87-447 du 19 août 1987 portant création, organisation et fonctionnement de la Caisse de Retraite des Fonctionnaires ;

Vu le décret n° 87-746 du 3 décembre 1987 portant dérogation aux dispositons des articles 2 et 34 du décret n° 84-892 du 12 octobre 1984 ;
Vu le décret n°89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des membres du Gouvernement ;
Vu la note de service n° 2305 du 27 septembre 1989 du Chef d'Etat-Major Général de l'Armée Populaire Nationale relative à la mise à la retraite d'un Officier de l'Armée Populaire nationale ;

DECRETE :

Article 1er : Le lieutenant NDEMBI (Hyacinthe) précédemment en service au 1er Régiment Blindé, né à IVAROU, Région du Niari, entré au service le 18 juin 1965 ayant atteint la limite d'âge de son grade fixée par l'ordonnance n° 11-76 du 12

août 1976, est admis à faire valoir ses droits à la retraite pour compter du 1er juillet 1990.

Article 2 : L'intéressé sera rayé des contrôles des Cadres et des Effectifs de l'Armée active le 1er Juillet 1990 et passé en domicile au Bureau de Recrutement et des Réserves du Congo ledit jour pour administration.

Article 3 : Le Ministre des Finances et du Budget et le Chef d'Etat-Major Général de l'Armée Populaire Nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret qui sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 14 juin 1990

Général d'Armée Denis SASSOU-NGUESSO

Par le Président du Comité Central
du Parti Congolais du Travail,
Président de la République, Chef
du Gouvernement, Ministre de la
Défense et de la Sécurité,

Le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre des Finances et du Budget,

Edouard GAKOSSO

---

**- DECRET N° 90-312 du 14 juin 1990 portant mise à la retraite d'un Officier de l'Armée Populaire Nationale.**

LE PRESIDENT DU CC DU PCT,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DU GOUVERNEMENT,
MINISTRE DE LA DEFENSE ET
DE LA SECURITE

**Vu la constitution ;**
**Vu la loi n° 17-61 du 16 janvier 1961 portant organisation et recrutement des Forces Armées de la République ;**
Vu l'ordonnance n° 1-69 du 6 février 1969 modifiant la loi n° 11-66 du 22 juin 1966 portant création de l'Armée Populaire Nationale.;

Vu l'ordonnance n° 11-76 du 12 août 1976 modifiant les articles 6 et 7 de l'ordonnance n° 31-70 du 18 août 1970 ;
Vu l'ordonnance n° 2-72 du 19 janvier 1972 portant intégration des services de Sécurité au sein de l'Armée Populaire Nationale ;
Vu l'ordonnance n° 31-70 du 18 août 1970 portant Statut Général des Cadres de l'Armée Populaire Nationale ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 84-877 du 28 septembre 1984 portant revalorisation des pensions des Fonctionnaires civils et militaires de la Caisse de Retraite de la République Populaire du Congo ;
Vu le décret n° 84-885 du 12 octobre 1984 instituant une indemnité spéciale et forfaitaire dite de fin de carrière ;
Vu le décret n° 84-892 du 12 octobre 1984 modifiant le régime des pensions des fonctionnaires et assimilés ;
Vu le décret n° 84-936 du 25 octobre 1984 portant création et organisation du Ministère de la Défense et de la Sécurité ;
Vu le décret n° 84-938 du 25 octobre 1984 portant organisation de la structure du Cabinet du Ministère de la Défense et de la Sécurité ;
Vu le rectificatif n° 84-1096 du 29 décembre 1984 au décret n° 84-885 du 12 octobre 1984 instituant une indemnité spéciale et forfaitaire dite de fin de carrière ;
Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions des situations administratives des Agents de l'Etat ;
Vu le décret n° 87-447 du 19 août 1987 portant création, organisation et fonctionnement de la Caisse de Retraite des Fonctionnaires ;
Vu le décret n° 87-746 du 3 décembre 1987 portant dérogation aux dispositions des articles 2 et 34 du décret n° 84-892 du 12 octobre 1984 ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Vu la note de service n° 2460 du 2 décembre 1988 du Chef d'Etat-Major Général de l'Armée Populaire Nationale relative à la mise à la retraite des Officiers de l'Armée Populaire Nationale ;

DECRETE :

Article 1er : Le Lieutenant BOUNGOU (Alphonse) précédemment en service à la Direction Générale de la Police Nationale, né vers 1939 à SANGA, région de la Bouenza, entré au service le 7 juin 1960, ayant atteint la limite d'âge de son grade fixée par l'ordonnance n° 11-76 du 12 août 1976 est admis à faire valoir ses droits à la retraite pour compter du 1er juillet 1989.

Article 2 : L'intéressé sera rayé des contrôles des cadres et des effectifs de l'Armée active le 1er juillet 1989 et passé en domicile au Bureau de Recrutement et des Réserves du Congo ledit jour pour administration.

Article 3 : Le Ministre des Finances et du Budget et le Chef d'Etat-Major Général de l'Armée Populaire Nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret qui sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 14 juin 1990

Général d'Armée Denis SASSOU-NGUESSO

Par le Président du Comité Central du Parti Congolais du Travail, Président de la République, Chef du Gouvernement, Ministre de la Défense et de la Sécurité,

Le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre des Finances et du Budget,

Edouar GAKOSSO

---

**- DECRET N° 90-313 du 14 juin 1990 portant mise à la retraite d'un Officier de l'Armée Populaire Nationale.**

**LE PRESIDENT DU CC DU PCT, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, CHEF DU GOUVERNEMENT, MINISTRE DE LA DEFENSE ET DE LA SECURITE**

**Vu la constitution ;**
**Vu la loi n° 17-61 du 16 janvier 1961 portant organisation et recrutement des Forces Armées de la République ;**
Vu l'ordonnance n° 1-69 du 6 février 1969 modifiant la loi n° 11-66 du 22 juin 1966 portant création de l'Armée Populaire Nationale ;
Vu l'ordonnance n° 11-76 du 12 août 1976 modifiant les articles 6 et 7 de l'ordonnance n° 31-70 du 18 août 1970 ;
Vu l'ordonnance n° 2-72 du 19 janvier 1972 portant intégration des services de Sécurité au sein de l'Armée Populaire Nationale ;
Vu l'ordonnance n° 31-70 du 18 août 1970 portant Statut Général des Cadres de l'Armée Populaire Nationale ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 84-877 du 28 septembre 1984 portant revalorisation des pensions des Fonctionnaires civils et militaires de la Caisse de Retraite de la République Populaire du Congo ;
Vu le décret n° 84-885 du 12 octobre 1984 instituant une indemnité spéciale et forfaitaire dite de fin de carrière ;
Vu le décret n° 84-892 du 12 octobre 1984 modifiant le régime des pensions des fonctionnaires et assimilés ;
Vu le décret n° 84-936 du 25 octobre 1984 portant création et organisation du Ministère de la Défense et de la Sécurité ;
Vu le décret n° 84-938 du 25 octobre 1984 portant organisation de la structure du Cabinet du Ministère de la Défense et de la Sécurité ;
Vu le rectificatif n° 84-1096 du 29 décembre 1984 au décret n° 84-885 du 12 octobre 1984 instituant une indemnité spéciale et forfaitaire dite de fin de carrière ;
Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions des situations administratives des Agents de l'Etat ;
Vu le décret n° 87-447 du 19 août 1987 portant création, organisation et fonctionnement de la Caisse de Retraite des Fonctionnaires ;

Vu le décret n° 87-746 du 3 décembre 1987 portant dérogation aux dispositions des articles 2 et 34 du décret n° 84-892 du 12 octobre 1984 ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Vu la note de service n° 2 305 du 27 septembre 1989 du Chef d'Etat-Major Général

de l'Armée Populaire Nationale relative à la mise à la retraite des Officiers de l'Armée Populaire Nationale ;

DECRETE :

Article 1er : Le Capitaine OUISSIKA (David), en service au 1er Bataillon du Génie, né le 31 mars 1940 à Brazzaville, Région du Pool, entré au service le 15 janvier 1959 ayant atteint la limite d'âge de son grade fixée par l'ordonnance n° 11-76 du 12 août 1976, est admis à faire valoir ses droits à la retraite pour compter du 1er avril 1990.

Article 2 : L'intéressé a été rayé des contrôles des cadres et des effectifs de l'Armée active le 1er avril 1990 et passé en domicile au Bureau de Recrutement et des Réserves du Congo ledit jour pour administration.

Article 3 : Le Ministre des Finances et du Budget et le Chef d'Etat-Major Général de l'Armée Populaire Nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret qui sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 14 juin 1990

Général d'Armée Denis SASSOU-NGUESSO

Par le Président du Comité Central du Parti Congolais du Travail, Président de la République, Chef du Gouvernement, Ministre de la Défense et de la Sécurité,

Le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre des Finances et du Budget,

Edouard GAKOSSO

---

- DECRET N° 90-314 du 14 juin 1990 portant mise à la retraite d'un Officier de l'Armée Populaire Nationale.

LE PRESIDENT DU CC DU PCT,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DU GOUVERNEMENT,
MINISTRE DE LA DEFENSE ET
DE LA SECURITE

Vu la constitution ;

Vu la loi n° 17-61 du 16 janvier 1961 portant organisation et recrutement des Forces Armées de la République ;

Vu l'ordonnance n° 1-69 du 6 janvier 1969 modifiant la loi n° 11-66 du 22 juin 1966 portant création de l'Armée Populaire Nationale ;

Vu l'ordonnance n° 11-76 du 12 août 1976 modifiant les articles 6 et 7 de l'ordonnance n° 31-70 du 18 août 1970 ;

Vu l'ordonnance n° 2-72 du 19 janvier 1972 portant intégration des services de Sécurité au sein de l'Armée Populaire Nationale ;

Vu l'ordonnance n° 31-70 du 18 août 1970 portant Statut Général des Cadres de l'Armée Populaire Nationale ;

Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 84-877 du 28 septembre 1984 portant revalorisation des pensions des Fonctionnaires civils et militaires de la Caisse de Retraite de la République Populaire du Congo ;

Vu le décret n° 84-885 du 12 octobre 1984 instituant une indemnité spéciale et forfaitaire dite de fin de carrière ;

Vu le décret n° 84-892 du 12 octobre 1984 modifiant le régime des pensions des fonctionnaires et assimilés ;

Vu le décret n° 84-936 du 25 octobre 1984 portant création et organisation du Ministère de la Défense et de la Sécurité ;

Vu le décret n° 84-938 du 25 octobre 1984 portant organisation de la structure du Cabinet du Ministère de la Défense et de la Sécurité ;

Vu le rectificatif n° 84-1096 du 29 décembre 1984 au décret n° 84-885 du 12 octobre 1984 instituant une indemnité spéciale et forfaitaire dite de fin de carrière ;

Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions des situations administratives des Agents de l'Etat ;

Vu le décret n° 87-447 du 19 août 1987 portant création, organisation et fonctionnement de la Caisse de Retraite des Fonctionnaires ;

Vu le décret n° 87-746 du 3 décembre 1987 portant dérogation aux dispositions des articles 2 et 34 du décret n° 84-892 du 12 octobre 1984 ;

Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des

Membres du Gouvernement ;

Vu la note de service n° 2307 du 27 septembre 1989 du Chef d'Etat-Major Général de l'Armée Populaire nationale relative à la mise à la retraite des Officiers de l'Armée Populaire Nationale ;

DECRETE :

Article 1er : Le Capitaine IBOUANGA (Jean Pierre) en service en Zone Militaire n° 1, né le 26 mars 1940 à Mossendjo, Région du Niari, entré au service le 15 janvier 1959, ayant atteint la limite d'âge de son grade fixée par l'ordonnance n° 11-76 du 12 août 1976, est admis à faire valoir ses droits à la retraite pour compter du 1er avril 1990.

Article 2 : L'intéressé a été rayé des contrôles des cadres et des effectifs de l'Armée active le 1er avril 1990 et passé en domicile au Bureau de Recrutement et des Réserves du Congo ledit jour pour administration.

Article 3 : Le Ministre des Finances et du Budget et le Chef d'Etat-Major Général de l'Armée Populaire Nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret qui sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 14 juin 1990

Général d'Armée Denis SASSOU-NGUESSO

Par le Président du Comité Central du Parti Congolais du Travail, Président de la République, Chef du Gouvernement, Ministre de la Défense et de la Sécurité,

Le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Minsitre des Finances et du Budget,

Edouard GAKOSSO

**- DECRET N° 90-315 du 14 juin 1990 portant mise à la retraite d'un Officier de l'Armée Populaire Nationale.**

**LE PRESIDENT DU CC DU PCT, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, CHEF DU GOUVERNEMENT, MINISTRE DE LA DEFENSE ET DE LA SECURITE**

Vu la constitution ;

Vu la loi n° 17-61 du 16 janvier 1961 portant organisation et recrutement des Forces Armées de la République ;

Vu l'ordonnance n° 1-69 du 6 janvier 1969 modifiant la loi n° 11-66 du 22 juin 1966 portant création de l'Armée Populaire Nationale ;

Vu l'ordonnance n° 11-76 du 12 août 1976 modifiant les articles 6 et 7 de l'ordonnance n° 31-70 du 18 août 1970 ;

Vu l'ordonnance n° 2-72 du 19 janvier 1972 portant intégration des services de Sécurité au sein de l'Armée Populaire Nationale ;

Vu l'ordonnance n° 31-70 du 18 août 1970 portant Statut Général des Cadres de l'Armée Populaire Nationale ;

Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 84-877 du 28 septembre 1984 portant revalorisation des pensions des Fonctionnaires civils et militaires de la Caisse de Retraite de la République Populaire du Congo ;

Vu le décret n° 84-885 du 12 octobre 1984 instituant une indemnité spéciale et forfaitaire dite de fin de carrière ;

Vu le décret n° 84-892 du 12 octobre 1984 modifiant le régime des pensions les fonctionnaires et assimilés ;

Vu le décret n° 84-936 du 25 octobre 1984 portant création et organisation du Ministère de la Défense et de la Sécurité

Vu le décret n° 84-938 du 25 octobre 1984 portant organisation de la structure du Cabinet du Ministère de la Défense et de la Sécurité ;

Vu le rectificatif n° 84-1096 du 29 décembre 1984 au décret n° 84-885 du 12 octobre 1984 instituant une indemnité spéciale et forfaitaire dite de fin de carrière ;

Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancement et révisions des situations administratives des Agents de l'Etat ;

Vu le décret n° 87-447 du 19 août 1987 portant création, organisation et fonctionnement de la Caisse de Retraite des Fonctionnaires ;

Vu le décret n° 87-746 du 3 décembre 1987 portant dérogation aux dispositions des articles 2 et 34 du décret n° 84-892 du 12 octobre 1984 ;

Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989

portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;

Vu la note de service n° 2305 du 27 septembre 1989 du Chef d'Etat-Major Général de l'Armée Populaire nationale relative à la mise à la retraite des Officiers de l'Armée Populaire Nationale ;

DECRETE :

Article 1er : Le Capitaine NZABA (André) en service à la Direction Générale de la Police Nationale, né le 7 janvier 1940 à KINZABA, Région de la Bouenza, entré au service le 10 juin 1959, ayant atteint la limite d'âge de son grade fixée par l'ordonnance n° 11-76 du 12 août 1976, est admis à faire valoir ses droits à la retraite pour compter du 1er février 1990.

Article 2 : L'intéressé a été rayé des contrôles des cadres et des effectifs de l'Armée active le 1er février 1990 et passé en domicile au Bureau de Recrutement et des Réserves du Congo ledit jour pour administration.

Article 3 : Le Ministre des Finances et du budget et le Chef d'Etat-Major Général de l'Armée Populaire Nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret qui sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 14 juin 1990

Général d'Armée Denis SASSOU-NGUESSO

Par le Président du Comité Central
du Parti Congolais du Travail,
Président de la république,
Chef du Gouvernement, Ministre
de la Défense et de la Sécurité,

Le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre des Finances et du Budget,

Edouard GAKOSSO

**- DECRET N° 90-316 du 14 juin 1990**
portant mise à la retraite d'un Officier de l'Armée Populaire Nationale.

LE PRESIDENT DU CC DU PCT,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DU GOUVERNEMENT,
MINISTRE DE LA DEFENSE ET
DE LA SECURITE

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 17-61 du 16 janvier 1961 portant organisation et recrutement des Forces Armées de la République ;

Vu l'ordonnance n° 1-69 du 6 janvier 1969 modifiant la loi n° 11-66 du 22 juin 1966 portant création de l'Armée Populaire Nationale ;

Vu l'ordonnance n° 11-76 du 12 août 1976 modifiant les articles 6 et 7 de l'ordonnance n° 31-70 du 18 août 1970 ;

Vu l'ordonnance n° 2-72 du 19 janvier 1972 portant intégration des services de Sécurité au sein de l'Armée Populaire Nationale ;

Vu l'ordonnance n° 31-70 du 18 août 1970 portant Statut Général des Cadres de l'Armée Populaire Nationale ;

Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 84-877 du 28 septembre 1984 portant revalorisation des pensions des Fonctionnaires civils et militaires de la Caisse de Retraite de la République Populaire du Congo ;

Vu le décret n° 84-885 du 12 octobre 1984 instituant une indemnité spéciale et forfaitaire dite de fin de carrière ;

Vu le décret n° 84-892 du 12 octobre 1984 modifiant le régime des pensions des fonctionnaires et assimilés ;

Vu le décret n° 84-936 du 25 octobre 1984 portant création et organisation du Ministère de la Défense et de la Sécurité ;

Vu le décret n° 84-938 du 25 octobre 1984 portant organisation de la structure du Cabinet du Ministère de la Défense et de la Sécurité ;

Vu le rectificatif n° 84-1096 du 29 décembre 1984 instituant une indemnité spéciale et forfaitaire dite de fin de carrière ;

Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions des situations administratives des Agents de l'Etat ;

Vu le décret n° 87-447 du 19 août 1987 portant création, organisation et fonctionnement de la Caisse de Retraite des Fonctionnaires ;

Vu le décret n° 87-746 du 3 décembre 1987 portant dérogation aux dispositions des articles 2 et 34 du décret n° 84-892

du 12 octobre 1984 ;

Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;

Vu la note de service n° 2305 du 27 septembre 1989 du Chef d'Etat-Major Général de l'Armée Populaire Nationale relative à la mise à la retraite des Officiers de l'Armée Populaire Nationale ;

DECRETE :

Article 1er : Le Capitaine MIYOUNA (Adolphe) en service à la Direction Générale de la Police Nationale, né le 16 octobre 1940 à Brazzaville, Région du Pool, entré au service le 7 juillet 1959, ayant atteint la limite d'âge de son grade fixée par l'ordonnance n° 11-76 du 12 août 1976, est admis à faire valoir ses droits à la retraite pour compter du 1er novembre 1990.

Article 2 : L'intéressé sera rayé des contrôles des cadres et des effectifs de l'Armée active le 1er novembre 1990 et passé en domicile au Bureau de Recrutement et des Réserves du Congo ledit jour pour administration.

Article 3 : Le Ministre des Finances et du Budget et le Chef d'Etat-Major Général de l'Armée Populaire Nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret qui sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 14 juin 1990

Général d'Armée Denis SASSOU-NGUESSO

Par le Président du Comité Central
du Parti Congolais du Travail,
Président de la République,
Chef du Gouvernement, Ministre
de la Défense et de la Sécurité,

Le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre des Finances et du Budget,

Edouard GAKOSSO

**- DECRET N° 90-317 du 14 juin 1990** portant mise à la retraite d'un Officier de l'Armée Populaire Nationale.

LE PRESIDENT DU CC DU PCT,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DU GOUVERNEMENT,
MINISTRE DE LA DEFENSE ET
DE LA SECURITE

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 17-61 du 16 janvier 1961 portant organisation et recrutement des Forces Armées de la République ;

Vu l'ordonnance n° 1-69 du 6 janvier 1969 modifiant la loi n° 11-66 du 22 juin 1966 portant création de l'Armée Populaire Nationale ;

Vu l'ordonnance n° 11-76 du 12 août 1976 modifiant les articles 6 et 7 de l'ordonnance n° 31-70 du 18 août 1970 ;

Vu l'ordonnance n° 2-72 du 19 janvier 1972 portant intégration des services de Sécurité au sein de l'Armée Populaire Nationale ;

Vu l'ordonnance n° 31-70 du 18 août 1970 portant Statut Général des Cadres de l'Armée Populaire Nationale ;

Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 84-877 du 28 septembre 1984 portant revalorisation des pensions des Fonctionnaires civils et militaires de la Caisse de Retraite de la République Populaire du Congo ;

Vu le décret n° 84-885 du 12 octobre 1984 instituant une indemnité spéciale et forfaitaire dite de fin de carrière ;

Vu le décret n° 84-892 du 12 octobre 1984 modifiant le régime des pensions des fonctionnaires et assimilés ;

Vu le décret n° 84-936 du 25 octobre 1984 portant création et organisation du Ministère de la Défense et de la Sécurité

Vu le décret n° 84-938 du 25 octobre 1984 portant organisation de la structure du Cabinet du Ministère de la Défense et de la Sécurité ;

Vu le rectificatif n° 84-1096 du 29 décembre 1984 au décret n° 84-885 du 12 octo 1984 instituant une indemnité spéciale et forfaitaire dite de fin de carrière ;

Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancemer et révisions des situations administrative

des Agents de l'Etat ;

Vu le décret n° 87-447 du 19 août 1987 portant création, organisation et fonctionnement de la Caisse de Retraite des Fonctionnaires ;

Vu le décret n° 87-746 du 3 décembre 1987 portant dérogation aux dispositions des articles 2 et 34 du décret n° 84-892 du 12 octobre 1984 ;

Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;

Vu la note de service n° 2305 du 27 septembre 1989 du Chef d'Etat-Major Général de l'Armée Populaire nationale relative à la mise à la retraite des Officiers de l'Armée Populaire nationale ;

DECRETE :

Article 1er : Le Lieutenant de Vaisseau SAMBA-BIANTONA (André) en service à la Bas Navale 02, né le 11 mars 1940 à KOLO-BOKO, Région du Pool, entré en service le 4 août 1960, ayant atteint la limite d'âge de son grade fixée par l'ordonnance n° 11-76 du 12 août 1976, est admis à faire valoir ses droits à la retraite pour compter du 1er avril 1990.

Article 2 : L'intéressé a été rayé des contrôles des cadres et des effectifs de l'Armée active le 1er avril 1990 et passé en domicile au Bureau de Recrutement et des Réserves du Congo ledit jour pour administration.

Article 3 : Le Ministre des Finances et du Budget et le Chef d'Etat-Major Général de l'Armée Populaire Nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret qui sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 14 juin 1990

Général d'Armée Denis SASSOU-NGUESSO

Par le Président du Comité Central
du Parti congolais du Travail,
Président de la République,
Chef du Gouvernement, Ministre
de la Défense et de la Sécurité,

Le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre des Finances et du Budget,

Edouard GAKOSSO

- DECRET N° 90- 318 du 14 juin 1990 portant mise à la retraite d'un Officier de l'Armée Populaire Nationale.

LE PRESIDENT DU CC DU PCT,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DU GOUVERNEMENT,
MINISTRE DE LA DEFENSE ET
DE LA SECURITE

Vu la constitution ;

Vu la loi n° 17-61 du 16 janvier 1961 portant organisation et recrutement des Forces Armées de la République ;

Vu l'ordonnance n° 1-69 du 6 février 1969 modifiant la loi n° 11-66 du 22 juin 1966 portant création de l'Armée Populaire Nationale ;

Vu l'ordonnance n° 11-76 du 12 août 1976 modifiant les articles 6 et 7 de l'ordonnance n° 31-70 du 18 août 1970 ;

Vu l'ordonnance n° 2-72 du 19 janvier 1972 portant intégration des services de Sécurité au sein de l'Armée Populaire Nationale ;

Vu l'ordonnance n° 31-70 du 18 août 1970 portant Statut Général des Cadres de l'Armée Populaire Nationale ;

Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 84-877 du 28 septembre 1984 portant revalorisation des pensions des Fonctionnaires civils et militaires de la Caisse de Retraite de la République Populaire du Congo ;

Vu le décret n° 84-885 du 12 octobre 1984 instituant une indemnité spéciale et forfaitaire dite de fin de carrière ;

Vu le décret n° 84-892 du 12 octobre 1984 modifiant le régime des pensions des fonctionnaires et assimilés ;

Vu le décret n° 84-936 du 25 octobre 1984 portant création et organisation du Ministère de la Défense et de la Sécurité ;

Vu le décret n° 84-938 du 25 octobre 1984 portant organisation de la structure du Cabinet du Ministère de la Défense et de la Sécurité ;

Vu le rectificatif n° 84-1096 du 29 décembre 1984 au décret n° 84-885 du 12 octobre 1984 instituant une indemnité spéciale et forfaitaire dite de fin de carrière ;

Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements

et révisions des situations administratives des Agents de l'Etat ;

Vu le décret n° 87-447 du 19 août 1987 portant création, organisation et fonctionnement de la Caisse de Retraite des Fonctionnaires ;

Vu le décret n° 87-746 du 3 décembre 1987 portant dérogation aux dispositions des articles 2 et 34 du décret n° 84-892 du 12 octobre 1984 ;

Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;

Vu la note de service n° 2460 du 2 décembre 1988 du Chef d'etat-Major Général de l'Armée populaire national relative à la mise à la retraite des Officiers de l'Armée Populaire Nationale ;

DECRETE :

Article 1er : Le Capitaine PENA (Omer) précédemment en service à la Direction Générale de la Police Nationale, né le 22 août 1939 à Dongou, Région de la Likouala, entré au service le 27 mars 1960, ayant atteint la limite d'âge de son grade fixée par l'ordonnance n° 11-76 du 12 août 1976, est admis à faire valoir ses droits à la retraite pour compter du 1er septembre 1989.

Article 2 : L'intéressé a été rayé des contrôles des cadres et des effectifs de l'Armée active le 1er septembre 1989 et passé en domicile au Bureau de recrutement et des réserves du Congo ledit jour pour administration.

Article 3 : Le Ministre des Finances et du Budget et le Chef d'Etat-Major Général de l'Armée Populaire Nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret qui sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 14 juin 1990

Général d'Armée Denis SASSOU-NGUESSO

Par le Président du Comité Central du Parti Congolais du Travail, Président de la République, Chef du Gouvernement, Ministre de la Défense et de la Sécurité,

Le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre des Finances et du Budget,

Edouard GAKOSSO

---

- DECRET N° 90-319 du 14 juin 1990 portant mise à la retraite d'un Officier de l'Armée Populaire Nationale.

LE PRESIDENT DU CC DU PCT,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DU GOUVERNEMENT,
MINISTRE DE LA DEFENSE ET
DE LA SECURITE

Vu la constitution ;

Vu la loi n° 17-61 du 16 janvier 1961 portant organisation et recrutement des Forces Armées de la République ;

Vu l'ordonnance n° 1-69 du 6 février 1969 modifiant la loi n° 11-66 du 22 juin 1966 portant création de l'Armée Populaire Nationale ;

Vu l'ordonnance n° 11-76 du 12 août 1976 modifiant les articles 6 et 7 de l'ordonnance n° 31-70 du 18 août 1970 ;

Vu l'ordonnance n° 2-72 du 19 janvier 1972 portant intégration des services de Sécurité au sein de l'Armée Populaire Nationale ;

Vu l'ordonnance n° 31-70 du 18 août 1970 portant Statut Général des Cadres de l'Armée Populaire Nationale ;

Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 84-877 du 28 septembre 1984 portant revalorisation des pensions des Fonctionnaires civils et militaires de la Caisse de Retraite de la République Populaire du Congo ;

Vu le décret n° 84-885 du 12 octobre 1984 instituant une indemnité spéciale et forfaitaire dite de fin de carrière ;

Vu le décret n° 84-892 du 12 octobre 1984 modifiant le régime des pensions des fonctionnaires et assimilés ;

Vu le décret n° 84-936 du 25 octobre 1984 portant création et organisation du Ministère de la Défense et de la Sécurité ;

Vu le décret n° 84-938 du 25 octobre 1984 portant organisation de la structure du Cabinet du Ministère de la Défense et de la Sécurité ;

Vu le rectificatif n° 84-1096 du 29 dé-

cembre 1984 au décret n° 84-885 du 12 octobre 1984 instituant une indemnité spéciale et forfaitaire dite de fin de carrière ;

Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions des situations administratives des Agents de l'Etat ;

Vu le décret n° 87-447 du 19 août 1987 portant création, organisation et fonctionnement de la Caisse de Retraite des Fonctionnaires ;

Vu le décret n° 87-746 du 3 décembre 1987 portant dérogation aux dispositions des articles 2 et 34 du décret n° 84-892 du 12 octobre 1984 ;

Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;

Vu la note de service n° 2305 du 27 septembre 1989 du chef d'Etat-Major Général de l'Armée Populaire Nationale relative à la mise à la retraite des Officiers de l'Armée Populaire Nationale ;

DECRETE :

Article 1er : Le Capitaine NGALIBA (Victor), en service à la Direction Générale de la Sécurité d'Etat, né le 25 février 1940 à Brazzaville, Région du Pool, entré au service le 5 décembre 1959, ayant atteint la limite d'âge de son grade fixée par l'ordonnance n° 11-76 du 12 août 1976, est admis à faire valoir ses droits à la retraite pour compter du 1er mars 1990.

Article 2 : L'intéressé a été rayé des controles des Cadres et des effectifs de l'Armée active le 1er mars 1990 et passé en domicile au Bureau de recrutement et des réserves du Congo ledit jour pour administration.

Article 3 : Le Ministre des Finances et du Budget et le Chef d'Etat-Major Général de l'Armée Populaire Nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret qui sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 14 juin 1990

Général d'Armée Denis SASSOU-NGUESSO

Par le Président du Comité Central du parti Congolais du Travail, Président de la République, Chef du Gouvernement, Ministre de la Défense et de la Sécurité,

Le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre des Finances et du Budget,

Edouard GAKOSSO

---

- DECRET N° 90-324 du 19 juin 1990 portant mise à la retraite d'un Officier de l'Armée Populaire Nationale.

LE PRESIDENT DU CC DU PCT,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DU GOUVERNEMENT,
MINISTRE DE LA DEFENSE ET
DE LA SECURITE

Vu la constitution ;

Vu la loi n° 17-61 du 16 janvier 1961 portant organisation et recrutement des Forces Armées de la République ;

Vu l'ordonnance n° 1-69 du 6 février 1969 modifiant la loi n° 11-66 du 22 juin 1966 portant création de l'Armée Populaire Nationale ;

Vu l'ordonnance n° 11-76 du 12 août 1976 modifiant les articles 6 et 7 de l'ordonnance n° 31-70 du 18 août 1970 ;

Vu l'ordonnance n° 2-72 du 19 janvier 1972 portant intégration des services de Sécurité au sein de l'Armée Populaire Nationale ;

Vu l'ordonnance n° 31-70 du 18 août 1970 portant Statut Général des Cadres de l'Armée Populaire Nationale ;

Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 84-877 du 28 septembre 1984 portant revalorisation des pensions des Fonctionnaires civils et militaires de la Caisse de Retraite de la République Populaire du Congo ;

Vu le décret n° 84-885 du 12 octobre 1984 instituant une indemnité spéciale et forfaitaire dite de fin de carrière ;

Vu le décret n° 84-892 du 12 octobre 1984 modifiant le régime des pensions

des fonctionnaires et assimilés ;

Vu le décret n° 84-936 du 25 octobre 1984 portant création et organisation du Ministère de la Défense et de la Sécurité ;

Vu le décret n° 84-938 du 25 octobre 1984 portant organisation de la structure du Cabinet du Ministère de la Défense et de la Sécurité ;

Vu le rectificatif n° 84-1096 du 29 décembre 1984 au décret n° 84-885 du 12 octobre 1984 instituant une indemnité spéciale et forfaitaire dite de fin de carrière ;

Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions des situations administratives des Agents de l'Etat ;

Vu le décret n° 87-447 du 19 août 1987 portant création, organisation et fonctionnement de la Caisse de Retraite des Fonctionnaires ;

Vu le décret n° 87-746 du 3 décembre 1987 portant dérogation aux dispositions des articles 2 et 34 du décret n° 84-892 du 12 octobre 1984 ;

Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;

Vu la note de service n° 2 305 du 27 septembre 1989 du Chef d'Etat-Major Général de l'Armée Populaire Nationale relative à la mise à la retraite des Officiers de l'Armée Populaire Nationale ;

DECRETE :

Article 1er : Le Capitaine MOUSSANDA (René) en service à la Direction Générale de la Police nationale, né vers 1940 à Moutsanga (Mouyondzi), Région de la Bouenza, entré au service le 15 avril 1961, ayant atteint la limite d'âge de son grade fixée par l'ordonnance n° 11-76 du 12 août 1976 est admis à faire valoir ses droits à la retraite pour compter du 1er décembre 1990.

Article 2 : L'intéressé sera rayé des contrôles des cadres et des effectifs de l'Armée active le 1er décembre 1990 et passé en domicile au Bureau de Recrutement et des Réserves du Congo ledit jour pour administration.

Article 3 : Le Ministre des Finances et du Budget et le Chef d'Etat-Major Général de l'Armée Populaire Nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret qui sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 19 juin 1990

Général d'Armée Denis SASSOU-NGUESSO

Par le Président du Comité Central du Parti Congolais du Travail, Président de la République, Chef du Gouvernement, Ministre de la Défense et de la Sécurité,

Le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre des Finances et du Budget,

Edouard GAKOSSO

---

- DECRET N° 90-325 du 19 juin 1990 portant mise à la retraite d'un Officier de l'Armée Populaire Nationale.

LE PRESIDENT DU CC DU PCT,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DU GOUVERNEMENT,
MINISTRE DE LA DEFENSE ET
DE LA SECURITE

Vu la constitution ;

Vu la loi n° 17-61 du 16 janvier 1961 portant organisation et recrutement des Forces Armées de la République ;

Vu l'ordonnance n° 1-69 du 6 février 1969 modifiant la loi n° 11-66 du 22 juin 1966 portant création de l'Armée Populaire Nationale ;

Vu l'ordonnance n° 11-76 du 12 août 1976 modifiant les articles 6 et 7 de l'ordonnance n° 31-70 du 18 août 1970 ;

Vu l'ordonnance n° 2-72 du 19 janvier 1972 portant intégration des services de Sécurité au sein de l'Armée Populaire Nationale ;

Vu l'ordonnance n° 31-70 du 18 août 1970 portant Statut Général des Cadres de l'Armée Populaire Nationale ;

Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 84-877 du 28 septembre 1984 portant revalorisation des pensions des Fonctionnaires civils et militaires

de la Caisse de Retraite de la République Populaire du Congo ;

Vu le décret n° 84-885 du 12 octobre 1984 instituant une indemnité spéciale et forfaitaire dite de fin de carrière ;

Vu le décret n° 84-892 du 12 octobre 1984 modifiant le régime des pensions des fonctionnaires et assimilés ;

Vu le décret n° 84-936 du 25 octobre 1984 portant création et organisation du Ministère de la Défense et de la Sécurité ;

Vu le décret n° 84-938 du 25 octobre 1984 portant organisation de la structure du Cabinet du Ministère de la Défense et de la Sécurité ;

Vu le rectificatif n° 84-1096 du 29 décembre 1984 au décret n° 84-885 du 12 octobre 1984 instituant une indemnité spéciale et forfaitaire dite de fin de carrière ;

Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions des situations administratives des Agents de l'Etat ;

Vu le décret n° 87-447 du 19 août 1987 portant création, organisation et fonctionnement de la Caisse de Retraite des Fonctionnaires ;

Vu le décret n° 87-746 du 3 décembre 1987 portant dérogation aux dispositions des Articles 2 et 34 du décret n° 84-892 du 12 octobre 1984 ;

Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;

Vu la note de service n° 2 305 du 27 décembre 1989 du Chef d'Etat-Major Général de l'Armée Populaire Nationale relative à la mise à la retraite des Officiers de l'Armée populaire nationale ;

DECRETE :

Article 1er : Le Lieutenant-Colonel N'ZIKOU-MABIALA (Léon) en service au 3° Régiment d'Infanterie Motorisée, né le 25 juillet 1935 à MATSI, Département du Moyen-Congo, entré au service le 23 avril 1954, ayant atteint la limite d'âge de son grade fixée par l'ordonnance n° 11-76 du 12 août 1976, est admis à faire valoir ses droits à la retraite pour compter du 1er août 1990.

Article 2 : L'intéressé sera rayé des contrôles des cadres et des effectifs de l'Armée active le 1er août 1990 et passé en domicile au Bureau de Recrutement et des Réserves du Congo ledit jour pour administration.

Article 3 : Le Ministre des Finances et du Budget et le Chef d'Etat-Major Général de l'Armée Populaire Nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret qui sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 19 juin1990

Général d'Armée Denis SASSOU-NGUESSO

Par le Président du Comité Central du Parti Congolais du Travail, Président de la République, Chef du Gouvernement, Ministre de la Défense et de la Sécurité,,

Le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre des Finances et du Budget,

Edouard GAKOSSO

---

- DECRET N° 90-326 du 19 juin 1990 portant mise à la retraite d'un Officier de l'Armée Populaire Nationale.

LE PRESIDENT DU CC DU PCT,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DU GOUVERNEMENT,
MINISTRE DE LA DEFENSE ET
DE LA SECURITE

Vu la constitution ;

Vu la loi n° 17-61 du 16 janvier 1961 portant organisation et recrutement des Forces Armées de la République ;

Vu l'ordonnance n° 1-69 du 6 février 1969 modifiant la loi n° 11-66 du 22 juin 1966 portant création de l'Armée Populaire Nationale ;

Vu l'ordonnance n° 11-76 du 12 août 1976 modifiant les articles 6 et 7 de l'ordonnance n° 31-70 du 18 août 1970 ;

Vu l'ordonnance n° 2-72 du 19 janvier 1972 portant intégration des services de Sécurité au sein de l'Armée Populaire Nationale ;

Vu l'ordonnance n° 31-70 du 18 août 1970 portant Statut Général des Cadres de l'Armée Populaire Nationale ;

Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 84-877 du 28 septembre 1984 portant revalorisation des pensions des Fonctionnaires civils et militaires de la Caisse de Retraite de la République Populaire du Congo ;

Vu le décret n° 84-885 du 12 octobre 1984 instituant une indemnité spéciale et forfaitaire dite de fin de carrière ;

Vu le décret n° 84-892 du 12 octobre 1984 modifiant le régime des pensions des fonctionnaires et assimilés ;

Vu le décret n° 84-936 du 25 octobre 1984 portant création et organisation du Ministère de la Défense et de la Sécurité ;

Vu le décret n° 84-938 du 25 octobre 1984 portant organisation de la structure du Cabinet du Ministère de la Défense et de la Sécurité ;

Vu le rectificatif n° 84-1096 du 29 décembre 1984 au décret n° 84-885 du 12 octobre 1984 instituant une indemnité spéciale et forfaitaire dite de fin de carrière ;

Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions des situations administratives des Agents de l'Etat ;

Vu le décret n° 87-447 du 19 août 1987 portant création, organisation et fonctionnement de la Caisse de Retraite des Fonctionnaires ;

Vu le décret n° 87-746 du 3 décembre 1987 portant dérogation aux dispositions des articles 2 et 34 du décret n° 84-892 du 12 octobre 1984 ;

Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;

Vu la note de service n° 2305 du 27 septembre 1989 du Chef d'Etat-Major Général de l'armée Populaire Nationale relative à la mise à la retraite des Officiers de l'Armée Populaire Nationale ;

DECRETE :

Article 1er : Le Capitaine N'GUIMBI (Théophile) en service à la Direction Générale de la Police Nationale, né vers 1940 à Moukambou, Région de la Bouenza, entré au service le 21 mars 1960, ayant atteint la limite d'âge de son grade fixée par l'ordonnance n° 11-76 du 12 août 1976, est admis à faire valoir ses droits à la retraite pour compter du 1er décembre 1990.

Article 2 : L'intéressé sera rayé des contrôles des cadres et des effectifs de l'Armée active le 1er décembre 1990 et passé en domicile au Bureau de Recrutement et des Réserves du Congo ledit jour pour administration.

Article 3 : Le Ministre des Finances et du Budget et le Chef d'Etat-Major Général de l'Armée Populaire Nationale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret qui sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 19 juin 1990

Général d'Armée Denis SASSOU-NGUESSO

Par le Président du Comité Central du Parti Congolais du Travail, Président de la République, Chef du Gouvernement, Ministre de la Défense et de la Sécurité,

Le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre des Finances et du Budget,

Edouard GAKOSSO

---

- DECRET N° 90-337 du 23 juin 1990 portant épuration et mise à la disposition de la Fonction publique d'un Officier Supérieur de l'Armée Populaire Nationale.

LE PRESIDENT DU CC DU PCT,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DU GOUVERNEMENT,
MINISTRE DE LA DEFENSE ET
DE LA SECURITE

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 17-61 du 16 janvier 1961 portant organisation et recrutement des Forces Armées de la République ;

Vu l'ordonnance n° 1-69 du 6 février 1969 modifiant la loi n° 11-66 du 22 juin 1966 portant création de l'Armée Populaire Nationale ;

Vu l'ordonnance n° 31-70 du 18 août 1970 portant Statut Général des Cadres de l'Armée Populaire Nationale ;

Vu l'ordonnance n° 11-76 du 12 août 1976 modifiant les articles 6 et 7 de l'ordonnance n° 31-70 du 18 août 1970 ;

Vu l'ordonnance n° 2-72 du 19 janvier 1972 portant intégration des services de Sécurité au sein de l'Armée Populaire Nationale ;

Vu le décret n° 70-357 du 25 novembre 1970 portant avancement dans l'Armée Populaire Nationale ;

Vu le décret n° 74-355 portant création du Comité de Défense ;

Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 84-936 du 25 octobre 1984 portant création et organisation du Ministère de la Défense et de la Sécurité

Vu le décret n° 84-938 du 25 octobre 1984 portant organisation de la structure du cabinet du Ministère de la Défense et de la Sécurité ;

Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions des situations administratives des Agents de l'Etat ;

Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;

Vu la décision du Conseil de Commandement en date du 22 novembre 1989 ;

Vu les Directives du Parti Congolais du Travail et les résolutions du Colloque de l'Armée Populaire Nationale, tenu à Brazzaville, du 25 au 30 juillet 1974, recommandant la radiation de l'Armée Populaire Nationale, des Officiers, Sous-Officiers et combattants dont les services rendus au sein de l'Armée Populaire Nationale sont

Insuffisants par suite d'inaptitude morale ou ou toute autre cause dûment constatée.

Sur proposition du Comité de Défense ;

Le Conseil des Ministres entendu,

DECRETE :

Article 1er : Le Colonel NZALAKANDA (Blaise), en service au 36è Bataillon d'Infanterie Motorisée, né le 28 janvier 1936 à Brazzaville, entré au service le 1er août 1954 est radié des Cadres de l'Armée Populaire nationale pour compter du 1er août 1990 et passé en domicile au Bureau de Recrutement et des Réserves du Congo ledit jour pour administration.

Article 2 : L'intéressé conservé en sold dans les effectifs de l'Armée populaire Nationale jusqu'au 31 juillet 1990 inclus, est reversé dans les Cadres de la Fonction Publique et intégré à concordance de niveau de formation à des échelles et échelons lui permettant de conserver son indice de traitement qu'il détenait dans l'Armée Populaire Nationale.

Article 3 : L'intéressé est mis à la disposition du Gouvernement en vue de son affectation immédiate par le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale.

Article 4 : Notification du présent décret sera faite à l'intéressé par le soin du Commandant de l'Armée de Terre contre un récépissé dûment daté et signé à adresser à la Direction Centrale des Cadres près le Ministère de la Défense et de la Sécurité.

Article 5 : Le Chef d'Etat-Major Général de l'Armée Populaire Nationale, le Minist du Travail et de la Sécurité Sociale et le Ministre des Finances et du Budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret qui sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 23 juin 1990

Général d'Armée Denis SASSOU-NGUESSO

Par le Président du Comité Central
du Parti Congolais du Travail,
Président de la République, Chef
du Gouvernement, Ministre de la
Défense et de la Sécurité,

Le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre des Finances et du Budget,

Edouard GAKOSSO

---

**- DECRET N° 90-338 du 23 juin 1990 portant épuration et mise à la disposition de la Fonction publique d'un Officier Supérieur de l'Armée Populaire Nationale.**

LE PRESIDENT DU CC DU PCT,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DU GOUVERNEMENT,
MINISTRE DE LA DEFENSE ET
DE LA SECURITE

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 17-61 du 16 janvier 1961 portant organisation et recrutement des Forces Armées de la République ;
Vu l'ordonnance n° 1-69 du 6 février 1969 modifiant la loi n° 11-66 du 22 juin 1966 portant création de l'Armée Populaire Nationale ;
Vu l'ordonnance n° 31-70 du 18 août 1970 portant Statut Général des Cadres de l'Armée Populaire Nationale ;
Vu l'ordonnance n° 11-76 du 12 août 1976 modifiant les articles 6 et 7 de l'ordonnance n° 31-70 du 18 août 1970 ;
Vu l'ordonnance n° 2-72 du 19 janvier 1972 portant intégration des services de Sécurité au sein de l'Armée Populaire Nationale ;
Vu le décret n° 70-357 du 25 novembre 1970 portant avancement dans l'Armée Populaire Nationale ;
Vu le décret n° 74-355 portant création du Comité de Défense ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 84-936 du 25 octobre 1984 portant création et organisation du Ministère de la Défense et de la Sécurité ;
Vu le décret n° 84-938 du 25 octobre 1984 portant organisation de la structure du cabinet du Ministère de la Défense et de la Sécurité ;
Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions des situations administratives des Agents de l'Etat ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Vu la décision du Conseil de Commandement en date du 22 novembre 1989 ;
Vu les Directives du Parti Congolais du Travail et les résolutions du Colloque de l'Armée Populaire Nationale, tenu à Brazzaville, du 25 au 30 juillet 1974, recommandant la radiation de l'Armée Populaire Nationale, des Officiers, Sous-Officiers et combattants dont les services rendus au sein de l'Armée Populaire Nationale sont Insuffisants par suite d'inaptitude morale ou toute autre cause dûment constatée ;
Sur proposition du Conseil de Commandement ;
Le Conseil des Ministres entendu ;

DECRETE :

Article 1er : Le Lieutenant de Vaisseau BOUITY (Adrien), en service à la Base Navale 02, né le 5 avril 1949 à Pointe-Noire, Région du Kouilou, entré au service le 1er août 1972, est radié des Cadres de l'Armée Populaire Nationale pour compter du 1er août 1990.

Article 2 : L'intéressé conservé en solde dans les effectifs de l'Armée Populaire Nationale jusqu'au 31 juillet 1990 inclus, est reversé dans les Cadres de la Fonction Publique et intégré à concordance de niveau de formation à des échelles et échelons lui permettant de conserver son indice et traitement qu'il détenait dans l'Armée Populaire Nationale.

Article 3 : Le Lieutenant de Vaisseau BOUITY (Adrien) est mis à la disposition du Gouvernement en vue de son affectation par le Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale ;

Article 4 : Notification du présent décret sera faite à l'intéressé par le soin du Commandant de la Marine Nationale, contre un récépissé dûment daté et signé à adresser à la Direction Centrale des Cadres, près le Ministère de la Défense et de la Sécurité.

Article 5 : Le Chef d'Etat-Major Général de l'Armée Populaire Nationale, le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale et le Ministre des Finances et du Budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret qui sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 23 juin 1990

Général d'Armée Denis SASSOU-NGUESSO

Par le Président du Comité Central
du Parti Congolais du Travail,
Président de la République, Chef
du Gouvernement, Ministre de la
Défense et de la Sécurité,

Le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre des Finances et du Budget,

Edouard GAKOSSO

---

- DECRET N° 90-339 du 23 juin 1990 portant épuration et mise à la disposition de la Fonction publique d'un Officier Supérieur de l'Armée Populaire Nationale.

LE PRESIDENT DU CC DU PCT,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DU GOUVERNEMENT,
MINISTRE DE LA DEFENSE ET
DE LA SECURITE

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 17-61 du 16 janvier 1961 portant organisation et recrutement des Forces Armées de la République ;
Vu l'ordonnance n° 1-69 du 6 février 969 modifiant la loi n° 11-66 du 22 juin 966 portant création de l'Armée Populaire ationale ;
Vu l'ordonnance n° 31-70 du 18 août 1970 ortant Statut Général des Cadres de 'Armée Populaire Nationale ;
Vu l'ordonnance n° 11-76 du 12 août 1976 odifiant les articles 6 et 7 de l'ordonance n° 31-70 du 18 août 1970 ;
Vu l'ordonnance n° 2-72 du 19 janvier 972 portant intégration des services de écurité au sein de l'Armée Populaire Naonale ;
Vu le décret n° 70-357 du 25 novembre 170 portant avancement dans l'Armée Populaire Nationale ;
Vu le décret n° 74-355 portant création Comité de Défense ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 rtant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 84-936 du 25 octobre 84 portant création et organisation du nistère de la Défense et de la Sécurité ;
Vu le décret n° 84-938 du 25 octobre 84 portant organisation de la structure cabinet du Ministère de la Défense et la Sécurité ;
Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 terminant le circuit d'approbation des tes relatifs aux intégrations, avancents et révisions des situations administratives des Agents de l'Etat ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Vu la décision du Conseil de Commandement en date du 22 novembre 1989 ;
Vu les Directives du Parti Congolais du Travail et les résolutions du Colloque de l'Armée Populaire Nationale, tenu à Brazzaville, du 25 au 30 juillet 1974, recommandant la radiation de l'Armée Populaire Nationale, des Officiers, Sous-Officiers et combattants dont les services rendus au sein de l'Armée Populaire Nationale sont Insuffisants par suite d'inaptitude morale ou toute autre cause dûment constatée.;
Sur proposition du Comité de Défense ;
Le Conseil des Ministres entendu,

DECRETE :

Article 1er : Le Commandant KOUNKOU (Timothée-Nicolas), en service au 3è Régiment d'Infanterie Motorisée, né le 15 août 1941 à Brazzaville, entré au service le 13 août 1959, est radié des contrôles des Cadres et des Effectifs de l'Armée Populaire Nationale à compter du 1er août 1990.

Article 2 : L'intéressé conservé en solde dans les effectifs de l'Armée Populaire Nationale jusqu'au 31 juillet 1990 inclus, est reversé dans les cadres de la Fonction Publique et intégré à concordance de niveau de formation à des échelles et échelons lui permettant de conserver son indice de traitement qu'il détenait dans l'Armée populaire Nationale.

Article 3 : Le Commandant KOUNKOU (Timothée-Nicolas) est mis à la disposition du Gouvernement en vue de son affectation par le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale.

Article 4 : Notification du présent décret sera faite à l'intéressé par les soins du Commandant de l'Armée de Terre contre un récépissé dûment daté et signé à adresser à la Direction Centrale des Cadres près le Ministère de la Défense et de la Sécurité.

Article 5 : Le Général de Brigade, Membre du Comité Central du Parti Congolais du Travail, Chef d'Etat-Major Général de l'Armée Populaire Nationale et le Ministre

des Finances et du Budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret qui sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 23 juin 1990

Général d'Armée Denis SASSOU-NGUESSO

Par le Président du Comité Central du Parti Congolais du Travail, Président de la République, Chef du Gouvernement, Ministre de la Défense et de la Sécurité,

Le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre des Finances et du Budget,

Edouard GAKOSSO

**ACTES EN ABREGE**

- PAR ARRETE N° 1446 du 13 juin 1990 sont nommés à titre définitif pour compter du 1er janvier 1989 (1er trimestre 1989)

Pour le Grade de LIEUTENANT :

Direction Générale de la Sécurité d'Etat

au lieu de :

Sous-Lieutenant MOUNEMVOU (Lambert) D.G.S.E

LIRE

Sous-Lieutenant MOUENEVOU (Lambert) D.G.S.E

LE RESTE SANS CHANGEMENT.

- PAR ARRETE N° 1447 du 13 juin 1990 l'Adjudant-Chef MOUANAVINA (François), Matricule 2-65-704, en service au 1er G. A. R., né vers 1942 à OYOMI, District d'Owando, Région de la Cuvette, entré au service le 17 novembre 1964, ayant atteint la limite d'âge de son grade fixée par l'ordonnance n° 11-76 du 12 août 1976, est admis à faire valoir ses droits à la retraite pour compter du 1er juillet 1990.

L'intéressé sera rayé des contrôles des Cadres et des Effectifs de l'Armée active le 1er juillet 1990 et passé en domicile au Bureau de recrutement et des Réserves du Congo ledit jour pour administration.

## MINISTERE DU PLAN ET DE L'ECONOMIE

**ACTES EN ABREGE**

PAR ARRETE N° 1322 du 5 juin 1990 Mr LOUZOLO (Aaron), Aide-Comptable Contractuel de 10è échelon, est nommé Chef de Service à la Délégation Régionale du PAM à Pointe-Noire (KOUILOU) en remplacement de Mme SABOGA née APENDI (Pauline) admise à la retraite.

Il percevra à cet effet les indemnités fixées par décret n° 82-595 du 18 juin 1982.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de prise de fonction.

- PAR ARRETE N° 1254 du 1er juin 1990 Bénéficient du régime tarifaire préférentiel (taux global réduit à 5 %) du Code des Investissements, les équipements énumérés ci-après importés par les entreprises dont les noms suivent :

- FILPRINT B. P. 50 - BRAZZAVILLE

  * 1 Préparatrice de mèche AF2 Hauni
  * 1 confectionneuse de bâtonnet
  * PM 4 Mollins (avec ramasseur automatique
  * 1 machine à imprimer
  Cylindres d'impression
  Matériel et outillages divers
  Equipement de laboratoire et de Contrôle qualité
  Matériel Informatique

- LA CIGALE B. P. 14 531 - BRAZZAVILLE

  * 1 Véhicule citerne d'une capacité de 6 000 m3

- SOCIETE CONGOLAISE DES BRASSERIES KRONENBOURG

POINTE-NOIRE
EQUIPEMENT COMPLEMENTAIRE SIMONAZZI POUR

* 1 laveuse ATLANTIC
* 1 soutireuse Eurostar 80/20
* 1 décaisseuse Dematic
* 1 encaisseuse Incamatic

EQUIPEMENT COMPLEMENTAIRE KRONES POUR ETIQUETEUSE SOLOMATIC

* 1 pompe ETANORM
* 1 régulateur TAYLOR
* 1 enregistreur de pression Richard
* 1 couverture des transporteurs bouteilles entre laveuse et soutireuse pour éviter toute pollution des bouteilles

BRAZZAVILLE

* 1 étiqueteuse Krones SOLOMATIC capacité 24 000 bouteilles/heure
* 1 carrelage anti-acide
* 1 système librification chaînes
* 1 pompe nouvelle pour siroperie
* 1 enregistreuse de pression Richard
* 1 enregistreuse de température Foxboro E 20 s-1
* 1 couverture des transporteurs bouteilles
* 1 laveuse SIMONAZZI
* 1 soutireuse SIMONAZZI Eurostar 70/15
* 1 décaisseuse SIMONAZZI DECAMATIC
* 1 encaisseuse SIMONAZZI INCAMATIC

- BOULANGERIE NKOUNKOU Mathieu (Kinsoundi)

* 1 four rotatif CSG
* 1 pétrin à axe oblique
* 16 chariots Inox pour CSG
* 130 filets de cuisson complets
* 1 refroidisseur d'eau CSR
* 1 diviseuse CSD 20
* 1 façonneuse type CSN sur socle
* 1 groupe électrogène

- MERCATIQUE FRIGO

* 2 chambres froides de 200 m3
* 2 chambres froides de 30 m3 avec accessoires
* 2 groupes électrogènes
* 2 machines à glace
* 2 régulateurs de tension
* 2 camions frigorifiques
* 2 containers mixtes
* 2 chariots élevateurs

- FA.EM.CO. B. P. 2506 BRAZZAVILLE : Fabrique d'Emballage du congo

* 1 extrudeuse modèle E 40/30 D
* 1 compresseur

- PROJET D'EXTENSION ET DIVERSIFICATION "CHAINE DE COUTURE KINPRO ROSCO"

ATELIER SUR MESURE

* 6 machines plates
* 1 surjeteuse vrai Safety
* 1 thermocoleuse
* 1 boutonnière droite
* 1 boutonnière tête ronde
* 1 pose boutons
* 1 point d'arrêt
* 1 double aiguille
* 1 détacheuse

CHAINE DE PRET A PORTER

* 4 machines plates
* 1 surjeteuse faux Safety
* 1 double aiguille
* 1 ciseau de coupe
* 1 chaudière à 2 fers
* 1 table à détacher
* 1 presse pneumatique

ATELIER DE FABRICATION DE FOURNITURES

* 1 machine a l'anglaise

Le bénéfice du taux global réduit sera accordé après approbation par la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects de la République Populaire du Congo, de la liste des équipements et matériels de production.

---

PAR ARRETE N° 1300 du 1er juin 1990
Bénéficient du régime tarifaire préférentiel (taux global réduit à 5 %) du Code des Investissements, les équipements énumérés ci-après importés par les entreprises dont les noms suivent :

- S. I. A.T. B.P. 50 BRAZZAVILLE

* Préparation Générale du Tabac

PSV
Matériel électrique

* Machines à confectionner

1 groupe LOG A MAXS HCF
1 déchireuse

* Machine à empaqueter

1 groupe HLP

Installation Générale

1 chaudière

Matériel de transport

2 transpalettes
1 élevateur électrique
1 aspirateur industriel

CHAMBRES FROIDES DE LA SOCIETE CONGO-DISTRIBUTION

Entrepôts Frigorifiques comprenant

5 bâtiments et accessoires
10 monoblocs HKSN 90/HKED 197
5 groupes électrogènes

SOCIETE CONGOLAISE DES GAZ INDUSTRIELS

B. P. 734 POINTE-NOIRE

1 Unité de Production DRP 100 comprenant :

1 ensemble de compression et épuration (compresseur d'air et batterie d'épuration) ;
1 ensemble de liquéfaction et distillation (1 groupe frigorifique, 5 échangeurs, 1 cotonne de rectification, 2filtres à liquide riche, 1 pompe cryogénique) ;
1 ensemble de conditionnement (3 rampes de conditionnement de bouteilles, 2 postes enregistreurs et les appareils d'analyses de pureté) ;
1 poste de transformation ;
1 pupitre de commande.

1 Atelier de Réépreuve comprenant :

1 dévisseuse avec blocage de corps de bouteilles
1 endoscope à lumière froide
1 unité de brossage
1 banc de réépreuve à 315 bar
1 pompe hydraulique
1 bascule pour contrôle de tare
petit outillage

1 Atelier d'Entretien comprenant

1 poste à souder axyacétylénique
1 poste à souder électrique
1 établi avec étaux
1 meuleuse
1 perçeuse d'établi petit outillage

- PONTECO-SOCOPAO B. P. 664 - POINTE-NOIRE

MANUTENTION DES BOIS

1 Caterpillar 980 C avec pinces à grumes
2 élevateurs à fourches longues V 330 B pour les eucalyptus en cales
2 élevateurs à fourches longues V 250 B pour les eucalyptus à quai

Manutention des Unités de charge à quai et en cales

1 grue PH CN 165 de 60 tonnes
1 challenger spreader pour la manutention des containers 20/40 type H 40
6 élevateurs type H 400
4 semi-remorques squelettes pour TC 20
1 presse pneumatique

MANUTENTION ET TRANSPORT P/C PETROLIERS ON-SHORE

1 grue PHE 1120 de 110 tonnes 4x4
1 tracteur routier type RVI 4x2 avec sellette, 25 t
2 tracteurs routiers type RVI 6x2 avec sellettes 40 t
3 semi-remorques routiers plateau CU de 25 à 40 tonnes

- GEMUCO SARL BP 2493 BRAZZAVILLE

1 four de cuisson
10 chariots de 18 étapes
180 plaques à 10 ondulations
1 pétrin à spirale de 100 kg
2 diviseuses manuelles à 20 divisions
1 façonneuse pour baguettes
1 refroidisseur d'eau R HL 100
1 groupe électrogène 50 KWA
1 cuve d'eau de 6,5 m3
1 cuve de gas-oil de 6,5 m3
2 surpresseurs du type CAM 57/25

Le bénéfice du taux global réduit à 5 % sera accordé, après approbation par la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects de la république Populaire du Congo, de la liste des équipements et matériels de production.

## MINISTERE DE L'ECONOMIE FORESTIERE

- PAR ARRETE N° 1514 du 19 juin 1990
Est approuvé le contrat de transformation industrielle des Bois entre le Gouvernement de la République Populaire du Congo et la Société Nouvelle des Bois de la Sangha BP 728 - POINTE-NOIRE.

Le texte dudit contrat sera annexé au présent arrêté.

### CONTRAT DE TRANSFORMATION INDUSTRIELLE DES BOIS

Entre les soussignés :

- Le Gouvernement de la République Populaire du Congo, représenté par le Général (Raymond Damase) NGOLLO, Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie Forestière ci-dessous désigné "Le Gouvernement"

d'une part,

- La Société Nouvelle des Bois de la Sangha, en abrégé S. N. B. S. représentée par Mr (Gilles) QUINTIN, Président Directeur Général, ci-dessous désigné "La Société"

d'autre part.

### TITRE 1er : DENOMINATION - DUREE - OBJET ET CAPITAL SOCIAL

#### Chapitre I - Dénomination

Article 1er : La Société est constituée en Société Anonyme de droit congolais dénommée Société Nouvelle de Bois de la Sangha. Son siège social est à Pointe-Noire BP 728 République Populaire du Congo. Il pourra être transféré en tout autre lieu de la République.

#### Chapitre II - Objet et durée

Article 2 : La Société a pour objet l'exploitation forestière, la production des bois débités et la commercialisation du bois et des produits dérivés.

Afin de réaliser ses objectifs, la Société peut établir des accords et entreprendre des actions pouvant développer ses activités, ainsi que toutes les opérations commerciales, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à l'objet de la société.

Article 3 : La validité du présent contrat est fixée à quinze ans à compter de la date de signature de l'arrêté d'approbation.

#### Chapitre III - Le Capital Social

Article 4 : Le Capital Social de la Société qui ne peut être inférieur à 30 % du capital investi est fixé présentement à 1 900 000 000 Francs CFA.

En outre, le capital social pourra être augmenté en une ou plusieurs fois par voie d'apport en numéraire, par incorporation des réserves ou des provisions ayant vocation à être incorporées au capital social et par apport en nature.

Article 5 : Le montant actuel du capital social, divisé en 190 000 actions de 10 000 F CFA chacune, est réparti comme suit :

| Actionnaires | Nombre d'actions | Valeur d'une action | Total |
|---|---|---|---|
| Groupe LALANNE | 10 000 | 10 000 | 100 000 000 |
| SAGA S. A. | 10 000 | 10 000 | 100 000 000 |
| PROPARCO | 10 000 | 10 000 | 100 000 000 |
| BOISSANGHA S. A. | 100 000 | 10 000 | 1 000 000 000 |
| ATC, Organismes publics et Entreprises d'Etat, divers Fournisseurs et créanciers. | 60 000 | 10 000 | 600 000 000 |
| Total | 190 000 | 10 000 | 1 900 000 000 |

Article 6 : La répartition définitive du capital telle qu'elle sera déterminée par la deuxième Assemblée Générale constitutive, fera l'objet d'un arrêté ultérieur.

Article 7 : Toute modification dans la répartition des actions devra être au préalable approuvée par le Ministre de l'Economie Forestière conformément aux dispositions de l'article 5 du décret n° 84-910 du 19 octobre 1984 portant application du Code Forestier.

TITRE 2 : DEFINITIONS DE L'UNITE FORESTIERE D'AMENAGEMENT - KABO

Article 8 : La société est autorisée à exploiter la forêt de l'Unité Forestière d'Aménagement KABO (Ouesso) définie par l'arrêté n° 1146/MEF du 2 février 1982, d'une superficie de 280 000 hectares.

Elle est limitée :

- au Sud : par le parallèle situé à 7 km au Nord du confluent MBOLOSANGHA.

- à l'ouest : par la Sangha, puis la frontière de la République Centrafricaine jusqu'à la rivière NDOKI.

- au Nord : par la Rivière NDOKI jusqu'au parallèle du confluent de la Sangha puis, par ce parallèle en allant vers la forêt inondée.

- à l'Est par la forêt inondée.

TITRE 3 : ENGAGEMENT DES PARTIES

Chapitre I - Engagement de la société

Article 9 : La société s'oblige à assurer la bonne exécution du programme d'investissement tel qu'il est prévu au cahier des charges particulier.

Article 10 : Pour couvrir les investissements, la société aura recours aux capitaux de ses actionnaires et aux financements extérieurs à moyen et long terme.

Article 11 : La société s'engage à atteindre le volume maximum annuel de coupe de l'Unité concernée en 1992, et à transformer 60 % de sa production grumière à partir de 1992, en respectant la progression prévue au cahier des charges particulier, sauf cas de force majeure.

Article 12 : La Société reconnaît être informée de la possibilité de révision quinquennale du VMA.

Article 13 : La Société s'engage à réaliser les travaux spécifiques au profit de l'Administration Forestière et des populations de la localité d'implantation du chantier selon les détails présentés au cahier des charges particulier.

Article 14 : La Société dont l'effectif actuel du personnel se chiffre à 311, s'engage de porter l'effectif total du personnel à 436 lorsque sa pleine capacité de production sera atteinte (1992), selon les détails précisés au cahier des charges particulier.

Article 15 : La Société s'engage à recruter des jeunes cadres nationaux, à assurer ou à financer leur formation selon les dispositions précisées au cahier des charges particulier.

Article 16 : La Société s'engage à respecter la législation et la règlementation forestière en vigueur, notamment :

- à ne céder ou sous-traiter son contrat ;
- à faire des comptages systématiques avant l'obtention de la coupe annuelle dont les résultats devront parvenir à la Direction Régionale de l'Economie Forestière de la Sangha, avant le 1er novembre de chaque année.

Elle s'engage en outre à respecter la législation du Travail.

Chapitre II - Engagements du Gouvernement

Article 17 : Le Gouvernement s'engage à reviser le "VMA" en cas de crise économique sur le marché du bois.

En cas de difficultés dues à un motif technique dûment constaté par l'Administration Forestière, celle-ci délivrera à la société une autorisation spéciale d'exploiter l'année suivante sur la même coupe un volume au plus égal à la perte subie.

Article 18 : Le Gouvernement s'engage à faciliter dans la mesure du possible les conditions de travail de la société. A cet effet, pendant la durée dudit contrat, la société bénéficiera des avantages suivants :

- Rachat à l'Office Congolais des Bois de 75 % de sa production en grumes export avec une remise de 4 % sur le prix FOB OCB ;
- Priorité de rachat au prix du marché sera accordée à la société pour le rachat des 25 % restant.

L'application des dispositions ci-dessus fera l'objet d'un contrat annuel négocié avec l'Office Congolais des Bois.

Article 19 : Le Gouvernement s'engage à ne jamais mettre en cause unilatéralement les dispositions du présent contrat à l'occasion des accords de toute nature qu'il pourrait conclure avec d'autres Etats ou groupes d'Etats.

TITRE 4 : MODIFICATION, RESILIATION DU CONTRAT ET CAS DE FORCE MAJEURE.

Chapitre I - Modification et Révision

Article 20 : Certaines dispositions de ce contrat peuvent être revisées à tout moment lorsque l'intérêt des deux parties l'exige, ou encore lorsque son exécution devient impossible pour une raison de force majeure.

Article 21 : Toute modification du présent contrat n'entrera en vigueur que si elle est formulée par écrit et signée par les représentants des deux parties.

Chapitre II - Résiliation du Contrat

Article 22 : En cas de non observation des engagements pris par la société sauf cas de force majeure ou de manquement grave à la législation et à la règlementation forestière, le contrat est de plein droit résilié, sans préjudice ou poursuites judiciaires.

La résiliation se fera par un arrêté du Ministère de l'Economie forestière.

Article 23 : Les dispositions de l'article 22 s'appliquent également dans le cas où la mise en oeuvre de ce contrat ne commence pas dans un délai d'un an à compter de la date de signature de son arrêté d'approbation, ou encore lorsque les activités du chantier sont arrêtées pendant un an, sauf cas de force majeure.

Chapitre III - Cas de force majeure

Article 24 : Sont qualifiés de "cas de force majeure", tous les évènements indépendants de la volonté de la société, extérieurs à l'entreprise et susceptibles de nuire aux conditions dans lesquelles elle doit réaliser normalement son programme de production, d'investissement et de commercialisation. Toutefois, la grève issue d'un litige entre la société et son personnel pour la non observation de la législation du travail ne peut être considérée comme cas de force majeure.

Article 25 : Au cas où l'effet de force majeure n'excède pas six mois, le délai de l'exploitation sera prolongé par rapport à la période marquée par la force majeure.

Si l'effet de force majeure dure plus de six mois, l'une des parties peut soumettre la situation à l'autre en vue de sa résolution.

TITRE 5 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET ATTRIBUTIONS DE JURIDICTION

Article 26 : Les parties conviennent dans le présent contrat de régler à l'amiable tout différend qui résulterait de l'exécution de ce contrat.

En cas de désaccord, le litige sera porté devant la Chambre Commerciale du Tribunal Populaire d'Arrondissement du siège social de la Société.

TITRE 6 : DISPOSITIONS FINALES (OU PARTICULIERES)

Article 27 : En cas de faillite, la société devra solliciter l'approbation du Ministre de l'Economie Forestière pour liquider son matériel et ses installations.

Article 28 : Au terme de la validité de ce contrat, les services compétents du

Lhistère de l'Economie Forestière et la ɔciété étudieront la possibilité ou non ɛ la reconduction dudit contrat.

Article 29 : Les taux à retenir pour ɛ calcul des taxes forestières sont fixés 3 % de la valeur FOB en vigueur.

Article 30 : La liste des essences qui ıtrent dans la composition du VMA demeure ɛlle définie à l'article 4 de l'arrêté ° 1146 du 2 février 1982.

Article 31 : En cas de faillite, les ispositions de l'article 37 de la loi ° 32-82 du 7 juillet 1982 portant modi- ication de la loi n° 004-74 du 4 janvier 974 portant Code Forestier sont applica- les de plein droit.

Article 32 : Le présent contrat sera pprouve par arrêté du Ministre de 'Economie Forestière et entrera en vigueur compter de la date de signature de 'arrêté d'approbation.

CAHIER DES CHARGES PARTICULIER

Article 1er : L'organigramme général de Société présenté en annexe se résume de manière suivante :

- Une Présidence du Conseil d'Adminis- .tration comprenant :
  1 Président Directeur Général
- Une Direction Générale comprenant :
  1 Directeur Général
  1 Directeur Général Adjoint
  1 Directeur de Production
  1 Directeur Commercial
  1 Directeur Administratif et Financier
- La Direction de Production comprend :
  1 Service Exploitation
  1 Service scierie
  1 Service matériel
  1 Service administratif et du Personnel.

Article 2 : Lorsque l'entreprise aura tteint sa pleine capacité de production 1992), elle augmentera les effectifs du ersonnel qui, de 311 agents, passeront 436 dont 26 agents au siège social de ointe-Noire et 410 à la Direction de roduction.

Le détail des effectifs est ɔrésenté en annexe 2.

Article 3 : Plan de formation du Personnel

La Société s'engage à recruter des Cadres Congolais. Tous les Expatriés ont pour tâche commune de préparer le personnel congolais à sa promotion hiérarchique par une formation continue.

La Société s'engage en particulier à poursuivre la formation ou organiser certains stages au profit des travailleurs les plus aptes localement ou à l'étranger et de faire parvenir chaque année à l'Administration forestière le programme de formation.

Article : Calendrier Technique du Programme de Production et de Transformation des Grumes

| | 1990 | 1991 | 1992 | 1993 & suivantes |
|---|---|---|---|---|
| Total Grumes | 80 000 m3 | 90 000 | | 100 000 |
| Grumes Export | 42 000 | | | 40 000 |
| Grumes à transformer | 38 000 | | | 60 000 |
| Débités | 11 500 | 15 000 | 18 000 | 18 000 |

Article 5 : Délimitation de la coupe annuelle

La coupe annuelle sera de préférence d'un seul tenant. Toutefois, elle pourrait se répartir sur une ou plusieurs parcelles dans toutes les zones d'exploitation difficile (montagnes ou marécages) après approbation du plan d'exploitation par l'Administration Forestière.

Article 6 : Détermination du VMA

Le Volume Maximum Annuel de l'UFA est celui défini par l'arrêté n° 1 146/MEF du 2 février 1982 en son article 4.

Ce VMA de 100 000 m3 de grumes sera atteint en 1992, conformément au calendrier technique de production défini ci-dessus, sauf cas de force majeure.

Article 7 : Diamètre d'abattage

Les diamètres minimum d'abattage sont fixés à l'article 25 du décret n° 84-910 portant application du Code Forestier.

Article 8 : Autres obligations

- Construction de la brigade de Sembé en bois avec socle en ciment : 31 décembre 1991 ;
- Livraison à l'Administration Forestière :
  * d'un véhicule 4x4 double cabine (12-90)
  * de 600 m de tissu vert pour tenues des agents des Eaux et forêts (Fournisseur Ets Pierre CARRY à Paris) à la signature.
- Achèvement du bâtiment devant abriter le système informatique du Ministère de l'Economie Forestière à hauteur de cinq millions de F CFA : Décembre 1990).

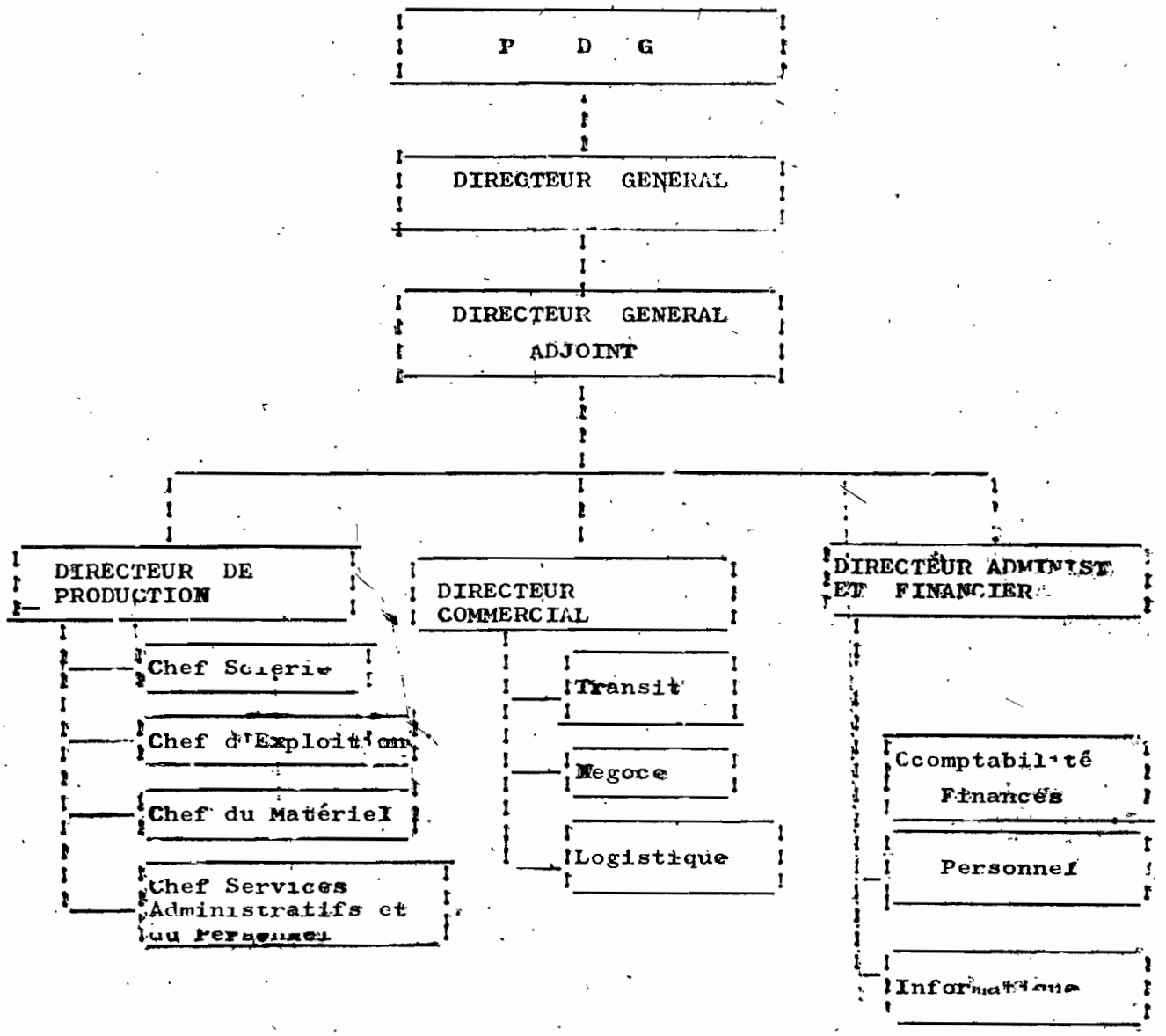
Article 9 : Le présent cahier des charges particulier est d'application obligatoire conformément à l'article 43 de la loi n° 32-82 du 7 juillet 1982 portant modification de la loi 004-74 du janvier 1974 portant Code Forestier.

C) - Investissements sociaux et divers

| | 1990 | | 1991 | | 1992 | | 1993 | | 1994 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Nbre | Valeur | Nbre | Valeur | Nbre | Valeur | Nbre | Valeur | Nbre | Val. |
| Cases ouvriers | - | 10 | - | 10 | - | | | | - | - |
| Cases Cadres | - | 55 | - | 20 | - | | | 20 | - | - |
| Véhicule BZV | 1 | 8 | - | | | | | - | - | - |
| Achèvement case Ouesso | - | 82 | | | | | | | | |
| Centre médical social | 1 | 25 | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Centre culturel | - | - | 1 | 20 | - | - | - | - | - | - |
| Case passage Autorité | - | - | 1 | 15 | - | - | - | - | - | - |
| Campement Bomboa | - | - | 1 | 10 | - | - | - | - | - | - |
| C.E.G. | - | - | - | 10 | - | 10 | - | - | - | - |
| Case Directeur C.E.G. | - | - | 1 | 8 | - | - | - | - | - | - |
| Cases Professeurs | - | - | 1 | 1,5 | - | 2 | - | 1 | - | - |
| Achèvement adduction d'eau | - | 7 | - | 7 | - | - | - | - | - | - |
| Achat terrain pour siège à Pointe-Noire | - | - | - | 4 | - | - | - | - | - | - |
| Equipement case Ouesso | - | 4,5 | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Total | | 191,5 | | 115,5 | | 47 | | 21 | | |
| Totaux A+B+C | | 1140,5 | | 235,5 | | 462 | | 243 | | 229 |

Annexe

ORGANIGRAMME GENERAL



Annexe 2 .- Détail des emplois

| | EMPLOIS EXISTANTS | 1991 | 1992 | 1993 | |
|---|---|---|---|---|---|
| (1) Présidence du Conseil d'Administration | | | | | |
| - P.D.G. | 1 | | | | |
| - Secrétaire | 1 | | | | |
| | 2 | | | | |
| (2) Direction Générale | | | | | |
| - Directeur Général | 1 | | | | |
| - Directeur Gal Adjt | 1 | | | | |
| - Directeur Commercial | 1 | | | | |
| - Directeur Administratif et Finances | 1 | | | | |
| - Secrétaire Administratif | 1 | | | | |
| - Chef Comptable | 1 | | | | |
| - Comptables | 2 | + 1 | | | |
| - Secrétaire | 1 | | | | |
| - Dactylographes | 2 | | | | |
| - Transitaires | 2 | | | | |
| - Fichistes | 2 | | | | |
| - Chauffeur | 1 | | | | |
| - Planton | 1 | | | | |
| - Garçon de salle | 1 | | | | |
| - Standardiste | 1 | | | | |
| - Pointeurs et Commis Parc | 6 | | | | |
| | 25 | | | | |
| (3) Direction de Production | | | | | |
| - Directeur de Prod. | 1 | | | | |
| - Chef exploitation | 1 | | | | |
| - Chef scierie | 1 | | | | |
| - Chef matériel | 1 | | | | |
| - Chef Sce Adm. Pers | 1 | | | | |
| - Chef de Quarts Sci | 2 | + 1 | | | |
| - Chef chantier | 1 | + 1 | | | |
| - Chef entretien Sci | 1 | | | | |
| - Chef travaux Site | 1 | | | | |
| - Médecin | 1 | | | | |
| - Infirmier | 1 | | + 1 | | |
| - Matrones | 2 | | | | |
| - Informaticien | 1 | | + 1 | | |

| | EMPLOIS EXISTANTS | 1991 | 1992 | 1993 |
|---|---|---|---|---|
| - Affuteurs | 3 | + 1 | + 1 | |
| - Abatteur | 6 | + 2 | | |
| - Aide Abatteurs | ? | | | |
| - Affuteurs planeurs | ? | + 2 | 2 | |
| - Agent Technique | 1 | + 1 | | |
| - Boussoleur | 2 | | | |
| - Caissier | 1 | | | |
| - Chauffeurs (grumier véhicules ) | 11 | + 1 | + 2 | |
| - Aides chauffeurs | 8 | | + 1 | |
| - Charpentier | 2 | | | |
| - Chefs équipes | 4 | + 2 | | |
| - Chef compteur | 1 | | | |
| - Cercleurs | 2 | + 1 | + 1 | |
| - Chef trieur | 1 | + 2 | | |
| - Chefs parcs | 3 | + 1 | | |
| - Commis de paie | 1 | | | |
| - Commis de bureau | 7 | | | |
| - Commis de transit | 1 | | | |
| - Grutier | 1 | + 1 | + 1 | |
| - Comtremaître exploit | 1 | + 1 | | |
| - Commis Ouesso | 1 | | | |
| - Conducteurs d'engin | 18 | | + 1 | |
| - Aides conducteurs | 3 | + 5 | | |
| - Cubeurs | 2 | + 2 | | |
| - Deligneurs | 3 | + 2 | + 1 | |
| - Aides déligneurs | 2 | + 2 | | |
| - Ebouteurs | 4 | + 2 | + 1 | |
| - Aides ebouteurs | 3 | + 1 | | |
| - Electricien | 5 | | | |
| - Aide electricien | 1 | | | |
| - Elingueur | 1 | + 1 | + 1 | |
| - Gardiens | 3 | | | |
| - Grutier | 1 | + 1 | | |
| - Aide grutier | 1 | + 1 | | |
| - Jardinier | 1 | | | |
| - Magasiniers | 4 | | | |
| - Aide magasinier | 1 | | + 1 | |
| - Manoeuvres | 64 | + 50 | + 4 | |
| - Mécaniciens | 17 | | + 1 | |
| - Aides mécaniciens | 8 | 2 | | |
| - Maçon | 1 | | | |
| - Ménagère | 1 | | | |
| - Menuisiers | 4 | | | |
| - Aides ménuisiers | 1 | | | |
| - Marqueurs | 13 | + 3 | | |
| - Matelot | 1 | | | |
| - Ramassiers | 3 | | | |
| - Pneumatique (responsable) | 1 | | | |
| - Peintre | 1 | | | |
| - Patron barreur | 1 | | | |

| | EMPLOIS EXISTANTS | 1991 | 1992 | 1993 | |
|---|---|---|---|---|---|
| - Pointeur | 1 | + 2 | | | |
| - Pointeurs cubeurs | 4 | + 2 | | | |
| - Prospecteur | 1 | + 1 | | | |
| - Pompistes | 2 | | | | |
| - Secrétaire Dactylo | 2 | | | | |
| - Scie de (responsable) | 1 | | | | |
| - Scieurs | 8 | + 2 | | | |
| - Aide scieur | 3 | | | | |
| - Souleurs | 2 | | | | |
| - Tronconneurs | 7 | + 3 | | | |
| - Trieurs | 3 | + 3 | | | |
| - Aide trieurs | 1 | + 2 | | | |
| - Tourneur | 1 | | | | |
| - Aide tourneur | 1 | | | | |
| - Tôlier | 1 | | | | |
| - Tractoriste | 1 | | | | |
| - Veilleur de nuit | 1 | 1 | | | |
| Total Général | 311 | 105 | 20 | | |

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION

- DECRET N° 90-321 du 16 juin 1990 portant nomination de Mme GOMA née PEMBA (Véronique), Institutrice Contractuelle de 2è échelon à l'Ecole Consulaire près l'Ambassade de la République Populaire du Congo à Luanda.

LE PRESIDENT DU CC DU PCT, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu la Constituition ;
Vu la loi n° 45-75 du 15 mars 1975 instituant un Code de Travail de la République Populaire du Congo ;
Vu le décret n° 64-145 du 22 mai 1964 fixant le Statut Commun des Cadres de l'Enseignement et des actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 77-13 du 6 janvier 1977 fixant la durée des affectations des agents congolais dans les postes diplomatiques ou consulaires ;
Vu le décret n° 79-658 du 1er décembre 1979 portant restructurations des ambassades de la République Populaire du Congo ;
Vu le décret n° 85-1147 du 4 octobre 1985 fixant le régime des rémunérations applicable aux personnels diplomatiques consulaires et assimilés et au personnel administratif en poste dans les services extérieurs du Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération ;

Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;

Vu l'attestation n° 00188 du 27 février 1988 portant nomination de Mme GOMA née PEMBA (Véronique) à l'ecole Consulaire près l'Ambassade de la République Populaire du Congo à Luanda ;

DECRETE :

Article 1er : Mme GOMA née PAMBA (Véronique), Institutrice Contractuelle de 2è échelon de la Catégorie C Echelle 8 des Services Sociaux (Enseignement) est nommée à l'Ecole Consulaire près l'Ambassade de la République Populaire du Congo à Luanda pour servir en qualité d'Enseignante

Article 2 : L'intéressée bénéficiera des traitements et indemnités alloués aux Attachés d'Ambassade conformément au décret n° 85-1147 du 5 octobre 1985 susvisé.

Article 3 : Les Ministres des Affaires Etrangères et de la Coopération, du Travail et de la Sécurité Sociale, des Finances et du Budget, de l'enseignement Fondamental et de l'Alphabétisation sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui prend effet à compter de la date de prise de service de l'intéressée à l'Ecole Consulaire près l'Ambassade de la République Populaire du Congo à Luanda et sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 16 juin 1990

Général d'Armée Denis SASSOU-NGUESSO

Par le Président du Comité Central du Parti Congolais du Travail, Président de la République, Chef du Gouvernement,

Le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre d'Etat, Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération,

Antoine NDINGA OBA

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

Le Ministre de l'Enseignement Fondamental et de l'Alphabétisation,

Pierre Damien BOUSSOUKOU-BOUMBA

Le ministre des Finances et du Budget,

Edouard GAKOSSO

**ACTES EN ABREGE**

- PAR ARRETE N° 1318 du 5 juin 1990 un congé diplomatique de quatre mois pour en jouir à Pointe-Noire (Région du Kouilou) est accordé à Mr BOUNGOU-BOKO (Antoine), Secrétaire des Affaires Etrangères de 8ème échelon des cadres de la catégorie A, hiérarchie I du personnel diplomatique et consulaire précédemment Chef de Section 1er et 2éme Cycles au service pédagogique près l'Ambassade de la République Populaire du Congo à Paris qui n'a pas bénéficié de congé pour la période passée à l'étranger du 23 septembre 1985 au 31 janvier 1990 inclus.

Les frais de voyage et de transport de bagages pour se rendre de Brazzaville à Pointe-Noire et retour par voie ferrée sont à la charge de l'intéressé qui voyage accompagné de son épouse et de ses quatre enfants nés respectivement les :
3 janvier 1969 ; 30 novembre 1970 ;
24 avril 1974 et 9 décembre 1980.

Le présent arrêté prend effet pour compter du 11 février 1990.

**- PAR ARRETE N° 1319 du 5 juin 1990** le personnel administratif désigné ci-dessous est affecté dans les Ambassades suivantes selon le tableau ci-après :

MOKO (Marie Colette)

Ambassade : DAKAR

Grade Administratif : Agent Hydro-congo

Fonction : Secrétaire Dactylo

Observations : en remplacement de Mr GOMBESSA (Albert)

IKANI (Albert)

Ambassade : KINSHASA

Grade Administratif : Secrétaire d'Administration

Fonction ; Huissier

Catégorie : D9

Observations : en remplacement de Mr KAKINDA LOGNA (Norbert)

Les intéressés bénéficieront des avantages prévus par le décret n° 85-1147 du 4 octobre 1985.

Le présent arrêté prendra effet à compter des dates de prise de service des intéressés dans les Ambassades ci-dessus.

**- PAR ARRETE N° 1387 du 8 juin 1990**
le personnel local désigné ci-dessous est engagé à titre précaire et essentiellement revocable, pour servir au Consulat Général de Cabinda et à l'ambassade de la République Populaire du Congo à Luanda.

NGOT (Paul)

Emploi : Agent Entretien

Salaire : 105 000 F CFA

Date de prise de service : 24 mai 1984

Observations : en remplacement de Mr BABEMBE (Alexandre) révoqué.

LIKIBI

Emploi : chauffeur

Salaire : 130 000 F CFA

Date de prise de service : 7 mars 1989

Observations : en remplacement de Mr MOUYOKOLO (bernard), révoqué.

Le présent arrêté prend effet à compter des dates effectives de prise de service des intéressés au Consulat Général de Cabinada et à l'Ambassade de la République Populaire du Congo à Luanda.

- PAR ARRETE N° 1468 du 18 juin 1990
un congé diplomatique de quatre mois pour en jouir sur place à Brazzaville est accor à Mme BOUKA née MONIEKE (Honorine), Agent d'Exploitation contractuel de 3ème échelon précédemment en service à l'Ambassade du Congo à Paris (FRANCE) en qualité d'Attach d'Ambassade qui n'a pas bénéficié de congé durant toute la période passée à l'étrange du 9 mai 1985 au 20 novembre 1989 inclus.

Le présent arrêté prend effet pour compter du 1er décembre 1989.

- RECTIFICATIF N° 1513 du 19 juin 1990
à l'arrêté n° 522 du 20 mars 1990 accordan un congé diplomatique à Mme MAFOUTA née OFFINOBI (Suzanne), Secrétaire d'Administration de 2è échelon.

AU LIEU DE

Article 1er : Un conge diplomatique de quatre mois pour en jouir à Pointe-Noire (Région du Kouilou) est accordé à Mme MAFOUTA née OFFINOBI (Suzanne), Secrétaire d'Administration de 2è échelon des Cadres de la Catégorie C, hiérarchie II des Services Administratifs et Financiers (Administration Générale), précédemment en service à la Paierie près l'Ambassade de la République Populaire du Congo à Paris (FRANCE) qui n'a pas bénéficié de congé pour la période passée à l'étranger du 12 juillet 1982 au 31 octobre 1989.

Article 2 : Le présent arrêté qui prend effet pour compter du 11 novembre 1989, sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

LIRE

Article 1er : Un congé diplomatique de quatre mois pour en jouir à Pointe-Noire (Région du Kouilou) est accordé à Mme MAFOUTA née OFFINOBI (Suzanne), Secrétaire d'Administration de 2è échelon des Cadres de la Catégorie C, hiérarchie II des Services Administratifs et Financiers (Administration Générale), précédemment en service à la Paierie près l'ambassade du Congo à Paris (FRANCE) qui n'a pas bénéficié de congé pour la période passée à l'étranger du 12 juillet 1982 au 30 novembre 1989.

Le présent arrêté prend effet pour compter du 11 décembre 1989.

Le reste sans changement.

MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE ET DU POUVOIR POPULAIRE

- DECRET N° 90-299 du 13 juin 1990 portant naturalisation de Mr MAZU ADJIBADE GAFARI de nationalité Béninoise.

LE PRESIDENT DU CC DU PCT,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 35-61 du 20 juin 1961 portant Code de la Nationalité Congolaise ;
Vu l'Ordonnance n° 15-72 du 10 avril 1972 modifiant la loi n° 35-61 du 2 juillet 1961 relative aux conditions d'entrée et de sejour des étrangers sur le Territoire de la République Populaire du Congo ;
Vu le décret n° 61-178 du 28 juillet 1961 fixant les modalités d'application du Code de la Nationalité Congolaise ;
Vu le décret n° 72-115 du 10 avril 1972 fixant les modalités d'établissement des carnets de séjour prévus par l'ordonnance n° 15-72 du 10 avril 1972 ;
Vu le décret n° 72-116 du 10 avril 1972 règlementant l'admission des étrangers en République Populaire du Congo ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 85-725 du 17 mai 1985 portant attribution et organisation du Ministère de l'Administration du territoire et du Pouvoir Populaire ;
Vu la demande de l'intéressé en date du 27 juin 1985 ;
Vu le rapport d'enquête des services de Sécurité ;

DECRETE :

Article 1er : Mr MAZU ADJIBADE GAFARI, né vers 1953 à Porto-Novo (Bénin) de feu RACHIDI MAZU et de SARATOU LIASSOU de nationalité Béninoise est naturalisé Congolais.

Article 2 : Mr MAZU ADJIBADE GAFARI est assujetti aux dispositions de l'article 33 de la loi n° 35-61 susvisée. L'intéressé renonce à la nationalité Béninoise, sa nationalité d'origine, conformément au Procès-Verbal de prestation de serment civique dressé par le Tribunal Populaire d'Arrondissement 3 Poto-Poto en date du 17 décembre 1985.

Article 3 : Le Ministre de l'Administration du Territoire et du Pouvoir Populaire, le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, chargé des Réformes Administratives et le Ministre de la Défense et de la Sécurité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret qui prendra effet à compter de la date de signature et qui sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 13 juin 1990

Général d'Armée Denis SASSOU-NGUESSO

Par le Président du comité Central du Parti Congolais du Travail, Président de la République, Chef du Gouvernement,

Le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre de l'Administration du Territoire et du Pouvoir Populaire,

Colonel Célestin GOMA-FOUTOU

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, chargé des Réformes Administratives,

Alphonse NZOUNGOU

**ACTES EN ABREGE**

PAR ARRETE N° 1352 du 7 juin 1990 à titre exceptionnel, Mr TELA (Emmanuel), Adjudant-Chef de l'Armée Populaire Nationale Brazzaville, est autorisé à acheter et à introduire en République Populaire du Congo :

- Un fusil de chasse calibre 12 ;
- Un fusil de chasse carabine 14 m/m.

Dès qu'il sera en possession de ses armes, Mr TELA (Emmanuel) devra se soumettre à la règlementation en vigueur notamment se munir des Permis de port d'armes règlementaires dans les 48 heures de leur acquisition et

les déposer à la Sécurité Publique sous peine de la confiscation pure et simple de celles-ci.

PAR ARRETE N° 1351 du 7 juin 1990
a titre exceptionnel, Mr BANZOUZI (Maurice), Agent en service au Secrétariat Général à l'Administration du Territoire, est autorisé à acheter et à introduire en République Populaire du Congo :

- Un fusil de chasse calibre 12.

Dès qu'il sera en possession de son arme, Mr BANZOUZI (Maurice) devra se soumettre à la règlementation en vigueur notamment se munir d'un Permis de port d'arme règlementaire dans les 48 heures de son acquisition et la déposer à la Sécurité Publique sous peine de la confiscation de celle-ci.

- PAR ARRETE N° 1350 du 7 juin 1990
à titre exceptionnel, Mr TATI (Jean Victor), Agent en service au Secrétariat Général à l'Administration du Territoire, est autorisé à acheter et à introduire en République Populaire du Congo :

- Un fusil de chasse calibre 12.

Dès qu'il sera en possession de son arme, Mr TATI (Jean Victor) devra se soumettre à la règlementation en vigueur notamment se munir d'un Permis de port d'arme règlementaire dans les 48 heures de son acquisition et la déposer à la Sécurité Publique sous peine de la confiscation pure et simple de celle-ci.

- PAR ARRETE N°1353 du 7 juin 1990
à titre exceptionnel, Mr EKOUOLO (Jean-Marie), domicilié au n° 12, rue Mabirou OUENZE-BRAZZAVILLE, est autorisé à acheter et à introduire en République Populaire du Congo :

- Un fusil de chasse calibre 12.

Dès qu'il sera en possession de son arme, Mr EKOUOLO (Jean-Marie) devra se soumettre à la règlementation en vigueur notamment se munir d'un Permis de port d'arme règlementaire dans les 48 heures de son acquisition et la déposer au service de police sous peine de la confiscation pure et simple de celle-ci.

- PAR ARRETE N° 1323 du 5 juin 1990
à titre exceptionnel, Mr MARQUET (Jean-Pierre F. A. O. BP 972 BRAZZAVILLE, est autorisé à introduire temporairement en République Populaire du Congo :

- Un fusil de chasse calibre 12 Modèle BROWNING à deux coups superposés Type 325 SP-28 "-12 GA-2 3/4" n° 48202.

Dès qu'il sera en possession de son arme, Mr MARQUET (Jean-Pierre) devra se soumettre à la règlementation en vigueur notamment se munir d'un Permis de port d'arme règlementaire.

Mr MARQUET (Jean-Pierre) est tenu de réexporter son arme à l'issue de son séjour en République Populaire du Congo.

- PAR ARRETE N° 1317 du 4 juin 1990
et pour permettre d'apporter une aide aux victimes de l'incident nucléaire du 26 avril 1990 survenu à TCHERNOBYL (URSS), l'Association Congolaise d'Amitié entre les Peuples est autorisée à organiser une quête publique sur toute l'étendue du territoire national pour la période allant du 20 mai au 20 juillet 1990.

Au niveau des régions, les Commissaires Politiques assureront le déroulement de cette quête et feront parvenir le produit de celle-ci au siège de l'ACAP

A l'issue de cette quête, un compte-rendu des recettes devra être adressé au Ministère de l'Administration du Territoire et du Pouvoir Populaire.

- PAR ARRETE N° 1436 du 12 juin 1990
est autorisé le transfert de la rue Bayonne n° 258 BACONGO à la rue Jules Grévy BACONGO BRAZZAVILLE, le dépôt privé de vente de munitions et poudre noire de chasse appartenant à Mr MIABILANGANA (Jacob, domicilié au 258, rue Bayonne BACONGO BRAZZAVILLE.

Mr MIABILANGANA (Jacques) devra se soumettre très strictement à la règlementation en vigueur et notamment à l'instruction ministérielle n° 0117, du 23 avril 1964 fixant les dotations trimestrielles de munitions.

- PAR ARRETE N° 1523 du 20 juin 1990 à titre exceptionnel, Mr DOUCKAGA-IGNOUMBA (Jules), en service à la Direction Centrale du Service de Santé de l'A. P. N. est autorisé à acheter et à introduire en République Populaire du Congo deux armes de chasse :

- Une carabine de chasse 375 ;
- Un fusil de chasse calibre 12.

Dès qu'il sera en possession de ses armes, Mr DOUCKAGA-IGNOUMBA (Jules) devra se soumettre à la règlementation en vigueur notamment se munir d'un Permis de port d'armes règlementaire dans les 48 heures de leur acquisition et les déposer à la Sécurité Publique sous peine de la confiscation pure et simple de celles-ci.

- PAR ARRETE N° 1524 du 20 juin 1990 à titre exceptionnel, Mr EBIMBA-AKOULOU (Denis), 35, rue Equateur TALANGAI-BRAZZAVILLE, est autorisé à acheter et à introduire en République Populaire du Congo :

- Un fusil de chasse carabine 458.

Dès qu'il sera en possession de son arme, Mr EBIMBA-AKOULOU (Denis) devra se soumettre à la règlementation en vigueur notamment se munir d'un Permis de port d'arme règlementaire dans les 48 heures de son acquisition et la déposer à la Sécurité Publique sous peine de la confiscation pure et simple de celle-ci.

- PAR ARRETE N° 1525 du 20 juin 1990 Mr LEMAIRE (Guy Jean Julien), Directeur de la Société VERVEX BRAZZAVILLE, est autorisé à ouvrir un dépôt privé de vente de munitions et poudre noire de chasse, Avenue de la Pointe Hollandaise, en face du Restaurant "Congolaise"

Mr LEMAIRE (Guy Jean Julien) devra se soumettre très strictement à la règlementation en vigueur et notamment à l'instruction ministérielle n° 0117/INT/AG du 23 avril 1964 fixant les dotations trimestrielles de munitions.

- PAR ARRETE N° 1526 du 20 juin 1990 à titre exceptionnel, Mr SEMET (Faustin Guy), Agent de la Direction Générale du Budget BP 2 093 BRAZZAVILLE, est autorisé à acheter et à introduire en République Populaire du Congo deux armes de chasse :

- Un fusil de chasse calibre 12 ;
- Un fusil de chasse carabine 375.

Dès qu'il sera en possession de ses armes, Mr SEMET (Faustin Guy) devra se soumettre à la reglementation en vigueur et notamment se munir des Permis de port d'armes règlementaires dans les 48 heures de leur acquisition et les déposer à la Sécurité Publique sous peine de la confiscation pure et simple de celles-ci.

- PAR ARRETE N° 1532 du 22 juin 1990 à titre exceptionnel, Mr MOUKOUYOU (Léonard), Agent CFCO BP 651 POINTE-NOIRE, est autorisé à acheter et à introduire en République Populaire du Congo une arme de chasse :

- Un fusil de chasse calibre 12.

Dès qu'il sera en possession de son arme, Mr MOUKOUYOU (Léonard) devra se soumettre à la règlementation en vigueur notamment se munir d'un Permis de port d'arme règlementaire dans les 48 heures de son acquisition et la déposer à la Direction de la Sécurité Urbaine de Pointe-Noire sous peine de la confiscation pure et simple de celle-ci

- PAR ARRETE N° 1527 du 20 juin 1990 à titre exceptionnel, Mr AKIANA (Pierre Austher), domicilié à OUENZE, 138, rue Louingui, BRAZZAVILLE, en service au Ministère de l'Administration du Territoire et du Pouvoir Populaire, est autorisé à acheter et introduire en République Populaire du Congo.:

- Un fusil de chasse calibre 12 ;
- Une carabine de chasse 14 m/m.

Dès qu'il sera en possession de ses armes, Mr AKIANA (Pierre Austher) devra se soumettre à la règlementation en vigueur notamment se munir des Permis de port d'armes règlementaires dans les 48 heures de leur acquisition et les déposer à la Sécurité Publique sous peine de la confiscation pure et simple de celles-ci.

- PAR ARRETE N° 1528 du 20 juin 1990 à titre exceptionnel, Mme OUIZIDIAMONA

(Philomène), en service au Cabinet du Ministre de l'Administration du Territoire et du Pouvoir Populaire domiciliée au 559, rue MADZIA au Plateau des 15 ans BRAZZAVILLE, est autorisée à acheter et à introduire en République Populaire du Congo deux armes de chasse :

- Un fusil de chasse calibre 12 ;
- Un fusil de chasse carabine 14 m/m.

Dès qu'elle sera en possession de ses armes, Mme OUIZIDIAMONA (Philomène) devra se soumettre à la règlementation en vigueur et notamment se munir des Permis de port d'arme règlementaire dans les 48 heures de leur acquisition et les déposer à la Sécurité Publique sous peine de la confiscation pure et simple de celles-ci.

- PAR ARRETE N° 1537 du 22 juin 1990 à titre exceptionnel, Mr DAMBA (Marcel), en service à la Direction Générale du Budget BP 2 093 BRAZZAVILLE, est autorisé à acheter et à intrroduire en république Populaire du Congo deux armes de chasse :

- un fusil de chasse calibre 12 ;
- un fusil de chasse carabine 14 m/m.

Dèq qu'il sera en possession de ses armes, Mr DAMBA (Marcel) devra se soumettre à la règlementation en vigueur et notamment se munir des Permis de port d'armes règlementaires dans les 48 heures de leur acquisition et les déposer à la Sécurité Publique sous peine de la confiscation pure et simple de celles-ci.

- PAR ARRETE N° 1538 du 22 juin 1990 Mr MBON (Faustin), Lieutenant de l'Armée Populaire Nationale retraité, domicilié au 14, rue Moungolo à MPILA BRAZZAVILLE, est autorisé à ouvrir un dépôt privé de vente de munitions et poudre noire de chasse à l'adresse précitée.

Mr MBON (Faustin) devra se soumettre très strictement à la règlementation en vigueur et notamment à l'Instruction Ministérielle n° 0117 du 23 avril 1964 fixant les dotations trimestrielles de munitions.

Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel.

- PAR ARRETE N° 1539 du 22 juin 1990 a titre exceptionnel, Mr BAZOLA (Bernard), domicilié à LOUBOMO, est autorisé à acheter et à introduire en République Populaire du Congo des armes de chasse calibre 12 et carabine 14 MM.

Dès qu'il sera en possession de ses armes, Mr BAZOLA (Bernard) devra se soumettre à la règlementation en vigueur notamment se munir des permis de port d'armes règlementaires.

- PAR ARRETE N° 1614 du 29 juin 1990 à titre exceptionnel, Mr LIU PO (Neng), Directeur Général de la Société ACTTA BP 1 390 BRAZZAVILLE, est autorisé à acheter et à introduire en république Populaire du Congo un pistolet.

Dès qu'il sera en possession de son arme, Mr LIU PO (Neng) devra se soumettre à la règlementation en vigueur notamment se munir d'un Permis de port d'arme règlementaire.

Mr LIU PO (Neng) est tenu de réexporter son arme à l'issue de son séjour en République Populaire du Congo.

- PAR ARRETE N° 1615 du 29 juin 1990 à titre exceptionnel, Mr LIU PO (Neng), Directeur Général de la Société ACTTA BP 1 390, BRAZZAVILLE, est autorisé à acheter et à introduire en République Populaire du Congo une carabine de chasse 14 m/m.

Dès qu'il sera en possession de son arme, Mr LIU PO (Neng) devra se soumettre à la règlementation en vigueur notamment se munir d'un Permis de port d'arme règlementaire.

Mr LIU PO (Neng) est tenu de réexporter son arme à l'issue de son séjour en République Populaire du congo.

## MINISTERE DES MINES ET DE L'ENERGIE CHARGE DES POSTES ET TELECOMMUNICA-

### ACTES EN ABREGE

- RECTIFICATIF N° 1325 du 5 juin 1990

à l'arrêté n [illegible] du 22 juin 1989 portant avancement au titre de l'année 1988 des Agents Contractuels de la Catégorie D (Branche Administrative) des Postes et Télécommunications de la République Populaire du Congo.

LE MINISTRE DES MINES ET DE L'ENERGIE, CHARGE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

AU LIEU DE :

CATEGORIE D, BRANCHE ADMINISTRATIVE

AGENTS D'EXPLOITATION

AU 4è ECHELON

GOMAS (Roland Athanase) : 2 août 1988

AU 5è ECHELON

BAZANZALA (Honorine) 1er janvier 1988
MALANDA (Jonas) 1er janvier 1988
NDONDA (Antoine) 22 juillet 1988

LIRE

CATEGORIE D BRANCHE ADMINISTRATIVE

AGENTS D'EXPLOITATION

AU 4è ECHELON

GOMAS (Roland Athanase) 2 janvier 1988

AU 5è ECHELON

BAZANZALA (Honorine) 1er octobre 1988
MALANDA (Jonas) 1er octobre 1988
NDONDA (Antoine) 22 juillet 1988

Le reste sans changement.

- PAR ARRETE N° 1326 du 5 juin 1990 et conformément aux dispositions de la Convention Collective n° 4 du 6 juillet 1974, les Agents Contractuels de la Catégorie (Branches Administrative et Technique) de l'Office National des Postes et Télé-Communications et de la Caisse Nationale d'Epargne dont les noms suivent sont avancés au titre de l'année 1989 aux échelons ci-après (ACC et RSMC)

CATEGORIE E

AGENT TECHNIQUE PRINCIPAL

AU 2è ECHELON

LESSIA (Alphonse) 1 janvier 1989
NTABA (Pierre) 1 janvier 1989
SITA (Jean) 1 janvier 1989

AU 3è ECHELON

MALONGA (Joseph II) 1 janvier 1989

AU 4è ECHELON

BABOUAMA (Jean) 22 décembre 1989
BOBASSA (Gustave) 1 novembre 1989
ETSOULOUPIRI (Patrice) 17 août 1989
LANGA (Robert) 22 décembre 1989
MOUBOUKOU (Anatôle) 22 décembre 1989
MOUKENGUE (Jean) 17 août 1989
NGOMA (Norbert) 17 août 1989

AU 5è ECHELON

ELENGA (Joseph) 1 août 1989
ILLOYE (Emmanuel) 1 août 1989
KOUYELA FYLLA (Alphonse) 2 juin 1989
LOMBO BANGUI née BENDZO (A.) 1 octobre 1989
MALONGA (Auguste) 1 août 1989
M'FINA NKOUNKOU (Jean) 1 août 1989
MIANGOUILA (Henri) 1 août 1989
MISSENGUET (Hugues) 20 janvier 1989

AU 6è ECHELON

GOUROU ELOUA (Marcel) 1 août 1989
ITOUA (Norbert) 19 juillet 1989
LOUNIANGOU (Jacques) 19 décembre 1989

AU 7è ECHELON

GAOLON (Roland) 18 novembre 1989
MOUANABAKALA (Jérôme) 1 janvier 1989
OKABOTSIA (Anatôle) 1 janvier 1989

OUVRIER QUALIFIE

AU 4è ECHELON

DOUDI (Alphonse) 19 avril 1989
KABEYA LUBUANI 9 février 1989
KEMBO MAYIMONA 9 février 1989
MASSOUMOU (Anatôle) 30 mars 1989
MIAMBAMA (Auguste) 6 juin 1989
MOUANDA (Joseph) 29 décembre 1989
YOULOU (Alphonse) 20 mai 1989

AU 10è ECHELON

NGOMBE (Henri) 1 décembre 1989

CATEGORIE F

OUVRIER SPECIALISE

AU 4è ECHELON

BOMBA (André) 20 mai 1989

MPOUNGALOGUI (Anaclet) 2 janvier 1989

AU 5è ECHELON

BIDIE (Alexandre) 28 janvier 1989
KINZONZI (Antoine) 19 avril 1989
NGASSAKI (Jean Pierre) 30 octobre 1989

AU 6è ECHELON

LOUKOUAMOUSSOU (Pierre) 14 avril 1989

AU 7è ECHELON

LEMBOU 1 février 1989

AU 10è ECHELON

BONDA (Daniel) 1 janvier 1989

AGENT TECHNIQUE

AU 4è ECHELON

ANTEMI (Edouard) 1 janvier 1989
MOUTOUKIDI (Vincent) 15 juillet 1989
NGOKIA (Jean Pierre) 1 janvier 1989

AU 5è ECHELON

BIKOUMOU (Gabriel) 20 janvier 1989
MAKELA (Pierre) 30 décembre 1989

AU 6è ECHELON

HOULA (Bruno) 14 avril 1989
TATY POATY (Jonas) 17 août 1989

AU 7è ECHELON

IYOKO (Célestin) 1 janvier 1989

AU 9è ECHELON

LOUYA (Paul) 11 janvier 1989

AU 10è ECHELON

TCHISSAMBOU (Jean Marie) 1 octobre 1989

CHAUFFEUR MECANICIEN

AU 4è ECHELON

BOUKAKA (Jean) 20 avril 1989
DIKOUA (Paul) 20 avril 1989
MAHOUNGOU SAMINOU (Célestin 30 octobre 1989
MAKAYA NSAFOU 15 novembre 1989
PEA (Emmanuel) 22 avril 1989

AU 5è ECHELON

NIONO (Vincent) 27 septembre 1989

AU 7è ECHELON

SAMBA (Dominique) 23 septembre 1989

AU 9è ECHELON

BABINGUI (Samuel) 1 février 1989
MBIA (Paul) 1 août 1989

CATEGORIE G1

CHAUFFEUR

AU 4è ECHELON

AMPARI (Henri) 1 juin 1989

AU 5è ECHELON

BOUMBA TCHIVANGA 13 décembre 1989
DEMBI (Gaston) 6 décembre 1989
GANDA (Justin) 3 mars 1989
ITOU (Gabriel) 15 novembre 1989
KIABIKA (Bernard) 1janvier 1989
LASSI TCHIMBAKALA 13 décembre 1989
KOUAYA (Gaston) 20 avril 1989
MALOMBO (Gaëtan) 1 juillet 1989
MANGOUMBOU KOUALA (Jean) 1 janvier 1989
MANOUNOU (Maurice) 20 avril 1989
MATOKO MINGUI (Patrick) 12 décembre 1989
MAYELA (Gabriel) 1 juillet 1989
MOUANGA (Romain Nicaise) 15 juillet 1989
MAKOSSO (Jean Baptiste 15 décembre 1989
NGALEKIRA (Raymond) 20 avril 1989
NGAMBOUE (Auguste) 7 juin 1989
NTSOUNGUILA (Antoine) 13 décembre 1989
OLOGOVOULANGA (Jean Paul) 1 mai 1989
OUASSINGOU (Jean Pierre) 13 avril 1989
PONGUI (Jacques) 21 mai 1989
SITA (Pierre) 9 novembre 1989
SITA (Prosper) 9 novembre 1989
MBASSINA 25 août 1989

AU 6è ECHELON

KINDZENZE VOULA (Marius) 1 février 1989

AU 9è ECHELON

ENGAMBE 15 octobre 1989

OUVRIER

AU 4è ECHELON

BINKOUNI (Adrien) 1 juillet 1989
BOUNTSANA (Auguste) 2 janvier 1989
EPOYO (François) 19 mai 1989
KOUTOUNDOU (Maurice) 1 août 1989
MOUANGA (Philippe) 12 août 1989
NDOUMBA (Paul) 20 juin 1989
OLLION (Dominique) 22 avril 1989

| | | |
|---|---|---|
| OLOKO (Firmin) | 27 mai | 1989 |
| ONGANIA (Michel) | 28 mai | 1989 |
| OSSE (Pierre) | 23 août | 1989 |
| PEMBE (Pierre Albert) | 19 mai | 1989 |

AU 5è ECHELON

| | | |
|---|---|---|
| MVOULA (Hyacinthe) | 1 octobre | 1989 |

AIDE-RADIO

AU 4è ECHELON

| | | |
|---|---|---|
| MAMBILA (Daniel) | 15 juillet | 1989 |
| NIATY (Albert) | 1 octobre | 1989 |

CATEGORIE G2

MANOEUVRE

AU 4è ECHELON

| | | |
|---|---|---|
| ABIA (Pascal) | 30 juillet | 1989 |
| ATIPO (Vincent) | 23 avril | 1989 |
| AYOUMOYA (Joseph) | 25 avril | 1989 |
| MBEDI (André) | 1 décembre | 1989 |
| MORTINEIRA (Armand) | 1 août | 1989 |
| NGOMA (Grégoire) | 27 mai | 1989 |
| ONIANGUE (André) | 6 mai | 1989 |
| SISSIA (Côme) | 25 avril | 1989 |
| SITA (Jean) | 1 juin | 1989 |
| TSIBA (Gilbert) | 12 décembre | 1989 |
| YIRIKA (Daniel) | 1 décembre | 1989 |

AU 5è ECHELON

| | | |
|---|---|---|
| NGUIENGUIE (Pierre) | 4 janvier | 1989 |

AU 6è ECHELON

| | | |
|---|---|---|
| BONDEYA (Barnabé) | 1 février | 1989 |
| ITOUA (Gabriel) | 1 février | 1989 |
| NGASSAKI (Jean Louis) | 1 février | 1989 |
| OKEMBA (Emmanuel II) | 1 février | 1989 |
| WANKULU (Maurice) | 1 février | 1989 |

AU 9è ECHELON

| | | |
|---|---|---|
| EBA (Ambroise) | 1 janvier | 1989 |

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

- PAR ARRETE N° 1327 du 5 juin 1990 et conformément aux dispositions de la Convention Collective n° 4, les Agents Contractuels des catégories E, F et G1 (Branche Administrative) de l'Office National des postes et Télécommunications et de la Caisse Nationale d'Epargne dont les noms suivent sont avancés au titre de l'année 1989 aux échelons ci-après (ACC et RSMC).

CATEGORIE E

COMMTS PRINCIPAL

AU 2è ECHELON

| | | |
|---|---|---|
| MBOUALE (Rosalie) | 20 mai | 1989 |

AU 4è ECHELON

| | | |
|---|---|---|
| BAFOUNGUILA née MOUNGUIZA (Angélique) | 17 juin | |
| BAKEKOLO (Gisèle) | 30 mars | 1989 |
| BITASSI (Pierre) | 1 janvier | 1989 |
| BOMOLA (André) | 1 janvier | 1989 |
| EBADEP née DJILLA | 25 avril | 1989 |
| KIDZOUANI (Philippe) | 5 octobre | 1989 |
| KILEBE (Gabriel) | 30 novembre | 1989 |
| KIMBEMBE (André) | 17 août | 1989 |
| MAKALU MANYA NYA | 20 novembre | 1989 |
| MAYOUMA (Jean-Claude) | 18 janvier | 1989 |
| MBOULA (François) | 1 janvier | 1989 |
| MBOUMA (Alphonse) | 15 juillet | 1989 |
| NDILA (Philippe) | 1 janvier | 1989 |
| NDOMBI (François) | 24 mai | 1989 |
| NDONGUI (Esther) | 20 juin | 1989 |
| NSANSA (Marcel) | 16 juin 1989 | 1989 |
| NZAOU (Jean Claude) | 1 avril | 1989 |
| NZOBANKAZI (Raphaël) | 18 novembre | 1989 |
| ODZALAMBAYE (Victor) | 23 avril | 1989 |
| SAMBA (Edith Aurélie) | 18 mars | 1989 |
| SAMBA (Vincent) | 1 janvier | 1989 |
| TCHIKAYA (Séraphin) | 17 août | 1989 |

AU 5è ECHELON

| | | |
|---|---|---|
| ANDZOUA (Grégoire) | 16 mai | 1989 |
| ASSAZOUK (Athanase) | 17 janvier | 1989 |
| BAFOUATIKA (Cécile) | 2 mars | 1989 |
| BANZOUZI (Victorine) | 28 janvier | 1989 |
| BIBOUKA (Brice Gabriel) | 1 août | 1989 |
| BIFOUMA (Antoinette) | 27 février | 1989 |
| BIGNANI (Marie Angèle) | 27 septembre | 1989 |
| BIMBENI (Edouard) | 15 janvier | 1989 |
| BISSA (Marie) | 27 février | 1989 |
| BONGUI NDELA (Alexandrine) | 6 février | 1989 |
| BOTOUSSAKOUETO (Pascal) | 2 mars | 1989 |
| DONGUI (Jacob) | 27 janvier | 1989 |
| ENGAMBE (Alphonse) | 31 janvier | 1989 |
| HEMILEMBOLO (Alfred Mathurin) | 2 mars | 1989 |
| ILOY (Marie) | 28 septembre | 1989 |
| KIESSILA (César) | 23 janvier | 1989 |

| | | | |
|---|---|---|---|
| KOUATILA née OKO (Evelyne) | 27 | février | 1989 |
| LEMBO (Félix Maurice) | 29 | septembre | 1989 |
| MABECKET (Marie Georgette) | 28 | janvier | 1989 |
| MAZONGA (Gabriel) | 15 | janvier | 1989 |
| MBAN ETOU (Gilbert) | 2 | mars | 1989 |
| MOUTARI (Marie Jeanne) | 2 | octobre | 1989 |
| NDZINDJELE (Paul) | 1 | janvier | 1989 |
| NGALI (Patricia Isabelle) | 28 | janvier | 1989 |
| NGAMBOU (Albert) | 8 | janvier | 1989 |
| NGOYA (Guy Noël) | 30 | septembre | 1989 |
| OKAMBA (Marie Hélène) | 9 | novembre | 1989 |
| OKOUO ALOUNA MPAN | 1 | janvier | 1989 |
| ONDON (Henri) | 1 | août | 1989 |
| ONDONGO (Daniel) | 10 | mars | 1989 |
| SAMBA (André) | 27 | février | 1989 |
| TOMBET née LOUKOUMA (Marianne) | 15 | janvier | 1989 |
| TONO MPIKOLI (Blandine) | 28 | janvier | 1989 |
| ZOUNDAKOMA (Georges) | 17 | janvier | 1989 |
| OKOMBI (Alphonse) | 7 | février | 1989 |

AU 6è ECHELON

| | | | |
|---|---|---|---|
| ANDJEMBO née OYOMBO (Brigitte) | 28 | février | 1989 |
| BATAMIO (Pierre) | 1 | septembre | 1989 |
| KABA née MAKOUELA (Virginie) | 23 | juillet | 1989 |
| MAVOUNGOU (Jean-François) | 20 | juillet | 1989 |
| MBANI (Marcel) | 26 | janvier | 1989 |
| NKOUNKOU née LOUKOULA (Augustine) | 28 | février | |
| NTINOU (Cécile) | 26 | janvier | 1989 |
| OKEMBA (Gaston Robert) | 13 | octobre | 1989 |
| POUNGUI (Alphonse) | 22 | septembre | 1989 |
| SITA (Joseph) | 20 | mai | 1989 |
| TAMBAKANA (Béatrice) | 22 | janvier | 1989 |
| TCHICAYA (Romaine) | 26 | juillet | 1989 |
| WANAPANGA (Jean Victorien) | 26 | janvier | 1989 |

AU 7è ECHELON

| | | | |
|---|---|---|---|
| MPOUKI (Philippe) | 1 | janvier | 1989 |
| NGUEKALA (François) | 1 | janvier | 1989 |
| NKOUKA (Jean Pierre) | 4 | mai | 1989 |
| KOMBO (Julienne) | 2 | janvier | 1989 |

AU 8è ECHELON

| | | | |
|---|---|---|---|
| ANIOUKA (Denis) | 17 | septembre | 1989 |
| BANSIMBA (Tony Marcel) | 20 | août | 1989 |
| BIATOUMOUSSOKA (Emmanuel) | 1 | janvier | 1989 |
| EYA (Jean Marcel) | 20 | août | 1989 |
| LOUBOUAKOU (Bernadette) | 1 | janvier | 1889 |
| OYA (Joséphine) | 14 | mars | 1989 |

AU 9è ECHELON

| | | | |
|---|---|---|---|
| DAPIONDO (René) | 21 | août | 1989 |
| NKOUNKOU (Pierre) | 26 | février | 1989 |

AU 10è ECHELON

| | | | |
|---|---|---|---|
| MABONDZOT (Marcel) | 29 | mai | 1989 |
| MAMONO (Delphine) | 16 | novembre | 1989 |
| OKOMBI-IBAKA (Marcel) | 1 | juin | 1989 |

CATEGORIE F

COMMIS

AU 3è ECHELON

| | | | |
|---|---|---|---|
| MOUAGNI (Michel) | 21 | avril | 1989 |

AU 4è ECHELON

| | | | |
|---|---|---|---|
| BAKALA née MBOYO (jeanne) | 1 | août | 1989 |
| BIKOUMOU KOUATA (Simon) | 2 | avril | 1989 |
| EMANDO (Thérèse) | 30 | mars | 1989 |
| IPARYS (Dominique) | 1 | octobre | 1989 |
| IWANGOU (Nestor) | 25 | novembre | 1989 |
| LEPOUMBA (Joseph) | 25 | juillet | 1989 |
| LIBOUNDOU (Simone) | 2 | novembre | 1989 |
| LOEMBA (Jean Baptiste) | 4 | décembre | 1989 |
| LOUFOUA (Bienvenue); | 16 | avril | 1989 |
| MAYOYA (Samuel) | 1 | juillet | 1989 |
| MBOUNGOU PENE (Damas) | 17 | août | 1989 |
| MOUEKOUNDZAMI | 6 | juin | 1989 |
| MOUNZEO KENGUI (Martine) | 1 | juillet | 1989 |
| NZALI NZIENGUE née MOUEMBE MOUANDZA (Jeanne) | 30 | mars | 1989 |
| NGOMA (Fidèle) | 18 | mars | 1989 |
| NZIKI (Pierre) | 1 | juillet | 1989 |
| PAKA (Marcel) | 15 | août | 1989 |
| PEA (Joséphine) | 17 | novembre | 1989 |
| TATHY (Louis) | 2 | janvier | 1989 |
| TSAKAKA (Abraham) | 1 | décembre | 1989 |
| TSONDE (André) | 1 | avril | 1989 |
| TSOUMOU (Ernest) | 29 | janvier | 1989 |
| YIMBOU née KIYEKO (Rachel) | 30 | juin | 1989 |

AU 5è ECHELON

| | | | |
|---|---|---|---|
| AMPION ONGNON (Flavien) | 4 | mars | 1989 |
| BAFOUKA (Charles) | 23 | janvier | 1989 |
| BIBANZOULOU (Evelyne) | 10 | octobre | 1989 |
| BIDILOU KIANIKA (Jean Pierre) | 5 | octobre | 1989 |
| ETOU (Camille) | 13 | mars | 1989 |
| EWALA (Jean Urbain) | 15 | juillet | 1989 |
| LOUKOULA (Antoinette) | 23 | octobre | 1989 |
| MAKAKILA (Philippe) | 1 | août | 1989 |
| MALOUONO (Germain) | 5 | octobre | 1989 |
| MAVOUNGOU (Etienne) | 10 | mars | 1989 |
| MBAYI (Robert Ludovic) | 20 | janvier | 1989 |
| MEDJA (Adélaïde Isabelle) | 20 | octobre | 1989 |
| MIERETTE (Marthe) | 24 | mars | 1989 |
| MONKA (Fidèle) | 28 | janvier | 1989 |
| MPOUANKAMA (Jean Michel) | 31 | octobre | 1989 |
| NGAKOLE (Jean Jacques) | 1 | mai | 1989 |
| NGASSAY (Daniel) | 19 | août | 1989 |
| NGOTENI OBA (Mathias) | 22 | juillet | 1989 |
| MANKEGNI (Jeannette) | 15 | janvier | 1989 |
| NGUEKOSSA (Jean Claude) | 16 | mai | 1989 |
| NTCHIAM LEQUOI (Simon) | 13 | mars | 1989 |
| OFIERE (Arthur) | 28 | janvier | 1989 |
| OYOUA (Basile) | 5 | juin | 1989 |
| SAH NGAMI (Gladis G.) | 1 | mai | 1989 |
| SENGA (Brigitte) | 2 | mars | 1989 |
| SOMBO (Clément) | 22 | mars | 1989 |
| NTSIMBA (Marcel) | 5 | septembre | 1989 |

| | | |
|---|---|---|
| TONGA (Angélique) | 2 mars | 1989 |

AU 6è ECHELON

| | | |
|---|---|---|
| BIKOUKOU (Bertin) | 26 juillet | 1989 |
| BONGUETE née MABELEDJINE (Madeleine) | 26 juillet | 1989 |
| EWOLO née AYE (Micheline) | 1 décembre | 1989 |
| KIOLO (Ferdinand) | 14 avril | 1989 |
| MABIALA (Daniel) | 26 janvier | 1989 |
| MASSENGO (Romain) | 27 juillet | 1989 |
| MASSENGO (Ernest) | 26 janvier | 1989 |
| MOKONO (Clarisse) | 26 janvier | 1989 |
| MONGUI née ONDOUMA (Alphonsine) | 2 janvier | 1989 |
| MPIKOU MBOUKOU (Roger) | 14 avril | 1989 |
| NGATALI (René) | 26 juillet | 1989 |
| NGOUMA (Bernard) | 26 juillet | 1989 |
| OKAMBO | 26 janvier | 1989 |
| TABOUEYA (Georges) | 14 avril | 1989 |
| TATY (Suzanne) | 26 janvier | 1989 |
| TSATY (Daniel) | 14 avril | 1989 |
| YELE (Marie Joséphine) | 2 janvier | 1989 |

AU 7è ECHELON

| | | |
|---|---|---|
| APIA (Vincent) | 13 octobre | 1989 |
| NDINGA AOUNDA (Daniel) | 21 janvier | 1989 |

AU 8è ECHELON

| | | |
|---|---|---|
| AFAMBONO (Thérèse) | 4 février | 1989 |
| ISSOTFFA (Antoinette) | 4 février | 1989 |
| LONDZENDZET née INGOBA (Léontine) | 10 février | |
| LOUHOUNOU (Mélanie) | 17 février | 1989 |
| MAKOSSO (Raymond) | 1 août | 1989 |
| NDALA (Félix) | 22 mai | 1989 |
| OKOKO ODZANINE | 26 mai | 1989 |
| OZANGOU (Marcel) | 17 août | 1989 |
| TSIBA (Marc) | 22 octobre | 1989 |

AU 9è ECHELON

| | | |
|---|---|---|
| INDELENGO (Auguste) | 15 février | 1989 |
| KIBA (Marie Louise) | 15 février | 1989 |
| LOUZOLO (Maurice) | 66 novembre | 1989 |
| MBOUALE (Marie Gabrielle) | 15 février | 1989 |
| MECKELE née MATOULI (Françoise | 15 février | 1989 |
| NGALA (Bibiane) | 15 février | 1989 |
| NZALI NZIENGUE (Frédhy Jean) | 5 mars | 1989 |
| VOUIDIBIO (Hélène) | 5 juillet | 1989 |
| KILEBE (Albert) | 1 août | 1989 |

AU 10è ECHELON

| | | |
|---|---|---|
| BAKELA (Victor) | 1 mai | 1989 |
| NZABA (Alfred) | 28 mai | 1989 |
| NZILA (Bernard) | 1 juillet | 1989 |
| OBELE (Pascal) | 11 avril | 1989 |

CATEGORIE G1

AIDE-POSTAL

AU 4è ECHELON

| | | |
|---|---|---|
| LAZAKA (Joseph) | 1 juillet | 1989 |
| MBAN (Adrien) | 21 juin | 1989 |
| NDINGA (Joseph) | 1 juillet | 1989 |
| TEHOLO (Daniel) | 1 juillet | 1989 |

AU 5è ECHELON

| | | |
|---|---|---|
| AYESSA LOUBAKI (Blanchard) | 2 mars | 1989 |
| DIAMOUANGANA (Paul) | 26 février | 1989 |
| LOUBANTO (René) | 22 juin | 1989 |
| MAKAYA-MAKAYA | 1 janvier | 1989 |
| MAKAYA (Athanase) | 10 mars | 1989 |
| MBENDZE (joseph) | 14 avril | 1989 |
| MIAMBAN (Georges) | 26 février | 1989 |
| MONKA (Jacques) | 11 mars | 1989 |
| MOUNGOLO (Jean Aimé) | 21 février. | 1989 |
| NGAMBIA (Appolinaire) | 9 septembre | 1989 |
| NGOMA TSOUKA | 23 janvier | 1989 |
| NSONSANI (Eugène) | 20 janvier | 1989 |
| PAMBOU (Bernard) | 10 mars | 1989 |
| MAHOUNDI (Juste Bienvenu) | 10 mars | 1989 |

AU 6è ECHELON

| | | |
|---|---|---|
| IBARRA (Victor) | 14 avril | 1989 |

AU 9è ECHELON

| | | |
|---|---|---|
| ITOUA (Louis Raymond) | 24 juin | 1989 |

PLANTON

AU 3è ECHELON

| | | |
|---|---|---|
| SEOSSOLO (Albert) | 1 décembre | 1989 |

AU 4è ECHELON

| | | |
|---|---|---|
| MADIABANTOU (Paul) | 1 avril | 1989 |
| DIBA (Simon) | 1 décembre | 1989 |

VEILLEUR DE NUIT

AU 3è ECHELON

| | | |
|---|---|---|
| MOUANDA (Jackson) | 1 mai | 1989 |

AU 4è ECHELON

| | | |
|---|---|---|
| BOUNDA (Maurice) | 3 mai | 1989 |
| IKAMA (Andronique) | 1 août | 1989 |
| LOUVANGA (Sébastien) | 1 juillet | 1989 |
| MAKEBOKA (Albert) | 4 avril | 1989 |
| MBONGO (Gaston) | 1 août | 1989 |
| NDINGA (Daniel) | 15 décembre | 1989 |

| | | |
|---|---|---|
| NKOMBO (André) | 1 septembre | 1989 |
| NZILA NDEKESSE (Alexandre) | 1 septembre | 1989 |
| OBANDZI (Jean) | 29 décembre | 1989 |
| YINDA (Jérôme) | 15 juillet | 1989 |

AU 5è ECHELON

| | | |
|---|---|---|
| BIKINDOU (Auguste) | 20 août | 1989 |
| LISSASSI NKOUA (Jean Roger) | 19 octobre | 1989 |

AU 6è ECHELON

| | | |
|---|---|---|
| ETIERITIE (Gaston) | 1 juin | 1989 |
| EYALA (Roland Mathieu) | 1 juin | 1989 |
| LOUFOUA (Jacques) | 1 juin | 1989 |
| MBOKO (Nestor) | 1 septembre | 1989 |
| MPANDZI (Jean) | 1 juin | 1989 |
| NDIKI (Valentin) | 1 juin | 1989 |
| NKOUKA (David) | 1 juin | 1989 |
| OBVENDZA (Camille) | 11 juin | 1989 |
| OKONA (Henri) | 1 juin | 1989 |
| ONDZI (Paul) | 1 juin | 1989 |
| OSSETE (Mathias) | 1 juin | 1989 |
| SECKOU (Justin) | 1 juin | 1989 |
| NTSIBATOUKA (Jean) | 26 juillet | 1989 |

AU 9è ECHELON

| | | |
|---|---|---|
| LOUMOUAMOU (Daniel) | 4 décembre | 1989 |

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

- PAR ARRETE N° 1448 du 14 juin 1990 sont nommés Administrateurs de la Société HYDRO-CONGO :

Avec voix délibérative

- Président : (Saturnin) OKABE

Membres

| | | |
|---|---|---|
| - (Jean) | AMBVOULI | : Représentant la Présidence de la République |
| - (Benoît) | KOUKEBENE | : Représentant du Premier Ministre |
| - (Henri) | OKEMBA | : Représentant du Ministre du Plan et de l'Economie |
| - (Fidèle) | NDEY | : Représentant du Ministre des Finances et du Budget |
| - (André) | OVU | : Représentant du Ministre de tutelle |
| - (Pierre) | GAYOUMA | : Représentant de l'Arrondissement N° 3 |
| - (Henri) | GANKAMA | : Représentant de la FETRAMIP |
| - (Maurice) | NGUESSO | : Représentant du Comité du Parti HYDRO-CONGO |
| - (Max) | MONMARSON | : Directeur Financier et comptable |
| - (Dominique) | NIMI-MADINGOU | : Directeur Distribution/Commercialisation |
| - (Jean De Dieu) | TOUNDA | : Représentant de la Section Syndicale |

- Avec voix consultative

| | | |
|---|---|---|
| - (Clément) | MIERASSA | : Représentant du CENAGES |
| - (Pierre) | MOUNZIKA-TSIKA | : Représentant du Ministre à la Présidence chargé du Contrôle d'Etat |
| - (Moïse) | LOBE | : Représentant de l'Assemblée Nationale Populaire |
| - (Alexandre) | MAPOUATA | : Contrôleur d'Etat |

- Observateur

| | | |
|---|---|---|
| - (Bernard) | OKIORINA | : Directeur Général des Hydrocarbures |

Le Conseil peut appeler en consultation d'autres personnes en raison de leur compétence sur un point déterminé de l'ordre du jour.

Les Membres du Conseil ci-dessus désignés sont nommés pour trois exercices sociaux.

Le Conseil fonctionnera en conformité avec les dispositions de la Charte des Entreprises d'Etat et de la loi instituant l'Entreprise-Pilote d'Etat.

Le présent arrêté abroge toutes dispositions antérieures contraires et prend effet à compter de sa date de signature.

- RECTIFICATIF N° 1519 du 20 juin 1990 à l'arrêté n° 8657 du 5 décembre 1986 portant avancement au titre de l'année 1986 des agents contractuels de la catégorie D (Branches Administrative et Technique) des Postes et Télécommunications de la République Populaire du Congo.

AU LIEU DE :

CATEGORIE D - BRANCHE ADMINISTRATIVE

- AU 3° ECHELON

GOMAS (Roland Athanase) : 2 août 1986

LIRE :

CATEGORIE D - BRANCHE ADMINISTRATIVE

- AU 3° ECHELON

GOMAS (Roland Athanase): 2 janvier 1986

Le reste sans changement.

- PAR ARRETE N° 1520 du 20 juin 1990 est prorogée pour une nouvelle période de trois ans renouvelable à compter de la date de signature du présent arrêté, l'autorisation d'exploitation artisanale de carrière de pierre (MOELLON) sise à KOMBE dans l'arrondissement N° 1 MAKELEKELE, BRAZZAVILLE, accordée à Mr NGANGA (Salomon), domicilié NGANGA-LINGOLO MAKELEKELE BRAZZAVILLE.

Mr NGANGA (Salomon) versera à l'Etat une redevance de 10 % du prix du mètre cube pratiqué sur le marché.

Le Registre d'Extraction sera envoyé à CHAQUE FIN DE TRIMESTRE à la Direction des Mines à BRAZZAVILLE, BP 2124 pour visa et liquidation de la redevance.

La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le demandeur aura à déguerpir sans indemnité à la première réquisition de l'Autorité.

**AVIS**

Par arrêté n° 1520 du 20 juin 1990, Mr NGANGA (Salomon), domicilié, NGANGA-LINGOLO, MAKELEKELE BRAZZAVILLE, est autorisé à exploiter artisanalement pour une période de trois ans renouvelable, une Carrière de Pierres (MOELLON) sise à KOMBE, MAKELEKELE BRAZZAVILLE à compter de la date de signature du présent avis.

Brazzaville, le 20 juin 1990

Le Ministre des Mines et de l'Energie, chargé des Postes et Télécommunications,

Aimé Emmanuel YOKA

## MINISTERE DE L'EQUIPEMENT CHARGE DE L'ENVIRONNEMENT

### ACTES EN ABREGE

- PAR ARRETE N° 1529 du 21 juin 1990 les agents contractuels en service à l'Office Congolais d'Entretien Routier qui ont atteint 45 ans d'âge, réunissant une ancienneté de 15 ans de service effectif ininterrompu dans l'entreprise : conditions exigées par l'article 56 paragraphe D de la Convention Collective du 1er avril 1982, sont reclassés à la catégorie supérieure conformément au tableau ci-après :

| ANCIENNE SITUATION | NOUVELLE SITUATION |
|---|---|
| **ATIPO (Pierre)** | |
| Ouvrier hautement qualifié, catégorie D échelle 2, indice 560, 24 ans d'ancienneté en service à Brazzaville. | Adjoint Technique, catégorie C, échelle 1, indice 650. |
| **MANTELA née NAKAVOUA (Julie)** | |
| Secrétaire d'Administration, catégorie D, échelle 6, indice 690, 28 ans d'ancienneté, en service à Brazzaville. | Secrétaire Principale d'Administration, catégorie C, échelle 3, indice 760. |
| **KEBANTSENE (Simonde)** | |
| Secrétaire d'Administration, catégorie D, échelle 1, indice 530, 18 ans d'ancienneté, en service à Brazzaville. | Secrétaire Principale d'Administration, catégorie C, échelle 1, indice 650. |
| **IBARA (Paul)** | |
| Planton, catégorie F, échelle 6, indice 420, 16 ans d'ancienneté, en service à Brazzaville. | Commis Principal, catégorie E, échelle 2, indice 440. |
| **GAZANI (Alphonse)** | |
| Graisseur, catégorie F, échelle 8, indice 460, 16 ans d'ancienneté, en service à Brazzaville. | Ouvrier qualifié, catégorie E, échelle 4, indice 480. |
| **MASSOUKOU (Fulbert)** | |
| Ouvrier qualifié, catégorie E, échelle 6, indice 520, 22 ans d'ancienneté, en service à Brazzaville. | Ouvrier hautement qualifié, catégorie D, échelle 2, indice 560. |
| **NGANGOUE (Basile)** | |
| Aide-Comptable, catégorie E, échelle 7 indice 550, 32 ans d'ancienneté, en service à Brazzaville. | Comptable, catégorie D, échelle 3, indice 580. |
| **KETI (Michel)** | |
| Chauffeur Mécanicien, catégorie E, échelle 5, indice 500, 24 ans d'ancienneté, en service à Brazzaville. | Ouvrier hautement qualifié, catégorie D, échelle 2, indice 560. |
| **BITEKE (Jean-Pierre)** | |
| Conducteur, catégorie E, échelle 8, indice 590, 25 ans d'ancienneté, en service à Brazzaville. | Ouvrier hautement qualifié, catégorie D, échelle 4, indice 610. |

| ANCIENNE SITUATION | NOUVELLE SITUATION |
|---|---|
| **EKONDIMBA (P. Michel)** | |
| Ouvrier qualifié, catégorie E, échelle 5, indice 500, 17 ans d'ancienneté, en service à Brazzaville. | Ouvrier hautement qualifié, catégorie D, échelle 4, indice 530. |
| **BAKABAKELA (Albert)** | |
| Chauffeur, catégorie F, échelle 10, indice 500, 22 ans d'ancienneté, en service à Brazzaville. | Ouvrier qualifié, catégorie E, échelle 6, indice 520. |
| **MAHOUKOU (Thomas)** | |
| Agent Technique, catégorie D, échelle 6, indice 690, 30 ans d'ancienneté, en service dans le POOL EST. | Adjoint Technique, catégorie C, échelle 3, indice 760. |
| **MOUHOUNAMALOU (J. B.)** | |
| Chauffeur, catégorie E, échelle 6, indice 520, 15 ans d'ancienneté, en service dans le POOL EST. | Ouvrier hautement qualifié, catégorie D, échelle 2, indice 560. |
| **MIKANOU (Jean Donatien)** | |
| Contre-Maître, catégorie D, échelle 7, indice 750, 27 ans d'ancienneté, en service dans le NIARI. | Adjoint Technique, catégorie C, échelle 4, indice 820. |
| **SAMBA (François)** | |
| Conducteur, catégorie E, échelle 8, indice 590, 24 ans d'ancienneté, en service dans le NIARI. | Agent Technique, catégorie D, échelle 4, indice 610. |
| **MAVOULOU (Basile)** | |
| Ouvrier qualifié, catégorie E, échelle 4, indice 500, 30 ans d'ancienneté, en service dans le POOL. | Ouvrier hautement qualifié, catégorie D, échelle 1, indice 530. |
| **MBINOU (Paulin)** | |
| Conducteur, catégorie E, échelle 8, indice 590, 30 ans d'ancienneté, en service dans le POOL. | Agent Technique, catégorie D, échelle 4, indice 610. |
| **KIMOUESSA (Ferdinand)** | |
| Cantonnier, catégorie E, échelle 2, indice 440, 24 ans d'ancienneté, en service dans le POOL. | Ouvrier hautement qualifié, catégorie D, échelle 1, indice 440 |
| **DIAKABANA (Marcel)** | |
| Comptable, catégorie D, échelle 10, indice 930, 16 ans d'ancienneté, en service dans le POOL. | Comptable Principal, catégorie C, échelle 6, indice 940. |

| ANCIENNE SITUATION | NOUVELLE SITUATION |
|---|---|
| **BENDZA (Michel)** | |
| Chauffeur Mécanicien, catégorie E, échelle 8, indice 590, 22 ans d'ancienneté en service dans les Plateaux. | Ouvrier hautement qualifié, catégorie D, échelle 4, indice 610 |
| **NGOGNA (Bernard)** | |
| Cantonnier, catégorie F, échelle 5 indice 400, 27 ans d'ancienneté, en service dans la Cuvette. | Ouvrier qualifié, catégorie E, échelle 1, indice 420 |
| **NDOMBI-IMBEMBÈ (Marcel)** | |
| Conducteur, catégorie E, échelle 4 indice 480, 16 ans d'ancienneté | Ouvrier qualifié, catégorie D, échelle 1, indice 530. |
| **NKOBO (François)** | |
| Conducteur, catégorie E, échelle 4 indice 480, 29 ans d'ancienneté, en service dans la Cuvette. | Ouvrier hautement qualifié, catégorie D, échelle 1, indice 530 |
| **EYAKA (Norbert)** | |
| Conducteur, catégorie E, échelle 8, indice 590, 24 ans d'ancienneté, en service dans la Cuvette. | Ouvrier hautement qualifié, catégorie D, échelle 4, indice 610 |
| **DOTH (Sylvain)** | |
| Conducteur, catégorie E, échelle 5, indice 500, 24 ans d'ancienneté, en service dans la Cuvette. | Ouvrier hautement qualifié, catégorie D, échelle 1, indice 530 |
| **EGOH (Jean Pierre)** | |
| Surveillant, catégorie E, échelle 5, indice 500, 26 ans d'ancienneté, en service dans la Sangha. | Agent Technique, catégorie D, échelle 1, indice 530. |
| **MONNE (Samuel)** | |
| Conducteur, catégorie E, échelle 8, indice 590, 25 ans d'ancienneté, en service dans la Sangha. | Agent Technique, catégorie D, échelle 4, indice 610. |
| **METITA (Gaston)** | |
| Commis Principal, catégorie E, échelle 5, indice 500, 24 ans d'ancienneté, en service dans la Sangha. | Secrétaire d'Administration, catégorie D, échelle 1, indice 530. |

| ANCIENNE SITUATION | NOUVELLE SITUATION |
|---|---|
| MEMOUGAM (Durantin) | |
| Secrétaire d'Administration, catégorie D, échelle 2, indice 560, 27 ans d'ancienneté en service dans la Sangha. | Secrétaire Principal d'Administration, catégorie C, échelle 1, indice 650. |
| NDOMBA (Michel) | |
| Ouvrier qualifié, catégorie E, échelle 2, indice 440, 24 ans d'ancienneté, en service dans la Likouala. | Ouvrier hautement qualifié, catégorie D, échelle 1, indice 530. |
| MOLOUANIA (Joseph) | |
| Conducteur, catégorie E, échelle 4, indice 480, 24 ans d'ancienneté, en service dans la Likouala. | Ouvrier hautement qualifié, catégorie D, échelle 1, indice 530. |
| IKOUSSOU (Victor) | |
| Dactylographe, catégorie F, échelle 10, indice 500, 19 ans d'ancienneté, en service au PCBGM. | Commis Principal, catégorie E, échelle 6, indice 520. |
| EMPO (François) | |
| Agent Technique, catégorie D, échelle 2, indice 56, 18 ans d'ancienneté, en service au BCBTP. | Adjoint Technique, catégorie C, échelle 1, indice 650. |
| TCHIBINDA (Jérôme) | |
| Comptable, catégorie D, échelle 10, indice 930, 16 ans d'ancienneté, en ser- | Comptable Principal, catégorie C, échelle 6, indice 940. |

Le présent arrêté prend effet, du point de vue de l'ancienneté, à compter du 1er janvier 1990 et, du point de vue de la solde, à compter de la date de signature.

- ADDITIF N° 1530 du 21 juin 1990 à l'arrêté n°1426 du 23 mars 1989 portant reclassement exceptionnel à deux ans de retraite concernant les agents contractuels de l'OCER, en tête : MASSOUMOU (René).

| ANCIENNE SITUATION | NOUVELLE SITUATION |
|---|---|
| MASSOUMOU (René) | |
| Adjoint Technique, catégorie C, échelle 5, indice 880, 28 ans d'ancienneté? | Ingénieur Adjoint, catégorie B, échelle 5, indice 1120. |

OKEMBA (David)

Peintre, catégorie E, échelle 4, indice 480. Ouvrier hautement qualifié, catégorie D, échelle 4, indice 610
13 ans d'ancienneté.

DIVASSA (Joseph)

Ouvrier, catégorie F, échelle 6, indice 420, 28 ans d'ancienneté. Ouvrier qualifié, catégorie E échelle 6, indice 520.

DIKAMONA (Joseph)

Adjoint Technique, catégorie C, échelle 2, indice 710, 28 ans d'ancienneté. Ingénieur Adjoint, catégorie B, échelle 2, indice 890.

Le reste sans changement.

## MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL ET DE L'ALPHABETISATION

### ACTE EN ABREGE

- PAR ARRETE N° 1 309 du 4 juin 1990 un congé annuel scolaire pour la période des grandes vacances 1989-1990 égal à quatre vingt dix jours, classe T pour compter de la date de fermeture des classes soit le 1er juillet 1990, pour en jouir à Bujumbura (BURUNDI) est accordé à Mr RUDASINGWA CYGENZA (Dama), Instituteur Contractuel de 7è échelon engagé sous contrat local en service au CEG Pilote 8 mars (Commune de Brazzaville).

Les frais de voyage et de transport de bagages sont à la charge de l'intéressé, de Brazzaville à Bujumbura (BURUNDI).

L'intéressé devra se soumettre aux formalités des services de sécurité de la République Populaire du Congo avant son départ et être de retour à son poste de travail au plus tard le 25 septembre 1990

## MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE

- Décret n° 90-259 du 5 juin 1990 portant versement, reclassement et nomination de Mme KOUTAMBOUKOUSSOU née MUNSINGISA-KINENGUE (Denise), Sage-Femme diplômée d'Etat de 3è échelon des cadres de la catégorie B hiérarchie I des Services Sociaux (Santé Publique)

(LE PREMIER MINISIRE)

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant Statut Général des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 59-23 du 30 janvier 1959 fixant les conditions d'intégration dans les cadres des catégories B, C, D, E (actuellement A, B, C, D) des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-130 du 9 mai 1962 fixant le régime des rémunérations des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-195 du 5 juillet 1962 fixant la hiérarchisation des diverses catégories des cadres ;
Vu le décret n° 62-197 du 5 juillet 1962 fixant les catégories et hiérarchies des cadres créées par la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant Statut Général des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-198 du 5 juillet 1962 relatif à la nomination et à la révocation des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 67-50 du 24 février 1967 règlementant la prise d'effet du point de vue de la solde des actes règlementaires relatifs aux nominations, intégrations, reconstitutions de carrière et reclassements notamment en son article 1er § 2 ;
Vu le décret n° 67-304 du 30 septembre 1967 modifiant le tableau hiérarchique des cadres A de l'Enseignement Secondaire abrogeant et remplaçant les dispositions des articles 19, 20 et 21 du décret n° 64-165 du 22 mai 1964 fixant le statut commun des cadres de l'Enseignement ;

Vu le décret n° 73-143 du 24 avril 1973 fixant les modalités de changement de Spécialité applicables aux fonctionnaires de la République Populaire du Congo ;

Vu le décret n° 74-470 du 31 décembre 1974 abrogeant et remplaçant les dispositions du décret n° 62-196 du 5 juillet 1962 fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 80-630 du 27 décembre 1980 portant déblocage des avancements des agents de l'Etat ;

Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions des situations administratives des agents de l'Etat ;

Vu le décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 sur la prise d'effet des avancements et reclassements ;

Vu l'arrêté n° 2087 du 21 juin 1958 fixant le règlement sur la solde des fonctionnaires ;

Vu l'arrêté n° 1108 du 11 février 1986 portant promotion au titre de l'année 1984 de certains fonctionnaires des cadres de la catégorie B, hiérarchie I des services sociaux (Santé Publique) de la République Populaire du Congo en tête : AKOLI-BOMBOKO née MOUDZELE Marie Anne ;

Vu l'arrêté n° 1089 du 26 février 1988 autorisant certains fonctionnaires des services sociaux (Santé Publique) admis sur titre, à suivre un stage de formation en Sciences Infirmières en première année de Licence à l'Institut Supérieur des Sciences de la Santé de Brazzaville en tête ELENGA Jean Pierre (Régularisation) ;

Vu la lettre n° 1409 du 1 août 1988 du Membre du Parti Congolais du Travail, Directeur Administratif et Financier, transmettant le dossier de l'intéressée ;

DECRETE :

Article 1er : En application des dispositions des décrets n° 67-304 du 30 septembre 1967 et 73-143 du 24 avril 1973 susvisés, Mme KOUTAMBOUKOUSSOU née MUNSINGISA-KINENGUE (Denise), Sage-femme Diplômée d'Etat de 3è échelon indice 700 des cadres de la catégorie B hiérarchie I des Services Sociaux (Santé Publique) en service à la Direction Générale de la Santé Publique à Brazzaville, titulaire de la Licence Es-Sciences de la Santé Option : Sciences Infirmières 2è session de 1986, délivrée par l'Université Marien NGOUABI à Brazzaville, est versée dans les cadres de l'Enseignement, reclassée à la catégorie A hiérarchie I et nommée au grade de Professeur des Lycées de 1er échelon indice 830 ACC = Néant.

Article 2 : Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 susvisé, ce reclassement ne roduira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Article 3 : Le présent décret qui prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 16 octobre 1987, date effective de reprise de service de l'intéressée à l'issue de son stage, sera publié au Journal Officiel.

Brazzaville, le 5 juin 1990

Alphonse Souchlaty POATY

Par le Premier Ministre,

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

- DECRET N° 90-260 du 5 juin 1990 portant versement, reclassement et nomination de Mr ELEKA (Jean-Marie), Instituteur Principal de 5è échelon des cadres de la catégorie A hiérarchie II des Services Sociaux (Enseignement).

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant Statut Général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 59-23 du 30 janvier 1959 fixant les conditions d'intégration dans les cadres des catégories BCDE (actuellement ABCD) des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-130 du 9 mai 1962 fixant le régime des rémunérations des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-195 du 5 juillet 1962 fixant la hiérarchisation des diverses catégories des cadres ;

Vu le décret n° 62-197 du 5 juillet 1962 fixant les catégories et hiérarchies des cadres créées par la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-198 du 5 juillet 1962 relatif à la nomination et à la révocation des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 67-50 du 24 février 1967 règlementant la prise d'effet du point de vue de la solde des actes règlementaires relatifs aux nominations, intégrations, reconstitutions de carrière et reclassements notamment en son article 1er § 2 ;

Vu le décret n° 62-426 du 29 décembre 1962 fixant le statut des cadres de la catégorie A des Services Administratifs et Financiers ;

Vu le décret n° 73-143 du 24 avril 1973 fixant les modalités de changement de spécialité applicables aux fonctionnaires de la République Populaire du Congo ;

Vu le décret n° 74-470 du 31 décembre 1974 abrogeant et remplaçant les dispositions du décret n° 62-196 du 5 juillet 1962 fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 80-630 du 27 décembre 1980 portant déblocage des avancements des agents de l'Etat ;

Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions des situations administratives des agents de l'Etat ;

Vu le décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 sur la prise d'effet des avancements et reclassements ;

Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre :

Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 2087 du 21 juin 1958 fixant le règlement sur la solde des fonctionnaires ;

Vu l'arrêté n° 7339 du 26 décembre 1988 portant promotion au titre de l'année 1987 de certains Instituteurs Principaux des cadres de la catégorie A hiérarchie II des Services Sociaux (Enseignement) en tête : AMPION Jacques ;

Vu l'arrêté n° 3586 du 7 juillet 1989 autorisant certains fonctionnaires déclarés définitivement admis au concours professionnel à suivre un stage de formation à l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature de Brazzaville en tête : MOTOULA Louis Noël (Régularisation) ;

Vu la lettre n° 1063 du 4 octobre 1989 du Directeur de Cabinet à la Présidence de la Commission du Plan et de l'Economie transmettant le dossier de l'intéressé ;

DECRETE :

Article 1er : En application des dispositions combinées des décrets n° 62-426 du 29 décembre 1962 et 73-143 du 24 avril 1974 susvisés, Mr ELEKA (Jean-Marie), Instituteur Principal de 5° échelon, indice 1020 des cadres de ma catégorie A hiérarchie II des services sociaux (Enseignement) en service à Brazzaville, titulaire du Diplôme de l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature Filière "Budget" délivré par l'Université Marien NGOUABI à Brazzaville, est versé dans les cadres des Services Administratifs et Financiers (Administration Générale) reclassé à la catégorie A hiérarchie I et nommé Administrateur des SAF de 4° échelon indice 1110 ACC = NEANT.

Article 2 : Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 susvisé, ce reclassemen' ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Article 3 : Le présent décret qui prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 2 mai 1989, date effective de reprise de service de l'intéressé à l'issue de son stage, sera publié au Journal Officiel.

DA

Brazzaville, le 5 juin 1990

Alphonse Souchlaty POATY

Par le Premier Ministre

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

- DECRET N° 90-261 du 5 juin 1990 portant inscription au tableau d'avancement au titre de l'année 1989 de certains Fonctionnaires des cadres de la catégorie A hiérarchie I des Services Administratifs et Financiers (Travail et Administration Générale) et dressant la liste des Fonctionnaires de ces mêmes cadres avançant à l'ancienneté à trois ans.

(LE PREMIER MINSITRE)

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des Fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-130 du 9 mai 1962 fixant le régime des rémunérations des Fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-197 du 5 juillet 1962 fixant les catégories et hiérarchies des cadres créées par la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des Fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-198 du 5 juillet 1962 relatif à la nomination et à la révocation des Fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-426 du 29 décembre 1962 fixant le statut commun des cadres de la catégorie A des SAF ;
Vu le décret n° 65-170 du 25 juin 1965 règlementant l'avancement des Fonctionnaires ;
Vu le décret n° 74-470 du 31 décembre 1974 abrogeant et remplaçant les dispositions du décret n° 62-196 du 5 juillet 1962 fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions des situations administratives des agents de l'Etat ;
Vu le décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 sur la prise d'effet des avancements et reclassements ;
Vu l'arrêté n° 2087 du 21 juin 1958 fixant le règlement sur la solde des fonctionnaires ;
Vu les procès-verbaux de la Commission Administrative Paritaire d'avancement réunie à Brazzaville le 10 janvier 1990 ;

DECRETE :

Article 1er : Sont inscrits au tabl d'avancement au titre de l'année 1989, fonctionnaires des cadres de la catégor hiérarchie I des Services Administratif Financiers (Travail et Administration G rale) dont les noms suivent :

A - TRAVAIL

1 - ADMINISTRATEURS

Pour le 2è échelon à 2 ans

MALONGA (Cyriaque Anicet)
NKOUNKOU BANTSIMBA (Célestine)
POATY (Raymond)
TCHITEMBO (Jean François)

Pour le 3è échelon à 2 ans

KONONGO-ONGUEME (Calixte)
MAFOUENI LOUNANGOU (Joseph)

Pour le 4è échelon à 2 ans

NZABA-BOUENDE
NZAMBI (Godefroid)
MAHOUNGOU-TEKANIMA (Frédéric)
TOME (Bernard Casimir)
SAMBA (Julien Odilon)
BABELANA née KINKONDA (Anne).

Pour le 5è échelon à 2 ans

ATIPO (Boniface Célestin)
BONDZA née KINIONGONO (Mariette)
MANKESSI (Eugène)

Pour le 6è échelon à 2 ans

KOSSO (Joseph Elie Dieudonné)
MALONGA (Yvette Denise)
OUBOTH (Charles)

2 - ADMINISTRATEURS EN CHEF

Pour le 1er échelon à 2 ans

NZABA (Anatôle)
NTSIKAZOLO (Frédéric)
MATONDO (Joseph)
DIANGOUAYA (Gabriel)

Pour le 2è échelon à 2 ans

FILA née LEMINA (Isabelle)

B - ADMINISTRATION GENERALE

1° - ADMINISTRATEURS

Pour le 2è échelon à 2 ans

MOUNGALA (Antoine)
NGOMA (Léonard)
OKANDZI (Nicolas)
SOMBONIYO MATOUBELA (Denis Dieudonné)
MAVOUNGOU (Jérôme)
DIETOUHANGANA (Théophile)
NGANFOUOMO (Charles)
NZOCKOT THOKOLO (Jean De Dieu)
SAMBA (Gaston)
AYA (Constant)
COTODY MAGOUD (Biconite)

A 30 MOIS

NKANZA (Joseph)
MAVOUNGOU KOKOLO (Jean)
GOUAMA (Pierre Arthur)

Pour le 3è échelon à 2 ans

KENGUEPOKO (Marie Martial Félicité)
BOPELE EBAMBA (Henri)
OLONGUE (David)
BANGAYALA (Fulbert)
ABOURI NDAM
BABOUANA (Jonas)
OPOMBA NGONDO (Léopold)
MIZIDY BAVOUEZA (Ernest Bonaventure)
NGOKOUBA (Jean Vincent)
KOLELA KOUKA (Jean Vital Fructueux)
MAHOUELE (Gaston)
KIBIMI
BANIMBA (Marthe Claire)
MOUANGOUEYA (Daniel)
ACKONDJO (Jean Christophe)
BIZIKY MAYANGA Jean Noël)
DIMOU (Fidèle)
ITOUA (Guy Gaston)
ELENGA (Céline Albertine)
SITUWE OUATOULA (Séraphin)
NOMBO MAVOUNGOU (Louis Marie)
MOUNGONDO (Albert)
BIPFOUMA Eugène)
ELENGA (Jean François)
SAMBA (Antoine)
BALANDAMIO (Florent)
YOBO (Hubert)
MABANDZA (Joseph)
MAGANGA (Colette)
MBOUSSA (Samuel)
MIERE (Gilles Hyacinthe)
NZAOU (Georges)
ABIALO (Benjamin)

Pour le 3è échelon à 2 ans

MALANDA née LOUVOUANDOU (Madeleine)
MAMPOUYA née MIAZABAKANA (Marguerite)
MIERE (Claude Isidore)
MOUANGOU (Antoine)
NDALA (Aaron)
NKOUKILI (Victor)
NTELANKE née KOUCKANGHA BOUEKASSA (Jeannette)
NZALANKAZI (Jacqueline Claire)

A 30 MOIS

BASSOUAMINA (Albert)
KIBOURI (Jean Claude)
MBOSSA (André)
MAMPACKA (Thomas)
MALELA (Adolphe)
PANGOU (Charlotte)

Pour le 4 è échelon à 2 ans

KAMBA (André)
MASSAMBA (Jean Gabriel Félix)
EOUOTOUMBA (Gabriel)
NZOBADILA (Françoise)
TATY (Célestine)
OMBEROWA (Bienvenu)
TALA BONAZEBI BIZA (Célestine)
KARIMU GALIU
MOLE (Jean)
NTSIEME (Christine)
AKETA (Jérôme)
BOULINGUI (Vincent de Paul)
KOUMBA (Martin)
KENTONI (Auguste)
LOEMBA GOMA (André)
TONI (Abraham)
MALANDA née GOMA (Clémentine)
MALONGA (Gaëtan)
LIBOULA (Christine Gisèle)
MANOUNOU (Joseph)
MONGO (Serge Clôtaire)
MPASSI (Albert)
SITA (Bernadette)
MOUKALA MANGAYI
NKOUNKOU (Alphonse)
MOUNZENZE (Marguerite)
NGASSI (Théogène)
NZOMONO BALENDA (André)
ONDONGO (Albertin)
KIBA-GAMPINI (Louis Nazaire)
GOYAUD (Antoine)
COMBO MATSIONA née HAZOUME (Léocadie Mathurine)
MAFOUMBA (Léonard)
OKO MOUANDZIBI
BENGUE (Luc)
MBOU (Michel)
NGOMA (Etienne)
NITOU née KIBELOLO (Lucie)

Pour le 4è échelon à 2 ans

NKOUKA (Athanase)
OMBOUAKOU (Louis)
ONDONGO (Albert)
SITA (Jean Baptiste)
SOUNGA KOUBA (Hermès M. Joseph)
TSALAKA (Albert)
ANVOYA (Jean)
AKOUALA MPAN (Emmanuel)
ANDZOLO (Antoine)
BANGUID (Marie Lourdes)
BOUANGA KALOU née
FICKAT SISSILA (M. Louise)
IBOBI OBAKA (Gaston)
DIBENZI (Martin)
LOUZOLO née MAYELA (Hélène Joséphine)
NIAMBI (Blaise)
MAVOUNGOU (Raphaël)
MBOUNGOU DITOMENE (Bertin Robert)
MPIKA MFOUTOU
NZINO (Edouard)
NGOMA (Dominique)
NGUEMPIO (Alphonse)
ONDAYE (Jean Baptiste)
ONZE ELENGA (Jean)
SAH NGAMI (Jean Pierre)
BANZUZI NSIMBA
OBAMI MONGO (Bernard)
SERVICE (Etienne Marcel Denis)
MOLOMBA (Léopold)
ONANGA (Jean Alfred)
MABIALA (Dieudonné)
TSIAKAKA (René)
LOUBANDA (Théodore)
MVILA (Anaclet Claver)
BIZONGO née KINZOUNZA (Marie Noëlle)
MAKELE (Jeanne Anicette)
TOUKOULOU (Bernard)
NGUEKOUA (Léonard)
ETROUBEKA (Bruno)
MAMBOUANA (Gilbert)
MENGA (Henri)
MOMBO NZAOU née KIKESSI (Marie Jeanne)
NSONDE (Etienne)
YACA (Norbert)

A 30 MOIS

ASSOUA née OLEA (Gabrielle)
MANTSOUMBOU (Benjamin)
ONOUKA (Jean Maurice)
MPAN (Albert Ochemine)
NKABA (Crépin Blaise)
KEFOKOULA
LEBEKA-MOUDILOU (Patrice)
OKEMBA (Casimir
MANCKOUNDIA (Béatrice Marie Claire)
BOUHOUAYI (Marie Noëlle)

Pour le 5è échelon à 2 ans

SILOU (Gabriel)
YOULOU (Jean Didier)
MASSAMBA (Anaclet)
MASSAMBA (Paul)
MFINA (André)
OKO OLINGOBA
MAKANGA (Monique)
SOLO (Dominique)
MOELET (Jean)
NDION (Albertine)
BAKALA (FLavien)
NKOUNKOU (Charles Jean Mathias)
DIAZOLAKANA (Angélique)
MAMPASSI (Célestin)
MANKASSA née MOUSSAMBOTE (Victorine)
MASSAMBA (Etienne)
MBOULOU (Raymond Zéphirin)
MBONGO (Edouard)
MOULENE (Camille)
SAMBA (Gaspard)
SAYA (Martin Henri)
SENGOMONA-GANGOULA (Béatrice)
NKODIA (Jean Louis)
MOKOKO (Guillaume)
MIKOUIZA (Jérôme)
NTSEMI née NZOUZI (Yvonne Bernadette)
TATY BAYONNE
EKIA (Albert)
NIOMBELLA née MOBOMBO LOBALI (Alice)
NDJOBO (Lambert)
TENTOKOLO (André)
BATHEAS (Jean Marie)
ADZABI (Alain)
MOUANGA (Vincent)
ABALI (Gilbert)
BADILA (Maurice)
NGAYALA (Victor)
MITCHA (Corneille)
MOUASSA (François)
MBETTE NKAYA (Georges)
MVILA (Godefroy Léon)
BOKAMBA (Chéry Pascal)
DZABA NIEME (Charles Sébastien)

A 30 MOIS

MOULENE née BOUANGA MOUKOKO (Rose)
IKEMO (Théodore)
DZON (Boniface)
KOUBEMBA (Daniel)
MAYALA (Pierre)
DJIMBI LOEMBETH (François)
MAKOME (Marcel)
TSANA MBEMBA (Alexandre)
MABIALA (Jean)
MALONGA (Noël Colbert)
OYOBE née KONDE (Yvette)
MAHOUNGOU (Samuel)
MIAKATSINDILA (Jean Baptiste)

Pour le 6è échelon à 2 ans

BIAHUILA (Albert)
MBANZOULOU (Suzanne)
NGOLO (Albert)
BANZOUZI (Paul)
BOUNGOU MABIALA (Alphonse)
OKONDZA (Gilbert)
NGONGO (Joseph)
MOUKOURI (Adolphe)
TSATHY (Lambert Patrice)
BANVIDI (Antoine)
BAYENI (André)
BITSI-MAGANGA (Goualbert Ange)
DABIRA (Antoine)
GUEMBO (Laurent)
IBARA (Jean Baptiste)
IBOBI (Marcel)
ISSANGA-ISSANGA (Fabrice)
MABIKA (Paul)
MADILA (Messac)
MAFOUMBA (Françoise)
MAKAYA (Corentin)
MAMBOU (Jean De Dieu Frédéric)
MBALOULA (Alexandre Rémy Jean Frédéric)
TABA-GOMA (Jean Félix)
DIAMONEKA (Pascal)
MILANDOU (Pascal)
NGANGOLI (Etienne)
NGUIET (Maurice)
EBA GATSE (Pierre)
N'DZI (Maurice)
LOULENDO (Alphonse)
LOUMINGOU (Barthélémy)

A 30 MOIS

ETOUA (Georges)
LASSY (Antoine)
TSIBA (Michel Ange)
OUKOUNGUILA (Daniel)
LOUHANANA (Julien)
MOSSA (Pierre)
BABAKILA (Félicien)

Pour le 7è échelon à 2 ans

MITSINGOU POUMBA (Martin)
MVOULA GOMA (Guy Antoine)
BAMANGA (Job Jacob)
BISSOMBOLO MOUSSOUNDA
LOUBASSOU (Gabriel)
MABONZO (Emile)
NZINGOULA (Bernard)

A 30 MOIS

OUOSSO (Emile)
LEBY (Marie Noël)
MIKELE (Jérôme Roland)
MIKIA-DEBA (Daniel)
MOULIE (Antoine)

Pour le 8è échelon à 2 ans

DJOMBO (Henri)
DONYAM ONDONG (Philebare Jean)
MAMADOU KAMARA
MPISSUKIDI LUVILA BIKELLAY
NGOULOU MOUTIMA (Gaston)
SAMBA (Marcel)
KABA (Bertin)
MBOMA (Georges)

A 30 MOIS

KOUKA (Alphonse)
MATINGOU (Godefroy)
SOUMBOU (Jean Baptiste)

Pour le 9è échelon à 2 ans

SOUNGOU (Victor)
MOUSSA (Albert)
NGANGOUE (Gualbert)
ELANGA (Germain)

2 - ADMINISTRATEURS EN CHEF

Pour le 1er échelon à 2 ans

VOUAMA (Jean Charles)
SAMBA KAMPOTO (Michel)
METALA (Maurice)
NZOBADILA (Alexandre)
AFOULATSAN (Samuel)
BIKOU MBYS (Honoré)
DANGHAT (Gilbert)
BOUKONO (Albert)
OKOYE (Alphonse)
BOUKAKA (Paul)
KOUMBA (Justin)
SABOUKOULOU (Boniface)
LIBILLY (François Richard)
ENKOURA (François Yvon)
NGOLO (Prosper)
NGATSIEBE (Jean)
DIANZINGA (André)
SAMBA (Jean Jacques)
MOMENGOH (Médard Gabriel)
MOKIMA (Joseph Gabriel)
NGAMBOLO (Sylvain)
BIRANGUI (François Magloire)
BAOUMINA (Joël)

Pour le 2è échelon

DOYERE (Philippe)
KIANDANDA (Jacob)
KIMBEMBE (Hyppolite)
ESSANGO (Mathieu)
OKOUELE (Emmanuel)
TCHIVONGO (Germain)
NKOUOM (Marcel)
EKEON (Edouard Gustave)

Pour le 2è échelon à 2 ans

LIKEBA (Jean François)
GULU (Paul)
NIAMBI (Benjamin)

Pour le 3è échelon à 2 ans

BAKATOLA (Jean Emmanuel)
BOUNGOU TSATOU (Gaston)
GAMI OPOUKOU (Christophe)
LANDOU (Samuel)
ANZENE POUNKOUO (Désiré)
DIAFOUKA (Félicien)
BOKO MISSAKALA (Philippe)
LOMBI (Hyppolite)
GOLALI (Zacharie)
BESSALAM née PASSI (Claudine)
MADZENGUE YOUNOUS
ONANGA (Jean Pierre)
NGONO (Emmanuel)
NDENGUE (Odilon)

Pour le 4è échelon à 2 ans

BOBONGO (Denis)
MOUELE (Marcel)
NGOULOU (Félix)
ONDZIE (Daniel)
WAMBA BERRY
MOUSSABOU (Victor Bruno)
SOCKY (Jean Pierre)

Article 2 : Avanceront en sonséquence à l'ancienneté à trois ans.

ADMINISTRATION GENERALE

Pour le 2è échelon

BASSOA (Xavier)
BATCHI (Gabriel)
ELENGA (Alexandre)

Pour le 3è échelon

BIANGUE (Jean Aimé)
MOUNTOLE MONGONZO née OKABANDE (M. Léontine)
MBOUNDZA IMANGUE
SONGO (Gabriel)
SAMBA (Claude Athanase)

Pour le 4è échelon

KOUNKOU (Auguste)
MOUKILA (Albert Jean Aimé)

Pour le 6è échelon

BONAZEBI (Philippe)
ADOUA (Michel)

Pour le 8è échelon

NDINGA (Jean Michel)

Article 3 : Le présent décret sera publié au Journal Officiel.

Brazzaville, le 5 juin 1990

Alphonse Souchlaty POATY

Par le Premier Ministre,

Le Ministre du Travail
et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

- DECRET N° 90-262 du 5 juin 1990 portant promotion au titre de l'année 1989 de certains Fonctionnaires des cadres de la catégorie A hiérarchie I des Services Administratifs et Financiers (Travail et Administration Générale) en tête : MALONGA (Cyriaque Anicet)

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des Fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-130 du 9 mai 1962 fixant le régime des rémunérations des Fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-197 du 5 juillet 1962 fixant les catégories et hiérarchies des cadres créées par la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des Fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-198 du 5 juillet 1962 relatif à la nomination et à la révocation des Fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-426 du 29 décembre 1962 fixant le statut commun des cadres de la catégorie A des SAF ;
Vu le décret n° 65-170 du 23 juin 1965 règlementant l'avancement des Fonctionnaires :

Vu le décret n° 74-470 du 31 decembre 1974 abrogeant et remplaçant les dispositions du décret n° 62-196 du 5 juillet 1962 fixant les échelonnements indiciaires des Fonctionnaires ;

Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement

Vu le décret n° 89-640 du 31 décembre 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions des situations administratives des agent de l'Etat ;

Vu le décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 sur la prise d'effet des avancements et reclassements ;

Vu l'arrêté n° 2087 du 21 juin 1958 fixant le règlement sur la solde des Fonctionnaires ;

Vu le décret n° 90-261 du 5 juin 1990 portant inscription au tableau d'avancement au titre de l'année 1989 les fonctionnaires des cadres de la catégorie A hiérarchie I des Services Administratifs et Financiers (Travai et Administration Générale)

DECRETE :

Article 1er : Sont promus aux échelons ci-après au titre de l'année 1989, les Fonctionnaires des cadres de la catégorie A hiérarchie I des Services Administratifs et Financiers (Travail et Administration Générale) dont les les noms suivent, ACC = néant.

A - TRAVAIL

1 - ADMINISTRATEURS

Au 2è échelon indice 890

| | | |
|---|---|---|
| MALONGA (Cyriaque Anicet) | p-c du 24 février | 1989 |
| NKOUNKOU BANTSIMBA (Célestine) | 3 novembre | 1989 |
| POATY (Raymond) | 7 janvier | 1989 |
| TCHITEMBO (Jean François) | 24 février | 1989 |

Au 3è échelon indice 1010

| | | |
|---|---|---|
| KONONGO ONGUEME (Calixte) | 15 juin | 1989 |
| MAFOUENI LOUNANGOU (Joseph) | 18 septembre | 1989 |

Au 4è échelon indice 1110

| | | |
|---|---|---|
| NZABA BOUENDE | 2 janvier | 1989 |
| NZAMBI (Godefroid) | 26 février | 1989 |
| MAHOUNGOU TEKANIMA (Frédéric) | 26 août | 1989 |
| TOME (Bernard Casimir) | 12 janvier | 1989 |
| SAMBA (Julien Odilon) | 29 mars | 1989 |
| BABELANA née KINKONDA (Anne) | 9 juillet | 1989 |

Au 5è échelon indice 1190

| | | |
|---|---|---|
| ATIPO (Boniface Célestin) | 22 février | 1989 |
| BONDZA née KINIONGONO (Mariette) | 23 juillet | 1989 |
| MANKESSI (Eugène) | 11 avril | 1989 |

Au 6è échelonindice 1300

| | | |
|---|---|---|
| KOSSO (Joseph Elie Dieudonné) | 6 août | 1989 |
| MALONGA (Yvette Denise) | 2 janvier | 1989 |
| OUBOTH (Charles) | 8 février | 1989 |

2 - ADMINISTRATEURS EN CHEF

Au 1er échelon indice 1520

| | | |
|---|---|---|
| NZABA (Anatole) | 21 septembre | 1989 |
| NTSIKAZOLO (Frédéric) | 1 mars | 1989 |
| MATONDO (Joseph) | 7 août | 1989 |
| DIANGOUAYA (Gabriel) | 3 octobre | 1989 |

Au 2è échelon indice 1680

| | | |
|---|---|---|
| FILA née LEMINA (Isabelle) | 4 décembre | 1989 |

B - ADMINISTRATION GENERALE

1 - ADMINISTRATEURS

Au 2è échelon indice 890

| | | |
|---|---|---|
| NKANZA (Joseph) | p-c du 1octobre | 1989 |
| MOUNGALA (Antoine) | 1 avril | 1989 |
| NGOMA (Léonard) | 1 avril | 1989 |
| OKANDZI (Nicolas) | 1 avril | 1989 |
| SOMBONIYO MATOUBELA (Denis Dieudonné) | 1 avril | 1989 |
| MAVOUNGOU (Jérôme) | 27 mars | 1989 |
| DIETOUHANGANA (Théophile) | 27 mars | 1989 |
| NGAMFOUOMO (Charles) | 27 mars | 1989 |
| NZOCKOT THOKOLO (Jean De Dieu) | 2 juin | 1989 |
| MAVOUNGOU KOKOLO (Jean) | 10 août | 1989 |
| SAMBA (Gaston) | 31 mars | 1989 |
| GOUAMA (Pierre Arthur) | 1 octobre | 1989 |
| COTODY MAGOUD (Biconite) | 8 juin | 1989 |

Au 3è échelon indice 1010

| | | |
|---|---|---|
| BASSOUAMINA (Albert | p-c du 24septembre | 1989 |
| KENGUEPOKO (Marie Martial Félicité) | 18 mars | 1989 |
| BOPELE EBAMBA (Henri) | 5 mai | 1989 |
| OLONGUE (David) | 17 mars | 1989 |
| BANGAYALA (Fulbert) | 16 avril | 1989 |
| MABANZA (Joseph) | 25 janvier | 1989 |
| KIMBOURI (Jean Claude) | 15 octobre | 1989 |
| ABOURI NDAM | 2 janvier | 1989 |
| BABOUANA (Jonas) | 24 mars | 1989 |
| MBOSSA (André) | 10 septembre | 1989 |

OPOMBA NGONDO (Léopold) 15 avril 1989
MIZIDY BAVOUEZA (Ernest Bonaventure) 24 mars 1989
NGOKOUBA (Jean Vincent) 28 mars 1989
KOLELA KOUKA (Jean Vital Fructueux) 9 mai 1989
MAHOUELE (Gaston) 10 avril 1989
KIBIMI 15 février 1989
BANIMBA (Marthe Claire) 20 février 1989
MOUANGOUEYA (Daniel) 21 août 1989
ACKONDJO (Jean Christophe) 31 mai 1989
BIZIKY MAYANGA (Jean Noël) 28 juillet 1989
DIMOU (Fidèle) 8 mai 1989
ITOUA (Guy Gaston) 5 décembre 1989
ELENGA (Céline Albertine) 2 juillet 1989
SITUWE OUATOULA (Séraphin) 19 juin 1989
NOMBO MAVOUNGOU (Louis Marie) 30 octobre 1989
MOUNGONDO (Albert) 9 novembre 1989
BIPFOUMA (Eugène) 10 avril 1989
ELENGA (Jean François) 23 janvier 1989
SAMBA (Antoine) 23 juillet 1989
BALANDAMIO (Florent) 9 février 1989
YOBO (Hubert) 31 juillet 1989
MAGANGA (Colette) 16 août 1989
MBOUSSA (Samuel) 27 janvier 1989
MIERE (Gilles Hyacinthe) 23 janvier 1989
NZAOU (Georges) 21 avril 1989
ABIALO (Benjamin) 10 décembre 1989
MALANDA née LOUVOUANDOU (Madeleine) 7 janvier 1989

Au 3è échelon indice 1010

MAMPOUYA née MIAZABAKANA (Marguerite) p-c du 18 novembre 1989
MALELA (Adolphe) 18 novembre 1989
MIERE (Claude Isidore) 28 mars 1989
MOUANGOU (Antoine) 5 octobre 1989
NDALA (Aaron) 31 mai 1989
NKOUKILI (Victor) 14 janvier 1989
NTELANKE née KOUCKANGHA BOUEKASSA (Jeannette) 1 août 1989
PANGOU (Charlotte) 5 novembre 1989
NZALANKAZI (Jacqueline Claire) 19 mai 1989

Au 4è échelon indice 1110

KAMBA (André p-c du 18 mai 1989
MASSAMBA (Jean Gabriel Félix) 5 novembre 1989
ASSOUA née OLEA (Gabrielle) 24 août 1989
EOUOTOUMBA (Gabriel) 8 février 1989
NZOBADILA (Françoise) 28 juin 1989
TATY (Célestine) 16 février 1989
OMBEROWA (Bienvenu) 24 janvier 1989
TALA BONAZEBI BIZA (Célestine) 9 mai 1989
KARIMU GALIU 1 mai 1989
MOLE (Jean) 4 juin 1989
NTSIENE (Christine) 18 juin 1989
AKETA (Jérôme) 14 février 1989
BOULINGUI (Vincent de Paul) 14 février 1989
KOUMBA (Martin) 1 octobre 1989
KENTONI (Auguste) 8 février 1989

| | |
|---|---|
| LOEMBA GOMA (André) | 25 février 1989 |
| TONI (Abraham) | 12 décembre 1989 |
| MALANDA née GOMA (Clémentine) | 1 octobre 1989 |
| MALONGA (Gaëtan) | 1 octobre 1989 |
| LIBOULA (Christine Gisèle) | 24 mars 1989 |
| MANOUNOU (Joseph) | 14 février 1989 |
| MONGO (Serge Clotaire) | 5 juin 1989 |
| MPASSI (Albert) | 23 janvier 1989 |
| SITA (Bernadette) | 11 juillet 1989 |
| MOUKALA MANGAYI | 12 novembre 1989 |
| NKOUNKOU (Alphonse) | 11 juillet 1989 |
| MOUNZENZE Marguerite | 4 juillet 1989 |
| NGASSI (Théogène) | 9 novembre 1989 |
| NZOMONO BALENDA (André) | 1 septembre1989 |
| ONDONGO (Albertin) | 2 novembre 1989 |
| KIBA-GAMPINI (Louis Nazaire) | 14 février 1989 |
| GOYAUD (Antoine) | 14 février 1989 |
| COMBO MATSIONA née HAZOUME (Léocadie Mathurine) | 14 octobre 1989 |
| MAFOUMBA (Léonard) | 11 février 1989 |
| OKO MOUNDZIBI | 19 avril 1989 |
| MBENGUE (Luc) | 1 octobre 1989 |
| MBOU (Michel) | 14 février 1989 |
| NGOMA (Etienne) | 14 février 1989 |
| NITOU née KIBELOLO (Lucie) | 1 octobre 1989 |
| NKOUKA (Athanase) | 14 février 1989 |
| OMBOUAKOUI (Louis) | 1 octobre 1989 |
| ONDONGO (Albert) | 1 octobre 1989 |
| ONOUKA (Jean Maurice) | 8 juillet 1989 |
| SITA (Jean Baptiste) | 14 févier 1989 |
| SOUNGA KOUBA (Hermès M. Joseph) | 1 octobre 1989 |
| TSALAKA (Albert) | 23 juin 1989 |
| ANVOYA (Jean) | 14 août 1989 |
| AKOUALA MPAN (Emmanuel) | 12 mars 1989 |

Au 4è échelon indice 1110

| | |
|---|---|
| ANDZOLO (Antoine) | p-c du 12 mars 1989 |
| BOUANGA KALOU née FICKAT SISSILA (Marie Louise) | 15 mars 1989 |
| IBOBI OBAKA (Gaston) | 16 mars 1989 |
| DIBENZI (Martin) | 23 janvier 1989 |
| BANGUID (Marie Lourdes) | 13 juin 1989 |
| LOUZOLO née MAYELA (Hélène Joséphine) | 17 juillet 1989 |
| NIAMBI (Blaise) | 29 mars 1989 |
| MAVOUNGOU (Raphaël) | 14 juin 19891989 |
| MBOUNGOU DITOMENE (Bertin) | 26 mars 1989 |
| MPIKA MFOUTOU | 25 juin 1989 |
| NZINI (Edouard) | 16 décembre 1989 |
| NGOMA (Dominique) | 17 mars 1989 |
| NGUEMPIO (Alphonse) | 12 mars 1989 |
| ONDAYE (Jean Baptiste) | 14 mai 1989 |
| ONZE ELENGA (Jean) | 18 juin 1989 |
| SAH NGAMI (Jean Pierre) | 13 novembre 1989 |
| BANZUZI NSIMBA | 14 juin 1989 |
| OBAMI MONGO (Bernard) | 11 juillet 1989 |
| SERVICE (Etienne Marcel) | 23 juillet 1989 |
| MOLOMBA (Léopold) | 27 septembre1989 |
| ONANGA (Jean Alfred) | 2 juillet 1989 |
| MABIALA (Dieudonné) | 12 septembre1989 |
| TSIAKAKA (René) | 17 septembre1989 |
| LOUBANDA (Théodore) | 2 janvier 1989 |
| MVILA (Anaclet Claver) | 6 décembre 1989 |

| | | | |
|---|---|---|---|
| BIZONGO née KINZOUNZA (M. Noëlle) | 30 | mai | 1989 |
| MAKELE (Jeanne Anicette) | 25 | décembre | 1989 |
| TOUKOULOU (Bernard) | 12 | mars | 1989 |
| MANCKOUNDIA (Béatrice) | 6 | août | 1989 |
| NGUEKOUA (Léonard) | 3 | décembre | 1989 |
| ETROUBEKA (Bruno) | 16 | mai | 1989 |
| MAMBOUANA (Gilbert) | 14 | février | 1989 |
| MENGA (Henri) | 12 | janvier | 1989 |
| MOMBO NZAOU née KIKESSI (Marie Jeanne) | 7 | février | 1989 |
| NSONDE (Etienne) | 5 | janvier | 1989 |
| YACA (Norbert) | 24 | août | 1989 |

Au 5è échelon indice 1190

| | | | |
|---|---|---|---|
| SILOU (Gabriel) p-c du | 14 | janvier | 1989 |
| YOULOU (Jean Didier) | 12 | novembre | 1989 |
| MASSAMBA (Anaclet) | 3 | août | 1989 |
| MASSAMBA (Paul) | 6 | octobre | 1989 |
| MFINA (André) | 7 | mars | 1989 |
| OKO OLINGOBA | 18 | juillet | 1989 |
| MAKANGA (Monique) | 29 | septembre | 1989 |
| SOLO (Dominique) | 13 | mai 1989 | 1989 |
| MOELET (Jean) | 1 | octobre | 1989 |
| NDION (Albertine) | 15 | novembre | 1989 |
| BALAKA (Flavien) | 17 | février | 1989 |
| IKEMO (Théodore) | 7 | octobre | 1989 |
| NKOUNKOU (Charles Jean Mathias) | 31 | mars | 1989 |
| DIAZOLAKANA (Angélique) | 23 | janvier | 1989 |
| MAMPASSI (Célestin) | 29 | mars | 1989 |
| MANKASSA née MOUSSAMBOTE (Victorine) | 8 | septembre | 1989 |
| MASSAMBA (Etienne) | 12 | octobre | 1989 |
| MBOULOU (Raymond Zéphyrin) | 3 | août | 1989 |
| MBONGO (Edouard) | 18 | novembre | 1989 |
| MOULENE (Camille) | 30 | septembre | 1989 |

Pour le 5è échelon indice 1190

| | | | |
|---|---|---|---|
| SAMBA (Gaspard) p-c du | 8 | novembre | 1989 |
| SAYA (Martin Henri) | 19 | novembre | 1989 |
| SENGOMONA NGANGOULA (Béatrice) | 8 | novembre | 1989 |
| NKODIA (Jean Louis) | 16 | novembre | 1989 |
| MOKOKO (Guillaume) | 2 | mai | 1989 |
| MIKOUIZA (Jérôme) | 26 | septembre | 1989 |
| NTSEMI née NZOUZI (Yvonne Bernadette) | 29 | mai | 1989 |
| TATY BAYONNE | 15 | octobre | 1989 |
| EKIA (Albert) | 17 | juillet | 1989 |
| NIOMBELLA née MBOBOMBO LOBALI (Alice) | 20 | avril | 1989 |
| NDJOBO (Lambert) | 2 | avril | 1989 |
| TENTOKOLO (André) | 13 | juin | 1989 |
| TSANA MBEMBA (Alexandre) | 19 | août | 1989 |
| BATHEAS (Jean Marie) | 18 | février | 1989 |
| ADZABI (Alain) | 28 | janvier | 1989 |
| MOUANGA (Vincent) | 26 | juillet | 1989 |
| ABALI (Gilbert) | 5 | octobre | 1989 |
| MABIALA (Jean) | 4 | octobre | 1989 |
| BADILA (Maurice) | 23 | janvier | 1989 |
| NGAYALA (Victor) | 13 | septembre | 1989 |
| MITCHA (Corneille) | 27 | juillet | 1989 |
| MOUASSA (François) | 16 | février | 1989 |
| MAHOUNGOU (Samuel) | 24 | septembre | 1989 |
| MBETTE NKAYA (Georges) | 7 | avril | 1989 |
| MVILA (Godefroy Léon) | 9 | avril | 1989 |

| | | | |
|---|---|---|---|
| BOKAMBA (Chéry Pascal) | 10 | mai | 1989 |
| DZABA NIEME (Charles Sébastien) | 1 | juillet | 1989 |

Au 6è échelon indice 1300

| | | | |
|---|---|---|---|
| BIAHUILA (Albert) | 28 | décembre | 1989 |
| ETOUA (Georges) | 5 | novembre | 1989 |
| LASSY (Antoine) | 23 | septembre | 1989 |
| MBANZOULOU (Suzanne) | 18 | mai | 1989 |
| NGOLO (Albert) | 5 | janvier | 1989 |
| TSIBA (Michel-Ange) | 6 | novembre | 1989 |
| BOUNGOU MABIALA (Alphonse) | 15 | décembre | 1989 |
| BANZOUZI (Paul) | 10 | octobre | 1989 |
| OKONDZA (Gilbert) | 1 | août | 1989 |
| NGONGO (Joseph) | 2 | mai | 1989 |
| OUKOUNGUILA (Daniel) | 24 | août | 1989 |
| MOUKOURI (Adolphe) | 3 | novembre | 1989 |
| TSATHY (Lambert Patrice) | 15 | décembre | 1989 |
| BANVIDI (Antoine) | 10 | janvier | 1989 |
| BAYENI (André) | 10 | mai | 1989 |
| BITSI-MAGANGA (Goualbert Ange) | 10 | juillet | 1989 |
| DABIRA (Antoine) | 20 | octobre | 1989 |
| GUEMBO (Laurent) | 8 | janvier | 1989 |
| IBARA (Jean-Baptiste) | 5 | septembre | 1989 |
| IBOBI (Marcel) | 7 | septembre | 1989 |
| ISSANGA ISSANGA (Fabrice) | 17 | juillet | 1989 |
| MABIKA (Paul) | 17 | juillet | 1989 |
| MADILA (Messac) | 21 | novembre | 1989 |
| MAFOUMBA (Françoise) | 13 | décembre | 1989 |
| MAKAYA (Corentin) | 27 | décembre | 1989 |
| MAMBOU (Jean De Dieu | 26 | septembre | 1989 |
| MBALOULA (Alexandre Rémy Jean Frédéric) | 17 | janvier | 1989 |
| TABA GOMA (Jean Félix) | 3 | octobre | 1989 |
| DIAMONEKA (Pascal) | 18 | novembre | 1989 |
| MILANDOU (Pascal) | 23 | octobre | 1989 |

Au 6è échelon indice 1300

| | | | |
|---|---|---|---|
| NGANGOLI (Etienne | p-c du 18 | mai | 1989 |
| NGUIET (Maurice) | 6 | juin | 1989 |
| EBA GATSE (Pierre) | 16 | août | 1989 |
| NDZI (Maurice) | 25 | août | 1989 |
| LOULENDO (Alphonse) | 17 | janvier | 1989 |
| LOUMINGOU (Barthélémy) | 29 | mai | 1989 |

Au 7è échelon indice 1420

| | | | |
|---|---|---|---|
| MITSINGOU POUMBA (Martin) | 15 | mars | 1989 |
| MVOULA GOMA (Guy Antoine) | 15 | mars | 1989 |
| OUOSSO (Emile) | 15 | septembre | 1989 |
| BAMANGA (Job Jacob) | 30 | novembre | 1989 |
| BISSOMBOLO MOUSSANDA | 15 | mars | 1989 |
| LOUBASSOU (Gabriel) | 15 | septembre | 1989 |
| MABONDZO (Emile) | 23 | juillet | 1989 |
| MIKIA DEBA (Daniel) | 20 | décembre | 1989 |
| NZINGOULA (Bernard) | 23 | septembre | 1989 |
| MOULIE (Antoine) | 15 | juillet | 1989 |

Au 8è échelon indice 1540

| | |
|---|---|
| KOUKA (Alphonse) | 2 novembre 1989 |
| MATINGOU (Godefroy) | 31 juillet 1989 |
| DJOMBO (Henri) | 23 juillet 1989 |
| DONYAM ONDONG (Philebare Jean) | 4 décembre 1989 |
| MAMADOU KAMARA | 27 août 1989 |
| MPISSUKIDI LUVILA BEKELLAY | 9 juillet 1989 |
| NGOULOU MOUTIMA (Gaston) | 24 octobre 1989 |
| SAMBA (Marcel) | 19 juillet 1989 |
| KABA (Bertin) | 20 avril 1989 |
| MBOMA (Georges) | 1 février 1989 |

Au 9è échelon indice 1620

| | |
|---|---|
| MBOUNGOU (Victor) | 11 mars 1989 |
| MOUSSA (Albert) | 7 mars 1989 |
| NGANGOUE (Gualbert) | 1 septembre 1989 |
| ELANGA (Germain) | 7 mars 1989 |

2° - ADMINISTRATEURS EN CHEF

Au 1er échelon indice 1520

| | |
|---|---|
| VOUAMA (Jean Charles) | 22 septembre 1989 |
| SAMBA KAMPOTO (Michel) | 2 janvier 1989 |
| METALA (Maurice) | 20 octobre 1989 |
| NZOBADILA (Alexandre) | 7 février 1989 |
| AFOULATSAN (Samuel) | 27 octobre 1989 |
| BIKOU MBYS (Honoré) | 24 juillet 1989 |
| BOUKONO (Albert) | 28 septembre 1989 |
| OKOYE (Alphonse) | 19 mars 1989 |
| KOUMBA (Justin) | 1 octobre 1989 |
| BOUKAKA (Paul) | 16 février 1989 |
| LIBILLY (François Richard) | 2 août 1989 |
| SABOUKOULOU (Boniface) | 15 septembre 1989 |
| ENKOURA (François Yvon) | 2 août 1989 |
| NGOLO (Prosper) | 2 juillet 1989 |
| NGATSIEBE (Jean) | 16 février 1989 |
| DIANZINGA (André) | 5 juillet 1989 |

Au 1er échelon indice 1520

| | |
|---|---|
| SAMBA (Jean Jacques) | p-c du 15 septembre 1989 |
| MOMENGOH (Médard Gabriel) | 25 novembre 1989 |
| MOKIMA (Joseph Gabriel) | 26 mars 1989 |
| NGAMBOLO (Sylvain) | 13 octobre 1989 |
| BIRANGUI (François Magloire) | 31 octobre 1989 |
| BAOUMINA (Joël) | 6 juillet 1989 |

Au 2è échelon indice 1680

| | |
|---|---|
| BOYERE (Philippe) | 9 septembre 1989 |
| KIANDANDA (Jacob) | 13 mai 1989 1989 |
| KIMBEMBE (Hippolyte | 12 juin 1989 |

| | | | |
|---|---|---|---|
| ESSANGO (Mathieu) | 9 | mai | 1989 |
| OKOUELE (Emmanuel) | 13 | novembre | 1989 |
| TCHIVONGO (Germain) | 12 | janvier | 1989 |
| NKOUOM (Marcel) | 1 | octobre | 1989 |
| EKEON (Edouard Gustave) | 15 | janvier | 1989 |
| LIKEBA (Jean François) | 28 | novembre | 1989 |
| GULU (Paul) | 6 | août | 1989 |
| NIAMBI (Benjamin) | 8 | avril | 1989 |

Au 3è échelon indice 1820

| | | | |
|---|---|---|---|
| BOKATOLA (Jean Emmanuel) | 7 | janvier | 1989 |
| BOUNGOU TSATOU (Gaston) | 19 | septembre | 1989 |
| GAMI-OPOUKI (Christophe) | 7 | mars | 1989 |
| LANDOU (Samuel) | 4 | janvier | 1989 |
| ANZENE POUNKOUO (Désiré) | 20 | février | 1989 |
| DIAFOUKA (Félicien) | 28 | février | 1989 |
| BOKO MISSAKALA (Philippe) | 2 | novembre | 1989 |
| LOMBI (Hippolyte) | 17 | mai 1989 | 1989 |
| GOLALI (Zacharie) | 2 | avril | 1989 |
| BESSALAH née PASSI (Claudine) | 19 | juillet | 1989 |
| MADZENGUE YOUNOUS | 9 | décembre | 1989 |
| ONANGA (Jean Pierre) | 29 | octobre | 1989 |
| NGONO (Emmanuel) | 22 | octobre | 1989 |
| NDENGUE (Odilon) | 17 | décembre | 1989 |

Au 4è échelon indice 1950

| | | | |
|---|---|---|---|
| BOBONGO (Denis) | 8 | octobre | 1989 |
| MOUELE (Marcel) | 1 | octobre | 1989 |
| NGOULOU (Félix) | 27 | octobre | 1989 |
| ONDZIE (Daniel) | 24 | décembre | 1989 |
| WAMBA BERRY | 7 | janvier | 1989 |
| MOUSSABOU (Victor Bruno) | 18 | novembre | 1989 |
| SOCKY (Jean Pierre) | 16 | janvier | 1989 |

Article . : Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 susvisé, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Article 3 : Le présent décret qui prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées, sera publié au Journal Officiel.

Brazzaville, le 5 juin 1990

Alphonse Souchlaty POATY

Par le Premier Ministre,

Le Ministre du Travail et
de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

- DECRET N° 90-263 du 5 juin 1990 portant promotion à trente mois et à trois ans au titre de l'année 1989 de certains fonctionnaires des cadres de la catégorie A hiérarchie I des Services Administratifs et Financiers (Administration Générale) en tête : BASSOA (Xavier)

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut Général des Fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-130 du 9 mai 1962 fixant le régime des rémunérations des Fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-197 du 5 juillet 1962 fixant les catégories et hiérarchies des cadres créées par la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des Fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-198 du 5 juillet 196' relatif à la nomination et à la révocation des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-426 du 29 décembre 1962 ixant le statut commun des cadres de la catégorie A des SAF ;
Vu le décret n° 65-170 du 25 juin 1965 règlementant l'avancement des Fonctionnaires
Vu le décret n° 74-470 du 31 décembre 1974 abrogeant et remplaçant les dispositions du décret n° 62-196 du 5 juillet 1962 fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 aout 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions des situations administratives des agents de l'Etat ;
Vu le décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 sur la prise d'effet des avancements et reclassements ;
Vu l'arrêté n° 2087 du 21 juin 1958 fixant le règlement sur la solde des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 90-261 du 5 juin 1990 portant inscription au tableau d'avancement au titre de l'année 1989 de certains fonctionnaires des cadres de la catégorie A hiérarchie I des Services Administratifs et Financiers (Administration Générale) ;

DECRETE :

Article 1er : Sont promus à trente mois et à trois ans aux échelons ci-après au titre de l'année 1989, les administrateurs des cadres de la catégorie A hiérarchie I des Services Administratifs et Financiers (Administration Générale) dont les noms suivent :
ACC = Néant.

Au 2è échelon indice 890

| | | | |
|---|---|---|---|
| BASSOA (Xavier) | p-c du | 7 janvier | 1990 |
| BATCHI (Gabriel) | | 3 février | 1990 |
| ELENGA (Alexandre) | | 3 février | 1990 |

Au 3è échelon indice 1010

| | | |
|---|---|---|
| MAMPACKA (Thomas) | 25 juin | 1990 |
| BIANGUE (Jean Aimé) | 1 avril | 1990 |
| MOUNTOLE MONGONZO née OKABANDE (Marie Léontine) | 10 mars | 1990 |
| MBOUND-A IMANGUE | 8 mai | 1990 |
| SONGA (Gabriel) | 16 janvier | 1990 |
| SAMBA (Claude Athanase) | 30 août | 1990 |

Au 4è échelon indice 1110

| | | |
|---|---|---|
| KOUNKOU (Auguste) | 2 juin 1990 | 990 |
| MOUKILA (Albert Jean Aimé) | 19 mai | 1990 |
| MANTSOUMBOU (Benjamin) | 4 janvier | 1990 |
| MPAN (Albert Ochemine) | 12 mars | 1990 |
| NKABA (Crépin Blaise) | 21 février | 1990 |
| KEFOKOULA | 16 avril | 1990 |
| LEBEKA MOUDILOU (Patrice) | 29 février | 1990 |
| OKEMBA (Casimir) | 6 mai | 1990 |
| BOUHOUAYI (Marie Noëlle) | 7 mars | 1990 |

Au 5è échelon indice 1190

| | | |
|---|---|---|
| MOULENE née BOUANGA MOUKOKO (Rose) | 26 avril | 1990 |
| DZON (Boniface) | 8 mai | 1990 |
| KOUBEMBA (Daniel) | 17 mai | 1990 |
| MAYALA (Pierre) | 21 avril | 1990 |
| DJIMBI LOEMBETH (Françoise) | 11 mars | 1990 |
| MAKOME (Marcel) | 3 mai 199 | 1990 |
| MALONGA (Noël Colbert) | 1 avril | 1990 |
| OYOBE née KONDE (Yvette) | 9 janvier | 1990 |
| MIAKATSINDILA (Jean Baptiste) | 27 mai | 1990 |

Au 6è échelon indice 1300

| | | |
|---|---|---|
| BABAKILA (Félicien) | 1 avril | 1990 |
| BONAZEBI (Philippe) | 18 mai | 1990 |
| LOUNANNA (Julien) | 10 janvier | 1990 |
| MOSSA (Pierre) | 1 février | 1990 |
| ADOUA (Michel) | 1 juin | 1990 |

Au 7è échelon indice 1420

| | | |
|---|---|---|
| LEBY (Marie Noël) | 24 mai | 1990 |
| MIKELE (Jérôme Roland) | 24 janvier | 1990 |

Au 8è échelon indice 1580

| | | |
|---|---|---|
| NDINGA (Jean Michel) | p-c du 12 mai | 1990 |
| SOUMBOU (Jean Baptiste) | 21 février | 1990 |

Article 2 : Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 susvisé, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Article 3 : Le présent décret qui prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées, sera publié au Journal Officiel

Brazzaville, le 5 juin 1990

Alphonse Souchlaty POATY

Par le Premier Ministre,

Le Ministre du Travail et
de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

---

- DECRET N° 90-269 du 8 juin 1990 portant reclassement et nomination de Mr BIHONDA (Joseph), Professeur de CEG de 4è échelon des cadres de la catégori. A hiérarchie II des Services Sociaux (Enseignement).

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 59-23 du 30 janvier 1959 fixant les conditions d'intégration dans les cadres des catégories BCDE (actuellement ABCD) des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-130 du 9 mai 1962 fixant le régime des rémunérations des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-195 du 5 juillet 1962 fixant la hiérarchisation des diverses catégories des cadres ;
Vu le décret n° 62-197 du 5 juillet 1962 fixant les catégories et hiérarchies des cadres créées par la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-198 du 5 juillet 1962 relatif à la nomination et à la révocation des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 67-50 du 24 février 1967 règlementant la prise d'effet du point de vue de la solde des actes règlementaires relatifs aux nominations, intégrations, reconstitutions de carrière et reclassements notamment en son article 1 § 2.
Vu le décret n° 67-304 du 30 septembre 1967 modifiant le tableau hiérarchique des cadres A de l'Enseignement Secondaire, abrogeant et remplaçant les dispotitions des articles 19, 20 et 21 du décret n° 64-165 du 22 mai 1964 fixant le statut commun des cadres de l'Enseignement ;
Vu le décret n° 74-470 du 31 décembre 1974 abrogeant et remplaçant les dispositions du décret n° 62-196 du 5 juillet 1962 fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnair
Vu le décret n° 80-630 du 27 décembre 1980 portant déblocage des avancements des agents de l'Etat ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des Intérims des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions des situations administratives des agents de l'Etat ;
Vu le décret n° 86-877 du 18 juille 1986 sur la prise d'effet des avancements et reclassements ;
Vu le rectificatif n° 87-420 du 14 août 1987 au décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 sur la prise d'effet des avancemants et reclassements ;
Vu l'arrêté n° 2 087 du 21 juin 1958 fixant le règlement sur la solde des fonctionnaires ;
Vu l'arrêté n° 3 513 du 7 mai 1983 autorisant certains fonctionnaires des services sociaux (Enseignement) admis au concours professionnel à suivre un stage de formation à l'Institut Supérieur des Sciences de l'Education (régularisation) ;
Vu l'arrêté n° 627 du 3 février 1984 portant promotion des Professeurs de CEG des cadres de la catégorie A hiérarchie II des services sociaux (Enseignement) autitre de l'année 1983 ;
Vu les résultats des concours d'entrée à l'INSSED pour la formation des Professeurs de Lycée session de mars 1980 en date du 24 juillet 1980 ;
Vu la lettre n° 335 du 5 juin 1989 du Directeur du Personnel et des Affaires Administratives transmettant le dossier de l'intéressé ;

DECRETE :

Article 1er : En application des dispositions du décret n° 67-304 du 30 septembre 1967 susvisé, Mr BIHONDA (Joseph), Professeur de CEG de 4è échelon, indice 940 des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des services sociaux (Enseignement) en service au Lycée du Drapeau Rouge à Brazzaville, titulaire du Certificat d'Aptitude Professionnelle à l'Enseignement dans les lycées (CAPEL)

option : Anglais (1ère session 1983 ) délivré par l'Université Marien NGOUABI à Brazzaville, est reclassé à la catégorie A, hiérarchie I et nommé Professeur Certifié de 3è échelon indice 1010 ACC= NEANT

Article 2 : Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 modifié par le rectificatif n° 87-420 du 14 août 1987 susvisés, ce reclassement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Article 3 : Le présent décret qui prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 15 septembre 1984 date effective de reprise de service de l'intéressé à l'issue de son stage, sera publié au Journal Officiel.

Brazzaville, le 8 juin 1990

Alphonse Souchlaty POATY

Par le Premier Ministre,

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

- DECRET N° 90-270 du 8 juin 1990 portant reclassement et nomination de Mme NZIMBOU née NZOUNGOU (Joséphine) Sage-Femme Principale de 5° échelon des cadres de la catégorie A hiérarchie II des services sociaux (Santé Publique).

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 59-23 du 30 janvier 1959 fixant les conditions d'intégration dans les cadres des catégories BCDE (actuellement ABCD) des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-130 du 9 mai 1962 fixant le régime des rémunérations des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-195 du 5 juillet 1962 fixant la hiérarchisation des diverses catégories des cadres ;
Vu le décret n° 62-197 du 5 juillet 1962 fixant les catégories et hiérarchies des cadres créées par la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-198 du 5 juillet 1962 relatif à la nomination et à la révocation des fonctionnaires des cadres de l'Etat ;
Vu le décret n° 65-44 du 12 février 1965 abrogeant et remplaçant le décret n° 63-376 du 22 novembre 1963 fixant le statut commun des cadres de la catégorie A1 des services de santé ;
Vu le décret n° 67-50 du 24 février 1967 règlementant la prise d'effet du point de vue de la solde des actes règlementaires relatifs aux nominations, intégrations, reconstitutions de carrière et reclassements notamment en son article 1er § 2
Vu le décret n° 74-470 du 31 décembre 1974 abrogeant et remplaçant les dispositions du décret n° 62-196 du 5 juillet 1962 fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 80-630 du 27 décembre 1980 portant déblocage des avancements des agents de l'Etat ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 85-260 du 3 mai 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions des situations administratives des agents de l'Etat ;
Vu le décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 sur la prise d'effet des avancements et reclassements ;
Vu l'arrêté n° 2087 du 21 juin 1958 fixant le règlement sur la solde des fonctionnaires ;
Vu l'arrêté n° 3149 du 15 juillet 1987 portant promotion au titre de l'année 1986 de certains fonctionnaires des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des services sociaux (Santé Publique) de la République Populaire du Congo en tête : MATSIMI née NDOULOU (Jeannette) ;
Vu l'arrêté n° 4 143 du 25 juillet 1989 autorisant Mme NZIMBOU née NZOUNGOU (Joséphine) Sage-Femme Principale diplômée d'Etat de 4° échelon déclarée admise en 3° année de Médecine à suivre un stage de formation à l'INSSSA de Brazzaville (Régularisation) ;
Vu la lettre n° 2 665 du 16 octobre 1989 du Directeur Administratif et Financier à la Direction Générale de la Santé Publique, transmettant le dossier constitué par l'intéressée.

DECRETE :

Article 1er : En application des dispositions du décret N° 65-44 du 12 février 1965 susvisé, Mme NZIMBOU née NZOUNGOU (Joséphine), Sage - Femme Principale Diplômée d'Etat de 5° échelon, indice 1020 des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des services sociaux (Santé Publique), en service au Centre Hospitalier Universitaire de Brazzaville, titulaire du Diplôme d'Etat de Docteur en Médecine obtenu

à l'Université Marien NGOUABI de Brazzaville, est reclassée à la catégorie A, hiérarchie I et nommée au grade de Médecin de 4° échelon, indice 1110 ACC = NEANT.

Article 2 : Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 susvisé ce reclassement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Article 3 : Le présent décret qui prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 29 mars 1989, date effective de reprise de service de l'intéressée à l'issue de sa formation, sera publié au Journal Officiel.

Brazzaville, le 8 juin 1990

Alphonse Souchlaty POATY

Par le Premier Ministre,

Le Ministre du Travail et
de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

---

- DECRET N° 90-271 du 8 juin 1990
portant reclassement et nimination
de Mme MPAKA née SENGA (Madeleine),
Monitrice Sociale de 1° échelon
des cadres de la catégorie C hiérarchie I
des services sociaux (Service Social)

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 59-23 du 30 janvier 1959 fixant les conditions d'intégration dans les cadres des catégories BCDE (actuellement ABCD) des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-130 du 9 mai 1962 fixant le régime des rémunérations des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-195 du 5 juillet 1962 ixant la hiérarchisation des divers catégorie des cadres ;
Vu le décret n° 62-197 du 5 juillet 1962 fixant les catégories et hiérarchies des cadres créées par la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-198 du 5 juillet 1962 relatif à la nomination et à la révocation des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 67-50 du 24 février 1967 règlementant la prise d'effet du point de vue de la solde des actes règlementaires relatifs aux nominations, intégrations, reconstitutions de carrière et reclassements notamment en son article 1er § 2 ;
Vu le décret n° 67-304 du 30 septembre 1967 modifiant le tableau hiérarchique des cadres de l'Enseignement Secondaire, abrogeant et remplaçant les dispositions des articles 19, 20 et 21 du décret n° 64-165 du 22 mai 1964 fixant le statut commun des cadres de l'enseignement ;
Vu le décret n° 74-470 du 31 décembre 1974 abrogeant et remplaçant les dispositions du décret n° 62-196 du 5 juillet 1962 fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 80-630 du 27 décembre 1980 portant déblocage des avancements des agents de l'Etat ;
Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions de situations administratives des agents de l'Etat ;
Vu le décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 sur la prise d'effet des avancements et reclassements ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Vu l'arrêté n° 2087 du 21 juin 1958 fixant le règlement sur la solde des fonctionnaires ;
Vu les arrêtés n° 728 du 11 février 1977 7496 du 21 septembre 1977 et 2 591 du 23 avril 1988 ;
Vu la lettre n° 198 du 27 mars 1989 du Directeur des Services Administratifs et Financiers du Ministère de la Santé et des Affaires Sociales transmettant le dossier de l'intéressée ;

DECRETE :

Article 1er : En application des dispositions du décret n° 67-304 du 30 septembre 1967, Mme MPAKA née SENGA (Madeleine), Monitrice Sociale de 1er échelon, indice 440 des

cadres de la catégorie C, hiérarchie I des services sociaux (Enseignement), en service à la Direction Générale des Affaires Sociales à Brazzaville, titulaire de la Licence, section Sciences de l'Education (Diplôme National - session de juin 1981 - Mention "Méthodes et Pratiques de l'Education") délivrée par l'Université de Paris VIII (France) est reclassée à la catégorie A, hiérarchie I et nommée au grade de Professeur de Lycée de 1er échelon indice 830 ACC = NEANT.

Article 2 : Conformément aux dispositions du decret n° 86-877 du 18 juillet 1986 susvisé, ce reclassement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Article 3 : Le présent décret prendra effet du point de vue de l'ancienneté à compter de la date de sa signature.

Brazzaville, le 8 juin 1990

Alphonse Souchlaty POATY

Par le Premier Ministre,

Le Minsitre du Travail et de la Sécurité Sociale,

Jeanne D'AMBENDZET

**- DECRET N° 90-272 du 8 juin 1990**
portant reclassement et nomination de Mme PANZO née EHOUA (Henriette), Professeur de CEG de 3° échelon des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des services sociaux (Enseignement)

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 59-23 du 30 janvier 1959 fixant les conditions d'intégration dans les cadres des catégories BCDE (actuellement ABCD) des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-130 du 9 mai 1962 fixant le régime des rémunérations des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-195 du 5 juillet 1962 fixant la hiérarchisation des diverses catégories des cadres ;

Vu le décret n° 62-195 du 5 juillet 1962 fixant la hiérarchisation des diverses catégories des cadres ;

Vu le décret n° 62-197 du 5 juillet 1962 fixant les catégories et hiérarchies des cadres créées par la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-198 du 5 juillet 1962 relatif à la nomination et à la révocation des fonctionnaires :

Vu le décret n° 67-50 du 24 février 1967 règlementant la prise d'effet du point de vue de la solde des actes règlementaires relatifs aux nominations, intégrations, reconstitutions de carrière et reclassements, notamment en son article 1er § 2 ;

Vu le décret n° 67-304 du 30 septembre 1967 modifiant le tableau hiérarchique des cadres des catégories A de l'Enseignement Secondaire abrogeant les dispositions des articles 19, 20 et 21 du décret n° 64-165 du 22 mai 1964 fixant le statut commun des cadres de l'Enseignement ;

Vu le décret n° 74-470 du 31 décembre 1974 abrogeant et remplaçant les dispositions du décret n° 62-196 du 5 juillet 1962 fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires ;

Vu le decret n° 80-630 du 27 décembre 1980 portant déblocage des avancements des agents de l'Etat ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ·

Vu le decret n° 89-633 du 12 aout 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;

Vu le decret n° 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions des situations dministratives des agents de l'Etat ;

Vu le decret n° 86-877 du 18 juillet 1986 sur la prise d'effet des avancements et reclassements ;
Vu l'arrêté n° 2087 du 21 juin 1958 fixant les règlements sur la solde des fonctionnaires ;

Vu l'arrete n° 3036 du 21 mai 1988 autorisant certains fonctionnaires des services sociaux (Enseignement) déclarés admis au concours professionnel à suivre un stage de formation des Professeurs à l'INSSED à Brazzaville en tête MPIA (Paul) ;

Vu l'arrêté n° 2384 du 14 avril 1988 portant promotion à trente mois et trois ans au titre de l'année 1986 de certains Professeurs de CEG des cadres de la caté gorie A hiérarchie II des services sociaux (Enseignement) en tête : BABINDAMANA (Marcel) ;

Vu les résultats des concours d'entrée à l'INSSED pour la formation des Professeurs des Lycées session de mars 1986 en date du 23 juin 1986 ;

Vu la lettre n° 124 du 27 février 1989 du Directeur du Personnel et des Affaires Administratives au Ministère des Enseignements Secondaire et Supérieur transmettant le dossier de l'intéressée ;

DECRETE :

Article 1er : En application des dispositions du décret n° 67-304 du 30 septembre 1967 susvisé, Mme PANZO née EHOUA (Henriette), Professeur de CEG de 3° échelon, indice 860 des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des services sociaux (Enseignement) en service au Lycée de la Révolution, titulaire du Certificat d'Aptitude Professionnelle à l'Enseignement dans les Lycées : option Français (1ère session de 1988) délivré par l'Université Marien NGOUABI à Brazzaville, est reclassée à la catégorie A, hiérarchie I et nommée Professeur Certifiée de 2° échelon, indice 920 ACC = NEANT.

Article 2 : Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, ce reclassement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Article 3 : Le présent décret qui prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 26 décembre 1988, date effective de reprise de service de l'intéressée à l'issue de son stage.

Brazzaville, le 8 juin 1990

Alphonse Souchlaty POATY

Par le Premier Ministre,

Le Ministre du Travail
et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

**- DECRET N° 90-273 du 8 juin 1990** portant reclassement et nomination de Mr BATISSANA (Jean), Professeur de CEG de 7° échelon des cadres de la catégorie A hiérarchie II des services sociaux (Enseignement).

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 59-23 du 30 janvier 1959 fixant les conditions d'intégration dans les cadres des catégories BCDE (actuellement ABCD) des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-130 du 9 mai 1962 fixant le régime des rémunérations des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-195 du 5 juillet 1962 fixant la hiérarchisation des diverses catégories des cadres ;

Vu le décret n° 62-197 du 5 juillet 1962 fixant les catégories et hiérarchies des cadres créées par la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires

Vu le décret n° 62-198 du 5 juillet 1962 relatif à la nomination et à la révocation des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 67-50 du 24 février 1967 règlementant la prise d'effet du point de vue de la solde des actes règlementaires relatifs aux nominations, intégrations, reconstitutions de carrière et reclassements notamment en son article 1er § 2 ;

Vu le décret n° 74-470 du 31 décembre 1974 abrogeant et remplaçant les dispositions du décret n° 62-196 du 5 juillet 1962 fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 80-630 du 27 décembre 1980 portant déblocage des avancements des agents de l'Etat ;

Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement

Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions des situations administratives des agents de l'Etat ;

Vu le décret n° 85-780 du 4 juin 1985 portant ouverture à l'Institut Supérieur des Sciences de l'Education de l'Univer-

sité Marien NGOUABI d'une section pour la formation des Inspecteurs des CEGP et créant le cadre de ces Inspecteurs ;

Vu l'arrêté n° 2087 du 21 juin 1958 fixant le règlement sur la solde des fonctionnaires ;

Vu l'arrêté n° 740 du 18 mars 1987 autorisant certains fonctionnaires déclarés définitivement admis au concours professionnel à suivre un stage de formation à l'Institut Supérieur des Sciences de l'Education de Brazzaville en tête : BATISSANA (Jean) ;

Vu l'arrêté n° 2 992 du 12 mai 1988 portant promotion à trois ans au titre de l'année 1986 de certains Professeurs de CEG des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des services sociaux (Enseignement) en tête : BINTSAMOU (Julienne) ;

Vu les résultats des concours d'entrée à l'INSSED pour la formation des Inspecteurs de CEGP session de mars 1985 en date du 31 mai 1985 ;

Vu la lettre n° 270 du 19 février 1989 du Directeur du Personnel et des Affaires Administratives au Ministère de l'Enseignement Fondamental et de l'Alphabétisation transmettant le dossier de l'intéressé ;

DECRETE :

Article 1er : En application des dispositions du décret n° 85-780 du 4 juin 1985 susvisé, Mr BATISSANA (Jean), Professeur de CEG de 7° échelon, indice 1180 des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des services sociaux (Enseignement) en service à Brazzaville, titulaire du Certificat d'Aptitude à l'Inspectorat dans les collèges d'Enseignement Général option Sciences Naturelles (1ère session 1987), délivré par l'Université Marien NGOUABI à Brazzaville, est reclassé à la catégorie A, hiérarchie I et nommé Inspecteur de CEG de 5° échelon, indice 1240 ACC = NEANT.

Article 2 : Conformément aux dispositions du decret n° 86-877 du 18 juillet 1986, ce reclassement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Article 3 : Le présent décret qui prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 18 janvier 1988, date effective de reprise de service de l'intéressé à l'issue de son stage, sera publié au Journal Officiel.

Brazzaville, le 8 juin 1990

Par le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

---

DECRET N° 90-274 du 8 juin 1990
portant versement, reclassement et nomination de Mr MALOYI (Gaston), Greffier Principal de 6° échelon des cadres de la catégorie B hiérarchie II des services judiciaires.

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 59-23 du 30 janvier 1959 fixant les conditions d'intégration dans les cadres des catégories BCDE (actuellement ABCD) des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-130 du 9 mai 1962 fixant le régime des rémunérations des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-195 du 5 juillet 1962 fixant le hiérarchisation des divers catégories des cadres ;

Vu le décret n° 62-197 du 5 juillet 1962 fixant les catégories et hiérarchies des cadres créées par la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-198 du 5 juillet 1962 relatif à la nomination et à la révocation des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 64-165 du 22 mai 1964 fixant le statut commun des cadres de l'Enseignement ;

Vu le décret n° 67-50 du 24 février 1967 règlementant la prise d'effet du point de vue de la solde des actes règlementaires relatifs aux nominations, intégrations, reconstitution de carrière et reclassements notamment en son article 1er § 2 ;

Vu le décret n°. 73-143 du 24 avril 1973 fixant les modalités de changement de spécialité applicables aux fonctionnaires de la République Populaire du Congo ;

Vu le décret n° 74-470 du 31 décembre 1974 abrogeant et remplaçant les dispositions du décret n° 62-196 du 5 juillet 1962 fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 80-630 du 27 décembre 1980 portant déblocage des avancements des agents de l'Etat ;

Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions des situations administratives des agents de l'Etat.

Vu le décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 sur la prise d'effet des avancements et reclassements ;

Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 2087 du 21 juin 1958 ixant le règlement sur la solde des fonctionnaires ;

Vu l'arrêté n° 4391 du 5 mai 1986 portant promotion à trois ans au titre de l'année 1985 de certtains Greffiers principaux des cadres de la catégorie B, hiérarchie II du service judiciaire en tête : KIYINDOU (Gilbert) ;

Vu l'arrêté n° 7708 du 14 octobre 1986 autorisant Mr MALOYI (Gaston), Greffier Principal de 4° échelon à suivre un stage de formation en Sciences Sociales en Bulgarie (Régularisation) ;

Vu la lettre n° 804 du 30 avril 1987 du Secrétaire Général à la Justice transmettant le dossier de l'intéressé ;

DECRETE :

Article 1er : En application des dispositions du décret n° 73-143 du 22 avril 1973, Mr MALOYI (Gaston), Greffier Principal de 6° échelon, indice 820 des cadres de la catégorie A, hiérarchie II du service judiciaire en service à Brazzaville, titulaire du diplôme de Diplôme d'Etudes Supérieures, Spécialité : Communisme Scientifique, délivré par l'Institut d'Enseignement Supérieur, près l'Académie de Sciences Sociales et de Gestion Sociale à Sofia ( Bulgarie), est versé dans les cadres des services sociaux (Enseignement), reclassé à la catégorie A, hiérarchie I et nommé Professeur de Lycée de 1° échelon, indice 830 ancienneté : 1 an, 2 mois 7 jours.

Article 2 : Conformément aux disposition du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 susvisé reclassement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Article 3 : Le présent décret qui prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 22 mai 1987, date effective de reprise de service de l'intéressé à l'issue de son stage, sera publié au Journal Officiel.

Brazzaville, le 8 juin 1990

Alphonse Souchlaty POATY

Par le Premier Ministre,

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

---

**- DECRET N° 90-275 du 8 juin 1990**
portant versement, reclassement et nomination de Mr ESSAMI KHAULLOT, Journalise niveau I de 6° échelon des cadres de la catégorie B hiérarchie I de l'Information.

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 59-23 du 30 janvier 1959 fixant les conditions d'intégration dans les cadres des catégories BCDE (actuellement ABCD) des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 61-143 du 27 juin 1961 portant le statut commun des cadres du Personnel Diplômatique et Consulaire ;

Vu le décret n° 62-130 du 9 mai 1962 fixant le régime des rémunérations des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-195 du 5 juillet 1962 fixant la hiérarchisation des diverses catégories des cadres ;

Vu le décret n° 62-197 du 5 juillet 1962 fixant les catégories et hiérarchies des cadres créées par la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-198 du 5 juillet 1962 relatif à la nomination et à la révocation des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 67-50 du 24 février 1967 règlementant la prise d'effet du point de vue de la solde des actes règlementaires relatifs aux nominations, intégrations, reconstitutions de carrière et reclassements notamment en son article 1er § 2 ;

Vu ledécret n° 73-143 du 24 avril 1973 fixant les modalités de changement de spécialité applicables aux fonctionnaires de la République Populaire du Congo ;

Vu le décret n° 74-470 du 31 décembre 1974 abrogeant et remplaçant les dispositions du décret n° 62-196 du 5 juillet 1962 fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 80-630 du 27 décembre 1980 portant déblocage des avancements des agents de l'Etat ;

Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement

Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985. déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions des situations administratives des agents de l'Etat ;

Vu le décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 sur la prise d'effet des avancements et reclassements ;

Vu le rectificatif n° 87-420 du 14 août 1987 au décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 sur la prise d'effet financier des avancements et révisions des situations adminsitratives ;

Vu l'arrêté n° 2087 du 21 juin 1958 fixant le règlement sur la solde des fornctionnaires ;

Vu l'arrêté n° 2409 du 13 mai 1981 autorisant Mr ESSAMI KHAULLOT, Assistant Principal contractuel de l'Information de 1° échelon à se rendre en URSS pour y suivre un stage de formation (Régularisation) ;

Vu l'arrêté n ° 8905 dù 10 décembre 1986 portant promotion au titre de l'année 1985 des fonctionnaires des cadres des catégories A2 et B de l'Information ;

Vu le rectificatif n° 1874 du 22 février 1982 à l'arrêté n° 2409 du 15 mai 1981 autorisant Mr ESSAMI KHAULLOT, Assistant Principal contractuel de l'Information de 1° échelon à se rendre en URSS pour y suivre un stage de formation (régularisation) ;

Vu la lettre n° 5394 du 26 septembre 1988 du Secrétaire Général au Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération transmettant le dossier de l'intéressé ;

DECRETE :

Article 1er : En application des dispositions combinees des décrets n° 61-143 du 27 juin 1961 et 73-143 du 24 avril 1973 susvisés, Mr ESSAMI KHAULLOT, journaliste Niveau I de 6° échelon indice 860 des cadres de la catégorie B, hiérarchie I des services de l'Information en service au Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération à Brazzaville, titulaire du diplôme de Master of Arts : Spécialité : Relations Internationales délivré par l'Université d'Etat T. CHEVTCHENKO de KIEV (URSS), est versé dans les cadres du corps du Personnel Diplomatique et Consulaire reclassé à la catégorie A, hiérarchie I et nommé Secrétaire des Affaires Etrangères de 2° échelon, indice 890 ACC = NEANT.

Article 2 : Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 modifié par le rectificatif n° 87-420 du 14 août 1987, ce reclassement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Article 3 : Le présent décret, qui prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 10 janvier 1986, date effective de reprise de service de l'intéressé à l'issue de son stage, sera publié au Journal Officiel.

Brazzaville, le 8 juin 1990

Alphonse Souchlaty POATY

Par le Premier Ministre,

Le Ministre du Travail
et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

**DECRET N° 90-276 du 8 juin 1990**
portant reclassement et nomination de Mr NKOMBO (Jean-Louis), Journaliste, niveau I de 5° échelon des cadres de la catégorie B hiérarchie I de l'Information.

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 59-23 du 30 janvier 1959 fixant les conditions d'intégration dans

les cadres des catégories BCDE (actuellement ABCD) des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-130du 9 mai 1962 fixant le régime des rémunérations des fonctionnaires

Vu le décret n° 62-195 du 5 juillet 1962 fixant la hiérarchisation des diverses catégories des cadres ;

Vu le décret n° 62-197 du 5 juillet 1962 fixant les catégories et hiérarchies des cadres créées par la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires

Vu le décret n° 62-198 du 5 juillet 1962 relatif à la nomination et à la révocation des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 67-50 du 24 février 1967 règlementant la prise d'effet du point de vue de la solde des actes règlementaires relatifs aux nominations, intégrations, reconstitutions de carrière et reclassements notamment en son article 1er § 2 ;

Vu le décret n° 74-470 du 31 décembre 1974 abrogeant et remplaçant les dispositions du décret n° 62-196 du 5 juillet 1962 fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 80-630 du 27 décembre 1980 portant déblocage des avancements des agents de l'Etat ;

Vu le décret n° 82-924 du 20 octobre 1982 portant statut particulier des cadres de l'Information ;

Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement

Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions des situations administratives des agents de l'Etat ;

Vu le décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 sur la prise d'effet des avancements et reclassements ;

Vu l'arrêté n° 2087 du 21 juin 1958 fixant le règlement sur la solde des fonctionnaires ;

Vu l'arrêté n° 1121 du 8 février 1985 autorisant Mr NKOMBO (Jean Louis), Assistant Principal de 2° échelon à suivre un stage de formation en Journalisme en France ;

Vu l'arrêté n° 4371 du 11 juillet 1988 portant promotion à 30 mois et 3 ans au titre de l'année 1987 des fonctionnaires des cadres des catégories A2 et B de l'Information en tête SAMBA (Bernadette) ;

Vu la demande de l'intéressé ;

DECRETE :

Article 1er : En application des dispositions du décret n° 82-924 du 20 octobre 1982 susvisé, Mr NKOMBO (Jean Louis), Journaliste Niveau I de 5° échelon, indice 820 des cadres de la catégorie B hiérarchie I de l'Information en service à la Télévision Nationale à Brazzaville, titulaire de la licence en Philosophie obtenue à l'université Marien NGOUABI et du Diplôme de l'Ecole Française des Attachés de Presse Promotion "Antenne 2 Claude Contamine" (Communication 1ère Promotion de l'AFAP), obtenu à Paris (France), est reclassé à la catégorie A hiérarchie I et nommé Journaliste Niveau III de 1er échelon, indice 830 ACC = 3 mois 1 jour

Article 2 : Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, ce reclassement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Article 3 : Le présent décret, qui prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 7 avril 1988, date effective de reprise de service de l'intéressé à l'issue de son stage, sera publié au Journal Officiel.

Brazzaville, le 8 juin 1990

Alphonse Souchlaty POATY

Par le Premier Ministre,

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

**- DECRET N° 90-281 du 11 juin 1990**
portant versement, reclassement et nomination de Mr MAVANGUI (Thomas), Agent Technique de 3° échelon des cadres de la catégorie C, hiérarchie I des services techniques (Statistique).

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 59-23 du 30 janvier 1959 fixant les conditions d'intégration dans les cadres des catégories BCDE (actuellement ABCD) des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-130 du 9 mai 1962 fixant le régime des rémunérations des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-195 du 5 juillet 1962 fixant la hiérarchisation des diverses catégories des cadres ;

Vu le décret n° 62-197 du 5 juillet 1962 fixant les catégories et hiérarchies des cadres créées par la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-198 du 5 juillet 1962 relatif à la nomination et à la révocation des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-426 du 29 décembre 1962 fixant le statut commun des cadres de la catégorie A des Services Administratifs et Financiers ;

Vu le décret n° 67-50 du 24 février 1967 règlementant la prise d'effet du point de vue de la solde des actes règlementaires relatifs aux nominations, intégrations, reconstitutions de carrière et reclassements notamment en son article 1er § 2. ;

Vu le décret n° 73-143 du 24 avril 1973 fixant les modalités de changement de spécialité applicables aux fonctionnaires de la République Populaire du Congo ;

Vu le décret n° 74-470 du 31 décembre 1974 abrogeant et remplaçant les dispositions du décret n° 62-196 du 5 juillet 1962 fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 80-630 du 27 décembre 1980 portant déblocage des avancements des agents de l'Etat ;

Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions des situations administratives des agents de l'Etat ;

Vu le décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 sur la prise d'effet des avancements et reclassements ;

Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 2087 du 21 juin 1958 fixant le règlement sur la solde des fonctionnaires ;

Vu l'arrêté n° 272 du 29 janvier 1975 autorisant Mr MAVANGUI (Thomas), Agent Technique de la Statistique à suivre un stage de formation à Bruxelles ;

Vu l'arrêté n° 1043 du 10 février 1978 portant promotion à trois ans au titre de l'année 1975, des Agents Techniques des cadres de la catégorie C des services techniques (Statistiques) ;

Vu la demande de l'intéressé en date du 28 octobre 1986 ;

DECRETE :

Article 1er : En application des dispositions combinées des décrets n° 62-426 du 29 décembre 1962 et 73-143 du 24 avril 1973, Mr MAVANGUI (Thomas), Agent Technique de la Statistique de 3° échelon, indice 490 des cadres de la catégorie C, hiérarchie I des services techniques (Statistique) en service à la Mairie de Pointe-Noire (Région du Kouilou) titulaire du Diplôme d'Etudes Supérieures Spécialisées en Emploi et Développement Social d'Entreprise délivré par l'Institut d'Etudes Politiques de Paris (France), est versé dans les cadres des Services Administrattifs et Financiers (Travail), reclassé à la catégorie A hiérarchie I et nommé Administrateur du Travail de 1er échelon, indice 790 ACC = NEANT.

Article 2 : Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, ce reclassement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Article 3 : Le présent décret, qui prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 15 septembre 1986, date effective de reprise de service de l'intéressé à l'issue de son stage, sera publié au Journal Officiel.

Brazzaville, le 11 juin 1990

Alphonse Souchlaty POATY

Par le Premier Ministre,

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

---

**- DECRET N° 90-282 du 11 juin 1990** portant reclassement et nomination de Mr MOKOKO (Léon Raphaël), Secrétaire Principal d'Administration de 5° échelon des cadres de la catégorie B, hiérarchie I des Services Administratifs et Financiers (Administration Générale).

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires

Vu le décret n° 59-23 du 30 janvier 1959 fixant les conditions d'intégration dans les cadres des catégories BCDE (actuellement

ABCD) des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-130 du 9 mai 1962 fixant le régime des rémunérations des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-195 du 5 juillet 1962 fixant la hiérarchisation des diverses catégories des cadres ;
Vu le décret n° 62-197 du 5 juillet 1962 fixant les catégories et hiérarchies des cadres créées par la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-198 du 5 juillet 1962 relatif à la nomination et à la révocation des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-426 du 29 décembre 196 fixant le statut des cadres de la ca[illegible]orie des Services Administratifs et Financ[illegible]rs ;
Vu le décret n° 67-50 du 24 février 1967 règlementant la prise d'effet du point de vue de la solde des actes règlementaires relatifs aux nominations, intégrations, reconstitutions de carrière et reclassements notamment en son article 1er § 2 ;
Vu le décret n° 74-470 du 31 décembre 197[illegible] abrogeant et remplaçant les dispositions du décret n° 62-196 du 5 juillet 1962 fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 80-630 du 27 décembre 19[illegible] portant déblocage des avancements des agent de l'Etat ;
Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancement et révisions des situations administratives des agents de l'Etat ;
Vu le décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 sur la prise d'effet des avancements et reclassements ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 74-229 du 10 juin 1974 portant attribution de certains avantages aux Economistes, Statisticiens et les Diplômés de Grandes Ecoles et Instituts de l'Enseignement Supérieur de Commerce ;
Vu l'arrêté n° 2087 du 21 juin 1958 fixant le règlement sur la solde des fonctionnaires ;
Vu l'arrêté n° 4385 du 24 septembre 1987 autorisant Mr MOKOKO (Léon Raphaël), Secrétaire d'Administration Principal de 3° échelon à suivre un stage de formation en Planification de la Santé en France (Régularisation
Vu l'arrêté n° 8851 du 4 octobre 1985 portant promotion au titre de l'année 1985 de certains fonctionnaires des cadres des catégories A2 et B des Services Administratifs et Financiers (Travail et Administration Générale) en tête KOUBA KEITA ;
Vu la lettre n° 239 du 26 octobre 1989 transmettant le dossier de l'intéressé ;

DECRETE :

Article 1er : En application des dispositions du décret n° 62-426 du 29 décembre 1962 susvisé, Mr MOKOKO (Léon Raphaël), Secrétaire Principal d'Administration de 5° échelon, indice 820 des cadres de la catégorie B, hiérarchie I des Services Administratifs et Financiers (Administration Générale), en service au Secrétariat Général au Plan à Brazzaville, titulaire de l'attestation du Centre d'Etudes des Programmes Economiques, obtenu en France, est reclassé à la catégorie A hiérarchie I et nommé Administrateur des SAF de 2° échelon de son grade, indice 890 ACC = NEANT.

Article 2 : En application des dispositions du decret n° 74-229 du 10 juin 1974 susvisé, l'intéressé qui bénéficie d'une bonification de deux échelons, est nommé au 4° échelon de son grade, indice 1110.

Article 3 : Conformément aux dispositions du décret N° 86-877 du 18 juillet 1986, ce reclassement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Article 4 : Le présent décret, qui prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 30 mai 1987, date de reprise de service de l'intéressé à l'issue de son stage, sera publié au Journal Officiel.

Brazzaville, le 11 juin 1990

Alphonse Souchlaty POATY

Par le Premier Ministre,

Le Ministre du Travail et
de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET_

**- DECRET N° 90-283 du 11 juin 1990** portant reclassement et nomination de Mr OBONGO-ANGA (Franchel), Agent Spécial Principal de 2° échelon des cadres de la catégorie B hiérarchie I des Services Administratifs et Financiers (Administration Générale).

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 59-23 du 30 janvier 1959 fixant les conditions d'intégration dans les cadres des catégories BCDE (actuellement ABCD) des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-130 du 9 mai 1962 fixant le régime des rémunérations des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-195 du 5 juillet 1962 fixant la hiérarchisation des diverses catégories des cadres ;
Vu le décret n° 62-197 du 5 juillet 1962 fixant les catégories et hiérarchies des cadres créées par la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-198 du 5 juillet 1962 relatif à la nomination et à la révocation des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-426 du 29 décembre 1962 fixant le statut des cadres de la catégorie A des Services Administratifs et Financiers ;
Vu le décret n° 67-50 du 24 février 1967 règlementant la prise d'effet du point de vue de la solde des actes règlementaires relatifs aux nominations, intégrations, reconstitutions de carrière et reclassements notamment en son article 1er § 2 ;
Vu le décret n° 74-470 du 31 décembre 1974 abrogeant et remplaçant les dispositions du décret n° 62-196 du 5 juillet 1962 fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 80-630 du 27 décembre 1980 portant déblocage des avancements des agents de l'Etat ;
Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions des situations administratives des agents de l'Etat ;
Vu le décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 sur la prise d'effet des avancements et reclassements ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 2087 du 21 juin 1958 fixant le règlement sur la solde des fonctionnaires ;
Vu l'arrêté n° 6953 du 7 août 1984 autorisant Mr OBONGO ANGA (Franchel), Secrétaire d'Administration de 7° échelon à suivre un stage de formation en Comptabilité en France ;
Vu l'arrêté n° 8758 du 10 décembre 1986 portant versement, reclassement et nomination de Mr OBONGO ANGA (Franchel), Secrétaire d'Administration de 7° échelon des cadres de la catégorie C hiérarchie II des Services Administratifs et Financiers (Administration Générale) ;
Vu la lettre n° 1760 du 20 décembre 1988 du Secrétaire Général au Commerce transmettant le dossier de l'intéressé ;

DECRETE :

Article 1er : En application des dispositions du décret n° 62-426 du 29 décembre 1962, Mr OBONGO ANGA (Franchel), Agent Spécial Principal de 2° échelon, indice 640 des cadres de la catégorie B hiérarchie I des Services Administratifs et Financiers (Administration Générale), ens ervice à Brazzaville, titulaire du Diplôme des Inspecteurs de la Repression des Fraudes, délivré par le Ministère de l'Economie, des Finances et de la Privatisation (FRANCE), est reclassé à la catégorie A hiérarchie I et nommé Administrateur des SAF de 1° échelon, indice 790 ACC = Neant.

Article 2 : Conformément aux dispositions du decret n° 86-877 du 18 juillet 1986, ce reclassement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Article 3 : Le présent décret, qui prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 20 octobre 1988, date effective de reprise de service d' l'intéressé à l'issue de son stage, sera publié au Journal Officiel.

Brazzaville, le 11 juin 1990

Alphonse Souchlaty POATY

Par le Premier Ministre,

Le Ministre du Travail
et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

- RECTIFICATIF N° 90-284 du 11 juin 1990 au décret n° 88-325 du 28 avril 1988 portant versement, reclassement et nomination de Mr ONDELET (François), Professeur de CEG de 3° échelon des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des services sociaux (Enseignement) ;

(LE PREMIER MINISTRE)

AU LIEU DE :

Article 1er : En application des dispositions combinées des décrets n° 61-143 du 27 juin 1961 et 73-143 du 24 avril 1973, Mr ONDELET (François), Professeur de CEG de 3° échelon indice 860 des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des services sociaux (Enseignement) en service à la Direction des Etudes et de la Planification au Ministère du Plan et des Finances à Brazzaville, titulaire du diplôme de 3° cycle du Centre d'Etudes Préparatoires aux Organisations Internationales, Etablissement Libre d'Enseignement Supérieur à Paris (FRANCE) est versé dans les cadres du Personnel Diplomatique et Consulaire, reclassé à la catégorie A, hiérarchie I et nommé Secrétaire des Affaires Etrangères de 2° échelon, indice 890 acc = neant.

LIRE :

Article 1er : En application des dispositions combinées des décrets n° 62-426 du 29 décembre 1962 et 73-143 du 24 avril 1973, Mr ONDELET (François), Professeur de CEG de 4° échelon, indice 940 des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des services sociaux (Enseignement) en service à la direction des Etudes et de la Planification au Ministère du Plan et des Finances à Brazzaville, titulaire du diplôme du 3° cycle du Centre d'Etudes Préparatoires aux Organisations Internationales, Etablissement Libre d'Enseignement Supérieur à Paris (FRANCE), est versé dans les cadres des Services Administratifs et Financiers (Administration Générale), reclassé à la catégorie A, hiérarchie I et nommé Administrateur des SAF de 3° échelon, indice 1010. ACC = NEANT.

Le reste sans changement.

**- DECRET N° 90-303 du 14 juin 1990** portant versement, reclassement et nomination de Mr CNKILI-NDELA (Pierre Modeste), Instituteur de 6° échelon des cadres de la catégorie B, hiérarchie I des services sociaux (Enseignement)

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 59-23 du 30 janvier 1959 fixant les conditions d'intégration dans les cadres des catégories BCDE (actuellement ABCD) des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-130 du 9 mai 1962 fixant le régime des rémunérations des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-195 du 5 juillet 1962 fixant la hiérarchisation des diverses catégories des cadres ;

Vu le décret n° 62-197 du 5 juillet 1962 fixant les catégories et hiérarchies des cadres créées par la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-198 du 5 juillet 1962 relatif à la nomination et à la révocation des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-426 du 29 décembre 1962 fixant le statut commun des cadres de la catégorie A des Services Administratifs et Financiers ;

Vu le décret n° 67-50 du 24 février 1967 règlementant la prise d'effet du point de vue de la solde des actes règlementaires relatifs aux nominations, intégrations, reconstitutions de carrière et reclassement notamment en son article 1er § 2 ;

Vu le décret n° 73-143 du 24 avril 1973 fixant les modalités de changement de spécialité applicables aux fonctionnaires de la République Populaire du Congo ;

Vu le décret n° 74-470 du 31 décembre 1974 abrogeant et remplaçant les dispositions du décret n° 62-196 du 5 juillet 1962 fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 80-630 du 27 décembre 1980 portant déblocage des avancements des agents de l'Etat ;

Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions des situations administratives des agents de l'Etat ;

Vu le décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 sur la prise d'effet des avancements et reclassements ;

Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement

Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 2087 du 21 juin 1958 fixant le règlement sur la solde des fonctionnaires ;

Vu l'arrêté n° 394 du 20 janvier 1986 autorisant certains fonctionnaires des services sociaux (Enseignement) à suivre

un stage de formation à l'Ecole Supérieure du Parti à Brazzaville, en tête NGOMA NGOUMA (Jean Philippe) (Régularisation) ;

Vu le rectificatif n° 8634 du 4 décembre 1986 à l'arrêté n° 394 du 20 janvier 1986 autorisant certains fonctionnaires des services sociaux (Enseignement) à suivre un stage de formation à l'Ecole Supérieure du Parti à Brazzaville en tête NGOMA NGOUMA (Jean Philippe) ;

Vu l'arrêté n°0100 du 17 janvier 1989 portant promotion de certains Instituteurs des cadres de la catégorie B hiérarchie I des services sociaux (Enseignement) en tête : BABINDAMANA née MAYANDA DZOUMBA (Marthe) ;

Vu l'acte n° 83-025 du 10 mai 1983 portant statut de l'Ecole Supérieure du Parti ;

Vu l'acte n° 83-062 du 14 décembre 1983 portant création du Diplôme d'Etudes Supérieures des Sciences Sociales et Politiques ;

Vu la décision n° 85-003 du 30 janvier 1985 portant admission au concours d'entrée à l'Ecole Supérieure du Parti au titre de l'année 1983-1984 (Régularisation) ;

Vu la décision n° 151 du 12 juillet 1989 portant admission au Diplôme d'Etudes Supérieures des Sciences Sociales et Politiques session d'avril 1989 ;

Vu la demande de l'intéressé en date du 16 août 1989 ;

DECRETE :

Article 1er : En application des dispositions combinees des décrets n° 62-426 du 29 décembre 1962 et 73-143 du 24 avril 1973, Mr ONKILI NDELA (Pierre Modeste), Instituteur de 6° échelon indice 860 des cadres de la catégorie B hiérarchie I des services sociaux (Enseignement) en service à NGABE (Région du Pool), titulaire du Diplôme d'etudes Supérieures des Sciences Sociales et Politiques option Sciences Economiques et Gestion délivré par l'Ecole Supérieure du parti à Brazzaville, est versé dans les cadres des Services Administratifs et Financiers (Administration Générale) reclassé à la catégorie A hiérarchie I et nommé Administrateur des SAF de 2° échelon, indice 890 ACC = NEANT.

Article 2 : Conformément aux dispositions du decret n° 86-877 du 18 juillet 1986, ce reclassement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Article 3 : Le present décret, qui prendra effet du point de vue de l'an ienneté pour compter du 17 avril 1989, date effective de reprise de service de l'intéressé à l'issue de son stage, sera publié au Journal Officiel.

Brazzaville, le 14 juin 1990

Alphonse Souchlaty POATY

Par le Premier Ministre,

Le Minsitre du Travail et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

**- DECRET N° 90-322 du 16 juin 1990**
portant inscription au tableau d'avancement au titre de l'année 1989 de Mr ANDZOUANA (Albert), Inspecteur des Impôts de 6° échelon des cadres de la catégorie A, hiérarchie I des Services Administratifs et Financiers (Impôts).

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires de la République du Congo ;

Vu le décret n° 62-130 du 9 mai 1962 fixant le régime des rémunérations des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-197 du 5 juillet 1962 fixant les catégories et hiérarchies des cadres créées par la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires de la République du Congo ;

Vu le décret n° 62-198 du 5 juillet 1962 relatif à la nomination et à la révocation des fonctionnaires de la République du Congo ;

Vu le décret n° 62-426 du 29 décembre 1962 fixant le statut des cadres de la catégorie A des SAF ;

Vu le décret n° 65-170 du 25 juin 1965 règlementant l'avancement des focntionnaires ;

Vu le décret n° 71-247 du 26 juillet 1971 modifiant le tableau hiérarchique des cadres de la catégorie A des Services Administratifs et Financiers en ce qui concerne les Contributions Directes, l'Enregistrement et le Trésor, abrogeant et remplaçant les dispositions des articles 7, 9, 10, 13, 15, 16, 21 et 22 du décret n° 62-426 du 29 décembre 1962 ;

Vu le décret n° 74-470 du 31 décembre 1974 abrogeant et remplaçant les dispositions du décret n° 62-196 du 5 juillet 1962 fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions des ituations administratives des agents de l'Etat ;
Vu le décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 sur la prise d'effet des avancements et reclassements ;

Vu l'arrêté n° 2087 du 21 juin 1958 fixant le règlement sur la solde des fonctionnaires ;
Vu le procès-verbal de la Commission Paritaire Administrative d'Avancement réunie à Brazzaville, le 20 juin 1989 ;

DECRETE :

Article 1er : Mr ANDZOUANA (Albert), Inspecteur de 6° échelon des cadres de la catégorie A, hiérarchie I des Services Administratifs et Financiers (Impôts) en service à Brazzaville, est inscrit au tableau d'avancement au titre de l'année 1989 à deux ans pour le 1° échelon du grade d'Inspecteur Principal.

Article 2 : Le présent décret sera publié au Journal Officiel.

Brazzaville, le 16 juin 1990

Alphonse Souchlaty POATY

Par le Premier Ministre,

Le Minsitre du Travail et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

- DECRET N° 90-323 du 16 juin 1990 portant promotion au titre de l'année 1989 de Mr ANDZOUANA (Albert), Inspecteur des Impôts de 6° échelon des cadres de la catégorie A, hiérarchie I des Services Administratifs et Financiers (Impôts)

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la constitution ;
Vu la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionaires ;
Vu le décret n° 62-130 du 9 mai 1962 fixant le régime des rémunérations des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-197 du 5 juillet 1962 fixant les catégories et hiérarchies des cadres créées par la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-198 du 5 juillet 1962 relatif à la nomination et à la révocation des fonctionnaires de la catégorie A I ;
Vu le décret n° 62-426 du 29 décembre 1962 fixant le statut des cadres de la catégorie A des SAF ;
Vu le décret n° 65-170 du 25 juin 1965 règlementant l'avancement des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 71-247 du 26 juillet 1971 modifiant le tableau hiérarchique des cadres de la catégorie A des Services Administratifs et Financiers en ce qui concerne les Contributions Directes, l'Enregistrement et le Trésor, abrogeant et remplaçant les dispositions des articles 7, 9, 10, 13, 15, 16, 21 et 22 du décret n° 62-426 du 29 décembre 1962 ;
Vu le décret n° 74-470 du 31 décembre 1974 abrogeant et remplaçant les dispositions du décret n° 62-196 du 5 juillet 1962 fixant les échelonnnements indiciaires des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions des situations administratives des agents de l'Etat ;
Vu le décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 sur la prise d'effet des avancements et reclassements ;
Vu l'arrêté n° 2087 du 21 juin 1958 fixant le règlement sur la solde des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 90-322 en date du 16 juin 1990 portant inscription au tableau d'avancement au titre de l'année 1989 de Mr ANDZOUANA (Albert), Inspecteur des Impôts de 6° échelon des cadres de la catégorie A, hiérarchie I des Services Administratifs et Financiers (Impôts) ;

DECRETE :

Article 1er : Mr ANDZOUANA (Albert), Inspecteur des Impôts de 6° échelon des cadres de la catégorie A, hiérarchie I des Services Administratifs et Financiers (Impôts) en service à Brazzaville, est promu au titre de l'année 1989 au 1er échelon du grade d'Inspecteur Principal indice 1520 ACC = NEANT.

Article 2 : Conformément aux dispositions du decret N° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Article 3 : Le présent décret qui prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 18 août 1989, sera publié au Journal Officiel.

Brazzaville, le 16 juin 1990

Alphonse Souchlaty POATY

Par le Premier Ministre,

Le Ministre du Travail
et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZFT

DECRET N° 90-327 du 27 juin 1990
portant reclassement et nomination
certains fonctionnaires des cadres
de la catégorie A, hiérarchie II
des Services Techniques (Génie Rural)
en tête MBITSI (Paul)

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 59-23 du 30 janvier 1959 fixat les conditions d'intégration dans les cadres des catégories BCDE (actuellement ABCD) des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 60-90 du 3 mars 1960 fixant le statut commun des cadres de la catégorie A 1 des services Techniques ;
Vu le décret n° 62-130 du 9 mai 1962 fixant le régime de rémunération des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-195 du 5 juillet 1962 fixant la hiérarchisation des diverses catégories des cadres ;
Vu le décret n° 62-197 du 5 juillet 1962 fixant les catégories et hiérarchies des cadres créées par la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-198 du 5 juillet 1962 relatif à la nomination et à la révocation des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 67-50 du 24 février 1967 règlementant la prise d'effet du point de vue de la solde des actes règlementaires relatifs aux nominations, intégrations, reconstitutions de carrière et reclassements notamment en son article 1er § 2 ;
Vu le décret n° 74-470 du 31 décembre 1973 abrogeant et remplaçant les dispositions du décret n° 62-196 du 5 juillet 1962 fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 80-630 du 27 décembre 1980 portant déblocage des avancements des agents de l'Etat ;
Vu le décret n° 89-633 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 aout 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement
Vu le décret n° 89-640 du 31 aout 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 determinant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions des situations administratives des agents de l'Etat ;
Vu le décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 sur la prise d'effet des avancements et reclassements ;

Vu les arrêtés n° 7865 du 4 octobre 1983, 8637 du 9 novembre 1983, 3478 du 30 juin 1988 et 7498 du 29 décembre 1988.
Vu la lettre n° 332 du 29 mars 1989 du Directeur des Affaires Administratives, Financières et du Personnel au Ministère du Développement Rural transmettant le dossier des intéressés ;

DECRETE :

Article 1er : En application des dispositions du decret n° 60-90 du 3 mars 1960, les fonctionnaires des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des services techniques (Génie Rural) dont les noms suivent, titulaires du diplôme de "Master of Science" en Ingénierie spécialités Génie Rural et Hydrotechnique et bonification, délivré par l'Institut d'Hydrotechnique et de Bonification de Moscou (URSS) sont reclassés à la catégorie A, hiérarchie I et nommés Ingénieurs du Génie Rural comme suit :

AU 2° ECHELON, INDICE 940 ACC = NEANT

MBITSI (Paul), Ingenieur des Travaux Ruraux de 4° échelon, indice 940 en service à Brazzaville.

AU 4° ECHELON, INDICE 1140 ACC = NEANT

PAKA PAKA, Ingénieur des Travaux Ruraux de 5e échelon, indice 1020 en service à Brazzaville.

Article 2 : Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, ce reclassement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Article 3 : Le présent décret, qui prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates effectives de reprise de service des intéressés à l'issue de leur stage, publié au Journal Officiel.

Brazzaville, le 22 juin 1990

Alphonse Souchlaty POATY

Par le Premier Ministre,

Le Ministre du Travail et
de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

**- DECRET N° 90-328 du 22 juin 1990**
portant reclassement et nomination de Melle BANIEKONA (Albertine), Ingénieur des Travaux de l'Imprimerie de 5° échelon des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des Services Techniques (Imprimerie Nationale)

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 59-23 du 30 janvier 1959 fixant les conditions d'intégration dans les cadres des catégories BCDE (actuellement ABCD) des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-130 du 9 mai 1962 fixant le régime des rémunérations des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-195 du 5 juillet 1962 fixant la hiérarchisation des diverses catégories des cadres ;
Vu le décret n° 62-197 du 5 juillet 1962 fixant les catégories et hiérarchies des cadres créées par la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-198 du 5 juillet 1962 relatif à la nomination et à la révocation des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 67-50 du 24 février 1967 règlementant la prise d'effet du point de vue de la solde des actes règlementaires relatifs aux nominations, intégrations, reconstitutions de carrière et reclassement notamment en son article 1er § 2 ;
Vu le décret n° 74-470 du 31 décembre 1974 abrogeant et remplaçant les dispositions du décret n° 62-196 du 5 juillet 1962 fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 80-630 du 27 décembre 1980 portant déblocage des avancements des agents de l'Etat ;
Vu le décret n° 82-892 du 1er octobre 1982 portant statut particulier des cadres de l'Imprimerie Nationale ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions des situations administratives des agents de l'Etat ;
Vu le décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 sur la prise d'effet des avancements et reclassements ;

Vu l'arrêté n° 2087 du 21 juin 1958 fixant le règlement sur la solde des fonctionnaires ;

Vu l'arrêté n° 3772 du 19 avril 1982 autorisant Melle BANIEKONA (Albertine), Prote de 1er échelon à suivre un stage de formation en Economie en URSS ;

Vu l'arrêté n° 7067 du 19 décembre 1988 portant révision de la situation administrative de Melle BANIEKONA (Albertine), Prote de 4° échelon des cadres de la catégorie B hiérarchie I des services techniques (Imprimerie Nationale) ;

Vu la lettre n° 035 du 16 janvier 1988 du Directeur des Finances et de l'Equipement, chargé du Personnel au Ministère de l'Information et des Postes et Télécommunications transmettant le dossier de l'intéressée.;

DECRETE :

Article 1er : En application des dispositions du décret n° 82-892 du 1er octobre 1982, Melle BANIEKONA (Albertine), Ingénieur des Travaux d'Imprimerie de 5° échelon, indice 1020 des cadres de la catégorie A hiérarchie II des services techniques (Imprimerie Nationale), en service à Brazzaville, titulaire du diplôme de "Master of science" en économie; spécialisation : l'Economie et l'Organisation des Industries Polygraphiques, délivré par l'Institut Polygraphique de Moscou décoré d'ogre du Drapeau Rouge de Travail (URSS) est reclassée à la catégorie A, hiérarchie I et nommée au grade d'Ingénieur de l'Imprimerie de 4° échelon, indice 1140 acc = néant.

Article 2 : Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, ce reclassement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Article 3 : Le présent décret qui prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 20 octobre 1987, date effective de reprise de service de l'intéressée à l'issue de son stage, sera publié au Journal Officiel.

Brazzaville, le 22 juin 1990.

Alphonse Souchlaty POATY

Par le Premier Ministre,

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

- DECRET N° 90-329 du 22 juin 1990 portant inscription au tableau d'avancement au titre de l'année 1987 des Professeurs Certifiés d'Education Physique et Sportive des cadres de la catégorie A, hiérarchie I des services sociaux enseignement (Jeunesse et Sports)

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-130 du 9 mai 1962 fixant le régime des rémunérations des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-198 du 5 juillet 1962 relatif à la nomination et à la révocation des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-197 du 5 juillet 1962 fixant les catégories et hiérarchies des cadres créées par la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 65-170 du 25 juin 1965 règlementant l'avancement des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 74-454 du 17 décembre 1974 modifiant le tableau hiérarchique des cadres ABC et D de l'enseignement (Jeunesse et Sports) abrogeant et remplaçant les dispositions des articles 1, 2, 3, 5, 10, 13, 14, 15, 18, 19, et 20 du décret n° 63-79 du 26 mars 1963 portant statut commun des cadres de l'enseignement (Jeunesse et Sports) ;

Vu le décret n° 74-470 du 31 décembre 1974 abrogeant et remplaçant les dispositions du décret n° 62-196 du 5 juillet 1962 fixant les échelonnements indicaires des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret n85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions des situations administratives des agents de l'Etat ;

Vu le décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 sur la prise d'effet des avancements et reclassements :

Vu l'arrêté n° 2087 du 21 juin 1958 fixant le règlement sur la solde des fonctionnaires ;

Vu le Procès-Verbal de la Commission administrative paritaire d'avancement réunie à Brazzaville en date du 20 mai 1988 ;

DECRETE :

Article 1er : Sont inscrits au tableau d'avancement au titre de l'année 1987, les Professeurs Certifiés d'Education Physique et Sportive des cadres de la catégorie A, hiérarchie I des services sociaux (Enseigne r - Jeunesse et Sports) pour le 2° échelon eur grade à deux ans.

MONGANDA (Marie Louise)
OCKOUA MBEMBET

Article 2 : Le présent décret sera publié au Journal Officiel.

Alphonse Souchlaty POATY

Par le Premier Ministre,

Le Ministre du Travail et
de la Sécurité Sociale,
Jeanne DAMBENDZET

- DECRET N° 90-330 du 22 juin 1990 portant promotion au titre de l'année 1987 des Professeurs Certifiés d'Education Physique et Sportive des cadres de la catégorie A, hiérarchie I des services sociaux enseignement (Jeunesse et Sports)

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;

Vu la loi n°15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-130 du 9 mai 1962 fixant le régime des rémunérations des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-198 du 5 juillet 1962 relatif à la nomination et à la révocation des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-197 du 5 juillet 1962 fixant les catégories et hiérarchies des cadres créées par la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 65-170 du 25 juin 1965 règlementant l'avancement des fonctionnaires.

Vu le décret n° 74-454 du 17 décembre 1974 modifiant le tableau hiérarchique des cadres ABC et D de l'enseignement (Jeunesse et Sports abrogeant et remplaçant les dispositions des articles 1, 2, 3, 5, 10, 13, 14, 15, 18, 19 et 20 du décret n° 63-79 du 26 mars 1963 portant statut commun des cadres de l'enseignement (Jeunesse et Sports) ;

Vu le décret n° 74-470 du 31 décembre 1974 abrogeant et remplaçant les dispositions du décret n° 62-196 du 5 juillet 1962 fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 89-631 du 7 aout 1989 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement

Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions des situations administratives des agents de l'Etat ;

Vu le décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 sur la prise d'effet des avancements et reclassements ;

Vu l'arrêté n° 2087 du 21 juin 1958 fixant le règlement sur la solde des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 90-329 du 22 juin 1990 portant inscription au tableau d'avancement au titre de l'année 1987, des Professeurs certifiés d'Education Physique et Sportive des cadres de la catégorie A, hiérarchie I des services sociaux (Enseignement - Jeunesse et Sports) ;

DECRETE :

Article 1er : Sont promus au 2° échelon de leur grade indice 920 au titre de l'année 1987, les Professeurs Certifiés d'Education Physique et Sportive des cadres de la catégorie A, hiérarchie I des services sociaux (Enseignement - Jeunesse et Sports) dont les noms suivent : ACC = NEANT.

MONGANDA (Marie Louise p-c du 1 janvier 1987
OCKOUA MBEMBET 1 octobre 1987

Article 2 : Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Article 3 : Le présent décret qui prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées, sera publié au Journal Officiel.

Brazzaville, le 22 juin 1990

Alphonse Souchlaty POATY

Par le Premier Ministre,

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

**- DECRET N° 90-332 du 22 juin 1990** portant versement, reclassement et nomination de certains fonctionnaires des cadres de la catégorie A hiérarchie II des Services Administratifs et Financiers (Administration Générale) en tête : IKAMA (Ferdinand).

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 59-23 du 30 janvier 1959 fixant les conditions d'intégration dans les cadres des catégories BCDE (actuellement ABCD) des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 61-143 du 27 juin 1961 portant le statut commun des cadres du Personnel Diplômatique et Consulaire ;
Vu le décret n° 62-130 du 9 mai 1962 fixant le régime des rémunérations des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-195 du 5 juillet 1962 fixant la hiérarchisation des diverses catégories des cadres ;
Vu le décret n° 62-197 du 5 juillet 1962 fixant les catégories et hiérarchies des cadres créées par la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-198 du 5 juillet 1962 relatif à la nomination et à la révocation des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 67-50 du 24 février 1967 règlementant la prise d'effet du point de vue de la solde des actes règlementaires relatifs aux nominations, intégrations, reconstitutions de carrière et reclassements, notamment en son article 1er § 2 ;
Vu le décret n° 73-143 du 24 avril 1973 fixant les modalités de changement de spécialité applicables aux fonctionnaires de la République Populaire du Congo ;
Vu le décret n° 74-470 du 31 décembre 1974 abrogeant et remplaçant les dispositions du décret n° 62-196 du 5 juillet 1962 fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 80-630 du 27 décembre 1980 portant déblocage des avancements des agents de l'Etat ;
Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions des situations administratives des agents de l'Etat ;
Vu le décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 sur la prise d'effet des avancements et reclassements ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 2087 du 21 juin 1958 fixant le règlement sur la solde des fonctionnaires ;
Vu les arrêtés n° 265 du 27 janvier 1989, 491 du 30 janvier 1989, 1705 du 15 avril 1989
Vu la lettre n° 4410 du 18 août 1989 du Secrétaire Général au Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération transmettant les dossiers des intéressés

DECRETE :

Article 1er : En application des dispositions combinées des décrets n° 61-143 du 27 juin 1961 et 73-143 du 24 avril 1973, les fonctionnaires des cadres de la catégorie A hiérarchie II des Services Administratifs et Financiers (Administration Générale), titulaires du Certificat de Fin de stage Diplômatique délivré par l'Institut des Relations Internationales du Cameroun sont versés à la catégorie A hiérarchie I et nommés au grade de Secrétaire des Affaires Etrangères de 1er échelon, indice 790 ACC = NEANT.

Mr IKAMA (Ferdinand), Attaché des SAF de 2° échelon, indice 680.
Mr MASSAMBA (André), Attaché des SAF de 3° échelon, indice 750.

Article 2 : Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, ce reclassement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Article 3 : Le présent décret, qui prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates effectives de reprise de service des intéressés à l'issu de leur stage, sera publié au Journal Officiel.

Brazzaville, le 22 juin 1990

Alphonse Souchlaty POATY

Par le Premier Ministre,

Le Ministre du Travail et
de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

- DECRET N° 90-333 du 22 juin 1990 - portant inscription au tableau d'avancement au titre de l'année 1989 de certains fonctionnaires des cadres de la catégorie A, Hiérarchie I des Services Administratifs et Financiers (Impôts)

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires
Vu le décret n° 62-130 du 9 mai 1962 fixant le régime des rémunérations des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-197 du 5 juillet 1962 fixant les catégories et hiérarchies des cadres créées par la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-198 du 5 juillet 1962 relatif à la nomination et à la révocation des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-426 du 29 décembre 1962 fixant le statut commun des cadres de la catégorie A des SAF ;
Vu le décret n° 65-170 du 25 juin 1965 règlementant l'avancement des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 71-247 du 26 juillet 1971 modifiant le tableau hiérarchique des cadres de la catégorie A des Services Administratifs et Financiers en ce qui concerne les Contributions Directes, l'Enregistrement et le Trésor abrogeant et remplaçant les dispositions des articles 7, 9, 10, 13, 15, 16, 21 et 22 du décret n° 62-426 du 29 décmebre 1962 ;
Vu le décret n° 74-470 du 31 décembre 1974 abrogeant et remplaçant les dispositions du décret n° 62-196 du 5 juillet 1962 fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions des situations administratives des Agents de l'Etat ;
Vu le décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 sur la prise d'effet des avancements et reclassements :

Vu l'arrêté n° 2087 du 21 juin 1958 fixant le règlement sur la solde des fonctionnaires ;
Vu le Procès-verbal de la Commission Paritaire Administrative d'avancement, réunie à Brazzaville, le 20 juin 1989 ;

DECRETE :

Article 1er : Les fonctionnaires des cadres de la catégorie A, hiérarchie I, des Services Administratifs et Financiers(Impôts) dont les noms suivent, sont inscrits au tableau d'avancement au titre de l'année 1989 à deux ans :

INSPECTEURS DES IMPOTS

Pour le 2ème échelon

GELAIR DE BALTHAZAR (Guy Noël)
NKOUNKOU NZONZI (Célestin)
TOMBE (Jean Claude)

Pour le 3ème échelon

MABIALA née MOUNDELE (Thérèse)
MBEMBA (Marcel)
NKABA (Joseph)

Pour le 4ème échelon

BAZEBIDIA (Antoinette)
MAVOUNGOU MAKAYA (Jean Baptiste)
MAVOUNGOU (Athanase)
MABIALA DONGUI (Philémon)

Pour le 5ème échelon

OKANA (Samuel)

Pour le 6ème échelon

GOMAT (Olivier Blanchard)
LOUTAYA (Honorine)
MABIALA (Alphonse)
FERET ONDON

INSPECTEURS PRINCIPAUX

Pour le 2ème échelon

KIMBOUALA (Narcisse)
KOUBEMBA (Azarias)
MALEKAT (Jean Luc)
MIAMBANZILA (Michel)

Pour le 4ème échelon

POATY (Alphonse)

Article 2 : Conformément aux dispositions du decret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet jusqu'à nouvel ordre.

Article 3 : Le présent décret, qui prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées, sera publié au Journal Officiel.

Brazzaville, le 22 juin 1990

Alphonse Souchlaty POATY

Par le Premier Ministre,

Le Ministre du Travail et
de la Sécurité Sociale par intérim,

Alphonse NZOUNGOU

**- DECRET N° 90-334 du 22 juin 1990**
portant promotion au titre de l'année 1989 de certains fonctionnaires des cadres de la catégorie A, hiérarchie I des Services Administratifs et Financiers (Impôts).

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires de la République du Congo ;
Vu le décret n° 62-130 du 9 mai 1962 fixant le régime des rémunérations des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-197 du 5 juillet 1962 fixant les catégories et hiérarchies des cadres créées par la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires de la République du Congo ;
Vu le décret n° 62-198 du 5 juillet 1962 relatif à la nomination et à la révocation des fonctionnaires de la catégorie A I ;
Vu le décret n° 62-426 du 29 décembre 1962 fixant le statut des cadres de la catégorie A des SAF ;
Vu le décret n° 65-170 du 25 juin 1962 règlementant l'avancement des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 71-247 du 26 juillet 1971 modifiant le tableau hiérarchique des cadres de la catégorie A des Services Administratifs et Financiers en ce qui concerne les Contributions Directes, l'Enregistrement et le Trésor, abrogeant et remplaçant les dispositions des articles 7, 9, 10, 13, 15, 16, 21 et 22 du décret n° 62-426 du 29 décembre 1962 ;
Vu le décret n° 74-470 du 31 décembre 1974 abrogeant et remplaçant les dispositions du décret n° 62-196 du 5 juillet 1962 fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions des situations administratives des agents de l'Etat ;
Vu le décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 sur la prise d'effet des avancements et reclassements ;

Vu l'arrêté n° 2087 du 21 juin 1958 fixant le règlement sur la solde des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 90-333 du 22 juin 1990 portant inscription au tableau d'avancement au titre de l'année 1989 de certains fonctionnaires des cadres de la catégorie A, hiérarchie I des Services Administratifs et Financiers (Impôts) ;

DECRETE :

Article 1er : Les fonctionnaires des cadres de la catégorie A, hiérarchie I des Services Administratifs et Financiers (Impôts) dont les noms suivent, sont promus aux échelons ci-après au titre de l'année 1989- ACC = NEANT.

INSPECTEURS DES IMPOTS

Au 2° échelon, indice 890

| | |
|---|---|
| GELAIR DE BALTHAZAR (Guy Joël) | p-c du 23 avril 1989 |
| NKOUNKOU NZONZI (Célestin) | 23 avril 1989 |
| TOMBE (Jean Claude) | 23 avril 1989 |

Au 3° échelon, indice 1010

| | |
|---|---|
| MABIALA née MOUNDELE (Thérèse) | 23 décembre 1989 |
| MBEMBA (Marcel) | 22 avril 1989 |
| NKABA (Joseph) | 28 août 1989 |

Au 4° échelon, indice 1110

| | |
|---|---|
| BAZEBIDIA (Antoinette) | 16 février 1989 |
| MAVOUNGOU MAKAYA (Jean Baptiste) | 10 mars 1989 |
| MAVOUNGOU (Athanase) | 8 septembre 1989 |
| MABIALA DONGUI (Philémon) | 6 octobre 1989 |

Au 5° échelon, indice 1190

| | |
|---|---|
| OKANA (Samuel) | 16 septembre 1989 |

Au 6° échelon, indice 1300

| | |
|---|---|
| GOMAT (Olivier Blanchard) | 1 juin 1989 |
| LOUTAYA (Honorine) | 15 mai 1989 |
| MABIALA (Alphonse) | 17 mars 1989 |
| FERET ONDON | 13 juillet 1989 |

INSPECTEURS PRINCIPAUX

Au 2° échelon, indice 1680

| | |
|---|---|
| KIMBOUALA (Narcisse) | 1 janvier 1989 |
| KOUBEMBA (Azarias) | 22 janvier 1989 |
| MALEKAT (Jean Luc) | 22 avril 1989 |
| MIAMBANZILA (Miche | 20 septembre 1989 |

Au 4° échelon, indice 1950

| | |
|---|---|
| POATY (Alphonse) | p-c du 11 juin 1990 |

Article 2 : Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Article 3 : Le présent décret, qui prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées, sera publié au Journal Officiel.

Brazzaville, le 22 juin 1990

Alphonse Souchlaty POATY

Par le Premier Ministre,

Le Minsitre du Travail et
de la Sécurité Sociale par intérim,

Alphonse NZOUNGOU

**- DECRET N° 90-335 du 23 juin 1990** portant intégration et nomination de certains candidats dans les cadres de la catégorie A hiérarchie I des services sociaux (Enseignement) en tête GOUARI (Martin) (Régularisation).

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-130 du 9 mai 1962 fixant le régime des rémunérations des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-195 du 5 juillet 1962 fixant la hiérarchisation des diverses catégories des cadres ;

Vu le décret n° 62-197 du 5 juillet 1962 fixant les catégories et hiérarchies des cadres créées par la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-198 du 5 juillet 1962 relatif à la nomination et à la révocation des fonctionnaires des cadres de l'Etat ;

Vu le décret n° 63-81 du 26 mars 1963 fixant les conditions dans lesquelles sont effectués les stages probatoires que doivent

subir les fonctionnaires stagiaires ;
Vu le décret n° 67-50 du 24 février 1967 règlementant la prise d'effet du point de vue de la solde des actes règlementaires relatifs aux nominations, intégrations, reconstitutiions de carrière et reclassements
Vu le décret n° 67-304 du 30 septembre 1967 modifiant le tableau hiérarchique des cadres de la catégorie A, abrogeant et remplaçant les dispositions des articles 10, 20 et 21 du décret n° 64-165 du 22 mai 1964 fixant le statut commun des cadres de l'Enseignement ;
Vu le décret n° 74-470 du 31 décembre 1974 abrogeant et remplaçant les dispositions du décret n° 62-196 du 5 juillet 1962 fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions des situations administratives des agents de l'Etat ;

Vu l'arrêté n° 2087 du 21 juin 1958 fixant le règlement sur la solde des fonctionnaires ;
Vu les dossiers de candidature constitués par les intéressés ;

DECRETE :

Article 1er : En application des dispositions du décret n° 67-304 du 30 septembre 1967, les candidats dont les noms suivent, titulaires de la licence es-Lettres (session de 1984) et du Certificat d'Aptitude Professionnelle à l'Enseignement dans les Lycées Option : Anglais, Français, Histoire Géographie et Philosophie (session de septembre 1985) obtenue à l'Université Marien NGOUABI, sont intégrés dans les cadres de la catégorie A, hiérarchie I des services sociaux (Enseignement) et nommés au grade de Professeur Certifié de Lycée de 1er échelon, stagiaire indice 830.

GOUARI (Martin)
BAHOUNA (Daniel)
BANZOUZI (Joachim)
BAVOUKIDINA (Frédéric)
ANGUIMELA (Martine)
GOMA MABIALA
KIEMBONGO NGOUANGA
KONGO (Michel)
MABANZA (Gabriel)
MABIALA (Marie Jeanne)
MACKITA (Prosper)
MANZOKONA (Marcel)
MFERE (Modeste)
MOUKASSA NGATALI (Guy Norbert)
MOUKENGUE (Maurice)
MPELE (Emile)
NGOUAKA (Emilie)
NIMI (Joseph)
NZIBOU (Jeanne)
OUNANDIABA (Justin)
PANDI (Antoine)
TCHIBINDA (Jérôme)
TSATI (Ambroise)

Article 2 : Les intéressés sont mis à la disposition du Ministère des Enseignements Secondaire et Supérieur, chargé de la Recherche Scientifique.

Article 3 : Le présent décret, qui prendra effet à compter des dates effectives de prise de service des intéressés, sera publié au Journal Officiel.

Brazzaville, le 23 juin 1990

Alphonse Souchlaty POATY

Par le Premier Ministre,

Le Ministre du Travail et
de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

**- DECRET N° 90-336 du 23 juin 1990**
portant reclassement et nomination de Mr MOUBIMA (Ignace), Agent Spécial Principal de 2° échelon des cadres de la catégorie B hiérarchie I des Services Administratifs et Financiers (Administration Générale).

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 59-23 du 30 janvier 1959 fixant les conditions d'intégration dans les cadres des catégories BCDE (actuellement ABCD) des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-130 du 9 mai 1962 fixant le régime des rémunérations des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-195 du 5 juillet 1962 fixant la hiérarchisatiion des diverses catégories des cadres ;
Vu le décret n° 62-197 du 5 juillet 1962 fixant les catégories et hiérarchies des cadres créées par la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-198 du 5 juillet 1962 relatif à la nomination et à la révocation des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-426 du 29 décembre 1962 fixant le statut des cadres de la catégorie A des Services Administratifs et Financiers ;
Vu le décret n° 67-50 du 24 février 1967 règlementant la prise d'effet du point de vue de la solde des actes règlementaires relatifs aux nominations, intégrations, reconstitutions de carrière et reclassements notamment en son article 1er § 2 ;
Vu le décret n° 74-299 du 10 juin 1974 portant attribution de certains avantages aux Economistes, Statisticiens et les diplômes de Grandes Ecoles et Instituts de l'Enseignement Supérieur de Commerce ;
Vu le décret n° 74-470 du 31 décembre 1974 abrogeant et remplaçant les dispositions du décret n° 62-196 du 5 juillet 1962 fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 80-630 du 27 décembre 1980 portant déblocage des avancements des agents de l'Etat ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions des situations administratives des agents de l'Etat ;
Vu le décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 sur la prise d'effet des avancements et reclassements ;
Vu l'arrêté n° 2087 du 21 juin 1958 fixant le règlement sur la solde des fonctionnaires ;
Vu l'arrêté n° 6624 du 2 août 1984 portant promotion au titre de l'année 1984 des fonctionnaires des cadres des catégories A2 et B des SAF (Travail et Administration Générale) ;
Vu l'arrêté n° 7574 du 30 août 1985 autorisant Mr MOUBIMA (Ignace), Agent Spécial Principal de 1° échelon à suivre un stage de promotion en Gestion des Entreprises et des Administrations en France ;
Vu la lettre n° 036 du 26 mars 1988 du Directeur Général de l'Agence de Développement des Petites et Moyennes Entreprises transmettant le dossier de l'intéressé ;

DECRETE :

Article 1er : En application des dispositions du décret n° 62-426 du 29 décembre 1962, Mr MOUBIMA (Ignace), Agent Spécial Principal de 2° échelon, indice 640 des cadres de la catégorie B, hiérarchie I des Services Administratifs et Financiers (Administration Générale) en service à l'Agence de Développement des Petites et Moyennes Entreprises à Brazzaville, titulaire Diplôme d'Etudes Comptables Supérieures obtenu en France, est reclassé à la catégorie A, hiérarchie I et nommé Administrateur de 1° échelon, indice 790 ACC = NEANT.

Article 2 : En application des dispositions du décret n° 74-229 du 10 juin 1974, l'intéressé qui bénéficie d'une bonification de deux échelons est nommé au 3° échelon de son grade indice 1010 ACC = NEANT.

Article 3 : Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, ce reclassement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Article 4 : Le présent décret, qui prendra effet pour compter du 18 mars 1988, date effective de reprise de service de l'intéressé à l'issue de son stage, sera publié au Journal Officiel.

Brazzaville, le 23 juin 1990

Alphonse Souchlaty POATY

Par le Premier Ministre,

Le Ministre du Travail et
de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

**- DECRET N° 90-366 du 26 juin 1990**
portant versement, reclassement et nomination de Mr MOTOULA (Louis Noël), Professeur de CEG de 5° échelon des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des services sociaux (Enseignement)

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 59-23 du 30 janvier 1959 fixant les conditions d'intégration dans les cadres des catégories BCDE (actuellement ABCD) des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-130 du 9 mai 1962 fixant le régime des rémunérations des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-195 du 5 juillet 1962 fixant la hiérarchisation des diverses catégories des cadres ;
Vu le décret n° 62-197 du 5 juillet 1962 fixant les catégories et hiérarchies des cadres créées par la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-198 du 5 juillet 1962 relatif à la nomination et à la révocation des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-426 du 29 décembre 1962 fixant le statut des cadres de la catégorie A des Services Administratifs et Financiers ;
Vu le décret n°. 67-50 du 24 février 1967 règlementant la prise d'effet du point de vue de la solde des actes règlementaires relatifs aux nominations, intégrations, reconstitutions de carrière et reclassements notamment en son article 1er § 2 ;
Vu le décret n° 73-143 du 24 avril 1973 fixant les modalités de changement de spécialité applicables aux fonctionnaires de la République Populaire du Congo ;
Vu le décret n° 74-470 du 31 décembre 1974 abrogeant et remplaçant les dispositions du décret n° 62-196 du 5 juillet 1962 fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 80-630 du 27 décembre 1980 portant déblocage des avancements des agents de l'Etat ;
Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions des situations administratives des agents de l'Etat ;
Vu le décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 sur la prise d'effet des avancements et reclassements ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 2087 du 21 juin 1958 fixant le règlement sur la solde des fonctionnaires ;
Vu l'arrêté n° 342 du 25 janvier 1989 portant promotion à trente mois et à trois ans au titre de l'année 1987 de certains Professeurs de CEG des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des services sociaux (Enseignement) en tête BABALET (Joseph Frand)
Vu l'arrêté n° 3586 du 7 juillet 1989 autorisant certains fonctionnaires déclarés définittivement admis au concours professionnel à suivre un stage de formation à l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature de Brazzaville en tête : MOTOULA (Louis Noël) (Régularisation) ;
Vu la note n° 918 du 28 octobre 1986 portant proclamation de certains candidats aux concours d'entrée à l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature ;
Vu la lettre n° 2059 du 17 octobre 1989 du Directeur du Personnel et des Affaires Administratives au Ministère de l'Enseignement Fondamental et de l'Alphabétisation transmettant le dossier de l'intéressé ;

DECRETE :

Article 1er : En application des dispositions combinées des décrets n° 62-426 du 29 décembre 1962 et 73-143 du 24 avril 1973, Mr MOTOULA (Louis Noël), Professeur de CEG de 5° échelon, indice 1020 des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des services sociaux (Enseignement) en service au Collège d'Enseignement Général Conférence Nationale à Brazzaville, titulaire du Diplôme de l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature filière : Budget délivré par l'Université Marien NGOUABI à Brazzaville, est versé dans les cadres des Services Administratifs et Financiers (Administration Générale), reclassé à la catégorie A, hiérarchie I et nommé Administrateur des SAF de 4° échelon, indice 1110 ACC = NEANT.

Article 2 : Conformément aux dispositions du decret N° 86-877 du 18 juillet 1986, ce reclassement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Article 3 : Le présent décret, qui prendra effet au point de vue de l'ancienneté pour compter du 9 avril 1989, date effective de reprise de service de l'intéressé à l'issue de son stage, sera publié au Journal Officiel.

Brazzaville, le 26 juin 1990

Alphonse Souchlaty POATY

Par le Premier Ministre,

Le Ministre du Travail et
de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

---

**- DECRET N° 90-367 du 26 juin 1990**
portant reclassement et nomination de Mr MOKEBE (Paul), Professeur de CEG de 4° échelon des cadres de la catégorie A hiérarchie II des services sociaux (Enseignement).

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 59-23 du 30 janvier 1959 fixant les conditions d'intégration dans les cadres des catégories BCDE (actuellement ABCD) des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-130 du 9 mai 1962 fixant le régime des rémunérations des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-195 du 5 juillet 1962 fixant la hiérarchisation des diverses catégories des cadres ;
Vu le décret n° 62-197 du 5 juillet 1962 fixant les catégories et hiérarchies des cadres créées par la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-198 du 5 juillet 1962 relatif à la nomination et à la révocation des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 67-50 du 24 février 1967 règlementant la prise d'effet du point de vue de la solde des actes règlementaires relatifs aux nominations, intégrations, reconstitutions de carrière et reclassements notamment en son article 1er § 2 ;
Vu le décret n° 67-304 du 30 septembre 1967 modifiant le tableau hiérarchique des cadres A de l'Enseignement Secondaire abrogeant et remplaçant les dispositions des articles 19, 20 et 21 du décret n° 64-164 du 22 mai 1964 fixant le statut commun des cadres de l'Enseignement ;
Vu le décret n° 74-470 du 31 décembre 1974 abrogeant et remplaçant les dispositions du décret n° 62-196 du 5 juillet 1962 fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 80-630 du 27 décembre 1980 portant déblocage des avancements des agents de l'Etat ;
Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1980 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions des situations administratives des agents de l'Etat ;
Vu le décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 sur la prise d'effet des avancements et reclassements ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 2087 du 21 juin 1958 fixant le règlement sur la solde des fonctionnaires ;
Vu l'arrêté n° 3038 du 12 mai 1988 autorisant certains fonctionnaires des services sociaux (Enseignement) déclarés définitivement admis au concours professionnel à suivre un stage de formation des Professeurs de Lycée à l'Institut Supérieur des Sciences de l'Education à Brazzaville en tête MANGUENGUE (Benoît) ;
Vu l'arrêté n° 7174 du 21 décembre 1988 portant promotion à trente mois et à trois ans au titre de l'année 1987 de certains Professeurs de CEG des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des services sociaux (Enseignement) en tête : ZOBADILA (Nestor) ;
Vu les résultats des concours d'entrée à l'INSSED pour la formation des Professeurs de Lycée session de mars 1985 en date du 31 mai 1985 ;
Vu la lettre n° 20 du 5 janvier 1990 du Directeur du Personnel et des Affaires Administratives au Ministère de l'Enseignement Fondamental et de l'Alphabétisation transmettant le dossier de l'intéressé ;

DECRETE :

Article 1er : En application des dispositions du décret n° 67-304 du 30 septembre 967, Mr MOKEBE (Paul), Professeur de CEG de .° échelon, indice 940 des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des services sociaux Enseignement), en service à Brazzaville, itulaire du Certificat d'Aptitude Professionnel à l'Enseignement dans les Lycées ption : Anglais (1ère session 1989), délivré ar l'Université Marien NGOUABI à Brazzaville, st reclassé à la catégorie A, hiérarchie I t nommé Professeur Certifié de 3° échelon, ndice 1010 ACC = NEANT.

Article 2 : Conformément aux dispositions lu décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, ce eclassement ne produira aucun effet financier usqu'à nouvel ordre.

Article 3 : Le présent décret, qui prendra ffet du point de vue de l'ancienneté pour ompter du 16 octobre 1989, date effective de eprise de service de l'intéressé à l'issue de on stage, sera publié au Journal Officiel.

Brazzaville, le 26 juin 1990

Alphonse Souchlaty POATY

ar le Premier Ministre,

e Ministre du Travail et le la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

DECRET N° 90-368 du 26 juin 1990
ortant titularisation et nomination e certains fonctionnaires stagiaires e la catégorie A, hiérarchie I des ervices sociaux (Santé Publique) n tête : BAKANA (Claude).

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 15-62 du 3 février 1962 ortant statut général des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-130 du 9 mai 1962 ixant le régime des rémunérations des onctionnaires ;
Vu le décret n° 62-197 du 5 juillet 1962 ixant les catégories et hiérarchies des cadres créées par la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-198 du 5 juillet 1962 relatif à la nomination et à la révocation des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 63-81 du 26 mars 1963 fixant les conditions dans lesquelles sont effectuées les stages probatoires que doivent sublir les fonctionnaires stagiaires, notamment en ses articles 7 et 8 ;
Vu le décret n° 65-44 du 12 février 1965 abrogeant et remplaçant les dispositions du décret n° 63-376 du 22 novembre 1963 fixant le statut commun des cadres de la catégorie A hiérarchie I de la Santé Publique ;
Vu le décret n° 65-170 du 25 juin 1965 règlementant l'avancement des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 74-470 du 31 décembre 1974 abrogeant et remplaçant les dispositions du décret n° 62-196 du 5 juillet 1962 fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires des cadres
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du gouvernement ;
Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions des situations administratives des Agents de l'Etat ;
Vu le décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 sur la prise d'effet des avancements et reclassements ;
Vu le rectificatif n° 87-420 du 14 août 1987 au décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 sur la prise d'effet financier des avancements et révisions des situations administratives ;
Vu l'arrêté n° 2087 du 21 juin 1958 fixant le règlement sur la solde des fonctionnaires ;
Vu les Procès-verbaux de la Commission Administrative Paritaire d'avancement réunie à Brazzaville, le 23 janvier 1989 ;

DECRETE :

Article 1er : Les fonctionnaires stagiaires des cadres de la catégorie A, hiérarchie I des services sociaux (Santé Publique) de la République Populaire du Congo dont les noms suivent, sont titularrisés et nommés dans leur grade comme suit : ACC = NEANT.

A - PHARMACIEN

Au 4° échelon, indice 1110
.BAKANA (Jean Claude) .p-c du 26 mars 1987

B - MEDECINS

Au 4° échelon, indice 1110

| | | | |
|---|---|---|---|
| NIMA DAS NGAPEY | | 26 mars | 1985 |
| MASSOSSA TELO (Mathieu) | | 18 avril | 1986 |
| BANGO (Gaston Serge) | | 11 décembre | 1987 |
| ETOU (Bruno) | | 3 février | 1987 |
| KIBEKE (Paulin) | | 19 mars | 1987 |
| LEKAKA (François) | | 30 janvier | 1987 |
| NGOMA (Louis) | | 1 mars | 1987 |
| NZEMBA (Virginie Claire) | | 24 novembre | 1987 |
| ZIBOUT (Joseph) | | 30 janvier | 1987 |
| ALAOME née OBE (Stéphanie) | | 27 octobre | 1988 |
| ALEBA (Albert) | | 1 septembre | 1988 |
| BANGUISSA (Hubert Joseph) | | 1 septembre | 1988 |
| BIRANGUI (Lucie Elisabeth) | | 15 octobre | 1988 |
| BOUKIRA (Narcisse) | | 19 août | 1988 |
| DILOU née BASSEMOUKA (Louise) | | 7 octobre | 1988 |
| DOMBI MABIALA (Amédée) | | 19 août | 1988 |
| EGOGONG (Emmanuel) | | 24 août | 1988 |
| EKOUYA (Samuel) | | 19 août | 1988 |
| EMEKA (Jean Claude) | | 7 octobre | 1988 |
| ESSOVIA (Léon Benoît) | | 1 septembre | 1988 |
| GANGA ZANZOU (Patrice Serge) | | 1 septembre | 1988 |
| GATHSE (Alphonse) | | 24 août | 1988 |
| GBEGBE (Benjamin) | | 24 août | 1988 |
| GOMA LOEMBE (Hervé) | | 6 octobre | 1988 |
| ISSOIBEKA (Raphaël) | | 24 août | 1988 |
| ITOUA (Jean Marie) | | 6 octobre | 1988 |
| KAYA (Albert) | | 24 août | 1988 |
| KIMBEMBE (Jean) | | 1 septembre | 1988 |
| KINDOU (Fernand Roger) | | 24 août | 1988 |
| KISSILA (Ange Médard) | | 6 octobre | 1988 |
| KOCKO (Innocent) | | 1 septembre | 1988 |
| KOUANGHA (Jeannette | | 1 septembre | 1988 |
| KOUBEMBA (Barthélémy) | | 6 octobre | 1988 |
| KOUNDA (Henri) | | 19 août | 1988 |
| LIKOUETE (Jean) | p-c du | 3 août | 1988 |
| LOEMBA (Hugues Dieudonné) | | 6 octobre | 1988 |
| MABIALA (Jean Martin) | | 19 août | 1988 |
| MACKOSSO (Joseph) | | 6 octobre | 1988 |
| MAKANGA (Martine) | | 1 septembre | 1988 |
| MAKAYA (Maurice) | | 6 octobre | 1988 |
| MAKOSSO (Mathieu) | | 1 septembre | 1988 |
| MAMBEKE BOUCHER (Pélagie Isabelle Laure) | | 1 septembre | 1988 |
| MANTSOUKINA (Alphonse) | | 1 septembre | 1988 |
| MBEDI (Albert) | | 22 octobre | 1988 |
| MBIONOMBIONO née MBOUROUE (Yvonne) | | 24 août | 1988 |
| MBOUKA (Rigobert) | | 17 août | 1988 |
| MIAKASSISSA (Patrice Aimé Césaire) | | 1 septembre | 1988 |
| MINGUI (Alain Marie Théodule) | | 6 octobre | 1988 |
| MISSAMOU (François) | | 6 octobre | 1988 |
| MOKA née MBEMBA (Anastasie) | | 6 octobre | 1988 |
| MOUTELE (Jean) | | 1 septembre | 1988 |
| MPEMBA (Anne Marthe) | | 6 octobre | 1988 |

| | | |
|---|---|---|
| LOUSSAMBOU (Antoine) | 6 octobre | 1988 |
| NGOLY OYOBET (Rufin) | 1 septembre | 1988 |
| NGOUAMBA (Marcel) | 6 octobre | 1988 |
| NGOUBILI (Pierre) | 18 août | 1988 |
| NGUITA (Ernest) | 24 août | 1988 |
| NKOUNKOU (Jean Pierre) | 6 octobre | 1988 |
| NTOUMBA (Bibiane) | 19 août | 1988 |
| NTSENDA (Bernard) | 6 octobre | 1988 |
| OKAMBA (Edouard Achille Bienvenu) | 1 septembre | 1988 |
| OLALA (Antoine) | 8 octobre | 1988 |
| OMPALINGOLI (Séraphin) | 6 octobre | 1988 |
| ONDON MONGO (Alphonse) | 1 septembre | 1988 |
| ONDON MONGO née MASSAMBA (Madeleine) | 6 octobre | 1988 |
| ONGHAIE (Roland Georges Olivier) | 6 octobre | 1988 |
| ONGOUO (Hermann Judicaël) | 6 octobre | 1988 |
| OYERE MOKE (Paul) | 1 septembre | 1988 |
| SALABANZI (Delphine Rose) | 1 septembre | 1988 |
| SINGHA (Viviane Lydie) | 19 août | 1988 |
| TCHIKOUNZI (Adolphe) | 7 octobre | 1988 |
| ZOLA (Jean Médard) | 1 septembre | 1988 |

Au 5° échelon, indice 1240

| | | |
|---|---|---|
| PURUEHNCE (Marie Franck Constance) | 28 février | 1986 |
| MBITSI (Antoine Mesmin) | 28 mai | 1988 |
| MOUKO (Zéphirin) | 24 août | 1988 |
| NKOUKA (Charles) | 1 septembre | 1988 |
| OBENGUI | 19 février | 1988 |

Au 6° échelon, indice 1400

| | | |
|---|---|---|
| BOUMANDOUKI (Paul Jean Claude) | 19 février | 1988 |

Article 2 : Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 modifié par le rectificatif n° 87-420 du 14 août 1987, cette titularisation ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Article 3 : Le présent décret qui prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées, sera publié au Journal Officiel.

Brazzaville, le 26 juin 1990

Alphonse Souchlaty POATY

Par le Premier Ministre

Le Ministre du Travail et
de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

**- DECRET N° 90-369 du 26 juin 1990**
portant reclassement et nomination de Mr GNIMI (Christophe), Professeur de CEG de 2° échelon des cadres de la catégorie A hiérarchie II des services sociaux (Enseignement).

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 59-23 du 30 janvier 1959 fixant les conditions d'intégration dans les cadres des catégories BCDE (actuellement ABCD) des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-130 du 9 mai 1962 fixant le régime des rémunérations des fonctionnaires
Vu le décret n° 62-195 du 5 juillet 1962 fixant la hiérarchisation des diverses catégories des cadres ;
Vu le décret n° 62-197 du 5 juillet 1962 fixant les catégories et hiérarchies des cadres créées par la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-198 du 5 juillet 1962 relatif à la nomination et à la révocation des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 67-50 du 24 février 1967 règlementant la prise d'effet du point de vue de la solde des actes règlementaires relatifs aux nominations, intégrations, reconstitutions de carrière et reclassements notamment en son article 1er § 2 ;
Vu le décret n° 67-304 du 30 septembre 1967 modifiant le tableau hiérarchique des cadres A de l'Enseignement Secondaire abrogeant et remplaçant les dispositions des articles 19 20 et 21 du décret n° 64-165 du 22 mai 1964 fixant le statut commun des cadres de l'Enseignement ;
Vu le décret n° 74-470 du 31 décembre 1974 abrogeant et remplaçant les dispositions du décret n° 62-196 du 5 juillet 1962 fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires
Vu le décret n° 80-630 du 27 décembre 1980 portant déblocage des avancements des agents de l'Etat ;
Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions des situations administratives des agents de l'Etat ;
Vu le décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 sur la prise d'effet des avancements et reclassements ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomiantion des Membres du Gouvernement
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement :

Vu l'arrêté n° 2087 du 21 juin 1956 fixant le règlement sur la solde des fonctionnaires ;
Vu l'arrêté n° 2385 du 14 avril 1988 portant promotion au titre de l'année 1986 de certains Professeurs de CEG des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des services sicaux (Enseignement) en tête : BABAKOUENE (Louis Marie) ;
Vu la lettre n° 689 du 12 avril 1989 du Directeur du Personnel et des Affaires Administratives au Ministère de l'Enseignement Fondamental et de l'Alphabétisation transmettant le dossier de l'intéressé ;

DECRETE :

Article 1er : En application des dispositions du décret n° 67-304 du 30 septembre 1967, Mr GNIMI (Christophe), Professeur de CEG de 2° échelon, indice 780 des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des services sociaux (Enseignement) en service au CEGP Antonio Agostinho NETO à Brazzaville, titulaire de la licence es-Sciences, section : Sciences Naturelles Option : Enseignement 1ère session 1988 délivrée par l'Université Marien NGOUABI à Brazzaville, est reclassé à la catégorie A, hiérarchie I et nommé Professeur de Lycée de 1er échelon, indice 830 ACC = NEANT.

Article 2 : Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, ce reclassement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Article 3 : Le présent arrêté, qui prendra effet du point de vue de l'ancienneté à compter de la date de signature, sera publié au Journal Officiel.

Brazzaville, le 26 juin 1990

Alphonse Souchlaty POATY

Par le Premier Ministre,

Le Ministre du Travail et
de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

DECRET N° 90-370 du 26 juin 1990
portant versement, reclassement
et nomination de Mr ASSOUCKOU (Louis),
Instituteur de 3° échelon, des cadres
de la catégorie B hiérarchie I
des services sociaux (Enseignement)

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 59-23 du 30 janvier 1959 fixant les conditions d'intégration dans les cadres des catégories BCDE (actuellement ABCD) des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-130 du 9 mai 1962 fixant le régime des rémunérations des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-195 du 5 juillet 1962 fixant le hiérarchisation des divers catégories des cadres ;
Vu le décret n° 62-197 du 5 juillet 1962 fixant les catégories et hiérarchies des cadres créées par la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-198 du 5 juillet 1962 relatif à la nomination et à la révocation des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 61-143 du 26 juin 1961 portant le statut commun des cadres du Personnel Diplomatique ;
Vu le décret n° 67-50 du 24 février 1967 règlementant la prise d'effet du point de vue de la solde des actes règlementaires relatifs aux nominations, intégrations, reconstitutions de carrières et reclassements notamment en son article 1er § 2 ;
Vu le décret n°. 73-143 du 24 avril 1973 fixant les modalités de changement de spécialité applicables aux fonctionnaires de la République Populaire du Congo ;
Vu le décret n° 74-470 du 31 décembre 1974 abrogeant et remplaçant les dispositions du décret n° 62-196 du 5 juillet 1962 fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires
Vu le décret n° 80-630 du 27 décembre 1980 portant déblocage des avancements des agents de l'Etat ;
Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions des situations administratives des agents de l'Etat.
Vu le décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 sur la prise d'effet des avancements et reclassements ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Vu l'arrêté n° 2087 du 21 juin 1958 fixant le règlement sur la solde des fonctionnaires ;
Vu l'arrêté n° 976 du 5 février 1985 portant promotion des Instituteurs et Institutrices des cadres de la catégorie B, hiérarchie I des services sociaux (Enseignement) de la République Populaire du Congo au titre de l'année 1984 à trois ans ;
Vu l'arrêté n° 2 393 du 5 mars 1985 autorisant Mrs ASSOUCKOU (Louis) et MALONGA NTSAYI (Jean Marie) respectivement Instituteur de 2° et 3° échelons à suivre un stage de formation en Relations Internationales en France ;
Vu la lettre n° 5901 du 30 octobre 1989 du Secrétaire Général au Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération, transmettant le dossier de l'intéressé ;

DECRETE :

Article 1er : En application des dispositions combinées des décrets n° 61-143 du 26 juin 1961 et 73-143 du 22 avril 1973, Mr ASSOUCKOU (Louis), Instituteur de 3° échelon indice 700 des cadres de la catégorie B, hiérarchie I des services sociaux (Enseignement), en service au Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération, titulaire du diplôme de formation supérieure de l'Ecole des Hautes Etudes Internationales à Paris (FRANCE), est versé dans les cadres des services du Personnel Diplomatique et Consulaire, reclassé à la catégorie A hiérarchie I et nommé Secrétaire des Affaires Etrangères de 1° échelon indice 790 ACC = NEANT.

Article 2 : Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, ce reclassement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Article 3 : Le présent décret, qui prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 4 janvier 1988, date effective de reprise de service de l'intéressé à l'issue de son stage, sera publié au Journal Officiel.

Brazzaville, le 26 juin 1990

Alphonse souchlaty POATY

ar le Premier Ministre,

Le Ministre du Travail et
de la sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

**- DECRET N° 90-371 du 27 juin 1990** portant inscription au tableau d'avancement au titre de l'année 1988, de certains fonctionnaires des cadres de la catégorie A, hiérarchie I du Corps des Chercheurs et Techniciens de Recherche du personnel de la Recherche Scientifique et dressant la liste des fonctionnaires de ces mêmes cadres avançant à l'ancienneté à trois ans en tête : NGOY (Jean Jacques).

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires
Vu le décret n° 62-130 du 9 mai 1962 fixant le régime des rémunérations des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-197 du 5 juillet 1962 fixant les catégories et hiérarchies des cadres créées par la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 65-170 du 25 juin 1965 règlementant l'avancement des fonctionnaires
Vu le décret n° 82-842 du 16 septembre 1982 portant statut particulier du personnel de la Recherche Scientifique ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre,
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions des situations administratives des agents de l'Etat ;
Vu le décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 sur la prise d'effet des avancements et reclassements ;
Vu l'arrêté n° 2087 du 21 juin 1958 fixant le règlement sur la solde des fonctionnaires ;
Vu les procès-verbaux de la Commission Administrative Paritaire d'avancement reunie le 7 décembre 1988 à Brazzaville ;

DECRETE :

Article 1er : Sont inscrits au tableau d'avancement au titre de l'année 1988, les fonctionnaires des cadres de la catégorie A hiérarchie I du corps des Chercheurs et Techniciens de Recherche du Personnel de la Recherche Scientifique dont les noms et prénoms suivent :

A - MAITRES DE RECHERCHE

Pour le 2° echelon, à 2 ans

NGOY (Jean Jacques)

Pour le 3° échelon, à 2 ans

MABANZA (Joseph)

B - CHARGES DE RECHERCHE

Pour le 2° échelon, à 2 ans

ANDOKA (Gaston)
AKOUALA (Jean Joseph)
OYO (Pierre)
BONGO PASSI (Gabriel)
MOUTSAMBOTE (Jean Marie)

Pour le 3° échelon, à 2 ans

ELLALY (Gabriel Gaston)

Pour le 4° échelon, à 2 ans

BOUNGOU (Gaspard)

C - ATTACHES DE RECHERCHE

Pour le 2° échelon, à 2 ans

MATOKO (François)
MAVOUNGOU (Oscar)
TCHIBINDAT (Félicité)
ONDONGO (Mathias)
MBOUMBA KAY (Dieudonné)
LOUBANA (Pierre Michel)
SENGA (Bertin)

Pour le 2e échelon à 30 mois

MATOKOT (Lazare)
OKEMBA (Jean de Dieu)
DIABANGOUAYA (Maurice)

Pour le 3e échelon, à 2 an

MOUKEMBOU (Calvain)
BIZENGA (Jean François)
NDINGUI DIANKOUITA (François)
DINGA BOUJOUMBA (Stanislas)

A 30 MOIS

MFOUKOU NTSAKALA (André)

Pour le 4e échelon, à 2 ans

SAMBA née BADILA (Céline)
LOEMBA NDEMBI (Jules)
SAMBA (Jean Marie)
NZOUMBA (Pauline)
KINTSA (Jacques)

Pour le 5e échelon, à 2 ans

MALONGA (Raphaël)

Pour le 6e échelon, à 2 ans

MINGUI (Jean Marcel)

Pour le 7e échelon à 2 ans

NSOUARI (Denis)

Article 2 : Avanceront en conséquence à l'ancienneté à trois ans :

CATEGORIE A. HIERARCHIE I

ATTACHES DE RECHERCHE

Pour le 2e échelon

KAMI (Emile)

Pour le 5e échelon

DZENGUI MAPESSI (Hervé)

Article 3 : Le présent décret sera publié au Journal Officiel.

Brazzaville, le 27 juin 1990

Alphonse Souchlaty POATY
Par le Premier Ministre,
Le Ministre du Travail et
de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

**- DECRET N° 90-372 du 27 juin 1990**
portant promotion au titre de l'année 1988 de certains fonctionnaires des cadres de la catégorie A, hiérarchie I du Corps des Chercheurs et Techniciens de Recherche du Personnel de la Recherche Scientifique.

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des focntionnaires ;
Vu le décret n° 62-130 du 9 mai 1962 fixant le régime des rémunérations des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-197 du 5 juillet 1962 fixant les catégories et hiérarchies des cadres créées par la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 65-170 du 23 juin 1965 règlementant l'avancement des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 82-842 du 16 septembre 1982 portant statut particulier du personnel de la Recherche Scientifique ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions des situations administratives des agents de l'Etat ;
Vu le décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 sur la prise d'effet des avancements et reclassements ;
Vu l'arrêté n° 2087 du 21 juin 1958 fixant le règlement sur la solde des fonctionnaires ;

Vu le décret N° 90-371 du 27 juin 1990 portant inscription au tableau d'avancement au titre de l'année 1988de certains fonctionnaires des cadres de la catégorie A, hiérarchie I du corps des Chercheurs et Techniciens de Recherche du Personnel de la Recherche

Scientifique et dressant la liste des fonctionnaires de ces mêmes cadres avançant à trois ans ;

DECRETE :

Article 1er : Sont promus aux échelons ci-après au titre de l'année 1988, les fonctionnaires des cadres de la catégorie A, hiérarchie I du Corps des Chercheurs et Techniciens de Recherche du personnel de la Recherche Scientifique, dont les noms suivent ACC = NEANT.

A - MAITRES DE RECHERCHE

Au 2° échelon, indice 1900

| | | |
|---|---|---|
| NGOY (Jean Jacques) | p-c du 1 août | 1988 |

Au 3° échelon, indice 2010

| | | |
|---|---|---|
| MABANZA (Joseph) | 1 août | 1988 |

B - CHARGES DE RECHERCHE

Au 2° échelon, indice 1400

| | | |
|---|---|---|
| ANDOKA (Gaston) | 22 mai | 1988 |
| AKOUALA (Jean Joseph) | 10 juin | 1988 |
| BONGO PASSI (Gabriel) | 21 juin | 1988 |
| MOUTSAMBOTE (Jean Marie) | 11 décembre | 1988 |

Au 3° échelon, indice 1540

| | | |
|---|---|---|
| ELLALY (Gabriel Gaston) | 16 mai | 1988 |

Au 4° échelon, indice 1600

| | | |
|---|---|---|
| BOUNGOU (Gaspard) | 1 janvier | 1988 |

C - ATTACHES DE RECHERCHE

Au 2° échelon, indice 920

| | | |
|---|---|---|
| ATOKO (François Xavier) | 5 décembre | 1988 |
| AVOUNGOU (Oscar) | 12 juillet | 1988 |
| CHIBINDAT (Félicité) | 1 avril | 1988 |
| NDONGO (Mathias) | 12 février | 1988 |
| BOUMBA KAY (Dieudonné) | 27 mars | 1988 |
| OUBANA (Pierre Michel) | 1 septembre | 1988 |
| ENGA (Bertin) | 15 février | 1988 |
| ATOKOT (Lazare | 1 décembre | 1988 |

Au 3° échelon, indice 1010

| | | |
|---|---|---|
| OUKEMBOU (Calvain p-c du | 18 avril | 1988 |
| IZENGA (Jean François) | 23 novembre | 1988 |
| NDINGUI DIANKOUITA (François) | 17 juin | 1988 |
| DINGA BOUDJOUMBA | 15 mai | 1988 |
| MFOUKOU NTSAKALA (André) | 3 novembre | 1988 |

Au 4° échelon, indice 1110

| | | |
|---|---|---|
| SAMBA née BADILA (Céline) | 1 janvier | 1988 |
| LOEMBA NDEMBI (Jules) | 1 janvier | 1988 |
| SAMBA (Jean Marie) | 1 janvier | 1988 |
| NZOUMBA (Pauline) | 27 juin | 1988 |
| KINTSA (Jacques) | 1 janvier | 1988 |

Au 5° échelon, indice 1240

| | | |
|---|---|---|
| MALONGA (Raphaël) | 14 mai | 1988 |

Au 6° échelon, indice 1400

| | | |
|---|---|---|
| MINGUI (Jean Marcel) | 1 janvier | 1988 |

Au 7° échelon, indice 1540

| | | |
|---|---|---|
| NSOUARI (Denis) | 19 mars | 1988 |

Article 2 : Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Article 3 : Le présent décret, qui prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées, sera publié au Journal Officiel.

Brazzaville, le 27 juin 1990

Alphonse Souchlaty POATY

Par le Premier Ministre,

Le Ministre du Travail et
de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

**- DECRET N° 90-373 du 27 juin 1990**
portant promotion à trente mois et à trois ans au titre de l'année 1988 de certains Attachés de Recherche des cadres de la catégorie A, hiérarchie I du Corps des Chercheurs et Techniciens de Recherche du Personnel de la Recherche Scientifique ;

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-130 du 9 mai 1962 fixant le régime des rémunérations des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-197 du 5 juillet 1962 fixant les catégories et hiérarchies des cadres créées par la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 65-170 du 25 juin 1965 règlementant l'avancement des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 82-842 du 16 septembre 1982 portant statut particulier du personnel de la Recherche Scientifique ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions des situations administratives des agents de l'Etat ;
Vu le décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 sur la prise d'effet des avancements et reclassements ;
Vu l'arrêté n° 2087 du 21 juin 1958 fixant le règlement sur la solde des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 90-371 du 27 juin 1990 portant inscription au tableau d'avancemen au titre de l'année 1988 de certains fonctionnaires des cadres de la catégorie A, hiérarchie I du Corps des Chercheurs et Techniciens de Recherche du personnel de la Recherche Scientifique et dressant la liste des fonctionnaires de ces mêmes cadres avançant à l'ancienneté à trois ans ;

DECRETE :

Article 1er : Sont promus à trente mois et à trois ans aux échelons ci-après au titre de l'année 1988 les Attachés de Recherche des cadres de la catégorie A, hiérarchie I du Corps des Chercheurs et Techniciens de Recherche du Personnel de la Recherche Scientifique sont les noms suivent : ACC = NEANT.

Au 2° échelon, indice 920

DIABANGOUAYA (Maurice) p-c du 15 mai 1989
OKEMBA (Jean de Dieu) 6 janvier 1989
KAMI (Emile) 10 décembre 1989

Au 5° échelon, indice 1240

DZENGUI MAPESSI (Hervé) 12 août 1989

Article 2 : Conformément aux dispositions du decret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Article 3 : Le présent décret, qui prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées, sera publié au Journal Officiel.

Brazzaville, le 27 juin 1990

Alphonse Souchlaty POATY

Par le Premier Minstre,

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

- DECRET N° 90-374 du 27 juin 1990 portant inscription au tableau d'avancement au titre de l'année 1988 de certains Ingénieurs d'Agriculture des cadres de la catégorie A hiérarchie I des Services Techniques (Agriculture ) en tête DIBA (David)

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 60-90 du 3 mars 1960 fixant le statut commun des cadres de la catégorie A des Services Techniques ;
Vu le décret n° 62-130 du 9 mai 1962 fixant le régime des rémunérations des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-197 du 5 juillet 1962 fixant les catégories et hiérarchies des cadres créées par la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-198 du 5 juillet 1962 relatif à la nomination et à la révocation

des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 65-170 du 25 juin 1965 règlementant l'avancement des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 74-470 du 31 décembre 1974 abrogeant et remplaçant les dispositions du décret n° 62-296 du 5 juillet 1962 fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membre du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions des situations administratives ;
Vu le décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 sur la prise d'effet des avancements et reclassements ;
Vu l'arrêté n° 2087 du 21 juin 1958 fixant le règlement sur la solde des fonctionnaires ;
Vu le procès-verbal de la Commission Administrative Paritaire d'Avancement réunie à Brazzaville en date du 7 décembre 1988 ;

DECRETE :

Article 1er : Sont inscrits au tableau d'avancement au titre de l'année 1988, au grade d'Ingénieur d'Agriculture en Chef, les Ingénieurs d'Agriculture des cadres de la catégorie A, hiérarchie I des services techniques (Agriculture) dont les noms suivent :

DIBA (David)
BANTSIMBA MAVINGA (Jacques)
BOUALLAH (François)
GOMA (Jean Claude)
MISSIE SAYA (Jean Pierre)
NZONZI BOKOUANGO (Gabriel)

Article 2 : Le présent décret sera publié au Journal Officiel.

Brazzaville, le 27 juin 1990

Alphonse Souchlaty POATY

Par le Premier Ministre,

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

- DECRET N° 90-375 du 27 juin 1990 portant promotion au titre de l'année 1988 de certains Ingénieurs d'Agriculture des cadres de la catégorie A, hiérarchie I des Services Techniques (Agriculture) en tête : DIBA (David)

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu la loi N° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 60-90 du 3 mars 1960 fixant le statut des cadres de la catégorie A des Services Techniques ;
Vu le décret n° 62-130 du 9 mai 1962 fixant le régime des remunérations des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-197 du 5 juillet 1962 fixant les catégories et hiérarchies des cadres créées par la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-198 du 5 juillet 1962 relatif à la nomination et à la révocation des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 65-170 du 25 juin 1965 règlementant l'avancement des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 74-470 du 31 décembre 1974 abrogeant et remplaçant les dispositions du décret n° 62-196 du 5 juillet 1962 fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 dy 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions des situations adminstratives ;
Vu le décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 sur la prise d'effet des avancements et reclassements ;
Vu l'arrêté n° 2087 du 21 juin 1958 fixant le règlement sur la solde des fonctionnaires ;
Vu l'arrêté n° 90-374 du 27 juin 1990 portant inscription au tableau d'avancement au titre de l'année 1988 de certains Ingénieurs d'Agriculture des cadres de la

catégorie A, hiérarchie I des services techniques (Agriculture) ;

DECRETE :

Article 1er : Sont promus au titre de l'annee 1988, au 1° échelon du grade d'Ingénieur d'Agriculture en Chef des cadres de la catégorie A, hiérarchie I des services techniques (Agriculture), les Ingénieurs d'Agriculture dont les noms suivent ACC = NEANT.

| | | | |
|---|---|---|---|
| DIBA (David) | p-c du 16 | octobre | 1988 |
| BANTSIMBA MAVINGA (Jacques) | 21 | avril | 1988 |
| BOUALLAH (François) | 3 | mars | 1988 |
| GOMA (Jean Claude) | 25 | juillet | 1988 |
| MISSIE SAYA (Jean Pierre) | 4 | mars | 1988 |
| NZONZI BOUKOUANGO (Gabriel) | 31 | ocotbre | 1988 |

Article 2 : Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 susvisé, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Article 3 : Le présent décret, qui prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées, sera publié au Journal Officiel.

Brazzaville, le 27 juin 1990

Alphonse Souchlaty POATY

Par le Premier Ministre,

Le Ministre du Travail et
de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

**- DECRET N° 90-376 du 27 juin 1990**
portant reclassement et nomination de Mr LOUBELO (René), Professeur de CEG de 6° échelon des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des services sociaux (Enseignement)

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-130 du 9 mai 1962 fixant le régime des rémunérations des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-195 du 5 juillet 1962 fixant la hiérarchisation des diverses catégories des cadres ;
Vu le décret n° 62-197 du 5 juillet 1962 fixant les catégories et hiérarchies des cadres créées par la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-198 du 5 juillet 1962 relatif à la nomination et à la révocation des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 67-50 du 24 février 1967 règlementant la prise d'effet du point de vue de la solde des actes règlementaires relatifs aux nominations, intégrations, reconstitutions de carrière et reclassements notamment en son article 1er § 2 ;
Vu le décret n° 67-304 du 30 septembre 1967 modifiant le tableau hiérarchique des cadres A de l'Enseignement Secondaire abrogeant et remplaçant les dispositions des articles 19, 20 et 21 du décret n° 64-165 du 22 mai 1964 fixant le statut commun des cadres de l'Enseignement ;
Vu le décret n° 74-470 du 31 décembre 1974 abrogeant et remplaçant les dispositions du décret n° 62-196 du 5 juillet 1962 fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 80-630 du 27 décembre 1980 portant déblocage des avancements des agents de l'Etat ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions des situations administratives des agents de l'Etat ;
Vu le décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 sur la prise d'effet des avancements et reclassements ;
Vu l'arrêté n° 2087 du 21 juin 1958 fixant le règlement sur la solde des fonctionnaires ;
Vu l'arrêté n° 2932 du 26 mars 1985 portant promotion des Professeurs de CEG des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des services sociaux (Enseignement) de la République Populaire du Congo au titre de l'année 1984 ;
Vu la lettre n° 342 du 24 février 1987 du Directeur du Personnel et des Affaires Adminsitratives au Ministère de l'Enseigne-

ment Fondamental et de l'Alphabétisation transmettant le dossier de l'intéressé ;

DECRETE :

Article 1er : En application des dispositions du décret n° 67-304 du 30 septembre 1967, Mr LOUBELO (René), Professeur de CEG de 6° échelon, indice 1090 des cadres de la catégorie A hiérarchie II des services sociaux (Enseignement) en service à KINKALA (Région du Pool), titulaire de la licence es Lettres Option : Histoire (2è session 1986) délivrée le 24 octobre 1986 par l'Université Marien NGOUABI à Brazzaville, est reclassé à la catégorie A hiérarchie I et nommé Professeur de Lycée de 4° échelon, indice 1110 ACC = NEANT.

Article 2 : Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, ce reclassement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Article 3 : Le présent décret, qui prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date de signature, sera publié au Journal Officiel.

Brazzaville, le 27 juin 1990

Alphonse Souchlaty POATY

Par le Premier Ministre,

Le Ministre du Travail et
de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

DECRET N° 90-377 du 27 juin 1990
portant inscription au tableau
d'avancement au titre de l'année
1989 des Inspecteurs du Trésor
des cadres de la catégorie A
hierarchie I des Services Administratifs et Financiers (Trésor)
en tête : BAZEBI (Basile Jean Claude)

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-130 du 9 mai 1962 fixant le régime des rémunérations des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-197 du 5 juillet 1962 fixant les catégories et hiérarchies des cadres créées par la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-198 du 5 juillet 1962 relatif à la nomination et à la révocation des fonctionnaires ;
Vule décret n° 62-426 du 29 décembre 1962 fixant le statut commun des cadres de la catégorie A des SAF ;
Vu le décret n° 65-170 du 25 juin 1965 règlementant l'avancement des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 71-247 du 26 juillet 1971 modifiant le tableau hiérarchique des cadres de la catégorie A des SAF en ce qui concerne les Contributions directes, l'Enregistrement et le Trésor, abrogeant et remplaçant les dispositions des articles 7, 9, 10, 13, 15,16, 21 et 22 du décret n° 62-426 du 29 décembre 1962 ;
Vu le décret n° 74-470 du 31 décembre 1974 abrogeant et remplaçant les dispositions du décret n° 62-196 du 5 juillet 1962 fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 aout 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 aout 1989 portant nomination des Membres du Gouvernemnt ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 aout 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et revisions des situations adminsitratives ;
Vu le décret n° 86-877 dur18 juillet 1986 sur la prise d'effet des avancements et reclassements :
Vu l'arrêté n° 2087 du 21 juin 1958 fixant le règlement sur la solde des fonctionnaires ;
Vu les procès-verbaux de la Commission Administrative Paritaire réunie à Brazzaville le 7 avril 1989 ;

DECRETE :

Article 1er : Les inspecteurs du trésor des cadres de la categorie A, hiérarchie I des Services Administratifs et Financiers (Trésor) dont les noms et prénoms suivent, sont inscrits au tableau d'avancement au titre de l'année 1989, comme suit :

A - INSPECTEURS

Pour le 2° échelon à 2 ans

BAZEBI (Basile Jean Claude)
KEBANSI (Jacques)
KOUBANGO MOSSAH (Jean)
MALLE (Paul)
NGANKOU (Alphonse)

Pour le 4° échelon à 2 ans

TOUNTA (Françoise Adélaïde)

Pour le 5° échelon à 2 ans

MAVOUNGOU (Jean Claude)
NDEY (Fidèle)

Pour le 6° échelon à 2 ans

EDZIMVOULA (Grégoire)
MOUDILOU (Gaston)

B - INSPECTEURS PRINCIPAUX

Pour le 1° échelon à 2 ans

BOUKAKA (Patrice César)
LEMBELLA (Norbert)
LOUMOUAMOU (Victor)
MABIALA NIATI (Jean Serge)

Pour le 2° échelon à 2 ans

MOULOMBO (François)
ZAMBOU (Pierre)

Pour le 3° échelon à 2ans

BOUNKAZI SAMBI (Paul)

Pour le 4° échelon à 2 ans

MANDZOUNGOU (Joseph)

Article 2 : Le présent décret sera publié au Journal Officiel.

Brazzaville, le 27 juin 1990

Alphonse Souchlaty POATY

Par le Premier Ministre,

Le Ministre du Travail et
de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

DECRET N° 90-378 du 27 juin 1990
portant promotion au titre de l'année 1989 des Inspecteurs du Trésor des cadres de la catégorie A, hiérarchie I des Services Administratifs et Financiers (Rrésor) en tête BAZEBI (Jean-Claude).

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-130 du 9 mai 1962 fixant le régime des rémunérations des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-197 du 5 juillet 1962 fixant les catégories et hiérarchies des cadres créées par la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-198 du 5 juillet 1962 relatif à la nomination et à la révocation des fonctionnaires ;
Vule décret n° 62-426 du 29 décembre 1962 fixant le statut commun des cadres de la catégorie A des SAF ;
Vu le décret n° 65-170 du 25 juin 1965 règlementant l'avancement des fonctionnaires;
Vu le décret n° 71-247 du 26 juillet 1971 modifiant le tableau hiérarchique des cadres de la catégorie A des SAF en ce qui concerne les Contributions directes, l'Enregistrement et le Trésor, abrogeant et remplaçant les dispositions des articles 7, 9, 10, 13, 15,16, 21 et 22 du décret n° 62-426 du 29 décembre 1962 ;
Vu le décret n° 74-470 du 31 décembre 1974 abrogeant et remplaçant les dispositions du décret n° 62-196 du 5 juillet 1962 fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 aout 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 aout 1989 portant nomination des Membres du Gouvernemnt ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 aout 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et revisions des situations adminsitratives ;
Vu le décret n° 86-877 dur18 juillet 1986 sur la prise d'effet des avancements et reclassements :

Vu le décret n° 90-377 du 27 juin 1990 portant inscripjtion au tableau d'avancement au titre de l'année 1989 des Inspecteurs du Trésor des cadres de la catégorie A, hiérarchie I des SAF (Trésor ;

DECRETE :

Article 1er : Les Inspecteurs du Trésor des cadres de la catégorie A hiérarchie I des Services administratifs et financiers (Trésor) dont les noms et prénoms ci-après , sont promus au titre de l'année 1989 comme suit : ACC = NEANT.

A - JNSPECTEURS

Au 2° échelon, indice 890

| | |
|---|---|
| BAZEBI (Basile Jean Claude) | p-c du 13 janvier 1989 |
| KEBANSI (Jacques) | 5 janvier 1989 |
| KOUBANGO MOSSAH (Jean) | 13 janvier 1989 |
| MALLE (Paul) | 13 janvier 1989 |
| NGANKOU (Alphonse) | 13 janvier 1989 |

Au 4° échelon, indice 1110

| | |
|---|---|
| TOUNTA (Françoise) | 5 janvier 1989 |

Au 5° échelon indice 1190

| | |
|---|---|
| MAVOUNGOU (Jean Claude) | 19 décembre 1989 |
| NDEY (Fidèle) | 19 février 1989 |

Au 6° échelon, indice 1520

| | |
|---|---|
| EDZIMVOULA (Grégoire) | 18 juillet 1989 |
| MOUDILOU (Gaston) | 4 août 1989 |

B - INPECTEURS PRINCIPAUX

Au 1° échelon, indice 1520

| | |
|---|---|
| BOUKAKA (Patrice César) | 19 avril 1989 |
| LEMBELLA (Norbert) | 23 octobre 1989 |
| LOUMOUAMOU (Victor) | 27 novembre 1989 |
| MABIALA NIATI (Jean) | 21 janvier 1989 |

Au 2° échelon, indice 1680

| | |
|---|---|
| MOULOMBO (François) | 12 septembre 1989 |
| KAMBOU (Pierre) | 9 septembre 1989 |

Au 3° échelon, indice 1820

| | |
|---|---|
| BOUNKAZI SAMBI (Paul) | p-c du 8 mai 1989 |

Au 4° échelon, indice 1950

| | |
|---|---|
| MANDZOUNGOU (Joseph) | 1 août 1989 |

Article 2 : Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 susvisé, ce avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Article 3 : Le présent décret, qui prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus iniquées, sera publié au Journal Officiel.

Brazzaville, le 27 juin 1990

Alphonse Souchlaty POATY

Par le Premier Ministre,

Le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale,

Jeanne DAMBENDZET

**- DECRET N° 90-379 du 27 juin 1990**
portant versement et nomination de Mr MOUAYA (Alain), Professeur Certifié de Lycée des cadres de la catégorie A hiérarchie I des services sociaux (Enseignement).

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 59-23 du 30 janvier 1959 fixant les conditions d'intégration dans les cadres des catégories BCDE (actuellement ABCD) des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-130 du 9 mai 1962 fixant le régime des rémunérations des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-195 du 5 juillet 1962 fixant la hiérarchisation des diverses catégories des cadres ;
Vu le décret n° 62-197 du 5 juillet 1962 fixant les catégories et hiérarchies des cadres créées par la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-198 du 5 juillet 1962 relatif à la nomination et à la révocation des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-426 du 29 décembre 1962 fixant le statut des cadres de la catégorie A des Services Administratifs et Financiers ;
Vu le décret n° 67-50 du 24 février 1967 règlementant la prise d'effet du point de vue

de la solde des actes règlementaires relatifs aux nominations, intégrations, reconstitutions de carrière et reclassements, notamment en son article 1er § 2 ;

Vu le décret n° 73-143 du 24 avril 1973 fixant les modalités de changement de spécialité applicables aux fonctionnaires de la République Populaire du Congo ;

Vu le décret n° 74-470 du 31 décembre 1974 abrogeant et remplaçant les dispositions du décret n° 62-196 du 5 juillet 1962 fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires

Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions des situations administratives des agents de l'Etat ;

Vu le décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 sur la prise d'effet des avancements et reclassements ;

Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 88-740 du 2 décembre 1988 portant promotion des Professeurs Certifiés des cadres de la catégorie A, hiérarchie I des services sociaux (Enseignement) au titre de l'année 1986 ;

Vu l'arrêté n° 2087 du 21 juin 1958 fixant le règlement sur la solde des fonctionnaires ;

Vu la lettre n° 449 du 4 juin 1988 de la Directrice Générale des Affaires Sociales ;

Vu la demande de l'intéressé en date du 27 avril 1988 ;

DECRETE :

Article 1er. : En application des dispositions combinees du décret n° 73-143 du 24 avril 1973 et 62-426 du 29 décelbre 1962 susvisés, Mr MOUAYA (Alain), Professeur Certifié de Lycée de 2° échelon, indice 920 des cadres de la catégorie A hiérarchie I des services sociaux (Enseignement), en service à la Direction Générale des Affaires Sociales à Brazzaville, est versé à concordance de catégorie, dans les cadres de la catégorie A, hiérarchie I des Services Administratifs et Financiers (Administration Générale) et nommé au grade d'Administrateur de 3° échelon, indice 1010 ACC = NEANT.

Article 2 : Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, ce versement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent décret, qui prendra effet du point de vue de l'ancienneté à compter de la date de signature, sera publié au Journal Officiel.

Brazzaville, le 27 juin 1990

Alphonse Souchlaty POATY

Par le Premier Ministre

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

**- DECRET N° 90-380 du 27 juin 1990**
portant versement, reclassement et nomination de Mr EPIELE (David), Technicien Supérieur de Santé Publique de 4° échelon des cadres de la catégorie A hiérarchie II des services sociaux (Santé Publique).

(LE PREMIER MINISTRE).

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 59-23 du 30 janvier 1959 fixant les conditions d'intégration dans les cadres des catégories BCDE (actuellement ABCD) des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-130 du 9 mai 1962 fixant le régime des rémunérations des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-195 du 5 juillet 1962 fixant la hiérarchisation des diverses categories des cadres ;

Vu le décret n° 62-197 du 5 juillet 1962 fixant les catégories et hiérarchies des cadres créées par la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-198 du 5 juillet 1962 relatif à la nomination et à la révocation des fonctionnaires des cadres de l'Etat ;

Vu le décret n° 65-50 du 16 février 1965 fixant le statut commun des cadres Administratifs de la Santé Publique ;

Vu le décret n° 73-143 du 24 avril 1973 fixant les modalités de changement de spécialité applicables aux fonctionnaires de la République Populaire du Congo ;

Vu le décret n° 67-50 du 24 février 1967 règlementant la prise d'effet du point de vue de la solde des actes règlementaires relatifs aux nominations, intégrations, reconstitutions de carrière et reclassements notamment en son article 1er § 2 ;

Vu le décret n° 74-470 du 31 décembre 1974 abrogeant et remplaçant les dispositions du décret n° 62-196 du 5 juillet 1962 fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 80-630 du 27 décembre 1980 portant déblocage des avancements des agents de l'Etat ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions des situations administratives des agents de l'Etat ;
Vu le décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 sur la prise d'effet des avancements et reclassements ;
Vu l'arrêté n° 2087 du 21 juin 1958 fixant le règlement sur la solde des fonctionnaires
Vu l'arrêté n° 6767 du 30 novembre 1988 portant promotion au titre de l'année 1987 de certains techniciens supérieurs de santé des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des services sociaux (Santé Publique) de la République Populaire du congo en tête BAMONEKA (Hélène) ;
Vu l'arrêté n° 3063 du 22 juin 1989 autorisant Mr EPIELE (David), Technicien Supérieur de Santé de 3° échelon à suivre un stage de formation en Genie Sanitaire au Burkina Faso (Régularisation) ;
Vu le dossier constitué par l'intéressé ;
Vu le bordereau de transmission n° 2 du 3 février 1990 transmettant le dossier de l'intéressé ;

DECRETE :

Article 1er : En application des dispositions combinées des décrets n° 65-50 du 16 février 1965 et 73-143 du 24 avril 1973, Mr EPIELE (David), Technicien Supérieur de Santé Publique de 4° échelon indice 940 des cadres de la catégorie A hiérarchie II des services sociaux (Santé Publique) en service à la direction des Etudes et de la Planification de la Santé, titulaire du Certificat de Spécialisation en Génie Sanitaire délivré conjointement par l'Ecole Inter-Etats d'Ingénieurs de l'Equipement Rural de OUAGADOUGOU (BURKINA FASO) et l'Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne (SUISSE), est versé dans les cadres Administratifs de la Santé Publique, reclassé à la catégorie A hiérarchie I et nommé par assimilation au grade d'Administrateur de Santé de 3° échelon, indice 1010 ACC = NEANT.

Article 2 : Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, ce reclassement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Article 3 : Le présent décret, qui prendra effet du point de l'ancienneté pour compter du 10 décembre 1988, date effective de reprise de service de l'intéressé à l'issue de son stage, sera publié au Journal Officiel.

Brazzaville, le 27 juin 1990

Alphonse Souchlaty POATY

Par le Premier Ministre,

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

- DECRET N° 90-381 du 27 juin 1990 portant reclassement et nomination de Melle IBARRAT (Suzanne), Assistante Sanitaire de 4° échelon des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des services sociaux (Santé Publique)

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 59-23 du 30 janvier 1959 fixant les conditions d'intégration dans les cadres des catégories BCDE (actuellement ABCD) des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-130 du 9 mai 1962 fixant le régime des rémunérations des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-195 du 5 juillet 1962 fixant la hiérarchisation des diverses catégories des cadres ;
Vu le décret n° 62-197 du 5 juillet 1962 fixant les catégories et hiérarchies des cadres créées par la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-198 du 5 juillet 1962 relatifs à la nomination et à la révocation des fonctionnaires des cadres de l'Etat ;
Vu le décret n° 65-44 du 12 février 1965 abrogeant et remplaçant le décret n° 63-376 du 22 novembre 1963 fixant le statut commun des cadres de la catégorie A1 des services de santé ;
Vu le décret n° 67-50 du 24 février 1967 règlementant la prise d'effet du point de

vue de la solde des actes règlementaires relatifs aux nominations, intégrations, reconstittutions de carrière et reclassements notamment en son article 1er § 2 ;

Vu le décret n° 74-470 du 31 décembre 1974 abrogeant et remplaçant les dispositions du décret n° 62-196 du 5 juillet 1962 fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 80-630 du 27 décembre 1980 portant déblocage des avancements des agents de l'Etat ;

Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret N° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret N° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 85-260 du 3 mai 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions des situations administratives des agents de l'Etat ;

Vu le décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 sur la prise d'effet des avancements et reclassements ;

Vu l'arrêté n° 2087 du 21 juin 1958 fixant le règlement sur la solde des fonctionnaires ;

Vu l'arrêté n° 909 du 4 février 1986 autorisant certains fonctionnaires des services sociaux (Santé Publique) déclarés définitivement admis au concours spécial d'entrée en 3° année de Médecine à suivre un stage de formation à l'Institut Supérieur des Sciences de la Santé de Brazzaville, en tête AMBENDE (Emmanuel) (Régularisation) ;

Vu l'arrêté n° 4401 du 25 septembre 1987 portant promotion au titre de l'année 1986 de certains Assistants Sanitaires des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des services sociaux (Santé Publique) de la République Populaire du Congo ;

Vu la lettre n° 2694 du 20 octobre 1989 du Directeur Administratif et Financier à la Direction Générale de la Santé Publique, transmettant le dossier constitué par l'intéressée ;

DECRETE :

Article 1er : En application des dispositions du décret n° 65-44 du 12 février 1965 susvisé, Melle IBARRAT (Suzanne), Assistant Sanitaire de 4° échelon, indice 940 des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des services sociaux (Santé Publique), en service au Centre Hospitalier Universitaire de Brazzaville, tiutlaire du Diplôme d'État de Docteur en Médecine, obtenu à l'Université Marien NGOUABI de Brazzaville, est reclassée à la catégorie A, hiérarchie I et nommée au grade de Médecin de 4° échelon, indice 1110 ACC = NEANT.

Article 2 : Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, ce reclassement ne produira aucun effet financier jus qu'à nouvle ordre.

Article 3 : Le présent décret qui prendra effet au point de vue de l'ancienneté pour compter du 30 juin 1989, date effective de reprise de service de l'intéressée, sera publié au Journal Officiel.

Brazzaville, le 27 juin 1990

Alphonse Souchlaty POATY

Par le Premier Ministre,

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

**- DECRET N° 90-382 du 27 juin 1990**
portant versement, reclassement et nomination de Mr LIPANDZA (Théodore), Infirmier Diplômé d'Etat de 1° échelon des cadres de la catégorie B hiérarchie I des services sociaux (Santé Publique).

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 59-23 du 30 janvier 1959 fixant les conditions d'intégration dans les cadres des catégories BCDE (actuellement ABCD) des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-130 du 9 mai 1962 fixant le régime des rémunérations des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-195 du 5 juillet 1962 fixant la hiérarchisations des divers catégories des cadres ;

Vu le décret n° 62-197 du 5 juillet 1962 fixant les catégories et hiérarchies des cadres créées par la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-198 du 5 juillet 1962 relatif à la nomination et à la révocation des fonctionnaires ;

Administratives au Ministère de l'Enseignement Fondamental et de l'Alphabétisation, transmettant le dossier de l'intéressé ;

DECRETE :

Article 1er : En application des dispositions du décret n° 67-304 du 30 septembre 1967, Mr MABIKA (Bernard), Instituteur de 3° échelon indice 700 des cadres de la catégorie B, hiérarchie I des services sociaux (Eenseignement) en service à Brazzaville, titulaire de la licence en Sciences Sociales, délivrée par l'Ecole Supérieure du PCC NICO LOPEZ à la Havane (CUBA), est reclassé à la catégorie A, hiérarchie I et nommé Professeur de Lycée de 1er échelon, indice 830 ACC = NEANT.

Article 2 : Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986. ce reclassement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Article 3 : Le présent décret, qui prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 4 janvier 1989, date effective de reprise de service de l'intéressé à l'issue de son stage, sera publié au Journal Officiel.

Brazzaville, le 30 juin 1990

Alphonse Souchlaty POATY

Par le Premier Ministre,

Le Ministre du Travail et
de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

**- DECRET N° 90-414 du 30 juin 1990**
portant versement, reclassement et nomination de Mr DIANGANA (Alain Félicien), Instituteur Principal de 5° échelon des cadres de la catégorie A hiérarchie II des services sociaux (Enseignement).

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 59-23 du 30 janvier 1959 fixant les conditions d'intégration dans les cadres des catégories BCDE (actuellement ABCD) des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-130 du 9 mai 1962 fixant le régime des rémunérations des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-195 du 5 juillet 1962 fixant la hiérarchisation des diverses catégories des cadres ;
Vu le décret n° 62-197 du 5 juillet 1962 fixant les catégories et hiérarchies des cadres créées par la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-198 du 5 juillet 1962 relatif à la nomination et à la révocation des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-426 du 29 décembre 1962 fixant le statut des cadres de la catégorie A des SAF ;
Vu le décret n° 67-50 du 24 février 1967 règlementant la prise d'effet du point de vue de la solde des actes règlementaires relatifs aux nominations, intégrations, reconstitutions de carrière et reclassements notamment en son article 1er § 2 ;
Vu le décret n° 73-143 du 24 avril 1973 fixant les modalités de changement de spécialité applicables aux fonctionnaires de la République Populaire du Congo ;
Vu le décret n° 74-470 du 31 décembre 1974 abrogeant et remplaçant les dispositions du décret n° 62-196 du 5 juillet 1962 fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 80-630 du 27 décembre 1980 portant déblocage des avancements des agents de l'Etat ;
Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions des situations administratives des agents de l'Etat ;
Vu le décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 sur la prise d'effet des avancements et reclassements ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Vu l'arrêté n° 2087 du 21 juin 1958 fixant le règlement sur la solde des fonctionnaires ;

Vu l'arrêté n° 4422 du 15 juillet 1988 autorisant certains fonctionnaires des services administratifs et financiers (SAF) et sociaux (Enseignement) déclarés admis au concours professionnel à suivre un stage de formation à l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature en tête TIAKOULOU (Charles) (Régularisation) ;
Vu l'arrêté n° 320 du 28 février 1990 portant promotion au titre de l'année 1988 de certains Instituteurs Principaux des cadres da la catégorie A hiérarchieII des servi ces sociaux (Enseignement) en tête AVIGNON (Raphaël) ;

Vu le décret n° 67-50 du 24 février 1967 règlementant la prise d'effet du point de vue de la solde des actes règlementaires relatifs aux nominations, intégrations, reconstitutions de carrière et reclassements notamment en son article 1er § 2 ;

Vu le décret n° 67-304 du 30 septembre 1967 modifiant le tableau hiérarchique des cadres A de l'Enseignement Secondaire abrogeant et remplaçant les dispositions des articles 19, 20 et 21 du décret n° 64-165 du 22 mai 1964 fixant le statut commun des cadres de l'enseignement ;

Vu le décret n° 73-143 du 24 avril 1973 fixant les modalités de changement de spécialité applicables aux fonctionnaires de la République Populaire du Congo ;

Vu le décret n° 74-470 du 31 décembre 1974 abrogeant et remplaçant les dispositions du décret n° 62-196 du 5 juillet 1962 fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires

Vu le décret n° 80-630 du 27 décembre 1980 portant déblocage des avancements des agents de l'Etat ;

Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions des situations administratives des agents de l'Etat ;

Vu le décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 sur la prise d'effet des avancements et reclassements ;

Vu l'arrêté n° 2087 du 21 juin 1958 fixant le règlement sur la solde des fonctionnaires

Vu l'arrêté n° 7628 du 7 octobre 1986 autorisant certains fonctionnaires des services sociaux (Santé Publique) titulaire du Baccalauréat admis sur titre à suivre un stage de formation en sciences infirmières à l'Institut Supérieur des Sciences de la Santé en tête NSIKOUVOUE (Thomas) ;

Vu l'arrêté n° 9384 du 10 décembre 1986 poortant titularisation et nomination au titre de l'année 1985 de certains fonctionnaires stagiaires des cadres de la catégorie B hiérarchie I des services sociaux (Santé Publique) de la République Populaire du Congo en tête : ADOUA SLIM (Norbert) ;

Vu la lettre n° 758 du 15 mai 1989 du Directeur Administratif et Financier à la Direction Générale de la Santé Publique transmettant le dossier de l'intéressé ;

DECRETE :

Article 1er : En application des dispositions des décrets n° 67-304 du 30 septembre 1967 et 73-143 du 24 avril 1973, Mr LIPANDZA (Théodore), Infirmier Diplômé d'Etat de 1° échelon indice 590 des cadres de la catégorie B, hiérarchie I des services sociaux (Santé Publique) en service à la direction Générale de la Santé Publique à Brazzaville, titulaire de la licence es Sciences de la Santé, Option Sciences Infirmières (1ère session 1987) délivrée par l'Université Marien NGOUABI à Brazzaville, est versé dans les cadres de l'enseignement, reclassé à la catégorie A, hiérarchie I et nommé Professeur de Lycée de 1° échelon, indice 830 ACC = NEANT.

Article 2 : Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 susvisé, ce reclassement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Article 3 : Le présent décret, qui prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 4 avril 1988, date effective de reprise de service de l'intéressé à l'issue de son stage, sera publié au Journal Officiel.

Brazzaville, le 27 juin 1990

Alphonse Souchlaty POATY

Par le Premier Minsitre,

Le Ministre du travail et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

**- DECRET N° 90-383 du 23 juin 1990**
portant versement, reclaseement et nomination de Mr YOULA (Michel), Infirmier Diplômé d'Etat de 4° échelon des cadres de la catégorie B, hiérarchie I des services sociaux (Santé Publique).

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 59-23 du 30 janvier 1959 fixant les conditions d'intégration dans les cadres des catégories BCDE (actuellement ABCD) des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-130 du 9 mai 1962 fixant le régime des rémunérations des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-195 du 5 juillet 1962 fixant la hiérarchisation des diverses catégories des cadres ;
Vu le décret n° 62-197 du 5 juillet 1962 fixant les catégories et hiérarchies des cadres créées par la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-198 du 5 juillet 1962 relatif à la nomination et à la révocation des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-426 du 26 février 1962 fixant le statut commun des cadres de la catégorie A des Services Administratifs et Financiers ;
Vu le décret n° 67-50 du 24 février 1967 règlementant la prise d'effet du point de vue de la solde des actes règlementaires relatifs aux nominations, intégrations, reconstitutions de carrière et reclassements notamment en son article 1er § 2 ;
Vu le décret n° 73-143 du 24 avril 1973 fixant les modalités de changement de spécialité applicables aux fonctionnaires de la République Populaire du Congo ;
Vu le décret n° 74-470 du 31 décembre 1974 abrogeant et remplaçant les dispositions du décret n° 62-196 du 5 juillet 1962 fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires
Vu le décret n° 80-630 du 27 décembre 1980 portant déblocage des avancements des agents de l'Etat ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révision des situations administratives des agents de l'Etat ;
Vu le décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 sur la prise d'effet des avancements et reclassements ;
Vu l'arrêté n° 2087 du 21 juin 1958 fixant le règlement sur la solde des fonctionnaires ;

Vu l'arrêté n° 12140 du 27 décembre 1982 autorisant Mr YOULA (Michel), Infirmier Diplômé d'Etat de 1° échelon à suivre un stage de formation en URSS ;
Vu l'arrêté N° 426 du 21 janvier 1986 portant promotion au titre de l'année 1984 de certains Infirmiers Diplômés d'Etat des cadres de la catégorie B hiérarchie I des services sociaux (Santé Publique) de la République Populaire du congo en tête : ANKIBA (Anasthase) ;
Vu la lettre n° 231 du 17 février 1989 du directeur Adminsitratif et Financier à la Direction Générale de la Santé Publique transmettant le dossier de l'intéressé ;

DECRETE :

Article 1er : En application des dispositions combinées des décrets n° 62-426 du 29 février 1962 et 73-143 du 24 avril 1973, Mr YOULA (Michel), Infirmier diplômé d'Etat de 4° échelon inidce 760 des cadres de la catégorie B hiérarchie I des services sociaux (Santé Publique) en service à la Permanence Centrale du Comité Central de l'UJSC - Jeunesse du Parti à Brazzaville, tiutlaire du diplome de Master of Science en Economie, Spécialité Finances et Crédit, délivré par l'Institut des Finances de Moscou (URSS), est versé dans les cadres des Services Administratifs et Financiers (Administration Générale), reclassé à la catégorie A hiérarchie I et nommé Adminsitrateur des SAF de 1° échelon indice 790 ACC = NEANT.

Article 2 : Conformément aux dispositions du decret n° 86-877 du 18 juillet 1986, ce reclassement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Article 3 : Le présent décret qui prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 28 octobre 1988, date effective de reprise de service de l'intéressé à l'issue de son stage, sera publié au Journal Officiel.

Brazzaville, le 27 juin 1990

Alphonse Souchlaty POATY

Par le Premier Ministre,

Le Ministre du Travail et
de la Sécurité sociale,

Jeanne DAMBENDZET

- **DECRET N°** 90-384 du 27 juin 1990 portant reclassement et nomination de Mr NGASSAYE (Jean Marié), Professeur de CEG de 5° échelon des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des services sociaux (Enseignement)

**(LE PREMIER MINISTRE)**

**Vu la Constitution ;**

Vu la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 59-23 du 30 janvier 1959 fixant les conditions d'intégration dans les cadres des catégories BCDE (actuellement ABCD) des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-130 du 9 mai 1962 fixant le régime des rémunérations des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-195 du 5 juillet 1962 fixant la hiérarchisation des diverses catégories des cadres ;

Vu le décret n° 62-197 du 5 juillet 1962 fixant les catégories et hiérarchies des cadres créées par la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-198 du 5 juillet 1962 relatif à la nomination et à la révocation des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 67-50 du 24 février 1967 règlementant la prise d'effet du point de vue de la solde des actes règlementaires relatifs aux nominations, intégrations, reconstitutions de carrière et reclassements notamment en son article 1er § 2 ;

Vu le décret n° 67-304 du 30 septembre 1967 modifiant le tableau hiérarchique des cadres de l'Enseignement Secondaire, abrogeant et remplaçant les dispositions des articles 19, 20 et 21 du décret n° 64-165 du 22 mai 1964 fixant le statut commun des cadres de l'enseignement ;

Vu le décret n° 74-470 du 31 décembre 1974 abrogeant et remplaçant les dispositions du décret n° 62-196 du 5 juillet 1962 fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 80-630 du 27 décembre 1980 portant déblocage des avancements des agents de l'Etat ;

Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions de situations administratives des agents de l'Etat ;

Vu le décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 sur la prise d'effet des avancements et reclassements ;

Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 2087 du 21 juin 1958 fixant le règlement sur la solde des fonctionnaires ;

Vu l'arrêté n° 3036 du 12 mai 1988 autorisant certains fonctionnaires des services sociaux (Enseignement) déclarés définitivement admis au concours professionnel à suivre un stage de formation des Professeurs de Lycée à l'Institut Supérieur des Sciences de l'Education de Brazzaville en tête MPIA (Paul) ;

Vu l'arrêté n° 3098 du 14 mai 1988 portant promotion au titre de l'année 1986 de certains Professeurs de CEG des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des services sociaux (Enseignement) en tête : ANDJEMBO (Pascal) ;

Vu les résultats des concours d'Entrée à l'INSSED pour la promotion des Professeurs de Lycée, session de mars 1986 en date du 23 juin 1986 ;

Vu la lettre n° 236 du 10 février 1989 du Directeur du Personnel et des Affaires Administratives au Ministère de l'Enseignement Fondamental et de l'Alphabétisation transmettant le dossier de l'intéressé ;

DECRETE :

Article 1er : En application des dispositions du décret n° 67-304 du 30 septembre susvisé, Mr NGASSAYE (Jean Marie), Professeur de CEG de 5° échelon, indice 1020 des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des services sociaux (Enseignement) en service au Lycée Eméry Patrice LUMUMBA à Brazzaville, titulaire du Certificat d'Aptitude Professionnelle à l'Enseignement dans les Lycées Option : Français (1ère session 1988) délivré par l'Université Marien NGOUABI à Brazzaville, est reclassé à la catégorie A, hiérarchie I et nommé Professeur Certifié de 4° échelon, indice 1110 ACC = NEANT.

Article 2 : Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 susvisé, ce reclassement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Article 3 : Le présent décret, qui prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 26 septembre 1988, date effective de reprise de service de l'intéressé à l'issue de son stage, sera publié au Journal Officiel.

Brazzaville, le 27 juin 1990

Alphonse Souchlaty POATY

Par le Premier Ministre,

Le Ministre du Travail et
de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

- DECRET N° 90-385 du 27 juin 1990 portant reclassement et nomination de Mr LOUBAKY (Jean Marie), Professeur de CEG de 4° échelon des cadres de la catégorie A hiérarchie II des services sociaux (Enseignement)

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 59-23 du 30 janvier 1959 fixant les conditions d'intégration dans les cadres des catégories BCDE (actuellement ABCD) des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-130 du 9 mai 1962 fixant le régime des rémunérations des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-195 du 5 juillet 1962 fixant la hiérarchisation des diverses catégories des cadres ;
Vu le décret n° 62-197 du 5 juillet 1962 fixant les catégories et hiérarchies des cadres créées par la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-198 du 5 juillet 1962 relatif à la nomination et à la révocation des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 67-50 du 24 février 1967 règlementant la prise d'effet du point de vue de la solde des actes règlementaires relatifs aux nominations, intégrations, reconstitutions de carrière et reclassements notamment en son article 1er § 2 ;
Vu le décret n° 67-304 du 30 septembre 1967 modifiant le tableau hiérarchique des cadres de l'Enseignement Secondaire, abrogeant et remplaçant les dispositions des articles 19, 20 et 21 du décret n° 64-165 du 22 mai 1964 fixant le statut commun des cadres de l'enseignement ;
Vu le décret n° 74-470 du 31 décembre 1974 abrogeant et remplaçant les dispositions du décret n° 62-196 du 5 juillet 1962 fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 80-630 du 27 décembre 1980 portant déblocage des avancements des agents de l'Etat ;
Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions de situations administratives des agents de l'Etat ;
Vu le décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 sur la prise d'effet des avancements et reclassements ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu l'arrêté n° 5943 du 11 juin 1986 portant promotion à trente mois et trois ans au titre de l'année 1985 de certains Professeurs de CEG des cadres de la catégorie A hiérarchie II des services sociaux (Enseignement) ;
Vu l'arrêté n° 8181 du 11 novembre 1986 autorisant certains fonctionnaires des services sociaux (Enseignement) déclarés définitivement admis au concours professionnel à suivre un stage de formation des Professeurs de Lycée à l'INSSED de Brazzaville en tête KIBANGOU (Grégoire) (Régularisation) ;
Vu les résultats des concours d'entrée à l'INSSED pour la formation des Professeurs de Lycée, session de mars 1984 en date du 25 juin 1984 ;
Vu la lettre n° 309 du 18 février 1987 du Directeur du Personnel et des Affaires Administratives au Ministère de l'Enseignement Fondamental et de l'Alphabétisation transmettant le dossier de l'intéressé ;

DECRETE :

Article 1er : En application des dispositions du décret n° 67-304 du 30 septembre 1967, Mr LOUBAKY (Jean Marie), Professeur de CEG de 4° échelon, indice 940 des cadres de la catégorie A hiérarchie II des services sociaux (Enseignement) en service au Lycée de la Libération à Brazzaville, titulaire du Certificat d'Aptitude Professionnelle à l'Enseignement dans les Lycées ; option Histoire Géographie (1ère session 1986) délivré par l'Université Marien NGOUABI à Brazzaville, est reclassé à la catégorie A hiérarchie I et nommé Professeur Certifié de 3° échelon indice 1010 ACC = NEANT.

Article 2 : Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, ce reclassement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Article 3 : Le présent décret, qui prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 17 septembre 1986, date effective de reprise de service de l'intéressé à l'issue de son stage, sera publié au Journal Officiel.

Brazzaville, le 27 juin 1990

Alphonse Souchlaty POATY

Par le Premier Minsitre,

Le Ministre du travail et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

**- DECRET N° 90-386 du 27 juin 1990**
portant versement, reclassement et nomination de Mme GANDALOKI née ONGOUALA (Léonie Thérèse), Sage-Femme Diplômée d'Etat de 4° échelon des cadres de la catégorie B hiérarchie I des services sociaux (Santé Publique).

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 59-23 du 30 janvier 1959 fixant les conditions d'intégration dans les cadres des catégories BCDE (actuellement ABCD) des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-130 du 9 mai 1962 fixant le régime des rémunérations des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-195 du 5 juillet 1962 fixant la hiérarchisation des diverses catégories des cadres ;
Vu le décret n° 62-197 du 5 juillet 1962 fixant les catégories et hiérarchies des cadres créées par la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-198 du 5 juillet 1962 relatif à la nomination et à la révocation des fonctionnaires ,
Vu le décret n° 67-304 du 30 septembre 1967 modifiant le tableau hiérarchique des cadres A de l'Enseignement Secondaire abrogeant et remplaçant les dispositions des articles 19, 20 et 21 du décret n° 64-165 du 22 mai 1964 fixant le statut commun des cadres de l'Enseignement ;
Vu le décret n° 67-50 du 24 février 1967 règlementant la prise d'effet du point de vue de la solde des actes règlementaires relatifs aux nominations, intégrations, reconstitutions de carrière et reclassements notamment en son article 1er § 2 ;
Vu le décret n° 74-470 du 31 décembre 1974 abrogeant et remplaçant les dispositions du décret n° 62-196 du 5 juillet 1962 fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires
Vu le décret n° 80-630 du 27 décembre 1980 portant déblocage des avancements des agents de l'Etat ;
Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions des situations administratives des agents de l'Etat ;
Vu le décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 sur la prise d'effet des avancements et reclassements ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Vu l'arrêté n° 2087 du 21 juin 1958 fixant le règlement sur la solde des fonctionnaires ;

Vu l'arrêté n° 1222 du 13 février 1986 portant promotion au titre de l'année 1985 de certains fonctionnaires des cadres de la catégorie B hiérarchie I des services sociaux (Santé Publique) de la République Populaire du Congo ;
Vu l'arrêté n° 9423 du 10 décembre 1986 autorisant Mme NGANDALOKI née ONGOUALA (Léonie Thérèse), Sage Femme de 3° échelon à suivre un stage de formation soins infirmiers au Cameroun ;
Vu la lettre n° 369 du Membre du Parti Congolais du Travail, Directeur Administratif et Financier au Ministère de la Santé et des Affaires Sociales transmettant le dossier de l'intéressée.

DECRETE :

Article 1er : En application des dispositions combinées des décrets n° 67-304 du 30 septembre 1967 et 73-143 du 24 avril 1973 Mme NGANDALOKI née ONGOUALA (Léonie Thérèse) Sage Femme Diplômée d'Etat de 4° échelon. indice 760 des cadres de la catégorie B, hiérarchie I des services sociaux (Santé Publique) en service au Centre Hospitalier Universitaire de Brazzaville, titulaire du diplôme de Technicien Supérieur en soins infirmiers, délivré par l'Université de Yaoundé (Cameroun), est versée dans les cadres de l'Enseignement et reclassée à la catégorie A, hiérarchie I et nommée au grade de Professeur de Lycée de 1° échelon, indice 830 ACC = NEANT.

Article 2 : Conformement aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, ce reclassement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Article 3 : Le présent arrêté, qui prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 23 septembre 1987, date effective de reprise de service de l'intéressée à l'issue de son stage, sera publié au Journal Officiel.

Brazzaville, le 27 juin 1990

Alphonse Souchlaty POATY

Par le Premier Ministre,

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

**- DECRET N° 90-387 du 27 juin 1990**
portant versement, reclassement et nomination de Mr MOUANDA (Abel Jean Antoine) Attaché de 2° échelon des cadres de la catégorie A hiérarchie II des Services Administratifs et Financiers (Administration Générale)

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 59-23 du 30 janvier 1959 fixant les conditions d'intégration dans les cadres des catégories BCDE (actuellement ABCD) des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-130 du 9 mai 1962 fixant le régime des rémunérations des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-195 du 5 juillet 1962 fixant la hiérarchisation des diverses catégories des cadres ;
Vu le décret n° 62-197 du 5 juillet 1962 fixant les catégories et hiérarchies des cadres créées par la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-198 du 5 juillet 1962 relatif à la nomination et à la révocation des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 67-304 du 30 septembre 1967 modifiant le tableau hiérarchique des cadres A de l'Enseignement Secondaire, abrogeant et remplaçant les dispositions des articles 19, 20 et 21 du décret n° 64-165 du 22 mai 1964 fixant le statut commun des cadres de l'Enseignement ;
Vu le décret n° 67-50 du 24 février 1967 règlementant la prise d'effet du point de vue de la solde des actes règlementaires relatifs aux nominations, intégrations, reconstitutions de carrière et reclassements notamment en son article 1er § 2 ;
Vu le décret n° 73-143 du 24 avril 1973 fixant les modalités de changement de spécialité applicables aux fonctionnaires de la République Populaire du Congo ;
Vu le décret n° 74-470 du 31 décembre 1974 abrogeant et remplaçant les dispositions du décret n° 62-196 du 5 juillet 1962 fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 80-630 du 27 décembre 1980 portant déblocage des avancements des agents de l'Etat ;
Vu le décret n° 81-707 du 19 octobre 1981 modifiant l'article 2 du décret n° 80-630 du 27 décembre 1980 portant déblocage des avancements des agents de l'Etat ;
Vu le décret n° 89-631 du 1 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions des situations administratives des agents de l'Etat ;
Vu le décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 sur la prise d'effet des avancements et reclassements ;
Vu l'arrêté n° 2087 du 21 juin 1958 fixant le règlement sur la solde des fonctionnaires ;
Vu l'arrêté n° 1443 du 15 février 1985 portant promotion au titre de l'année 1984 de certains fonctionnaires des cadres des catégories A 2 et B des SAF (Administration Générale) ;
Vu l'arrêté n° 1519 du 19 février 1985 portant affectation de Mr MOUANDA (Jean Antoine Abel), Attaché des SAF de 1er échelon des cadres ;
Vu la note de service n° 246 du 12 février 1985 portant affectation de Mr MOUANDA (Jean Antoine Abel) au Lycée Agricole Amilcar Cabral ;
Vu la lettre n° 137 du 29 février 1988 du Directeur du Personnel et des Affaires Administratives au Ministère des Enseignements Secondaire et Supérieur, de la Culture et des Arts transmettant le dossier de l'intéressé

DECRETE :

Article 1er : En application des dispositions combinées des décrets n° 67-304 du 30 septembre 1967, 73-143 du 24 avril 1973 et 81-707 du 19 octobre 1981 susvisés, Mr MOUANDA (Jean Antoine Abel), Attaché de 2° échelon indice 680 des cadres de la catégorie A hiérarchie II des Services Administratifs et Financiers (Administration Générale) en service au Lycée Agricole Amilcar Cabral à Brazzaville, titulaire du Certificat d'Aptitude Professionnelle à l'Enseignement dans les Lycées Option : Sciences Naturelles (1ère session 1987), délivré par l'Université Marien NGOUABI à Brazzaville, est versé dans les cadres des services sociaux (Enseignement), reclassé à la catégorie A hiérarchie I et nommé Professeur Certifié de 1er échelon indice 830 ACC = NEANT.

Article 2 : Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, ce reclassement ne produira aucun effet financier

ısqu'à nouvel ordre.

Article 3 : Le présent décret, qui prendra ffet du point de vue de l'ancienneté à compter e la date de sa signature, sera publié au ournal Officiel.

Brazzaville, le 27 juin 1990

Alphonse Souchlaty POATY

ar le Premier Ministre,

Le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale,

Jeanne DAMBENDZET

**DECRET N° 90-388 du 27 juin 1990**
ortant versement, reclassement et nomiation de Mr OMBOCHI (Jean André Rufin), echnicien Supérieur de Santé de 5° chelon des cadres de la catégorie A iérarchie II des services sociaux (Sant ublique).

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 15-62 du 3 février 1962 ortant statut général des fonctionnaire
Vu le décret n° 59-23 du 30 janvier 1959 ixant les conditions d'intégration dans es cadres des catégories BCDE (actuellement BCD) des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-130 du 9 mai 1962 ixant le régime des rémunérations des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-195 du 5 juillet 1962 ixant la hiérarchisation des diverses catéories des cadres ;
Vu le décret n° 62-197 du 5 juillet 1962 ixant les catégories et hiérarchies des cadre réées par la loi n° 15-62 du 3 février 1962 ortant statut général des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-198 du 5 juillet 1962 elatif à la nomination et à la révocation es fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-426 du 29 décembre 1962 ixant le statut des cadres de la catégorie A es Services Administratifs et Financiers ;
Vu le décret n° 67-50 du 24 février 1967 èglementant la prise d'effet du point de vue e la solde des actes règlementaires relatifs ux nominations, intégrations, reconstitutions e carrière et reclassements notamment en son rticle 1er § 2 ;
Vu le décret n° 73-143 du 24 avril 1973 ixant les modalités de changement de spécialité applicables aux fonctionnaires de la République Populaire du Congo ;
Vu le décret n° 74-470 du 31 décembre 1974 abrogeant et remplaçant les dispositions du décret n° 62-196 du 5 juillet 1962 fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 80-630 du 27 décembre 1980 portant déblocage des avancements des agents de l'Etat ;
Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et revisions des situations administratives des agents de l'Etat ;
Vu le décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 sur la prise d'effet des avancements et reclassements
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Vu l'arrêté n° 2087 du 21 juin 1958 fixant le règlement sur la solde des fonctionnaires
Vu l'arrêté n° 698 du 18 mars 1987 autorisant certains fonctionnaires des services sociaux (Santé et Enseignement) à suivre un stage de formation à l'Ecole Supérieure du Parti de Brazzaville, en tête NTHOMBO (Jean Jacques) (Régularisation) ;
Vu l'arrêté n° 6767 du 30 novembre 1988 portant promotion au titre de l'année 1987 de certains Techniciens Supérieurs de Santé des cadres de la catégorie A hiérarchie II des services sociaux (Santé Publique) de la République Populaire du Congo en tête BAMOKENA (Hélène) ;
Vu la décision n° 84-183 du 27 octobre 1984 portant admission au concours d'entrée à l'Ecole Supérieure du Parti au titre de l'année académique 1984-1985 ;
Vu les actes n° 83-025 du 10 mai 1983 et 83-062 du 14 décembre 1983 ;
Vu la lettre n° 2 516 du 21 septembre 1989 du Directeur du Personnel Administratif et Financier à la Direction Générale de la Santé Publique transmettant le dossier de l'intéressé ;

DECRETE :

Article 1er : En application des dispositions combinées des décrets n° 62-426 du 29 décembre 1962 et 73-143 du 24 avril 1973, Mr OMBOCHI (Jean André Rufin), Technicien Supérieur de Santé de 5° échelon indice 1020 des cadres de la catégorie A hiérarchie II des services sociaux (Santé Publique) en service au Centre Hospitalier et Universitaire de Brazzaville, titulaire du Diplôme d'Etudes Supérieures des Sciences Sociales et Politiques Option Sciences Economiques et de Gestion, session

de juillet 1989 délivré par l'Ecole Supérieure du Parti à Brazzaville, est versé dans les cadres des Services Administratifset Financiers (Administration Générale), reclassé à la catégorie A hiérarchie I et nommé Administrateur dès SAF de 4° échelon indice 1110 ACC = NEANT.

Article 2 : Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, ce reclassement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Article 3 : Le présent décret, qui prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 19 juillet 1989, date effective de reprise de service de l'intéressé à l'issue de son stage, sera publié au Journal Officiel.

Brazzaville, le 27 juin 1990

Alphonse Souchlaty POATY

Par le Premier Ministre,

Le Ministre du Travail et
de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

**- DECRET N° 90-403 du 27 juin 1990**
accordant une bonification d'échelons à Mr BANSIMBA (Joël), Administrateur des SAF de 2° échelon des cadres de la catégorie A hiérarchie I des Services Administratifs et Financiers (Administration Générale).

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 59-23 du 30 janvier 1959 fixant les conditions d'intégration dans les cadres des catégories BCDE (actuellement ABCD) des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-130 du 9 mai 1962 fixant le régime des rémunérations des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-195 du 5 juillet 1962 fixant la hiérarchisation des diverses catégories des cadres ;
Vu le décret n° 62-197 du 5 juillet 1962 fixant les catégories et hiérarchies des cadres créées par la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-198 du 5 juillet 1962 relatif à la nomination et à la révocation des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-426 du 29 décembre 1962 fixant le statut des cadres de la catégorie A des services ;
Vu le décret n° 67-50 du 24 février 1967 règlementant la prise d'effet du point de vue de la solde des actes règlementaires relatifs aux nominations, intégrations, reconstitutions de carrière et reclassements notamment en son article 1er § 2 ;
Vu le décret n° 74-229 du 10 juin 1974 portant attribution de certains avantages aux Economistes, Statisticiens et les diplômés des Grandes Ecoles et Instituts d'Enseignement Supérieur de Commerce ;
Vu le décret n° 74-470 du 31 décembre 1974 abrogeant et remplaçant les dispositions du décret n° 62-196 du 5 juillet 1962 fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 80-630 du 27 décembre 1980 portant déblocage des avancements des agents de l'Etat ;
Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions des situations administratives des agents de l'Etat ;
Vu le décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 sur la prise d'effet des avancements et reclassements ;
Vu le décret n° 89-230 du 24 mars 1989 portant promotion au titre de l'année 1988 de certains fonctionnaires des cadres de la catégorie A hiérarchie I des Services Administratifs et Financiers (Travail et Administration Générale) en tête : MOUNDOSSO (Albert)

Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Vu l'arrêté n° 2087 du 21 juin 1958 fixant le règlement sur la solde des fonctionnaires ;
Vu la lettre n° 1342 du 12 juin 1989 du Directeur de Cabinet du Garde des Sceaux, Ministre du Travail, de la Sécurité Sociale et de la Justice transmettant le dossier de l'intéressé ;

DECRETE :

Article 1er : En application des dispositions du décret n° 74-229 du 10 juin 1974 susvisé, Mr BANSIMBA (Joël), Administrateur des SAF de 2° échelon, indice 890 des cadres de la catégorie A hiérarchie I des Services Administratifs et Financiers (Administration

Générale) en service au Ministère des Transports et de l'Aviation Civile à Brazzaville, titulaire du diplôme de "MASTER OF SCIENCE" en Ingenierie ; Spécialité "Economie et Organisation des Transports Ferroviaires de Moscou (URSS) qui bénéficie d'une bonification de deux échelons est nommé au 4° échelon de son grade, indice 1110 ACC = NEANT.

Article 2 : Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 susvisé, ce reclassement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Article 3 : Le présent décret, qui prendra effet du point de vue de l'ancienneté à compter de la date de sa signature, sera publié au Journal Officiel.

Brazzaville, le 27 juin 1990

Alphonse Souchlaty POATY

Par le Premier Ministre,

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

**- DECRET N° 90-412 du 30 juin 1990**
portant reclassement et nomination de Mr MALONDEZ (Léopold), Attaché des services fiscaux de 5° échelon des cadres de la catégorie A hiérarchie II des Services Administratifs et Financiers (Impôts).

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 59-23 du 30 janvier 1959 fixant les conditions d'intégration dans les cadres des catégories BCDE (actuellement ABCD) des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-130 du 9 mai 1962 fixant le régime des rémunérations des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-195 du 5 juillet 1962 fixant la hiérarchisation des diverses catégories des cadres ;
Vu le décret n° 62-197 du 5 juillet 1962 fixant les catégories et hiérarchies des cadres créées par la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-198 du 5 juillet 1962 relatif à la nomination et à la révocation des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 67-50 du 24 février 1967 règlementant la prise d'effet du point de vue de la solde des actes réglementaires relatifs aux nominations, intégrations, reconstitutions de carrière et reclassements notamment en son article 1er § 2 ;
Vu le décret n° 74-229 du 10 juin 1974 portant attribution de certains avantages aux Economistes, Statisticiens et les diplômés des Grandes Ecoles et Instituts d'Enseignement Supérieur de Commerce ;
Vu le décret n° 74-470 du 31 décembre 1974 abrogeant et remplaçant les dispositions du décret n° 62-196 du 5 juillet 1962 fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 80-630 du 27 décembre 1980 portant déblocage des avancements des agents de l'Etat ;
Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions des situations administratives des agents de l'Etat ;
Vu le décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 sur la prise d'effet des avancements et reclassements ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Vu l'arrêté n° 2087 du 21 juin 1958 fixant le règlement sur la solde des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 71-247 du 26 juillet 1971 modifiant le tableau hiérarchique des cadres de la catégorie A des SAF en ce qui concerne les Contributions directes, l'Enregistrement et le Trésor, remplaçant les dispositions de l'article 7, 9, 10, 13, 15, 16, 21 et 22 du décret n° 62-426 du 29 décembre 1962 ;
Vu l'arrêté n° 2224 du 1er mars 1985 autorisant Mr MALONDEZ (Léopold), Attaché des SAF de 3° échelon à suivre un stage de formation en Belgique ;
Vu l'arrêté n° 4595 du 25 juillet 1988 portant promotion au titre de l'année 1987 de certains fonctionnaires des cadres de la catégorie A hiérarchie II des Services Administratifs et Financiers (Impôts) ;
Vu la lettre n° 27 du 13 janvier 1989 du Directeur Général des Impôts au Ministère des Finances transmettant le dossier de l'intéressé ;

DECRETE :

Article 1er : En application des dispositions du décret n° 71-247 du 26 juillet 1891, Mr MALONDEZ (Léopold), Attaché des Services Fiscaux de 5° échelon indice 880 des cadres de la catégorie A, hiérarchie I des Services Administratifs et Financiers (Impôts)

en service à la Direction Générale des Impôts à Brazzaville, titulaire du Diplôme de "Master en Promotion du Développement ; Spécialisation Gestion Financière Publique, délivré par le Centre Universitaire de l'Etat à Anvers (Royaume de Belgique), est reclassé à la catégorie A hiérarchie I et nommé Inspecteur des Impôts de 2° échelon indice 890 ACC = NEANT.

Article 2 : En application des dispositions du décret n° 74-229 du 10 juin susvisé, l'intéressé qui bénéficie d'une bonificatin de deux échelons, est nommé au 4° échelon de son grade, indice 1.110 ACC = NEANT.

Article 3 : Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, ce reclassement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Article 4 : Le présent décret qui prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 2 février 1988, date effective de reprise de service de l'intéressé à l'issue de son stage, sera publié au Journal Officiel.

Brazzaville, le 30 juin 1990.

Alphonse Souchlaty POATY

Par le Premier Ministre,

Le Minstre du Travail et de le Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

- DECRET N° 90-413 du 30 juin 1990 portant reclassement et nomination de Mr MABIKA (Bernard), Instituteur de 3° échelon, des cadres de la catégorie B hiérarchie I des services sociaux (Enseignement)

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 59-23 du 30 janvier 1959 fixant les conditions d'intégration dans les cadres des catégories BCDE (actuellement ABCD) des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-130 du 9 mai 1962 fixant le régime des rémunérations des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-195 du 5 juillet 1962 fixant la hiérarchisation des diverses catégories des cadres ;
Vu le décret n° 62-197 du 5 juillet 1962 fixant les catégories et hiérarchies des cadre créées par la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-198 du 5 juillet 1962 relatif à la nomination et à la révocation des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 67-50 du 24 février 1967 règlementant la prise d'effet du point de vue de la solde des actes règlementaires relatifs aux nominations, intégrations, reconstitutions de carrière et reclassements notamment en son article 1er § 2 ;
Vu le décret n° 67-304 du 30 septembre 1967 modifiant le tableau hiérarchique des cadres de l'Enseignement Secondaire, abrogeant et remplaçant les dispositions des articles 19, 20 et 21 du décret n° 64-165 du 22 mai 1964 fixant le statut commun des cadres de l'enseignement ;
Vu le décret n° 74-470 du 31 décembre 1974 abrogeant et remplaçant les dispositions du décret n° 62-196 du 5 juillet 1962 fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 80-630 du 27 décembre 1980 portant déblocage des avancements des agents de l'Etat ;
Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions de situations administratives des agents de l'Etat ;
Vu le décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 sur la prise d'effet des avancements et reclassements ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Vu l'arrêté n° 2087 du 21 juin 1958 fixant le règlement sur la solde des fonctionnaires :
Vu l'arrêté n° 9521 du 19 décembre 1984 portant promotion au titre de l'année 1984 des Instituteurs et Institutrices des cadres de la catégorie B hiérarchie I des services sociaux (Enseignement) de la République Populaire du Congo ;
Vu l'arrêté n° 1278 du 12 février 1985 aur autorisant Mr TSANAD (Edouard) et MABIKA (Bernard), Instituteurs de 4° échelon et 2° échlon à suivre un stage de formation en sciences politiques à Cuba ;
Vu la lettre n° 762 du 13 avril 1989 du Directeur du Personnel et des Affaires

Vu la lettre n° 29 du 3 octobre 1989 du Directeur de Cabinet du Membre du Comité Central du Parti Congolais du Travail, Miistre du Travail et de la Sécurité Sociale transmettant le dossier de l'intéressé ;

DECRETE :

Article 1er : En application desdispositions combinees des décrets n° 62-426 du 29 décembre 1962 et 73-143 du 24 avril 1973, Mr DIANGANA (Alain Félicien), Instituteur Principal de 5° échelon indice 1020 des cadres de la catégorie A hiérarchie II des services sociaux (Enseignement) en service à la Direction Générale du Travail à Brazzaville, titulaire du diplôme de l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature, filière Administration du Travail délivré par l'Université Marien NGOUABI à Brazzaville, est versé dans les cadres des Services Administratifs et Financiers (Administration du Travail) reclassé à la catégorie A hiérarchie I et nommé Administrateur du Travaildde 4° échelon, indice 1110 ACC = NEANT.

Article 2 : Conformément aux dispositions du decret n° 86-877 du 18 juillet 1986, ce reclassement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Article 3 : Le présent décret, qui prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 2 novembre 1989, date effective de reprise de service de l'intéressé à l'issue de son stage, sera publié au Journal Officiel.

Brazzaville, le 30 juin 1990

Alphonse Souchlaty POATY

Par le Premier Ministre,

Le Ministre du Travail etù de la Sécurité Socaale,

Jeanne DAMBENDZET

DECRET N° 90-415 du 30 juin 1990 portant reclassement et nomination de Mr ABERE (jean Louis), Conducteur Principal d'Agriculture de 6° échelon des cadres de la catégorie B hiérarchie I des Services Techniques (Agriculture)

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 59-23 du 30 janvier 1959 fixant les conditions d'intégrations dans les cadres des catégories BCDE (actuellement ABCD) des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 60-90 du 3 mars 1960 fixant le statut commun des cadres de la catégorie A I des services techniques ;
Vu le décret n° 62-130 du 9 mai 1962 fixant le régime des rémunérations des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-195 du 5 juillet 1962 fixant la hiérarchisation des diverses catégories des cadres ;
Vu le décret n° 62-197 du 5 juillet 1962 fixant les catégories et hiérarchies des cadres créées par la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des foncionnaires ;
Vu le décret n° 62-198 du 5 juillet 1962 relatif à la nomination et à la révocation des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 67-50 du 24 février 1967 règlementant la prise d'effet du point de vue de la solde des actes règlementant les nominations, intégrations, reconstitutions de carrières et reclassements notamment en son article 1er § 2 ;
Vu le décret n° 74-229 du 10 juin 1974 portant attributions de certains avantages aux Economistes, Statisticiens et le sdiplômés de Grandes Ecoles et Instituts de l'Enseignement Supérieur de Commerce ;
Vu le décret n° 74-470 du 31 décembre 1974 abrogeant et remplaçant les dispositions du décret n° 62-196 du 5 juillet 1962 fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 80-630 du 27 décembre 1980 portant déblocage des avancements des agents de l'Etat ;
Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions des situations administratives des agents de l'Etat ;
Vu le décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 sur la prise d'effet des avancements et reclassements ;
Vu le decret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membre du Gouvernement ;

Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement

L'arrêté n° 4980 du 16 juin 1983 autorisant Mr ABERE (Jean Louis), Conducteur Principal d'Agriculture de 3° échelon de la catégorie B hiérarchie I à suivre un stage de formation en France ;

Vu l'arrêté n° 1 932 du 3 mai 1989 portant promotion au titre de l'année 1987 de certains fonctionnaires de la catégorie B des services techniques (Agriculture, Elevage, Génie Rural)

Vu la demande de l'intéressé ;

DECRETE :

Article 1er : En application des dispositions du décret n° 60-90 du 3 mars 1960, Mr ABERE (Jean Louis), Conducteur Principal d'Agriculture de 6° échelon indice 860 des cadres de la catégorie B hiérarchie I des services techniques (Agriculture) en service au Ministère du Développement Rural à Brazzaville, titulaire du diplôme d'Etudes Supérieures Spécialisées Spécialité : Développement Agricole délivré par l'Université de Paris I panthéon Sorbonne (France) est reclassé à la catégorie A hiérarchie I et nommé Ingénieur d'Agriculture de 2° échelon, indice 940 ACC = NEANT.

Article 2 : En application des dispositions du décret n° 74-229 du 10 juin 1974, l'intéressé qui bénéficie d'une bonification de deux échelons est nommé au 4° échelon de son grade, indice 1140 ACC = NEANT.

Article 3 : Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, ce reclassement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Article 4 : Le présent décret, qui prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 2 octobre 1987, date effective de reprise de service de l'intéressé à l'issue de son stage, sera publié au Journal Officiel.

Brazzaville, le 30 juin 1990

Alphonse Souchlaty POATY

Par le Premier Ministre,

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

**- DECRET N° 90-416 du 30 juin 1990**
portant reclassement et nomination de Mme BIKA-BAYINAT née LELLO TCHIMAMBOU (Jenaïde), Attachée des SAF de 1° échelon des cadres de la catégorie A hiérarchie II des Services Administratifs et Financiers (Administration Générale).

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 59-23 du 30 janvier 1959 fixant les conditions d'intégration dans les cadres des catégories BCDE (actuellement ABCD) des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-130 du 9 mai 1962 fixant le régime des rémunérations des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-195 du 5 juillet 1962 fixant la hiérarchisation des diverses catégories des cadres ;

Vu le décret n° 62-197 du 5 juillet 1962 fixant les catégories et hiérarchies des cadres créées par la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-198 du 5 juillet 1962 relatif à la nomination et à la révocation des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-426 du 22 décembre 1962 fixant le statut des cadres de la catégorie A des SAF

Vu le décret n° 67-50 du 24 février 1967 règlementant la prise d'effet du point de vue de la solde des actes règlementaires relatifs aux nominations, intégrations, reconstitution de carrière et reclassements notamment en son article 1er § 2 ;

Vu le décret n° 74-470 du 31 décembre 1974 abrogeant et remplaçant les dispositions du décret n° 62-196 du 5 juillet 1962 fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 80-630 du 27 décembre 1980 portant déblocage des avancements des agents de l'Etat ;

Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions des situations administratives des agents de l'Etat ;

Vu le décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 sur la prise d'effet des avancements et reclassements ;

Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement

Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Vu l'arrêté n° 2087 du 21 juin 1958 fixant le règlement sur la solde des fonctionnaires ;

Vu les arrêtés n° 10140 du 10 décembre 1983 et 3793 du 18 avril 1985 ;
Vu la lettre n° 56 du 30 janvier 1989 du Directeur du Personnel et des Affaires Administratives et Financières au Ministère de l'Enseignement Fondamental et de l'Alphabétisation transmettant le dossier de l'intéressée ;

DECRETE :

Article 1er : En application des dispositions du décret n° 62-426 du 22 décembre 1962, Mme BIKA BAYINAT née LELLO TCHIMAMBOU (Jenaïde) attachée des SAF de 1° échelon, indice 620 des cadres de la catégorie A hiérarchie II des Services Administratifs et Financiers (Administration Générale) en service au Lycée Technique du 1er Mai à Brazzaville, titulaire du diplôme de "Master of Science" en Economie Spécialité Finances et Crédit délivré par l'Institut de l'Economie Nationale d'ODESSA (Moscou) est reclassée à la catégorie A, hiérarchie I et nommée au grade d'Administrateur des SAF de 1° échelon indice 790 ACC * NEANT.

Article 2 : Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, ce reclassement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Article 3 : Le présent décret, qui prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 29 novembre 1988 date effective de reprise de service de l'intéressée à l'issue de son stage, sera publié au Journal Officiel.

Brazzaville, le 30 juin 1990

Alphonse Souchlaty POATY

Par le Premier Ministre,

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

DECRET N° 90-417 du 30 juin 1990 portant titularisation et nomination des Professeurs de Lycée stagiaires des cadres de la catégorie A, hiérarchie I des services sociaux (Enseignement) de la République Populaire du Congo au titre de l'année 1987

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-130 du 9 mai 1962 fixant le régime des rémunérations des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-197 du 5 juillet 1962 fixant les catégories et hiérarchies des cadres créées par la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-198 du 5 juillet 1962 relatif à la nomination et à la révocation des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 63-81 du 26 mars 1963 fixant les conditions dans lesquelles sont effectués des stages probatoires que doivent subir les fonctionnaires stagiaires notamment en ses articles 7 et 8 ;
Vu le décret n° 64-165 du 22 mai 1964 fixant le statut commun des cadres de l'Enseignement ;
Vu le décret n° 65-170 du 25 juin 1965 règlementant l'avancement des fonctionnaires
Vu le décret n° 67-304 du 30 septembre 1967 modifiant le tableau hiérarchique des cadres de la catégorie A de l'Enseignement Secondaire abrogeant et remplaçant les dispositions des articles 19, 20 et 21 du décret n° 64-165 du 22 mai 1964 fixant le statut commun des cadres de l'Enseignement ;
Vu le décret n° 74-470 du 31 décembre 1974 abrogeant et remplaçant les dispositions du décret n° 62-196 du 5 juillet 1962 fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 aout 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 aout 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 aout 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements

et revisions de situations administratives ;
Vu le décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 sur la prise d'effet des avancements et reclassements ;

Vu l'arrêté n° 2087 du 21 juin 1958 fixant le règlement sur la solde des fonctionnaires ;

Vu le procès-verbal de la Commission Administrative Paritaire d'Avancement réunie à Brazzaville le 18 août 1988 ;

DECRETE :

Article 1er : Les Professeurs de Lycée Stagiaires des cadres de la catégorie A, hiérarchie I des services sociaux (Enseignement) dont les noms suivent, sont titularisés au titre de l'année 1987 et nommés Professeurs Certifiés de 1° échelon, indice 830, ACC = NEANT.

| | |
|---|---|
| OBOROKINGUI (Nicolas) | p-c du 24 février 1987 |
| SOKY-MANTOLEY (Jérôme) | 10 février 1987 |
| MUANDA-NSEMI | 12 février 1987 |

Article 2 : Conformément aux dispositions du decret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cette titularisation ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Article 3 : Le présent décret, qui prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées, sera publié au Journal Officiel.

Brazzaville, le 30 juin 1990

Alphonse Souchlaty POATY

Par le Premier Ministre,

Le Ministre du Travail
de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

**- DECRET N° 90-419 du 30 juin 1990**
accordant une bonification de deux échelons à Mr BOKOTE-BOBONGO (Faustin), Ingénieur des Travaux Publics de 2° échelon des cadres de la catégorie A, hiérarchie I des services techniques (Travaux Publics)

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu le loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 59-23 du 30 janvier 1959 fixant les conditions d'intégration dans les cadres des catégories BCDE (actuellement ABCD) des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-130 du 9 mai 1962 fixant le régime des rémunérations des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-195 du 5 juillet 1962 fixant la hiérarchisation des diverses catégories des cadres ;
Vu le décret n° 62-197 du 5 juillet 1962 fixant les catégories et hiérarchies des cadres créées par la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 62-198 du 5 juillet 1962 relatif à la nomination et à la révocation des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 60-90 du 3 mars 1960 fixant le statut commun des cadres de la catégorie A 1 des services techniques ;
Vu le décret n° 67-50 du 24 février 1967 règlementant la prise d'effet du point de vue de la solde des actes règlementaires relatifs aux nominations, intégrations, reconstitutions de carrière et reclassements notamment en son article 1er § 2 ;
Vu le décret n° 74-229 du 10 juin 1974 portant attribution de certains avantages aux Economistes, Statisticiens et les diplômés des Grandes Ecoles et Instituts d'Enseignement Supérieur de Commerce ;
Vu le décret n° 74-470 du 31 décembre 1974 abrogeant et remplaçant les dispositions du décret n° 62-196 du 5 juillet 1962 fixant les échelonnements indiciaires des Fonctionnaires ;
Vu le décret n° 80-630 du 27 décembre 1980 portant déblocage des avancements des agents de l'Etat ;
Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions des situations administratives des agents de l'Etat ;
Vu le décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 sur la prise d'effet des avancements et reclassements ;
Vu le décret n° 88-797 du 19 décembre 1988 portant promotion au titre de l'année 1987 des fonctionnaires des cadres de la catégorie A hiérarchie I des services techniques en tête : KIMPOUMOU-NDENGUE (Victor) ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Vu l'arrêté n° 2087 du 21 juin 1958 fixant le règlement sur la solde des fonctionnaires
Vu la lettre n° 8 du 22 septembre 1989 du Directeur de Cabinet du Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale, transmettant le dossier de l'intéressé ;

DECRETE :

Article 1er : En application des dispositions du décret n° 74-229 du 10 juin 1974 susvisé, Mr BOKOTE-BOBONGO (Faustin), Ingénieur des Travaux Publics de 2° échelon,

indice 940 des cadres de la catégorie A, hiérarchie I des services techniques (Travaux Publics) en service au Ministère des Transports et de l'Aviation Civile à Brazzaville, titulaire du diplôme de "Master of Sciences" en Génie spécialité : Economie et Organisation des Transports délivré par l'Institut des PONTS ET CHAUSSEES de Moscou (URSS), qui bénéficie d'une bonification de deux échelons, est nommé au 4° échelon de son grade, indice 1140 ACC = NEANT.

Article 2 : Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 susvisé, ce reclassement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Article 3 : Le présent décret, qui prendra effet du point de vue de l'ancienneté à compter de la date de sa signature, sera publié au Journal Officiel.

Brazzaville, le 30 juin 1990

Alphonse Souchlaty POATY

Par le Premier Ministre,

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

## ACTES EN ABREGE

### AVANCEMENT

- PAR ARRETE N° 1328 du 6 juin 1990 sont inscrits au tableau d'avancement au titre de l'année 1988, les Instituteurs Principaux des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des services sociaux (Enseignement) dont les noms suivent :

Pour le 4è échelon à 2 ans

NGUETALI (Raphaël)
NTSOUN-GAKOUA (Fulgence)
NIANGUI POUNGUI (Albert)
POATSANGO (Pauline)
TIAKOU (Paul)
NZONZI (Jacques)
IKONGO (Philippe)
MBIMI NGAMOUYI (Jean)
MAHOUA (Eugène)
MATINGOU (Marius)
KIMINOU (Ange)
MOUYABI (Pierre)
NKOUKA (Gérard)
AKOUALA (Daniel)
GAMOUANA (François)
FELIX TCHICAYA née JUBELT (Félicité)
YOKA (Jean)
BONDONGO (Siméon)
DIBOTI (Bruno)
SAMBA (Eloi)
NSONDE (Raphaël)
Veuve OBOA née AMBIERO (Alexandrine)
PEMBA (Anastase)
SAMBA née KIAMANGA (Berthe)
TANDOU (Albertine)
JOHN (Raphaël)
DIELLA (Nestor)
LEKIBI (Gabriel)
NGATSIBI OWOWE (Nicolas)
MIENKOUONO PUBIELEY (Benoît Chrysostome)
GAWOUROU (Joseph Gérard)
MAKISSONAMENE (Charles)
MALONGA (Jean II)
NZABA (François)
EBALE DANGUY (Edouard)
ONGALA (Jean Baptiste)
NDOUGANGA (Mathurin Constant)
MPOMBOLO (Albert)
ANGUILA (Aimé César)

A 30 MOIS

NGOBAMI (Victor)
NTSINGANI (Antoine)
KANDZE (Emmanuel)
NKA (Victor)
TOUALOYI (François)
LOUYA (Victor)
SOW ALASSANE née PAKA (Marie Louise)
NKOUKA née BAGAMBOULA (Jeannette)
ODICKY née VOUALA (Madeleine)
OLOUMOUSSIE (Alphonse)
DOCKO (Bernard)
VOUNZI (Louis)
TATY PAMBOU (Raphaël)
MALANDA née MIAKIMOUKA (Jeanne)

Avanceront en conséquence à l'ancienneté à trois ans :

Pour le 4è échelon

NGOUTOU (Valentin)
MALANDA (Hubert)
NGUIMBI (Albert)
AFOUKA (Marcel)

- PAR ARRETE N° 1283 du 1er juin 1990 sont inscrits au tableau d'avancement au titre de l'année 1983, les fonctionnaires des cadres des catégories C et D des services sociaux (Enseignement) dont les noms suivent :

CATEGORIE C, HIERARCHIE I

Institutrice Adjointe :

Pour le 6è échelon à 2 ans

MAYAMA née BAZOLO (Victorine)

CATEGORIE D, HIERARCHIE I

Moniteur Supérieur

Pour le 9è échelon à 2 ans

MAHOUNGOU (Emile)

---

- PAR ARRETE N° 1286 du 1er juin 1990 sont inscrits au tableau d'avancement au titre de l'année 1985, les fonctionnaires des cadres des catégories C et D des services sociaux (Enseignement) dont les noms suivent :

CATEGORIE C, HIERARCHIE I

Instituteurs-Adjoints

Pour le 2è échelon à 2 ans

MOUANGANGA (Françoise)

Pour le 3è échelon à 2 ans

MADZOU (Charlotte) MOUKALA (Pierre)

Pour le 4è échelon à 2 ans

ANDOURA (Pierre)
MOKOUMOU (Maurice)
GOUAMA (Nestor)

Pour le 6è échelon à 2 ans

EYONGO (André)
KABA (Mathias Gaëtan)

Pour le 7è échelon à 2 ans

GOMA (Jean Michel)
MAYAMA née BAZOLO (Victorine)

- CATEGORIE D, HIERARCHIE I

Moniteur Supérieur

Pour le 10è échelon

MAHOUNGOU (Emile)

Avancera en conséquence à l'ancienneté à trois ans ;

CATEGORIE C, HIERARCHIE I

Pour le 4è échelon

HOLLAT (Gaston)

---

- PAR ARRETE N° 1289 du 1er juin 1990 sont inscrits au tableau d'avancement au titre de l'année, 1987, les Instituteurs-Adjoints des cadres de la catégorie C, hiérarchie I des services sociaux (Enseignement) dont les noms suivent :

Pour le 3è échelon à 30 mois

MOUANGANGA (Françoise)

Pour le 4è échelon à 2 ans

MADZOU (Charlotte)

A 30 mois

MOUKALA (Pierre)

Pour le 5è échelon à 2 ans

ANDOURA (Pierre)
MOKOUMOU (Maurice)
GOUAMA (Nestor)

Pour le 7è échelon à 30 mois

EYONGO (André)
KABA (Mathias Gaëtan)

Pour le 8è échelon à 2 ans

GOMA (Jean Michel)
MAYAMA née BAZOLO (Victorine)
MISSIDIMBAZI (Isidore)

---

- PAR ARRETE N° 1298 du 1er juin 1990 Mr NKONDI (Paul), Agent Technique de la Statistique de 2è échelon des cadres de la catégorie C, hiérarchie II des services techniques (Statistique) en service à l'ASECNA à Brazzaville est inscrit au titre de l'année 1987 à deux ans au 3è échelon de son grade ACC = Néant.

---

- PAR ARRETE N° 1307 du 2 juin 1990 sont inscrits au tableau d'avancement au titre de l'année 1988 pour le 3è échelon de leur grade, les agents techniques des cadres de la catégorie C, hiérarchie II des services techniques (Eaux et Forêts) dont les noms suivent :

- BAYIMISSA (André)
- MAMPASSI (Michel)
- OSSAN (Jean Jacques)
- TONDO (Michel Blaise)

---

- PAR ARRETE N° 1332 du 6 juin 1990 sont inscrits au tableau d'avancement au titre de l'année 1989, les fonctionnaires des cadres des catégories A et B des cadres administratifs de la Santé Publique dont les noms suivent :

CATEGORIE A - HIERARCHIE II

ADMINISTRATEURS ADJOINTS DE SANTE

Pour le 5è échelon à 2 ans

ANGORD (Bruno Antoine)
BATHEAS née YOKA (Léonie)
BOULANSA (Alphonse)
GAMBOU (Pascal Roch)
MASSENGO (Jean De Dieu)

Pour le 6è échelon à 2 ans

BISSIMBA (Jeanne Odile)
KOUMPENA (Auguste)
MPIO (Joseph François)
NKOUMBOU (Fidèle)

Pour le 8è échelon à 2 ans

NTSOUMOU (Paul)

Pour le 9è échelon à 2 ans

DOMBET (Guy Germain)
MOUKENGUE-KAMBA (Patrice)
POATY-MAVOUNGOU (Gilbert)

Pour le 10è échelon à 2 ans

BALENDE (Pierre)
GALESSAMY née DAMBENDZET (Thérèse)

CATEGORIE B - HIERARCHIE I

SECRETAIRES COMPTABLES PRINCIPAUX

Pour le 2è échelon à 2 ans

LIKIBI née MABI (Philomène)
POUELA-POUELA née KILONDA LOUANGA

Pour le 3è échelon à 2 ans

AKEBE OLOUKA (Zéphirin)
ABENDE (Julienne)
BASSEKA (Jérôme)
BOYA-OGNE (Elise)
DAMBAD (Noël)
DYMINAT-DANDY (Alphonse)
MABOUEDI (Paul)
MASSAMBA (Victor)
MATALA MILANDOU (Marie Hélène)

Pour le 3è échelon à 2 ans

MATONDO-MANKESSI (Isaac)
MOUNDELE (Adèle)
MOUNTATA (René)
NGALI (Hortense)
NGOKABA (Adolphe)
NGOUVOULI (Paul)
NKASSA née ONYANGO (Marthe)
NKODIA (Léon)
TOBI-NDZABA née POMBO (Delphine)

Pour le 4è échelon à 2 ans

ADZAMOSSAKA-GALIELE (Madeleine)
BOUKA née MPIAKA (Jeanne Clémentine)
BINA née BAMANISSA (Julienne)
MIENANDI (Pierre)
MOUNTOU (Marguerite)
MVOUAMA (Hélène)
NKEOUA (Jean Pierre)
NZIENDOLO (Victor)
NKOUKA née MAHOUATA (Marthe Pascale)

Pour le 5è échelon à 2 ans

AISSA (Georges Bullas)
AMBIELE (Marc)
BABINDAMANA (Jean)
BIKINDOU (Madeleine)
MAKOUANGOU DZABA (Jean Paul)
NANITELAMIO (Michel)
PAMOU (François)
PEMBA (Etienne)

Pour le 6è échelon à 2 ans

MALANDA (Jean Marie)
MILONGO (David)
MOKO (Simon)
NGOKO née GAMVOULI (Pauline)
NZEBELET (Edouard)

Pour le 7è échelon à 2 ans

BAMBI (Pierre)
MAKITA (Florent)

Pour le 8è échelon à 2 ans

NGOUALA (Nicodème)

---

- PAR ARRETE N° 1334 du 6 juin 1990 sont inscrits au tableau d'avancement pour le 6° échelon au titre de l'année 1988, les Instituteurs des cadres de la caté-

gorie B, hiérarchie I, des services sociaux (Enseignement) dont les noms suivent :

Pour le 6è échelon à 2 ans

ABIALO BANGA (Jean Paul)
ADINGA (RAoul François)
AKOMO (Daniel)
AKOUALA (Théophile)
AMONA (Joseph)
AMPIEME (François)
ANDIRI (Jacques)
AOUE (Philippe)
APAROBOUARO (Gilbert)
APONDZA (Jean Marie)
ASSAKA (Jean Paul)
AWANDZAN née NGAMISSIE (Pauline)
BAHONDA (Willy Jean Pierre)
BAKANIKINA (François)
BAKANTSI née BOUANGA (Albertine)
BAKEKOLO (Jean Claude)
BAKELA (Jean Elie)
BAKOUA (Gonard)
BAKOUMA (Gaston)
BALLEYA LYBATTA (Edouard)
BALOSSA (Camille)
AMPION (Lucien)
BOTSOUSSA (Daniel)
BALLOUA MPIO (Robin Gustave)
BAMBI (Jean Dieudonné)
BANDZOUMOUNA MALANDA (Honoré)
BANIETIKINA (Victor)
BANKEDILA (Michel)
BANZOUSSI (Gabriel)
BASSIKA (François)
BASSILOUA (Madeleine)
BASSOLA (René)
BATETANA (Jean Robert)
BATSATA (Yvonne)
BAYIDIKILA née NATOKOZABA (Albertine)
BAZONGUELA née SITA (Bernadette)
BEMBA NTSINDIBA (Jean Alphonse)
BERI (Jérôme)
BIDOULAMANE (Joseph)
BIMBENI (Macker Charles)
BINDIKA (Marcel)
BISSIKOUMOUNOU (Thomas Jean Serge)
BITA (Norbert)
BIZIBANDOKI née NTIAKOULOU (Christine)
BONGAMBE (Agnès Thérèse Raymonde)
BOUANGA (Jean Paul)
BOUZIKA (Antoine)
BOUNZEKI (Gustave)
COLERE (Emmanuel)
DAMBA (Daniel)
DANDY (Joseph)
DEGAUME (Odile)
DEMBAKISSA (Alphonse)
DENGUE (Albert)
DIABANGOUAYA (Pierre)
DIAMESSO (Toussaint)
DIANKOUIKILA (David)
DIAZENZA (Josué)
DIDI DIOULOU née KIABELO (Delphine)
DALLA (Arsène)
DIOUABAKA (Paul)
DOUNGOU (David)
DZANVOULA (Dieudonné)
EBELE (Adolphe)
EKEMI (Philippe)
EKIEBISSA (Benoît)
ELEMBA (Jérôme)
ELENGA ESSAMOU (Jean)
ELENGA (Pierre)
EMPFANI ANGUILO (Pierre)
FILA (Anatôle)
FOUANWE (Gabriel)
FOUETOLO (Emilienne)
FOULA (Joseph)
GADZOUA (Jean Louis)
GAMA (Gaston)
GANDZIEN (Maurice II)
GOMEZ (Rachel)
HOMBESSA (Antoine)
HOUANDIMANA (Jean Claude)
IBEMBI née ITOBA (Georgine)
IBARA LECKASSY
ISSOMBO (Emmanuel)
ITOUA ANGABY (Gaston)
KABOU (Agnès)
KAKI DITENGO (Jean Claude)
KANZA (Fidèle)
KEMEDIBA (Louis)
KIMBEMBE (Gaëtan)
KIMBOUALA NKAYA née BIKANDOU DAMBA (Augustine)
KINKOUAMA (Victor)
KINKOUNI (Pierre Paul)
KINZONZI née NZOE (Bernadette)
KIYINDOU (Antoine)
KOUKA (Jean Marie)

Avanceront en conséquence à l'ancienneté à trois ans :

Pour le 6è échelon

AMBOMBI (Dominique)
BADINGA (Gaspard)
BAKALA (Bernard)
BOUANGA (Antoinette)
DIAZABAKANA (Florentin)
ENGAMBE (André)
FILANKEMBO (Elisabeth)
FOUAKAFOUENI (Bernadette)
GANDZIAMI (Paul Aimé)
GOMA née ASSIATA CAMARA (Viviane)
KAYA (Prosper)
KIPOUTOU (Pierre)

---

- PAR ARRETE N° 1344 du 7 juin 1990 sont inscrits au tableau d'avancement au titre de l'année 1988, les Professeurs de CEG des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des services sociaux (Enseignement) dont les noms suivent :

Pour le 2è échelon à 2 ans

OKANA (Gilbert)

A 30 MOIS

BOUANGA (Jeannot)

Pour le 3è échelon à 2 ans

MOUKOULA (Germaine)
BAKALA MATSOUMBOU (Armand Gabin)
BANOUANINA (Marc)
KIMPO (Jeanne)
MATONDO (Gabriel)
SABA (Appolinaire)
DIMI (Marcel)
EYOBELE OMIOKOUELE
KODIA (Jonas)
PEMBE (Jean Baptiste)
IKOUASSI (Daniel)
KONG (Antoine)
MOUKANDA née TOTO (Albertine)
LOKO (Marie Joseph)
LOUNIANGOU (Lucien)
BAHOUMINA (Jacques)
MALONGA MOUDIMBA (Albert Jacques)

A 30 MOIS

EBONGOLO (François)
LOBOGO KAPOUMA
MOUSSOUNDA (Michel)
BIYOUDI (Anatôle)
LAMOU (Ferdinand)
ITOUA (Jean)
KOUNGA (Victor)
MAGNOUNGOU BOULANGOMA
MAVOUNGOU née POATY (Philomène)
MOUKOKO (Pierre)
NGOMA (Daniel)
NOMBO (Victor)
NZINGOULA (Emmanuel)
BATADINGUE (Joseph)
MILANDOU KAYI (Daniel)
BANGAGNAN (Boniface)
LENGA (Joseph)
KANDA (Philippe)
PANDZOKOU (Justin)
BINDIKA (Léonard)
BELLA OMI
KOKOLO TCHILOEMBA (Léon)
SAMBA (Frédéric)
MOUKENGUE (Antoine)
BABAKOUENE (Louis Marie)
DIANZINGA (Raphaël)
GNIMI (Christophe)
KAMBI (Alphonse)
LOMBE (André)
MAVOUNGOU (Marcellin Michel)
MIETTE (Armel Ulrich)
MOUSSOLO (Clovis)
NGUIE (Antoine)
NZEZA (Martin)
ONDZE AMBOBYH (Gabriel)
NKOUKA (Marcel)
NKOURAMBOU (André)
MINKALA (Prosper)
MASSENGO (Célestin)
YENGO (Michel)
MOUFOUMA (Maurice)
OLANDZOBO (Hilaire)
KOMEKA (Gabriel Roger)
MAMBOUKOU (Dieudonné)

Avanceront en conséquence à l'ancienneté à trois ans :

NGOUAMA (Gilbert)
TCHIBAMBA (Thomas)
LASSONKELE (Ferdinand)
MATADI (Augustin)
PASSI Victor)
MIAMBANZILA (Louis)
GABOUSSA (Bernard)
MABIALA (Martin)

---

- PAR ARRETE N° 1347 du 7 juin 1990 sont inscrits au tableau d'avancement au titre de l'année 1988, les Instituteurs Principaux des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des services sociaux (Enseignement) dont les noms suivent :

Pour le 4è échelon à 2 ans

ABOMBI née DINGA (Virginie Cécile)
ANDZOUANA (Daniel)
BADIATA GANGA (Jean)
BALOTO (Appolinaire)
BANSIMBA (Prosper)
BONDAMBA (Médard)
BOUKAKA (Dieudonné)
DIAMONEKA (Jean-François)
DZOUM BOUANDZOBO (Norbert)
ETOKABEKA (Alphonse)
FAYETTE (Célestin)
GAMBOMI (Eric)
GOUOZE (Raymond)
IBATTA (Armand Joseph)
IKOTO (André)
LEKOYI (Dominique)
KOUTSANA (Léonard)
LOUZEBIMIO (Daniel)
MAKOSSO (Alexandre)
MALANDA née MATHA OUMBA (Rosalie)
MANANGA (Michel)
MANIONGUI (Antoine)
MAYOUMA (Jean-Marie)
MPIKA (David)
MINKALA (Dominique)
MOUTOU née MINGUI (Marianne)
NGANKOU (Charles Nazaire)
ADZAMA (Emmanuel)
BABELA (Antoine)
BAKOUMA (Gaston)

BANIAKINA (André)
BASSOUMBA née TSIANGANA (Albertine)
BOPOUMBOU BAYAD (Casimir)
BENAZO (Ferdinand)
DZABA (Rémy)
ELENGA (Alexandre)
ETOKABEKA (Daniel)
FOUNDOUMOUNA (Alphonsine)
GANTSIALA (André)
HAMBANOU (Albert)
IBOMBO (Hilaire)
KABA (Auguste)
KOMBO (Nicolas)
LOEMBA née BABINDAMANA (Suzanne)
MADZOUMOU (Joseph)
MAKOSSO (Marcel)
MALONGA (Jean I)
MANGUILA née SIMBOU (Séraphine)
MASSAMBA (Alphonse II)
MBIZI (Albert)
MOUSSINGA-BISSI (Jonas)
MPOY (André)

A 30 MOIS

AKANATY (Gaston)
COROMA ABDOUL
MABASSI née BIYELEKESSA (Albertine)
MANKOU-MA-MADOUROU (Germain)
BEMBA (Aaron)
KAYA-KAYA (Albert)
MAKAYA (Hippolyte)
MASSAMBA (François I)
MOMBOULY (Jean Rodrigue)
MOUKOUITI-MBOU (Nestor)
MOUANANDOKI (Pierre)

Avanceront en conséquence à l'ancienneté à trois ans :

Pour le 4è échelon

BOUTANDOU (Jean Hilaire)
MOUELLE (Jean Raymond)
BOUKONGOU (Albert)
MOUNOUA-MOUNGAMBOU (Marcel)

---

- PAR ARRETE N° 1341 du 7 juin 1990 sont inscrits au tableau d'avancement au titre de l'année 1988, les Instituteurs des cadres de la catégorie B, Hiérarchie I des services sociaux (Enseignement) dont les noms suivent :

Pour le 2è échelon à 2 ans

EKAO (Marcel)
MBOUNGOU (Aloïse)
BAKANADIO (Ferdinand)
BAKOULA (Bernard)
NKOUKA (Philippe)
ADIBOTSA (Pauline)
KINZONZI (Philippe)
ALENA DABANGUI née SAKOLO
MAHOUNGOU (Martine)
KABI (Joachim)
TSOUMOU (Fidèle)
NSIANTIMA (Jean Albin)
KOMBO (Bruno Magloire)

Pour le 3è échelon à 2 ans

ADDY (Jean)
ADZANKOUE (Cécile)
AKOULI (Ferdinand)
ALOUNA (Camille Pamphile)
BASSOUINGUISSA (Joseph)
BATALONGA (Norbert)
BATOMBANA (André)
BIBOUA-SAMBA
BOURANGON (Albert)
EBIELE (Michel)
ESSOULI (Daniel)
ITOUA (Michel)
OSSOBA (Dominique)
MOUKOURI
MPASSI (Jules)
NGOGONO (Cathérine)
NIANGA (Jean Bernard)
OBEOKOUA (Faustin)
OKANDZA ELANGUI (Philippe)
OLOGA-MAYA
OSSIBI-ONDONGO
KIDZIE (Simon)
LEBEKA (Pierre)
BABOUMA (Suzanne)
EBA-IKAMA (Félicien)
LEBONGUI (Faustin)
MASSAMBA (Laurent)
BOUEYA (Yvonne)
BOUANGO (Jean Baptiste)
NGANAOUANDI (Pierrette)
MBENI (Gaspard)
MBOUSSA (Maurice)
MOUAKA (Marie Jeanne Charlotte)
SAMBA (Joseph II)
TCHIBINDA (Robert)
ONDZE-EKIMA
SOUNDA-NGOMA (Augustin)
TSIMBA (Françoise)
NDOULOU (Pauline)
OKO (Emile)
OUATINOU (Elie)

A 30 MOIS

BABATIKA (Camille)
BAHAMBOULA (Moïse)
GAMBOU-OSSIBI
MOULOKI (Dominique)
MOUNGUENGUI-IBOUANGA DIMANDEMBI
OUENABANTOU (Jacques)
KINKENDE (Georges)
BINTSAMOU (Jacqueline)
TCHIKANDA (François)
LEMINGOU (Seladin)

MISSENGUI (Charles Séraphin)
MABIALA (Jacques II)
MASSIALA (Marie)
MBANGUI (Hélène)
TSIMBA (Anatôle)
BOUENDE (Christophe)
MBIABOUROU (Angélique)
OBAMALEBIGUI (Bertin)
BOUKOYO (Emilienne)
NZICULANI (Grégoire)
OBENDA (Placide)
OBORABASSI (Jacqueline)

Avanceront en conséquence à l'ancienneté à trois ans :

Pour le 2è échelon

BANIMBA (Sylvestre)
LOEMBA TATY (Gustave)
MOUKONO née MADAMI (Marie Hélène)
ELONGO (Jean Pierre)
SITA née MOUTOMBO (Louise)
BOUKAKA (Gabriel).
NTSANI (Ludovic)
DIANKOUIKILA (André)
ADZOU
NGOMA (Roger)
LOUNDOU (Simon)

Pour le 3è échelon

FOURGA (Fidèle)
DZILLAS (Fernand)
BOUEYA (Marie Louise)
MONEKENE (Joseph)
NGANGOUE (Philippe)
NGUIMBI (Antoine)
NSOKO (Véronique)

- PAR ARRETE N° 1355 du 7 juin 1990
Mr LOUBOULA (Salomon), Greffier en Chef de 2è classe, 7è échelon des cadres de la catégorie A, hiérarchie II du service judiciaire en service au Tribunal Populaire d'Arrondissement de Poto-Poto, est inscrit au tableau d'avancement au titre de l'année 1988 pour le 1er échelon du grade de Greffier en Chef de 1ère classe à deux ans

---

- PAR ARRETE N° 1364 du 8 juin 1990
sont inscrits au tableau d'avancement au titre de l'année 1987, les Instituteurs Principaux des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des services sociaux (Enseignement) dont les noms suivent :

Pour le 2è échelon à 2 ans

KINKONDI (Auguste)

Pour le 3è échelon à 2 ans

APAROBOUARO (Gilbert)

Pour le 4è échelon à 2 ans

NZIHOU (Albert)

---

- PAR ARRETE N° 1366 du 8 juin 1990
Mme MVOUTI née LOUFOUKOU (Monique), Institutrice de 3è échelon des cadres de la catégorie B, hiérarchie I des services sociaux (Enseignement), en service à Pointe-Noire, est inscrite au tableau d'avancement au titre de l'année 1986 pour le 4è échelon de son grade à deux ans.

---

- PAR ARRETE N° 1542 du 22 juin 1990
Melles EKOUOMO (Marie Cathérine) et ISSONGO (Henriette), greffiers principaux de 1er échelon des cadres de la catégorie B, hiérarchie I du service judiciaire en service respectivement au Tribunal Populaire d'Arrondissement de Poto-Poto et au Tribunal Populaire de Commune de Brazzaville sont inscrites au tableau d'avancement pour le 2è échelon de leur grade au titre de l'année 1986 à deux ans.

---

- PAR ARRETE N° 1545 du 22 juin 1990
sont inscrits au tableau d'avancement au titre de l'année 1988, les fonctionnaires des cadres des catégories C et D des cadres administratifs de la Santé Publique dont les noms suivent :

CATEGORIE C, HIERARCHIE I

SECRETAIRES COMPTABLES

Pour le 2è échelon à 2 ans

ALONGO POUROU
BERI (Pierre)
BOUTSINDI (Marguerite)
DAMBA née MPAMBOU (Pauline)
EKOUOMO née OTSAWA (Julienne)
EWE MBONGO (Cécile)
GANGA (Flaurant)
GANGALA (Isabelle)
GHANV née TSOKO TSIATY (Marthe)
KIFOULA (Rose Aimé)
KIHAMBULA (Emmanuel)
KIYINDOU née NKOUKA (Célestine Aimée)
KONDZI (Régina Tystoline)
KOUTOUNDA née DIABOUNA (Angélique)
LOUBOTH-NDJAMEZOK (Thérèse Christine)
LOUNGOU (Irénée)
MADZOU (Ferdinand)

MALONGA née MAKOSSO (Marie Joséphine)
MBOUNGOU née LONDZAT (Geneviève Claudine)
MIZELE NKASSA (Evelyne)
MOSSOUANGA née BALONDONO (Marguerite)
MOUTSIA (Lydie Irène)
MPASSI MIDZONDO née BOUANGA (Mariuse)
MVOUAMA (Marthe)
NGAKOSSO (Thérèse)
NGAIN née GOWON (Pauline)
NGANGA née MASSOLOLA (Henriette)
NGANTSOU OBILA (Adèle)
NGOUNDA (Dieudonné)
NIANGUI (Christine)
NIEBELA (Georgine)
NSILOULOU (Bernard)
OBAMBI (Norbert)
OKEMBA-DZOUBA née OSSONA (Marie)
TATY PEMBA (Aline Judith)

A 30 MOIS

NGABA-MPOLO (Georgette)
OBAMBI née IBARISSONGO (Marie Noëlle)
OKIGA née KOUTSILA (Marthe Eugénie)
PIMABEKA (Antoinette)
SAMBA née MATONDO (Pauline)
YETA née NGOMA (Emilienne)

Pour le 3è échelon à 2 ans

BOMA-LI-POATHY
MOULOUMOU (Elisabeth)
YIAMAYELEWE (Angélique)

A 30 MOIS

ASSALA BENNET née NGUEPALI (Cathérine)
ATSOUTSOU (Lucienne)
BOUTAOUAKOU (Firmine)
ELENGA née NDALA (Julienne)
ETA (Lucie)
MBEMBA (Ida Germaine)
MALONGA (Pierre)
MBOUKOU BAKALA (Albert)
MIAYOKA (Fidèle)
MOUKA (Victoire)
NDZILI (Suzanne)
NIANGUENGUE-OKEMBA (Firmin)
NSAKALA née MITSIA (Jeanne Lucie)
NZIMBOU (Elisabeth)
PENDI née NKOSSO (Angèle)

Pour le 4è échelon à 2 ans

INGOBA (Thérèse)
KONGO-BOUANGA (Françoise Romaine)
KOUKA (Emilienne)
MBOKO née FOUTOU (Delphine)
OMECKA-ISSAMBO
SOMAYE née LOUKOULA (Aminata)
TCHIMBOUKA (Rosaire Zéphirin)
ZINGA (Marie Louise)

A 30 MOIS

BAYIDIKILA (Clémence)
DJIMBI-MAKOUNDI née POBA-TOULOU (Géneviève)
NDINGA (Valérie Liliane)
NGAMBA (Jeanne)
OBONDO (Henriette)
OGNONGO IBIAHO née NDZA (Henriette)
ONDZE (Marie)
SOVA (Marie Pauline)
YANDZA (Jean Rufin)

Pour le 5è échelon à 2 ans

GAPOULA (Daniel)
MOUSSAVOU (Claudine)
YAOUE (Françoise Marie Rose)

Pour le 6è échelon à 2 ans

BONGO-DEBALEBOMO
OSSIBI (Félix)

CATEGORIE D, HIERARCHIE I

SECRETAIRES MEDICAUX

Pour le 2è échelon à 2 ans

BATANGOUNA-GOMBO (Marie France)

A 30 MOIS

BIZIKI née BAYOULA (Dorothée Isabelle)
MAYOUMA (Clémentine)
MOUNGUIZA (Marie)

Pour le 4è échelon à 2 ans

KENGUE (Marie josée)
MAYALA (Prosper)
NOMBO-BOUMBA (Madeleine)
OYON née GANGALA (Claudine Bertille)
SAMBA (Louis Jean Baptiste)

A 30 MOIS

DALA (Catherine)
MASSALA née KENGUE (Honorine)
MISSAMOU
MOUGANY (Olivier Edouard)

Pour le 5è échelon à 2 ans

KINA née OUMBA (Marie Elise)

Avanceront en conséquence à l'ancienneté à trois ans :

CATEGORIE C, HIERARCHIE I

SECRETAIRES COMPTABLES

Pour le 2è échelon

BAGNOUKOU (Henriette)
BOUAHOU (Alphonsine)
GOLLO (Georgine Lucie)
KIMBEMBE née MBEMBA (Proxima Irène
LEMBE (Céline)
MOUANGA (Virginie)
MOUINGONI (Flore Blandine)
MVIBOUDOULOU (Claudine)
ONDONGO née MONION (Anne Marie)

Pour le 3è échelon

BATOLA (julienne)

---

- PAR ARRETE N° 1569 du 28 juin 1990 sont inscrits au tableau d'avancement au titre de l'année 1988, les Assistants Sanitaires des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des services sociaux (Santé Publique) dont les noms suivent :

Pour le 2è échelon à 2 ans

ADICOLLE GUIELLE (André Marie)
BANTSIMBA (Jacques)
BOLANDA (Daniel Jean)
CARDORELLE (François Jean Christian)
COMMANDEUR (Jacques)
ELIAN (Paul)
GAKISSI (Gabriel)
KANY-NGOMA (Gilbert)
KOUMOU (Paul)
LOUBAKI (André)
MAMPOLO (Guy Blaise Romain)
MISSIE GOULOUBI
MISSOUKIDI MAMBANZA (Jean-Paul)
MOKOMBO (Siméon)
MOURANGA née MABOUERE-ITOUA (Marie)
NZAMBOU-NOWANZI (Grégoire)
PINY-TALANTSY née FILANKEMBO (Micheline)

A 30 MOIS

BABAKANSI (Fidèle)
BANZOULOU (Emilienne)
MAKONDZO (Emmanuel)
MAVOUNGOU (Jean Louis)
MAYORDOME (William)
MBOUNGOU (Robert)
MIAMBANZILA (Georges)
MOUELE (Jean Marie)
NDONGUI (Daniel)
OKONO (Gabriel Arcadius)
SITA (Jean Félix)
TOKONZABA (Etienne)
TSIBA (Frédéric)

Pour le 3è échelon à 2 ans

AKOUELAKOUM (Emmanuel)
ANDZOUOKO OBE (Lucien)
BACKOUMA (Alice Evelyne)
BANGUI (Jean Marie)
BIBOKA (Eugène)
BILEKO MBEMBA (Firmin)
BONGO (Crépin)
DELLA née OBEYA MPOLO (Pauline)
DZIONO (Gabriel)
DIAKABANA (Philippe)
EKEMA OKANA née NTINI (Bernadette)
GHOMA (Guy Robert)
KASSA MIFOUENI (Charles)
KEBE MAMADOU née BASSOLOKA (Hélène)
KINZONZI née KOUMBA MOULADY (Sidonie)
KOUVIVIDILA (Wenceslas Hyacinte)
MOUNGOU (Jean)

Pour le 3è échelon à 2 ans

MAKOSSO (Joseph)
MALASSOU (Monique)
MANANGOU (Pierre)
MAVOUNGOU-MAKOSSO (Jean)
MBANI (Albert)
MBOU (André)
MBOUNGOU-NKOUNKOU (Joseph)
MOUHANI (André)
MOUTIMA (Gabriel)
NGANGA née BILECKOT (Marie Viviane Brigitte)
OBORATALE (Fidèle)
OSSETE (Charlemagne)
NDESSABEKA née TCHIMAMBOU-TATY (Angélique)
ONDONGO (Basile)
PONGUI (Gabriel)
YOCKA (Dominique)

A 30 MOIS

BITSINDOU (Aimé Arsène)
BOUKOU-GOMA (Angèle)
ENGOUA (Antoine Joseph)
GAMPO (Henriette)
GANGA (Jean Fulbert)
IBARA née GAMPIO (Marie Jeanne)
ITSOMBO (Joséphine)
KIMBOUANI (Clarisse Rose)
KOUBAKA (Jean)
LEMBALA (Jacob)
MABOUNDOU (André)
MAHOUNGOU (Narcisse)
MAMPOUYA (Rufin)
MASSOUMOU (Faustin)
MATSOTSONO (Gilbert)
MAVOUNGOU (Jean Pierre I)
MBOUMA (Françoise)
MOUAKASSA (Paul)
NGATSE née NDONGO (Amélie)
NGOKABE (Jean)
NGOLO née N'GANSIE (Madeleine)
NKOUALA (Bernard)
NSONDA (Gaston)
OBAMBI née AKAMBE (Julienne)

ONKILI-GANDZOUNOU née EFFEINDZOUROU-GAMPO (Henriette)
OTIA (Gaston Noël)
SALABIABONGUE (Fulbert)

Pour le 4è échelon à 2 ans

AZIKA EROS née MINIOLE (Pauline)
BAFOUETELA née DIANTIA (Jeanne)
BIDIE (Alphonse)
BITAMBIKI née BANOUNGAZANA (Alphonsine)
BOBOUAKA (Daniel)
DEGAUME (Jean Claude)
DIBANTSA (Alphonsine)
GANKA (Maurice)
ISSAMOU (Alphonse Lezin)
BOUKORO (Gaston)
KABIKISSA (Auguste)
KADI-NDEDI (Albert)
KANGA née NSIAMAZA SUENGUE (Graça)
KENGUE (Maurice)
KIBANGOU (Georges)
KOMIENA (Catherine)
KOUMBA (Jonas Narcisse)
MAHOUNGOU (François)
MALONGA (Dominique)
BANDZOUZI NDILOU (André)
MASSAMBA née NDEMBO (Marie Odile)
MATSIONA (Nicolas David)
MAKITA née BILONGO (Jacqueline)
MBAMOBIE (Martin)
MBEMBA née BIYANDI (Anne)
MFOUEMOSSO (Joseph)
MFOUTOU (Daniel)
MOMBO (Bernard)
MOUBARI (François)
MOUHOUANOU née LOUGANGOU (Madeleine)
MOUNOKO-NDALLA (Thimothé)
NIAMAZOC née AMANE (Jacquette)
NGANGOUEDI (René)
NGANDZO (Nicolas)
MAYALA (Germain)
NGASSAKI (Albert)
NGUIAMBA (David Eugène Otto)
NKAKOU-BAKEBONGO née BAZAKIDILA (Julienne)
NKAYA (Jean)
NOHNNY NZOULOU
NTADI (Gaston)
NYAMA (Appolinaire)
OKOUYA MIERE née MPOU (Monique)
OUALIAOUE (Jacques)
OUAMBA (Pie X)
PEPA-NKOUNKOU (Gérard)
SOU (Albert)
TABI (Valentin)
TOMBET (Joseph)
TSAMBA (Adrien)

A 30 MOIS

BASSIKIDILA née MIAMBANZILA (Germaine)
EBAO née NKOUMPA (Augustine)
EKOURI (Marie Charlotte)
EVONI (Marcel)
GANDZIAMI née MONGALLA (Joséphine)
KABI-NGOULONDILI née AMPAKA (Antoinette)
MALONGA (Jean Louis)
KAGNE (Daniel)
KIMBATSA (Dominique)
KINKOUMA (Lazare)
KINTONO (Jean)
KOUENGO (Paul)
LOUBONGO
MAHOUNGOU née MPASSI (Valentine)
MALONGA (Michel)
MBEMBA BIKOLA (Bernard)
MBOU-ADJOU (Claude Siméon)
MOUYIMISSENO (Raphaël)

Pour le 4è échelon à 30 mois

NDION (Benjamin)
NKOUNKOU (Eugène)
OMOKO LIKALI
OTIRANKO
OTSIAYI (Albert)
OUALEMBO MOUNTOU née MONGO (Alphonsine)
SAMBA (Yvette Flore)
SAYA (Delphin)
YOOUA (Michel)

Pour le 5è échelon à 2 ans

ADZENEGUE (Appolinaire)
AMIN (Marie Françoise)
ATITALI-MBADZAON
BADIENGUISSA (Léon)
BAKANA (Raymond)
BAKISSY (Jean Baptiste)
BANY (Henriette)
BIKOUMINI (Noël)
BILONGO (Pierre)
BABELA née MBOKOTOUMONA-LOUBIENGA (Chara-Rébecca)
CABOUNDZI (Jeanne d'Arc)
IBARRAT (Suzanne)
KABA-VELE (Michel)
KIAFOUCKA (Philomène Valentine)
KINOUA (Joséphine)
KISSADILA (Victor)
LOUYA (Albert)
MABIKA née BIRANGUI (Claire)
MADZOU (Jérémie Jean Salm)
MALEMBE (Hélène)
MAPANA (Antoine)
MBERI (Victor)
MBOUANGUI-NDOUMA (René)
MBOUMBA (Jean Baptiste)
MOCKONO (Michel)
MONEKENE (Albert)
MOUAMBELET (Jean Claude)
MOUSSIMI (Jean Fidèle)
MVOUAMA (Albert)
NDALLA (Louis)
NGAMPIKA (Antoine)
NTOMBO (Rebecca Virginie)
OTOUNGA (Lucien)
SANGOMA (Gilbert)

A 30 MOIS

BAKOUIKILA (François)
BAYIDIKILA (Thérèse)
BAZABIDILA (Fidèle)
BIYANGUE (Gaston Médard)
BOSSINA née MATOULA (Georgine)
BOUDZOUMOU (Jacques)
ELEKA (Gabriel)
LONGANGUI (Jean Pierre)
MABIALA (Louis Bertrand)
MALANDA (Camille)

Pour le 5è échelon à 30 mois

MALONGA née NDOULOU (Alphonsine)
MBAMA-MANTSALA (Gaston)
MBEMBA (Gabriel)
MBELANI (Boniface)
MIETEKILA née NTSINTIKA (Thérèse)
MOUEGNI (Benoît)
MPOUKOUO (Jean)
NGOLO (Richard Bernard)
NKASSA (Jean)
NZAOU (Félix)
samba (Ibrahim)

Pour le 6è échelon à 2 ans

BABADY-MODDY née BIAKABA (Pauline)
BAKIDI (Gabriel)
BIKAMOU (Félix)
BOBOTI (Rose Marie Thérèse)
DZOMBO (Jean Baptiste)
GOMA (Clément)
GOMA (Emmanuel I)
MATASSA (Jean)
MIAKASSISSA (Jacques)
MOUELLET (François)
NIAKISSA née KOUEDIATOUKA (Georgine Sidonie)
NGOULOUBI (Alphonse)
NOMBO (Edouard)
NTSOMI (Jacques)
OSSIE (Valérie Antoinette)
OUBOUKOULOU (André)
OYELE (Julienne)

A 30 MOIS

AYEKA (Gilbert)
GOMA (Appolinaire)

Pour le 7è échelon à 2 ans

MAKITA (Gabriel)

A 30 MOIS

GAMBOMI (Rigobert)
GOMA (Grégoire)
MAMOUNA (Lambert)

Pour le 8è échelon à 2 ans

BAMBAGA (justin)
BOTAKA née MENGHA (Louise Alphonsine)
KOMBO (Athanase)
MISSONGO (Jean Raymond)
NKEMBO (Alphonse)
NSEMO (Thomas)
OUMBA MBONGOLO (Agathe)

A 30 MOIS

ALOUNA (Pierre)
ITOUA (Jules)

Pour le 8è échelon à 30 mois

KIMBOUALA (Nestor)
LOUFIEFIE (Patrice)
MIENANTIMA (Pierre)
NGOUDIABANTOU née NGANGA (Véronique)

Pour le 9è échelon à 2 ans

AKAMBOU (Paul)
BABELA (Charles)
ILOKI (René)
MASSOLOLA MIKOUIZA (Albertine)
MAYOUMA (Sébastien)
MESSE-AMBIA-KOULIMAYA
MVOULA (Norbert)
NINON (André)

A 30 MOIS

DOUKA-ONDENDY née OTSOUE (Anne Marie)
KEMBY née BILAFOU (Charlotte)
LOUSSALOUSSOUX (Charlotte)

Pour le 10è échelon à 2 ans

GANDZIAZMI (François)
LOBAGNE BINDJI née BAHENGUE OKOKO (Claire)
MAKANGA (Samuel)

A 30 mois

LOEMBA-PANGOUD née BALOU (Julienne)
TSIBA MIERE (Richard)

Avanceront en conséquence à l'ancienneté à trois ans :

Pour le 2è échelon

ANDZOULI (Albertine)
ANTOUREL (Come Clément Michel)
BIAHOULA-SATOUNKAZI (Faustin)
EMAMOU (Robert)
IBARA (Jean Serge)
LOUTAYA (Jacqueline)
MOUANDA (Pierre)
MOUKOURI née MOUKOURI-NGOLI (Marie)
VINDOU (Victorine)

Pour le 3è échelon

FILANKEMBO (Roger)
KIYINDOU (François)

Pour le 4è échelon

FOUNDOU (David)
KOUENDOLO (Bernard)
MALOUONA (Pierrette)
MASSEINGO (Lydie Béatrice)

Pour le 5è échelon

KIBO (Jean Jacques)
MOUKOLO (Dominique)
MOUMBOKO (Daniel)

Pour le 6è échelon

NKALLA-LAMBI née BIDZIMOU (Bernadette)

Pour le 9è échelon

ZOBA (Dominique)

---

- PAR ARRETE N° 1632 du 30 juin 1990 sont inscrits au tableau d'avancement au titre de l'année 1988, les Vérificateurs des cadres de la catégorie B, hiérarchie II des Douanes dont les noms suivent :

Pour le 2è échelon à 2 ans

MASSAMBA née BIBOUSSI (Adèle)

Pour le 3è échelon à 30 mois

GANGA-MOUANZA (Ludovic Placide)

Pour le 4è échelon à 2 ans

BANKOUSSOU (Marcel)
MABOUNDA (Aimé Claude)
NIMBANI (Jean De Dieu)
LEBO-DOUNIAMA
MAKELA (Marcel)
MFOUTOU-BOUKOULOU (Maurice)
MALHOULA née TCHILOUMBOU (Clarisse)
MAYINGUILA (Grégoire)
NDOURI (Robert)

Pour le 4è échelon à 30 mois

MBEMBA (Victor)
LOUBACKY (Joseph)
BANDOKI (Adolphe)
BOUSSIENGUY (Prosper Armand)
NKODIA (Bernard)
OBALI (Joseph)
LEMBE (Jean Gabriel)

Pour le 5è échelon à 2 ans

BABOUANGA (Honoré)
BANZOULOU (Raphaël)

Pour le 5è échelon à 30 mois

NZABA (Eugène).

Pour le 7è échelon à 2 ans

EBATTA-KABA (Charles)

Pour le 7è échelon à 30 mois

NKONO (Joseph)
SAMBA (Jean Pierre)

Pour le 8è échelon à 2 ans

MOUNGUENGUI (Raymond)
AUCANAT (Stanislas)
MOUKOUMA (André)

Pour le 9è échelon à 2 ans

MOUYOYI (Jean Claude)
KOYI-CONGO (Célestin)

Avanceront en conséquence à l'ancienneté à trois ans :

Pour le 3è échelon

BIFOULOU (Jean Félix)
MOUNGUENGUI (Narcisse Serge)

Pour le 6è échelon

OSSEBI-ELO (Christian)

- PAR ARRETE N° 1574 du 28 juin 1990 Mme MATSIKA née BABINDAMANA Valentine, Journaliste niveau I de 4è échelon, indice 760, des cadres de la catégorie B, hiérarchie I de l'Information, en service à la Direction des Finances, de l'Equipement et du Personnel à Brazzaville, est inscrite sur liste d'aptitude au titre de l'année 1989 et promue au grade de Journaliste niveau II, des cadres de la catégorie A, hiérarchie II de 2è échelon, indice 780 pour compter du 1er janvier 1989.

Conformément aux dispositions du Décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

- PAR ARRETE N° 1638 du 30 juin 1990 sont inscrits au tableau d'avancement au

titre de l'annee 1985, les fonctionnaires des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des Services Administratifs et Financiers (Administration Générale) dont les noms suivent :

Pour le 2è échelon à 2 ans

BIKINDOU (André Louis Gaëtan)

Pour le 4è échelon à 2 ans

LELO (Marie Laure)
MENGA (Michel)

## PROMOTION

- PAR ARRETE N° 1261 du 1er juin 1990 Mr MIAKAKORILA (Edouard), Secrétaire Comptable Contractuel de 2è échelon de la catégorie D, échelle 11, indice 470 depuis le 1er janvier 1986, en service au Centre Médical de NGABE (Région du Pool), qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, est avancé au 3è échelon de sa catégorie, indice 490 pour compter du 1er mai 1988.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

---

- PAR ARRETE N° 1262 du 1er juin 1990 Melle KOUAKOUA (Mélanie Francis), Aide-Comptable Qualifiée contractuelle de 2è échelon, catégorie E, échelle 12, indice 320 depuis le 25 octobre 1986 en service à la Direction Générale de la Fonction Publique à Brazzaville, qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, est avancée au 3è échelon de sa catégorie, indice 350 pour compter du 25 février 1989.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

---

- PAR ARRETE N° 1264 du 1er juin 1990 Mr BEME (Jean Roger), Instituteur Adjoint Contractuel de 2è échelon de la catégorie D échelle 11, indice 470 depuis le 3 mai 1986 en service à l'Inspection de l'Enseignement Fondamental et de l'Alphabétisation d'OKOYO (Région de la Cuvette), qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, est avancé au 3è échelon de sa catégorie, indice 490 pour compter du 3 septembre 1988.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

---

- PAR ARRETE N° 1265 du 1er juin 1990 Mr BATOTA (Jean), Contre-Maître contractuel de 2è échelon, catégorie D, échelle 9, indice 460 depuis le 1er mai 1986 en service à la Maternité Blanche GOMES à Brazzaville qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, est avancé au 3è échelon de sa catégorie, indice 480 pour compter du 1er septembre 1986.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

---

- PAR ARRETE N° 1268 du 1er juin 1990 Mr MENGA (Gabriel), Commis Contractuel de 1er échelon, catégorie F, échelle 14, indice 210 depuis le 1er avril 1980, en service au District de Makoua (Région de la Cuvette), qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, est avancé successivement aux échelons supérieurs de sa catégorie comme suit :

- au 2è échelon, indice 220 pour compter du 1er août 1982 ;
- au 3è échelon, indice 230 pour compter du 1er décembre 1984 ;
- au 4è échelon, indice 240 pour compter du 1er avril 1987.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 modifié par le rectificatif n° 87-420 du 14 août 198', cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

- PAR ARRETE N° 1270 du 1er juin 1990 Melle BILIMBI (Joséphine), Aide-Soignante contractuelle de 1er échelon de la catégorie F, échelle 15, indice 210 depuis le 11 décembre 1981, en service au dispensaire de YAYA (District de Moutamba), Région du Niari, qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, est successivement avancée aux échelons supérieurs de sa catégorie comme suit :

- au 2è échelon, indice 230 pour compter du 11 avril 1984 ;
- au 3è échelon, indice 240 pour compter du 11 août 1986 ;
- au 4è échelon, indice 250 pour compter du 11 décembre 1988.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 modifié par le rectificatif n° 87-420 du 14 août 1987, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

- PAR ARRETE N° 1284 du 1er juin 1990 sont promus aux échelons ci-après au titre de l'année 1983, les fonctionnaires des cadres des catégories C et D des Services Sociaux (Enseignement) dont les noms suivent ACC = NEANT :

CATEGORIE C, HIERARCHIE I

Institutrice -Adjointe

Au 6è échelon, indice 600

MAYAMA née BAZOLO (Victorine) p-c du 23 septembre 1983

CATEGORIE D, HIERARCHIE I

Moniteur Supérieur

Au 9è échelon, indice 500

MAHOUNGOU (Emile) p-c du 1er octobre 1983

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 modifié par le rectificatif n° 87-420 du 14 août 1987, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

- PAR ARRETE N° 1271 du 1er juin 1990 les agents contractuels dont les noms suivent, qui remplissent la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, sont avancés aux échelons supérieurs de leur catégorie conformément au tableau ci-après :

| ANCIENNE SITUATION | NOUVELLE SITUATION |
|---|---|
| MBOUSSA (Jean) | |
| Chauffeur contractuel de 5è échelon, catégorie G, échelle 17, indice 230 depuis le 9 juillet 1982 en service à Brazzaville. | - Au 6è échelon, indice 240 pour compter du 9 novembre 1984.<br>- Au 7è échelon, indice 250 pour compter du 9 mars 1987. |
| ITOUA (Gaston) | |
| Chauffeur contractuel de 7è échelon, catégorie G, échelle 17, indice 250 depuis le 16 mai 1982 en service au Ministère du Développement Rural. | - Au 8è échelon, indice 260 pour compter du 16 septembre 1984 ;<br>- Au 9è échelon, indice 270 pour compter du 16 janvier 1987. |

- Au 10è échelon, indice 280 pour compter du 16 mai 1989.

SIKEME (Léon)

Moniteur d'Agriculture contractuel de 3è échelon, catégorie F, échelle 14, indice 230 depuis le 6 avril 1980 en service à Brazzaville.

- Au 4è échelon, indice 240 pour compter du 6 août 1982
- Au 5è échelon, indice 260 pour compter du 6 décembre 1984.
- Au 6è échelon, indice 280 pour compter du 6 avril 1987.

OMBONGO DELOMBET (Ferdinand)

Aide-Comptable contractuel de 8è échelon catégorie F, échelle 14, indice 320 depuis le 16 mai 1982 en service au Crédit Agricole Brazzaville

- Au 9è échelon, indice 330 pour compter du 16 septembre 1984
- Au 10è échelon, indice 350 pour compter du 16 janvier 1987.

TOULOULOU (Anasthasie)

Dactylographe contractuelle de 7è échelon, catégorie F, échelle 14, indice 300 depuis le 2 février 1982 en service à Brazzaville.

- Au 8è échelon, indice 320 pour compter du 2 juin 1984
- Au 9è échelon, indice 330 pour compter du 2 octobre 1986
- Au 10è échelon, indice 350 pour compter du 2 février 1989.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, modifié par le rectificatif n° 87-420 du 14 août 1987, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté, pour compter des dates ci-dessus indiquées.

---

- PAR ARRETE N° 1272 du 1er juin 1990 Mme KOUIKANI née BATTANTOU (Augustine), Agent Technique de Santé contractuelle de 1er échelon, catégorie D échelle 11 indice 440 depuis le 16 septembre 1985, en service au Service Régional de Santé Scolaire de Brazzaville, qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, est avancée au 2è échelon de sa catégorie indice 470 pour compter du 16 janvier 1988.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

- PAR ARRETE N° 1273 du 1er juin 1990 Mme NDEBEKA née NSAMOUKOUNOU (Cécile), Infirmière Brevetée contractuelle de 2è échelon de la catégorie E échelle 13, indice 320 depuis le 14 avril 1983, en service au Centre Hospitalier de Makélékélé à Brazzaville, qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, est avancée successivement aux échelons supérieurs de sa catégorie comme suit :

- 3è échelon, indice 350 pour compter du 14 août 1985 ;
- 4è échelon, indice 370 pour compter du 14 décembre 1987.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, modifié par le rectificatif n° 87-420 du 14 août 1987,

cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

---

- PAR ARRETE N° 1274 du 1er juin 1990
Mme MBOUNGOU née MOUTOULA-DZABA (Marguerite), Commis Principale contractuelle de 3è échelon, catégorie E, échelle 12, indice 350 depuis le 22 mai 1984, en service au Contrôle d'Etat auprès de l'ONIVEG à Brazzaville, qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, est avancée successivement aux échelons supérieurs de sa catégorie comme suit :

au 4è échelon, indice 370 pour compter du 22 septembre 1986 ;
au 5è échelon, indice 390 pour compter du 22 janvier 1989.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté, pour compter des dates ci-dessus indiquées.

---

- PAR ARRETE N° 1275 du 1er juin 1990
les agents contractuels dont les noms suivent qui remplissent la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, sont avancés à l'échelon supérieur de leur catégorie conformément au tableau ci-après :

| ANCIENNE SITUATION | NOUVELLE SITUATION |
|---|---|
| **MBOUSSA (Harouna)** | |
| Secrétaire d'Administration de 3è échelon, catégorie D, échelle 9 indice 480 depuis le 2 septembre 1986. | Promu au 4è échelon, indice 520 pour compter du 2 janvier 1989 |
| **ELOBI (Gaston)** | |
| Agent subalterne de Bureau de 3è échelon, catégorie G, échelle 18, indice 160 depuis le 2 septembre 1986. | Promu au 4è échelon, indice 170 pour compter du 2 janvier 1989 |

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

---

- PAR ARRETE N° 1277 du 1er juin 1990
Mr ELENGA MBOSSA, Veilleur de nuit contractuel de 1er échelon, catégorie H, échelle 19, indice 130 depuis le 9 juin 1983 en service au Cabinet du Premier Ministre à Brazzaville, qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960 est avancé successivement aux échelons supérieurs de sa catégorie comme suit :

au 2è échelon, indice 136 pour compter du 9 octobre 1985 ;
au 3è échelon, indice 140 pour compter du 9 février 1988.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, modifié par le rectificatif n° 87-420 du 14 août 1987, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet, du point de vue de l'ancienneté, pour compter des dates ci-dessus indiquées.

- PAR ARRETE N° 1278 du 1er juin 1990
Melle ZOULA (Edith Modestine), Secrétaire d'Administration Contractuelle de 1er échelon, catégorie D, échelle 9, indice 430 depuis le 10 mai 1986, en service à la Direction Générale du Travail à Brazzaville, qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, est avancée au 2è échelon de sa catégorie indice 460 pur compter du 10 septembre 1988.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

- PAR ARRETE N° 1279 du 1er juin 1990
les agents contractuels dont les noms suivent, qui remplissent la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, sont avancés à l'échelon supérieur de leur catégorie conformément au tableau ci-après :

| ANCIENNE SITUATION | NOUVELLE SITUATION |
|---|---|
| **BAMOKINA (Dorothée)** | |
| Ouvrier professionnel de 1er échelon, catégorie G, échelle 18, indice 140, depuis le 14 janvier 1985. | Avancée au 2è échelon, indice 150 pour compter du 14 mai 1987. |
| **'.ECKA (Agathe Sabine)** | |
| Ouvrier professionnel de 1er échelon, catégorie G, échelle 18, indice 140, depuis le 15 octobre 1984. | Avancée au 2è échelon, indice 150 pour compter du 15 février 1987. |
| **LOUFILOU-MAVOUNGOU (Clémentine)** | |
| Ouvrier professionnel de 1er échelon, catégorie G, échelle 18, indice 140, depuis le 10 janvier 1985. | Avancée au 2è échelon, indice 150 pour compter du 10 mai 1987. |
| **ILAMA (Marie Chantal)** | |
| Ouvrier professionnel de 1er échelon, catégorie G, échelle 18, indice 140 depuis le 15 octobre 1984. | Avancée au 2è échelon, indice 150 pour compter du 10 février 1987. |
| **MALONGA (Louise)** | |
| Ouvrier professionnel de 1er échelon, catégorie G, échelle 18, indice 140 depuis le 12 novembre 1984. | Avancée au 2è échelon, indice 150 pour compter du 12 mars 1987. |
| **NTANDOU LOUFOUANKENDA (Véronique)** | |
| Ouvrier professionnel de 1er échelon, catégorie G, échelle 18, indice 140 depuis le 5 novembre 1984. | Avancée au 2è échelon, indice 150 pour compter du 5 mars 1987. |
| **MAKIMOUNA (Emilie Christine)** | |
| Ouvrier professionnel de 1er échelon, catégorie G, échelle 18, indice 140 depuis le 3 janvier 1984. | Avancée au 2è échelon, indice 150 pour compter du 3 mai 1986 |

| ANCIENNE SITUATION | NOUVELLE SITUATION |
|---|---|
| **LOUKAGNI (Henriette Léocadie)** | |
| Ouvrier professionnel de 1er échelon, catégorie G, échelle 18, indice 140 depuis le 5 novembre 1984. | Avancée au 2è échelon, indice 150 pour compter du 5 mars 1987. |
| **OKYEMI (Thérèse)** | |
| Ouvrier professionnel de 1er échelon, catégorie G, échelle 18, indice 140 depuis le 5 novembre 1984 | Avancée au 2è échelon, indice 150 pour compter du 5 mars 1987. |
| **NGOMA (Lucie Firmine)** | |
| Ouvrier professionnel de 1er échelon, catégorie G, échelle 18, indice 140, depuis le 8 novembre 1984. | Avancée au 2è échelon, indice 150 pour compter du 8 mars 1987 |
| **MANENGO MAFOUENI (Thérèse)** | |
| Ouvrier professionnel de 1er échelon, catégorie G, échelle 18, indice 140 depuis le 5 novembre 1984. | Avancée au 2è échelon, indice 150 pour compter du 5 mars 1987 |
| **ONDAYE (Georgine)** | |
| Ouvrier professionnel de 1er échelon, catégorie G, échelle 18, indice 140 depuis le 20 novembre 1984. | Avancée au2è échelon, indice 150 pour compter du 20 mars 1987 |
| **SANTOU (Emilienne)** | |
| Ouvrier professionnel de 1er échelon, catégorie G, échelle 18, indice 140 depuis le 12 novembre 1984.. | Avancée au 2è échelon, indice 150 pour compter du 12 novembre 1987. |

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

---

- PAR ARRETE N° 1280, du 1er juin 1990 Mr NGAMBO (Basile), Opérateur Principal Contractuel de 4è échelon, catégorie D, échelle 9, indice 520 depuis le 26 août 1987, en service au Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération à Brazzaville, qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, est avancé au 5è échelon de sa catégorie, indice 550 pour compter du 26 décembre 1989.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

- PAR ARRETE N° 1285 du 1er juin 1990 sont promus aux échelons ci-après au titre de l'année 1987, les Instituteurs Adjoints des cadres de la catégorie C, hiérarchie I des Services Sociaux (Enseignement) dont les noms suivent ACC = NEANT :

AU 4° ECHELON, INDICE 520

MADZOU (Charlotte) p-c du 1 octobre 1987

AU 5° ECHELON, INDICE 560

ANDOURA (Pierre) p-c du 2 octobre 1987
GOUAMA (Nestor) p-c du 2 octobre 1987
MOKOUMOU (Maurice) p-c du 4 octobre 1987

AU 7° ECHELON, INDICE 660

KABA (Mathias Gaëtan) p-c du 20 sept 1987

AU 8° ECHELON, INDICE 740

GOMA (Jean Michel) p-c du 2 avril 1987
MISSIDIMBAZI (Isidore) p-c du 16 août 1987
MAYAMA née BAZOLO (Victorine) 23 sept 1987

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

---

PAR ARRETE N° 1287 du 1er juin 1990 ont promus aux échelons ci-après au titre de l'année 1985, certains fonctionnaires des cadres des catégories C et D des services Sociaux (Enseignement) dont les noms suivent ACC = NEANT :

CATEGORIE C, HIERARCHIE I

Instituteurs-Adjoints

Au 2è échelon, indice 470

OUANGANGA (Françoise) p-c du 21 oct 1985

Au 3è échelon, indice 490

ADZOU (Charlotte) p-c du 1 octobre 1985
OUKALA (Pierre) 27 octobre 1985

Au 4è échelon, indice 520

NDOURA (Pierre) p-c du 2 octobre 1985
OUAMA (Nestor) 2 octobre 1985
OKOUMOU (Maurice) 4 octobre 1985

Au 6è échelon, indice 600

EYONGO (André) p-c du 8 octobre 1985
KABA (Mathias Gaëtan) 20 mars 1985

Au 7è échelon, indice 660

GOMA (Jean Michel) p-c du 2 avril 1985
MAYAMA née BAZOLO (Victorine) 23 septembre 1985

CATEGORIE D, HIERARCHIE I

Moniteur Supérieur

Au 10è échelon, indice 520

MAHOUNGOU (Emile) p-c du 1 octobre 1985

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 modifié par le rectificatif n° 87-420 du 14 août 1987, cette promotion ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

---

- PAR ARRETE N° 1288 du 1er juin 1990 Mr HOLLAT (Gaston), Instituteur Adjoint de 3° échelon des cadres de la catégorie C, Hiérarchie I des Services Sociaux (Enseignement) en service à Loubomo, est promu à trois ans au 4° échelon de son grade, indice 520 au titre de l'année 1985 pour compter du 3 avril 1986 ACC = NEANT :

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 modifié par le rectificatif n° 87-420 du 14 août 1987, cette promotion ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

---

- PAR ARRETE N° 1290 du 1er juin 1990 sont promus aux échelons ci-après, au titre de l'année 1987, les Instituteurs Adjoints des cadres de la catégorie C, hiérarchie I des Services Sociaux (Enseignement) dont les noms suivent, ACC = NEANT :

Au 3è échelon, indice 490

MOUANGANGA (Françoise) p-c du 21 avril 1988

Au 4è échelon, indice 520

MOUKALA (Pierre) p-c du 27 avril 1988

Au 7è échelon, indice 660

EYONGO (André) p-c du 8 avril 1988

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

---

- PAR ARRETE N° 1291 du 1er Juin 1990
Melle NGONGO (Pierrette), Secrétaire d'Administration Contractuelle de 4è échelon, catégorie D, échelle 9, indice 520 depuis le 28 novembre 1986, en service à la Direction Générale de la Fonction Publique à Brazzaville, qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, est avancée au 5è échelon de sa catégorie, indice 550 pour compter du 28 mars 1989.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

---

- PAR ARRETE N° 1292 du 1er juin 1990
les agents contractuels dont les noms et prénoms suivent qui remplissent la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, sont avancés aux échelons supérieurs de leur catégorie conformément au tableau ci-après

| ANCIENNE SITUATION | NOUVELLE SITUATION |
|---|---|
| **ALBINO née TOUKOULA (F ancine)** | |
| Monitrice Sociale de 7è échelon, catégorie D, échelle 11, indice 660, depuis le 21 juin 1985. | Avancée au 8è échelon, indice 740 pour compter du 21 octobre 1987 |
| **BANGA née MOUSSOUNDA (Pauline)** | |
| Monitrice Sociale de 7è échelon, catégorie D, échelle 11, indice 660, depuis le 21 juin 1985. | Avancée au 8è échelon, indice 740 pour compter du 21 octobre 1987 |
| **MOUNTOU née POATY (Marie** | |
| Monitrice Sociale de 6è échelon, catégorie D, échelle 11, indice 600 depuis le 21 juin 1985. | Avancée au 7è échelon, indice 660 pour compter du 21 octobre 1987 |
| **KIYINDOU (Ignace)** | |
| Orthopédiste de 8è échelon, catégorie E échelle 12, indice 480 depuis le 2 août 1985. | Avancée au 9è échelon, indice 500 pour compter du 2 août 1987. |

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

- PAR ARRETE N° 1293 du 1er juin 1990
Mme NGAMI née WAWENE (Catherine), Agent Technique de Santé contractuel de 1° échelon de la catégorie D, échelle 11, indice 440 depuis le 1 octobre 1984, en service au Centre de Santé Intégré de Mikalou à Brazzaville, qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, est avancée successivement aux échelons supérieurs de sa catégorie comme suit :

au 2è échelon, indice 470 pour compter du 1er février 1987 ;
au 3è échelon, indice 490 pour compter du 1er juin 1989.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté, pour compter des dates ci-dessus indiquées.

---

- PAR ARRETE N° 1295 du 1er juin 1990
sont promus aux échelons ci-après au titre de l'année 1988, les agents techniques des cadres de la catégorie C, hiérarchie II des Services Techniques (Mines) dont les noms suivent, ACC = NEANT :

Au 4è échelon, indice 520

DIANTESSA (Ferdinand) p-c du 20 novemb 1988
BAKANK'ZI (Edouard) 1 janvier 1988

Au 8è échelon, indice 660

LOUFOUA (Germain) p-c du 1 janvier 1988
NGOUBILI (Albert) 1 avril 1988

Au 9è échelon, indice 700

BANIMBADIO (Emile) p-c du 14 avril 1988

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

---

- PAR ARRETE N° 1299 du 1er juin 1990
Mr NKONDI (Paul), Agent Technique de la Statistique de 2è échelon des cadres de la catégorie C, hiérarchie II des Services Techniques (Statistique), est promu au titre de l'année 1987 au 3è échelon de son grade indice 480, ACC = NEANT :

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 1er janvier 1987.

---

- PAR ARRETE N° 1304 du 2 juin 1990
Mr BOUNZEKI (Michel), Aide Comptable qualifié contractuel de 2è échelon, catégorie E, échelle 12, indice 320 depuis le 2 mai 1985, en service à la Perception Recette Municipale à Brazzaville, qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, est avancé au 3° échelon de sa catégorie, indice 350 pour compter du 1er septembre 1987.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

---

- PAR ARRETE N° 1308 du 2 juin 1990
sont promus au 3è échelon de leur grade, indice 480, au titre de l'année 1988, les agents techniques des cadres de la catégorie C, hiérarchie II des services techniques (Eaux et Forêts) dont les noms suivent : ACC = Néant.

- BAYIMISSA (André), p-c du 29 février 1988
- MAMPASSI (Michel), p-c du 1 mars 1988
- OSSAN (Jean Jacques) p-c du 26 mars 1988
- TONDO (Michel Blaise) p-c du 2 avril 1988

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

- PAR ARRETE N° 1.329 du 6 juin 1990
sont promus au 4è échelon de leur grade, indice 940, au titre de l'année 1988, les Instituteurs Principaux des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des Services Sociaux (Enseignement) dont les noms suivent : ACC = Néant.

| | | | |
|---|---|---|---|
| NGUETALI (Raphaël) | p-c du | 1 juillet | 1988 |
| NSONDE (Raphaël) | | 1 janvier | 1988 |
| NTSOUN-GAKOUA (Fulgence) | | 1 octobre | 1988 |
| Veuve OBOA née AMBIERO (Alexandrine) | | 5 janvier | 1988 |
| NIANGUI PONGUI (Albert) | | 3 avril | 1988 |
| PEMBA (Anastase) | | 4 avril | 1988 |
| POATSANGO (Pauline) | | 3 avril | 1988 |
| SAMBA née KIAMANGA (Berthe) | | 1 octobre | 1988 |
| SAMBA (Eloi) | | 1 septembre | 1988 |
| TANDOU (Albertine) | | 25 septembre | 1988 |
| TIAKOU (Paul) | | 1 juillet | 1988 |
| JOHN (Raphaël) | | 2 octobre | 1988 |
| NZONZI (Jacques) | | 1 octobre | 1988 |
| DIELLA (Nestor) | | 1 octobre | 1988 |
| IKONGO (Philippe) | | 2 octobre | 1988 |
| LEKIBI (Gabriel) | | 1 octobre | 1988 |
| MBIMI NGAMOUYI (Jean) | | 3 octobre | 1988 |
| MONIANGOUMBOU (Vincent) | | 5 octobre | 1988 |
| NGANTSIBI OWOWE (Nicolas) | | 18 octobre | 1988 |
| MAHOUA (Eugène) | | 3 avril | 1988 |
| MIENKOUONO PUBIELEY (Benoît Chrysostome) | | 10 mai | 1988 |
| MATINGOU (Marius) | | 24 mars | 1988 |
| GAWOUROU (Joseph Gérard) | | 16 avril | 1988 |
| KIMINOU (Ange) | | 16 mars | 1988 |
| MAKISSONAMENE (Charles) | | 24 avril | 1988 |
| NZABA (François) | | 14 août | 1988 |
| MOUYABI (Pierre) | | 1 avril | 1988 |
| MALONGA (Jean II) | | 5 avril | 1988 |
| NKOUKA (Gérard) | | 18 janvier | 1988 |
| AKOUALA (Daniel) | | 1 janvier | 1988 |
| EBALE DANGUY (Edouard) | | 1 janvier | 1988 |
| GAMOUANI (François) | | 1 janvier | 1988 |
| FELIX TCHICAYA née JUBELT (Félicité) | | 1 janvier | 1988 |
| ONGALA (Jean Baptiste) | | 1 janvier | 1988 |
| YOKA (Jean) | | 5 novembre | 1988 |
| NDOUGANGA (Mathurin Constant) | | 30 septembre | 1988 |
| MPOMBOLO (Albert) | | 15 septembre | 1988 |
| BONDONGO (Siméon) | | 6 avril | 1988 |
| ANGUILA (Aimé César) | | 20 septembre | 1988 |
| DIBOTI (Bruno) | | 24 mars | 1988 |
| ODICKY née VOUALA (Madeleine) | | 1 juillet | 1988 |
| OLOUMOUSSIE (Alphonse) | | 3 octobre | 1988 |
| ONKA (Victor) | | 3 octobre | 1988 |
| DOCKO (Bernard) | | 8 octobre | 1988 |
| VOUNZI (Louis) | | 3 octobre | 1988 |
| SOW ALASSANE née PAKA (Marie Louise) | | 6 octobre | 1988 |

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

- PAR ARRETE N° 1330 du 6 juin 1990 sont promus à trente mois et à trois ans au 4è échelon de leur grade, indice 940 au titre de l'année 1988, les Instituteurs Principaux des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des Services Sociaux (Enseignement) dont les noms suivent : ACC = NEANT.

| | | | |
|---|---|---|---|
| NGOBAMI (Victor) | p-c du | 1 avril | 1989 |
| NKOUKA née BAGAMBOULA (Jeannette) | | 1 avril | 1989 |
| NTSINGANI (Antoine) | | 1 janvier | 1989 |
| OKANDZE (Emmanuel) | | 1 avril | 1989 |
| TOUALOYI (François) | | 1 avril | 1989 |
| LOUYA (Victor) | | 3 avril | 1989 |
| TATY-PAMBOU (Raphaël) | | 5 avril | 1989 |
| MALANDA née MIAKIMOUKA (Jeanne) | | 19 janvier | 1989 |
| NGOUTOU (Valentin) | | 1 octobre | 1989 |
| NGUIMBI (Albert) | | 1 janvier | 1989 |
| MALANDA (Hubert) | | 25 septembre | 1989 |
| MAPOUKA (Marcel) | | 1 septembre | 1989 |

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

- PAR ARRETE N° 1333 du 6 juin 1990 sont promus aux échelons ci-après, au titre de l'année 1989, les Fonctionnaires des cadres des catégories A et B des cadres administratifs de la Santé Publique dont les noms suivent ACC = NEANT.

CATEGORIE A - HIERARCHIE II

ADMINISTRATEURS ADJOINTS DE SANTE

Au 5è échelon, indice 1020

| | | | |
|---|---|---|---|
| ANGORD (Bruno Antoine) | p-c du | 15 juillet | 1989 |
| BATHEAS née YOKA (Léonie) | | 24 novembre | 1989 |
| BOULANSA (Alphonse) | | 15 avril | 1989 |
| GAMBOU (Pascal Roch) | | 15 avril | 1989 |
| MASSENGO (Jean De Dieu) | | 8 octobre | 1989 |

Au 6è échelon, indice 1090

| | | | |
|---|---|---|---|
| BISSIMBA (Jeanne Odile) | p-c du | 28 octobre | 1989 |
| KOUMPENA (Auguste) | | 26 avril | 1989 |
| MPIO (Joseph François) | | 25 septembre | 1989 |
| NKOUMBOU (Fidèle) | | 26 octobre | 1989 |

Au 8è échelon, indice 1280

| | | | |
|---|---|---|---|
| NTSOUMOU (Paul) | p-c du | 21 février | 1989 |

Au 9è échelon, indice 1360

| | | | |
|---|---|---|---|
| DOMBET (Guy Germain) | p-c du | 15 janvier | 1989 |
| MOUKENGUE-KAMBA (Patrice) | | 9 janvier | 1989 |
| POATY-MAVOUNGOU (Gilbert) | | 3 février | 1987 |

Au 10è échelon, indice 1460

| | | | |
|---|---|---|---|
| BALENDE (Pierre) | p-c du | 3 février | 1987 |
| GALESSAMY née DAMBENDZET (Thérèse) | | 4 octobre | 1987 |

CATEGORIE B - HIERARCHIE I

SECRETAIRES COMPTABLES PRINCIPAUX

Au 2è échelon, indice 640

| | | | |
|---|---|---|---|
| LIKIBI née MABI (Philomène) | | 2 septembre | 1989 |
| POUELA-POUELA née KILONDA LOUANGA | | 25 août | 1989 |

Au 3è échelon, indice 700

| | | | |
|---|---|---|---|
| AKEBE-OLOUKA (Zéphirin) | p-c du | 4 août | 1989 |
| ABENDE (Julienne) | | 1 septembre | 1989 |
| BASSEKA (Jérôme) | | 27 janvier | 1989 |
| BOYA-OGNE (Elise) | | 3 juillet | 1989 |
| DAMBAD (Noël) | | 1 janvier | 1989 |
| DYMINAT-DANDY (Alphonse) | | 15 avril | 1989 |
| MABOUEDI (Paul) | | 13 mai | 1989 |
| MASSAMBA (Victor) | | 27 janvier | 1989 |
| MATALA MILANDOU (Marie Hélène) | | 30 juillet | 1989 |
| MATONDO MANKESSI (Isaac) | | 1 avril | 1989 |
| MOUNDELE (Adèle) | p-c du | 15 janvier | 1989 |
| MOUNTATA (René) | | 21 août | 1989 |
| NGALI (Hortense) | | 1 avril | 1989 |
| NGOKABA (Adolphe) | | 28 août | 1989 |
| NGOVOULI (Paul) | | 6 août | 1989 |
| NKASSA née ONYANGO (Marthe) | | 2 septembre | 1989 |
| NKODIA (Léon) | | 30 janvier | 1989 |
| TOBI-NDZABA née POMBO (Delphine) | | 2 septembre | 1989 |

Au 4è échelon, indice 760

| | | | |
|---|---|---|---|
| ADZAMOSSAKA GALIELE (Madeleine) | | 12 août | 1989 |
| BOUKA née MPIAKA (Jeanne Clémentine) | | 13 décembre | 1989 |
| BINA née BAMANISSA (Julienne) | | 31 août | 1989 |
| MIENANDI (Pierre) | | 9 décembre | 1989 |
| MOUNTOU (Marguerite) | | 13 décembre | 1989 |
| MVOUAMA (Hélène) | | 5 septembre | 1989 |
| NKEOUA (Jean Pierre) | | 25 septembre | 1989 |
| NZIENDOLO (Victor) | | 6 septembre | 1989 |
| NKOUKA née MAHOUATA (Marthe Pascale) | | 17 août | 1989 |

Au 5è échelon, indice 820

| | | | |
|---|---|---|---|
| AISSA (Georges Bullas) | | 17 août | 1989 |
| AMBIELE (Marc) | | 4 janvier | 1989 |
| BABINDAMANA (Jean) | | 1 septembre | 1989 |
| BIKINDOU (Madeleine) | | 17 août | 1989 |
| MAKOUANGOU-DZABA (Jean Paul) | | 1 février | 1989 |
| NANITELAMIO (Michel) | | 4 août | 1989 |
| PAMOU (François) | | 17 août | 1989 |
| PEMBA (Etienne) | | 1 août | 1989 |

Au 6è échelon, indice 860

| | | | |
|---|---|---|---|
| MALANDA (Jean Marie) | 11 | août | 1989 |
| MILONGO (David) | 30 | janvier | 1989 |
| MOKO (Simon) | 1 | juillet | 1989 |
| NGOKO née GAMVOULI (Pauline) | 20 | septembre | 1989 |
| NZEBELET (Edouard) | 23 | mars | 1989 |

Au 7è échelon, indice 920

| | | | |
|---|---|---|---|
| BAMBI (Pierre) | 14 | juin | 1989 |
| MAKITA (Florent) | 11 | juillet | 1989 |

Au 8è échelon, indice 970

| | | | |
|---|---|---|---|
| NGOUALA (Nicodème) | 1 | juillet | 1989 |

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

---

- PAR ARRETE N° 1335 du 6 juin 1990 sont promus au 6è échelon de leur grade, indice 860, au titre de l'année 1988, les Instituteurs des cadres de la catégorie B, hiérarchie I des Services Sociaux (Enseignement) ACC = NEANT :

| | | | |
|---|---|---|---|
| ABIALO BANGA (Jean Paul) p-c du | 2 | octobre | 1988 |
| ADINGA (Raoul François) | 3 | octobre | 1988 |
| AKOMO (Daniel) | 2 | octobre | 1988 |
| AKOUALA (Théophile) | 12 | décembre | 1988 |
| AMONA (Joseph) | 2 | octobre | 1988 |
| AMPIEME (François) | 2 | octobre | 1988 |
| ANDIRI (Jacques) | 2 | octobre | 1988 |
| AOUE (Philippe) | 2 | octobre | 1988 |
| APAROBOUARO (Gilbert) | 2 | octobre | 1988 |
| APONDZA (Jean Marie) | 2 | octobre | 1988 |
| ASSAKA (Jean Paul) | 3 | octobre | 1988 |
| AWANDZAN. née NGAMISSIE (Pauline) | 3 | octobre | 1988 |
| BAHONDA (Willy Jean Pierre) | 2 | octobre | 1988 |
| BAKANIKINA (François) | 4 | avril | 1988 |
| BAKANTSI née BOUANGA (Albertine) | 3 | octobre | 1988 |
| BAKEKOLO (Jean Claude) | 2 | octobre | 1988 |
| BAKELA (Jean Elie) | 4 | octobre | 1988 |
| BAKOUA (Gonard) | 1 | janvier | 1988 |
| BAKOUMA (Gaston) | 4 | avril | 1988 |
| BALLEYA LYBATTA (Edouard) | 2 | octobre | 1988 |
| BALOSSA (Camille) | 2 | octobre | 1988 |
| AMPION (Lucien) | 5 | octobre | 1988 |
| BOTSOUSSA (Daniel) | 3 | octobre | 1988 |
| BALLOUA MPIO (Robin Gustave) | 2 | octobre | 1988 |
| BAMBI (Jean Dieudonné) | 2 | octobre | 1988 |
| BANDZOUMOUNA MALANDA (Honoré) | 3 | octobre | 1988 |
| BANIETIKINA (Victor) | 3 | octobre | 1988 |
| BANKEDILA (Michel) | 2 | octobre | 1988 |
| BANZOUSSI (Gabriel) | 3 | octobre | 1988 |

| | |
|---|---|
| BASSIKA (François) | 2 octobre 1988 |
| BASSILOUA (Madeleine) | 3 avril 1988 |
| BASSOLA ( René) | 2 octobre 1988 |
| BATETANA (Jean Robert) | 2 octobre 1988 |
| BATSATA (Yvonne) | 1 avril 1988 |
| BAYIDIKILA née NATOKOZABA (Albertine) | 2 octobre 1988 |
| BAZONGUELA née SITA (Bernadette) | 3 octobre 1988 |
| BEMBA TSINDIBA (Jean Alphonse) | 3 octobre 1988 |
| BERI (Jérôme) | 3 octobre 1988 |
| BIDOULAMANE (Joseph) | 2 octobre 1988 |
| BIMBENI (Macker Charles) | 4 avril 1988 |
| BINDIKA (Marcel) | 10 mars 1988 |
| BISSIKOUMOUNOU (Thomas Jean Serge) | 2 octobre 1988 |
| BITA (Norbert) | 2 octobre 1988 |
| BIZIBANDOKI née NTIAKOULOU (Christine) | 1 octobre 1988 |
| BONGAMBE (Agnès Thérèse Raymonde) | 3 octobre 1988 |
| BOUANGA (Jean Paul) | 2 octobre 1988 |
| BOUZIKA (Antoine) | 3 avril 1988 |
| BOUNZEKI (Gustave) | 2 octobre 1988 |
| COLERE (Emmanuel) | 6 octobre 1988 |
| DAMBA (Daniel) | 3 avril 1988 |
| DANDY (Joseph) | 2 octobre 1988 |
| DEGAUME (Odile) | 2 octobre 1988 |
| DEMBAKISSA (Alphonse) | 2 octobre 1988 |
| DENGUE (Albert) | 3 octobre 1988 |
| DIABANGOUAYA (Pierre) | 2 octobre 1988 |
| DIAMESSO (Toussaint | 3 octobre 1988 |
| DIANKOUIKILA (David) p-c du | 2 octobre 1988 |
| DIAZENZA (Josué) | 1 octobre 1988 |
| DIDI-DIOULOU née KIABELO (Delphine) | 3 avril 1988 |
| DALLA (Arsène) | 2 octobre 1988 |
| DIOUABAKA (Paul) | 2 octobre 1988 |
| DOUNGOU (David) | 1 octobre 1988 |
| DZANVOULA (Dieudonné) | 2 octobre 1988 |
| EBELE (Adolphe) | 1 octobre 1988 |
| EKEMI (Philippe) | 2 octobre 1988 |
| EKIEBISSA (Benoît) | 2 octobre 1988 |
| ELEMBA (Jérôme) | 2 octobre 1988 |
| ELENGA-ESSAMOU (Jean) | 3 avril 1988 |
| ELENGA (Pierre) | 1 octobre 1988 |
| EMPFANI ANGUILO (Pierre) | 3 avril 1988 |
| FILA (Anatôle) | 3 octobre 1988 |
| FOUANWE (Gabriel) | 1 octobre 1988 |
| FOUETOLO (Emilienne) | 3 octobre 1988 |
| FOULA (Joseph) | 2 octobre 1988 |
| GADZOUA (Jean Louis) | 2 octobre 1988 |
| GAMA (Gaston) | 2 octobre 1988 |
| GANDZIEN (Maurice II) | 2 octobre 1988 |
| GOMEZ (Rachel) | 27 septembre 1988 |
| HOMBESSA (Antoine) | 2 octobre 1988 |
| HOUANDIMANA (Jean Claude) | 2 octobre 1988 |
| IBAMBI née ITOUA (Georgine) | 4 avril 1988 |
| IBARA LECKASSY | 3 octobre 1988 |
| ISSOMBO (Emmanuel) | 2 octobre 1988 |
| ITOUA ANGABY (Gaston) | 2 octobre 1988 |
| KABOU (Agnès) | 2 octobre 1988 |
| KAKI DITENGO (Jean Claude) | 3 octobre 1988 |
| KANZA (Fidèle) | 9 décembre 1988 |
| KEMEDIBA (Louis) | 2 octobre 1988 |
| KIMBEMBE (Gaëtan) | 2 octobre 1988 |
| KIMBOUALA NKAYA née BIKANDOU DAMBA (Augustine) | 3 avril 1988 |
| KINKOUAMA (Victor) | 2 octobre 1988 |
| KINKOUNI (Pierre Paul) | 2 octobre 1988 |
| KINZONZI née NZOE (Bernadette) | 2 octobre 1988 |

KIYINDOU (Antoine) 3 octobre 1988
KOUKA (Jean Marie) 1 octobre 1988

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

---

- PAR ARRETE N° 1336 du 6 juin 1990 sont promus à trois ans au 6° échelon de leur grade, indice 860, au titre de l'année 1988, les Instituteurs des cadres de la catégorie B, hiérarchie I des Services Sociaux (Enseignement) ACC =NEANT :

| | |
|---|---|
| AMBOMBI (Dominique) | p-c du 3 octobre 1989 |
| BADINGA (Gaspard) | 1 avril 1989 |
| BAKALA (Bernard) | 2 octobre 1989 |
| BOUANGA (Antoinette) | 1 octobre 1989 |
| DIAZABAKANA (Florentin) | 1 octobre 1989 |
| ENGAMBE (André) | 3 octobre 1989 |
| FILANKEMBO (Elisabeth) | 2 octobre 1989 |
| FOUAKAFOUENI (Bernadette) | 3 avril 1989 |
| GANDZIAMI (Paul Aimé) | 4 avril 1989 |
| GOMA née ASSIATA CAMARA (Viviane) | 1 avril 1989 |
| KAYA (Prosper) | 3 octobre 1989 |
| KIPOUTOU (Pierre) | 2 octobre 1989 |

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

---

- PAR ARRETE N° 1340 du 6 juin 1990 les agents contractuels dont les noms suivent qui remplissent la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960 sont avancés à l'échelon supérieur de leur catégorie conformément au tableau ci-après :

| ANCIENNE SITUATION | NOUVELLE SITUATION |
|---|---|
| BASSINGA (Philippe) | |
| Ouvrier de 1er échelon, catégorie F, échelle 14, indice 210, depuis le 10 décembre 1986 | Avancé au 2° échelon, indice 220 pour compter du 10 avril 1989 |

| ANCIENNE SITUATION | NOUVELLE SITUATION |
|---|---|
| **NGANGOYE (Alphonse)** | |
| Ouvrier de 1er échelon, catégorie F, échelle 14, indice 210, depuis le 10 décembre 1986. | Avancé au 2° échelon, indice 220 pour compter du 10 avril 1989. |
| **BASSAKOUAHOU (Luc)** | |
| Ouvrier de 1er échelon, catégorie F, échelle 14, indice 210, depuis le 10 décembre 1986. | Avancé au 2° échelon, indice 220 pour compter du 10 avril 1989. |
| **IKOUNGA (René André)** | |
| Ouvrier de 1er échelon, catégorie F, échelle 14, indice 210, depuis le 10 décembre 1986. | Avancé au 2° échelon, indice 220 pour compter du 10 aavril 1989. |
| **MASSECK (Nicolas)** | |
| Ouvrier de 1er échelon, catégorie F, échelle 14, indice 210, depuis le 10 décembre 1986 | Avancé au 2° échelon, indice 220 pour compter du 10 avril 1989. |
| **IPEMBA (Maurice)** | |
| Ouvrier de 1er échelon, catégorie F, échelle 14, indice 210, depuis le 10 décembre 1986. | Avancé au 2° échelon, indice 220 pour compter du 10 avril 1989 |

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date indiquée ci-dessus.

---

- PAR ARRETE N° 1345 du 7 juin 1990 sont promus aux échelons ci-après au titre de l'année 1988, les Professeurs de CEG des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des Services Sociaux (Enseignement) dont les noms suivent : ACC = NEANT.

**AU 2° ECHELON, INDICE 780**

| | | | |
|---|---|---|---|
| OKANA (Gilbert) | p-c du | 6 avril | 1988 |
| BOUANGA (Jeannot) | | 11 août | 1988 |

**AU 3° ECHELON, INDICE 860**

| | | |
|---|---|---|
| MOUKOULA (Germaine) | 28 novembre | 1988 |
| PEMBE (Jean Baptiste) | 29 septembre | 1988 |
| BAKALA MATSOUMBOU (Armand Gabin) | 5 octobre | 1988 |
| BANOUANINA (Marc) | 5 octobre | 1988 |

| | | | |
|---|---|---|---|
| IKOUASSI (Daniel) | 1 | octobre | 1988 |
| KIMPO (Jeanne) | 3 | octobre | 1988 |
| KONG (Antoine) | 21 | octobre | 1988 |
| MATONDO (Gabriel) | 3 | octobre | 1988 |
| MOUKANDA née TOTO (Albertine) | 5 | octobre | 1988 |
| SABA (Appolinaire) | 21 | octobre | 1988 |
| LOKO (Marie Joseph) | 22 | septembre | 1988 |
| DIMI (Marcel) | 1 | octobre | 1988 |
| LOUNIANGOU (Lucien) | 3 | octobre | 1988 |
| EYOBELE OMIOKOUELE | 4 | octobre | 1988 |
| MALONGA MOUDIMBA (Albert Jacques) | 20 | avril | 1988 |
| BAHOUMINA (Jacques) | 5 | novembre | 1988 |
| KODIA (Jonas) | 16 | octobre | 1988 |
| LOMBE (André) | 9 | novembre | 1988 |
| MASSENGO (Célestin) | 1 | octobre | 1988 |
| KANDA (Philippe) | 1 | octobre | 1988 |
| YENGO (Michel) | 4 | octobre | 1988 |

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

---

- PAR ARRETE N° 1346 du 7 juin1990 sont promus à trente mois et à trois ans au 3è échelon de leur grade, indice 860, au titre de l'année 1988, les Professeurs de CEG des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des Services Sociaux (Enseignement) dont les noms suivent : ACC = NEANT.

| | | | |
|---|---|---|---|
| EBONGOLO (François) | p-c du 15 | avril | 1989 |
| SAMBA (Frédéric) | 3 | avril | 1989 |
| LOBOGO KAPOUMA | 4 | avril | 1989 |
| MOUKENGUE (Antoine) | 29 | avril | 1989 |
| MOUSSOUNDA (Michel) | 25 | mars | 1989 |
| BABAKOUENE (Louis Marie) | 5 | avril | 1989 |
| BIYOUDI (Anatôle) | 5 | avril | 1989 |
| DIANZINGA (Raphaël) | 3 | avril | 1989 |
| LAMOU (Ferdinand) | 1 | avril | 1989 |
| GNIMI (Christophe) | 5 | avril | 1989 |
| ITOUA (Jean) | 5 | avril | 1989 |
| KAMBI (Alphonse) | 17 | avril | 1989 |
| KOUNGA (Victor) | 5 | avril | 1989 |
| MAGNOUNGOU BOULANGOMA | 5 | avril | 1989 |
| MAVOUNGOU (Marcellin Michel) | 10 | avril | 1989 |
| MAVOUNGOU née POATY (Philomène) | 5 | avril | 1989 |
| MIETTE (Armel Ulrich) | 5 | avril | 1989 |
| MOUKOKO (Pierre) | 5 | avril | 1989 |
| MOUSSOLO (Clovis) | 25 | mars | 1989 |
| NGOMA (Daniel) | 21 | avril | 1989 |
| NGUIE (Antoine) | 5 | avril | 1989 |
| NOMBO (Victor) | 5 | avril | 1989 |
| NZÉZA (Martin) | 3 | avril | 1989 |
| NZINGOULA (Emmanuel) | 5 | avril | 1989 |
| ONDZE AMBOBYH (Gabriel) | 19 | avril | 1989 |
| BATADINGUE (Joseph) | 10 | mai | 1989 |
| NKOUKA (Marcel) | 2 | avril | 1989 |
| MILANDOU KAYI (Marcel) | 11 | avril | 1989 |
| NKOURAMBOU (André) | 1 | avril | 1989 |
| BANGAGNAN (Boniface) | 14 | avril | 1989 |
| MINKALA (Prosper) | 5 | avril | 1989 |
| LENGA (Joseph) | 21 | avril | 1989 |
| PANDZOKOU (Justin) | 10 | avril | 1989 |
| MOUFOUMA (Maurice) | 1 | avril | 1989 |
| BINDIKA (Léonard) | 19 | avril | 1989 |
| OLANDZOBO (Hilaire) | 30 | mars | 1989 |
| BELLA OMI | 1 | avril | 1989 |
| KOMEKA (Gabriel Roger) | 1 | avril | 1989 |
| KOKOLO TCHILOEMBA (Léon) | 1 | avril | 1989 |
| MAMBOUKOU (Dieudonné) | 7 | avril | 1989 |
| NGOUAMA (Gilbert) | 1 | octobre | 1989 |
| PASSI (Victor) | 11 | octobre | 1989 |
| TCHIBAMBA (Thomas) | 3 | octobre | 1989 |
| MIAMBANZILA (Louis) | 3 | octobre | 1989 |
| MATADI (Augustin) | 2 | octobre | 1989 |
| MABIALA (Martin) | 1 | avril | 1989 |
| BASSONKELE (Ferdinand) | 29 | octobre | 1989 |
| GABOUSSA (Bernard) | 23 | octobre | 1989 |

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

---

- PAR ARRETE N° 1348 du 7 juin 1990 sont promus au 4è échelon de leur grade, indice 940 au titre de l'année 1988, les Instituteurs Principaux des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des Services Sociaux (Enseignement) dont les noms suivent : ACC = NEANT.

| | | | |
|---|---|---|---|
| ABOMBI née DINGA (Virginie) | p-c du 1 | cotobre | 1988 |
| ADZAMA (Emmanuel) | 3 | septembre | 1988 |
| ANDZOUANA (Daniel) | 1 | octobre | 1988 |
| BABELA (Antoine) | 2 | octobre | 1988 |
| BADIATA-GANGA (Jean) | 1 | octobre | 1988 |
| BAKOUMA (Gaston) | 24 | septembre | 1988 |
| BALOTO (Appolinaire) | 14 | mars | 1988 |
| BANIAKINA (André) | 1 | octobre | 1988 |
| BANSIMBA (Prosper) | 25 | septembre | 1988 |
| BASSOUMBA née TSIANGANA (Albertine) | 1 | septembre | 1988 |
| BONDAMBA (Médard) | 1 | janvier | 1988 |
| BOPOUMBOU-BAYAD (Casimir) | 5 | octobre | 1988 |
| BOUKAKA (Dieudonné) | 25 | septembre | 1988 |
| BENAZO (Ferdinand) | 17 | septembre | 1988 |
| DIAMONEKA (Jean François) | 3 | octobre | 1988 |
| DZABA (Rémy) | 1 | octobre | 1988 |
| DZOUM-BOUANDZOBO (Norbert) | 25 | septembre | 1988 |
| ELENGA (Alexandre) | 2 | octobre | 1988 |
| ETOKABEKA (Alphonse) | 1 | septembre | 1988 |
| ETOKABEKA (Daniel) | 1 | janvier | 1988 |
| FAYETTE (Célestin) | 1 | octobre | 1988 |
| FOUNDOUMOUNA (Alphonsine) | 2 | octobre | 1988 |
| GAMBOMI (Eric) | 2 | septembre | 1988 |
| GANTSIALA (André) | 25 | septembre | 1988 |

| | | | |
|---|---|---|---|
| GOUOZE (Raymond) | | 5 octobre | 1988 |
| HAMBANOU (Albert) | | 3 septembre | 1988 |
| IBATTA (Armand Joseph) | | 1 octobre | 1988 |
| IBOMBO (Hilaire) | | 2 octobre | 1988 |
| IKOTO (André) | | 3 octobre | 1988 |
| KABA (Auguste) | | 1 octobre | 1988 |
| LEKOYI (Dominique) | | 5 octobre | 1988 |
| KOMBO (Nicolas) | | 1 avril | 1988 |
| KOUTSANA (Léonard) | | 1 octobre | 1988 |
| LOEMBA née BABINDAMANA (Suzanne) | | 1 octobre | 1988 |
| LOUZEBIMIO (Daniel) | | 1 juillet | 1988 |
| MADZOUMOU (Joseph) | | 1 octobre | 1988 |
| MAKOSSA (Alexandre) | | 1 juillet | 1988 |
| MAKOSSO (Marcel) | | 3 avril | 1988 |
| MALANDA née MATHA OUMBA (Rosalie) | | 3 octobre | 1988 |
| MALONGA (Jean I) | | 2 septembre | 1988 |
| MANANGA (Michel) | | 1 octobre | 1988 |
| MANGUILA née SIMBOU (Séraphine) | | 1 octobre | 1988 |
| MANIONGUI (Antoine) | | 1 octobre | 1988 |
| MASSAMBA (Alphonse II) | | 1 octobre | 1988 |
| MAYOUMA (Jean Marie) | | 2 octobre | 1988 |
| MBIZI (Albert) | | 3 octobre | 1988 |
| MPIKA (David) | | 3 avril | 1988 |
| MIEKOUNTIMA (Antoine) | | 5 septembre | 1988 |
| MINKALA (Dominique) | | 1 janvier | 1988 |
| MOUSSINGA-BISSI (Jonas) | p-c du | 1 avril | 1988 |
| MOUTOU née MINGUI (Marianne) | | 25 septembre | 1988 |
| MPOY (André) | | 2 septembre | 1988 |
| NGANKOU (Charles Nazaire) | | 1 octobre | 1988 |

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

- PAR ARRETE N° 1349 du 7 juin 1990
sont promus à trente mois et trois ans au 4° échelon de leur grade, indice 940, au titre de l'année 1988, les Instituteurs Principaux des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des Services Sociaux (Enseignement) dont les noms suivent : ACC = NEANT.

| | | | |
|---|---|---|---|
| AKANATY (Gaston) | p-c du | 3 avril | 1989 |
| BEMBA (Aaron) | | 3 mars | 1989 |
| KAYA-KAYA (Albert) | | 3 avril | 1989 |
| MABASSI née BIYELEKESSA (Albertine) | | 3 avril | 1989 |
| COROMA-ABDOUL | | 3 avril | 1989 |
| MAKAYA (Hippolytte) | | 1 janvier | 1989 |
| MANKOU-MA-MADOUROU (Germain) | | 1 avril | 1989 |
| MASSAMBA (François I) | | 3 avril | 1989 |
| MOMBOULY (Jean Rodrigue) | | 25 mai | 1989 |
| MOUANANDOKI (Pierre) | | 3 avril | 1989 |
| MOUKOUITI-MBOU (Nestor) | | 3 avril | 1989 |
| BOUTANDOU (Jean Hilaire) | | 1 janvier | 1989 |
| BOUKONGOU (Albert) | | 5 octobre | 1989 |
| MOUELLE (Jean Raymond) | | 1 juillet | 1989 |
| MOUNOUA-MOUNGAMBOU (Marcel) | | 3 avril | 1989 |

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le pprésent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

---

- PAR ARRETE N° 1358 du 7 juin 1990
Mme MOUKENGUE née MOUKESSE (Marie Marcelline), Infirmière Brevetée Contractuelle de 3° échelon, catégorie E, échelle 13, indice 350 depuis le 22 septembre 1986, en service au Dispensaire de TENRIKYO à Brazzaville, qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, est avancée au 4° échelon de sa catégorie, indice 370 pour compter du 22 janvier 1989.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

---

- PAR ARRETE N° 1356 du 7 juin 1990
Mr LOUBOULA (Salomon), Greffier en Chef de 2è classe, 7è échelon des cadres de la catégorie A, hiérarchie II du service judiciaire, en service au Tribunal Populaire d'Arrondissement de Poto-Poto, est promu au titre de l'année 1988 au 1er échelon de la 1ère classe, indice 1080 pour compter du 1er février 1988.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

---

- PAR ARRETE N° 1342 du 7 juin 1990
sont promus aux échelons ci-après au titre de l'année 1988, les Instituteurs des cadres de la catégorie B, hiérarchie I des services sociaux (Enseignement) dont les noms suivent : ACC = NEANT.

AU 2° ECHELON, INDICE 640

| | | | |
|---|---|---|---|
| EKAO (Marcel) | p-c du | 1 janvier | 1988 |

| | | | |
|---|---|---|---|
| MBOUNGOU (Aloïse) | 1 | janvier | 1988 |
| BAKANADIO (Ferdinand) | 1 | janvier | 1988 |
| NKOUKA (Philippe) | 1 | janvier | 1988 |
| ADIBOTSA (Pauline) | 3 | novembre | 1988 |
| KINZONZI (Philippe) | 2 | septembre | 1988 |
| ALENA DABANGUI née SAKOLO | 25 | septembre | 1988 |
| MAHOUNGOU (Martine) | 10 | octobre | 1988 |
| KABI (Joachim) | 9 | janvier | 1988 |
| TSOUMOU (Fidèle) | 1 | février | 1988 |
| NSIANTIMA (Jean Albin) | 9 | avril | 1988 |
| KOMBO (Bruno Magloire) | 28 | février | 1988 |

AU 3° ECHELON, INDICE 70(

| | | | |
|---|---|---|---|
| ADDY (Jean) | 5 | octobre | 1988 |
| ADZANKOUE (Cécile) | 5 | octobre | 1988 |
| AKOULI (Ferdinand) | 1 | octobre | 1988 |
| ALOUNA (Camille Pamphile) | 15 | octobre | 1988 |
| BASSOUINGUISSA (Joseph) | 10 | octobre | 1988 |
| BATALONGA (Norbert) | 1 | octobre | 1988 |
| BATOMBANA (André) | 5 | octobre | 1988 |
| BIBOUA-SAMBA | 5 | octobre | 1988 |
| BOURANGON (Albert) | 5 | octobre | 1988 |
| EBIELE (Michel) | 5 | octobre | 1988 |
| ESSOULI (Daniel) | 5 | octobre | 1988 |
| ITOUA (Michel) | 1 | octobre | 1988 |
| KIDZIE (Simon) | 1 | octobre | 1988 |
| LEBELA (Pierre) | 25 | septembre | 1988 |
| BABOUMA (Suzanne) | 1 | janvier | 1988 |
| EBA-IKAMA (Félicien) p-c du | 3 | octobre | 1988 |
| LEBONGUI (Faustin) | 17 | septembre | 1988 |
| MASSAMBA (Laurent) | 22 | février | 1988 |
| BOUEYA (Yvonne) | 3 | octobre | 1988 |
| BOUANGO (Jean Baptiste) | 5 | octobre | 1988 |
| NGANAOUANDI (Pierrette) | 1 | octobre | 1988 |
| MBENI (Gaspard) | 5 | octobre | 1988 |
| MBOUSSA (Maurice) | 1 | janvier | 1988 |
| MOUAKA (Marie Jeanne Charlotte) | 1 | octobre | 1988 |
| MOUKOURI | 25 | septembre | 1988 |
| MPASSI (Jules) | 1 | octobre | 1988 |
| NGOGONO (Cathérine) | 1 | octobre | 1988 |
| NIANGA (Jeaan Bernard) | 5 | octobre | 1988 |
| OBEOKOUA (Faustin) | 5 | octobre | 1988 |
| OKANDZA-ELANGUI (Philippe) | 5 | octobre | 1988 |
| OBOGA-MAYA | 3 | octobre | 1988 |
| OSSIBI-ONDONGO | 5 | octobre | 1988 |
| OSSOBA (Dominique) | 1 | octobre | 1988 |
| SAMBA (Joseph II) | 5 | octobre | 1988 |
| TCHIBINDA (Robert) | 1 | octobre | 1988 |
| ONDZE-EKIMA | 10 | septembre | 1988 |
| SOUNDA-NGOMA (Augustin) | 5 | octobre | 1988 |
| TSIMBA (Françoise) | 1 | octobre | 1988 |
| NDOULOU (Pauline) | 5 | octobre | 1988 |
| OKO (Emile) | 1 | janvier | 1988 |
| OUATINOU (Elie) | 1 | janvier | 1988 |
| TCHIKANDA (François) | 1 | juillet | 1988 |
| OBENDA (Placide) | 1 | juillet | 1988 |

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

- PAR ARRETE N° 1343 du 7 juin 1990

sont promus à trente mois et à trois ans aux échelons ci-après de leur grade, au titre de l'année 1988, les Instituteurs des cadres de la catégorie B, hiérarchie I des services sociaux (Enseignement) dont les noms suivent : ACC = NEANT.

AU 2° ECHELON, INDICE 640

| | | | |
|---|---|---|---|
| BANIMBA (Sylvestre) p-c du | 1 | janvier | 1989 |
| LOEMBA-TATY (Gustave) | 1 | janvier | 1989 |
| MOUKONO née MADAMI (Marie Hélène) | 1 | janvier | 1989 |
| SITA née MOUTOMBO (Louise) | 1 | janvier | 1989 |
| ELONGO (Jean Pierre) | 1 | janvier | 1989 |
| NTSANI (Ludovic) | 29 | septembre | 1989 |
| DIANKOUIKILA (André) | 29 | septembre | 1989 |
| ADZOU | 25 | septembre | 1989 |
| NGOMA (Roger) | 29 | janvier | 1989 |
| LOUNDOU (Simon) | 1 | février | 1989 |
| BOUKAKA (Gabriel) | 3 | octobre | 1989 |

AU 3° ECHELON, INDICE 700

| | | | |
|---|---|---|---|
| BABATIKA (Camille) | 5 | avril | 1989 |
| BAHAMBOULA (Moïse) | 1 | avril | 1989 |
| GAMBOU-OSSIBI | 1 | avril | 1989 |
| KINKENDE (Georges) | 5 | avril | 1989 |
| BINTSAMOU (Jacqueline) | 5 | avril | 1989 |
| LEMINGOU (Séladin) | 3 | avril | 1989 |
| MISSENGUI (Charles Séraphin) | 5 | avril | 1989 |
| MABIALA (Jacques II) | 25 | mars | 1989 |
| MASSIALA (Marie) | 5 | avril | 1989 |
| MBANGUI (Hélène) | 5 | avril | 1989 |
| MOULOKI (Dominique) | 5 | avril | 1989 |
| MOUNGUENGUI-IBOUANGA DIMANDEMBI | 5 | avril | 1989 |
| OUENABANTOU (Jacques) | 1 | avril | 1989 |
| TSIMBA (Anatôle) | 22 | avril | 1989 |
| BOUENDE (Christophe) | 21 | mai | 1989 |
| MBIABOUROU (Angélique) | 1 | avril | 1989 |
| OBAMALEBIGUI (Bertin) | 10 | mars | 1989 |
| BOUKOYO (Emilienne) | 5 | avril | 1989 |
| NZIOULANI (Grégoire) | 1 | avril | 1989 |
| OBORABASSI (Jacqueline) | 15 | mars | 1989 |
| FOURGA (Fidèle) | 1 | octobre | 1989 |
| DZILLAS (Fernand) | 1 | janvier | 1989 |
| BOUEYA (Marie Louise) | 5 | octobre | 1989 |
| MONEKENE (Joseph) | 1 | janvier | 1989 |
| NGANGOUE (Philippe) | 1 | janvier | 1989 |
| NGUIMBI (Antoine) | 1 | janvier | 1989 |
| NSOKO (Véronique) | 1 | octobre | 1989 |

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

- PAR ARRETE N° 1365 du 8 juin 1990
sont promus aux échelons ci-après au titre de l'année 1987, les Instituteurs Principaux des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des services sociaux (Enseignement) dont les noms suivent : ACC = NEANT.

AU 2° ECHELON, INDICE 780

KINKONDI (Auguste) p-c du 1 avril 1987

AU 3° ECHELON, INDICE 860

APAROBOUARO (Gilbert) 12 octobre 1987

AU 4° ECHELON, INDICE 940

NZIHOU (Albert) 3 octobre 1987

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

---

PAR ARRÊTE N° 1367 du 8 juin 1990
me MVOUTI née LOUFOUKOU (Monique), Institutrice de 3° échelon des cadres de la catégorie B, hiérarchie I des services sociaux (Enseignement) en service à Pointe-Noire, est promue au 4° échelon de son grade, indice 760, au titre de l'année 1986 pour compter du 1er octobre 1986, ACC = NEANT.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

---

- PAR ARRETE N° 1369 du 8 juin 1990
les agents contractuels dont les noms suivent, en service au Département de la Permanence du Parti Congolais du Travail à Brazzaville, qui remplissent la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, sont avancés à l'échelon supérieur de leur catégorie comme suit :

| ANCIENNE SITUATION | NOUVELLE SITUATION |
|---|---|
| **MBEGA** | |
| Chauffeur Contractuel de 1er échelon, catégorie G, échelle 17, indice 190 depuis le 1er janvier 1985. | Avancé au 2è échelon de sa catégorie, indice 200 pour compter du 1er mai 1987. |
| **WELLE (André)** | |
| Chauffeur contractuel de 1er échelon, catégorie G, échelle 17, indice 190 depuis le 1er janvier 1985. | Avancé au 2è échelon de sa catégorie, indice 200 pour compter du 1er mai 1987. |
| **NKOYA (Jacques)** | |
| Ouvrier contractuel de 1er échelon, catégorie F, échelle 14, indice 210 depuis le 1er janvier 1985. | Avancé au 2è échelon de sa catégorie, indice 220 pour compter du 1er mai 1987. |
| **MASSALA (Joseph)** | |
| Ouvrier Professionnel contractuel de 1er échelon, catégorie G, échelle 18, indice 140 depuis le 1er janvier 1985. | Avancé au 2è échelon de sa catégorie, indice 150 pour compter du 1er mai 1987. |

| ANCIENNE SITUATION | NOUVELLE SITUATION |
|---|---|
| **MASSAMBA (Pierre)** | |
| Cuisinier contractuel de 1er échelon, catégorie G, échelle 18, indice 140 depuis le 1er janvier 1985. | Avancé au 2è échelon de sa catégorie, indice 150 pour compter du 1er mai 1987. |
| **SENKI (Joseph)** | |
| Ouvrier Professionnel contractuel de 1er échelon, catégorie G, échelle 18, indice 140 depuis le 1er janvier 1985. | Avancé au 2è échelon de sa catégorie, indice 150 pour compter du 1er mai 1987. |
| **MATONDO (Emmanuel)** | |
| Ouvrier Professionnel contractuel de 1er échelon, catégorie G, échelle 18, indice 140 depuis le 1er janvier 1985. | Avancé au 2è échelon de sa catégorie, indice 150 pour compter du 1er mai 1987. |
| **KOUBAKA (Samuel)** | |
| Ouvrier Professionnel contractuel de 1er échelon, catégorie G, échelle 18, indice 140 depuis le 1er janvier 1985. | Avancé au 2è échelon de sa catégorie, indice 150 pour compter du 1er mai 1987. |
| **OWOKA (Jean Pierre)** | |
| Ouvrier Professionnel contractuel de 1er échelon, catégorie G, échelle 18 indice 140 depuis le 1er janvier 1985. | Avancé au 2è échelon de sa catégorie, indice 150 pour compter du 1er mai 1987. |
| **KOUNDA (Victor)** | |
| Ouvrier Professionnel contractuel de 1er échelon, catégorie G, échelle 18 indice 140 depuis le 1er janvier 1985. | Avancé au 2è échelon de sa catégorie, indice 150 pour compter du 1er mai 1987. |
| **MBOUNGOU (Raphaël)** | |
| Ouvrier Professionnel contractuel de 1er échelon, catégorie G, échelle 18 indice 140 depuis le 1er janvier 1985. | Avancé au 2è échelon de sa catégorie, indice 150 pour compter du 1er mai 1987. |
| **NKOUA (Albert)** | |
| Ouvrier contractuel de 1er échelon, catégorie F, échelle 14, indice 210 depuis le 1er janvier 1985. | Avancé au 2è échelon de sa catégorie, indice 220 pour compter du 1er mai 1987. |
| **NGAMBOU (Albert)** | |
| Manoeuvre contractuel de 1er échelon, catégorie H, échelle 19, indice 130 depuis le 1er janvier 1985. | Avancé au 2è échelon de sa catégorie, indice 136, pour compter du 1er mai 1987. |
| **GOYI (Paul)** | |
| Chauffeur contractuel de 1er échelon, catégorie G, échelle 17, indice 190 depuis le 1er janvier 1985. | Avancé au 2è échelon de sa catégorie, indice 220 pour compter du 1er mai 1987. |

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

---

- PAR ARRETE N° 1370 du 8 juin 1990
Mr YOMBI (Xavier), Planton contractuel de 3° échelon, catégorie G, échelle 17 indice 210 depuis le 17 novembre 1986 en service au Secrétariat Général à la Justice, qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, est avancé au 4° échelon de sa catégorie, indice 220 pour compter du 17 mars 1989.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

---

- PAR ARRETE N° 1371 du 8 juin 1990
Mr MADEKE (Augustin), Maître d'Hôtel contractuel de 1° échelon, catégorie E, échelle 12, indice 300 depuis le 2 janvier 1984 en service à la Présidence de la République (Direction du Domaine Présidentiel) à Brazzaville, qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, est avancé successivement aux échelons supérieurs de sa catégorie comme suit :

- au 2° échelon, indice 320 pour compter du 2 mai 1986 ;
- au 3° échelon, indice 350 pour compter du 2 septembre 1988.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, modifié par le rectificatif n° 87-420 du 14 août 1987, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de la solde pour compter des dates ci-dessus indiquées.

- RECTIFICATIF N° 1373 du 8 juin 1990
à l'arrêté 2762 du 18 avril 1983 portant avancement de Mr BAHOUAD (Augustin), Aide-Vétérinaire Contractuel.

AU LIEU DE :

Article 1er : Mr BAHOUAD (Augustin) Commis Principal Contractuel de 2° échelon, catégorie E, échelle 12, indice 320 depuis le 30.janvier 1977, en service à la 2è Région Agricole (Niari) Loubomo, qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, est avancé au 3è échelon de sa catégorie, indice 350 pour compter du 30 mai 1979.

LIRE :

Article 1er : Mr BAHOUAD (Augustin), Aide-Vétérinaire Contractuel de 2° échelon, catégorie E, échelle 12, indice 320 depuis le 30 janvier 1977, en service à la 2° Région Agricole (Niari) Loubomo, qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, est avancé au 3° échelon de sa catégorie, indice 350 pour compter du 30 mai 1979.

Le reste sans changement.

---

- PAR ARRETE N° 1375 du 8 juin 1990
Mr MANANGOU (Joseph), Secrétaire d'Administration Contractuel de 6è échelon de la catégorie D, échelle 9, indice 590 depuis le 21 juillet 1985, en service à la Direction Générale du Travail à Brazzaville, qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, est avancé successivement aux échelons supérieurs de sa catégorie comme suit :

- au 7è échelon, indice 620, pour compter du 21 novembre 1987 ;
- au 8è échelon, indice 660 pour compter du 21 mars 1990.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1987, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de la solde pour compter de la date ci-dessus indiquée.

- PAR ARRETE N° 1374 du 8 juin 1990
les Instituteurs Adjoints contractuels dont les noms suivent, qui remplissent la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, sont avancés successivement aux échelons supérieurs de leur catégorie comme suit :

| ANCIENNE SITUATION | NOUVELLE SITUATION |
|---|---|
| **DIAZABAKANA (Pierrette)** | |
| Institutrice Adjointe contractuelle de 2è échelon, catégorie D, échelle 11, indice 470 depuis le 5 février 1984 en service à Brazzaville. | - Avancée au 3è échelon, indice 490 pour compter du 5 juin 1986.<br>- Avancée au 4è échelon, indice 520 pour compter du 5 octobre 1988. |
| **KOUMBA BOUKA née MOULOUNGUI MAFOUMBI (Alphonsine)** | |
| Institutrice Adjointe contractuelle de 1er échelon, catégorie D, échelle 11, indice 440 depuis le 5 février 1984 en service à Brazzaville. | - Avancée au 2è échelon, indice 470 pour compter du 5 juin 1986.<br>- Avancée au 3è échelon, indice 490 pour compter du 5 octobre 1988. |
| **ELENGA (Abraham)** | |
| Instituteur Adjoint contractuel de 1er échelon, catégorie D, échelle 11, indice 440 depuis le 5 février 1984 en service à Brazzaville. | - Avancé au 2è échelon, indice 470 pour compter du 5 juin 1986.<br>- Avancé au 3è échelon, indice 490 pour compter du 5 octobre 1988. |
| **FOUANI (Nathalie Edith)** | |
| Institutrice Adjointe contractuelle de 1er échelon, catégorie D, échelle 11, indice 440 depuis le 5 février 1984 en service à Brazzaville. | - Avancée au 2è échelon, indice 470 pour compter du 5 juin 1986.<br>- Avancée au 3è échelon, indice 490 pour compter du 5 octobre 1988. |
| **MBANI MOUNKA (Marcel)** | |
| Instituteur Adjoint Contractuel de 1er échelon, catégorie D, échelle 11, indice 440 depuis le 5 février 1984 en service à Brazzaville. | - Avancé au 2è échelon, indice 470 pour compter du 5 juin 1986.<br>- Avancé au 3è échelon, indice 490 pour compter du 5 octobre 1988. |
| **NKODIA (André)** | |
| Instituteur Adjoint contractuel de 1er échelon, catégorie D, échelle 11, indice 440 depuis le 5 février 1984 en service à Brazzaville. | - Avancé au 2è échelon, indice 470 pour compter du 5 juin 1986.<br>- Avancé au 3è échelon, indice 490 pour compter du 5 octobre 1988. |
| **ELION (Albert)** | |
| Instituteur Adjoint contractuel de 1er échelon, catégorie D, échelle 11, indice 440 depuis le 5 février 1984 en service à Brazzaville. | - Avancé au 2è échelon, indice 470 pour compter du 5 juin 1986.<br>- Avancé au 3è échelon, indice 490 pour compter duu 5 octobre 1988. |

| ANCIENNE SITUATION | NOUVELLE SITUATION |
|---|---|
| **NTSIMONO (Max Marcel)** | |
| Instituteur Adjoint contractuel de 1er échelon, catégorie D, échelle 11, indice 440 depuis le 5 février 1984 en service à Brazzaville. | - Avancé au 2è échelon, indice 470 pour compter du 5 juin 1986.<br>- Avancé au 3è échelon, indice 490 pour compter du 5 octobre 1988. |
| **BOUKAKA (Aurélien Jean Onésime)** | |
| Instituteur Adjoint contractuel de 1er échelon, catégorie D, échelle 11, indice 440 depuis le 5 février 1984 en service à Brazzaville. | - Avancé au 2è échelon, indice 470 pour compter du 5 juin 1986.<br>- Avancé au 3è échelon, indice 490 pour compter du 5 octobre 1988. |
| **OBAMBI (François)** | |
| Instituteur Adjoint contractuel de 1er échelon, catégorie D, échelle 11, indice 440 depuis le 5 février 1984 en service à Brazzaville. | - Avancé au 2è échelon, indice 470 pour compter du 5 juin 1986.<br>- Avancé au 3è échelon, indice 490 pour compter du 5 octobre 1988. |
| **MINIMBOU (Adélaïde Olympia)** | |
| Institutrice Adjointe contractuelle de 1er échelon, catégorie D, échelle 11, indice 440 depuis le 5 février 1984 en service à Brazzaville. | - Avancée au 2è échelon, indice 470 pour compter du 5 juin 1986.<br>- Avancée au 3è échelon, indice 490 pour compter du 5 octobre 1988. |
| **AGNOMBA (René)** | |
| Instituteur Adjoint contractuel de 1er échelon, catégorie D, échelle 11, indice 440 depuis le 5 février 1984 en service à Brazzaville. | - Avancé au 2è échelon, indice 470 pour compter du 5 juin 1986.<br>- Avancé au 3è échelon, indice 490 pour compter du 5 octobre 1988 |
| **NGUILI (Faustin)** | |
| Instituteur Adjoint contractuel de 1er échelon, catégorie D, échelle 11, indice 440 depuis le 5 février 1984 en service à Brazzaville. | - Avancé au 2è échelon, indice 470 pour compter du 5 juin 1986.<br>- Avancé au 3è échelon, indice 490 pour compter du 5 octobre 1988. |
| **MBEDI (Simone)** | |
| Institutrice Adjointe contractuelle de 1er échelon, catégorie D, échelle 11, indice 440 depuis le 5 février 1984 en service à Brazzaville. | - Avancé au 2è échelon, indice 470 pour compter du 5 juin 1986.<br>- Avancée au 3è échelon, indice 490 pour compter du 5 octobre 1988. |
| **IKOUABOUE BANZOUZI (Justine)** | |
| Institutrice Adjointe contractuelle de 1er échelon, catégorie D, échelle 11, indice 440 depuis le 5 février 1984 en service à Brazzaville. | - Avancée au 2è échelon, indice 470 pour compter du 5 juin 1986.<br>- Avancée au 3è échelon, indice 490 pour compter du 5 octobre 1988. |

| ANCIENNE SITUATION | NOUVELLE SITUATION |
|---|---|
| BIENATIKI ABANDA (Ludovic) | |
| Instituteur Adjoint contractuel de 1er échelon, catégorie D, échelle 11, indice 440 depuis le 5 février 1984 en service à Brazzaville. | - Avancé au 2è échelon, indice 470 pour compter du 5 juin 1986.<br>- Avancé au 3è échelon, indice 490 pour compter du 5 octobre 1988. |
| Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, modifié par le rectificatif n° 87-420 du 14 août 1987 cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre. | Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées. |

---

**- PAR ARRETE n° 1375 du 8 uin 1990**

Mr MANANGOU (Joseph), Secr taire d'Administration Contractu l de 6° échelon de la catégorie D, échelle 9, indice 590 depuis le 21 juillet 1985, en service à la Direction Générale du Travail à Brazzaville, qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, est avancé successivement aux échelons supérieurs de sa catégorie comme suit :

- au 7° échelon, indice 620 pour compter du 21 novembre 1987 ;
- au 8° échelon, indice 660 pour compter du 21 mars 1990.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

---

- PAR ARRETE N° 1376 du 8 juin 1990

les agents contractuels dont les noms et prénoms suivent, qui remplissent la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, sont successivement avancés aux échelons supérieurs de leur catégorie comme suit :

| ANCIENNE SITUATION | NOUVELLE SITUATION |
|---|---|
| NGAMBOMA (Yves) | |
| Secrétaire d'Administration contractuel de 1° échelon, catégorie D, échelle 9 indice 430 depuis le 21 octobre 1981 en service à l'Association Congolaise d'Amitié entre les Peuples à Brazzaville | - au 2° échelon, indice 460 pour compter du 21 février 1984 ;<br>- au 3° échelon, indice 480 pour compter du 21 juin 1986 ;<br>- au 4° échelon, indice 520 pour compter du 21 octobre 1987. |
| MOKE (Albert) | |
| Secrétaire d'Administration contractuel de 1° échelon, catégorie D, échelle 9 indice 430 depuis le 21 octobre 1981 en service à l'Association Congolaise d'Amitié entre les Peuples à Brazzaville | - au 2° échelon, indice 460 pour compter du 21 février 1984 ;<br>- au 3° échelon, indice 480 pour compter du 21 juin 1986 ;<br>- au 4° échelon, indice 520 pour compter du 21 octobre 1987. |

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, modifié par le Rectificatif n° 87-420 du 14 août 1987, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

---

- PAR ARRETE N° 1377 du 8 juin 1990
Melle MOUNZEO (Cathy Prismènne), Secrétaire Comptable contractuelle de 1° échelon de la catégorie D, échelle 11, indice 440 depuis le 24 septembre 1984, en service au Service Régional des Soins de Santé Primaires au Kouilou, qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, est avancée successivement aux échelons supérieurs de sa catégorie comme suit :

- au 2° échelon, indice 470 pour compter du 24 janvier 1987 ;
- au 3° échelon, indice 490 pour compter du 24 mai 1989.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

---

- PAR ARRETE N° 1378 du 8 juin 1990
Mr GAMBAYA, Ouvrier contractuel de 8è échelon, catégorie G, échelle 18, indice 210 depuis le 14 janvier 1985, en service à la Direction Générale de la Fonction Publique à Brazzaville, qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960 est avancé au 9° échelon de sa catégorie, indice 220 pour compter du 14 mai 1987.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

---

- PAR ARRETE N° 1390 du 11 juin 1990
les agents contractuels dont les noms suivent, qui remplissent la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, sont avancés aux échelons supérieurs de leur catégorie conformément au tableau ci-après :

| ANCIENNE SITUATION | NOUVELLE SITUATION |
|---|---|
| **AMIO (Dominique)** | |
| Ouvrier Professionnel de 2è échelon, catégorie G, échelle 18, indice 150 depuis le 25 août 1986 ; | - Avancé au 3è échelon, indice 160 pour compter du 25 décembre 1988. |
| **NGASSAKI (Appolinaire)** | |
| Chef Ouvrier de 1er échelon, catégorie E échelle 12, indice 300 depuis le 6 juillet 1986.<br><br>Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.<br><br>Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées. | - Avancé au 2è échelon, indice 320 pour compter du 6 novembre 1988. |

- PAR ARRETE N° 1391 du 11 juin 1990
Mr OUTSIKOU (Camille), Commis Contractuel de 7è échelon, catégorie F, échelle 14, indice 300 depuis le 7 octobre 1985 ACC = NEANT, en service à la Trésorerie Paierie Générale à Brazzaville, qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, est avancé au 8è échelon de sa catégorie, indice 320 pour compter du 7 février 1988.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

---

- PAR ARRETE N° 1392 du 11 juin 1990
Mr NGOLO (Eugène), Chauffeur Contractuel de 2è échelon de la catégorie G, échelle 17, indice 200 depuis le 1er mai 1983, en service à la Direction Régionale des Mines (Région des Plateaux) qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, est avancé successivement aux échelons supérieurs de sa catégorie comme suit :

- au 3è échelon, indice 210, pour compter du 1er septembre 1985 ;
- au 4è échelon, indice 220, pour compter du 1er janvier 1988.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 modifié par le rectificatif n° 87-420 du 14 août 1987, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

---

- PAR ARRETE N° 1419 du 11 juin 1990
Mr KANDANDA KWIGALA (Jean Baptiste), Instituteur Contractuel de 7è échelon, catégorie C, échelle 8, indice 860 depuis le 1er juin 1987, en service au CEGP de la Liberté à Brazzaville, qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, est avancé au 8è échelon de sa catégorie, indice 920 pour compter du 1er octobre 1989.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

---

- PAR ARRETE N° 1421 du 11 juin 1990
Mr ONDZELA (Fidèle), Adjoint des Services Economiques contractuel de 4è échelon, catégorie C, échelle 8, indice 700 depuis le 3 septembre 1983, en service à la Présidence de la République (Direction du Domaine Présidentiel) à Brazzaville, qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, est avancé successivement aux échelons supérieurs de sa catégorie comme suit :

- au 5è échelon, indice 760 pour compter du 3 janvier 1986 ;
- au 6è échelon, indice 820 pour compter du 3 mai 1988.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, modifié par le rectificatif n° 87-420 du 14 août 1987, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

---

- PAR ARRETE N° 1422 du 11 juin 1990
Mr OWORO (Paul), Comptable Principal contractuel de 6è échelon, catégorie C, échelle 8, indice 820 depuis le 21 mai 1987, en service au Commissariat National aux Comptes (Ministère des Finances et du Budget), qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, est avancé au 7è échelon de sa catégorie, indice 860, pour compter du 21 septembre 1989.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet inancier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

- PAR ARRETE N° 1423 du 11 juin 1990
Mr TSITSIKILA (Georges), Secrétaire d'Education Nationale Contractuel de 1er échelon, catégorie C, échelle 8, indice 530 depuis le 9 novembre 1983, ACC = 6 mois et 8 jours, en service au Lycée de Sibiti, qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, est avancé successivement aux échelons supérieurs de sa catégorie comme suit :

- au 2è échelon, indice 590 pour compter du 1er septembre 1985 ;
- au 3è échelon, indice 640 pour compter du 1er janvier 1988.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, modifié par le rectificatif n° 87-420 du 14 août 1987, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet, du point de vue de l'ancienneté, pour compter des dates ci-dessus indiquées.

---

- PAR ARRETE N° 1429 du 11 juin 1990
Mr MANTSIMA (Gaspard), Ingénieur des Travaux Ruraux contractuel de 3è échelon, catégorie B, échelle 6, indice 860 depuis le 20 août 1987, en service à la Commission du Plan et de l'Economie à Brazzaville, qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, est avancé au 4è échelon de sa catégorie, indice 940 pour compter du 20 décembre 1989.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté, pour compter de la date ci-dessus indiquée.

---

PAR ARRETE N° 1431 du 11 juin 1990
Mr MANTONO (Pierre), Chauffeur Contractuel de 8è échelon, catégorie G, échelle 17, indice 260 depuis le 5 mars 1984, en service au Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération (Secrétariat Général aux Affaires Etrangères et de la Coopération) à Brazzaville, qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, est avancé successivement aux échelons supérieurs de sa catégorie comme suit :

- au 9è échelon, indice 270 pour compter du 5 juillet 1986 ;
- au 10è échelon, indice 280 pour compter du 5 novembre 1988.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, modifié par le rectificatif n° 87-420 du 14 août 1987, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

---

- PAR ARRETE N° 1433 du 11 juin 1990
et en application des dispositions du décret n° 82-256 du 24 mars 1982 notamment en son article 5 point n° 1, un échelon est accordé à Mr OPINA (Alfred), Instituteur Principal de 4è échelon des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des services sociaux (Enseignement) en service à la Direction des Collèges d'Enseignement Général et Polytechnique à Brazzaville.

L'intéressé est promu au 5è échelon de son grade, indice 1020 pour compter du 1er janvier 1987 ACC = néant.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cette bonification ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

---

- PAR ARRETE N° 1444 du 13 juin 1990
Mr POATY-POATY (Jean François), Adjoint Technique contractuel de 3è échelon, catégorie C, échelle 8, indice 640 depuis le 14 février 1976, en service à la Direction Centrale des Travaux Publics à Brazzaville, qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, est avancé successivemrnt aux échelons supérieurs de sa catégorie comme suit :

- au 4è échelon, indice 700 pour compter du 14 juin 1978 ;
- au 5è échelon, indice 760 pour compter du 14 octobre 1980 ;

- au 6è échelon, indice 820 pour compter du 14 février 1983 ;
- au 7è échelon, indice 860 pour compter du 14 juin 1985 ;
- au 8è échelon, indice 920 pour compter du 14 octobre 1987 ;
- au 9è échelon, indice 970 pour compter du 14 février 1990.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-87 du 18 juillet 1986, modifié par le rectificatif n° 87-420 du 14 août 1987, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

---

- PAR ARRETE N° 1462 du 18 juin 1990 est entériné le procès-verbal de la Commission Paritaire du 10 janvier 1990.

En application des dispositions de la Convention Collective du 1er septembre 1960, les agents contractuels dont les noms suivent, sont inscrits et promus sur liste d'aptitude au titre de l'année 1988 et nommés conformément au tableau ci-après :

| ANCIENNE SITUATION | NOUVELLE SITUATION |
|---|---|
| **SAKEMBET MOUTACKOUD (Edouard)** | |
| Contrôleur Principal du Travail, de 7è échelon, catégorie C, échelle 8, indice 860. | - Inspecteur du Travail de 5è échelon, catégorie B, échelle 4 indice 880 pour compter du 17 janvier 1988 |
| **BAKALA WELE (Enoch)** | |
| Secrétaire d'Administration de 1er échelon, catégorie D, échelle 9, indice 430; | - Secrétaire Principal d'Administration de 1er échelon, catégorie C, échelle 8 indice 530 pour compter du 4 juillet 1988. |
| **FERET (Jean Baptiste)** | |
| Comptable de 5è échelon, catégorie D, échelle 9, indice 550. | - Comptable Principal de 2è échelon catégorie C, échelle 8, indice 590 pour compter du 6 décembre 1988. |
| **DANDZA (Raymond)** | |
| Comptable Principal de 3è échelon, catégorie C, échelle 8, indice 640. | - Attaché des SAF de 2è échelon, catégorie B, échelle 4, indice 680 pour compter du 12 décembre 1988. |
| **SOKI (Joseph)** | |
| Comptable Principal de 3è échelon, catégorie C, échelle 8, indice 640. | - Attaché des SAF de 2è échelon, catégorie B, échelle 4, indice 680 pour compter du 1er avril 1988. |
| **ELENGHAS (Paul)** | |
| Secrétaire d'Administration de 3è échelon, catégorie D, échelle 9, indice 480. | - Secrétaire Principal d'Administration de 1er échelon, catégorie C, échelle 8, indice 530 pour compter du 22 juin 1988. |

| ANCIENNE SITUATION | NOUVELLE SITUATION |
|---|---|
| **EMONA (François)** | |
| Secrétaire d'Administration de 2è échelon, catégorie D, échelle 9, indice 460. | - Secrétaire Principal d'Administration de 1er échelon, catégorie C, échelle 8, indice 530 pour compter du 12 octobre 1988. |
| **DIATOULOU (Léonard)** | |
| Comptable de 2è échelon, catégorie D, échelle 9, indice 460. | - Comptable Principal de 1er échelon, catégorie C, échelle 8 indice 530 pour compter du 23 novembre 1988. |

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

---

- PAR ARRETE N° 1470 du 18 juin 1990 les agents contractuels de l'Enseignement dont les noms suivent, qui remplissent la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, sont avancés successivement aux échelons supérieurs de leur catégorie conformément au tableau ci-après :

| ANCIENNE SITUATION | NOUVELLE SITUATION |
|---|---|
| **TATY BOULOUKA (Joseph)** | |
| Instituteur Adjoint contractuel de 1er échelon, catégorie D, échelle 11, indice 440 depuis le 10 octobre 1982 en service à Pointe-Noire. | - Avancé au 2è échelon, indice 470 pour compter du 10 février 1985.<br>- Avancé au 3è échelon, indice 490 pour compter du 1er juin 1987. |
| **TCHITEMBO POBA (Alphonse)** | |
| Instituteur Adjoint contractuel de 1er échelon, catégorie D, échelle 11, indice 440 depuis le 1er octobre 1982 en service à Pointe-Noire. | - Avancé au 2è échelon, indice 470 pour compter du 5 février 1985.<br>- Avancé au 3è échelon, indice 490 pour compter du 1er juin 1987. |
| **YOUNGUI (Julienne)** | |
| Institutrice Adjointe contractuelle de 1er échelon, catégorie D, échelle 11, indice 440 depuis le 25 septembre 1982 en service à Pointe-Noire. | - Avancée au 2è échelon, indice 470 pour compter du 25 janvier 1985.<br>- Avancée au 3è échelon, indice 490 pour compter du 25 mai 1987. |

LOUSSILOULOU (Auguste)

Instituteur Adjoint contractuel de 1er échelon, catégorie D, échelle 11, indice 440 depuis le 1er octobre 1982.

- Avancé au 2è échelon, indice 470 pour compter du 1er février 1985
- Avancé au 3è échelon, indice 490 pour compter du 1er juin 1987.

TATY (Jean Claude)

Instituteur Adjoint contractuel de 1er échelon, catégorie D, échelle 11, indice 440 depuis le 1er octobre 1982.

- Avancé au 2è échelon, indice 470 pour compter du 1er février 1985
- Avancé au 3è échelon, indice 490 pour compter du 1er juin 1987.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, modifié par le rectificatif n° 87-420 du 14 août 1987, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

---

- PAR ARRETE N° 1471 du 18 juin 1990

Melle OKEI (Marie Josée), Secrétaire d'Administration contractuelle de 3è échelon, catégorie D, Echelle 9, Indice 480 depuis le 4 janvier 1986, en service à la Direction Générale des Impôts à Brazzaville, qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, est avancée au 4è échelon de sa catégorie, indice 520 pour compter du 4 mai 1988.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

---

- PAR ARRETE N° 1474 du 19 juin 1990

Mr OTSENDO KOTTY (Casimir), Ouvrier non Spécialisé contractuel de 1er échelon, catégorie G, échelle 18, indice 140 depuis le 1er avril 1980 en service au Centre Médical de Makoua (Région de la Cuvette) qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, est avancé successivement aux échelons supérieurs de sa catégorie comme suit :

- au 2è échelon, indice 150 pour compter du 1er août 1982 ;
- au 3è échelon, indice 160 pour compter du 1er décembre 1984 ;
- au 4è échelon, indice 170 pour compter du 1er avril 1987.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 modifié par le rectificatif n° 87-420 du 14 août 1987, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

---

- PAR ARRETE N° 1475 du 19 juin 1990

Mr BATANTOU (Daniel), Agent d'hygiène breveté contractuel de 2è échelon de la catégorie E, échelle 13, indice 320 depuis le 26 juillet 1985, en service au Ministère de la Santé et des Affaires Sociales à Brazzaville, qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, est avancé au 3è échelon de sa catégorie indice 350 pour compter du 26 novembre 1987.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

- PAR ARRETE N° 1476 du 19 juin 1990
Mr NDEBOKOLO BOUEYA-LOUVOUEZO (Jean Gabriel). Planton contractuel de 6è échelon, catégorie G, échelle 17, indice 240 depuis le 2 juin 1986, en service à la Direction des Mines et de la Géologie à Brazzaville, qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, est avancé au 7è échelon de sa catégorie, indice 250 pour compter du 2 octobre 1988.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

---

- PAR ARRETE N° 1483 du 19 juin 1990
Mr NGOLE (Jacob), Commis contractuel de 1er échelon, catégorie F, échelle 14, indice 240 depuis le 12 octobre 1986, en service à la Direction Générale de la Fonction Publique à Brazzaville, qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, est avancé au 5è échelon de sa catégorie, indice 260, pour compter du 12 février 1989.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

---

- PAR ARRETE N° 1489 du 19 juin 1990
Mr MIEKOUNTIMA (Guy Vincent), Contremaître contractuel de 2è échelon, catégorie D, échelle 9, indice 460 depuis le 15 juillet 1985, en service à la Direction du Parc National du Matériel Automobile à Brazzaville, qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960 est avancé au 3è échelon de sa catégorie, indice 480 pour compter du 15 novembre 1987

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

---

- PAR ARRETE N° 1490 du 19 juin 1990
Mr GAKIE (Séraphin), Secrétaire d'Administration contractuel de 4è échelon, catégorie D, échelle 9, indice 520 depuis le 17 avril 1987, en service au Département de l'Education du Parti Congolais du Travail à Brazzaville, qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, est avancé au 5è échelon de sa catégorie, indice 550 pour compter du 17 août 1989.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

---

- PAR ARRETE N° 1495 du 19 juin 1990
Mr LOUKOUARY (Hervé), Contrôleur Principal des Contributions Directes et Indirectes de 6è échelon, indice 820 des cadres de la catégorie B, hiérarchie II des SAF (Impôts) est inscrit sur la liste d'aptitude au titre de l'année 1988 et promu au grade d'Attaché des Services Fiscaux des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des SAF (Impôts) au 5è échelon, indice 880; ACC = NEANT.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 1er janvier 1988.

---

- PAR ARRETE N° 1497 du 19 juin 1990
Mr MIAMBAZI (Albert), Ouvrier Professionnel contractuel de 9è échelon, catégorie G, échelle 18, indice 220 depuis le 8 août 1986 en service au Lycée de la Libération à Brazzaville, qui remplit la condition d'ancienneté exigée par la Convention Collective du 1er septembre 1960, est avancé au 10è échelon de sa catégorie, indice 230 pour compter du 8 décembre 1988.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

---

- PAR ARRETE N° 1498 du 19 juin 1990 les agents contractuels de la Santé Publique dont les noms suivent, qui remplissent la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, sont avancés aux échelons supérieurs de leur catégorie conformément au tableau ci-après :

| ANCIENNE SITUATION | NOUVELLE SITUATION |
|---|---|
| MVOUAZA née NZITOUKOULOU (Colette) | |
| Agent Technique de Santé contractuel de 1er échelon, de la catégorie D, échelle 11, indice 440 depuis le 1er septembre 1986 en service à Pointe-Noire. | Avancée au 2è échelon, indice 470 pour compter du 1er janvier 1989. |
| BAKABOULA (Henriette) | |
| Agent Technique de Santé contractuel de 1er échelon, de la catégorie D, échelle 11, indice 440 depuis le 17 septembre 1986 en service à Brazzaville. | Avancée au 2è échelon, indice 470 pour compter du 17 janvier 1989. |

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

---

- PAR ARRETE N° 1499 du 19 juin 1990 les agents contractuels de l'Enseignement dont les noms suivent qui remplissent la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, sont avancés aux échelons supérieurs de leur catégorie comme suit :

| ANCIENNE SITUATION | NOUVELLE SITUATION |
|---|---|
| MAKOUKA (Maurice) | |
| Moniteur Contractuel de 3è échelon, catégorie F, échelle 15, indice 240 depuis le 1 juin 1980 en service à Kayes Poste. | - Avancé au 4è échelon, indice 250 pour compter du 1er octobre 1982.<br>- Avancé au 5è échelon, indice 280 pour compter du 1er février 1985.<br>- Avancé au 6è échelon, indice 300 pour compter du 1 juin 1987. |

NGOUAMBALA (Marie Julienne)

Institutrice Adjointe contractuelle de 1er échelon, catégorie D, échelle 11, indice 440 depuis le 2 octobre 1982 en service à Brazzaville.

- Avancée au 2è échelon, indice 470 pour compter du 2 février 1985.
- Avancée au 3è échelon, indice 490 pour compter du 2 juin 1987.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, modifié par le rectificatif n° 87-420 du 14 août 1987, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

---

- PAR ARRETE N° 1500 du 19 juin 1990

Mme BASSAFOULA née MOUTINOU (Léontine) Agent Technique de Santé contractuelle de 1er échelon de la catégorie D, échelle 11, indice 440 depuis le 6 octobre 1986, en service à la S. M. I. du Plateau des 15 ans à Brazzaville, qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, est avancée au 2è échelon de sa catégorie, indice 470 pour compter du 6 février 1989.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

---

- PAR ARRETE N° 1501 du 19 juin 1990

les agents contractuels dont les noms suivent en service à la Direction Générale de l'Administration et des Finances de l'Armée Populaire Nationale, qui remplissent la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960 sont avancés à l'échelon supérieur de leur catégorie conformément au tableau ci-après :

| ANCIENNE SITUATION | NOUVELLE SITUATION |
|---|---|
| **AKONDZO-ETOUA** | |
| Veilleur de nuit de 2è échelon, catégorie H, échelle 19, indice 136 depuis le 5 novembre 1985. | - Avancé au 3è échelon, indice 140 pour compter du 5 mars 1988 |
| **MBANDZA (Edouard)** | |
| Veilleur de nuit de 2è échelon, catégorie H, échelle 19, indice 136 depuis | - Avancé au 3è échelon, indice 140 pour compter du 5 mars 1988. |
| **DOUDA (Samuel)** | |
| Ouvrier Professionnel de 2è échelon, catégorie G, échelle 18, indice 150 depuis le 5 novembre 1985. | - Avancé au 3è échelon, indice 160 pour compter du 5 mars 1988 |

| ANCIENNE SITUATION | NOUVELLE SITUATION |
|---|---|
| **IFIANGA (Evariste)** | |
| Ouvrier Professionnel de 2è échelon, catégorie G, échelle 18, indice 150 depuis le 5 novembre 1985. | - Avancé au 3è échelon, indice 160 pour compter du 5 mars 1988. |
| **SONDE (Basile)** | |
| Ouvrier Professionnel de 2è échelon, catégorie G, échelle 18, indice 150 depuis le 5 novembre 1985. | - Avancé au 3è échelon, indice 160 pour compter du 5 mars 1988. |
| **SADILA (Gaston)** | |
| Ouvrier de 2è échelon, catégorie F échelle 14, indice 220 depuis le 5 novembre 1985. | - Avancé au 3è échelon, indice 230 pour compter du 5 mars 1988. |
| **KEVOUNOU (Marcellin)** | |
| Commis Principal de 2è échelon, catégorie E, échelle 12, indice 320 depuis le 5 novembre 1985. | - Avancé au 3è échelon, indice 350 pour compter du 5 mars 1988. |
| **BINTSAMOU (Léon)** | |
| Commis Principal de 2è échelon, catégorie E, échelle 12, indice 320 depuis le 5 novembre 1985. | - Avancé au 3è échelon, indice 350 pour compter du 5 mars 1988. |
| **LOUAMOU (Etienne)** | |
| Commis Principal de 2è échelon, catégorie E, échelle 12, indice 320 depuis le 5 novembre 1985. | - Avancé au 3è échelon, indice 350 pour compter du 5 mars 1988. |
| **KIAVOUEZO (Henoc)** | |
| Ouvrier Professionnel de 2è échelon, catégorie G, échelle 18, indice 150 depuis le 5 novembre 1985. | - Avancé au 3è échelon, indice 160 pour compter du 5 mars 1988. |
| Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre. | |
| Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées. | |

---

- PAR ARRETE N° 1502 du 19 juin 1990 Mme BOUANDZOBO née EFOUO (Alphonsine), Surveillante contractuelle de 3è échelon, catégorie F, échelle 15, indice 240 depuis le 15 septembre 1980, en service au Centre d'Education Préscolaire MOUNGALI III à Brazzaville, qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, est avancée successivement aux échelons supérieurs de sa catégorie comme suit :

- au 4è échelon, indice 250 - du 15 janvier 1983 ;

- au 5è échelon, indice 280 pour compter du 15 mai 1985 ;
- au 6è échelon, indice 300 pour compter du 15 septembre 1987.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, modifié par le rectificatif n° 87-420 du 14 août 1987, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

---

- PAR ARRETE N° 1503 du 19 juin 1990 les agents contractuels dont les noms suivent, qui remplissent la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, sont avancés à l'échelon supérieur de leur catégorie comme suit :

| ANCIENNE SITUATION | NOUVELLE SITUATION |
|---|---|
| **NGANGA-OUADIABANTOU (Cécile)** | |
| Secrétaire d'Administration contractuelle de 2è échelon, catégorie D, échelle 9, indice 460 depuis le 21 janvier 1987. | - Au 3è échelon, indice 480 pour compter du 21 mai 1989. |
| **NGANGA (François)** | |
| Commis Principal contractuel de 2è échelon, catégorie E, échelle 12, indice 320 depuis le 14 janvier 1987. | - Au 3è échelon, indice 350 pour compter du 14 mai 1989. |

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

---

- PAR ARRETE N° 1504 du 19 juin 1990 Mr SAMBA (Alphonse), Contre-Maître contractuel de 4è échelon de la catégorie D, échelle 9, indice 520 depuis le 30 novembre 1984, en service à la Direction Générale de l'Administration et des Finances de l'Armée Populaire Nationale, qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, est avancé au 5è échelon de sa catégorie, indice 550 pour compter du 30 avril 1987.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

- PAR ARRETE N° 1505 du 19 juin 1990 Mr GANGA (Patrice), Agent Technique de Santé contractuel de 4è échelon de la catégorie D, échelle 11, indice 520 depuis le 10 mai 1982, en service à la Direction Générale de l'Administration et des Finances de l'Armée Populaire Nationale, qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, est avancé successivement aux échelons supérieurs de sa catégorie comme suit :

- au 5è échelon, indice 560 pour compter du 10 septembre 1984 ;
- au 6è échelon, indice 600 pour compter du 10 janvier 1987 ;
- au 7è échelon, indice 660 pour compter du 10 mai 1989.

Conformément aux dispositions du décret

n° 86-877 du 18 juillet 1986, modifié par le rectificatif n° 87-420 du 14 août 1987, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

---

- PAR ARRETE N° 1506 du 19 juin 1990 les agents contractuels de l'Enseignement dont les noms suivent qui remplissent la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, sont avancés successivement aux échelons supérieurs de leur catégorie comme suit :

| ANCIENNE SITUATION | NOUVELLE SITUATION |
|---|---|
| **NGUIENDOLO (Adolphe)** | |
| Instituteur Adjoint contractuel de 1er échelon, de la catégorie D, échelle 11 indice 440 depuis le 3 octobre 1982 en service à Brazzaville. | - Avancé au 2è échelon, indice 470 pour compter du 3 février 1985.<br>- Avancé au 3è échelon, indice 490 pour compter du 3 juin 1987. |
| **MAKOSSO (François)** | |
| Instituteur Adjoint contractuel de 1er échelon, de la catégorie D, échelle 11 indice 440 depuis le 1 octobre 1982 en service à Pointe-Noire. | - Avancé au 2è échelon, indice 470 pour compter du 1 février 1985.<br>- Avancé au 3è échelon, indice 490 pour compter du 1 juin 1987. |
| **KIMBEMBE (Daniel)** | |
| Instituteur Adjoint contractuel de 2è échelon de la catégorie D, échelle 11 indice 470 depuis le 1 février 1984 en service à Brazzaville.<br><br>Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 modifié par le rectificatif n° 87-420 du 14 août 1987, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.<br><br>Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées. | - Avancé au 3è échelon, indice 490 pour compter du 1 juin 1986. |

---

- PAR ARRETE N° 1507 du 19 juin 1990 Mr NDOBO (André), Chauffeur Contractuel de 6è échelon de la catégorie G, échelle 17, indice 240 depuis le 1er septembre 1976, en service au Commissariat Politique de la Région de la Cuvette à Owando, qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, est avancé successivement aux échelons supérieurs de sa catégorie comme suit :

- au 7è échelon, indice 250 pour compter du 1er janvier 1979 ;
- au 8è échelon, indice 260 pour compter du 1er mai 1981 ;
- au 9è échelon, indice 270 pour compter du 1er septembre 1983 ;
- au 10è échelon, indice 280 pour compter du 1er janvier 1986.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 modifié par le rectificatif n° 87-420 du 14 août 1987, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

---

- PAR ARRETE N° 1508 du 19 juin 1990 Mme MIAYOUKOU (Angélique), Aide Sociale contractuelle de 4è échelon de la catégorie F, échelle 15, indice 250 depuis le 22 janvier 1982 en service à la Circonscription d'Action Sociale II Bacongo, qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, est avancée successivement aux échelons supérieurs de sa catégorie comme suit :

- au 5è échelon, indice 280 pour compter du 22 mai 1984 ;
- au 6è échelon, indice 300 pour compter du 22 septembre 1986 ;
- au 7è échelon, indice 320 pour compter du 22 janvier 1989.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, modifié par le rectificatif n° 87-420 du 14 août 1987, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet, du point de vue de l'ancienneté, pour compter des dates ci-dessus indiquées.

- PAR ARRETE N° 1509 du 19 juin 1990 Mr ONANGATSENGUE (André), Cuisinier Contractuel de 5è échelon, catégorie F, échelle 14, indice 260 depuis le 11 avril 1985 en service au Lycée de Mossaka, qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, est avancé au 6è échelon de sa catégorie, indice 280 pour compter du 11 août 1987.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

---

- PAR ARRETE N° 1510 du 19 juin 1990 les agents contractuels du Cadastre dont les noms suivent, qui remplissent la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, sont avancés aux échelons supérieurs de leur catégorie comme suit :

| ANCIENNE SITUATION | NOUVELLE SITUATION |
|---|---|
| **MAKOUANGOU-BAYI (Bernard)** | |
| Aide-Dessinateur contractuel de 8è échelon de la catégorie F, échelle 14, indice 320 depuis le 1 juin 1987 en service à Sibiti. | - Au 9è échelon, indice 330 pour compter du 1 octobre 1989. |
| **VOUIDIBIO-KIBONGUI (Jonathan)** | |
| Aide-Dessinateur contractuel de 9è échelon de la catégorie F, échelle 14, indice 330 depuis le 1 juin 1987 en service à Loubomo. | - Au 10è échelon, indice 350 pour compter du 1 octobre 1989. |

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

- PAR ARRETE N° 1511 du 19 juin 1990
Mr MBAKOU (Jean Pierre), Commis contractuel de 1er échelon, catégorie F, échelle 14, indice 210 depuis le 2 février 1987, en service au Secrétariat Général à la Justice qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, est avancé au 2è échelon de sa catégorie, indice 220 pour compter du 2 juin 1989.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

---

PAR ARRETE N° 1533 du 22 juin 1990
Mme DICKOUM née KAINE (Léonie Clarisse), Agent Technique contractuel de 6è échelon de la catégorie D, échelle 11, indice 600 depuis le 14 juin 1986, en service à l'Hôpital de Tié-tié à Pointe-Noire, qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, est avancée au 7è échelon de sa catégorie, indice 660 pour compter du 14 octobre 1988.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

---

- PAR ARRETE N° 1534 du 22 juin 1990
Mr MOUANDA (André), Secrétaire d'Administration Contractuel de 6è échelon de la catégorie D, échelle 9, indice 590 depuis le 4 septembre 1986, en service à la Direction Régionale de la Construction, de l'Urbanisme et de l'Habitat à Pointe-Noire, qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, est avancé au 7è échelon de sa catégorie, indice 620 pour compter du 4 janvier 1989

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

---

- PAR ARRETE N° 1535 du 22 juin 1990
Mr MALONGA (Jacques), Secrétaire Principal d'Administration contractuel de 1er échelon, catégorie C, échelle 8, indice 530 depuis le 10 décembre 1986, en service au CEGP Dominique BATEKOLO Arrondissement N° 1 MAKELEKELE BRAZZAVILLE, qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, est avancé au 2è échelon de sa catégorie, indice 590 pour compter du 10 avril 1989.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

---

- PAR ARRETE N° 1536 du 22 juin 1990
Mr TOUSSET (Fernand), Infirmier Breveté contractuel de 1er échelon de la catégorie E, échelle 13, indice 300 depuis le 1er janvier 1984, en service à la SMI (ex-Adventiste) de Ouenzé à Brazzaville, qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, est avancé successivement aux échelons supérieurs de sa catégorie comme suit :

- au 2è échelon, indice 320 pour compter du 1er mai 1986 ;
- au 3è échelon, indice 350 pour compter du 1er septembre 1988.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 modifié par le rectificatif n° 87-420 du 14 août 1987, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

---

- PAR ARRETE N° 1540 du 22 juin 1990
Mme GAMASSA née BOUMBA (Elise Thérèse), Institutrice de 6è échelon des cadres de la catégorie B, hiérarchie I des Servic Sociaux (Enseignement), en service à

Brazzaville, est inscrite sur liste d'aptitude au titre de l'année 1989 et promue Institutrice Principale de 3è échelon, indice 860 des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des Services Sociaux (Enseignement) pour compter du 1 janvier 1989 ACC = 1 an 2 mois 28 jours.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

---

- PAR ARRETE N° 1543 du 22 juin 1990 Melles EKOUOMO (Marie Cathérine) et ISSONGO (Henriette), Greffiers Principaux de 1er échelon des cadres de la catégorie B, hiérarchie I du service judiciaire en service respectivement au Tribunal Populaire d'Arrondissement de Poto-Poto et au Tribunal Populaire de Commune de Brazzaville sont promues au 2è échelon de leur grade, indice 640, pour compter du 20 décembre 1986 ACC = Néant.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

---

- PAR ARRETE N° 1544 du 22 juin 1990 les comptables principaux du Trésor des cadres de la catégorie B des Services Administratifs et Financiers (Trésor) dont les noms et prénoms suivent, sont inscrits sur liste d'aptitude au titre de l'année 1989 et promus au grade d'Attaché du Trésor des cadres de la catégori A, hiérarchie II des Services Administratifs et Financiers (Trésor) comme suit :

AU 4è ECHELON, INDICE 810 POUR COMPTER DU 12 JUIN 1989 ACC = NEANT

MABIALA (Germain), Comptable Principal de 5è échelon, indice 760.

AU 5è ECHELON, INDICE 880 POUR COMPTER DU 1 JANVIER 1989 ACC = NEANT.

NDINGA (Germain), Comptable Principal de 6è échelon, indice 820.

EBIOU (Jean Pierre), Comptable Principal de 7è échelon, indice 860.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

---

- PAR ARRETE N° 1546 du 22 juin 1990 sont promus aux échelons ci-après au titre de l'année 1988, les fonctionnaires des cadres des catégories C et D des cadres administratifs de la Santé Publique dont les noms suivent, ACC = NEANT.

A - CATEGORIE C - HIERARCHIE I

SECRETAIRES COMPTABLES

AU 2e ECHELON - INDICE 470

| | | | |
|---|---|---|---|
| ALONGO POUROU | p-c du | 22 janvier | 1988 |
| BERI (Pierre) | | 3 décembre | 1988 |
| BOUTSINDI (Marguerite) | | 11 octobre | 1988 |
| DAMBA née MPAMBOU (Pauline) | | 25 novembre | 1988 |
| EKOUOMO née OTSAWA (Julienne) | | 7 novembre | 1988 |
| EWE-MBONGO (Cécile) | | 7 novembre | 1988 |
| GANGA (Flaurant) | | 11 novembre | 1988 |
| GANGALA (Isabelle) | | 6 octobre | 1988 |

GHANV née TSOKO TSIATY (Marthe) 4 novembre 1988
KIFOULA (Rose Aimée) 26 décembre 1988
KONDZI (Régina Tystoline) 7 novembre 1988
KIHAMBOULA (Emmanuel) 3 décembre 1988
KIYINDOU née NKOUKA (Célestine Aimée) 13 décembre 1988
KOUTOUNDA née DIABOUNA (Angélique) 13 mai 1988
LOUBOUTH NDJAMEZOK (Thérèse Christine) 25 novembre 1988
LOUNGOU (Irénée) 28 novembre 1988
MADZOU (Ferdinand) 29 novembre 1988
MALONGA née MAKOSSO (Marie Joséphine) 13 novembre 1988
MBOUNGOU née LONDZAT (Geneviève Claudine) 14 janvier 1988
MIZELE NKASSA (Evelyne) 17 novembre 1988
MOSSOUANGA née BALONDONO (Marguerite) 7 novembre 1988
MOUTSIA (Lydie Irène) 12 octobre 1988
MPASSI-MIDZONDO née BOUANGA (Mariuse) 27 novembre 1988
MVOUAMA (Marthe) 3 décembre 1988
NGAKOSSO (Thérèse) 7 novembre 1988
NGAIN née GOWON (Pauline) 21 novembre 1988
NGANGA née MASSOLOLA (Henriette) 15 janvier 1988
NGANTSOU-OBILA (Adèle) 3 décembre 1988
NGOUNDA (Dieudonné) 2 novembre 1988
NIANGUI (Christine) 28 octobre 1988
NIEBELA (Georgine) 4 février 1988
NSILOULOU (Bernard) 11 novembre 1988
OBAMBI (Norbert) 18 novembre 1988
OBAMBI née IBARISSONGO (Marie Noëlle) 26 septembre 1988
OKEMBA-DZOUBA née OSSONA (Marie) 27 novembre 1988
PIMABEKA (Antoinette) 21 août 1988
TATY PEMBA (Aline Judith) 14 janvier 1988
YETA née NGOMA (Emilienne) 1 août 1988

AU 3° ECHELON - INDICE 490

BOMA-LI-POATHY 5 juillet 1988
BOUTAOUAKOU (Firminé) 26 octobre 1988
MBEMBA (Ida Germaine) 25 décembre 1988
MBOUKOU BAKALA (Albert) 30 juillet 1988
MOULOUMOU (Elisabeth) 3 juillet 1988
NSAKALA née MITSIA (Jeanne Lucie) 13 décembre 1988
NZIMBOU (Elisabeth) 1 septembre 1988
PENDI née NKOSSO (Angèle) 3 juillet 1988
YIAMAYELEWE (Angélique) 23 février 1988

AU 4° ECHELON - INDICE 520

BAYIDIKILA (Clémence) p-c du 3 septembre 1988
INGOBA (Thérèse) 17 novembre 1988
KONGO-BOUANGA (Françoise Romaine) 6 décembre 1988
KOUKA (Emilienne) 3 mai 1988
MBOKO née FOUTOU (Delphine) 22 décembre 1988
OBONDO (Henriette) 21 juillet 1988
OGNONGO-IBIAHO née NDZA (Henriette) 3 septembre 1988
OMECKA-ISSAMBO 20 avril 1988
SOVA (Marie Pauline) 12 juillet 1988
SOMAYE née LOUKOULA (Aminata) 31 août 1988
TCHIMBOUKA (Rosaire Zéphirin) 12 janvier 1988
ZINGA (Marie Louise) 8 mai 1988

AU 5° ECHELON - INDICE 560

GAPOULA (Daniel) 28 février 1988
MOUSSAVOU (Claudine) 17 décembre 1988
YAOUE (Françoise Marie Rose) 19 novembre 1988

AU 6° ECHELON - INDICE 600

| | | | |
|---|---|---|---|
| BONGO-DEBALEBOMO | 30 | décembre | 1988 |
| OSSIBI (Félix) | 19 | août | 1988 |

CATEGORIE D - HIERARCHIE I

SECRETAIRES MEDICAUX

AU 2° ECHELON - INDICE 320

| | | | |
|---|---|---|---|
| MOUSSOUNDA (Colette) | 2 | septembre | 1988 |

AU 3° ECHELON - INDICE 350

| | | | |
|---|---|---|---|
| BATANGOUNA-GOMBO (Marie France) | 7 | avril | 1988 |
| BIZIKI née BAYOULA (Dorothée Isabelle) | 25 | octobre | 1988 |
| MAYOUMA (Clémentine) | 27 | octobre | 1988 |
| MOUNGUIZA (Marie) | 13 | octobre | 1988 |

AU 4° ECHELON - INDICE 370

| | | | |
|---|---|---|---|
| DALA (Catherine) | 16 | juillet | 1988 |
| KENGUE (Marie Josée) | 4 | mai | 1988 |
| MASSALA née KENGUE (Honorine) | 5 | novembre | 1988 |
| MAYALA (Prosper) | 4 | mai | 1988 |
| MOUGANY (Olivier Edouard) | 12 | novembre | 1988 |
| NOMBO-BOUMBA (Madeleine) | 26 | novembre | 1988 |
| OYON née GANGALA (Claudine Bertille) | 27 | avril | 1988 |
| SAMBA (Louis Jean-Baptiste) | 13 | novembre | 1988 |

AU 5° ECHELON - INDICE 590

| | | | |
|---|---|---|---|
| KINA née OUMBA (Marie Elise) | 27 | juin | 1988 |

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

---

- PAR ARRETE N° 1547 du 22 juin 1990 sont promus à trente mois aux échelons ci-après au titre de l'année 1988, les fonctionnaires des cadres des catégories C et D des cadres administratifs de la Santé Publique dont les noms suivent, ACC = NEANT.

CATEGORIE C - HIERARCHIE I

SECRETAIRES COMPTABLES

AU 2° ECHELON - INDICE 470

| | | | |
|---|---|---|---|
| NGABA-MPOLO (Georgette) | p-c du 2 | juin | 1989 |
| OKIGA née KOUTSILA (Marthe Eugénie) | 26 | mai | 1989 |
| SAMBA née MATONDO (Pauline) | 11 | avril | 1989 |

AU 3° ECHELON - INDICE 490

| | | |
|---|---|---|
| ASSALA-BENNET née NGUEPALI (Cathérine) | 20 juin | 1989 |
| ATSOUTSOU (Lucienne) | 15 février | 1989 |
| ELENGA née NDALA (Julienne) | 15 juin | 1989 |
| ETA (Lucie) | 13 juin | 1989 |
| MALONGA (Pierre) | 4 avril | 1989 |
| MIAYOKA (Fidèle) | 4 avril | 1989 |
| MOUKA (Victoire) | 7 janvier | 1989 |
| NDZILI (Suzanne) | 16 février | 1989 |
| NIANGUENGUE-OKEMBA (Firmine) | 3 janvier | 1989 |

AU 4° ECHELON - INDICE 520

| | | |
|---|---|---|
| DJIMBI-MAKOUNDI née POBA-TOULOU (Geneviève) | 1 mars | 1989 |
| NDINGA (Valérie Liliane) | 22 mai | 1989 |
| NGAMBA (Jeanne) | 30 mai | 1989 |
| ONDZE (Marie) | 1 juin | 1989 |
| YANDZA (Jean Rufin) | 26 mai | 1989 |

B - CATEGORIE D - HIERARCHIE I

SECRETAIRE MEDICAL

AU 4° ECHELON - INDICE 370

| | | |
|---|---|---|
| MISSAMOU | 27 avril | 1989 |

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

---

- PAR ARRETE N° 1548 du 22 juin 1990
sont promu
ci-après au titre de l'année 1988, les Secrétaires Comptables des cadres de la catégorie C, hiérarchie I des cadres Administratifs de la Santé Publique dont les noms suivent ACC = NEANT.

AU 2è ECHELON, INDICE 470

| | | | |
|---|---|---|---|
| BAGNOUKOU (Henriette) | p-c du 31 | janvier | 1989 |
| BOUAHOU (Alphonsine) | 21 | août | 1989 |
| GOLLO (Georgine Lucie) | 4 | mars | 1989 |
| KIMBEMBE née MBEMBA (Proxima Irène) | 30 | octobre | 1989 |
| LEMBE (Céline) | 28 | novembre | 1989 |
| MOUANGA (Virginie) | 7 | octobre | 1989 |
| MOUINGONI (Flore Blandine) | 16 | janvier | 1989 |
| MVIBOUDOULOU (Claudine) | 22 | octobre | 1989 |
| ONDONGO née MONION (Anne Marie) | 14 | janvier | 1989 |

AU 3è ECHELON, INDICE 490

| | | |
|---|---|---|
| BATOLA (Julienne) | 28 avril | 1989 |

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

---

- PAR ARRETE N° 1549 du 23 juin 1990 et en application des dispositions du décret n° 82-256 du 24 mars 1982 notamment en son article 5, point n° 1, un échelon est accordé à Mr LOUBAKY MOUANGA (Auguste), Instituteur de 4è échelon des cadres de la catégorie B, hiérarchie I des Services Sociaux (Enseignement) précédemment en service à la Direction de l'Alphabétisation à Brazzaville.

L'intéressé est promu au 5è échelon de son grade, indice 820 pour compter du 4 octobre 1987 ACC= NEANT.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

---

- PAR ARRETE N° 1553 du 23 juin 1990 Mr GOUMBAMEYI DANGA (Patrice), Secrétaire Principal d'Administration contractuel de 1er échelon, catégorie C, échelle 8, indice 530 depuis le 1er juillet 1987, en service à la Direction Générale de la Fonction Publique à Brazzaville, qui remplit la condition d'ancienneté exigée par la Convention Collective du 1er septembre 1960, est avancé au 2è échelon de sa catégorie, indice 590 pour compter du 1er novembre 1989 ACC = NEANT.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

---

- PAR ARRETE N° 1555 du 23 juin 1990 et en application des dispositions combinées des décrets n° 74-330 du 11 septembre 1974 et 85-1068 du 10 septembre 1985, Mme TITI née TSONI (Joséphine), Attaché des Services Fiscaux de 1er échelon, indice 620 des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des Services Administratifs et Financiers (Impôts), en service à la Direction Générale des Impôts à Brazzaville, titulaire du Diplôme d'Etudes Internationales des Pays en Développement, Section Commerce International, délivré par l'Université des Sciences Sociales de Toulouse I (France), qui bénéficie d'une bonification de deux échelons, est nommée au 3è échelon de son grade, indice 750 ACC = NEANT.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, ce reclassement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté à compter de la date de signature.

---

- PAR ARRETE N° 1560 du 25 juin 1990 es Adjudants des cadres de la catégorie B, hiérarchie II des Douanes dont les noms suivent, sont inscrits sur liste d'aptitude au titre de l'année 1989, et promus au grade de Lieutenant des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des Douanes pour compter du 1 janvier 1989 ACC = NEANT comme suit :

AU 1° ECHELON, INDICE 620

MOUKOUYI (Pierre), Adjudant de 1er échelon, indice 530 ;
NGUIE (Clément), Adjudant de 2è échelon, indice 590

AU 2° ECHELON, INDICE 680

OSSIALA (Antoine), Adjudant de 3è échelon, indice 590

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

---

- PAR ARRETE N° 1570 du 28 juin 1990 sont promus aux échelons ci-après au titre de l'année 1988, les Assistants Sanitaires des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des services sociaux (Santé Publique) de la République Populaire du Congo dont les noms suivent - ACC = NEANT.

AU 2° ECHELON, INDICE 780

| | | | |
|---|---|---|---|
| ADICOLLE GUIELLE (André Marie) | p-c du | 28 janvier | 1988 |
| BANTSIMBA (Jacques) | | 25 novembre | 1988 |
| BANZOULOU (Emilienne) | | 28 juillet | 1988 |
| BOLANDA (Daniel Jean) | | 13 mai | 1988 |
| CARDORELLE (François Jean Christian) | | 23 septembre | 1988 |
| COMMANDEUR (Jacques) | | 14 février | 1988 |
| ELIAN (Paul) | | 28 janvier | 1988 |
| GAKISSI (Gabriel) | | 1 septembre | 1988 |
| KANY-NGOMA (Gilbert) | | 5 décembre | 1988 |
| KOUMOU (Paul) | | 2 décembre | 1988 |
| LOUBAKI (André) | | 22 janvier | 1988 |
| MAKONDZO (Emmanuel) | | 14 juillet | 1988 |
| MAMPOLO (Guy Blaise Romain) | | 1 octobre | 1988 |
| MAVOUNGOU (Jean Louis) | | 26 septembre | 1988 |
| MBOUNGOU (Robert) | | 16 juillet | 1988 |
| MIAMBANZILA (Georges) | | 17 juillet | 1988 |
| MISSIE GOULOUBI | | 21 janvier | 1988 |
| MISSOUKIDI MAMBANZA (Jean Paul) | | 3 décembre | 1988 |
| MOKOMBO (Siméon) | | 8 avril | 1988 |
| MOURANGA née MABOUERE-ITOUA (Marie) | | 18 octobre | 1988 |
| NDONGUI (Daniel) | | 14 juillet | 1988 |
| NZAMBOU-NOWANZI (Grégoire) | | 7 janvier | 1988 |
| OKONO (Gabriel Arcadius) | | 10 décembre | 1988 |
| PINY-TALANTSY née FILANKEMBO (Micheline) | | 22 janvier | 1988 |
| SITA (Jean Félix) | | 17 juillet | 1988 |

AU 3° ECHELON, INDICE 860

| | | | |
|---|---|---|---|
| AKOUELAKOUM (Emmanuel) | | 2 juillet | 1988 |
| ANDZOUOKO OBE (Lucien) | | 25 mars | 1988 |
| BACKOUMA (Alice Evelyne) | | 19 octobre | 1988 |
| BANGUI (Jean Marie) | | 2 septembre | 1988 |
| BIBOKA (Eugène) | | 20 avril | 1988 |
| BILEKO-MBEMBA (Firmin) | | 11 novembre | 1988 |
| BITSINDOU (Aimé Arsène) | | 21 décembre | 1988 |
| BONGO (Crépin) | | 13 juillet | 1988 |
| BOUKOU GOMA (Angèle) | | 11 novembre | 1988 |
| BOUNGOU (Jean) | | 4 mars | 1988 |
| DELLA née OBEYA MPOLO (Pauline) | | 20 mars | 1988 |
| DZIONO (Gabriel) | | 17 décembre | 1988 |
| DIAKABANA (Philippe) | | 12 mars | 1988 |
| EKEMA-OKANA née NTINI (Bernadette) | | 20 mars | 1988 |
| GAMPO (Henriette) | | 7 novembre | 1988 |
| GANGA (Jean Fulbert) | | 22 décembre | 1988 |
| GHOMA (Guy Robert) | | 7 août | 1988 |
| IBARA née GAMPIO (Marie Jeanne) | | 29 septembre | 1988 |
| ITSOMBO (Joséphine) | | 5 juillet | 1988 |
| KASSA-MIFOUENI (Charles) | | 1 février | 1988 |
| KEBE-MAMADOU née BASSOLOKA (Hélène) | | 19 septembre | 1988 |
| KIMBOUANI (Clarisse Rose) | | 22 décembre | 1988 |
| KINZONZI née KOUMBA-MOULADY (Sidonie) | | 22 mars | 1988 |
| KOUVIVIDILA (Wenceslas Hyacinte) | | 1 août | 1988 |
| MAHOUNGOU (Narcisse) | | 20 décembre | 1988 |
| MAKOSSO (Joseph) | | 4 août | 1988 |
| MALASSOU (Monique) | p-c du | 6 septembre | 1988 |
| MANANGOU (Pierre) | | 30 novembre | 1988 |
| MASSOUMOU (Faustin) | | 3 août | 1988 |
| MAVOUNGOU-MAKOSSO (Jean) | | 30 novembre | 1988 |
| MBANI (Albert) | | 1 septembre | 1988 |
| MBOU (André) | | 22 juin | 1988 |
| MBOUMA (Françoise) | | 24 septembre | 1988 |

MBOUNGOU-NKOUNKOU (Joseph) 24 octobre 1988
MOUAKASSA (Paul) 23 septembre 1988
MOUHANI (André) 14 avril 1988
MOUTIMA (Gabriel) 20 juin 1988
NGANGA née BILECKOT (Marie Viviane Brigitte) 26 juillet 1988
NGATSE née NDONGO (Amélie) 18 décembre 1988
NGOLO née N'GANSIE (Madeleine) 14 décembre 1988
NSONDA (Gaston) 3 décembre 1988
ONKILI-GANDZOUNOU née EFFEINDZOUROU-GAMPO (Henriette) 7 novembre 1988
OBORATALE (Fidèle) 27 septembre 1988
OSSETE (Charlemagne) 24 juillet 1988
NDESSABEKA née TCHIMAMBOU-TATY (Angélique) 19 août 1988
ONDONGO (Basile) 30 mai 1988
PONGUI (Gabriel) 5 février 1988
YOCKA (Dominique) 2 février 1988

AU 4° ECHELON, INDICE 940

AZIKA-EROS née MINIOLE (Pauline) 1 avril 1988
BAFOUETELA née DIANTIA (Jeanne) 2 mai 1988
BANZOUZI-NDILOU (André) 1 février 1988
BIDIE (Alphonse) 29 décembre 1988
BITAMBIKI née BANOUNGAZANA (Alphonsine) 22 septembre 1988
BOBOUAKA (Daniel) 18 janvier 1988
DEGAUME (Jean Claude) 17 novembre 1988
DIBANTSA (Alphonsine) 28 février 1988
EBAO née NKOUMPA (Augustine) 2 juillet 1988
ISSAMOU (Alphonse Lezin) 3 septembre 1988
BOUKORO (Gaston) 30 novembre 1988
KABIKISSA (Auguste) 5 novembre 1988
KADI NDEDI (Albert) 7 septembre 1988
KAGNE (Daniel) 3 août 1988
KANGA née NSIAMAZA SUENGUE (Graça) 1 février 1988
KENGUE (Maurice) 2 juin 1988
KIBANGOU (Georges) 7 mars 1988
KOMIENA (Cathérine) 26 août 1988
KOUENGO (Paul) 7 septembre 1988
KOUMBA (Jonas Narcisse) 5 mars 1988
MAHOUNGOU (François) 11 juin 1988
MAHOUNGOU née MPASSI (Valentine) 7 janvier 1988
MALONGA (Dominique) 10 novembre 1988
MASSAMBA née NDEMBO (Marie Odile) 10 septembre 1988
MATSIONA (Nicolas David) 26 février 1988
MAKITA née BILONGO (Jacqueline) 14 octobre 1988
MBAMOBIE (Martin) 9 août 1988
MBEMBA née BIYANDI (Anne) 25 octobre 1988
MBOU-ADJOU (Claude Siméon) 15 octobre 1988
MFOUEMOSSO (Joseph) 1 juin 1988
MFOUTOU (Daniel) 2 mai 1988
MOMBO (Bernard) 20 septembre 1988
MOUBARI (François) 18 août 1988
MOUHOUANOU née LOUGANGOU (Madeleine) 7 octobre 1988
MOUNOKO-NDALLA (Thimothé) 13 septembre 1988
MOUYIMISSENO (Raphaël) 16 septembre 1988
NIAMAZOK née AMANE (Jacquette) 21 juillet 1988

NGANGOUEDI (René) p-c du 28 mars 1988
GANKA (Maurice) 3 septembre 1988
NGANDZO (Nicolas) 24 septembre 1988
MAYALA (Germain) 19 décembre 1988
NGASSAKI (Albert) 1 septembre 1988
NGUIAMBA (David Eugène Otto) 3 février 1988
NKAKOU BAKEBONGO née BAZAKIDILA (Julienne) 4 mars 1988
NKAYA (Jean) 24 mars 1988
NOHNNY NZOULOU 15 août 1988

| | | | |
|---|---|---|---|
| NTADI (Gaston) | 1 | janvier | 1988 |
| NYAMA (Appolinaire) | 11 | juillet | 1988 |
| OKOUYA MIERE née MPOU (Monique) | 4 | mai | 1988 |
| OTIRANKO | 27 | juillet | 1988 |
| OTSIAYI (Albert) | 1 | août | 1988 |
| OUALIAOUE (Jacques) | 10 | mars | 1988 |
| OUAMBA (Pie X) | 13 | janvier | 1988 |
| PEPA NKOUNKOU (Gérard) | 10 | avril | 1988 |
| SAMBA (Yvette Flore) | 6 | novembre | 1988 |
| SAYA (Delphin) | 6 | novembre | 1988 |
| SOU (Albert) | 8 | avril | 1988 |
| TABI (Valentin) | 1 | février | 1988 |
| TOMBET (Joseph) | 14 | mars | 1988 |
| TSAMBA (Adrien) | 1 | mars | 1988 |

AU 5° ECHELON, INDICE 1020

| | | | |
|---|---|---|---|
| ADZENEGUE (Appolinaire) | 23 | avril | 1988 |
| AMIN (Marie Françoise) | 29 | mars | 1988 |
| ATITALI-MBADZAON | 16 | octobre | 1988 |
| BADIENGUISSA (Léon) | 10 | octobre | 1988 |
| BAKANA (Raymond) | 6 | novembre | 1988 |
| BAKISSY (Jean Baptiste) | 1 | septembre | 1988 |
| BAKOUIKILA (François) | 10 | août | 1988 |
| BANY (Henriette) | 1 | septembre | 1988 |
| BAZABIDILA (Fidèle) | 15 | juillet | 1988 |
| BIKOUMINI (Noël) | 24 | septembre | 1988 |
| BILONGO (Pierre) | 6 | août | 1988 |
| BIYANGUE (Gaston Médard) | 27 | novembre | 1988 |
| BOSSINA née MATOULA (Georgine) | 12 | décembre | 1988 |
| BABELA née MBOKOTOUMONA-LOUBIENGA (Chara-Rébecca) | 10 | août | 1988 |
| CABOUNDZI (Jeanne d'arc) | 26 | octobre | 1988 |
| IBARRAT (Suzanne) | 1 | mars | 1988 |
| KABA-VELE (Michel) | 5 | octobre | 1988 |
| KIAFOUCKA (Philomène Valentine) | 23 | septembre | 1988 |
| KINOUA (Joséphine) | 11 | décembre | 1988 |
| KISSADILA (Victor) | 1 | janvier | 1988 |
| LOUYA (Albert) | 3 | septembre | 1988 |
| MABIKA née BIRANGUI (Claire) | 4 | septembre | 1988 |
| MADZOU (Jérémie Jean Salm) | 12 | septembre | 1988 |
| MALEMBE (Hélène) | 23 | novembre | 1988 |
| MALONGA née NDOULOU (Alphonsine) | 9 | septembre | 1988 |
| MAPANA (Antoine) | 12 | mai | 1988 |
| MBAMA-MANTSALA (Gaston) | 10 | août | 1988 |
| MBEMBA (Gabriel) | 11 | juillet | 1988 |
| MBERI (Victor) | 22 | février | 1988 |
| MBOUANGUI-NDOUMA (René) | 10 | juin | 1988 |
| MOCKONO (Michel) | 20 | février | 1988 |
| MONEKENE (Albert) | 5 | août | 1988 |
| MOUAMBELET (Jean Claude) | 1 | mars | 1988 |
| MOUSSIMI (Jean Fidèle) | 16 | juillet | 1988 |
| MVOUAMA (Albert) | 5 | juin | 1988 |
| NDALLA (Louis) p-c du | 3 | septembre | 1988 |
| NGAMPIKA (Antoine) | 17 | mai | 1988 |
| NGOLO (Richard Bernard) | 3 | septembre | 1988 |
| NTOMBO (Rébecca Virginie) | 27 | juin | 1988 |
| OTOUNGA (Lucien) | 22 | novembre | 1988 |
| SAMBA (Ibrahim) | 12 | décembre | 1988 |
| SANGOMA (Gilbert) | 24 | octobre | 1988 |

AU 6° ECHELON, INDICE 1090

| | | | |
|---|---|---|---|
| BABADY-MODDY née BIAKABA (Pauline) | 21 | octobre | 1988 |
| BAKIDI (Gabriel) | 10 | août | 1988 |

| | | | |
|---|---|---|---|
| BIKAMOU (Félix) | 20 | septembre | 1988 |
| BOBOTI (Rose Marie Thérèse) | 15 | octobre | 1988 |
| DZOMBO (Jean Baptiste) | 10 | août | 1988 |
| GOMA (Appolinaire) | 10 | octobre | 1988 |
| GOMA (Clément) | 15 | avril | 1988 |
| GOMA (Emmanuel I) | 4 | août | 1988 |
| MATASSA (Jean) | 23 | décembre | 1988 |
| MIAKASSISSA (Jacques) | 24 | octobre | 1988 |
| MOUELLET (François) | 20 | novembre | 1988 |
| NIAKISSA née KOUEDIATOUKA (Georgine Sidonie) | 27 | janvier | 1988 |
| NGOULOUBI (Alphonse) | 17 | septembre | 1988 |
| NOMBO (Edouard) | 1 | octobre | 1988 |
| NTSOMI (Jacques) | 8 | août | 1988 |
| OSSIE (Valérie Antoinette) | 6 | janvier | 1988 |
| OUBOUKOULOU (André) | 5 | février | 1988 |
| OYELE (Julienne) | 21 | octobre | 1988 |

AU 7° ECHELON. INDICE 1180

| | | | |
|---|---|---|---|
| GAMBOMI (Rigobert) | 28 | février | 1988 |
| MAKITA (Gabriel) | 18 | avril | 1988 |

AU 8° ECHELON, INDICE 1280

| | | | |
|---|---|---|---|
| ALOUNA (Pierre) | 30 | septembre | 1988 |
| BAMBAGA (Justin) | 31 | janvier | 1988 |
| BOTAKA née MENGHA (Louise Alphonsine) | 3 | février | 1988 |
| ITOUA (Jules) | 20 | décembre | 1988 |
| KIMBOUALA (Nestor) | 31 | juillet | 1988 |
| KOMBO (Athanase) | 1 | juin | 1988 |
| MIENANTIMA (Pierre) | 31 | juillet | 1988 |
| MISSONGO (Jean Raymond) | 8 | avril | 1988 |
| NKEMBO (Alphonse) | 10 | juin | 1988 |
| NSEMO (Thomas) | 12 | juillet | 1988 |
| OUMBA-MBONGOLO (Agathe) | 10 | janvier | 1988 |

AU 9° ECHELON, INDICE 1360

| | | | |
|---|---|---|---|
| AKAMBOU (Paul) | 5 | mai | 1988 |
| BABELA (Charles) | 1 | octobre | 1988 |
| ILOKI (René) | 2 | mai | 1988 |
| MASSOLOLA MIKOUIZA (Albertine) | 28 | janvier | 1988 |
| MAYOUMA (Sébastien) | 10 | août | 1988 |
| MESSE-AMBIA KOULIMAYA | 31 | juillet | 1988 |
| MVOULA (Norbert) | 19 | février | 1988 |
| NINON (André) | 2 | mai | 1988 |

AU 10° ECHELON, INDICE 1460

| | | | |
|---|---|---|---|
| GANDZIAMI (François) p-c du | 2 | mai | 1988 |
| LOBAGNE BINDJI née BAHENGUE OKOKO (Claire) | 24 | juillet | 1988 |
| MAKANGA (Samuel) | 1 | février | 1988 |

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cette promotion ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

- PAR ARRETE N° 1571 du 28 juin 1990 sont promus à trente mois aux échelons ci-après au titre de l'année 1988, les Assistants Sanitaires des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des services sociaux (Santé Publique) dont les noms suivent ACC = NEANT.

AU 2° ECHELON, INDICE 780

| | | | |
|---|---|---|---|
| BABAKANSI (Fidèle | p-c du | 28 mai | 1989 |
| MAYORDOME (William Olivier) | | 29 janvier | 1989 |
| MOUELE (Jean Marie) | | 14 janvier | 1989 |
| TOKONZABA (Etienne) | | 7 avril | 1989 |
| TSIBA (Frédéric) | | 12 mai | 1989 |

AU 3° ECHELON, INDICE 860

| | | |
|---|---|---|
| ENGOUA (Antoine Joseph) | 1 février | 1989 |
| KOUBAKA (Jean) | 17 juin | 1989 |
| LEMBALA (Jacob) | 11 février | 1989 |
| MABOUNDOU (André) | 26 février | 1989 |
| MAMPOUYA (Rufin) | 20 mars | 1989 |
| MATSOTSONO (Gilbert) | 13 mars | 1989 |
| MAVOUNGOU (Jean Pierre I) | 1 mars | 1989 |
| NGOKABA (Jean) | 14 mars | 1989 |
| NKOUALA (Bernard) | 19 février | 1989 |
| OBAMBI née AKAMBE (Julienne) | 1 avril | 1989 |
| OTTA (Gaston Noël | 1 avril | 1989 |
| SALABIABONGUE (Fulbert) | 9 mars | 1989 |

AU 4° ECHELON, INDICE 940

| | | |
|---|---|---|
| BASSIKIDILA née MIAMBANZILA (Germaine) | 4 février | 1989 |
| EKOURI (Marie Charlotte) | 13 mai | 1989 |
| EVONI (Marcel) | 27 février | 1989 |
| GANDZIAMI née MONGALLA (Joséphine) | 26 mars | 1989 |
| KABI-NGOULONDILI née AMPAKA (Antoinette) | 2 mars | 1989 |
| MALONGA (Jean Louis) | 6 avril | 1989 |
| KIMBATSA (Dominique) | 14 juin | 1989 |
| KINKOUMA (Lazare) | 8 février | 1989 |
| KINTONO(Jean) | 23 mars | 1989 |
| LOUBONGO | 1 février | 1989 |
| MALONGA (Michel) | 19 février | 1989 |
| MBEMBA BIKOLA (Bernard) | 12 février | 1989 |
| NDION (Benjamin) | 8 mai | 1989 |
| NKOUNKOU (Eugène) | 27 février | 1989 |
| OMOKO LIKALI | 27 mars | 1989 |
| OUALEMBO-MOUNTOU née MONGO (Alphonsine) | 26 février | 1989 |
| YOOUA (Michel) | 1 mars | 1989 |

AU 5° ECHELON, INDICE 1020

| | | |
|---|---|---|
| BAYIDIKILA (Thérèse) | 9 avril | 1989 |
| BOUDZOUMOU (Jacques) | 17 mai | 1989 |
| ELEKA (Gabriel) | 6 février | 1989 |
| LONGANGUI (Jean Pierre) | 12 janvier | 1989 |
| MABIALA (Louis Bertrand) | 2 janvier | 1989 |
| MALANDA (Camille) | 27 janvier | 1989 |
| MBELANI (Boniface) | 20 mai | 1989 |
| MIETEKILA née NTSINTSIKA (Thérèse) | 8 février | 1989 |
| MOUEGNI (Benoît) | 9 janvier | 1989 |
| MPOUKOUO (Jean) | 23 avril | 1989 |

AU 5° ECHELON, INDICE 1020

| | | | |
|---|---|---|---|
| NKASSA (Jean) | p-c du | 21 février | 1989 |
| NZAOU (Félix) | | 3 mars | 1989 |

AU 6° ECHELON, INDICE 1090

| | | | |
|---|---|---|---|
| AYEKA (Gilbert) | | 3 mars | 1989 |

AU 7° ECHELON, INDICE 1180

| | | | |
|---|---|---|---|
| GOMA (Grégoire) | | 11 mai | 1989 |
| MAMOUNA (Lambert) | | 28 février | 1989 |

AU 8° ECHELON, INDICE 1280

| | | | |
|---|---|---|---|
| LOUFIEFIE (Patrice) | | 9 avril | 1989 |
| NGOUDIABANTOU née NGANGA | | 19 janvier | 1989 |

AU 9° ECHELON, INDICE 1360

| | | | |
|---|---|---|---|
| DOUKA ONDENDY née OTSOUE | | 24 mars | 1989 |
| KEMBY née BILAFOU (Charlotte) | | 12 février | 1989 |
| LOUSSALOUSSOUX (Charlotte) | | 28 janvier | 1989 |

AU 10° ECHELON, INDICE 1460

| | | | |
|---|---|---|---|
| LOEMBA PANGOUD née BALOU (Julienne) | | 2 avril | 1989 |
| TSIBA MIERE (Richard) | | 22 avril | 1989 |

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cette promotion ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

---

- PAR ARRETE N° 1572 du 28 juin 1990 sont promus à trois ans aux échelons ci-après au titre de l'année 1988, les Assistants Sanitaires des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des services sociaux (Santé Publique) dont les noms suivent ACC = NEANT:

AU 2° ECHELON, INDICE 780

| | | | |
|---|---|---|---|
| ANDZOULI (Albertine) | p-c du | 13 août | 1989 |
| ANTOUREL (Come Clément) | | 9 octobre | 1989 |
| DIAHOULA - SATOUNKAZI (Faustin) | | 22 octobre | 1989 |
| EMAMOU (Robert) | | 6 février | 1989 |
| IBARA (Jean Serge) | | 26 janvier | 1989 |
| LOUTAYA (Jacqueline) | | 4 décembre | 1989 |
| MOUANDA (Pierre) | | 2 janvier | 1989 |
| MOUKOURI née MOUKOURI NGOLI (Marie) | | 23 janvier | 1989 |
| VINDOU (Victorine) | | 4 février | 1989 |

AU 3° ECHELON, INDICE 860

| | | |
|---|---|---|
| FILANKEMBO (Roger) | 5 avril | 1989 |
| KIYINDOU (François) | 9 avril | 1989 |

AU 4° ECHELON, INDICE 940

| | | |
|---|---|---|
| FOUNDOU (David) | 1 septembre | 1989 |
| KOUENDOLO (Bernard) | 10 septembre | 1989 |
| MALOUONA (Pierrette) | 27 mai | 1989 |
| MASSEINGO (Lydie Béatrice) | 28 novembre | 1989 |

AU 5° ECHELON, INDICE 1020

| | | |
|---|---|---|
| KIBO (Jean Jacques) | 12 avril | 1989 |
| MOUKOLO (Dominique) | 1 octobre | 1989 |
| MOUMBOKO (Daniel) | 22 octobre | 1989 |

AU 6° ECHELON, INDICE 1090

KALLA-LAMBI née BIDZIMOU (Bernadette) 13 décembre 1989

AU 9° ECHELON, INDICE 1360

ZOBA (Dominique) 24 avril 1989

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cette promotion ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

---

- PAR ARRETE N° 1587 du 28 juin 1990 les agents contractuels dont les noms et prénoms suivent, qui remplissent la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, sont avancés aux échelons supérieurs de leur catégorie conformément au tableau ci-après :

| ANCIENNE SITUATION | NOUVELLE SITUATION |
|---|---|
| **TSIMOU (Edmorine Blandine)** | |
| Engagée en qualité de Secrétaire d'Administration contractuelle de 1° échelon, catégorie D, échelle 9, indice 430 depuis le 3 mars 1986 en service à Brazzaville. | Avancée au 2° échelon, indice 460 pour compter du 3 juillet 1988. |
| **MIENABANTOU (Bertille)** | |
| Engagée en qualité de Commis contractuel de 1° échelon, catégorie F, échelle 14 indice 210 depuis le 3 mars 1986, en service à Brazzaville. | Avancée au 2° échelon, indice 220 pour compter du 3 juillet 1988. |

ONGOUA OKO (Vincent)

Engagé en qualité de Secrétaire d'Administration contractuel de 1° échelon, catégorie D, échelle 9, depuis le 3 mars 1986 en service à Brazzaville.

Avancé au 2° échelon, indice 460 pour compter du 3 juillet 1988.

KIBA (Bernard)

Engagé en qualité de Commis principal, contractuel de 1° échelon, catégorie E échelle 12, indice 300 depuis le 18 mars 1986, en service à Brazzaville.

Avancé au 2° échelon, indice 320 pour compter du 18 juillet 1988

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

---

- PAR ARRETE N° 1593 du 28 juin 1990 Mme KISSI-KISSA née IVANOVA (Svetlana Guennadievna), Docteur en Médecine contractuel de 4è échelon de la catégorie A, échelle 3, indice 1110 depuis le 22 avril 1986, en service au Centre d'Hygiène et d'Assainissement de Pointe-Noire, qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, est avancée au 5è échelon de sa catégorie, indice 1240 pour compter du 22 août 1988.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

---

- PAR ARRETE N° 1594 du 28 juin 1990 Mr BATCHI (Antonin Etienne), Secrétaire Principal d'Administration contractuel de 5è échelon, catégorie C, échelle 8, indice 760 depuis le 11 novembre 1986, en service à la Direction Générale du Budget, qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, est avancé au 6è échelon de sa catégorie, indice 820 pour compter du 11 mars 1989.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

---

- PAR ARRETE N° 1595 du 28 juin 1990 Mr FALCO (Vincent), Ingénieur des Travaux Publics contractuel de 6è échelon, catégorie B, échelle 5, indice 1090 depuis le 1er mai 1984, en service à l'Inspection Générale d'Etat à Brazzaville, qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, est avancé successivement aux échelons supérieurs de sa catégorie comme suit :

- au 7è échelon, indice 1180 pour compter du 1er septembre 1986 ;
- au 8è échelon, indice 1280 pour compter du 1er janvier 1989.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

- PAR ARRETE N° 1597 du 28 juin 1990 les agents contractuels dont les noms suivent, qui remplissent la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, sont avancés successivement aux échelons supérieurs de leur catégorie conformément au tableau ci-après :

| ANCIENNE SITUATION | NOUVELLE SITUATION |
|---|---|
| **DZANGUE (Mathias)** | |
| Chauffeur Mécanicien contractuel de 6è échelon, catégorie G, échelle 16 indice 320 depuis le 1 septembre 1981 en service au Kouilou. | - au 7è échelon, indice 336 pour compter du 1 janvier 1984 ;<br>- au 8è échelon, indice 350 pour compter du 1 mai 1986 ;<br>- au 9è échelon, indice 366 pour compter du 1 septembre 1988. |
| **POUKI (Albert)** | |
| Chauffeur Mécanicien contractuel de 6è échelon, catégorie G, échelle 16 indice 320 depuis le 1 septembre 1981 en service à la Radio Rurale à Brazzaville. | - au 7è échelon, indice 336 pour compter du 1 janvier 1984 ;<br>- au 8è échelon, indice 350 pour compter du 1 mai 1986 ;<br>- au 9è échelon, indice 366 pour compter du 1 septembre 1988. |

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 modifié par le rectificatif n° 87-420 du 14 août 1987, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté, pour compter des dates ci-dessus indiquées.

---

- PAR ARRETE N° 1598 du 28 juin 1990 Mme BOUNDA née N'DZOHO MOUKOUYI (Albertine), Secrétaire Comptable contractuel de 1° échelon de la catégorie D, échelle 11, indice 440 depuis le 4 décembre 1985, en service à l'Hôpital A. SICE de Pointe-Noire (Région du Kouilou), qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, est avancée au 2è échelon de sa catégorie, indice 470 pour compter du 4 avril 1988.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

- PAR ARRETE N° 1602 du 28 juin 1990 sont promus aux échelons ci-après au titre de l'année 1989, les Secrétaires de l'Education Nationale des Cadres de la catégorie B, hiérarchie II des Services Sociaux (Enseignement) dont les noms suivent ACC = NEANT :

AU 3° ECHELON, INDICE 640

MBEDI (Ange Bernadette) p-c du 16 septembre 1989

AU 4° ECHELON, INDICE 700

DOUMINGUINDZA (Alphonse) 11 octobre 1989

AU 5° ECHELON, INDICE 760

TCHICAYA née TCHICAILLAT (Jeanne) 2 avril 1989

Conformément aux dispositions du décret

n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

---

- PAR ARRETE N° 1609 du 28 juin 1990
Mr OBO (Mathias), Instituteur contractuel de 1° échelon, catégorie C, échelle 8, indice 530 depuis le 15 septembre 1986, en service au CEGP de la Liberté à Brazzaville, qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, est avancé au 2è échelon de sa catégorie, indice 590 pour compter du 15 janvier 1989.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

---

- PAR ARRETE N° 1610 du 28 juin 1990
Mr BIKELAY KABIKISSA (Joachim), Officie d'Administration des Affaires Maritimes contractuel de 6è échelon, catégorie B, échelle 4, indice 940 depuis le 1er jui 1983, en service à la Direction Régiona des Douanes et Droits Indirects à Poin Noire, qui remplit la condition d'ancie neté exigée par l'article 9 de la Conver tion Collective du 1er septembre 1960, est avancé successivement aux échelons supérieurs de sa catégorie comme suit :

- au 7è échelon, indice 1010 pour compter du 1 octobre 1985 ;
- au 8è échelon, indice 1080 pour compter du 1 février 1988.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 modifié par le rectificatif n° 87-420 du 14 août 1987 cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet, du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

---

- PAR ARRETE N° 1611 du 28 juin 1990
Mr CORAILLE-POATY-MBONGO (Raymond), ecrétaire Principal d'Administration ontractuel de 2è échelon, catégorie C, échelle 8, indice 590 depuis le 3 août 1984, en service au Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération à Brazzaville, qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, st avancé successivement aux échelons upérieurs de sa catégorie comme suit :

- au 3è échelon, indice 640 pour compter du 3 décembre 1986 ;
- au 4è échelon, indice 700 pour compter du 3 avril 1989.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

---

PAR ARRETE N° 1612 du 28 juin 1990
Mr EKOUTOUBABOMELA, Comptable Principal contractuel de 4è échelon, catégorie C, échelle 8, indice 700 depuis le 1 janvier 1988, en service à la Perception Recette Municipale de Brazzaville, qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, est avancé au 8è échelon de sa catégorie, indice 760 pour compter du 1er mai 1989.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

---

- PAR ARRETE N° 1613 du 28 juin 1990
et en application des dispositions du décret n° 82-256 du 24 mars 1982 notamment en son article 5, point n° 1, un échelon est accordé à Mr OUALEMBO MOUNTOU (Joachim), Instituteur Principal de 8è échelon des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des services sociaux (Enseignement) en service à Brazzaville.

L'intéressé est promu au 9è échelon de son grade, indice 1360 pour compter du 22 novembre 1984 ACC = NEANT.

Conformément aux dispositions du décret

n° 86-877 du 18 juillet 1986 modifié par le rectificatif n° 87-420 du 14 août 1987, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

---

- PAR ARRETE N° 1617 du 29 juin 1990
Mr HOUNKPODOTE (Marius Albert), Professeur de CEG contractuel de 3è échelon, catégorie B, échelle 6, indice 860 depui le 4 septembre 1985 en service au CEGP Angola Libre à Brazzaville, qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, est avancé au 4è échelon de sa catégorie, indice 940 pour compter du 4 janvier 1988.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financie jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

---

- PAR ARRETE N° 1618 du 29 juin 1990
Mr NGOLO (Marcelin), Professeur de Lycée contractuel de 1er échelon de la catégorie A, échelle 3, indice 830 depuis le 1 octobre 1984, en service au Lycée Emery Patrice LUMUMBA à Brazzaville, qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, est avancé successivement aux échelons supérieurs de sa catégorie comme suit :

- au 2è échelon, indice 920 pour compter du 1 février 1987 ;
- au 3è échelon, indice 1010 pour compter du 11 juin 1989.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

---

- PAR ARRETE N° 1619 du 29 juin 1990
Mr MOANDA-MABIKA (Mathieu), Instituteur contractuel de 5è échelon, catégorie C, échelle 8, indice 760 depuis le 28 janvier 1985, en service à 3 Martyrs B (Loubomo), qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, est avancé au 6è échelon de sa catégorie, indice 820 pour compter du 28 mai 1987.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

---

- PAR ARRETE N° 1620 du 29 juin 1990
Mr OPANGA (Jean Jacques), Secrétaire Principal d'Administration contractuel de 1er échelon, catégorie C, échelle 8, indice 530 depuis le 25 juin 1984, en service au Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale à Brazzaville, qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, est avancé successivement aux échelons supérieurs de sa catégorie comme suit :

- au 2è échelon, indice 590 pour compter du 25 octobre 1986 ;
- au 3è échelon, indice 640 pour compter du 25 février 1989.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

---

- PAR ARRETE N° 1621 du 29 juin 1990
Mr OLINGOUD (Paulin), Comptable Principal contractuel de 4è échelon, catégorie C, échelle 8, indice 700 depuis le 22 novembre 1986, en service à la Perception à Brazzaville, qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, est avancé au 5è échelon de sa catégorie, indice 760 pour compter du 22 mars 1989.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avance-

ment ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

PAR ARRETE N° 1622 du 29 juin 1990
ir OBILINGA (Nabor), Ingénieur des Travaux Contractuel de 3è échelon, catégorie B, échelle 5, indice 860 depuis le 12 décembre 1986, en service au Secrétariat Général à l'Industrie à Brazzaville, qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective eu 1er septembre 1960, est avancé au 4è échelon de sa catégorie, indice 950 pour compter du 12 avril 1989.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

- PAR ARRETE N° 1633 du 30 juin 1990 sont promus aux échelons ci-après au titre de l'année 1988, les Vérificateurs des cadres de la catégorie B, hiérarchie II des Douanes dont les noms suivent ; ACC = NEANT :

AU 3° ECHELON, INDICE 640

| | | |
|---|---|---|
| MASSAMBA née BIBOUSSI (Adèle) p-c du | 1 janvier | 1988 |

AU 4° ECHELON, INDICE 700

| | | |
|---|---|---|
| BANKOUSSOU (Marcel) | 15 janvier | 1988 |
| LOUBACKY (Joseph) | 23 septembre | 1988 |
| MABOUNDA (Aimé Claude) | 29 juin | 1988 |
| NIMBANI (Jean de Dieu) | 1 août | 1988 |
| BOUSSIENGUY (Prosper Armand) | 1 octobre | 1988 |
| LEBO-DOUNIAMA | 29 juin | 1988 |
| MAKELA (Marcel) | 20 décembre | 1988 |
| MFOUTOU-BOUKOULOU (Maurice) | 20 juin | 1988 |
| MALHOULA née TCHILOUMBOU (Clarisse) | 22 septembre | 1988 |
| MAYINGUILA (Grégoire) | 20 juin | 1988 |
| NDOURI (Robert) | 13 janvier | 1988 |

AU 5° ECHELON, INDICE 760

| | | |
|---|---|---|
| BABOUANGA (Honoré) | 20 juin | 1988 |
| BANZOULOU (Raphaël) | 20 décembre | 1988 |

AU 7° ECHELON, INDICE 860

| | | |
|---|---|---|
| EBATTA-KABA (Charles) | 15 mai | 1988 |
| SAMBA (Jean Pierre) | 15 novembre | 1988 |

AU 8° ECHELON. INDICE 920

| | | |
|---|---|---|
| MOUNGUENGUI (Raymond) | 4 avril | 1988 |
| AUCANAT (Stanislas) | 4 avril | 1988 |
| MOUKOUMA (André) | 4 avril | 1988 |

AU 9° ECHELON. INDICE 970

| | | |
|---|---|---|
| MOUYOYI (Jean Claude) | 1 janvier | 1988 |
| KOYI-CONGO (Célestin) | 1 janvier | 1988 |

Conformément aux dispositons du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

---

- PAR ARRETE N° 1639 du 30 juin 1990 sont promus aux échelons ci-après au titre de l'année 1985, les fonctionnaires des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des Services Administratifs et Financiers (Administration Générale) dont les noms suivent : ACC = NEANT.

AU 2° ECHELON. INDICE 680

BIKINDOU (André Louis Gaëtan)
p-c du 2 octobre 1985

AU 4° ECHELON, INDICE 810

LELO (Marie Laure) 11 octobre 1985
MENGA (Michel) 2 novembre 1985

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 modifié par le rectificatif n° 87-420 du 14 août 1987, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

---

- PAR ARRETE N° 1641 du 30 juin 1990 Mr MOUNGUENGUI (Raymond), Vérificateur de 7è échelon des cadres de la catégorie B, hiérarchie II des Douanes, en service à la Direction Régionale des Douanes à Pointe-Noire, est inscrit sur liste d'aptitude au titre de l'année 1989, et promu au grade d'Attaché de 5è échelon des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des Douanes indice 880 pour compter du 1 janvier 1989 ACC = NEANT.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

**TITULARISATION**

- PAR ARRETE N° 1281 du 1er juin 1990 Mr MABIALA (Maurice), Agent Technique de Laboratoire stagiaire des cadres de la catégorie C, hiérarchie I des services sociaux (Santé Publique) de la République Populaire du Congo, en service à l'Ecole Nationale Para-Médicale et Médico-Sociale Jean Joseph LOUKABOU, est titularisé au titre de l'année 1983 et nommé au 1er échelon de son grade, indice 440 pour compter du 3 mars 1983 ACC = NEANT.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, modifié par le rectificatif n° 87-420 du 14 août 1987, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

---

- PAR ARRETE N° 1297 du 1er juin 1990 Melle BENAZO (Antoinette), Monitrice Sociale (option : Puéricultrice) stagiaire des cadres de la catégorie C, hiérarchie I des services sociaux (Santé Publique) de la République Populaire du Congo, en service au Centre Médical de M'FOUATI (Région de la Bouenza), est titularisée au titre de l'année 1983 et nommée au 1er échelon de son grade, indice 440 pour compter du 22 janvier 1983 ACC = NEANT.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 modifié par le rectificatif n° 87-420 du 14 août 1987, cet avancement ne produira aucun effet jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

---

- PAR ARRETE N° 1541 du 22 juin 1990 les Instituteurs stagiaires des cadres de la catégorie B, hiérarchie I des Services Sociaux (Enseignement) dont les noms suivent, sont titularisés au titre de l'année 1986 et nommés au 1er échelon de leur grade, indice 590 ACC = 2 ans.

LENDOYE (Ruben Marie) p-c du 1 octobre 1986
MOUROBO (Jacques) 1 octobre 1986

Conformément aux dispositions du décret

n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

---

- PAR ARRETE N° 1591 du 28 juin 1990 les fonctionnaires stagiaires des cadres de la catégorie B des Services Administratifs et Financiers (Travail et Administration Générale) dont les noms suivent sont titularisés et nommés dans leur grade comme suit :

HIERARCHIE I

TRAVAIL

CONTROLEURS PRINCIPAUX

AU 1° ECHELON. INDICE 590 ACC = NEANT

MASSAMBA née MPOLO-SINDA (Emilienne) p-c du 1 février 1979
OKO (André) 3 novembre 1984

ADMINISTRATION GENERALE

SECRETAIRES PRINCIPAUX D'ADMINISTRATION

AU 1° ECHELON, INDICE 590 ACC = NEANT

| | | |
|---|---|---|
| EBORO (Marie Noëlle) | 26 octobre | 1983 |
| TCHIBINDA (Agnès Ambroisine) | 2 novembre | 1984 |
| GUIE (Pierre) | 1 juillet | 1985 |
| HOUADIHOU (Jacob) | 18 août | 1985 |
| NGOUELONDELE (Hugues) | 1 octobre | 1986 |
| KIAKELO (Mélanie Anne) | 31 janvier | 1987 |
| IBOMBA (Hervé Jean Patrice) | 30 mars | 1988 |
| MBANZOULOU-MAHOUKOU (Bernadette) | 19 août | 1988 |
| ONLILA (Alexandre) | 20 août | 1988 |
| KIHOULOU née MOUYAMBA (Alice Renée Yvette) | 1 décembre | 1988 |
| IKILI (Brigitte) | 18 mars | 1988 |
| MOIGNI (Didier Joseph) | 18 août | 1988 |
| NZOBADILA (Radegonde) | 31 août | 1988 |
| ITOUA (Albert) | 1 octobre | 1988 |
| YOCA | 1 août | 1989 |

AGENTS SPECIAUX PRINCIPAUX

AU 1° ECHELON. INDICE 590 ACC = NEANT

| | | |
|---|---|---|
| SENDZELI (Agnès) | 19 avril | 1983 |
| NKOUAYA (Frédéric) | 27 avril | 1984 |
| MBOU (Joseph) | 26 février | 1984 |
| TCHINDILA (Victorine) | 7 septembre | 1984 |
| MISSIE (Laurent) | 11 avril | 1984 |
| ELENGA (Bernard) | 27 avril | 1984 |
| DABIRA née BOCOUALA MONZEKE (Marie Christine) | 26 août | 1985 |
| KWETUPA MOKOUNDJI | 16 janvier | 1985 |

| | | |
|---|---|---|
| ONGOLA (Jeannette) | 9 mars | 1986 |
| SOSSO née MAHOUKOU MASSINSA (Laurentine) | 12 avril | 1986 |
| NDZEMBA (Maximen Arsène) | 15 mars | 1986 |
| NSOUEKELA (Désiré Christophe Dieudonné) | 22 mai | 1987 |
| LOBOMA (Léon) | 9 juin | 1987 |
| DENOCORD-GNANGOU (Delesthert) | 14 mai | 1987 |
| BOUMPEDILA (Etienne) | 3 mai | 1987 |
| MADIKA (Mathilde) | 15 septembre | 1987 |
| MABANZA BATADISSA (Lydie Ursule) | 10 octobre | 1988 |

HIERARCHIE II

ADMINISTRATION GENERALE

SECRETAIRES PRINCIPAUX D'ADMINISTRATION

AU 1° ECHELON, INDICE 530 ACC = NEANT

| | | |
|---|---|---|
| MIAKAYIZILA (Albert) | p-c du 29 mars | 1983 |
| KENZO BANZOUZI (Constant Samuel) | 19 décembre | 1984 |
| HERIKENDE (Calixte) | 11 janvier | 1985 |
| OKADINA-MOULABOU (Etienne) | 11 janvier | 1985 |
| MAVOUNGOU (Gérald Aymard) | 11 janvier | 1985 |
| LAVADOR (Joachim Antoine) | 11 janvier | 1985 |
| OMOUAYA (Marcel Wilfrid) | 6 mai | 1987 |
| OLINGOU (Célestin) | 31 mai | 1987 |
| DOBO NKOUAKOUA (Jeannette) | 9 mai | 1989 |
| NGASSAKI (Annick Nelly) | 29 février | 1989 |

AGENT SPECIAL PRINCIPAL

AU 1° ECHELON, INDICE 530 ACC = NEANT

| | | |
|---|---|---|
| ANGUINGA | 30 juillet | 1989 |

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 modifié par le rectificatif n° 87-420 du 14 août 1987, cette titularisation ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

---

**- PAR ARRETE N° 1631 du 29 juin 1990**
les agents techniques principaux stagiaires des cadres de la catégorie B, hiérarchie II des services sociaux (Santé Publique) dont les noms suivent, sont titularisés au titre de l'année 1987 et nommés au 1er échelon de leur grade, indice 530, comme suit :

| | | |
|---|---|---|
| MINGOULABE (Albertine Espérance) | p-c du 10 février | 1987 |
| OLLANA (Paul) | 9 juin | 1987 |

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

## STAGE

- PAR ARRETE N° 1313 du 4 juin 1990

Mr NGOUELONDELE (Hugues), Secrétaire Principal d'Administration de 2è échelon des cadres de la catégorie B, hiérarchie I des Services Administratifs et Financiers en service à la Direction Générale des Douanes à Brazzaville, est autorisé à suivre un stage de formation dans le domaine des Douanes en Algérie pour une durée de deux ans pour compter de l'année scolaire 1986-1987 (Régularisation).

L'intéressé doit subir avant son départ les visites médicales et les vaccinations règlementaires.

Les frais de transport et de séjour sont à la charge du Gouvernement Algérien qui est chargé de la mise en route de l'intéressé pour ce pays par voie aérienne.

Ces dépenses sont imputables au budget du Gouvernement Algérien.

---

- PAR ARRETE N° 1357 du 7 juin 1990

Mr MBOU-GOUBILI (Gaston), Infirmier Diplômé d'Etat de 3è échelon des cadres de la catégorie B, hiérarchie I des services sociaux (Santé Publique) en service au Centre Hospitalier Universitaire de Brazzaville, est autorisé à suivre un stage de formation en NEPHROLOGIE et HEMODIALYSE en France pour une durée de neuf mois au titre de l'année scolaire 1988-1989 (Régularisation).

L'intéressé doit subir avant son départ les visites médicales et les vaccinations règlementaires.

Les frais de transport sont à la charge du Centre Hospitalier Universitaire de Brazzaville qui est chargé de la mise en route de l'intéressé pour la France par voie aérienne.

Ces dépenses sont imputables au budget du Centre Hospitalier Universitaire.

---

RECTIFICATIF N° 1316 du 4 juin 1990 à l'arrêté n° 1295 du 30 avril 1987 autorisant certains fonctionnaires des services sociaux (Enseignement) déclarés définitivement admis au concours professionnel à suivre un stage de formation à l'Institut de Développement Rural en tête SANDZA (Bernard).

AU LIEU DE :

Article 1er : Les fonctionnaires des cadres de la catégorie C, hiérarchie I des services sociaux (Enseignement) en service à Brazzaville dont les noms suivent, déclarés définitivement admis au concours professionnel, sont autorisés à suivre un stage de formation à l'Institut de Développement Rrural pour une durée de deux ans pour compter de l'année scolaire 1984-1985.

OPTION : PRODUCTION VEGETALE

SANDZA (Bernard), Instituteur Adjoint de 1er échelon.

OPTION : GESTION DES ENTREPRISES

MALONGA (René), Instituteur Adjoint stagiaire.

LIRE

Article 1er : Les fonctionnaires des cadres de la catégorie B, hiérarchie I des services techniques (Génie Rural) en service à Brazzaville dont les noms suivent, déclarés définitivement admis au concours professionnel, sont autorisés à suivre un stage de formation à l'Institut de Développement Rural pour une durée de deux ans pour compter de l'année scolaire 1984-1985 (Régularisation).

OPTION : PRODUCTION VEGETALE

SANDZA (Bernard), Adjoint Technique de 2è échelon.

OPTION : GESTION DES ENTREPRISES

MALONGA (René), Adjoint Technique de 2è échelon.

Le reste sans changement.

---

- PAR ARRETE N° 1386 du 8 juin 1990

les fonctionnaires des cadres de la catégorie B, hiérarchie I des services sociaux (Jeunesse et Sports) en service à Brazzaville, déclarés admis au concours

professionnel, sont autorisés à suivre un stage de formation à l'Institut National des Sports de Brazzaville (filière Conseiller Sportif) pour une durée de deux ans pour compter de l'année 1987-1988 (Régularisation).

FOOT-BALL

NDOUNGA (Sébastien)
KOUD (Jean Richepin)
KOMBYLA (Symphorien)
MAMPASSI (Daniel)
KOUNZILA (Jean Baptiste)
MPARI (Pascal)

ATHLETISME

MOUTALENO (Marie)

HAND-BALL

DIAYENAMESSO (Charles),
GOUALA (Maurice Boniface)

BASKET-BALL

MIZERE -MOUNGONDO (Martin)
NSAHM (René)

VOLLEY-BALL

MOUANGA (Stanislas Abel)
MPOSSI (Benoît),
NGUELOLO (François),
SINGHA (Paul Richard),
MOUMBEBA (Albert),
MALENGUE (Paulin Rufin),

NATATION

EBIALA-MOSSALA (Abraham)

Les services du Ministère du Plan et des Finances (Direction Générale du Budget) sont chargés du mandatement à leur profit de l'intégralité de leur solde.

Ces dépenses sont imputables au Budget de l'Etat.

---

- PAR ARRETE N° 1469 du 18 juin 1990
Mr ENTIETIELE, Brigadier Chef de 1er échelon des cadres de la catégorie C, hiérarchie II des Services Administratifs et Financiers (Douanes), en service à Pointe-Noire, est autorisé à suivre un stage de formation au Centre de Formation et de Perfectionnement Administratif de Brazzaville pour une durée de neuf mois au titre de l'année scolaire 1985-1986 (Régularisation).

Les services du Ministère des Finances et du Budget (Direction Générale du Budget) sont chargés du mandatement à son profit de l'intégralité de sa solde.

Ces dépenses sont imputables au budget de l'Etat.

---

- RECTIFICATIF N° 1517 du 20 juin 1990 à l'arrêté n° 4919 autorisant certains fonctionnaires des services sociaux (Santé Publique) déclarés définitivement admis au concours d'entrée en 3è année de Médecine à suivre un stage de formation à l'Institut Supérieur des Sciences de la Santé de Brazzaville en tête NSOND (Philippe) en ce qui concerne MILONGO (Joseph).

Article 1er : Les fonctionnaires des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des services sociaux (Santé Publique) dont les noms suivent, en service à Brazzaville, déclarés définitivement admis au concours d'entrée en 3è année de Médecine, sont autorisés à suivre un stage de formation à l'Institut Supérieur des Sciences de la Santé pour une durée de trois ans pour compter de l'année 1981-1982.

AU LIEU DE :

MILONGO (Joseph), Assistant Social Principal de 4° échelon

LIRE

MILONGO (Joseph), Assistant Sanitaire de 4° échelon.

Le reste sans changement.

---

- PAR ARRETE N° 1518 du 20 juin 1990
Mr MBATI (Gilbert), Ingénieur des Travaux de 3è échelon des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des services techniques (Elevage), en service à Brazzaville, est autorisé à suivre un stage de formation en Agronomie en URSS pour une durée de cinq ans pour compter de l'année scolaire 1984-1985 (Régularisation).

L'intéressé doit subir avant son départ les visites médicales et les vaccinations règlementaires.

Les frais de transport et de séjour sont à la charge de l'Association Congolaise d'Amitié entre les Peuples qui est chargée de la mise en route de l'intéressé pour l'URSS par voie aérienne.

Ces dépenses sont imputables au budget de l'Association Congolaise d'Amitié entre les Peuples.

---

- PAR ARRETE N°• 1600 du 28 juin 1990 Melle NZILA (Alexandrine), Secrétaire Principale d'Administration de 3° échelon des cadres de la catégorie B, hiérarchie I des Services Administratifs et Financiers en service à Brazzaville, est autorisée à suivre un stage de formation d'Analyste Programmeur en France pour une durée de trois ans pour compter de l'année scolaire 1984-1985 (Régularisation).

Les frais de transport et de séjour sont à la charge de l'Etat.

Les services du Ministère des Finances et du Budget (Direction Générale du Budget) sont chargés de la mise en route de l'intéressée pour la France par voie aérienne, du mandatement à son profit de l'intégralité de sa solde, des indemnités de première mise d'équipement et de logement prévues par le décret n° 86-263 du 11 février 1986.

Ces dépenses sont imputables au budget de l'Etat Congolais.

---

- PAR ARRETE N° 1624 du 29 juin 1990 Mr HELAULT (Christian Narcisse), Vérificateur des Douanes de 1° échelon, des cadres de la catégorie B, hiérarchie II des Services Administratifs et Financiers (Douanes), en service à Brazzaville, est autorisé à suivre un stage de formation Administrative et Financière à l'Institut d'Etudes Administratives, Financières et Politiques de Nancy en France pour une durée de quatre ans pour compter de l'année scolaire 1981-1982 (Régularisation).

L'intéressé doit subir avant son départ les visites médicales et les vaccinations règlementaires.

Les frais de transport et de séjour sont à la charge de l'Etat.

Les services du Ministère des Finances et du Budget (Direction Générale du Budget) sont chargés de la mise en route de l'intéressé pour la France par voie aérienne du mandatement à son profit de l'intégralité de sa solde, des indemnités de première mise d'équipement et de logement prévues par le décret n° 86-263 du 11 février 1986.

Ces dépenses sont imputables au budget de l'Etat

---

- PAR ARRETE N° 1625 du 29 juin 1990 Mrs NDEKA-NDEKA (Norbert) et ODZOKI (Raphaël), Maîtres d'Education Physique et Sportive de 5è échelon des cadres de la catégorie B, hiérarchie I des services sociaux (Jeunesse et Sports) en service à Brazzaville, sont autorisés à suivre un stage de formation en Education Physique et Sportive en Tunisie pour une durée de quatre ans pour compter de l'année scolaire 1982-1983 (Régularisation).

Les frais de transport sont à la charge de l'Etat et ceux de séjour à la charge de la Tunisie.

Ces dépenses sont respectivement imputables aux budgets de l'Etat Congolais et de la Tunisie.

---

- PAR ARRETE N° 1626 du 29 juin 1990 Mr BITSINDOU (Alphonse), Conducteur Principal de 2è échelon des cadres de la catégorie B, hiérarchie II des services techniques (Agriculture), en service à Brazzaville, est autorisé à suivre un stage de formation dans le domaine de la Mécanisation Agricole en URSS pour une durée de cinq ans pour compter de l'année scolaire 1983-1984 (Régularisation).

L'intéressé doit subir avant son départ les visites médicales et les vaccinations règlementaires.

Les frais de transport et de séjour sont à la charge de l'URSS qui est chargée de la mise en route de l'intéressé pour ce pays par voie aérienne.

Ces dépenses sont imputables au budget de l'URSS.

---

- PAR ARRETE N° 1627 du 29 juin 1990 les fonctionnaires des cadres de la catégorie B, hiérarchie I des services techniques (Eaux et Forêts) dont les noms

suivent, en service à Brazzaville, sont autorisés à suivre un stage de formation en Gestion de la Faune au Cameroun pour une durée de vingt et un mois à compter de l'année scolaire 1989-1990.

- PONGUI (Gilbert)
- IKOLI (Florent)

Les intéressés devront subir avant leur départ les visites médicales et les vaccinations règlementaires.

Les frais de transport et de séjour sont à la charge de la République Fédérale d'Allemagne qui est chargée de la mise en route des intéressés pour le Cameroun par voie aérienne.

Ces dépenses sont imputables au budget de la République Fédérale d'Allemagne.

---

- PAR ARRETE N° 1628 du 29 juin 1990 Mr MAKOUANA (Eric), Adjoint Technique de 3è échelon des cadres de la catégorie B, hiérarchie I des services techniques (Travaux Publics) en service à Brazzaville, est autorisé à suivre un stage de formation dans le domaine des Ponts et Tunnels en URSS pour une durée de cinq ans pour compter de l'année scolaire 1982-1983 (Régularisation).

L'intéressé doit subir avant son départ les visites médicales et les vaccinations règlementaires.

Les frais de transport sont à la charge de l'Etat et ceux de séjour sont à la charge de l'URSS.

Les services du Ministère des Finances et du Budget (Direction Générale du Budget) sont chargés de la mise en route de l'intéressé pour l'URSS par voie aérienne.

Ces dépenses sont respectivement imputables aux budgets de l'URSS et de l'Etat Congolais

---

- PAR ARRETE N° 1640 du 30 juin 1990 les fonctionnaires des cadres de la catégorie B, hiérarchie I des services techniques (Agriculture, Elevage et Génie Rural) dont les noms suivent, en service à Brazzaville, déclarés définitivement admis au concours professionnel, sont autorisés à suivre un stage de formation à l'Institut de Développement Rural pour une durée de trois ans pour compter de l'année scolaire 1983-1984 (Régularisation).

ACCES EN CATEGORIE A2 OU B5

INGENIEURS DES TRAVAUX AGRICOLES

- MAKANGA (Lambert),
- NGANTSOUA (Emile)
- PASSI (Gilbert)
- MOUIDA (Jean)
- EZOUKI (Pierre)
- BOUKETE (Jean)
- MOCKELO (Victor)

INGENIEURS DES TRAVAUX D'ELEVAGE

- LOUVISSA (Pierre)
- MOUYAMA (Antoinette)
- LIAMBOU-FOUTI (Florent)
- MABEKE (Armand)

INGENIEURS DES TRAVAUX RURAUX - GENIE RURAL

- AKOUELE (Gaspard)
- SAMBA (Jacques)
- DJINDOUHA (Aristide)

Les services du Ministère du Plan et de l'Economie et des Finances (Direction Générale du Budget) sont chargés du mandatement à leur profit de l'intégralité de leur solde.

Ces dépenses sont imputables au budget de l'Etat.

## RECLASSEMENT

- RECTIFICATIF N° 1266 du 1er juin 1990 à l'arrêté n° 1448 du 11 mars 1983 portant reclassement et nomination de certains agents contractuels, en ce qui concerne Melle MFOUTOULOU (Angélique), Ouvrière Professionnelle.

AU LIEU DE :

Article 1er (ancien) : En application des dispositions combinées du décret n° 73-44 du 3 février 1973 et de la Convention Collective du 1er septembre 1960, les agents contractuels dont les noms suivent, titulaires du BEMG et ayant suivi un stage de recyclage de neuf mois à la Formation Continue, sont reclassés et nommés au 1er échelon de la catégorie D, échelle 9, indice 430 en qualité de Secrétaire d'Administration contractuel ACC = NEANT.

.....
.....
MFOUTOULOU (Angélique), Ouvrière Professionnelle de 6° échelon en service au Centre d'Education Préscolaire Camp Milice.

LIRE :

Article 1er (nouveau) : En application des dispositions de la Convention Collective du 1er septembre 1960 et du décret n° 73-44 du 3 février 1973, les agents contractuels dont les noms suivent, titulaires du BEMG et ayant suivi un stage de recyclage de neuf mois à la Direction de la Formation Permanente, sont reclassés et nommés ainsi qu'il suit

| ANCIENNE SITUATION | NOUVELLE SITUATION |
|---|---|
| MFOUTOULOU (Angélique) | |
| Ouvrière Professionnelle de 6° échelon, catégorie G, échelle 18, indice 190. | Monitrice Sociale (Jardinière d'enfants), de 1° échelon, catégorie D, échelle 11, indice 440. |

Le reste sans changement.

---

- PAR ARRETE N° 1267 du 1er juin 1990 et en application des dispositions de la Convention Collective du 1er septembre 1960, Mr NGONDJI (Jean Gilbert), Aide-Vétérinaire contractuel de 2° échelon de la catégorie E, échelle 12, indice 320 en service à la Direction Régionale du Développement Rural de la Cuvette, titulaire du Brevet d'Etudes Moyennes Techniques, Option Agricole, session de 1986, est versé, reclassé et nommé au 1er échelon de la catégorie D, échelle 9, indice 430 en qualité de Conducteur d'Agriculture contractuel ACC = NEANT.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, ce reclassement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 2 février 1987, date effective de reprise de service de l'intéressé à l'issue de son stage.

---

- PAR ARRETE N° 1269 du 1er juin 1990 et en application des dispositions de la Convention Collective du 1er septembre 1960, Mme MAMPOUYA née OSSONA (Marie), Commis Principal contractuel de 1° échelon de la catégorie E, échelle 12, indice 300 en service à la Direction Générale du Travail, titulaire du Brevet d'Etudes Moyennes Générales, session de 1987 et qui a suivi un stage de formation organisé par la Direction de la Formation Permanente à Brazzaville, est reclassée et nommée au 1er échelon de la catégorie D, échelle 9, indice 430 en qualité de Secrétaire d'Administration contractuelle ACC = NEANT.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, ce reclassement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 22 avril 1988, date effective de reprise de service de l'intéressée à l'issue de son stage.

---

PAR ARRETE N° 1276 du 1er juin 1990 et en application des dispositions combinées des décrets n° 82-892 du 1er octobre 1982 et 87-741 du 2 décembre 1987, les fonctionnaires des cadres de la catégorie D, hiérarchie I des services de l'Imprimerie Nationale, dont les noms suivent,

titulaires du diplôme de Typographe, délivré par l'Institut Professionnel d'Industrie et d'Artisanat "PANFILO CASTALAI" de Rome (Italie), sont reclassés à la catégorie C, hiérarchie I et nommés Maîtres Ouvriers de 1er échelon, indice 440, ACC = NEANT.

- MASSAMBA (David)

- MBOULEVALA (Michel)

- ELION (Albert)

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 modifié par le rectificatif n° 87-420 du 14 août 1987, ce reclassement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 29 août 1983, date effective de reprise de service des intéressés à l'issue de leur stage.

---

- PAR ARRETE N° 1282 du 1er juin 1990 et en application des dispositions combinées des décrets n° 62-426 du 29 décembre 1962, 73-143 du 24 avril 1973 et de la décision n° 207 du 26 décembre 1974, Mr NDZONDO (Claude), Conducteur Principal d'Agriculture de 2° échelon, indice 640 des cadres de la catégorie D, hiérarchie I des services techniques (Agriculture), en service au Ministère du Développement Rural à Brazzaville, titulaire du diplôme d'Organisateur Conseil en Economie des Entreprises et des Organisations Coopératives; Spécialité : Activités Coopératives, délivré par l'Ecole Supérieure d'Agronomie et de Techniques Coopératives de Sofia (Bulgarie), et qui a suivi un stage en Gestion Coopérative à l'Ecole Supérieure du Parti de Brazzaville, est versé dans les cadres des Services Administrattifs et Financiers (Administration Générale), reclassé à la catégorie A, hiérarchie II et nommé Attaché de 2° échelon, indice 680 ACC = NEANT.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, ce reclassement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 15 décembre 1986, date effective de reprise de service de l'intéressé à l'issue de son stage.

---

- PAR ARRETE N° 1337 du 6 juin 1990 et en application des dispositions du décret N° 67-272 du 2 septembre 1967 Mr BOUESSO (Antoine). Instituteur de 3° échelon, indice 700 des cadres de la Catégorie B, hiérarchie I des services sociaux (Enseignement), en service au CEG de KIMBA (Région du Pool), titulaire du Certificat d'Aptitude au Professorat dans les Collèges d'Enseignement Général Option : Anglais Français (1ère session 1987), délivré par l'Université Marien NGOUABI à Brazzaville, est reclassé à la catégorie A, hiérarchie II et nommé Professeur de CEG de 1er échelon, indice 710 ACC = 1 an, 7 jours.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, ce reclassement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 8 octobre 1987, date effective de reprise de service de l'intéressé à l'issue de son stage.

---

- PAR ARRETE N° 1338 du 6 juin 1990 et en application des dispositions combinées des décrets n° 73-143 du 24 avril 1973, 85-1068 du 10 septembre 1985 et de l'arrêté 2153 du 26 juin 1958, Mr BOUKA (Giscard Innocent), Brigadier Chef de 2° échelon, indice 460 des cadres de la catégorie C, hiérarchie II des Douanes en service à la Direction Régionale des Douanes à Pointe-Noire (Région du Kouilou), titulaire du diplôme du Baccalauréat, série G2, session de 1989 obtenu à Brazzaville, est versé dans les cadres des Services Administratifs et Financiers (Administration Générale), reclassé à la catégorie B, hiérarchie I et nommé Agent Spécial Principal de 1° échelon, indice 590 ACC = NEANT.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, ce reclassement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date de sa signature.

- PAR ARRETE N° 1372 du 8 juin 1990 et en application des dispositions de la Convention Collective du 1er septembre 1960, Melle SOUEKOLO (Madeleine), Ouvrière Professionnelle contractuelle de 6° échelon de la catégorie G, échelle 18, indice 190 en service à l'Atelier Prêt à Porter du Département de l'Economie et de la Planification de l'Union Révolutionnaire des Femmes du Congo qui a suivi un stage de formation organisé par la Direction de la Formation Permanente à Brazzaville, au titre de l'année scolaire 1987-1988, est reclassée et nommée au 1er échelon de la catégorie F, échelle 14, indice 210 en qualité d'Ouvrière (Couture) contractuelle ACC = NEANT.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, ce reclassement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 13 mars 1989, date effective de reprise de service de l'intéressée à l'issue de son stage.

---

- PAR ARRETE N° 1380 du 8 juin 1990 et en application des dispositions du décret N° 67-272 du 2 septembre 1967, les fonctionnaires des cadres de la catégorie B, hiérarchie I des services sociaux (Enseignement) dont les noms suivent, titulaires du Certificat d'Aptitude au Professorat dans les Collèges d'Enseignement Général Option : Français-Anglais et Sciences Naturelles (1ère session 1987) délivré par l'Université Marien NGOUABI à Brazzaville, sont reclassés à la catégorie A, hiérarchie II et nommés Professeur de CEG comme suit :

AU 1° ECHELON, INDICE 710 ACC=NEANT

BOUASSAPELE (Théophile).

AU 2° ECHELON, INDICE 780 ACC=NEANT

MABIALA-PAKA (Pierre Christian).

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, ce reclassement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates effectives de reprise de service des intéressés à l'issue de leur stage.

---

- PAR ARRETE N° 1385 du 8 juin 1990 et en application des dispositions de la Convention Collective du 1er septembre 1960, Mr ESSIE (Thomas), Instituteur Adjoint contractuel de 4° échelon, de la catégorie D, échelle 11, indice 520 en service à Brazzaville, titulaire du Certificat de fin d'Etudes des Ecoles Normales (session d'août 1987), est reclassé et nommé au 1er échelon de la catégorie C, échelle 8, indice 530 en qualité d'Instituteur contractuel. ACC = 2 ans

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, ce reclassement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 10 août 1987, date effective de reprise de service de l'intéressé à l'issue de son stage.

---

- PAR ARRETE N° 1393 du 11 juin 1990 et en application des dispositions de la Convention Collective du 1er septembre 1960, les agents contractuels de la Santé Publique dont les noms suivent, titulaires du Brevet d'Infirmier obtenu à l'Ecole Nationale de Formation Para-Médicale et Médico-Sociale Jean Joseph LOUKABOU (session de 1988), sont reclassés et nommés conformément au tableau ci-après :

| ANCIENNE SITUATION | NOUVELLE SITUATION |
|---|---|
| **MBASSI (Clémentine)** | |
| Aide-Soignante contractuelle de 5° échelon, catégorie F, échelle 15, indice 280. | Agent Technique de Santé contractuel de 1° échelon, catégorie D, échelle 11, indice 440. |
| **AMPOUE (Alphonsine)** | |
| Aide-Soignante contractuelle de 3° échelon, catégorie F, échelle 15, indice 240. | Agent Technique de Santé contractuel de 1° échelon, catégorie D, échelle 11, indice 440. |
| **OWELI (Pascal)** | |
| Aide-Soignante contractuelle de 3° échelon, catégorie F, échelle 15, indice 240. | Agent Technique de Santé contractuel de 1° échelon, catégorie D, échelle 11, indice 440. |
| **NGALOUO (Daniel)** | |
| Elève aide-soignant de 2° échelon, catégorie G, échelle 18, indice 150. | Agent Technique de Santé contractuel de 1° échelon, catégorie D, échelle 11, indice 440. |
| **NGAKOSSO (Marie Claire)** | |
| Aide-Soignante de 2° échelon, catégorie F, échelle 15, indice 230. | Agent Technique de Santé contractuel de 1° échelon, catégorie D, échelle 11, indice 440. |
| **MANDZONDZO née YABADA** | |
| Aide- Soignante de 5° échelon, catégorie F, échelle 15, indice 280. | Agent Technique de Santé contractuel de 1° échelon, catégorie D, échelle 11, indice 440 |
| **DOUCKAGA IGNOUMBA née NTOULA** | |
| Aide-soignante de 2° échelon, catégorie F, échelle 15, indice 230 | Agent Technique de Santé contractuel de 1° échelon, catégorie D, échelle 11, indice 440. |

Conformément aux dispositions du décret N° 86-877 du 18 juillet 1986, ce reclassement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates effectives de reprise de service des intéresses à l'issue de leur stage.

---

- PAR ARRETE N° 1424 du 11 juin 1990 et en application des dispositions du décret n° 64-165 du 22 mai 1964, Mr EMPEKEDOM (Emmanuel), Instituteur de 3° échelon, indice 700 des cadres de la catégorie B, hiérarchie I des services sociaux (Enseignement), en service à Souanké (Région de la Sangha), titulaire du diplôme de Conseiller Pédagogique Principal (1ère session 1984), délivré par l'Université Marien NGOUABI à Brazzaville, est reclassé à la catégorie A, hiérarchie II et nommé Instituteur Principal de 1° échelon, indice 710 ACC = 11 mois 24 jours.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 modifié par le rectificatif n° 87-420 du 14 août 1987, ce reclassement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 25 septembre 1984, date effective de reprise de service de l'intéressé à l'issue de son stage.

---

- PAR ARRETE N° 1425 du 11 juin 1990
Mr MASSOUMOU (Daniel), Instituteur de 4° échelon, indice 760 des cadres de la catégorie B, hiérarchie I des services sociaux (Enseignement), en service à Brazzaville, admis au test final du stage de promotion des Instituteurs, Promotion d'août 1988, est reclassé à la catégorie A, hiérarchie II et nommé Professeur de CEG de 2° échelon, indice 780 ACC = NEANT.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, ce reclassement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté à compter de la date de sa signature.

---

- PAR ARRETE N° 1426 du 11 juin 1990
Mr NSIETE (Firmin), Secrétaire d'Administration de 4° échelon, indice 520 des cadres de la catégorie C, hiérarchie II des Services Administratifs et Financiers (Administration Générale) en service à Brazzaville, titulaire du diplôme de l'Ecole Nationale Moyenne d'Administration Option : Administration Générale, obtenu à Brazzaville, est reclassé à la catégorie B, hiérarchie I et nommé Secrétaire Principal d'Administration de 1er échelon, indice 590 ACC = NEANT.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, ce reclassement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 6 octobre 1989, date effective de reprise de service de l'intéressé à l'issue de son stage.

---

- PAR ARRETE N° 1427 du 11 juin 1990
et en application des dispositions du décret n° 72-348 du 19 octobre 1972, Mr BONGOU PARI (Sébastien Marcel), Agent Technique de Santé de 5° échelon, indice 560 des cadres de la catégorie C, hiérarchie I des services sociaux (Santé Publique), en service à la Maternité Blanche GOMES de Brazzaville, titulaire du Diplôme d'Etat d'Infirmier (Option Généraliste), obtenu à l'Ecole Nationale de Formation Para-Médicale et Médico-Sociale Jean Joseph LOUKABOU (session de 1985), est reclassé à la catégorie B, hiérarchie I et nommé au grade d'Infirmier Diplômé d'Etat de 1er échelon, indice 590, ACC = NEANT.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 modifié par le rectificatif n° 87-420 du 14 août 1987, ce reclassement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 4 novembre 1985, date effective de reprise de service de l'intéressé à l'issue de son stage.

---

- PAR ARRETE N° 1428 du 11 juin 1990
et en application des dispositions combinées des décrets n° 63-342 du 22 octobre 1963 et 65-154 du 3 juin 1965, Mme MOUANDA née MONGO KANDA (Jeanne), Sage-Femme diplômée d'etat de 3° échelon, indice 700 des cadres de la catégorie B, hiérarchie I des services sociaux (Santé Publique), en service au Centre de Santé Intégré de Mikalou à Brazzaville, titulaire du diplôme d'Etat de Sage-Femme Principale obtenu à l'Ecole Nationale de Formation Para-Médicale et Médico-Sociale Jean Joseph LOUKABOU (session de 1988), est reclassée à la catégorie A, hiérarchie II et nommée au grade de Sage-Femme Principale de 1° échelon, indice 710, ACC = 2 ans.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, ce reclassement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 23 décembre 1988, date effective de reprise de service de l'intéressée à l'issue de son stage.

---

- PAR ARRETE N° 1449 du 14 juin 1990
et en application des dispositions combinées de la Convention Collective du 1er septembre 1960 et du décret n° 85-1068 du 10 septembre 1985, Mr KIMPOLO (Jacques),

Commis Contractuel de 3° échelon de la catégorie F, échelle 14, indice 230 en service au Cabinet du Ministre de l'Administration du Territoire et du Pouvoir Populaire, titulaire du Brevet d'Etudes Moyennes Techniques Option : Comptabilité Session de 1989, est reclassé et nommé au 1° échelon de la catégorie D, échelle 9 indice 430 en qualité d'Agent Spécial contractuel ACC = NEANT.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, ce reclassement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté à compter de la date de signature.

---

- PAR ARRETE N° 1450 du 14 juin 1990 et en application des dispositions de la Convention Collective du 1er septembre 1960, Mr MOUAGNA (Joseph), Moniteur d'Agriculture contractuel de 4° échelon de la catégorie F, échelle 14, indice 240 en service à la Direction Régionale du Développement Rural de la Commune de Brazzaville, admis au concours professionnel et qui a suivi un stage de formation organisé par la Direction de la Formation Permanente, Option : Agriculture, est reclassé et nommé au 1er échelon de la catégorie E, échelle 12, indice 300 en qualité d'Agent de Culture contractuel ACC = NEANT.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, ce reclassement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 25 mai 1988, date effective de reprise de service de l'intéressé à l'issue de son stage.

---

- PAR ARRETE N° 1550 du 23 juin 1990 et en application des dispositions combinées du décret n° 73-143 du 24 avril 1973 et de l'arrêté N° 2 153 du 26 juin 1958, Mr MAMPOUYA (Victor), Secrétaire d'Administration Principal de 3° échelon, indice 700 des cadres de la catégorie B, hiérarchie I des Services Administratifs et Financiers (Administration Générale), en service à la Direction Régionale du Travail et de la Fonction Publique du Pool (KINKALA), qui a suivi une formation des Contrôleurs du Travail au Centre Régional Africain d'Administration du Travail à Yaoundé (Cameroun), est versé à concordance d'indice et de catégorie dans les cadres de la catégorie B, hiérarchie I (Travail) et nommé Contrôleur Principal du Travail de 3° échelon, indice 700 ACC = 8 mois, 18 jours.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 29 juin 1987, date effective de reprise de service de l'intéressé à l'issue de son stage.

---

- PAR ARRETE N° 1551 du 23 juin 1990 et en application des dispositions de la Convention Collective du 1er septembre 1960, Mr RUSAGARA (Paul), Professeur de CEG contractuel de 6° échelon, de la catégorie B, échelle 6, indice 1090, en service au CEGP NGANGA Edouard à Brazzaville, titulaire de la Licence ès-Sciences, section Sciences Naturelles, Option : Enseignement, obtenue à l'Université Marien NGOUABI, est reclassé à la catégorie A, échelle 3, et nommé en qualité de Professeur de Lycée contractuel de 4° échelon, indice 1110. ACC = NEANT.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, ce reclassement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté à compter de la date de sa signature.

---

- PAR ARRETE N° 1552 du 23 juin 1990 et en application des dispositions du décret n° 71-247 du 26 juillet 1971, Melle MANKELE (Justine), Contrôleur Principal des Impôts de 3° échelon, indice 700 des cadres de la catégorie B, hiérarchie I des Services Administratifs et Financiers (Impôts), en service à la Direction Générale des Impôts à Brazzaville, titulaire du Brevet de l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature, filière : Impôts, délivré par l'Université Marien NGOUABI à Brazzaville, est reclassée à la catégorie A, hiérarchie II et nommée Attaché des Services Fiscaux de 3° échelon, indice 750 : ACC = NEANT.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, ce reclassement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 6 mars 1989, date effective de reprise de service de l'intéressée à l'issue de son stage.

---

- PAR ARRETE N° 1554 du 23 juin 1990 et en application des dispositions combinées des décrets n° 63-343 du 22 oct 1963, 65-154 du 3 juin 1965 et 73-143 du 24 avril 1973, Mr BOUAKA (Gilbert Stani), Infirmier Diplômé d'Etat de 3° échelon, indice 700 des cadres de la catégorie B, hiérarchie I des services sociaux (Santé Publique) en service à Brazzaville, titulaire du Brevet de l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature, filière : Agent du Développement Social, délivré par l'Université Marien NGOUABI à Brazzaville, est versé dans les cadres du Service Social, reclassé à la catégorie A, hiérarchie II et nommé Assistant Social Principal de 1° échelon, indice 710 ACC = 2 ans.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, ce reclassement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 11 juillet 1988, date effective de reprise de service de l'intéressé à l'issue de son stage.

---

- PAR ARRETE N° 1556 du 23 juin 1990 et en application des dispositions du décret n° 64-165 du 22 mai 1964, les fonctionnaires des cadres de la catégorie B, hiérarchie I des services sociaux (Enseignement) dont les noms suivent, titulaires du diplôme de Conseiller Pédagogique Principal, 1ère session de 1987, délivré par l'Université Marien NGOUABI à Brazzaville, sont reclassés à la catégorie A, hiérarchie II et nommés Instituteurs Principaux comme suit :

AU 2° ECHELON, INDICE 780 ACC = NEANT

IBATA (Casimir).

AU 3° ECHELON, INDICE 860 ACC = NEANT

OLINGOU (Jérôme)

Conformement aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, ce reclassement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet, du point de vue de l'ancienneté, pour compter des dates effectives de reprise de service des intéressés à l'issue de leur stage.

---

- PAR ARRETE N° 1557 du 23 juin 1990 et en application des dispositions combinées des décrets n° 71-247 du 26 juillet 1971 et 73-143 du 24 avril 1973, Mr BOUAYI (Aimé Claude), Agent Spécial Principal de 3° échelon, indice 700 des cadres de la catégorie B, hiérarchie I des Services Administratifs et Financiers (Administration Générale) en service à la Trésorerie Paierie Générale à Brazzaville, titulaire du Brevet de l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature, Filière : Trésor, délivré par l'Université Marien NGOUABI à Brazzaville, est versé dans les cadres du Trésor, reclassé à la catégorie A, hiérarchie II et nommé Attaché des services du Trésor de 3° échelon, indice 750 ACC = NEANT.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, ce reclassement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 20 février 1989, date effective de reprise de service de l'intéressé à l'issue de son stage.

---

- PAR ARRETE N° 1566 du 25 juin 1990 Mr NZALA (Emile Dieudonné), Instituteur contractuel de 5° échelon de la catégorie C, échelle 8, indice 760 en service au Collège d'Enseignement Technique du 1er mai de Brazzaville, admis au test final du stage de promotion des Instituteurs, session du 22 juillet 1985, est reclassé et nommé au 2° échelon de la catégorie B, échelle 6, indice 780 en qualité de Professeur Technique Adjoint des Lycées contractuel ACC = NEANT.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, ce reclassement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté à compter de la date de sa signature.

- PAR ARRETE N° 1576 du 28 juin 1990 et en application des dispositions du décret n° 64-165 du 22 mai 1964, les fonctionnaires des cadres de la catégorie C, hiérarchie I des services sociaux (Enseignement) dont les noms suivent, titulaires du Certificat de fin d'Etudes des Ecoles Normales, session d'août 1987, sont reclassés à la catégorie B, hiérarchie I et nommés Instituteurs de 1er échelon indice 590 ACC = NEANT.

- KIANGUEBENI (Daniel)
- MAMPOUMI
- KONDANY (Medard Claude)
- NDALA (Simon Athanase)
- NZOUMBA (Firmine)
- MABANZA MASSENGO née OWENE (Marie Josée)
- KOUYELA (Simon),
- OKO OSSIBI,
- SOUAMOUNOU (Henriette)
- MASSAMBA (André Constant)
- BILIKI (Jeannette)
- NOMBO (Béatrice)
- NFINA née TOUSSEHO BABELA (Joséphine),

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, ce reclassement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté à compter de la date de sa signature.

---

- PAR ARRETE N° 1577 du 28 juin 1990 Mr NTQUTA (Edouard), Instituteur de 2° échelon, indice 640 des cadres de la catégorie B, hiérarchie I des services sciaux (Enseignement), en service à Boko (Région du Pool), admis au test final du stage de promotion, session spéciale du 29 août 1987, est reclassé à la catégorie A, hiérarchie II et nommé Professeur de CEG de 1er échelon indice 710 ACC = NEANT.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, ce reclassement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté à compter de la date de sa signature.

---

- PAR ARRETE N° 1578 du 28 juin 1990 Mr MBOLA (Jean), Instituteur de 1er échelon indice 590 des cadres de la catégorie B, hiérarchie I des services sociaux (Enseignement), en service à NSAH (Région des Plateaux), admis au test final du stage de promotion, session spéciale du 29 août 1987, est reclassé à la catégorie A, hiérarchie II et nommé Professeur de CEG de 1er échelon, indice 710 ACC = NEANT.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, ce reclassement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté à compter de la date de sa signature.

---

- PAR ARRETE N° 1579 du 28 juin 1990 et en application des dispositions de la Convention Collective du 1er septembre 1960, Mr ETOMBE (François), Comptable contractuel de 4° échelon de la catégorie D, échelle 9, indice 520 en service à la Perception Recette Municipale de Brazzaville, titulaire du diplôme de Bachelier de l'Enseignement de Second degré, série G2, session de juin 1981, est reclassé et nommé au 1° échelon de la catégorie C, échelle 8 indice 530 en qualité de Comptable Principal contractuel ACC = 2 ans.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 modifié par le rectificatif n 87-420 du 14 août 1987, ce reclassement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arreté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 17 octobre 1983, date effective de reprise de service de l'intéressé à l'issue de son stage.

---

- PAR ARRETE N° 1580 du 28 juin 1990 et en application des dispositions combinées des décrets n° 73-143 du 24 avril 1973 et 63-410 du 12 octobre 1963, Mr BATISSI (Etienne), Instituteur de 4° échelon,

indice 760 des cadres de la catégorie B, hiérarchie I des services sociaux (Enseignement) en service à Brazzaville, titulaire du diplôme de Technicien Supérieur de la Statistique et de la Planification, obtenu au Centre d'Application de la Statistique et de la Planification Section I à Brazzaville, est versé dans les cadres des Services Techniques (Statistiques), reclassé à la catégorie A, hiérarchie II et nommé Ingénieur des Travaux Statistiques de 2° échelon, indice 780 ACC = NEANT.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, ce reclassement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 19 juillet 1988, date effective de reprise de service de l'intéressé à l'issue de son stage.

---

- PAR ARRETE N° 1581 du 28 juin 1990 et en application des dispositions combinées des décrets n° 62-426 du 29 décembre 1962, 73-143 du 24 avril 1973 et de la décision n° 207 du 26 décembre 1974, Mr MIMBOUENI (Elie), Conducteur Principal d'Agriculture de 3° échelon, indice 700 des cadres de la catégorie B, hiérarchie I des services techniques (Agriculture), en service à Brazzaville, titulaire du diplôme de l'Institut Coopératif de Moscou obtenu le 11 mars 1985 en URSS et qui a suivi un stage de formation complémentaire en Organisation et Gestion des Coopératives à l'Ecole Supérieure du Parti, session d'octobre 1986, est versé dans les cadres des Services Administratifs et Financiers (Administration Générale) reclassé à la catégorie A, hiérarchie II et nommé Attaché de 3° échelon indice 750 ACC = NEANT.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, ce reclassement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 2 août 1985, date effective de reprise de service de l'intéressé à l'issue de son stage.

---

- PAR ARRETE N° 1583 du 28 juin 1990 et en application des dispositions du décret n° 74-454 du 17 décembre 1974 Mr ILOKI (Roland), Maître d'Education Physique et Sportive de 4e échelon, indice 760 des cadres de la catégorie B, hiérarchie I des services sociaux (Jeunesse et Sports), en service à la Direction Régionale des Sports de la Cuvette, titulaire du Certificat d'Aptitude au Professorat Adjoint d'Education Physique et Sportiv (1ère session de 1984), délivré par l'Université Marien NGOUABI à Brazzaville, est reclassé à la catégorie A, hiérarchie II et nommé Professeur Adjoint d'Education Physique et Sportive de 2è échelon, indice 780, ACC = NEANT.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 modifié par le rectificatif n° 87-420 du 14 août 1987, ce reclassement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 15 septembre 1985, date effective de reprise de service de l'intéressé à l'issue de son stage.

---

- PAR ARRETE N° 1584 du 28 juin 1990 Mr MATINGOU TCHIKOU (Luc), Instituteur de 6° échelon, indice 860 des cadres de la catégorie B, hiérarchie I des services sociaux (Enseignement), en service à Brazzaville, admis au test final du stage de promotion, session spéciale du 27 décembre 1985 est reclassé à la catégorie A, hiérarchie II et nommé Professeur de CEG de 3° échelon, indice 860 ACC = NEANT.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, ce reclassement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté à compter de la date de sa signature.

---

- PAR ARRETE N° 1585 du 28 juin 1990 et en application des dispositions du décret n° 64-165 du 22 mai 1964, Mme MAKANDA née LOUVOUEZO (Léonie), Monitrice Sociale de 3° échelon, indice 490 des cadres de la catégorie C, hiérarchie I des services sociaux (Enseignement) en service à Brazzaville, titulaire du Certificat de fin d'Etude des Ecoles normales, session de septembre 1988, est reclassée à la catégorie B, hiérarchie I et nommée Institutrice de 1° échelon, indice 590 ACC = NEANT.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, ce reclassement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvle ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 10 novembre 1988, date effective de reprise de service de l'intéressée à l'issue de son stage.

---

- PAR ARRETE N° 1586 du 28 juin 1990 et en application des dispositions de la Convention Collective du 1er septembre 1960, Mr VWEZWANGA (Ambroise), Instituteur contractuel de 2° échelon de la catégorie C, échelle 8 indice 590 en service au CET Alphonse KINTOMBO de Mansimou à Brazzaville, admis au test final de promotion, session spéciale de 1987 est reclassé et nommé au 1er échelon de la catégorie B, échelle 6, indice 710 en qualité de Professeur de CEG ACC = neant;

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, ce reclassement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté à compter de la date de sa signature.

---

- PAR ARRETE N° 1601 du 28 juin 1990 sont inscrits au tableau d'avancement à deux ans au titre de l'année 1989, les secrétaires de l'Education Nationale des cadres de la catégorie B, hiérarchie II des services sociaux (Enseignement) dont les noms suivent :

POUR LE 3° ECHELON

MBEDI (Ange Bernadette)

POUR LE 4° ECHELON

DOUMINGUINDZA (Alphonse)

POUR LE 5° ECHELON

TCHICAYA née TCHICAILLAT (Jeanne).

## REVISION DE SITUATION ADMINISTRATIVE

- PAR ARRETE N° 1320 du 5 juin 1990 la situation administrative de Mr MATOURIDI (Louis), Agent Spécial de 2° échelon des cadres de la catégorie C, hiérarchie II des Services Administratifs et Financiers (SAF, Administration Générale) retraité, est revisée selon le tableau ci-après :

| ANCIENNE SITUATION | NOUVELLE SITUATION |
|---|---|
| CATEGORIE E, HIERARCHIE II | CATEGORIE D, HIERARCHIE I |
| Intégré et nommé au grade de Commis stagiaire, indice 120 pour compter du 28 mai 1959 (arrêté n° 4765 du 18 novembre 1961. | Promu au grade d'Aide Comptable qualifié de 3° échelon, indice 280 pour compter du 1er janvier 1968 |
| - Titularisé et nommé au 2° échelon, indice 150 pour compter du 28 mai 1960 (arrêté n° 5615 du 31 décembre 1962. | CATEGORIE C, HIERARCHIE II |
| - Promu au 3° échelon, indice 160 pour compter du 28 mai 1963 (arrêté n° 1336 du 26 mars 1964) | Est reclassé et nommé Agent Spécial de 1° échelon, indice 370 pour compter du 12 juin 1968. |
| | Promu au 2° échelon, indice 400 pour compter du 12 juin 1970. |

CATEGORIE D, HIERARCHIE I

- Admis au concours professionnel de préselection, est reclassé et nommé au grade d'Aide-Comptable qualifié de 1° échelon, indice 230 pour compter du 1er janvier 1964 (arrêté n° 919 du 3 mars 1964)

- Promu au 2° échelon, indice 250 pour compter du 1er janvier 1966 (arrêté n° 3658 du 12 septembre 1966)

- Promu au 3° échelon, indice 280 pour compter du 1er janvier 1968 (arrêté n° 4895 du 31 décembre 1968

- Promu au 4° échelon indice 300 pour compter du 1er janvier 1970 (arrêté n° 4434 du 20 octobre 1970)

- Promu au 5° échelon, indice 320 pour compter du 1er janvier 1972 (arrêté n° 2 403 du 17 mai 1973)

Promu au 6° échelon, indice 340 pour compter du 1er juillet 1974 (arrêté n° 4737 du 20 août 1974

CATEGORIE C, HIERARCHIE II

- Admis au concours professionnel de préselection, est reclassé et nommé au grade d'Agent Spécial de 1° échelon, indice 430 pour compter du 22 mars 1975 (arrêté n° du 2 septembre 1977).

- Promu au 2° échelon, indice 460 pour compter du 22 mars 1977 (arrêté n° 7006 du 22 septembre 1977)

- Promu au 3° échelon, indice 480 pour compter du 22 mars 1979 (arrêté n° 9340 du 5 février 1980).

Article 2 : Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 modifié par le rectificatif n° 87-420 du 14 août 1987, cette révision de situation administrative ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Article 3 : Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

Promu au 3° échelon, indice 420 pour compter du 12 juin 1972

Promu au 4° échelon, indice 460 pour compter du 12 juin 1974

CATEGORIE B, HIERARCHIE II

Est reclassé et nommé au grade d'Agent Spécial Principal de 1er échelon, indice 530 pour compter du 22 mars 1975

Promu au 2° échelon, indice 590 pour compter du 22 mars 1977.

CATEGORIE B, HIERARCHIE I

Est reclassé et nommé Agent Spécial Principal de 2° échelon, indice 640 pour compter du 10 juillet 1977.

Promu au 3° échelon, indice 700 pour compter du 10 juillet 1979

- PAR ARRETE N° 1331 du 6 juin 1990 la situation administrative de Melle GALI (Valentine Laure), Secrétaire Principale d'Administration de 1° échelon des cadres de la catégorie B, hiérarchie I des Services Administratifs et Financiers (Administration Générale) en service à la Direction Générale du Travail à Brazzaville, est revisée selon le tableau ci-après :

| ANCIENNE SITUATION | NOUVELLE SITUATION |
|---|---|
| Titulaire du diplôme de l'Ecole Sociale, obtenu à l'Ecole des hautes Etudes Sociales (France), est intégrée et nommée Secrétaire d'Administration Principal stagiaire, indice 530 pour compter du 4 juin 1985, date effective de prise de service de l'intéressée. | Titulaire du diplôme de l'Ecole Sociale, obtenu à l'Ecole des Hautes Etudes Sociales (France), est intégrée et nommée Attachée des SAF stagiaire, indice 580 pour compter du 4 juin 1985, date effective de prise de service de l'intéressée. |
| Titularisée et nommée au 1° échelon, indice 590 pour compter du 4 juin 1986. | Titularisée et nommée au 1° échelon, indice 620 pour compter du 4 juin 1986. |

En application des dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 modifié par le rectificatif n° 87-420 du 14 août 1987, ce reclassement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue d' l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

---

PAR ARRETE N° 1575 du 28 juin 1990 est entériné le procès-verbal de la Commission Paritaire du 10 janvier 1990.

En application des dispositions de la Convention Collective du 1er septembre 1960, les agents contractuels dont les noms suivent sont inscrits et promus sur liste d'aptitude au titre de l'année 1989 et nommés conformément au tableau ci-après :

| ANCIENNE SITUATION | NOUVELLE SITUATION |
|---|---|
| LOUBASSOU (Daniel) | |
| Secrétaire Principal d'Administration de 4° échelon, catégorie C, échelle 8 indice 700. | Attaché des SAF de 3° échelon, catégorie B, échelle 4, indice 750 à compter du 16 avril 1989. |

MATINGOU (Elie)

| | |
|---|---|
| Comptable Principal de 3° échelon, catégorie C, échelle 8, indice 640 | Attaché des SAF de 2° échelon, catégorie B, échelle 4, indice 680 à compter du 7 juillet 1989 |

PENE (Joseph)

| | |
|---|---|
| Comptable de 3° échelon, catégorie D, échelle 9, indice 480 | Comptable Principal de 1er échelon, catégorie C, échelle 8, indice 530 à compter du 1er janvier 1989. |

MBARA (Auguste)

| | |
|---|---|
| Comptable de 3° échelon, catégorie D, échelle 9, indice 480. | Comptable Principal de 1° échelon catégorie C, échelle 8, indice 530 à compter du 14 février 1989 |

BOUEYA (Véronique)

| | |
|---|---|
| Secrétaire d'Administration de 1° échelon catégorie D, échelle 9, indice 430. | Secrétaire Principal d'Administration de 1° échelon, échelle 8 catégorie C, indice 530 à compter du 22 juillet 1989. |

VOUANZI née BIYELA (Anne)

| | |
|---|---|
| Secrétaire Sténo-Dactylo de 2° échelon, catégorie D, échelle 9, indice 460 | Secrétaire Principal d'Administration de 1er échelon, catégorie C, échelle 8, indice 530 à compter du 15 juin 1989. |

BONATA (Emilienne)

| | |
|---|---|
| Secrétaire d'Administration de 3° échelon catégorie D, échelle 9, indice 480 | Secrétaire Principal d'Administration de 2° échelon, catégorie C, échelle 8, indice 590 à compter du 2 avril 1989 |

Conformément aux dispositions du décret N° 86-877 du 18 juillet 1986, cette promotion ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

---

- PAR ARRETE N° 1420 du 11 juin 1990 la situation administrative de certains fonctionnaires des cadres de la catégorie B, hiérarchie II des Services Administratifs et Financiers (Administration Générale) qui ont suivi un stage de recyclage à l'Ecole Nationale Moyenne d'Administration est revisée conformément au tableau ci-après :

| ANCIENNE SITUATION | NOUVELLE SITUATION |
|---|---|
| SAMBA (Alphonse) | |
| Admis au concours professionnel de pré- | Titulaire du diplôme de l'Ecole |

| ANCIENNE SITUATION | NOUVELLE SITUATION |
|---|---|
| sélection et ayant suivi un stage de recyclage à l'Ecole Nationale Moyenne est reclassé et nommé au grade de Secrétaire Principal d'Administration de 1° échelon indice 530 pour compter du 10 mai 1982, date effective de reprise de service de l'intéressé à l'issue de son stage ACC = NEANT. | Nationale Moyenne d'Administration est reclassé et nommé au grade de de Secrétaire Principal d'Administration de 1° échelon, indice 590 pour compter du 10 mai 1982, date effective de reprise de service de l'intéressé à l'issue de son stage ACC = NEANT. |
| Promu au 2° échelon, indice 590 pour compter du 10 novembre 1984 | Promu au 2° échelon, indice 640 pour compter du 10 novembre 1984. |
| BACKAT née BILONZA (Christine) | |
| Admise au concours professionnel de présélection et ayant suivi un stage de recyclage à l'Ecole Nationale Moyenne d'Administration est reclassée et nommée au grade de Secrétaire Principal d'Administration de 3° échelon indice 640 pour compter du 16 août 1984, date effective de reprise de service de l'intéressée à l'issue de son stage ACC = NEANT. | Titulaire du diplôme de l'Ecole Nationale Moyenne d'Administration est reclassée et nommée au grade de Secrétaire Principal d'Administration 2° échelo,, indice 640 pour compter du 16 août 1984, date effective de reprise de service de l'intéressée à l'issue de son stage ACC = NEANT. |
| OKEMBA DZOUBA (Jean Rufin) | |
| Admis au concours professionnel de présélection et ayant suivi un stage de recyclage à l'Ecole Nationale Moyenne d'Administration est reclassé et nommé Secrétaire Principal d'Administration de 1° échelon, indice 530 pour compter du 11 octobre 1982, date effective de reprise de service de l'intéressé à l'issue de son stage ACC = NEANT | Titulaire du diplôme de l'Ecole Nationale Moyenne d'Administration est reclassé et nommé au grade de Secrétaire Principal d'Administration de 1° échelon, indice 590 pour compter du 11 octobre 1982, date effective de reprise de service de l'intéressé à l'issue de son NEANT. |
| Promu au 2° échelon, inidce 590 pour compter du 11 avril 1985. | Promu au 2° échelon, indice 640 pour compter du 11 avril 1985. |
| Promu au 3° échelon, indice 640 pour compter du 11 octobre 1987. | Promu au 3° échelon, indice 700 pour compter du 11 octobre 1987. |
| NKALOULOU (Hélène) | |
| Admise au concours professionnel de présélection et ayant suivi un stage de recyclage à l'Ecole Nationale Moyenne d'Administration est reclassée et nommée au grade de Secrétaire Principal d'Administration de 1° échelon, indice 530 pour compter du 11 octobre 1982, date effective de reprise de service de l'intéressée à l'issue de son stage ACC = NEANT. | Titulaire du diplôme de l'Ecole Nationale Moyenne d'Administration est reclassée et nommée au grade de Secrétaire Principal d'Administration de 1° échelon, indice 590 pour compter du 11 octobre 1982, date effective de reprise de service de l'intéressée à l'issue de son stage ACC = NEANT. |
| Promue au 2° échelon, indice 590 pour compter du 11 octobre 1984 | Promue au 2° échelon, indice 640 pour compter du 11 octobre 1984. |
| Promue au 3° échelon, indice 640 pour compter du 11 octobre 1986. | Promue au 3° échelon, indice 700 pour compter du 11 octobre 1986. |
| Promue au 4° échelon, indice 700 pour compter du 11 octobre 1988. | Promue au 4° échelon, indice 760 pour compter du 11 octobre 1988. |

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 modifié par le rectificatif n° 87-420 du 14 août 1987, cette révision de situation administrative ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

---

- PAR ARRETE N° 1430 du 11 juin 1990 la situation administrative de certains fonctionnaires des cadres de la catégorie B, hiérarchie II des Services Administratifs et Financiers (Administration Générale) dont les noms suivent, qui ont suivi un stage de recyclage à l'ENMA, est revisée selon le tableau ci-après :

| ANCIENNE SITUATION | | NOUVELLE SITUATION |
|---|---|---|
| CATEGORIE B, HIERARCHIE I | KOUBEMBA (Louis) | CATEGORIE B, HIERARCHIE I |
| Admis au concours professionnel de présélection et ayant suivi un stage de recyclage à l'Ecole Nationale Moyenne d'Administration, est reclassé et nommé Secrétaire d'Administration Principal de 2° échelon, indice 590 pour compter du 12 juillet 1982, date effective de reprise de service de l'intéressé à l'issue de son stage ACC = NEANT. | | Titulaire du diplôme de l'Ecole Nationale Moyenne d'Administration est reclassé et nommé Secrétaire d'Administration de 1° échelon, indice 590 pour compter du 12 juillet 1982, date effective de reprise de service de l'intéressé à l'issue son stage ACC = NEANT. |
| Promu au 3° échelon, indice 640 pour compter du 12 juillet 1984. | | Promu au 2° échelon, indice 640 pour compter du 12 juillet 1984. |
| Promu au 4° échelon, indice 700 pour compter di 12 juillet 1986. | | Promu au 3° échelon, indice 700 pour compter du 12 juillet 1986. |
| | BANSIMBA (Claire ) | |
| Admise au concours professionnel de présélection et ayant suivi un stage de recyclage à l'Ecole Nationale Moyenne d'Administration est reclassée et nommée Secrétaire d'Administration Principal de 1° échelon, indice 530 pour compter du 16 août 1984, date effective de reprise service de l'intéressée à l'issue de son stage ACC = NEANT. | | Titulaire du diplôme de l'Ecole Nationale Moyenne d'Administration est reclassée et nommée Secrétaire d'Administration Principal de 1° échelon, indice 590 pour compter du 16 août 1984, date effective de de reprise de service de l'intéressé à l'issue de son stage ACC = NEANT. |
| Promue au 2° échelon, indice 590 pour compter du 23 août 1984. | | Promue au 2° échelon, indice 640 pour compter du 23 août 1984. |
| Promue au 3° échelon, indice 640 pour compter 23 août 1986. | | Promue au 3° échelon, indice 700 pour compter du 23 août 1986. |
| | TNVILI (Jean Marie) | |
| Admis au concours professionnel de présélection et ayant suivi un stage de recyclage à l'Ecole Nationale Moyenne d'Administration, est reclassé et nommé Secrétaire d'Administration Principal de 1° échelon, indice 530 pour compter du | | Titulaire du diplôme de l'Ecole Nationale Moyenne d'Administration est reclassé et nommé Secrétaire d'Administration Principal de 1° échelon, indice 590 pour compter du 22 février 1982, date effective |

| ANCIENNE SITUATION | NOUVELLE SITUATION |
|---|---|
| 22 février 1982, date effective de reprise de service de l'intéressé à l'issue de son stage. | de reprise de service de l'intéressé à l'issue de son stage |
| Promu au 2° échelon, indice 590 pour compter du 22 février 1984. | Promu au 2° échelon, indice 640 pour compter du 22 février 1984. |
| Promu au 3° échelon, indice 640 pour compter du 22 février 1986. | Promu au 3° échelon, indice 700 pour compter du 22 février 1986 |

NZOUMBA (Suzanne)

| | |
|---|---|
| Admise au concours professionnel de présélection et ayant suivi un stage de recyclage à l'Ecole Nationale Moyenne d'Administration est reclassée et nommée Secrétaire d'Administration Principal de 1° échelon, indice 530 pour compter du 1 août 1983, date effective de reprise de service de l'intéressée à l'issue de son stage ACC = NEANT. | Titulaire du Diplôme de l'Ecole Nationale Moyenne d'Administration est reclassée et nommée Secrétaire d'Administration Principal de 1° échelon, indice 590 pour compter du 1 août 1983, date effective de reprise de service de l'intéressée à l'issue de son stage. |
| Promue au 2° échelon, indice 590 pour compter du 1 février 1986. | Promue au 2° échelon, indice 640 pour compter du 1 février 1986. |

BAVOUTOUKILA (Louis Robert)

| | |
|---|---|
| Admis au concours professionnel de présélection et ayant suivi un stage de recyclage à l'Ecole Nationale Moyenne d'Administration est reclassé et nommé Secrétaire d'Administration Principal de 1° échelon, indice 530 pour compter du 1 octobre 1983, date effective de reprise de service de l'intéressé à l'issue de son stage. ACC = NEANT. | Titulaire du diplôme de l'Ecole Nationale Moyenne d'Administration est reclassé et nomméSecrétaire d'administration Principal de 1° échelon, indice 590 pour compter du 1 octobre 1983, date effective de reprise de service de l'intéressé à l'issue de son stage. |
| Promu au 2° échelon, indice 590 pour compter du 1 octobre 1985. | Promu au 2° échelon, indice 640 pour compter du 1 octobre 1985. |

En application des dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 modifié par le rectificatif n° 87-420 du 14 août 1987, cette révision de situation administrative ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

- PAR ARRETE N° 1452 du 16 juin 1990 la situation administrative de Mr MAKANGOU (Jean Basile), Comptable Principal de 4° échelon de la catégorie C, échelle 8 en service au Secrétariat Général au Plan à Brazzaville, est revisée selon le tableau ci-après :

| ANCIENNE SITUATION | NOUVELLE SITUATION |
|---|---|
| CATEGORIE D, ECHELLE 9 | CATEGORIE D, ECHELLE 9 |
| Avancé au 9è échelon, indice 700 pour compter du 5 septembre 1980 | Avancé au 10 è échelon, indice 740 pour compter du 5 janvier 1983 |
| CATEGORIE C, ECHELLE 8 | CATEGORIE C, ECHELLE 8 |
| itulaire du Brevet de Technicien en Représentation obtenu à l'Académie de Paris (FRANCE), est reclassé et nommé Comptable Principal contractuel de 3° échelon, indice 700 pour compter du 10 octobre 1983, date effective de reprise de service de l'intéressé à l'issue du stage ACC = 2 ans. | Titulaire du Brevet de Technicien en Représentation obtenu à l'Académie de Paris (FRANCE), est reclassé et nommé Comptable Principal contractuel de 5° échelon, indice 760 pour compter du 10 octobre 1983 date effective de reprise de service à l'issue du stage. |
| CATEGORIE D, ECHELLE 9 | |
| Avancé au 10è échelon, indice 740 pour compter du 5 janvier 1983. | |

En application des dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 modifié par le rectificatif n° 87-420 du 14 août 1987, cette révision de situation administrative ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

## INTEGRATION

- PAR ARRETE N° 1339 du 6 juin 1990 et en application des dispositions du décret n° 67-272 du 2 septembre 1967, Mr BITSOKI (Ferdinand), Instituteur Contractuel de 5° échelon de la catégorie C, échelle 8, indice 760 en service au CEGP de OSSA II PCA de Makotipoko, titulaire du Certificat d'Aptitude au Professorat dans les Collèges d'enseignement Général (Option : Français - Anglais), obtenu à l'Université Marien NGOUABI, 1ère session de 1985-1986, est intégré dans les cadres réguliers de la Fonction Publique, reclassé à la catégorie A, hiérarchie II des services sociaux (Enseignement) et nommé au grade de Professeur de CEG stagiaire, indice 650.

L'intéressé qui est rémunéré à l'indice 760 bénéficiera d'une indemnité compensatrice conformément à la règlementation en vigueur.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 13 mai 1987, date effective de reprise de service de l'intéressé à l'issue de son stage.

- PAR ARRETE N° 1368 du 8 juin 1990
et en application des dispositions du décret n° 62-426 du 29 décembre 1962, Mr LOUMOUAMOU (Maurice), ex Lieutenant de l'Armée Populaire Nationale de 3° échelon, indice 796, est intégré dans les cadres de la catégorie A, hiérarchie II des Services Administratifs et Financiers (Administration Générale) et nommé au grade d'Attaché des SAF de 4° échelon indice 810.

L'intéressé est mis à la dispositions du Ministère des Finances et du Budget.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de la solde pour compter du 30 août 1989, date de cessation de paiement de l'intéressé par la Direction Générale de l'Administration et des Finances de l'APN.

---

- PAR ARRETE N° 1379 du 8 juin 1990
et en application des dispositions du décret n° 71-34 du 11 février 1971, Mr MAKITA (Gaston Deferre), Instituteur Adjoint contracutel de 5° échelon de la catégorie D, échelle 11, indice 560, en service à l'Ecole Drapeau Rouge "A" (Pointe-Noire), titulaire du Certificat de Fin d'Etudes des Ecoles Normales session de septembre 1983, est intégré dans les cadres réguliers de la Fonction Publique, reclassé à la catégorie B, hiérarchie I des services sociaux (Enseignement) et nommé au grade d'Instituteur stagiaire, indice 530.

L'intéressé qui est rémunéré à l'indice 560, bénéficiera d'une indemnité compensatrice conformément à la règlementation en vigueur.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 3 octobre 1983, date effective de reprise de service de l'intéressé à l'issue de son stage.

---

- PAR ARRETE N° 1494 du 19 juin 1990
et en application des dispositions de l'arrêté n° 2155 du 26 juin 1958, Mr NIEBE (Alain Patrick), né le 12 mai 1961 à Brazzaville, Planton contractuel de 2° échelon, catégorie G, échelle 17, indice 200 en service à la Direction Générale de la Fonction Publique, titulaire du Certificat d'Etudes Primaires Elémentaires session du 22 juin 1976, de l'Attestation de niveau F 10 et de l'Attestation de fin de Formation de la direction de la formation Permanente (Année Scolaire 1986-1987), est intégré dans les cadres réguliers de la Fonction Publique, reclassé à la catégorie D, hiérarchie I des Services Administratifs et Financiers (Administration Générale) et nommé au grade de Commis Principal stagiaire, indice 270.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, ce texte ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet pour compter du 7 décembre 1987, date effective de reprise de service de l'intéressé à l'issue de son stage.

---

- PAR ARRETE N° 1582 du 28 juin 1990
et en application des dispositions combinées du décret N° 62-426 du 29 décembre 1962 et de l'arrêté n° 5 194 du 23 juin 1983, Mme YOULA née ONTSOULA (Denise), Secrétaire d'Administration contractuel de 4° échelon de la catégorie D, échelle 9, indice 520 en service à la Direction Générale de la Fonction Publique, titulaire du diplôme de Technicum d'Economie et de Commerce de Moscou (URSS), spécialité : Comptabilité Commerciale, est intégrée dans les cadres réguliers de la Fonction Publique, reclassée à la catégorie A, hiérarchie II des Services Administratifs et Financiers (Administration Générale) et nommée au grade d'Attaché des SAF stagiaire, indice 580.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, ce texte ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 6 juin 1989, date effective de reprise de service de l'intéressée à l'issue de son stage.

---

**AFFECTATION**

- PAR ARRETE N° 1314 du 4 juin 1990
Mr KOUYIDIKILA (Simon), Ingénieur Electro-Mécanicien de 2° échelon des cadres de la catégorie A, hiérarchie I des services techniques (Laboratoire des Minies), précédemment en service à la Société des Textiles du Congo, est mis à la disposition du Secrétariat Général à l'Energie et à l'Hydraulique, (Ministère des Mines et de l'Energie, chargé des Postes et Télécommunications) à Brazzaville.

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé

---

- PAR ARRETE N° 1443 du 13 juin 1990
Mr NGOULOU (Gervais Arcadius), Chauffeur contractuel de 1° échelon de la catégorie G, échelle 17, précédemment en service au Ministère de l'Information et des Postes et Télécommunications, est mis à la disposition du Ministère des Finances.

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé

---

- PAR ARRETE N° 1588 du 28 juin 1990
Mr MOUNDZELE (David), Attaché de 1° échelon des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des Services Administratifs et Financiers précédemment en service à la Direction Générale de la Fonction Publique, est mis à la disposition du Ministère de l'Economie Forestière à Brazzaville.

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé.

---

- PAR ARRETE N° 1589 du 28 juin 1990
Mr NINGANDO (Nicolas), Agent Spécial Principal de 1° échelon des cadres de la catégorie B, hiérarchie I des Services Administratifs et Financiers précédemment en service au Ministère de l'Industrie, de la Pêche et de l'Artisanat, est mis à la disposition du Ministère des Mines et de l'Energie chargé des Postes et Télécommunications à Brazzaville.

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé.

---

- PAR ARRETE N° 1590 du 28 juin 1990
Mr SOMBO (Emile Donald), Secrétaire Principal d'Administration de 3° échelon des cadres de la catégorie B, hiérarchie I des Services Adminsitratifs et Financiers, précédemment en service au Secrétariat Général à l'Administration du Territoire, est mis à la disposition du ministère du Plan et de l'Economie.

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé.

---

- PAR ARRETE N° 1623 du 29 juin 1990
Mme KALLA LOUTSHONA née NSASI (Joséphine), Ingénieur des Techniques Industrielles de 3° échelon des cadres de la catégorie A hiérarchie II des Services Techniques (Hôtellerie), précédemment en service au Secrétariat Général du Tourisme est mise à la disposition du Ministère de la Santé et des Affaires Sociales.

Le présent arrête prendra effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé.

---

## DISPONIBILITE

PAR ARRETE N° 1315 du 4 juin 1990
une prolongation de disponibilité d'une durée de deux ans est accordée à Mr EWANGANDE (Prosper), Assistant Sanitaire de 2° échelon des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des services sociaux (Santé Publique) en service à l'Hôpital Général de Brazzaville.

Le présent arrêté prendra effet pour compter du 6 juillet 1989, date effective d'expiration de la première période de disponibilité de l'intéressé.

---

- PAR ARRETE N° 1596 du 28 juin 1990
une prolongation de disponibilité d'une durée de deux ans est accordée à Mme KENDO née MALEKA (Albertine), Administrateur de Santé de 1° échelon des cadres de la catégorie A, hiérarchie I des services sociaux (Santé Publique) en service à la Direction Générale de la Santé Publique à Brazzaville.

Le présent arrêté prendra effet à compter du 23 avril 1990, date effective d'expiration de la deuxième période de disponibilité de l'intéressée.

---

PAR ARRETE N° 1599 du 28 juin 1990
il est mis fin à la disponibilité accordée par arrêté n° 3352 du 9 juin 1981 à Mr NGOUMA KIBODI (Joseph), Adjoint Technique de 6° échelon des cadres de la catégorie B hiérarchie I des services techniques (Travaux Publics)

L'intéressé est autorisé à reprendre le service au Ministère de l'Equipement chargé de l'Environnement à Brazzaville.

Le présent arrêté prendra effet pour compter du 12 juillet 1989, date effective de reprise de service de l'intéressé.

- PAR ARRETE N° 1629 du 29 juin 1990 une prolongation de disponibilité d'une durée de deux ans est accordée à Mr POUCOUTA CAPITA (Antoine Passion), Professeur Certifié de Lycée de 2° échelon des cadres de la catégorie A, hiérarchie I des services sociaux (Enseignement).

Le présent arrêté prendra effet pour compter du 25 septembre 1989, date effective de l'expiration de la première période de disponibilité de l'intéressé

---

- PAR ARRETE N° 1496 du 19 juin 1990 et en application des dispositions du décret n° 80-345 du 3 septembre 1980, les agents contractuels dont les noms et prénoms suivent, sont radiés des effectifs de la Fonction Publique Congolaise et reversés dans les effectifs de la Municipalité de Brazzaville

- PATI (Thomas), Assistant d'Elevage de 2è échelon de la catégorie D, échelle 11 ;

- NGAKOSSO (Séraphin), Assistant d'Elevage de 2è échelon de la catégorie D échelle 11 ;

- OKIELO (Fulbert), Aide Vétérinaire de 2è échelon de la catégorie D, échelle 12 ;

- IKO (Bernard), Secrétaire d'Administration de 3è échelon de la catégorie D, échelle 11 ;

BONGOLO (Alphonse Nicaise), Assistant d'Elevage de 2è échelon de la catégorie D, échelle 11 ;

- MBON (Elise), Aide Vétérinaire de 3è échelon de la catégorie E, échelle 12 ;

MAHOUNGOU née KONGO Monique, Aide Vétérinaire de 3è échelon de la catégorie E, échelle 12.

Le présent arrêté prend effet pour compter du 17 août 1987, date effective de prise en charge des intéressés par la Municipalité de Brazzaville.

---

- PAR ARRETE N° 1603 du 28 juin 1990 et en application des dispositions du décret n° 80-345 du 3 septembre 1980, Mr ONDZIE (Didier), Attaché de 6è échelon des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des Services Administratifs et Financiers (Administration Générale), est radié des effectifs des cadres de la Fonction Publique Congolaise et reversé dans les effectifs de la Société des Impressions Textiles du Congo

Le présent arrêté prend effet à compter du 3 septembre 1980, date de signature du décret n° 80-345.

---

## PENSION

- PAR ARRETE N° 1257 du 1er juin 1990 sont concédées sur la Caisse de Retraite des Fonctionnaires, les pensions aux Fonctionnaires ci-après, en tête : KOULOUNGOU (Donatien)

KOULOUNGOU (Donatien)

Attaché Principal d'Administration Universitaire de 8° échelon, catégorie A2 de l'Université Marien NGOUABI

Indice : 1 280

Durée des services effectifs : du 1er janvier 1953 au 1er janvier 1990 soit 37 ans.

Pourcentage de pension : 57 %

Nature de la pension : Ancienneté.

Montant et date de mise en paiement : 112 358 F CFA à partir du 1er janvier 1990.

Enfants en charge lors de la liquidation :

Angélique née le 2 décembre 1980
Sylvie née Le 9 novembre 1984
Bertille née le 5 août 1986

Observations : bénéficie d'une majoration de pension pour famille nombreuse de 25 % pour compter du 1er janvier 1990 soit 28 090 F.

BANTOU (Albert)

: Attaché de 6° échelon des cadres de la catégorie A2 des SAF

Indice : 940

Durée des services effectifs : du 12 août 1954 au 1er janvier 1990 soit 35 ans 19 jours arrondis à 35 ans 6 mois.

Pourcentage de pension : 55,5 %

Nature de la pension : Ancienneté

Montant et Date de mise en paiement : 63 299 F CFA le 1er janvier 1990

Enfants à charge lors de la liquidation :

Sandrine née le 12 mars 1977
Ghislaine née le 12 mars 1977
Lyonel né le 22 novembre 1980
Armel né le 23 avril 1985

Observations : bénéficie d'une majoration pour famille nombreuse de 40 % pour compter du 1er janvier 1990 soit 25 320 F
45 % pour compter du 1er juin 1990 soit 28 485 F.

---

- PAR ARRETE N° 1258 du 1er juin 1990 est concédée sur la Caisse de Retraite des Fonctionnaires, la pension au Militaire désigné ci-après :

TCHITEMBO TCHICAYA (Joseph)

: Adjudant Chef 10° échelon + 24 ans échelle 4

Indice : 940

Pourcentage : 46,5 %

Nature pension : Ancienneté

Montant et date de mise en paiement :

53 034 F CFA le 1er juillet 1987

Enfants à charge lors de la liquidation

Géraldine née le 18 janvier 1968 jusqu'au 30 janvier 1988
Ladislas né le 29 novembre 1969 jusqu'au 30 novembre 1989
Patience né le 24 février 1972
Christian né le 3 juin 1974

Durée des services effectifs

du 20 février 1961 au 30 juin 1987
soit 26 ans 4 mois 11 jours soit
26 ans 6 mois

Observations : Neant.

---

- PAR ARRETE N° 1259 du 1er juin 1990 sont reversées sur la Caisse de Retraite des Fonctionnaires, la pension aux ayants-cause ci-après :

Orphelins de MOUNGABIO (Adèle)

Grade : Ex Institutrice de 3° échelon, catégorie B1 (Enseignement)

Indice : 700

Pourcentage de liquidation : 35 %

Nature pension : Reversion

Montant et date de mise en paiement :

29 727 F CFA le 1er mai 1988

Enfants à charge lors de la liquidation :

Marlène née le 3 juin 1972
Levy né le 22 avril 1974
Leviane née le 20 mars 1980

Pension Temporaire des Orphelins

70 % = 20 809 le 30 avril 1988
60 % = 17 836 le 3 juin 1993
50 % = 14 864 du 22 avril 1995 eu 19 mars 2001

Observations :

PTO cumulables avec les allocations familiales.

Veuve FOUMANET née TSILA (Rose)

Grade : Ex sous chef de gare de 1° classe échelle 9, 9° échelon, du CFCO

Indice : 720

Pourcentage de liquidation = 53 %

Montant et date de mise en paiement :

23 151 le 1er mars 1988

Enfants à charge : NEANT

Observations :

Bénéficie d'une majoration de pension pour famille nombreuse de 15 % pour compter du 1er mars 1988 soit 3 473 F

Orphelins de GOMA (Aaron Alphonse)

Ex Professeur de CEG de 7° échelon catégorie A2 des services sociaux

Indice : 1180

Pourcentage de liquidation : 33 %

Nature de la pension : Reversion

Montant et date de mise en paiement :

4 247 F 1er juin 1989

Enfants à charge :

Destin né le 15 juin 1977
Alvige né le 19 novembre 1978
Amour né le 6 juillet 1984

Pension Temporaire des Orphelins :

70 % = 33 073 F le 11 mai 1989
60 % = 28 348 F le 15 juin 1998
50 % = 23 624 du 19 novembre 1999 au 5 juillet 2005

Observations :

PTO cumulables avec les allocations familiales.

Veuve INIENGO née MANGOND (Jeanne)

Grade : Ex Comptable qualifié de 4° échelo catégorie D 1 des SAF

Indice : 370

Pourcentage de liquidation : 51,5 %

Montant et date de mise en paiement :

11 559 F le 1er septembre 1987

Nature de la pension : Reversion

Enfants à charge lors de la liquidation :

Richard né le 12 novembre 1989 jusqu'au 30 novembre 1989

Pension Temporaire des Orphelins :

20 % = 4 624 F par mois le 26 août 1987
10 % = 2 312 F par mois du 9 octobre 1988 au 11 novembre 1995

Observations :

PTO cumulables avec les allocations familiales.
Bénéficie d'une majoration de pension pour famille nombreuse de 25 % pour compter du 1er septembre 1987 soit 2889 F par mois.

Veuve PANGOU née TCHIVANGA (Eugénie)
: Veuve d'un Ex Ouvrier des Travaux Publics de 4° échelon, catégorie D2 des services techniques.

Indice : 240

Pourcentage de liquidation : 15 %

Nature de la pension : Reversion

Montant et date de mise en paiement :

1092 F par mois le 1er octobre 1988

Enfants à charge lors de la liquidation

Alain ne le 4 juillet 1974 jusqu'au 30 juillet 1989
Michèle née le 13 juillet 1976
Jules né le 11 octobre 1979
Célestine née le 6 janvier 1971

Pension Temporaire d'orphelins

40 % = 1 747 le 21 septembre 1988
30 % = 1 310 le 6 janvier 1992
20 % = 874 le 4 juillet 1995
10 % = 437 du 13 juillet 1997 au 10 octobre 2000

Observations :

PTO cumulables avec les allocations familiales.

Concours avec la veuve TCHISSAMBOU (Joséphine)

Orphelins de MFOUTOU (Emile Blanchard)

: Orphelins d'un Ex instituteur de 4° échelon, catégorie B1 des services sociaux (enseignement).

Indice : 760

Pourcentage de liquidation : 19 %

Nature de la pension : Reversion

Montant et date de mise en paiement :

17 520 F par mois le 1er février 1988

Enfants à charge lors de la liquidation

Marillac née le 27 juillet 1979
Gortyn né le 28 mars 1981
Césarine née le 28 avril 1981
Eolienne née le 28 avril 1981
Piscarelle née le 26 avril 1983

Pension Temporaire des Orphelins

90 % = 15 768 F le 23 janvier 1988
80 % = 14 016 F le 27 juillet 2000
70 % = 12 264 le 28 mars 1002
50 % = 88 760 du 28 avril 2002 jusqu'au 26 avril 2004

Observations :

PTO cumulables avec les allocations familiales.

Orphelins de MBOYO (Thimothée)

Ex Instituteur Adjoint de 4° échelon catégorie C1 des services sociaux (Enseignement)

Indice : 520

Pourcentage de liquidation : 25 %

Nature de la pension : Reversion

Montant et date de mise en paiement :

15 773 F par mois le 1er février 1988

Enfants à charge lors de la liquidation :

Alice née le 8 juin 1970 jusqu'au 30 juin 1990
Gertrude née Le 6 juin 1972
Marina née le 22 novembre 1974
Nathalie née le 14 août 1975
Fideline née le 26 août 1976
Tatiana née le 20 février 1980

Pension Temporaire des Orphelins :

100 % = 15 773 F le 1er octobre 1988
90 % = 14 196 F le 8 juin 1991
80 % = 12 618 F le 6 juin 1993
70 % = 11 041 F le 22 novembre 1995
60 % = 9 464 F le 14 août 1996
50 % = 7 887 F du 26 août 1997 jusqu'au 19 février 2001

Observations :

PTO cumulables avec les allocations familiales ;

Marina, née le 22 novembre 1974, ouvre droit aux allocations familiales jusqu'au 30 novembre 1989

---

- PAR ARRETE N° 1306 du 2 juin 1990 sont concédées sur la Caisse de retraite des Fonctionnaires les pensions aux fonctionnaires ci-après, en tête : PENEME (Casimir)

PENEME (Casimir)

Instituteur Principal de 3° échelon, catégorie A2 des services sociaux.

Indice : 860

Pourcentage de liquidation : 55,5 %

Nature de la pension : Ancienneté

Durée des services effectifs :

Du 1er octobre 1954 au 1er janvier 1990 soit 35 ans 3 mois ou 35 ans 6 mois

Montant et Date de mise en paiement :

57 912 F par mois, le 1er janvier 1990

Enfants à charge lors de la liquidation

NEANT

Observations :

Bénéficie d'une majoration de pension pour famille nombreuse de 40 % pour compter du 1er janvier 1990 soit 23165 F par mois

SITA (Joseph)

Instituteur Principal de 3° échelon catégorie A2 des services sociaux

Indice : 860

Durée des services effectifs :

du 1er octobre 1954 au 1er janvier 1990 soit 35 ans 3 mois ou 35 ans 6 mois

Pourcentage de liquidation :

55,5 %

Nature de la pension :

Ancienneté

Montant et date de mise en paiement :

57 912 F par mois, le 1er janvier 1990

Enfants à charge lors de la liquidation

Blandine née le 17 novembre 1973
Florentine née le 30 juillet 1976
Ladistone née le 2 octobre 1979
Dygne né le 31janvier 1983

Observations :

Bénéficie d'une majoration de pension pour famille nombreuse de 30 % pour compter du 1er janvier 1990 soit 17 374 F.

---

- PAR ARRETE N° 1321 du 5 juin 1990 est concédée sur la Caisse de Retraite des Fonctionnaires, la pension aux ayants-cause de Mr EBILA (Thomas)

Orphelins d'EBILA (Thomas)

Sergent Chef de 7° échelon (+ 18 ans) échelle 3

Indice : 682

Nature de la pension : Reversion

Pourcentage de la pension : 37 %

Enfants à charge lors de la liquidation :

Habibe né le 8 janvier 1975

Erick né le 6 avril 1972
Armande née le 10 mai 1972
Claudia née le 5 août 1976
Audrey née le 20 mai 1978
Rosette née le 11 juillet 1980
Chadeleine née le 23 janvier 1984

Pensions Temporaires des Orphelins

100 % = 30 617 F le 17 février 1988
90 % = 27 555 F le 10 mai 1993
80 % = 24 494 F le 8 janvier 1996
70 % = 21 432 F le 5 août 1997
60 % = 18 370 F le 20 mai 1999
50 % = 15 309 F du 11 juillet 2001 au 23 janvier 2003

Observations :

PTO cumulables avec les allocations familiales.

---

- PAR ARRETE N° 1359 du 7 juin 1990 sont concédées sur la Caisse de Retraite des Foncitonnaires les pensions aux ayants-cause ci-apèrs :

Veuve MILANDOU née MBOYA (Jeanne)

Adjoint Technique de 8° échelon, catégorie D II des PTT

Indice : 320

Pourcentage de liquidation : 34 %

Nature de la pension : Reversion

Montant et date de mise en paiement :

4 168 F par mois le 1er novembre 1987

Enfants à charge :

Gervais né le 7 septembre 1972
Hermann né le 11 janvier 1975
Séverine née le 31 juillet 1976
Jean né le 24 mars 1978

Pensions Temporaires d'Orphelins

50 % = 8 335 F le 5 octobre 1987
40 % = 6 668 F le 10 juin 1992
30 % = 5 001 F le 7 septembre 1993
20 % = 3 334 F le 11 janvier 1996
10 % = 1 667 F du 31 juillet 1997 au 23 mars 1999

Observations :

PTO cumulables avec les allocations familiales

Veuve BIKOUMOU née SOUAMOUNOU

Chauffeur de 6° échelon à la Direction Nationale des Sports

Indice : 240

Pourcentage de liquidation : 46,5 %

Nature de la pension : Reversion

Montant et date de mise en paiement :

6 770 F par mois, le 1er mars 1985

Enfants à charge :

NEANT

Veuve LIBALI née DZAMA (Thérèse)

Contrôleur de l'Enregistrement 8° échelon catégorie C 2 des SAF

Indice : 660

Pourcentage de liquidation : 53,5 %

Montant et date de mise en paiement :

21 421 F, le 1er janvier 1989

Enfants à charge :

NEANT

Pensions temporaires d'Orphelins :

10 % = 4 284 du 22 décembre 1988 au 19 mai 1990

Observations :

Bénéficie d'une majoration de pension pour famille nombreuse de 30 % pour compter du 1 jancier 1989 soit 6 426 F et 35 % pour compter du 1 juin 1989 soit 7 497 F par mois.

---

- PAR ARRETE N° 1434 du 12 juin 1990 est concédée sur la Caisse de Retraite des Fonctionnaires la pension aux ayants-cause de Mr OLLANDZOBO MBONGO (Etienne)

Veuve OLLANDZOBO MBONGO née GNELENGA (Antoinette)

Capitaine de 10° échelon (+ 29)

Indice : 1 450

Pourcentage de pension : 52,5 %

Nature de la pension : Reversion

Montant et date de mise en paiement

46 183 F par mois le 1er juillet 1989

Enfants à charge :

Mireille née le 19 septembre 1979
jusqu'au 30 septembre 1989
Merline née le 21 novembre 1974
jusqu'au 30 novembre 1989
Maurel né le 18 juin 1977
Irène née le 13 mai 1979

Observations :

PTO cumulables avec les allocations familiales.

---

- PAR ARRETE N° 1437 du 13 juin 1990 est concédée sur la Caisse de Retraite des Fonctionnaires la pension à Mr BALEY NDOKO (Jean Pierre)

BALEY NDOKO (Jean Pierre)

Capitaine de 9° échelon (+ 27 ans)

Indice : 1360

Pourcentage de pension : 44 %

Nature de la pension : Ancienneté

Montant et date de mise en paiement :

72 606 F par mois, le 1er juillet 1989

Durée des services effectifs :

Du 16 avril 1960 au 17 janvier 1965
et du 17 mai 1965 30 juin 1989
soit 28 ans 10 mois 14 jours.
A déduire : Services FAF déjà rémunérés par un pécule non reversé
du 1 avril 1960 au 17 janvier 1965
soit 4 ans 9 mois 1jour reste :
24 ans 1 mois 13 jours ou 24 ans.

Enfants à charge :

Pulchérie né le 30 septembre 1970
jusqu'au 30 septembre 1990
Nadine née le 15 septembre 1972
Tatiana née le 3 janvier 1975
jusqu'au 30 janvier 1990
Ulrich née le 9 juillet 1975
Raïssa née le 4 septembre 1977
Natacha née le 21 août 1980
Régis né le 13 décmebre 1982
Igor né le 6 octobre 1985

Observations :

Bénéficie d'une majoration de pension pour famille nombreuse de 10 %
pour compter du 1 octobre 1990
soit 7 261 F par mois.

---

- PAR ARRETE N° 1438 du 13 juin 1990 est concédée sur la Caisse de Retraite des Fonctionnaires la pension à Mr KIMBEMBE (Antoine)

KIMBEMBE (Antoine)

Instituteur Principal de 3° échelon catégorie A2 des services sociaux.

Indice : 860

Durée des Services effectifs :

Du 6 décembre 1952 au6 décembre 1989
soit 37 ans.

Pourcentage de pension : 57 %

Nature de la pension : Ancienneté

Montant et date de mise en paiement :

59 478 Francs par mois

Enfants à charge :

Gildas né le 30 décembre 1971
Giscard né le 13 septembre 1988

Observations :

Bénéficie d'une majoration de pension pour famille nombreuse de 35 % pour compter du 1 janvier 1990 soit
20 870 F par moiss

---

- PAR ARRETE N° 1439 du 13 juin 1990 est reversée sur la Caisse de Retraite des Foncitonnaires la pension de l'ayant-cause ci-après :

Veuve YENDZA née INANGA (Adèle)

Caporal Chef échelle 2 + 20 ans

Indice : 524

Pourcentage de liquidation : 40 %

Montant et date de mise en paiement :

6 358 F par mois

Enfants à charge :

Brigitte née le 2 avril 1968
jusqu'au 2 avril 1968
Sylvie née le 23 avril 1970
jusqu'au 23 avril 1990
Noëlle née le 25 décembre 1973
Joseph né le 26 décembre 1973
Olivier né le 5 mars 1974
Marie Paule née le 27 septembre 1979
Sapristia née le 6 septembre 1982
Léoneck née le 23 septembre 1985
Brice né le 26 août 1988

Pensions Temporaires d'Orphelins :

50 % = 12 716 F à compter du 30 janvier 1988
40 % = 10 172 F à compter du 5 mars 1995
30 % = 7 630 F à compter du 27 septembre 2000
20 % = 5 086 F à compter du 6 septembre 2003
10 % = 2 543 F à compter du 23 septembre 2006
juqu'au 25 août 2009

Observations :

PTO cumulables avec les allocations familiales

Concours avec OUHADINA (Jacqueline)

---

- PAR ARRETE N° 1440 du 13 juin 1990 sont concédées sur la Caisse de Retraite des Fonctionnaires les pensions aux fonctionnaires ci-après, en tête : BIKOUMOU (Auguste)

BIKOUMOU (Auguste)

Inspecteur Adjoint de 1° échelon, catégorie A2 des Douanes

Indice : 1080 + 30 points = 1110

Durée des services effectifs :

Du 1 janvier 1953 au 30 décembre 1989
soit 37 ans

Pourcentage de pension : 57 %

Nature de la pension : Ancienneté

Montant et date de mise en paiement :

76 767 F
le 1 janvier 1990

Enfants à charge :

Edgar né le 13 octobre 1975
Nadège née le 19 juin 1978
Gildas né le 29 décembre 1979
Estelle née le 19 juin 1979

Observations :

Bénéficie d'une majoration de pension pour famille nombreuse de 35 % pour compter du 1 janvier 1990 soit 26 868 F

: MAMPOUYA (Alfred)

Instituteur Principal de 3° échelon de la catégorie A 2 des services sociaux (Enseignement).

Indice : 860

Durée des services effectifs :

Du 1 octobre 1962
au 8 novembre 1989 soit 27 ans 1 mois
7 jours arrondi à 27 ans.

Pourcentage de pension : 47 %

Montant et date de mise en paiement :

49 042 F
le 1er décembre 1989

Enfants à charge :

| | | |
|---|---|---|
| Lima | née le 10 juillet | 1977 |
| Annaïs | née le 6 juillet | 1982 |
| Brice | né le 29 octobre | 1984 |
| Carmen | née le 29 octobre | 1984 |

Observations :

Bénéficie d'une majoration de pension pour famille nombreuse de 20 % pour compter du 1er décembre 1989 soit 9 810 F et 25 % pour compter du 1er octobre 1990 soit 12 262 F par mois.

: BATISSANA (Jean)

Professeur de CEG de 7° échelon catégorie A 2 des services sociaux (Enseignement)

Indice : 1180

Durée des services effectifs :

du 1er octobre 1956
au 1er janvier 1990 soit 33 ans 3 mois
ou 33 ans 6 mois.

Pourcentage de pension : 53,5 %

Nature de la pension : Ancienneté

Montant et date de mise en paiement :

76 597 F par mois
le 1er janvier 1990

Enfants à charge :

Nadège née le 7 juin 1973
Francénie née le 29 avril 1978

Observations :

Bénéficie d'une majoration de pension pour famille nombreuse de 20 % pour compter du 1er janvier 1990 soit 15 320 F par mois.

---

- PAR ARRETE N° 1441 du 13 juin 1990 sont concédées sur la Caisse de Retraite des Fonctionnaires les pensions aux Fonctionnaires en tête NKOUNKOU (Philippe)

NKOUNKOU (Philippe)

Agent Technique de 5° échelon catégorie C II des services sociaux.

Indice : 550

Durée des services effectifs :

Du 1 janvier 1958
au 1 janvier 1989
soit 31 ans

Pourcentage de pension : 57 %

Nature de la pension : Ancienneté

Montant et date de mise en paiement :

34 033 F
le 1 mars 1989

Enfants à charge :

Philippe né le 13 janvier 1975
jusqu'au 30 janvier 1990
Elisée, née le 5 janvier 1978
Léa, née le 23 mai 1980
Landry né le 20 août 1982
Bauvancie né le 21 novembre 1984
Davy né le 8 juin 1989

Observations :

Bénéficie d'une majoration de pension pour famille nombreuse de 30 % pour compter du 1 mars 1989 soit 10 210 F par mois

MIEKOUMOUTIMA (Antoine)

Instituteur de 3° échelon catégorie A2 des services sociaux

Indice : 860

Durée des services effectifs :

Du 1 janvier 1953
au 1 janvier 1990
soir 37 ans

Pourcentage de Pension : 57 %

Nature de la pension : Ancienneté

Montant et date mise en paiement :

59 478 F par mois
le 1 janvier 1990

Enfants à charge :

Richard né le 18 décembre 1972
Lyonnel né le 24 avril 1975
jusqu'au 30 avril 1990
Innocente née le 21 septembre 1977

Observations :

Bénéficie d'une majoration de pension pour famille nombreuse de 25 % pour compter du 1 janvier 1990 soit 14 870 F par mois.

---

- PAR ARRETE N° 1442 du 13 juin 1990 est concédée suur la Caisse de Retraite des Fonctionnaires la pension à Mr PENA DONGUET (Ludovic),

PENA DONGUET (Ludovic)

Agent Technique Principal de Santé de 5° échelon, catégorie B1

Indice : 820

Durée des services effectifs :

Du 29 mai 1952
au 29 mai 1989
soit 37 ans

Pourcentage de pension : 57 %

Nature de la pension : Ancienneté

Montant et date de mise en paiement :

56 7 11 F par mois
le 1er janvier 1990

Enfants à charge :

Patrick né le 10 mars 1971
Ludovic né le 17 avril 1973
Just né le 20 juin 1975
Chantal née le 17 octobre 1977
Chancelvie née le 27 novembre 1979
Délochy né le 17 février 1987

Observations :

Bénéficie d'une majoration de pension pour famille nombreuse de 65 % pour compter du 1janvier 1990 soit 36 862 F par mois ramené à 32 122 F par mois.

---

**RETRAITE**

- PAR ARRETE N° 1310 du 4 juin 1990
et en application des dispositions des articles 2 et 3 du décret n° 84-892 du 12 octobre 1984, Mr ONTSA-ONTSA (Jean Jacques), Administrateur en Chef de 4è échelon, indice 1950 des cadres de la catégorie A, hiérarchie I des SAF (Administration Générale), en service à LINA-CONGO, né le 25 juillet 1932 à OKOLO (Lékana), sera admis à faire valoir ses droits à la retraite pour compter du 1er juillet 1990.

L'indemnité spéciale forfaitaire dite de fin de carrière égale à six mois de traitement lui sera accordée à compter de la date ci-dessus indiquée.

Des réquisitions de passage et de transport de bagages par voie aérienne (catégorie III) lui seront délivrées au compte du budget de LINA CONGO et éventuellement à sa famille qui a droit à la gratuité de passage.

---

- PAR ARRETE N° 1312 du 4 juin 1990
et en application des dispositions des articles 2 et 3 du décret n° 84-892 du 12 octobre 1984, Mr TSANGO-A-BEKA (Dominique) Administrateur Adjoint de 4è échelon, indice 810 de la catégorie A, hiérarchie II des SAF (Administration Générale) en service à la Direction des Mines à Brazzaville, né vers 1934 à MOKOUMA( (Owando) est admis à la retraite pour compter du 1er janvier 1989.

L'indemnité spéciale forfaitaire dite de fin de carrière égale à six mois de traitement lui est accordée pour compter de la date ci-dessus indiquée.

Des réquisitions de passage et de transport de bagages par voie routière (catégorie III) lui seront délivrées au compte du budget de la République Populaire du Congo et éventuellement à sa famille qui a droit à la gratuité de passage.

---

- RECTIFICATIF N° 1381 du 8 juin 1990
à l'arrêté n° 1944 du 5 mai 1989 portant admission à la retraite de certains agents contractuels, en ce qui concerne NIKA (Paul), Secrétaire Principal d'Administration Contractuel.

AU LIEU DE :

Article 1er : En application des dispositions de l'article 145 de la loi n° 004-86 du 25 février 1986 susvisée, les agents contractuels dont les noms et prénoms suivent, nés vers 1934, sont admis à faire valoir leurs droits à la retraite pour compter du 1er janvier 1989.

.....
.....
NIKA (Paul), Secrétaire d'Administration de 3è échelon, catégorie D, échelle 9 indice 480 en service dans la Bouenza.

LIRE :

NIKA (Paul), Secrétaire Principal d'Administration Contractuel de 1er échelon, catégorie C échelle 9 indice 530 en service dans la Bouenza.

Le reste sans changement.

---

- PAR ARRETE N° 1463 du 18 juin 1990
et en application des dispositions de l'article 145 de la loi n° 004-86 du 25 février 1986, les agents contractuels dont les noms et prénoms suivent, nés vers 1935, sont admis à faire valoir leurs droits

la retraite, pour compter du 1er janvier 1990.

- ALOMBE (Jean), ouvrier professionnel de la catégorie G, 5è échelon, échelle 18, indice 180 ;
- MBOUNGOU (Emile), chauffeur de la catégorie G, 1er échelon, échelle 17, indice 190 ;
- MBANI (Albert), aide-soignant de la catégorie F, 6è échelon, échelle 15, indice 300 ;
- MABIALA (Daniel), manoeuvre de la catégorie H, 10è échelon, echelle 19, indice 180 ;
- BITSINDOU (Alexis), ouvrier professionnel de la catégorie G, 8è échelon, échelle 18, indice 210 ;
- NDZENDZELE (André), chauffeur mécanicien de la catégorie G, 6è échelon, échelle 16, indice 320 ;
- TSATI (Victor), ouvrier professionnel de la catégorie G, 9è échelon, échelle 18, indice 220 ;
- KILONI (Jacob), ouvrier professionnel de la catégorie G, 4è échelon, échelle 18, indice 170 ;
- PEMBE (Simon), ouvrier professionnel de la catégorie G, 10è échelon, échelle 18, indice 230.;
- NDONG (Samuel), aide culturel de la catégorie G., 8è échelon, échelle 18, indice 210 ;
- MATSIMOUNA (André), contre-maître de la catégorie D, 2è échelon, échelle 9, indice 460 ;
- ATOUTA (Jean), ouvrier professionnel de la catégorie G, 8è échelon, échelle 18, indice 210 ;
- NSOUNDA (Prosper), secrétaire d'administration de la catégorie D, 1er échelon, échelle 9, indice 430 ;
- VOUVOU (Germain), ouvrier professionnel de la catégorie G, 9è échelon, échelle 18, indice 220 ;
- MAMBOU (Boniface), commis principal,de la catégorie D, 2è échelon, échelle 9, indice 460.

L'indemnité représentative de congé leur sera payée dès que la Direction de la Gestion du Personnel Civil de l'Etat connaîtra les dates exactes de reprise de service des intéressés à l'issue de leur dernier congé.

---

- PAR ARRETE N° 1465 du 18 juin 1990 et en application des dispositions de l'article n° 145 de la loi n° 004-86 du 25 février 1986, Mr MASSAMBA (Jean); Infirmier Breveté Contractuel de 1er échelon, indice 300 de la catégorie E, échelle 13 en service au Secteur Opérationnel n° 1 à Brazzaville, né le 2 décembre 1933, est admis à faire valoir ses droits à la retraite pour compter du 1er janvier 1989.

L'indemnité représentative de congé lui sera payée dès que la Direction de la Gestion du Personnel Civil de l'Etat connaîtra la date exacte de reprise de service de l'intéressé à l'issue de son dernier congé.

---

- PAR ARRETE N° 1480 du 19 juin 1990 et en application des dispositions de l'article 145 de la loi n° 004-86 du 25 février 1986, Mr MASSENGO (Ernest), chauffeur contractuel de 10è échelon, indice 280 de la catégorie G, échelle 17 en service à la Direction de l'Agriculture, né vers 1932 à MBANZA MBEMBE(BOKO), est admis à faire valoir ses droits à la retraite pour compter du 1er juillet 1989.

L'indemnité représentative de congé lui sera payée dès que la Direction de la Gestion du Personnel Civil de l'Etat connaîtra la date exacte de reprise de service de l'intéressé à l'issue de son dernier congé.

---

- PAR ARRETE N° 1481 du 19 juin 1990 et en application des dispositions de l'article 145 de la loi n° 004-86 du 25 février 1986, les Agents Contractuels dont les noms et prenoms suivent, nés vers 1935, sont admis à faire valoir leurs droits à la retraite à compter du 1er janvier 1990.

- OKEMBA MAYENGA NDONGO (Jean Pierre), Chef Ouvrier de 3è échelon, catégorie E, échelle 12, indice 350 ;
- OKOUMOU née NGUEKALE (Bernadette), Institutrice de Foyer de 3è échelon, catégorie F, échelle 14, indice 230 ;
- ONTSANI (Jean), Ouvrier non spécialisé de 10è échelon, catégorie H, échelle 19, indice 180 ;
- GONGARA (Blaise), Garçon de Salle de 7è échelon, catégorie G, échelle 18, indice 200 ;
- NZIENGUE (Laurent), Ouvrier non spécialisé de 6è échelon, catégorie H, échelle 19, indice 156 ;
- OKEMBA (Gabriel), Ouvrier non spécialisé de 9è échelon, catégorie H, échelle 19, indice 170 ;
- NKOUNKOU (Moïse), Instituteur Adjoint, de 2è échelon, catégorie D, échelle 11, indice 470 ;

- KANGAKOUNDJI (Blaise), Cuisinier de 2è échelon, catégorie G, échelle 18, indice 220 ;
- BONGUI (Pascal), Ouvrier Professionnel, de 9è échelon, catégorie G, échelle 18, indice 220 ;
- MOUDILOU (Antoine), Secrétaire Sténo-Dactylo de 2è échelon, catégorie D, échelle 9, indice 460 ;
- MALANDA (Ignace), Ouvrier professionnel de 5è échelon, catégorie G, échelle 18, indice 180 ;
- MBOUNGOU (Roger), chauffeur de 8è échelon, catégorie G, échelle 17, indice 180 ;
- ONGAGNA (Pauline), Aide-Soignante contractuelle de 1er échelon, catégorie F, échelle 15, indice 210 ;
- BOKOUATE (Pascal), Ouvrier Professionnel de 1er échelon, catégorie G, échelle 18, indice 140.

L'indemnité représentative de congé leur sera payée dès que la Direction de la Gestion du Personnel Civil de l'Etat connaîtra les dates exactes de reprise de service des intéressés à l'issue de leur dernier congé.

---

- PAR ARRETE N° 1482 du 19 juin 1990 et en application des dispositions de l'article 145 de la loi n° 004-86 du 25 février 1986, les agents contractuels dont les noms et prénoms suivent, nés vers 1935, sont admis à faire valoir leurs droits à la retraite pour compter du 1er janvier 1990.

- GOMA (Casimir), Soigneur de 9è échelon, catégorie G, échelle 18, indice 220 ;
- NKOUKA (Adolphe), Chauffeur de 8è échelon, catégorie G, échelle 17, indice 260 ;
- AZEMOU (Gilbert), Ouvrier professionnel de 7è échelon, catégorie G, échelle 18, indice 200 ;
- NDENDENGUI (André), Ouvrier de 4è échelon, catégorie F, échelle 14, indice 240 ;
- YELLET (Jérôme), Brigadier Chef de 2è échelon, catégorie D, échelle 9, indice 460 ;
- BITEMO (Jacques), Chef Ouvrier, 2è échelon catégorie E, échelle 12, indice 320 ;
- AMPION (Fidèle), Ouvrier professionnel de 10è échelon, catégorie G, échelle 18, indice 230 ;
- BITSOUMANI (Alphonse), Ouvrier professionnel de 10è échelon, catégorie G, échelle 18, indice 230 ;
- ELENGA (Joseph), Planton de 6è échelon, catégorie G, échelle 17, indice 240 ;
- KOUBEMBA NGOMA (Etienne), Porte-Mire de 3è échelon, catégorie G, échelle 17, indice 210 ;
- NGON (Fidèle), Ouvrier de 4è échelon, catégorie F, échelle 14, indice 240 ;
- MIDZONDZO (Marcel), Chauffeur de 7è échelon, catégorie F, échelle 14, indice 300 ;
- NGOYA (Jérôme), Planton de 7è échelon, catégorie G, échelle 17, indice 250 ;
- MALONGA (Maurice), Ouvrier de 3è échelon, catégorie F, échelle 14, indice 230 ;
- MATSIMOUNA (Fidèle), Ouvrier professionnel de 9è échelon, catégorie G, échelle 18, indice 220.

L'indemnité représentative de congé leur sera payée dès que la Direction de la Gestion du Personnel Civil de l'Etat connaîtra la date exacte de reprise de service des intéressés à l'issue de leur dernier congé.

---

- PAR ARRETE N° 1484 du 19 juin 1990, et en application des dispositions de l'article 145 de la loi n° 004-86 du 25 février 1986, les agents contractuels dont les noms et prénoms suivent, sont admis à faire valoir leurs droits à la retraite pour compter du 1er juillet 1989 :

- MAKAYA (Fulbert), Passeur de Bac de 5è échelon, catégorie H, échelle 9, indice 150, né vers 1919 ;
- GAMBI (Joseph), Ouvrier de 9è échelon, catégorie F, échelle 14, indice 330, né le 22 décembre 1922 ;
- MAKOSSO LOEMBA, Passeur de Bac de 7è échelon, catégorie H, échelle 19, indice 160, né vers 1920 ;
- SINGANI (Vincent), Cuisinier de 10è échelon, catégorie G, échelle 18, indice 230, né vers 1933 ;
- NTOUMOU (Joseph), Ouvrier Professionnel de 8è échelon, catégorie G, échelle 18, indice 210, né en 1933 ;
- GOMA BOUKOU, Passeur de Bac de 9è échelon, catégorie H, échelle 19, indice 170, né vers 1919 ;
- NTALANI (Gabriel), Ouvrier Professionnel de 9è échelon, catégorie G, échelle 18, indice 220, né vers 1931.

L'indemnité représentative de congé leur sera payée dès que la Direction de la Gestion du Personnel Civil de l'Etat connaîtra les dates exactes de reprise de service des intéressés à l'issue de leur dernier congé.

---

- PAR ARRETE N° 1485 du 19 juin 1990 et en application des dispositions de l'article 145 de la loi n° 004-86 du

25 février 1986, les agents contractuels dont les noms et prénoms suivent, sont admis à faire valoir leurs droits à la retraite pour compter du 1er mars 1989 ;

- EKIERI (Eugène), Sapeur Pompier de 1er échelon, indice 166 de la catégorie G, échelle 16, né vers 1933 ;
- MPIAKA (André), Chauffeur de 2è échelon, indice 100 de la catégorie G échelle 17, né vers 1934 ;
- AKIANA (Maurice), ouvrier Professionnel de 8è échelon, indice 210 de la catégorie G, échelle 18, né vers 1934.

L'indemnité représentative de congé leur sera payée dès que la Direction de la Gestion du Personnel Civil de l'Etat connaîtra les dates exactes de reprise de service des intéressés à l'issue de leur dernier congé.

---

- PAR ARRETE N° 1486 du 19 juin 1990 et en application des dispositions de l'article 145 de la loi n° 004-86 du 25 février 1986, les agents contractuels dont les noms et prénoms suivent sont admis à faire valoir leurs droits à la retraite pour compter du 1er juin 1989 :

- NZINGA (Fidèle), Ouvrier non spécialisé de 10è échelon, catégorie H, échelle 19, indice 180, né vers 1933 ;
- Soeur IRAZOLA Y VILDOSOLA (Angéla), Agent Technique de Santé de 4è échelon, catégorie D, échelle 9, indice 520, né le 1er mars 1933 ;
- NGOYO (Hyacinthe), Ouvrier Professsionnel de 6è échelon, échelle 18, catégorie G, né vers 1934 ;
- NKOUKA (François), Ouvrier Agricole de 5è échelon, échelle 18, catégorie G, indice 180, né vers 1934 ;
  YUIA née GNINGA (Marie Joséphine), Monitrice de Couture de 7è échelon, catégorie G, échelle 18, indice 200, né vers 1934 ;

L'indemnité représentative de congé leur sera payée par la Direction de la Gestion du Personnel Civil de l'Etat dès que celle ci connaîtra les dates exactes de reprise de service des intéressés à l'issue de leur dernier congé.

---

- PAR ARRETE N° 1487 du 19 juin 1990 et en application des dispositions de l'article 145 de la loi n° 004-86 du 25 février 1986, Mr MAYOUKOU (Jonas), Menuisier Contractuel de 5è échelon, indice 260 de la catégorie G, échelle 8 précédemment en service au CET du 1er mai, né en 1931, est admis à faire valoir ses droits à la retraite pour compter du 1er janvier 1986.

L'indemnité représentative de congé lui sera payée dès que la Direction de la Gestion du Personnel Civil de l'Etat connaîtra la date de reprise de service de l'intéressé à l'issue de son dernier congé.

---

- PAR ARRETE N° 1488 du 19 juin 1990 et en application des dispositions de l'article 145 de la loi n° 004-86 du 25 février 1986, les agents contractuels dont les noms et prénoms suivent, nés vers 1935, sont admis à faire valoir leurs droits à la retraite pour compter du 1er janvier 1990 :

- MOUAYA (Gaspard), Aide-Soignant de 1er échelon, catégorie F, échelle 15, indice 210 ;
- NDOBOA (Martine), Ouvrier Professionnel de 8è échelon, catégorie G, échelle 18, indice 210 ;
- MOUSSANDA (Antoine), Ouvrier non spécialisé de 5è échelon, catégorie H, échelle 19, indice 150 ;
- TOMADIATOUNGA (Hilaire), Ouvrier de 6è échelon, catégorie F, échelle 14, indice 280 ;
- NGANGOUE (Josep), Ouvrier de 4è échelon, catégorie F, échelle 14, indice 240 ;
- ONIANGUE AMBA (Alphonse), Chauffeur de 10è échelon, catégorie G, échelle 17, indice 280 ;
- MOLA (Célestin), Chauffeur Mécanicien de 6è échelon, catégorie G, échelle 16, indice 320 ;
- MBOMBA (Adolphe), Ouvrier Professionnel de 4è échelon catégorie G, échelle 18, indice 170 ;
- LIKOUNDOU (François), Planton de 5è échelon, catégorie G, échelle 17, indice 230 ;
- BATEKOLO (Jules), Ouvrier Professionnel de 9è échelon, catégorie G, échelle 18, indice 220 ;
- BOKOUMOU (Joseph), Ouvrier Professionnel de 4è échelon, catégorie G, échelle 18, indice 170 ;
- NKOUNKOU (Raphaël), Ouvrier de 8è échelon, catégorie F, échelle 14, indice 320 ;
- BASSOUMBA (Fulgence), Commis de 3è échelon, catégorie F, échelle 14, indice 230 ;
- IWOSSO EKAKATA (Antoine), Ouvrier de 5è échelon, catégorie F, échelle 14, indice 250.

L'indemnité représentative de congé leur sera payée dès que la Direction de la

Gestion du Personnel Civil de l'Etat connaîtra les dates exactes de reprise de service des intéressés à l'issue de leur dernier congé.

---

- PAR ARRETE N° 1491 du 19 juin 1990 et en application des dispositions de l'article 145 de la loi n° 004-86 du 25 février 1986, les agents contractuels dont les noms suivent, nés vers 1935, sont admis à faire valoir leurs droits à la retraite pour compter du 1er janvier 1989 :

- KOMBO (Simon), Chef Ouvrier de 3è échelon, catégorie E, échelle 12, indice 350 ;
- MPASSI (Noël), Planton de 6è échelon, catégorie G, échelle 17, indice 240 ;
- MOUHINGOU (Dominique), Ouvrier de 6è échelon, catégorie F, échelle 14, indice 280 ;
- NGOMA SAMBA (Thomas), Secrétaire d'Administration de 3è échelon, catégorie D, échelle 9, indice 480 ;
- MANDZOUNGOU (Pascal), Chauffeur de 10è échelon, catégorie G, échelle 17, indice 280 ;
- AKAMBO (Léon), Chauffeur Mécanicien de 5è échelon, catégorie G, échelle 16, indice 306 ;
- OKEMBA (Marcel), Chauffeur Mécanicien de 8è échelon, catégorie G, échelle 16; indice 350 ;
- NIANGUI (David), Chef Ouvrier de 1er échelon, catégorie E, échelle 12, indice 300 ;
- MOKONO (Clément), Chauffeur Mécanicien de 5è échelon, catégorie G, échelle 16, indice 306 ;
- MAMPOUYA (Marcel), Secrétaire d'Administration de 5è échelon, catégorie D, échelle 9, indice 550 ;
- MICKOUNGUILT (Léon),Comptable de 4è échelon, catégorie D, échelle 9, indice 520
- KIMBEMBE (Mathias), Chauffeur Mécanicien de 4è échelon, catégorie G, échelle 16, indice 290 ;

L'indemnité représentative de congé leur sera payée dès que la Direction de la Gestion du Personnel Civil de l'Etat connaîtra les dates exactes de reprise de service des intéressés à l'issue de leur dernier congé.

---

- RECTIFICATIF N° 1492 du 19 juin 1990 à l'arrêté n° 2058 du 15 mai 1989 portant admission à la retraite de certains agents contractuels en ce qui concerne Mr ENDZOUA (François).

AU LIEU DE :

.....

ENDZOUA (François), Chauffeur de 1er échelon, catégorie G, échelle 17, indice 190, en service à l'Assistance Médicale de la Bouenza.

LIRE :

ENDZOUA (François), Chauffeur de 2è échelon, catégorie G, échelle 17, indice 200 en service à l'Assistance Médicale de la Bouenza.

Le reste sans changement.

---

## DIVERS

---

- PAR ARRETE N° 1255 du 1er juin 1990 une indemnité représentative de congé payé égale à soixante dix huit jours ouvrables pour la période du 24 décembre 1985 au 31 décembre 1988 est accordé à Mr OKAMBILI (Benoît), Agent Technique de Santé Contractuel de 5° échelon, indice 560, de la catégorie D, échelle 11 précédemment en service au Centre Médical Jane Vialle de Ouenzé à Brazzaville admis à la retraite pour compter du 1er janvier 1989 par arrêté n° 2058 du 15 mai 1989.

En application des dispositions de l'article 120 du Code du Travail, la période du 24 décembre 1983 au 23 décembre 1985 est prescrite.

---

- PAR ARRETE N° 1256 du 1er juin 1990 une indemnité représentative de congé payé égale à soixante dix huit jours ouvrables pour la période du 20 juin 1986 au 28 juin 1989 est accordée aux ayants-droit du défunt KOUTALA (André), Commis Principal Contractuel de 3° échelon indice 350 de la catégorie E, échelle 12, précédemment en service à la Direction des Impôts à Brazzaville, décédé le 29 juin 1989 à Brazzaville.

En application des dispositions de l'article 120 du Code du Travail, la période du 20 juin 1983 au 19 juin 1986 est prescrite.

---

- PAR ARRETE N° 1260 du 1er juin 1990 Mr NGOTO (Alphonse), est engagé à Brazzaville pour une durée indéterminée, en qualité de Cuisinier Contractuel, classé

au 1er échelon de la categorie G, échelle 18, indice 140 prévus aux annexes III et IV de la Convention Collective du 1er septembre 1960 et mis à la disposition du Ministère de l'Equipement chargé de l'Environnement.

La période d'essai est fixée à un mois.

L'intéressé qui accepte tacitement l'engagement aux conditions ci-dessus, percevra les rémunérations d'activité de service, de congés et éventuellement les avances de salaires afférentes à l'indice net 140 précité, telles qu'elles sont déterminées à l'article 5 de la Convention Collective du 1er septembre 1960.

L'intéressé bénéficiera pour les congés, les transports, les déplacements, les travaux supplémentaires, les maladies, soins médicaux, accidents de travail, retraite, cessation définitive de service et différends individuels, de toute clauses et conditions arrêtées par la Convention Collective du 1er septembre.

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date effective de prise de service de l'intéressé.

---

- PAR ARRETE N° 1453 du 18 juin 1990 une indemnité représentative de congé payé égale à quatre vingt huit jours ouvrables pour la période du 18 février 1986 au 30 juin 1989 est accordéé à Mr NGATALI (Raphaël), Commis Principal Contractuel de 1er échelon, indice 300 de la catégorie E, échelle 12, précédemment en service à la Direction générale du Budget à Brazzaville, admis à la retraite pour compter du 1er juillet 1989 par arrêté n° 235 du 14 février 1990.

En application des dispositions de l'article 120 du Code du Travail, la période du 18 février 1983 au 17 février 1986 est prescrite.

---

- PAR ARRETE N° 1454 du 18 juin 1990 une indemnité représentative de congé payé égale à quatre vingt onze jours ouvrables pour la période du 2 septembre 1985 au 28 février 1989 est accordée à Mr OTILIBILA (René), Infirmier Breveté Contractuel de 3° échelon, indice 350 de la catégorie E, Echelle 13, précédemment en service à l'assistance médicale de Brazzaville, admis à la retraite pour compter du 1er mars 1989 par arrêté n° 2340 du 30 mai 1989.

---

- PAR ARRETE N° 1455 du 18 juin 1990 une indemnité représentative de congé payé égale à quatre vingt quinze jours ouvrables pour la période du 22 décembre 1984 au 21 août 1988 est accordée aux ayants-droit du défunt IPOUTOU (Joseph), Assistant vétérinaire contractuel de 1° échelon, indice 430 de la catégorie D, échelle 9, précédemment en service au secteur du Développement Rural de MOUTAMBA, décédé le 22 août 1988.

En application des dispositions de l'article 120 du Code du Travail, la période du 22 décembre 1983 au 21 décembre 1984 est prescrite

---

- PAR ARRETE N° 1456 du 18 juin 1990 une indemnité représentative de congé payé égale à soixante dix huit jours ouvrables pour la période du 27 décembre 1985 au 31 décembre 1988 est accordée à Mr NDZOULOU (Grégoire), ouvrier agricole Contractuel de 10è échelon, indice 290 de la catégorie G, échelle 18, précédemment en service à la Ferme de KOMBE, admis à la retraite pour compter du 1er janvier 1989 par arrêté n° 2486 du 6 juin 1986.

En application des dispositions de l'article 120 du Code du Travail, la période du 27 décembre 1972 au 26 décembre 1985 est prescrite.

---

- PAR ARRETE N° 1457 du 18 juin 1990 une indemnité representative de congé payé égale à quatre vingt jours ouvrables pour la période du 20 janvier 1984 au 14 février 1987 est accordée aux héritiers du défunt NDZILA (Adolphe), Comptable Principal Contractuel de 1er échelon, indice 530 de la catégorie C échelle 8, précédemment en service au Secrétariat du Comité Central de l'UJSC décédé le 15 février 1987 à Brazzaville.

En application des dispositions de l'article 120 du Code du Travail, la période du 20 janvier 1978 au 19 janvier 1984 est prescrite.

---

- PAR ARRETE N° 1458 du 18 juin 1990 une indemnité représentative de congé payé égame à soixante un jours ouvrables, pour

la période du 30 avril 1987 au 5 septembre 1989, est accordée aux héritiers du défunt KENDO (Joseph), Agent subalterne de Bureau Contractuel de 10è échelon, indice 230 de la catégorie G, échelle 18 précédemment en service à la Direction Générale du Budget à Brazzaville, décédé le 6 septembre 1989.

---

- PAR ARRETE N° 1459 du 18 juin 1990
une indemnité représentative de congé payé égale à vingt cinq jours ouvrables pour la période du 13 février 1986 au 27 janvier 1987 est accordée aux héritiers du défunt LEBIEU (Pascal), Secrétaire d'Administration Contractuel de 1er échelon, indice 430 de la catégorie D, échelle 9, précédemment en service au Secrétariat Général aux Mines et aux Hydrocarbures à Brazzaville, décédé le 28 janvier 1987 à Brazzaville.

---

- PAR ARRETE N° 1460 du 18 juin 1990
une indemnité représentative de congé payé égale à quatre vingt dix neuf jours ouvrables pour la période du 8 septembre 1985 au 30 juin 1989 est accordée à Mr ONDONGO AKOUALA (Albert), Secrétaire bilingue Traducteur contractuel de 7° échelon, indice 620 de la catégorie D, échelle 9, précédemment en service à l'Ambassade du Congo à Luanda (Angola) admis à la retraite pour compter du 1er juillet 1989 par arrêté n° 234 du 14 février 1990.

En application des dispositions de l'article 20 du Code du Travail, la période du 8 septembre 1975 au 7 septembre 1985 est prescrite.

---

- PAR ARRETE N° 1461 du 18 juin 1990
une indemnité représentative de congé payé égale à quatre vingt dix sept jours ouvrables pour la période du 27 décembre 1981 au 26 décembre 1985 est accordée aux ayants-droit du défunt YONAMBION (Jean), Comptable contractuel de 3° échelon, indice 480 de la catégorie D échelle 9 précédemment en service à la Direction Générale du Budget à Brazzaville, décédé le 27 septembre 1985 à Brazzaville.

En application des dispositions de l'article 120 du Code du Travail, la période du 27 décembre 1976 au 26 décembre 1981.

- PAR ARRETE N° 1464 du 18 juin 1990
une indemnité représentative de congé payé égale à quarante huit jours ouvrables pour la période du 24 février 1987 au 31 décembre 1988 est accordée à Mr NTSOUZA (François), Agent Technique Principal Contractuel de 3è échelon, indice 640 de la catégorie C échelle 8 précédemment en service à Brazzaville, admis à la retraite pour compter du 1er janvier 1989 par arrêté n° 227 du 15 mars 1989.

---

- PAR ARRETE N° 1466 du 18 juin 1990
une indemnité représentative de congé payé égale à onze jours ouvrables pour la période du 4 août 1988 au 31 décembre 1988 est accordée à Mr GUEMBO (Daniel), Ouvrier non spécialisé contractuel de 3è échelon, indice 140 de la catégorie H échelle 19, précédemment en service dans la Région de la Bouenza, admis à la retraite pour compter du 1ér janvier 1989 par arrêté n° 2738 du 16 juin 1988.

---

- PAR ARRETE N° 1478 du 19 juin 1990
une indemnité représentative de congé payé égale à quatre vingt deux jours ouvrables pour la période du 25 septembre 1985 au 7 décembre 1988, est accordée aux ayants-droits du défunt SA (Samuel), Instituteur Adjoint Contractuel de 1er échelon, indice 440 de la catégorie D, échelle 11, précédemment en service au Centre Elémentaire de Formation Professionnelle de Lékana, décédé le 8 décembre 1988 à Brazzaville.

En application des dispositions de l'article 120 du Code du Travail, la période du 25 septembre 1981 au 24 septembre 1985 est prescrite.

---

- PAR ARRETE N° 1479 du 19 juin 1990
une indemnité représentative de congé payé égale à quatre vingt neuf jours ouvrables pour la période du 24 janvier 1986 au 30 juin 1989 est accordée à Mr ASSELEKE (Pascal), Ouvrier professionnel contractuel de 4è échelon, indice 170 de la catégorie G, échelle 18, précédemment en service à la Direction Régionale de l'Agriculture et de l'Elevage de la Cuvette, admis à la retraite pour compter du 1er juillet 1989 par arrêté n° 234 du 14 février 1990.

En application des dispositions de l'article 120 du Code du Travail, la période du 24 janvier 1983 au 23 janvier 1986 est prescrite.

- PAR ARRETE N° 1493 du 19 juin 1990
une indemnité représentative de congé payé égale à quatre vingt dix sept jours ouvrables pour la période du 25 septembre 1985 au 30 juin 1989 est accordée à Mr MFIRA (Antoine), Chef Ouvrier contractuel de 4è échelon, indice 370 de la catégorie E, échelle 12, précédemment en service au Lycée Technique du 1er mai à Brazzaville, admis à la retraite pour compter du 1er juillet 1989 par arrêté n° 234 du 14 février 1990.

---

- PAR ARRETE N° 1512 du 19 juin 1990
une indemnité représentative de congé payé égale à quatre vingt deux jours ouvrables pour la période du 26 septembre 1985 au 30 novembre 1988 est accordée à Mr DENGUE (Gaston), Secrétaire Principal d'Administration Contractuel de 2è échelon, indice 590 de la catégorie C échelle 8, précédemment en service à la Direction Générale des Impôts à Brazzaville, admis à la retraite pour compter du 1er décembre 1988 par arrêté n° 2 249 du 25 mai 1989 susvisé.

En application des dispositions de l'article 120 du Code du Travail, la période du 26 septembre 1983 au 25 septembre 1985 est prescrite.

---

- PAR ARRETE N° 1558 du 25 juin 1990
et en application des dispositions de l'article 3 de l'arrêté n° 2 413 du 12 juin 1987, il est accordé la main-levée à la mesure suspendant le traitement de Mme MOUNDOUNGOU (Famy Adolphine), Journaliste de niveau I matricule solde n° 045705 P, en service à la Direction des Finances, de l'Equipement et du Personnel (Ministère de l'Information).

Le présent arrêté prendra effet pour compter du 9 janvier 1989, date de reprise de service de l'intéressée.

---

- PAR ARRETE N° 1559 du 25 juin 1990
et en application des dispositions de l'article 3 de l'arrêté n° 2413 du 12 juin 1987, il est accordé la main-levée à la mesure suspendant le traitement de Mr OTTA (Jean Joseph William), Contrôleur Principal du Travail de 3è échelon des cadres de la catégorie B hiérarchie I des SAF (Administration du Travail), matricule solde n° 010814 D.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de reprise de service de l'intéressé.

## MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRE ET SUPERIEUR CHARGE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

**- DECRET N° 90-320 du 14 juin 1990**
portant intégration dans le Statut Particulier du personnel de l'Université Marien NGOUABI et nomination de Mr ILOKI (Léon Hervé) en qualité de Maître-Assistant de 2° classe.

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant Statut Général des Fonctionnaires ;
Vu l'Ordonnance n° 29-71 du 4 décembre 1971 portant création de l'Université de Brazzaville ;
Vu l'Ordonnance n° 09-74 du 14 mai 1974 portant modification de l'ordonnance n° 29-71 du 4 décembre 1971 portant création de l'Université de Brazzaville ;
Vu l'Ordonnance n° 034-77 du 28 juillet 1977 portant changement du nom de l'Université de Brazzaville en Université Marien NGOUABI ;
Vu le décret n° 76-439 du 16 novembre 1976 portant organisation de l'Université de Brazzaville ;
Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions des situations administratives des agents de l'Etat ;
Vu le décret n° 85-274 du 9 mars 1985 portant Statut Particulier du personnel de l'Université Marien NGOUABI ;
Vu le décret n° 85-275 du 9 mars 1985 fixant les traitements, indemnités et primes des personnels de l'Université Marien NGOUABI ;
Vu le décret n° 85-276 du 9 mars 1985 fixant la valeur du point indiciaire applicable au Statut Particulier du personnel de l'Université Marien NGOUABI ;
Vu le décret n° 85-979 du 6 août 1985 modifiant et complétant certaines dispositions du décret n° 85-274 du 9 mars 1985 portant Statut Particulier du personnel de l'Université Marien NGOUABI ;
Vu le décret n° 86-759 du 4 juin 1986 portant promotion de l'intéressé ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Vu l'attestation n° 5 du 7 février 1990 plaçant l'intéressé en position de détachement auprès de l'Université Marien NGOUABI ;

Vu la note de service n° 882 du 27 octobre 1989 mettant fin au mandatement du salaire de feu NDELI Dominique Maître-Assistant de 2° classe décédé le 19 septembre 1989 ;

Vu le décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 sur la prise d'effet financier des avancements et reclassements ;

Vu le dossier présenté par l'intéressé ;

DECRETE :

Article 1er : En application des dispositions de l'article 24 du décret n° 85-274 du 9 mars 1985 susvisé, Mr ILOKI (Léon Hervé), de nationalité Congolaise, précédemment Médecin, catégorie A hiérarchie I des se services sociaux (Santé), 5° échelon, indice 1240 pour compter du 13 janvier 1986, titulaire du Diplôme d'Etat de Docteur en Médecine délivré par l'Université Marien NGOUABI le 4 décembre 1981 et du Certificat d'Etudes Spéciales d'Obstétrique et Gynécologie Médicale délivré par l'Université René DESCARTES PARIS V (France) le 19 janvier 1989, est recruté à l'Université Marien NGOUABI (Institut Supérieur des Sciences de la Santé), intégré dans le Statut Particulier du personnel de l'Université Marien NGOUABI et nommé Maître Assistant de 2° classe de 1° échelon, indice 1750.

Article 2 : Le présent décret qui prend effet tant du point de vue de la solde que de l'ancienneté dans le grade de Maître-Assistant de 2° classe de 1e échelon, indice 1750 pour compter de la date effective de prise de service de l'intéressé à l'Université Marien NGOUABI (Institut Supérieur des Sciences de la Santé) sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 14 juin 1990

Alphonse Souchlaty POATY

Par le Premier Ministre,

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

---

**- DECRET N° 90-362 du 25 juin 1990**
portant intégration dans le Statut Particulier du personnel de l'Université Marien NGOUABI et nomination de Mr OKASSA (Eugène en qualité de Maître-Assistant de 1ère classe.

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;

Vu l'ordonnance n° 29-71 du 4 décembre 197 portant création de l'Université de Brazzaville ;

Vu l'ordonnance n° 09-74 du 14 mai 1974 portant modification de l'ordonnance n° 29-71 du 4 décembre 1971 portant création de l'Université de Brazzaville ;

Vu l'ordonnance n° 34-77 du 28 juillet 197. portant changement du nom de l'Université de Brazzaville en Université Marien NGOUABI ;

Vu le décret n° 67-50 du 24 février 1967 règlementant la prise d'effet du point de vue de la solde des actes règlementaires relatifs aux nominations, intégrations, reconstitutions de carrière administrative et reclassements ;

Vu le décret n° 76-439 du 16 novembre 1976 portant organisation de l'Université de Brazzaville ;

Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révision de situation administrative des agents de l'Etat ;

Vu le décret n° 85-274 du 9 mars 1985 portant statut particulier du personnel de l'Université Marien NGOUABI ;

Vu le décret n° 85-275 du 9 mars 1985 fixant les traitements, indemnités et primes des personnels de l'Université Marien NGOUABI

Vu le décret n° 85-276 du 9 mars 1985 fixant la valeur du point indiciaire applicable au statut particulier du personnel de l'Université Marien NGOUABI ;

Vu le décret n° 85-979 du 6 août 1985 modifiant et complétant certaines dispositions du décret n° 85-274 du 9 mars 1985 portant statut particulier du personnel de l'Université Marien NGOUABI ;

Vu le décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 sur la prise d'effet financier des avancements et reclassements ;

Vu le décret n° 89-240 du 29 mars 1989 portant promotion de certains Professeurs Certifiés des cadres de la catégorie A hiérarchie I des services sociaux (Enseignement) de la République Populaire du Congo au titre de l'année 1987 ;

Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;

Vu la note de service n° 1009 du 16 juillet 1989 mettant Mr OKASSA (Eugène) à la disposition de l'Université Marien NGOUABI ;

Vu le dossier de candidature à un poste d'enseignement permanent présenté par

l'intéressé ;
Considérant les nécessités de service ;

DECRETE :

Article 1er : En application de l'article 25 du décret n° 85-274 du 9 mars 1985 susvisé, Mr OKASSA (Eugène), de nationalité Congolaise, Professeur Certifié des cadres de la catégorie A hiérarchie I des services sociaux (Enseignement) de 6° échelon, indice 1400, pour compter du 5 novembre 1988, titulaire du Doctorat d'Etat Discipline Sciences, Spécialité Géométrie Différentielle - délivré par l'Université Paul SABATIER TOULOUSE III (France) le 24 janvier 1989 est recruté à l'Université Marien NGOUABI, intégré dans le statut particulier du personnel de l'Université Marien NGOUABI (Faculté des Sciences) et nommé Maître-Assistant de 1ère. classe, 1° échelon, indice 2050.

Article 2 : Le présent décret qui prend effet tant du point de vue de la solde que de l'ancienneté à compter de la date effective de prise de service de l'intéressé à l'Université Marien NGOUABI (Faculté des Sciences) sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 25 juin 1990

Alphonse Souchlaty POATY

Par le Premier Ministre,

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

## Divers

**- PAR ARRETE N° 1302 du 1er juin 1990**
est autorisé le remboursement des frais de Mémoire de Maîtrise aux taux de CINQUANTE MILLE Francs par mémoire aux Camarades ;

- NDZONDO (Léonard) ;
- ELOKOLE (Gérard) ;
- NZAOU (André Michel).

Le montant global de ces frais sera mandaté aux noms des intéressés à Brazzaville.

La dépense est imputable au budget de l'Etat Congolais, "Chapitre Bourses : 362-51-37-06-03.

**- PAR ARRETE N° 1303 du 1er juin 1990**
est autorisé le remboursement des frais de Mémoire de Maîtrise au taux de CINQUANTE MILLE Francs par mémoire aux Camarades :

- ONDONGO (Anny Albertine) ;

Et de mémoire de fin d'études au taux de TRENTE MILLE Francs à EBONDZO (François) et MANKEDI (Benjamin).

Le montant global de ces frais sera mandaté aux noms des intéressés à Brazzaville.

La dépense est imputable au budget de l'Etat Congolais "Chapitre Bourses : 362-51-37-06-03.

**- PAR ARRETE N° 1383 du 8 juin 1990**
est autorisé le remboursement des frais de mémoire de Maîtrise aux taux de CINQUANTE MILLE Francs par mémoire aux Camarades :

- MOUKELET (Louis Donatien) ;
- NGATSE (Alphonse) ;
- DIANZINGA (Gilbert).

Le montant global de ces frais sera mandaté aux noms des intéressés à Brazzaville.

La dépense est imputable au budget de l'Etat Congolais chapitre : 362-51-37-06-03 Exercice 90.

**PAR ARRETE N° 1418 du 11 juin 1990**
est autorisé le remboursement des frais de mémoire de Maîtrise au taux de CINQUANTE MILLE Francs par mémoire à Messieurs :

- MOYEYA (Maxime) ;
- MINGUIEL (Noël Jean) ;
- GOUALA (Alphonse) ;
- KOUMBA (Donatien).

Le montant global de ces frais sera mandaté aux noms des intéressés à Brazzaville.

La dépense est imputable au budget de l'Etat Congolais chapitre Bourses : 362-51-37-06-03 Exercice 90.

**- PAR ARRETE N° 1477 du 19 juin 1990**
est attribuée une allocation journalière de stage au taux de 1250 Francs par jour à Mr KESSI (Corneille), soit : 1250 F x 69 j = 86250 F (Quatre vingt six mille deux cent cinquante Francs), étudiant congolais en France, en stage au Laboratoire de Pétrologie et Géologie structurale de la Faculté des Sciences de l'Université Marien NGOUABI.

Le montant global de ces frais sera mandaté au nom de l'intéressé à Brazzaville.

La dépense est imputable au budget de l'Etat Congolais, chapitre "Bourses", Exercice 90 ; Imputation 362-51-37-06-03.

- PAR ARRETE n° 1521 du 20 juin 1990 est attribuée une indemnité journalière de stage au taux de Mille deux cent cinquante Francs à Mr NKOU (Paul), Etudiant Congolais en U. R. S. S. suivant l'arrêté n° 6 402 du 31 octobre 1988 page 12, n° 163 soit .

- 1 250 F x 40 j = 50 000 F

Le montant global de ces frais sera mandaté au nom de l'intéressé à Brazzaville.

La dépense est imputable au Budget de l'Etat Congolais chapitre Bourses, Exercice 90, 362-51-57-06-03.

---

**- PAR ARRETE N° 1522 du 20 juin 1990** les programmes de Français des classes de l'Enseignement Secondaire Général subissent pour compter de la rentrée scolaire 1990, des modifications portant sur le choix des oeuvres intégrales et des extraits, ainsi que sur les catégories d'exercices faisant l'objet d'épreuves au Baccalauréat, l'exercice d'analyse étant supprimé.

En définitive, les programmes de Français pour les classes de l'Enseignement Secondaire Général seront désormais ceux figurant dans l'annexe jointe au présent arrêté.

---

**- PAR ARRETE N° 1604 du 28 juin 1990** est autorisé le remboursement des frais de thèse au taux de CENT MILLE Francs par thèse aux Camarades :

- MBONGOLO BILOLO (Louise) ;
- NGUIE (Zéphirin).

Et de mémoire de Maîtrise au taux de CINQUANTE MILLE Francs à Mr BANTSIMBA-NTELA (Daniel).

Le montant global de ces frais sera mandaté aux noms des intéressés à Brazzaville.

La dépense est imputable au budget de l'Etat Congolais Chapitre "Bourses" 362-51-37-06-03.

---

**- PAR ARRETE N° 1605 du 28 juin 1990** est autorisé le remboursement des frais de mémoire de Maîtrise au taux de CINQUANTE MILLE Francs à Mr MOUSSEA (Jean Pierre).

Le montant global de ces frais sera mandaté au nom de l'intéressé à Brazzaville.

La dépense est imputable au Budget de l'Etat Congolais "Chapitre Bourses" 362-51-37-06-03 Exercice 90.

---

**- PAR ARRETE N° 1606 DU 28 juin 1990** est autorisé le remboursement des frais de mémoire de Maîtrise au taux de CINQUANTE MILLE Francs par mémoire aux Camarades :

- OKANDZA (Simon) ;
- LEBIKOU (Raphaël) ;
- MPANGUELE (Félix) ;
- PAMBOU (Michel) ;
- DIMI (Moïse).

Le montant global de ces frais sera mandaté aux noms des intéressés à Brazzaville.

La dépense est imputable au budget de l'Etat Congolais, chapitre "Bourses" 362-51-37-06-03. Exercice 90.

---

**- PAR ARRETE N° 1607 du 28 juin 1990** est autorisé le remboursement des frais de mémoire de Maîtrise aux taux de CINQUANTE MILLE Francs à Messieurs :

- LOUFOUMA (Clotaire)
- MAKOSSO (Marcel)
- MOUSSI (Félix)
- MOUKIMOU PEMBE (Denise)
- KIMPOLO (Gaston).

Le montant global de ces frais sera mandaté aux noms des intéressés à Brazzaville.

La dépense est imputable au budget de l'Etat Congolais chapitre "Bourses" 362-51-37-06-03.

---

**- PAR ARRETE N° 1608 du 28 juin 1990** est autorisé le remboursement des frais de mémoire de Maîtrise au taux de CINQUANTE MILLE Francs par mémoire aux Camarades :

- DZOTA (Florent Serge)
- ELION (Jules)
- OKANDZE (Joséphine)
- PALEVOUSSA (Lydie)
- KOMBO (Dieudonné).

Le montant de ces frais sera mandaté aux noms des intéressés à Brazzaville.

La dépense est imputable au budget de l'Etat Congolais chapitre "Bourses" 362-51-37-06-03 exercice 90.

---

- NOTE DE SERVICE n° 0958 du 25 juin 1990 portant ouverture d'un concours d'entrée à l'Institut Supérieur des Sciences de la Santé.

Article 1er : Il est organisé au titre de l'Année Universitaire 1990-1991, à l'Institut Supérieur des Sciences de la Santé, un concours d'entrée en Première Année de Doctorat en Médecine.

Article 2 : Ce concours est ouvert aux candidats titulaires du Baccalauréat de l'Enseignement du second degré, Séries C et D de l'année en cours, âgés de vingt trois ans au plus à la date du concours.

Article 3 : Les dossiers de candidature doivent être déposés au service de la scolarité et des examens de l'Institut Supérieur des Sciences de la Santé au plus tard le 25 juillet 1990, et comprendre les pièces suivantes :

- Une demande manuscrite adressée au Recteur de l'Université Marien NGOUABI ;
- une notice individuelle ;
- une pièce d'Etat-Civil : original ou copie certifiée conforme ;
- un certificat de nationalité ;
- un extrait de casier judiciaire datant de moins de trois mois ;
- une copie légalisée de l'attestation de réussite au baccalauréat ;
- le récépissé du droit d'inscription auquel le candidat est assujetti 4000 F.

Article 4 : Le nombre de places mises au concours pour l'Année Universitaire 1990-1991 est de trente dont trois pour les candidats étrangers.

Article 5 : Les épreuves du concours sont les suivantes :

| Epreuves | Durée | Coefficients |
|---|---|---|
| Mathématiques niveau S3-D | 4 h | 1 |
| Physique niveau S3-C ou D | 2 h | 0,5 |
| Chimie niveau S3-C ou D | 2 h | 0,5 |
| Sciences Naturelles niveau S3-D | 4 h | 1 |
| Français niveau S3 | 4 h | |

Article 6 : Les épreuves se dérouleront du 3 au 8 septembre 1990 dans les locaux de l'Institut Supérieur des Sciences de la Santé.

Article 7 : A l'issue des délibérations, les jurys classent les candidats suivant le nombre de points obtenus et proclament, dans l'ordre de classement et jusqu'à concurrence du nombre fixé, les listes des candidats définitivement admis.

Il est établi, dans les mêmes conditions, les listes complémentaires des candidats appelés à remplacer les démissionnaires des listes principales, le cas échéant.

Même dans le cas où le nombre de candidats est inférieur à celui des places mises au concours, nul ne peut être déclaré admis s'il n'a pas obtenu la moyenne de dix sur vingt au moins dans l'ensemble des épreuves du concours.

Les résultats définitifs sont transmis au Recteur de l'université qui, à l'expiration d'un délai de quinze jours, prononce la clôture officielle des concours.

Article 8 : Les candidats déclarés admis doivent confirmer leur inscription au plus tard trois semaines après la proclamation des résultats au service de la scolarité et des examens de l'établissement.

Article 9 : Le fait de ne pas confirmer son inscription dans le délai règlementaire est considéré comme un désistement.

Article 10 : Les désistements même tacites sont irrévocables.

Article 11 : Le cas échéant, les candidats défaillants seront remplacés en nombre égal par les candidats qui suivent immédiatement le dernier des candidats déclarés recevables conformément à l'article 7 ci-dessus, dans les quinze jours suivant la rentrée.

Article 12 : Les résultats définitifs feront l'objet d'un arrêté ministériel.

Article 13 : Les admissions ne sont valables que pour l'année en cours sauf dérogation accordée par le Recteur sur proposition du Conseil d'Etablissement. Toutefois, cette dérogation ne peut excéder deux années universitaires.

Article 14 : Le Recteur de l'Université Marien NGOUABI est chargé de l'exécution de la présente note de service.

- NOTE DE SERVICE n° 0959 du 25 juin 1990 portant ouverture des concours d'entrée à l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature pour le cycle moyen supérieur.

Article 1er : Il est organisé au titre de l'Année Universitaire 1990-1991 des concours d'entrée en première année du cycle moyen supérieur de l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature pour les filières des carrières suivantes :

- Administration Générale ;
- Administration Sociale ;
- Carrière diplomatique ;
- Carrière judiciaire ;
- Carrières financières.

Article 2 : Les candidats doivent remplir les conditions suivantes :

POUR LE CONCOURS EXTERNE :

- être titulaire du baccalauréat de l'Enseignement du second degré et âgé de vingt trois ans au plus à la date du concours ;

Toutefois, les candidats à la carrière de greffier en chef doivent avoir satisfait en outre aux examens des deux premières années de licence en droit, et pour eux la limite d'âge est reportée à vingt cinq ans ;

POUR LE CONCOURS INTERNE :

- être âgé de quarante cinq ans au plus au 31 décembre de l'année en cours et en outre,
- pour les candidats à la carrière de greffier en chef, être fonctionnaire ou agent contractuel de l'Etat classé au grade de greffier principal et justifier d'une ancienneté minimum de trois ans dans le grade à la date du concours ;
- pour les candidats aux autres filières, être fonctionnaire ou agent contractuel de l'Etat et justifier d'une ancienneté de trois ans au moins dans la catégorie B pour les titulaires ou dans un emploi équivalent pour les autres.

Article 3 : Les dossiers de candidature doivent être déposés au service de la scolarité et des examens de l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature au plus tard le 25 juillet 990; et comprendre les pièces suivantes :

POUR TOUS LES CANDIDATS :

- une demande manuscrite adressée au Recteur de l'Université Marien NGOUABI ;
- une notice individuelle dans laquelle les candidats doivent préciser, la filière pour laquelle ils font acte de candidature
- une pièce d'Etat-Civil (original ou copie certifiée conforme) ;
- un certificat de nationalité ;
- un extrait de casier judiciaire datant de moins de trois mois ;
- le récépissé du droit d'inscription auquel le candidat est assujetti (4 000 F pour les candidats élèves, 8 000 F pour les travailleurs) ;

En outre,

POUR LE CONCOURS EXTERNE :

- une copie légalisée de l'attestation de réussite au baccalauréat ;
- et pour les candidats à la carrière de greffier en chef exclusivement, une attestation de succès aux examens de passage de 2è en 3è année de Licence en Droit ;

POUR LE CONCOURS INTERNE :

- Une autorisation du Ministre de tutelle ou de son Représentant (Directeur de Cabinet, Secrétaire Général ou Directeur Général de l'Administration concernée) attestant de la disponibilité du candidat à entreprendre les études à l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature ;
- pour les candidats à la carrière de greffier en chef, une pièce justifiant de l'ancienneté du candidat dans le grade de greffier principal ;
- pour les candidats aux autres filières, une pièce justifiant de l'ancienneté du candidat dans la catégorie B ou dans un emploi équivalent.

Article 4 : Le nombre de places mises au concours pour chaque filière est précisé dans l'annexe I au présent arrêté.

Article 5 : La nature, la durée et le coefficient des épreuves sont fixés dans l'annexe II au présent arrêté.

Article 6 : Les épreuves se dérouleront du 3 au 8 septembre 1990. Une circulaire rectorale en précisera le calendrier détaillé.

Article 7 : Toute note inférieure à cinq à l'une des épreuves est éliminatoire.

Article 8 : A l'issue des délibérations, les jurys classent les candidats suivant le nombre de points obtenus et proclament, dans l'ordre de classement et jusqu'à concurrence

du nombre fixé, les listes de candidats définitivement admis.

Il est établi, dans les mêmes conditions, les listes complémentaires des candidats appelés à remplacer les démissionnaires des listes principales, le cas échéant.

Même dans le cas où le nombre de cabdidats est inférieur à celui des places mises au concours, nul ne peut être déclaré admis s'il n'a pas obtenu la moyenne de dix sur vingt au moins dans l'ensemble des épreuves du concours.

Article 9 : Les candidats déclarés admis doivent confirmer leur inscription au plus tard trois semaines après la procclamation des résultats au service de la scolarité et des examens de l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature.

Article 10 : Le fait de ne pas confirmer son inscrfption dans le délai règlementaire est considéré comme un désistement.

Article 11 : Les désistements même tacites sont irrévocables.

Article 12 : Le cas échéant, les candidats défaillants sont remplacés en nombre égal par les candidats qui suivent immédiatement le dernier des candidats déclarés recevables conformément à l'article 8 ci-dessus dans les quinze jours qui suivent la rentrée universitaire.

Article 13 : Les résultats définitifs font l'objet d'un arrêté ministériel.

Article 14 : Les admissions ne sont valables que pour l'année en cours sauf dérogation accordée par le Recteur sur proposition du Conseil d'établissement. Toutefois, cette dérogation ne peut excéder deux années universitaires.

Article 15 : Lorsque l'effectif d'une classe n'atteint pas cinq y compris, le cas échéant, les étudiants redoublants, cette classe ne peut pas être ouverte.

Article 16 : Aucune filière ne peut fonctionner exclusivement avec des étudiants de nationalité étrangère.

Article 17 : Les candidats admis au concours dans une filière qui n'ouvre pas en application des articles 15 et 16, peuvent sur leur demande, conserver le bénéfice de leur admission pour l'année suivante, ou être orientés par le Recteur sur proposition du Directeur de l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature dans une autre filière du même cycle.

Article 18 : Le Recteur de l'Université Marien NGOUABI est chargé de l'exécution de la présente note de service.

VISAS :

D.e.e.

ANNEXE I : NOMBRE DE POSTES OUVERTS AU CONCOURS

Vice-Recteur

Recteur

| CARRIERES | FILIERES | NOMBRE DE POSTES | | |
|---|---|---|---|---|
| | | Internes | Externes | Total |
| Administration générale | Administration générale | 8 | 2 | 10 |
| Diplomatique | Diplomatie | 5 | 3 | 8 |
| Judiciaire | Greffiers en Chef | 8 | 2 | 10 |
| Administration sociale | Inspection du travail | 8 | 2 | 10 |
| | Agents du développement social | 15 | 2 | 17 |
| | Douanes | 10 | 2 | 12 |
| | Budget | 10 | 1 | 11 |
| | Impôts | 10 | 2 | 12 |
| | Trésor | 12 | 1 | 13 |
| TOTAL : | | 86 | 17 | 103 |

- NOTE DE SERVICE n° 0960 du 25 juin 1990 portant ouverture des concours d'entrée à l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature pour le Cycle Supérieur.

Article 1er : Il est organisé au titre de l'année universitaire 1990-1991 des concours d'entrée en première année du cycle supérieur de l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature pour les filières des carrières suivantes :

- Administration Générale,
- Administration du Travail,
- Carrière Diplomatique,
- Carrière Judiciaire,
- Carrières Financières.

Article 2 : Les candidats doivent remplir les conditions suivantes :

POUR LE CONCOURS EXTERNE

- être titulaire d'une licence de l'enseignement supérieur et âgé de vingt six ans au plus à la date du concours.;

Toutefois, l'accès à la carrière de Magistrat est limité aux licenciés en Droit ;

POUR LE CONCOURS INTERNE

- être âgé de quarante cinq ans au plus au 31 décembre de l'année en cours et en outre,
- être fonctionnaire ou agent contractuel de l'Etat et justifier d'une ancienneté de trois ans au moins dans la catégorie A 2 pour les titulaires ou dans un emploi équivalent pour les autres et, pour les candidats à la carrière de magistrat, être titulaire d'une licence en Droit.

Article 3 : Les dossiers de candidature doivent être déposés au service de la scolarité et des examens de l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature au plus tard le 25 juillet 1990, et comprendre les pièces suivantes :

POUR TOUS LES CANDIDATS :

- une demande manuscrite adressée au Recteur de l'Université Marien NGOUABI,
- une notice individuelle dans laquelle les candidats doivent préciser, la filière pour laquelle ils font acte de candidature,
- une pièce d'Etat civil : original ou copie certifiée conforme,
- un certificat de nationalité,
- un extrait de casier judiciaire datant de moins de trois mois,
- le récepissé du droit d'inscription auquel le candidat est assujetti :
  4 000 F pour les candidats élèves,
  8 000 F pour les travailleurs ;

En outre,

POUR LE CONCOURS EXTERNE :

- une copie légalisée de l'attestation de réussite à la licence ;

POUR LE CONCOURS INTERNE :

- une autorisation du Ministre de tutelle ou de son Représntant : Directeur de Cabinet, Secrétaire Général ou Directeur Général de l'Administration concernée, attestant de la disponibilité du candidat à entreprendre les études à l'Ecole Nationale d'Adminsitration et de Magistrature,
- une pièce justifiant de l'ancienneté du candidat dans la catégorie A 2 ou dans un emploi équivalent,
- pour les candidats à la carrière de magistrat, une copie de l'attestation de succès à la licence en droit.

Article 4 : Le nombre de places mises au concours pour chaque filière est précisé dans l'annexe 1 au présent arrêté.

Article 5 : La nature, la durée et le coefficient des épreuves sont fixés dans l'annexe II au présent arrêté.

Article 6 : Les épreuves se dérouleront du 3 au 8 septembre 1990. Une circulaire rectorale en précisera le calendrier détaillé.

Article 7 : Toute note inférieure à cinq à l'une des épreuves est éliminatoire.

Article 8 : A l'issue des délibérations, les jurys classent les candidats suivant le nombre de points obtenus et proclament, dans l'ordre de classement et jusqu'à concurrence du nombre fixé, les listes des candidats définitivement admis.

Il est établi, dans les mêmes conditions, les listes complémentaires des candidats appelés à remplacer les démissionnaires des listes principales, le cas échéant.

Même dans le cas où le nombre de candidats est inférieur à celui des places mises au concours, nul ne peut être déclaré admis s'il n'a pas obtenu la moyennne de dix sur vingt au moins dans l'ensemble des épreuves du concours.

Les résultats définitifs sont transmis au Recteur de l'Université qui, à l'expiration

d'un délai de quinze jours, prononce la clôture officielle des concours.

Article 9 : Les candidats déclarés admis doivent confirmer leur inscription au plus tard trois semaines après la proclamation des résultats au service de la scolarité et des examens de l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature.

Article 10 : Le fait de ne pas confirmer son inscription dans le délai règlementaire est considéré comme un désistement.

Article 11 : Les désistements même tacites sont irrévocables.

Article 12 : Le cas échéant, les candidats défaillants sont remplacés en nombre égal par les candidats qui suivent immédiatement le dernier des candidats déclarés recevables conformément à l'article 8 ci-dessus dans les quinze jours qui suivent la rentrée universitaire.

Article 13 : Les résultats définitifs font l'objet d'un arrêté ministériel.

Article 14 : Les admissions ne sont valables que pour l'année en cours sauf dérogation accordée par le Recteur sur proposition du Conseil d'établissement. Toutefois, cette dérogation ne peut excéder deux années universitaires.

Article 15 : Lorsque l'effectif d'une classe n'atteint pas cinq y compris, le cas échéant, les étudiants redoublants, cette classe ne peut pas être ouverte.

Article 16 ; Aucune filière ne peut fonctionner exclusivement avec des étudiants de nationalité étrangère.

Article 17 : Les candidats admis au concours dans une filière qui n'ouvre pas en application des articles 15 et 16, peuvent sur leur demande, conserver le bénéfice de leur admission pour l'année suivante, ou être orientés par le Recteur sur proposition du directeur de l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature dans une filière du même cycle.

Article 18 : Le Recteur de l'Université Marien NGOUABI est chargé de l'exécution de la présente note de service.

| Vice-Recteur | Epreuves | Durée | Coef. | Filières | |
|---|---|---|---|---|---|
| | Culture générale : cette épreuve porte sur un sujet relatif aux problèmes sociaux et économiques de la République populaire du Congo et du monde contemporain | 4 h | 4 | toutes | |
| Recteur | Philosophie marxiste : cette épreuve porte sur le programme de la classe $S_3$ des lycées . | 3 h | 1 | toutes | |
| | Résumé d'un texte ou d'un groupe de textes dans la limite d'un nombre de mots maximum . | 3 h | 3 | Concours externe | - Administration générale<br>- Inspection du travail |
| | Analyse d'un texte à caractère administratif dans la limite d'un nombre de mots maximum . | 3 h | 3 | Concours interne | - Agents du développement social |
| | Epreuve sur un sujet relatif aux problèmes économiques et financiers . | 3 h | 3 | Concours externe | - Douanes<br>- Budget<br>- Impôts<br>- trésor |
| | Epreuve sur un sujet de pratique professionnelle suivant la filière choisie . | 3 h | 3 | Concours interne | |
| | Epreuve de droit commercial ou de droit civil | 3 h | 3 | Concours externe | - Greffiers en chef |
| | Epreuve de droit pénal ou de droit public | 3 h | 3 | | |
| | Epreuve de pratique professionnelle . | 3 h | 3 | Concours interne | |
| | Epreuve de droit civil, droit pénal, droit commercial ou droit public . | 3 h | 3 | | |

- NOTE DE SERVICE n° 0961 du 25 juin 1990 portant ouverture des concours d'entrée à l'Institut Supérieur de Gestion.

Article 1er : Il est organisé au titre de l'année universitaire 1990-1991, un concours d'entrée en première année pour chacun des deux cycles de l'institut Supérieur de Gestion dans les filières suivantes :

Cycle Court :

- Secrétariat de Direction,
- Tronc commun de "Comptabilité et gestion d'entreprises" et "Techniques de Commercialisation" ;

Cycle long : Diplômes d'études supérieures de gestion.

Article 2 : Ces concours sont ouverts aux candidats titulaires du baccalauréat de l'enseignement du second degré, âgés de vingt trois ans au plus pour les élèves candidats et de trente cinq ans maximum pour les travailleurs à la date du concours.

Article 3 : Les dossiers de candidature doivent être déposés au service de la scolarité et des examens de l'Institut supérieur de gestion au plus tard le 25 juillet 1990, et comprendre les pièces suivantes :

- une demande manuscrite adressée au Recteur de l'université Marien NGOUABI,
- une notice individuelle dans laquelle les candidats douvent préciser la filière pour laquelle ils font acte de candidature,
- une pièce d'etat civil : original ou copie certifiée conforme,
- un certificat de nationalité,
- un extrait de casier judiciaire datant de moins de trois mois,
- une copie légalisée de l'attestation de réussite au baccalauréat,
- pour les candidats travailleurs, une autorisation de l'employeur attestant de la disponibilité du candidat à entreprendre les études à l'Institut supérieur de gestion,
- le récepissé du droit d'inscription auquel le candidat est assujetti : 4 000 F pour les élèves candidats et 8 000 F pour les travailleurs.

Article 4 : Le nombre de places mises au concours pour l'année universitaire 1990-1991 est de :

- Secrétariat de Direction : vingt places dont deux pour les étrangers,
- Tronc commun de Comptabilité et gestion d'entreprises et Techniques de Commercialisation : cinquante places dont cinq pour les étrangers,
- Première année du Diplôme d'études supérieures de gestion : trente places dont trois pour les étrangers.

Article 5 : Les épreuves des concours sont les suivantes :

A - Cycle court

| Epreuves | Durée | Coefficients |
|---|---|---|
| Mathématiques : niveau S3 B et G | 3 h | 3 |
| Français : dissertation, analyse ou résumé de texte, niveau S3 | 3 h | 2 |
| Culture générale : philosophie, histoire et géographie, niveau S3 | 3 h | 1,5 |

B - Cycle long

| | | |
|---|---|---|
| Mathématiques : Niveau S3 D | 3 h | 3 |
| Français : dissertation, analyse ou résumé de texte, niveau S3 | 3 h | 2 |
| Culture générale : philosophie, histoire et géographie niveau S3 | 3 h | 1,5 |

Article 6 : Elles se dérouleront du 3 au 8 septembre 1990.

Article 7 : A l'issue des délibérations, les jurys classent les candidats suivant le nombre de points obtenus et proclament, dans l'ordre de classement et jusqu'à concurrence du nombre fixé, les listes des candidats définitivement admis.

Il est établi, dans les mêmes conditions, les listes complémentaires des candidats appelés à remplacer les démissionnaires des listes principales, le cas échéant.

Même dans le cas où le nombre de candidats est inférieur à celui des places mises au concours, nul ne peut être déclaré admis s'il n'a pas obtenu la moyenne de dix sur vingt au moins dans l'ensemble des épreuves du concours.

Les résultats définitifs sont transmis au Recteur de l'Université qui, à l'expiration d'un délai de quinze jours, prononce la clôture officielle des concours.

Article 8 : Les candidats déclarés admis doivent confirmer leur inscription au plus tard trois semaines après la proclamation des résultats au service de la scolarité et des examens de l'établissement.

Article 9 : Le fait de ne pas confirmer son inscription dans le délai règlementaire est considéré comme un désistement.

Article 10 : Les désistements, même tacites, sont irrévocables.

Article 11 : En cas de démission, les candidats défaillants sont remplacés en nombre égal par les candidats qui suivent immédiatements le dernier des candidats déclarés recevables conformément à l'article 7 ci-dessus dans les quinze jours qui suivent la rentrée universitaire.

Article 12 : Les résultats définitifs feront l'objet d'un arrêté ministériel.

Article 13 : Les admissions ne sont valables que pour l'année en cours sauf dérogation accordée par le Recteur sur proposition du Conseil d'établissement. Toutefois, cette dérogation ne peut excéder deux années universitaires.

Article 14 : Lorsque l'effectif d'une classe n'atteint pas cinq y compris, le cas échéant, les étudiants doublant, cette classe ne peut pas être ouverte.

Article 15 : Aucune filière ne peut fonctionner exclusivement avec des étudiants de nationalité étrangère.

Article 16 : Les candidats admis au concours dans une filière qui n'ouvre pas conformément aux articles 14 et 15, peuvent sur leur demande, conserver le bénéfice de leur admission pour l'année suivante, ou être orientés par le Recteur sur proposition du Directeur de l'Institut supérieur de gestion dans une autre filière du même cycle.

Article 17 : Le Recteur de l'Université Marien NGOUABI est chargé de l'exécution de la présente note de service.

VISAS :

D.s.e.

Vice-Recteur

Recteur

## ANNEXE I : NOMBRE DE POSTES OUVERTS AU CONCOURS

| CARRIERES | FILIERES | NOMBRES DE POSTES | | |
|---|---|---|---|---|
| | | Internes | Externes | Total |
| Administration générale | Administration générale | 8 | 2 | 10 |
| Diplomatique | Diplomatie | 6 | 4 | 10 |
| Judiciaire | Magistrature | 10 | 0 | 10 |
| Administration sociale | Administration du travail | 5 | 2 | 7 |
| Financières | Douanes | 6 | 2 | 8 |
| | Budget | 5 | 0 | 5 |
| | Impôts | 10 | 3 | 13 |
| | Trésor | 5 | 2 | 7 |
| TOTAL : | | 55 | 15 | 70 |

**Note de service n° 0960 portant ouverture des concours d'entrée à l'Ecole nationale d'administration et de magistrature pour le cycle supérieur .**

VISAS :

## ANNEXE II : TABLEAU DES EPREUVES

D.s.e.

**A ) Epreuves communes à tous les candidats :**

| | | Durée | Coef. |
|---|---|---|---|
| **1e épreuve :** | Culture générale ( sujet relatif aux problèmes sociaux et économiques de la République populaire du Congo et du monde contemporain). | 4 h | 4 |
| **2e épreuve :** | Philosophie marxiste (sujet portant sur le programme de la classe $S_3$ des lycées) | 3 h | 1 |

Vice-Recteur

**B ) Epreuves spécifiques**

| | Durée | Coef. |
|---|---|---|
| **3e épreuve** | 3 h | 3 |

Recteur

| Concours EXTERNE | Concours INTERNE |
|---|---|
| **CARRIERES ADMINISTRATIVES ET DIPLOMATIQUE** | |
| Filière "Administration générale" | Pour les trois filières : |
| Droit public ou économie générale | Epreuve consistant en la rédaction d'une note à partir d'un dossier |
| Filière "Administration du travail" | |
| Droit du travail ou économie générale | |
| Filière "Diplomatie" | |
| Droit international ou économie générale | |
| **CARRIERES FINANCIERES** | |
| Pour les trois filières | Filière "Impôts" |
| Epreuve sur un sujet relatif aux finances publiques, au droit commercial, aux problèmes économiques internationaux ou de droit civil | Rédaction d'une note sur un sujet de pratique fiscale |
| | Filière "Trésor" |
| | Rédaction d'une note sur un sujet de pratique des services du trésor ou de comptabilité publique |
| | Filière "Douanes" |
| | Rédaction d'une note sur un sujet de pratique douanière |

Concours EXTERNE — Concours INTERNE

VISAS :

D.s.e.

Vice-Recteur

Recteur

**3e épreuve** (suite)

CARRIERE JUDICIAIRE (Filière "Magistrature")

Epreuve portant sur un sujet de droit civil ou de droit commercial

| Durée | Coef. |
|---|---|
| 3 h | 3 |

**4e épreuve :**

CARRIERE ADMINISTRATIVES ET DIPLOMATIQUE

Pour les trois filières

Analyse de texte

Filière "Administration générale"

Droit public ou économie générale

Filière "Administration du travail"

Droit du travail ou économie générale

Filière" Diplomatie"

Droit international public ou économie générale

CARRIERES FINANCIERES

Pour les trois filières

Composition sur un sujet relatif soit aux finances publiques, soit à l'analyse économique et financière, soit à la comptabilité privée

Filière "Impôts"

Epreuve sur un sujet relatif à la législation fiscale

Filière "Trésor"

Epreuve sur un sujet relatif à la législation financière

Filière "Douanes"

Epreuve sur un sujet relatif à la législation douanière

CARRIERE JUDICIAIRE (Filière "Magistrature")

Epreuve portant sur un sujet de droit pénal ou de droit public

- NOTE DE SERVICE n.° 0962 du 25 juin 1990 portant ouverture des concours d'entrée à l'Institut de Développement Rural.

Article 1er : Il est organisé au titre de l'année universitaire 1990-1991, un concours d'entrée en première annéée pour chacun des deux cycles de l'Institut de développement rural dans les filières suivantes :

- ingénieur des travaux de développement rural, option : Productions animales, Productions végétales, Techniques forestières : cycle court,
- ingénieur de développement rural : cycle long.

Article 2 : Ces concours sont ouverts aux candidats titulaires du baccalauréat de l'enseignement du second degré, âgés de vingt trois ans au plus pour les élèves candidats et de trente cinq ans maximum pour les travailleurs à la date du concours.

Article 3 : Les dossiers de candidature doivent être déposés au service de la scolarité et des examens de l'institut de développement rural au plus tard le 25 juillet 1990, et comprendre les pièces suivantes :

- une demande manuscrite adressée au Recteur de l'université Marien NGOUABI,
- une notice individuelle, dans laquelle les candidats au cycle court doivent indiquer leur préférence pour les trois options proposées,
- une pièce d'etat civil : original ou copie certifiée conforme,
- un certificat de nationalité,
- un extrait de casier judiciaire datant de moins de trois mois,
- une copie légalisée de l'attestation de réussite au baccalauréat,
- pour les candidats travailleurs, une autorisation de l'employeur attestant de la disponibilité du candidat à entreprendre les études à l'Institut de développement rural,
- le récepissé du droit d'inscription auquel le candidat est assujetti :
  4 000 F pour les élèves candidats et
  8 000 F pour les travailleurs.

Article 4 : Le nombre de places mises au concours pour l'année universitaire 1990-1991 est de :

- vingt par option en cycle court dont deux pour les candidats étrangers,
- vingt cinq en cycle long dont trois pour les candidats étrangers.

Article 5 : Les épreuves des concours sont les suivantes :

A - Cycle court

| Epreuves | Durée | Coefficients |
|---|---|---|
| Mathématiques niveau S3-R | 3 h | 1,5 |
| Sciences Physiques niveau S3-R | 3 h | 1,5 |
| Biologie niveau S3-D | 3 h | 3 |
| Français niveau S3 | 3 h | 2 |

B - Cycle long

| | | |
|---|---|---|
| Mathématiques niveau S3-D | 3 h | 1 |
| Sciences Physiques niveau S3-D | 3 h | 1 |
| Biologie niveau S3-D | 4 h | 2 |
| Français niveau S3 | 3 h | 1 |

Article 6 : Elles se dérouleront du 3 au 8 septembre 1990.

Article 7 : A l'issue des délibérations, les jurys classent les candidats suivant le nombre de points obtenus et proclament, dans l'ordre de classement et jusqu'à concurrence du nombre fixé, les listes des candidats définitivement admis.

Il est établi, dans les mêmes conditions, les listes complémentaires des candidats appelés à remplacer les démissionnaires des listes principales, le cas échéant.

Même dans le cas où le nombre de candidats est inférieur à celui des places mises au concours, nul ne peut être déclaré admis s'il n'a pas obtenu la moyenne de dix sur vingt au moins dans l'ensemble des épreuves du concours.

Les résultats définitifs sont transmis au Recteur de l'Université qui, à l'expiration d'un délai de quinze jours, prononce la clôture officielle des concours.

Article 8 : En ce qui concerne le cycle court, les candidats admis seront orientés dans l'une des trois filières compte-tenu de leur rang d'admission et de leur desiderata

exprimé lors de leur demande de participation au concours.

Article 9 : Les candidats déclarés admis doivent confirmer leur inscription au plus tard trois semaines après la proclamation des résultats au service de la scolarité et des examens de l'établissement.

Article 10 : Le fait de ne pas confirmer son inscription dans le délai règlementaire est considéré comme un désistement.

Article 11 : Les désistements même tacites sont irrévocables.

Article 12 : En cas de démission, les candidats défaillants seront remplacés en nombre égal par les candidats qui ssuivent immédiatement le dernier des candidats déclarés recevables conformément à l'article 7 ci-dessus dans les quinze jours qui suivent la rentrée universitaire.

Article 13 : Les résultats définitifs feront l'objet d'un arrêté ministériel.

Article 14 : Les admissions ne sont valables que pour l'année en cours sauf dérogation accordée par le Recteur sur proposition du Conseil d'établissement. Toutefois, cette dérogation ne peut excéder deux années universitaires.

Article 15 : Lorsque l'effectif d'une classe n'atteint pas cinq y compris, le cas échéant, les étudiants doublant, cette classe ne peut pas être ouverte.

Article 16 : Aucune filière ne peut fonctionner exclusivement avec des étudiants de nationalité étrangère.

Article 17 : Les candidats admis au concours dans une filière qui n'ouvre pas conformément aux articles 15 et 16, peuvent sur leur demande, conserver le bénéfice de leur admission pour l'année suivante une seule fois, ou être orientés par le Recteur sur proposition du directeur de l'Institut de Développement Rural dans une autre filière du même cycle.

Article 18 : Le Recteur de l'Université Marien NGOUABI est chargé de l'exécution de la présente note de service.

---

**- Par Arrêté n° 1522 du 20 juin 1990,** les programmes de Français des classes de l'Enseignement Secondaire Général subissent pour compter de la rentrée scolaire 1990, des modifications portant sur le choix des oeuvres intégrales et des extraits, ainsi que sur les catégories d'exercices faisant l'objet d'épreuves au Baccalauréat, l'exercice d'analyse étant supprimé.

En définitive, les programmes de Français pour les classes de l'Enseignement Secondaire Général, seront désormais ceux figurant dans l'annexe jointe au présent arrêté.

---

AVANT-PROPOS

Avant d'aborder le programme proprement dit, il est nécessaire de rappeler le statut du français dans notre pays : il est utilisé comme langue d'enseignement depuis le F1 mais ne peut en aucun cas être considéré comme une langue maternelle. Il faut donc envisager son étude comme celle d'une langue seconde, non seulement aux F1 et F2 mais aussi dans le secondaire général.

De ce fait, il convient de se montrer réaliste et de ne pas se cacher qu'au sortir du F2, bon nombre de nos élèves ne possèdent pas encore une maîtrise parfaite de la langue d'enseignement

Nous nous devons donc de proposer des programmes qui permettront de former des élèves aptes, non seulement à décoder sans difficulté ou à s'exprimer correctement, oralement ou par écrit, mais encore capables d'avoir une culture littéraire de base aussi bien au niveau de la littérature francophone qu'au niveau des autres littératures traduites en français.

Les programmes actuellement en vigueur ont vieilli et sont amplement critiqués par les professeurs, les élèves et les hauts responsables du système éducatif ; d'autre part, les impératifs des nouveaux programmes sont incompatibles avec la situation actuelle qui ne fait aucune distinction entre les classes à vocation littéraire et les classes à vocation scientifique.

Pour les raisons que nous avons données au début nous tenons aussi à réhabiliter l'enseignement de la grammaire de façon à asseoir définitivement les notions les plus élémentaires et à donner à nos élèves un instrument de communication des plus corrects.

Le programme de grammaire que nous proposons n'est pas définitif : il doit être considéré comme une base de réflexion que les enseignants eux-mêmes seront amenés à compléter et à affiner en fonction des besoins réels de la classe.

Nous présentons ce programme en deux grandes parties :

A - Les Séries Littéraires

a) S1 A
b) S2 A

B - Les Séries Scientifiques

a) S1 C
b) S2 C et S2 D

## A - SERIES LITTERAIRES

### I - Commentaires et instructions méthodologiques

Le but de l'enseignement du français en série littéraire est double :

- amener les élèves à la maîtrise du français contemporain, oral et écrit, en tant qu'outil d'enseignement , de communication et de culture.
- donner aux élèves des connaissances linguistiques et littéraires générales.

Le nouveau programme des séries littéraires intégrera donc à la fois l'étude de la langue (grammaire) et l'étude de la littérature( (morceaux choisis et oeuvres intégrales).

En ce qui concerne la grammaire, le programme tient compte des lacunes constatées chez la majorité des élèves au sortir du F10, notamment les structures et les types de phrases, les différentes catégories grammaticales, l'emploi des temps et des modes etc.

Pour mener à bien l'étude de ce programme, les professeurs utiliseront le mamuel IPAM "nouvelle grammaire du français" édité par EDICEF, ils peuvent égalementconsulter "le monde du langage" de Gilberte NIQUET, Roger COULON et Lysiane VARLET (classiques Hachette) niveau 6è, 5è et 4è.

En ce qui concerne la littérature, le programme prévoit à la fois une initiation à l'étude des courants littéraires au cours des siècles, au moyen de morceaux choisis, et l'étude d'oeuvres intégrales en lecture suivie. La technique de la lecture suivie et dirigée suppose l'étude générale de chapitres entiers ; mais il n'est pas exclu, pour certains passages particulièrement importants ou présentant un intérêt particulier, de procéder à une explication détaillée. Il est toutefois recommandé de procéder à cette étude d'un passage précis dans le prolongement de l'étude globale du chapitre.

Il est à noter que l'histoire littéraire ne doit plus faire l'objet d'un enseignement magistral systématique : ce sont les textes choisis qui amèneront automatiquement des remarques sur les différents courants littéraires ; les professeurs pourront, pour compléter des notions trop succinctes, proposer une étude plus approfondie sous forme d'exposés faits par des groupes d'élèves.

### CONTENUS ET REPARTITIONS

Classe de S1 A

L'horaire hebdomadaire est de 5 heures qui peuvent être réparties de la manière suivante

| | |
|---|---|
| - grammaire | 1 heure |
| - lecture expliquée | 1 heure |
| - exercices d'entrainement ou devoir en classe ou exposé d'élèves | 2 heures |
| - lecture dirigée | 1 heure |

N. B. : Lorsqu on ne propose pas aux élèves un devoir en classe, il est nécessaire de prévoir des activités distinctes pour l'utilisation des ces 2 heures : par exemple; 1 heure réservée aux exercices d'entraînement et 1 heure consacrée soit à un exposé, soit à la correction d'un devoir précédent.

GRAMMAIRE (Premier Trimestre)

Octobre :

La communication

- le schéma de la communication
  notion d'émetteur et de récepteur
  de message
  de canal de communication
- code oral et code écrit
- situations de communication et niveaux de langue
- transgression de la norme : les congolismes.

Novembre - Décembre

La phrase :

1 - Structure de la phrase de base

- phrase minimale
- notion de GN et GV (sujet et groupe verbal
- forme affirmative et forme négative

2 - Types de phrase :

- phrase déclarative (affirmative et négative)
- phrase interrogative et interro-négative
- phrase exclamative
- phrase impérative.

3 - Phrase et proposition

phrase simple
phrase composée (les conjonctions de coordination
phrase complexe ( les conjonctions de subordination.

4 - Transformations et manipulations grammaticales

(Deuxième trimestre)

Janvier/mi-février

Le groupe nominal

- les composants du GN
- les déterminants
  articles définis et indéfinis
  adjectifs démonstratifs
  adjectifs possessifs
  adjectifs indéfinis

- le nom et ses substituts
  genre et nombre du nom
  pronoms sujets et pronoms compléments

- l'expansion du nom
  par un adjectif (accords)
  par un groupe nominal (apposition)
  par un complément (complément du nom)

Mi-février/mars

Le groupe verbal
- le verbe
  . groupe de conjugaison
  . temps (voix active et passive) et modes
  . verbes d'action et verbes d'état

- les principaux compléments du verbe
  . attribut
  . complément d'objet direct et indirect
  . verbes à double construction

- les compléments circonstanciels

(Troisième trimestre)

Initiation à la stylistique :

- les différents types de textes
  . narration
  . description
  . dialogue
  . texte discursif (destiné à convaincre et à enseigner)
  . texte humoristique

- quelques procédés de style
  métaphore
  métonymie
  allitération
  anaphore

- notions de versification
  types de vers : alexandrin, octosyllabe, décasyllabe
  types de rimes : plates, croisées, embrassées
  vocabulaire de versification : élision diérèse, césure, hémistiches.

LITTERATURE

I - Morceaux choisis :

- Littérature française des XVIè et XVIIè siècles

Premier Trimestre : XVIème siècle

Le professeur donnera aux élèves un aperçu sommaire de l'histoire littéraire et du contexte historique dans lequel se placent les différents courants du XVIè siècle ; il choisira ensuite quelques textes servant d'illustration en utilisant par exemple, les oeuvres de Ronsard, Du Bellay et Montaigne.

XVIIème siècle :

- janvier : les règles du classicisme : Malherbe et Boileau
- Février : La philosophie : Descartes et Pascal.
- Mars-avril : Le théatre : la tragédie : Corneille et Racine
  la Comédie : molière
- Mai : La Fontaine
- Juin : la critique de la société contemporaine : La Bruyère et Saint Simon

II - Textes intégraux :

Premier Trimestre : "Ville cruelle" (EZA BOTO)

Deuxième trimestre : "Recueil de poèmes" (INRAP)

Le professeur choisira 2 ou 3 poèmes se rapportant à un thème identique ; pour conclure l'étude, il proposera à un groupe d'élèves l'élaboration d'un exposé qui approfondira les différents aspects du thème abordé.

Troisième trimestre : "Trois prétendants, un mari" G. OYONO

N.B. : Avant d'aborder l'étude d'une oeuvre intégrale, le professeur doit prévoir de replacer l'oeuvre et son auteur dans leur contexte historique et littéraire.

Exercices :

- Contraction de texte : résumé suivi d'une discussion dont le thème est imposé
- composition française ou dissertation
- exposés oraux

- explication de texte (à partir des morceaux choisis)
- lecture dirigée (à partir des oeuvres intégrales).

CLASSE DE S2 A

L'horaire hebdomadaire est de 6 heures que l'on peut répartir de la façon suivante :

- grammaire 1heure
- étude littéraire 3heures ainsi réparties

1er trimestre : morceaux choisis de la
. littérature nationale 1 heure
. littérature négro-africaine: 1 heure
. littérature française 1 heure

2è et 3 è trimestre : morceaux choisis (lecture expliquée : 2 heures oeuvres intégrales (lecture suivie) : 1 heure

Exercices d'entraînement : 2 heures
ou devoir en classe
ou exposé d'élèves (cf S1 A)

GRAMMAIRE (Premier trimestre)

Octobre

La communication

1 - niveau de la langue
2 - éléments de la prosodie :
.accentuation
.intonation
.ponctuation

novembre

La phrase complexe

1 Principale et subordonnées
. subordonnées complétives
. subordonnées circonstancielles
. subordonnées infinitives et participes
. subordonnées relatives (pronom relatif)

décembre

Concordance des temps :

principale et subordonnée à l'indicatif
subordonnée au subjonctif
expression de la condition

Deuxième trimestre

Janvier

Discours direct et discours indirect
caractéristiques de chaque type de discours
changements des différents constituants du discours
tyle indirect libre

Février

Les classes de mots
- le nom (révision)
- les déterminants (révision)
- les pronoms

révision des pronoms personnels (emploi correct de "en" et de "y")
les pronoms possessifs
les pronoms démonstratifs
les pronoms indéfinis

- l'adjectif qualificatif :
révision des accords
révision des fonctions
les degrés de l'adjectif : comparatif et superlatif.

Mars-avril

Le verbe

- révision des conjugaisons
- aspect des temps
- valeurs modales
- construction des verbes : transitivité et intransitivité
- verbes pronominaux et verbes impersonnels

L'adverbe :

- modalités d'emploi
- différentes catégories d'adverbes
- formation des adverbe de manière

La préposition

La conjonction

- conjonction de coordination
- conjonction de subordination

L'interjection

Troisième trimestre

mai

Organisation du lexique français

- Le sens des mots

sens propre et sens figuré

sens dépendant du contexte et de la construction

- synonymie et antonymie

Juin

Formation des mots
- composition
- dérivation : préfixes et suffixes (sens)

LITTERATURE

I - Morceaux choisis

Littérature française des XVIIIè et XIXè siècles (1 heure par semaine pendant les trois trimestres)

Premier trimestre

XVIIIë siècle :

- octobre (2 premières semaines) : l'étude des sociétés : Montesquieu
- mi-octobre mi-novembre : la philosophie : Voltaire, diderot et l'Encyclopédie
- novembre (2 dernières semaines) : la sensibilité pré-romantique : Rousseau
- décembre : Le théatre : Marivaux et Beaumarchais

La poésie : Chénier

XIXè siècle :

Deuxième trimestre

janvier : un précurseur du romantisme : Chateaubriand
Février : Vivtor Hugo, romancier et homme de théatre (le théatre romantique)
Mars : le roman : Balzac, Stendhal et Flaubert

Troisième trimestre

avril : l'histoire : Augustin Thierry et Michelet
la philosophie : Renan
le positivisme : Auguste Comte et Taine

Mai : la poésie : l'école Parnassienne (théophile Gauthier, Le Conte de Lisle et José-Maria de Hérédia)
Baudelaire
Le symbolisme (verlaine, Rimbaud et Mallarmé)
Juin : le roman naturaliste (: Zola et Maupassant

La littérature négro-africaine

(1 heure par semaine aux 1er et 2è trimestres).

Avant d'aborder l'étude des courants et des thèmes et afin de donner aux élèves une vue plus générale, on devra procéder à une introduction globale sur la littérature négro-africaine.

Premier Trimestre

René Maran
Aimé Césaire
Léopold Sédar Senghor
Amadou Hampaté Bâ
Francis Bebey
Sembène Ousmane
Mongo Beti

Le temps du malaise
Cheikh Hamidou Kane
Alick Fall
W.Y. Mudimbe

Deuxième Trimestre

Entre la tradition et la révolte:

Camara Laye
Maka Matan Diabate
Seydou Badian
G. Oyono Mbia
Yambo Ouologuem
Mariama Bâ
Olympe Bhêly Quenum

Le désenchantement

M. Alioum Fantouré
Ahmadou Kourouma
Henri Lopès
Tierno Monémembo
Sony Labou tansi

Littérature nationale

(1 heure par semaine aux 1er et 3è trimestres)

Premier Trimestre

La poésie et le théatre

Tchicaya U Tam'si
Martial Sinda
Makouta Mboukou
Théophile Obenga
Henri Lopès
J. B. Tati Loutard
Maxime Ndébéka
Guy Menga
Letembet-Ambily
Sylvain Bemba

Troisième trimestre

L roman et la nouvelle

ean Malonga

Guy Menga
Makouta Mboukou
Sylvain Bemba
Placide Nzalabacka
J. B. Tati Loutard
Emmanuel Dongala
Sony Labou Tansi

Oeuvres intégrales

Deuxième trimestre

"Les bouts de bois de Dieu" Sembène Ousmane

Troisième trimestre

"Le voyageur sans bagages" Jean Anouilh

Exercices :

Résumé et ou analyse de texte suivi d'une discussion sur un thème principal de ce texte.
Dissertation
Initiation au commentaire composé
Exposés oraux
Explication de texte
Lecture dirigée

N. B. : L'étude des textes et des auteurs du programme devra donner lieu non seulement à l'acquisition des notions élémentaires de l'histoire littéraire, mais également à l'apprentissage de techniques d'expression plus élaborées (par exemple : comment conduire un raisonnement, une argumentation ; quelles figures de style utiliser afin de sonner plus d'intérêts à ses écrits etc...)

## B - SERIES SCIENTIFIQUES

Commentaires et instructions méthodologiques

Tout ce qui a été dit au sujet de la méthodologie pour les séries littéraires reste évidemment valable pour les séries scientifiques.

Les préoccupations purement linguistiques étant les mêmes pour les deux séries, la différence des horaires seule appelle une discrimination sur le plan quantitatif.

Si l'enseignement de la langue en tant que moyen d'acquisition des connaissances rest privilégié, il faut également garantir une culture littéraire générale soit par des textes regroupés autour d'un certain nombre de thèmes, soit par l'étude d'une oeuvre intégrale.

Contenus et répartition

Classe de S1 C

L'horaire hébdomadaire est de 3 heures que l'on peut répartir de la façon suivante sur une quinzaine :

- 1ère semaine : grammaire 1 heure
  lecture expliquée 1 heure
  entraînement à la dissertation ou préparation d'un devoir ou correction d'un devoir 1 heure
- 2è semaine : lecture expliquée 1 heure
  devoir en classe 2 heures
  ou entraînement à la dissertation 1 heure
  exposé d'élèves 1 heure

GRAMMAIRE (Premier Trimestre)

Octobre

I - La communication
- Schéma de la communication : notion d'émetteur, de récepteur et de message
- situations de communication et niveaux de langue

Novembre

II - la phrase :

- la phrase minimale et ses constituants (groupe sujet et groupe verbal)

les types et les formes de phrases :
types déclaratif, interrogatif, exclamatif, impératif
formes affirmative et négative

décembre

De la phrase simple à la phrase complexe
l'indépendante
la juxtaposition et la coordination
la principale et la subordonnée
transformations et manipulations grammaticales

Deuxième trimestre

Janvier

Le groupe nominal

Les déterminants
articles
adjectifs possessifs
adjectifs démonstratifs
le nom et ses substituts (pronoms personnels)

février

l'adjectif qualificatif
place de l'adjectif
accord en genre et en nombre

le groupe nominal complément (complément du nom ou apposition)

mars-avril

Le verbe

les groupes de conjugaison
temps et modes (voix active et voix passive)
verbes d'action et verbes d'état
verbes transitifs et intransitifs

Troisième trimestre

mai

les compléments du verbe

complément d'objet direct
complément d'objet indirect
verbes à double construction

uin

les compléments circonstanciels

LITTERATURE

Il faut noter la suppression de l'étude d'oeuvres intégrales au profit de la méthode thématique consistant à organiser des études de textes autour de thèmes qui seront illustrés par un choix approprié de séquences textuelles.

Pour ce faire, le manuel retenu est le suivant :

"Recueil de textes S1" (INRAP)

Il demeure que l'introduction à l'étude des thèmes peut servir de prétexte à des considérations générales sur le contexte culturel, (idéologique et littéraire qui constitue la toile de fond du ou des texte (s) étudié (s). Pour plus d'efficacité pédagogique, le professeur peut proposer à un groupe d'élèves d'approfondir toutes ces questions.

Exercices :

- Explication de texte
- composition française ou dissertation
- résumé de texte
- exposés oraux

S2 C et S2 D

L'horaire hebdomadaire est de 3 heures que l'on peut répartir de la façon suivante sur une quinzaine :

1ère semaine
- grammaire 1 heure
- lecture expliquée ou dirigée 1 heure
- exercices d'entraînement ou préparation d'un devoir ou correction d'un devoir 1 heure

2è semaine
- lecture expliquée ou dirigée 1 heure
- devoir en classe 2 heures
- ou exercices d'entraînement 1 heure
- exposé d'élèves 1 heure

GRAMMAIRE (Premier Trimestre)

octobre

La communication

1 Niveau de langue
2 Eléments de la prosodie
- accentuation
- intonation
- ponctuation

Troisième trimestre

avril

L'adverbe :
- modalités d'emploi
- différentes catégories d'adverbes
- formation des adverbes de manière

la préposition

la conjonction
- conjonction de coordination
- conjonction de subordination

l'interjection

mai

Organisation du lexique français
- le sens des mots
- sens propre et ses figuré
- sens dépendant du contexte et de la construction
- synonymie et antonymie

juin

Formation des mots
- composition
- dérivation : préfixes et suffixes (sens)

novembre

La phrase complexe :

1 - Fonction des sublordonnées
- subordonnées complétives
- subordonnées circonstancielles
- subordonnées infinitives et participes
- subordonnées relatives.

décembre

2 - concordance des temps
- principale et subordonnée à l'indicatif
- subordonnée au subjonctif
- expression de la condition

Deuxième trimestre

janvier

3 - Discours direct et discours indirect
- caractéristiques de chaque type de discours
- changement des différents constituants du discours

Février

Les classes de mots

- le nom (révision)
- les déterminants (révision)
- les pronoms (révision) emploi correct de "en" et "y"
- l'adjectif qualificatif
  révision des accords et des fonctions
  les degrés de l'adjectif que : comparatif et superlatif

mars

Le verbe

- révision des conjugaisons
- valeurs modales
- verbes pronominaux et verbes impersonnels

LITTERATURE (Premier trimestre)

I - Morceaux choisis du XVIIIè et du XIXè siècles français

(Lecture expliquée)

Le professeur a la possibilité de choisir lui-même les textes qu'il propose à ses élèves, en évitant les textes trop difficiles ou présentant des faits de langue particulièrement marqués.

A titre d'exemple, nous pouvons retenir les auteurs suivants :

XVIIIè : 1 texte de Montesquieu
1 texte de Voltaire
1 texte de Diderot
1 texte de Rousseau

XIXè : 1 texte de Chateaubriand
1 poème de la période romantique tiré de l'oeuvre soit de Lamartine, soit de Vigny soit de Musset
1 poème de Victor Hugo
1 extrait de roman choisi parmi les oeuvres soit de Balzac, soit de STendhal, soit de Flaubert
1 poème de Baudelaire
1 poème de Verlaine ou de Rimbaud
1 extrait de roman naturaliste choisi parmi les oeuvres de Zola ou de Maupassant

Il est évident que chacun des textes devra être replacé dans le contexte littéraire et ou historique qui a motivé son auteur. Pour certaines périodes marquantes de l'histoire littéraire, il est recommandé de proposer aux élèves un exposé qui en éclairera les principaux aspects : par exemple, les philosophes du XVIIIè siècle, la querelle Voltaire/Rousseau, le mouvement de l'Encyclopédie au XIXè siècle, le romantisme, la place de Hugo dans ce mouvement et dans son siècle, le roman réaliste, la place de Baudelaire dans sa période de production, le roman naturaliste...

Deuxième trimestre

II - Oeuvre intégrale (lecture suivie et dirigée)
"les bouts de bois de Dieu" (Sembène Ousmane)

Troisième trimestre

III- Etude thématique (lecture expliquée)
"Recueil de textes S2" (INRAP)

Exercices :

- Résumé et ou analyse de texte suivi d'une discussion sur un thème principal de ce texte.
- dissertation
- exposés oraux
- explication de texte
- lecture dirigée

RECAPITULATION DES OUVRAGES DU PROGRAMME

Pour toutes les classes :

- "Nouvelle grammaire de la langue française" IPAM (EDICEF)

Pour la classe de S1 A :

- "Ville cruelle" (EZA BOTO)
- "Trois prétendants, un mari" (G. OYONO
- "Oeuvres poétiques" (INRAP)

Pour la classe de S2 A :

- "Les bouts de bois de Dieu" (Sembène Ousmane)
- "Le voyageur sans bagages" (J. Anouilh)

Pour la classe de S1 C

- "Recueuil de textes S1" (INRAP)

Pour les classes de S2 C et S2 D

- "Les bouts de bois de Dieu" (Sembène Ousmane
- "Recueil de textes S2" (INRAP)

BIBLIOGRAPHIE

I - Grammaire

- "Le monde du langage" (G. Niquet, R. Coulon & L. Varlet) (classiques Hachette) niveaux 6è, 5, 4è

- "Grammaire française de base" Coll. "Feu vert" (Didier Hatier)

- "Guide pratique de grammaire française" (C. Goedert, Coll. "Faire le point" (Hachette)

II - Littérature

1 - Littérature française

-"Textes et Littérature" Lagarde & Michard (Bordas) XVIè, XVIIè, XVIIIè et XIXè siècles
-"Manuel des études littéraires françaises" (Hachette) Castex et Surer (XVIè, XVIIè, XVIIIè et XIXè siècles)
-"Histoire de la littérature française" Castex et surer (Hachette)
-"Histoire de la littérature française" G. De Plinval et E. Richter Coll. "Faire le point" Hachette.
-"Recueil de textes littéraires français" (Chassang et Senninger) XVIè, XVIIè XVIIIè et XIXè siècles Hachette
-"Le français au lycée" (A et J. Pagès) Nathan

2 - Littérature négro-africaine

-"Anthologie négro-africaine" (L. Kesteloot) Marabout Université
-"Anthologie africaine" (J. Chevrier) Coll. "Monde noir poche" Hatier

3 - Littérature nationale

-"Anthologie de la littérature congolaise d'expression française" (J. B. Tati-Loutard) Ed. Clé, Tome I et II
-"Panorama critique de la littérature congolaise d'expression française" (R. & A. CHEMAIN) Présence Africaine

PRESENTATION

Le programme de français se présente comme suit

- définition des objectifs
- commentaire méthodologique
- contenus du programme
- indications bibliographiques.

I - Définition des objectifs

Le français dans notre pays est la langue officielle et la langue d'enseignement. Il est donc aussi important dans les séries littéraires que dans les séries scientifiques.

- L'enseignement du français doit alors conduire l'élève à une maîtrise de la langue par la découverte permanente de ses structures fondamentales et à leur manipulation. Pour atteindre cet objectif, la commission a retenu la nécessité plus qu'impérieuse de systématiser l'enseignement de la grammaire.

- L'étude des oeuvres littéraires, quant à elle, doit permettre aux élèves de s'ouvrir sur le monde, de découvrir la pensée universelle. C'est un enseignement de culture générale. Mais cette formation générale ne doit pas empêcher les enseignants de prendre en considération les spécialités des élèves et de doser les enseignements en fonction du volume horaire.

- La pratique des exercices littéraires doit conduire au perfectionnement de l'expression personnelle, à la compréhension de la pensée d'autrui, au développement de l'esprit critique et du sens de la créativité. L'enseignement du français doit donc assurer aux élèves une formation solide pour répondre aux exigences de la vie professionnelle et sociale ou des études supérieures.

II - Commentaire méthodologique

a) Oeuvres :

S3 A

- une étude intégrale des oeuvres en ce qui concerne le roman et le théatre et une étude des morceaux choisis quant à la poésie. Ainsi, roman, théatre et poésie doivent-ils être enseignés obligatoirement.

S3 C et D
- une étude intégrale du roman et une étude thématique sur le recueil de textes de l'INRAP.

b) Exercices littéraires retenus :

- Résumé
- analyse
- discussion
- dissertation
- commentaire composé
- exposé
- compte rendu de lecture
- explication de texte.

c) Etude de la langue :

L'enseignement de la grammaire ne doit pas conduire à une simple retention des catégories grammaticales. Cet enseignement doit mettre l'élève en contact avec les structures fondamentales du français et le conduire à une utilisation de celle-ci. Tout enseignement de la grammaire doit donc partir d'un texte choisi en fonction de la possibilité d'observer l'emploi de la notion à enseigner.

III- Contenu du programme :

a) Oeuvres d'études :

S3 A :
- L'étrange destin de Wangrin (A. Hampaté Bâ)
- Les mains sales (J. P. Sartre)
- Recueil de poèmes de l'INRAP (revu et corrigé)

Cependant, les cinq oeuvres suivantes feront l'objet d'un compte-rendu de lecture au cours de l'année :

- Les exilés de la forêt vierge (Makouta-Mboukou)
- Rouge est le sang des noirs (P. Abrahams)
- Un homme entrois morceaux 10/18 (R. Dorsinville)
- L'étranger (A. Camus)
- Le roi se meurt (théatre) (J. Ionesco)

Placer l'enfant sans son milieu naturel. Le mettre en contact avec le problème dominant du continent : le racisme. Lui faire prendre conscience de l'angoisse que crée l'imminence d'une troisième guerre mondiale, ce qui aboutit à l'idée de la mort, donc à l'absurdité.

L'oral de français au Bac pour les séries littéraires portera sur toutes ces oeuvres.

S3 C et D

- L'étrange destin de Wangrin (A. Hampate Bâ)
- Recueil de textes (INRAP)

N. B. : Le département de français de chaque établissement est responsable de la répartition trimestrielle de ce programme.

b) Les exercices littéraires

S3 A

1° - Oral:
exposé, explication de texte,
compte rendu de lecture

2° - Ecrit :
résumé, analyse + discussion
commentaire composé

S3 C et D

1° - Oral :
exposé, explication de texte
2° - Ecrit :
résumé, analyse + discussion,
dissertation

c) Etude de la langue

Les points retenus dans toutes les séries (A, C et D) sont les suivants :

- le système verbal (temps, mode, morphologie)
- la concordance des temps
- la phrase simple et la phrase complexe
- les problèmes d'inversion du sujet
- expression des circonstances
- les pronoms personnels)
- les pronoms relatifs ) à emploi complexe
- la diction
- les modalités de discours (direct et indirect et libre)
- les figures de style

Tous ces points doivent être enseignés obligatoirement. Le professeur en fera une répartition judicieuse, Toutefois, certains points ne figurant pas sur cette liste peuvent être abordés en fonction des lacunes constatées.

IV - Des indications bibliographiques

1° - Littérature française :

Collection Lagarde et Michard

- la littérature française de 1945 à nos jours
- JEANSON (Francis) : Sartre, écrivain de toujours, Seuil 1977/55
- SARTRE (J.P.) : l'existentialisme est un humanisme
  -'Etre et le néant
- SARTRE (J.P.) : qu'est-ce que la littérature
  : les mots
  : situationI, II

2° - Littérature négro-africaine

- TATI LOUTARD (J.B.) : Anthologie des écrivains congolais de langue française
- SAINVILLE (Léonard) : Anthologie des romanciers et conteurs négro-africains T. 1 & 2, présence africaine 1963

3° - Exercices littéraires

- DESSALMAND (Paul) : L'explication de texte, CEDA, 1979
- FALQ (J.) & DESSALMAND (P) : La contaction de texte, CEDA HATIER
- FALQ (J.) & DESSALMAND (P) : La dissertation CEDA HATIER, 1963

4° - Etude de la langue :

- GREVISSE (Maurice) : Précis de grammaire française, Ed. Duculot S.A. Gembloux
- BARIL (D) & GUILLET (J.) :Technique de l'expression écrite et orale T. 1 (5è ed.) T. 2 (3è ed. Sirey 1981)
- ALMERAS J.° NOBLECOURT (P.) CHASTRUSSE : Pratique de la communication, méthodes et exercices, Larousse 1978
- Larousse de la grammaire, Larousse 1983
- Nouvelle grammaire de la langue française 4è/3è, Edicef, 1978.

## MINISTERE DE LA SANTE ET DES AFFAIRES SOCIALES

### ACTES EN ABREGE

**- PAR ARRETE n° 1263 du 1er juin 1990 est autorisée l'évacuation sanitaire sur la France, Hôpital NECKER Enfants Malades, 149-161, rue de Sèvres 75730 - PARIS Cédex 15 Service de Cardiologie Pédiatrique du Professeur (Jean) KACHANER ou tout autre Hôpital parisien, de l'enfant MOULOUNDA (Claude Styve), fils de Mlle OKEMBA (Félicité), Indigente de nationalité congolaise.**

**Son état implique qu'il soit accompagné d'un Technicien de Santé.**

**Les frais de transport aller et retour d'hospitalisation et des soins de l'intéressé ainsi que les frais de transport aller et retour et de séjour du Technicien qui l'accompagne sont à la charge du Budget de l'Etat Congolais.**

**Le règlement des frais d'hospitalisation et des soins interviendra au vu de la facture établie en trois exemplaires et certifiée exacte, appuyée d'une photocopie du présent arrêté, devra être adressée à l'Ambassade de la République Populaire du Congo, sise 37 bis, rue Paul Valéry Paris 16è FRANCE.**

**Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de départ de l'intéressé.**

- PAR ARRETE n° 1414 du 11 juin 1990 Mr LANGLAT (François Robert Marie Nicolas), titulaire d'un diplôme d'Etat de Pharmacien de l'Université PARIS SUD (FRANCE). est autorisé à ouvrir et exploiter une officine pharmaceutique à Mvounvou, Arrondissement I Pointe-Noire.

Mr LANGLAT (François Robert Marie Nicolas) devra gérer, organiser et équiper son officine conformément aux dispositions législatives et règlementaires en vigueur.

- PAR ARRETE n° 1415 du 11 juin 1990 est autorisée l'évacuation sanitaire sur la France, Hôpital Pitié-Salpétrière, 47-83, Boulevard de l'Hôpital, 75651 PARIS Cédex 13, Service de Neuro-chirurgie du Professeur (Bernard) PERTUISET ou tout autre hôpital parisien, de Mme ONDONGO (Léonie), Agent de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale à Brazzaville, de nationalité Congolaise.

Les frais de transport aller et retour, d'hospitalisation et des soins de l'intéressée, sont à la charge du budget autonome de la C. N. S. S.

Toutefois, la Direction Générale de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale se fera rembourser les 20 % des frais d'hospitalisation et des soins occasionnés par cette évacuation sanitaire en émettant un ordre de recette à l'encontre de Mme ONDONGO (Léonie).

Le règlement des frais d'hospitalisation et des soins interviendra au vu de la facture établie en trois exemplaires et certifiée exacte, appuyée d'une photocopie du présent arrêté, et de la prise en charge devront être adressés à la Direction Générale de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale BP 182 Brazzaville.

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de départ de l'intéressée.

- PAR ARRETE n° 1451 du 16 juin 1990

est autorisée l'évacuation sanitaire sur la France, Hôpital NECKER Enfants Malades, 149, rue de Sèvres Paris 15è Service de Cardiologie Pédiatrique du Professeur (Jean) KACHANER ou tout autre hôpital parisien de Mlle MOUISSOU-POUATI (Carine), fille du Camarade MOUISSOU-POUATI (Alphonse), Membre du Comité Central du Parti Congolais du Travail, de nationalité Congolaise.

Son état implique qu'elle soit accompagnée d'un Technicien de Santé.

Les frais de transport aller et retour, d'hospitalisation et des soins de l'intéressée ainsi que les frais de transport aller et ret retour et de séjour du Technicien qui l'accompagne sont à la charge du budget de l'Etat Congolais.

Toutefois, la Direction Générale du Budget se fera rembourser les 20 % des frais d'hospitalisation et des soins occasionnés par cette évacuation sanitaire en émettant un ordre de recette à l'encontre du Camarade (Alphonse) MOUISSOU-POUATI, Matricule n° 039502 F.

Le règlement des frais d'hospitalisation et des soins interviendra au vu de la facture établie en trois exemplaires et certifiée exacte, appuyée d'une photocopie du présent arrêté, devra être adressée à l'Ambassade de la République Populaire du Congo, sise 37 bis, rue Paul Valéry Paris 16è FRANCE

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de départ de l'intéressée

---

- PAR ARRETE n° 1531 du 21 juin 1990 est autorisée l'évacuation sanitaire sur la France, clinique du Parc, 111, rue Tronchet 69006 - LYON, Service orthopédique Chirurgie du rachis, orthopédie infantile du Docteur (Jacques) SAMANI, de Mlle MALONGA (Clèves), fille du Docteur (Germain) MALONGA en service à Brazzaville, de nationalité Congolaise.

Son état implique qu'elle soit accompagnée d'un Technicien de Santé.

Les frais de transport aller et retour, d'hospitalisation et des soins de l'intéressée ainsi que les frais de transport aller et retour et de séjour du Technicien qui l'accompagne sont à la charge du budget de l'Etat congolais.

Toutefois, la direction Générale du Budget se fera rembourser les 20 % des frais d'hospitalisation et des soins occasionnés par cette évacuation sanitaire en émettant un ordre de recette à l'encontre du Docteur MALONGA (Germain) Matricule n° 37135 E.

Le règlement des frais d'hospitalisation et des soins interviendra au vu de la facture établie en trois exemplaires et certifiée exacte, appuyée d'une photocopie du présent arrêté, devra être adressée à l'Ambassade de la République populaire du Congo, sise 37 bis, rue Paul Valéry Paris 16è FRANCE.

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de départ de l'intéressée.

---

- PAR ARRETE N° 1567 du 25 juin 1990 est autorisée le contrôle médical sur Cuba, Hôpital Hermanos Almeika Calle San Lazaro Habama (CUBA), Service de chirurgie thoracique, de Mme BOUITY née (Dalia) Hermandez Rodriguez, épouse du Docteur BOUITY BOUANG , en service au Centre Hospitalier et Universitaire de Brazzaville, de nationalité congolaise.

L'intéressée repart pour une nouvelle hospitalisation et soins complémentaires.

Les frais de transport aller et retour de l'intéressée, sont à la charge du budget de l'Etat Congolais tandis que les frais d'hospitalisation et des soins sont à la charge de la République Cubaine.

Le présent arrêté, qui abroge les dispositions de l'arrêté n° 493 du 25 janvier 1988 constitue la nouvelle prise en charge effective des frais d'hospitalisation et de tous autres y afférents, prendra effet à compter de la date de départ de l'intéressée.

---

- PAR ARRETE N° 1568 du 26 juin 1990 est autorisée l'évacuation sanitaire sur la France, Hôpital BICHAT 46, rue Henri Huchard, 75018 PARIS, service d'ophtalmologie du Professeur (Françoise) ROUSSELLE ou tout autre hôpital parisien, de Mr DIMA (Ange), Inspecteur Principal du Trésor, 2ème Fondé de Pouvoirs du Trésorier Payeur Général de la République Populaire du Congo, de nationalité Congolaise.

Les frais de transport aller et retour, d'hospitalisation et des soins de l'intéressé sont à la charge du budget de l'Etat Congolais.

Toutefois, la Direction Générale du Budget se fera rembourser les 20 % des frais d'hospitalisation et des soins occasionnés par cette évacuation sanitaire en émettant un ordre de recette à l'encontre de Mr DIMA (Ange), Matricule n° 10 296 D.

Le règlement des frais d'hospitalisation et des soins interviendra au vu de la facture établie en trois exemplaires et certifiée exacte, appuyée d'une photocopie du présent arrêté, devra être adressée à l'Ambassade de la République Populaire du Congo, sise 37 bis, rue Paul Valéry Paris 16è FRANCE.

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de départ de l'intéressé.

## MINI FINANCES ET BUDGET

### ACTES EN ABREGE

- PAR ARRETE n° 1296 du 1er juin 1990 est autorisé le remboursement à divers étudiants de la somme de Cinq cent quatre vingt seize mille cinq cent trente un Francs relative aux frais de transport de bagages qu'ils ont acquittés personnellement à l'occasion de leur retour définitif au Congo. Ce remboursement se fait dans la limite de ce que l'Administration doit supporter.. Il s'agit de :

| | |
|---|---|
| - LIKAMBIABEKA (Guy Hermey) | 87 494 |
| - NDOUDI (Gervais Médard) | 113 792 |
| - BASSOUKISSA (Alphonse) | 73 804 |
| - MANKOU (Félicité Madeleine) | 79 174 |
| - MOUKOLO (Léopold) | 136 672 |
| - MPONGUI (Salemond) | 105 595 |
| | 596 531 |

La présente dépense est imputable au budget de l'Etat de la République Populaire du Congo, exercice 1990, Section 280.01, Chapitre 20, article 02, paragraphe 27.

---

- PAR ARRETE n° 1301 du 1er juin 1990 est autorisé le remboursement de la somme de Deux cent quatre vingt quatre mille neuf cent quatre vingt cinq Francs CFA représentant les frais de soins médicaux dont Mme (Gisèle) LOEMBA s'est acquitée personnellement, soit :

$$\frac{7\ 124{,}65 \times 50}{100} = 356\ 232$$

$$\frac{356\ 232 \times 80}{100} = 284\ 985$$

Le montant de la présente dépense est imputable au budget de l'Etat, Exercice 90, Section 280-01 Chapitre 20 Article 02 Paragraphe 62 = 284 985 Francs CFA.

---

- PAR ARRETE n° 1361 du 8 juin 1990 est autorisé le remboursement à divers stagiaires de la somme de CINQ CENT VINGT SIX MILLE CINQ CENT SOIXANTE CINQ Francs relative aux frais de transport de bagages qu'ils ont acquittés personnellement à l'occasion de leur retour définitif au Congo. Ce remboursement se fait dans la limite de ce que l'Administration doit supporter. Il s'agit de :

| | |
|---|---|
| - ONGOUNDOU (Jacques) | 260 893 |
| - MATCHIMOUNA (Ernest) | 265 672 |
| | 526 565 |

La présente dépense est imputable au Budget de l'Etat de la République Populaire du Congo Exercice 1990 Section 280.01 Chapitre 20 Article 02 Paragraphe 27.

---

- PAR ARRETE n°1354 , du 7 juin 1990 est autorisé le remboursement à divers Etudiants de la somme de UN MILLION SOIXANTE DOUZE MILLE CENT VINGT Francs relative aux frais de transport de bagages qu'ils ont acquittés personnellement à l'occasion de leur retour définitif au Congo. Ce remboursement se fait dans la limite de ce que l'Administration doit supporter. Il s'agit de :

| | |
|---|---|
| - BENDA-NDINGA | 189 659 |
| - IBARA (Jean Paul) | 206 245 |
| - NYANGA ELENGA (André) | 226 050 |
| - LOKEGNA (Parfait) | 184 708 |
| - LOEMBA (Hugues Dieudonné) | 265 558 |
| | 1 072 220 |

La présente dépense est imputable au budget de l'Etat de la République Populaire du Congo, exercice 1990 Section 280.01 Chapitre 20 Article 02 Paragraphe 27.

---

- PAR ARRETE n° 1362 du 8 juin 1990 est autorisé le remboursement à divers stagiaires de la somme de DEUX MILLIONS SEPT CENT QUATRE VINGT CINQ MILLE HUIT CENT QUATRE VINGT SEPT Francs relative aux frais de transport de bagages qu'ils ont acquittés personnellement à l'occasion de leur retour définitif au Congo. Ce remboursement se fait dans la limite de ce que l'Administration doit supporter. Il s'agit de :

| | |
|---|---|
| - BOUKA (Germain Roger) | 399 902 |
| - MANTSOUNGA (Emile) | 257 561 |
| - BATEKOUA (Simone) | 315 000 |
| - KASSA MKOUNDI | 1 813 424 |
| | 2 785 887 |

La présente dépense est imputable au budget de l'Etat de la République Populaire du Congo, exercice 1990 Section 280.01 Chapitre 20 Article 02 Paragraphe 23.

---

- PAR ARRETE n° 1363 du 8 juin 1990 est autorisé le remboursement à divers stagiaires de la somme de CINQ CENT SOIXANTE DIX MILLE SIX CENT QUATRE VINGT HUIT Francs relative aux frais de transport de bagages qu'ils ont acquittés personnellement à l'occasion de leur retour définitif au Congo. Ce remboursement se fait dans la limite de ce que l'Administration doit supporter. Il s'agit de :

| | |
|---|---|
| - ANDESSA (Faustin) | 556 470 |
| - BANIOUNGUILA (Alexis) | 14 218 |
| | 570 688 |

La présente dépense est imputable au budget de l'Etat de la République Populaire du Congo, exercice 1990 Section 280.01 Chapitre 20 Paragraphe 26.

---

- PAR ARRETE N° 1382 du 8 juin 1990 est autorisé le remboursement de la somme de CINQ CENT QUARANTE MILLE SEPT CENT SOIXANTE Francs CFA aux coopérants soviétiques en service dans différents Ministères relative à divers frais déboursés par eux-mêmes. Il s'agit de :

| | |
|---|---|
| - VINNIK | 64 705 |
| - VLADIMIR (Féderov) | 15 775 |
| - ILYASSOV (GADGI) | 258 880 |
| - BORTE (Valentine) | 34 000 |
| - YOURI (Kaanafine) | 35 000 |
| - Soviétiques en service à Blanche GOMEZ | 136 400 |
| | 544 760 |

---

- PAR ARRETE n° 1416 du 11 juin 1990 est autorisé le remboursement à divers stagiaires de la somme de UN MILLION CINQ CENT SOIXANTE DIX SEPT MILLE DEUX CENT SOIXANTE CINQ Francs relative aux frais de transport de bagages qu'ils ont acquittés personnellement à l'occasion de leur retour définitif au Congo. Ce remboursement se fait dans la limite de ce que l'Administration doit supporter. Il s'agit de :

| | |
|---|---|
| - NGUEBO (Jules) | 544 148 |
| - MOUSSAVOU SATHOUD BASSANTISSI | 533 593 |
| - GAKALA (Benjamin) | 245 592 |
| - ONDZOUAN (Alphonse) | 253 952 |
| | 1 577 265 |

La présente dépense est imputable au budget de l'Etat de la République Populaire du Congo, exercice 1990 Section 280.01 Chapitre 20 Article 02 Paragraphe 27.

---

- PAR ARRETE n° 1417 du 11 juin 1990 les modifications ci-après sont apportées au Budget de la République Populaire du Congo, gestion 1990.

Est annulé un crédit de quatre millions de Francs CFA imputable à la ligne 253-03-20-01-90 mentionnée au tableau A annexé au présent arrêté.

Est ouvert un crédit de quatre millions de Francs CFA imputable à la ligne 253-03-20-01-90 mentionnée au Tableau B annexé au présent arrêté.

---

- PAR ARRETE n° 1432 du 11 juin 1990 est autorisé le remboursement à divers étudiants de la somme de UN MILLION HUIT CENT SOIXANTE DEUX MILLE TRENTE NEUF Francs relative aux frais de transport de personnel qu'ils ont acquittés personnellement à l'occasion de leur retour définitif au Congo. Ce remboursement se fait dans la limite de ce que l'Administration doit supporter. Il s'agit de :

| | |
|---|---|
| - MOUDIONGUI-CAMBEAU (J.M. Alain) | 147 000 |
| - BAKONDOLO née KOUTOUPOT (Jocelyne) | 554 722 |
| - ONDZIET (Modeste) | 400 789 |
| - MOUDINGA (Fulbert) | 759 528 |
| | 1 862 039 |

La présente dépense est imputable au Budget de l'Etat de la République Populaire du Congo, exercice 1990 Section 280-01 Chapitre 20 Article 02 Paragraphe 26.

---

- PAR ARRETE n° 1435 du 12 juin 1990 est soumise à la taxe intérieure de consommation l'entreprise suivante :

- Raison Sociale : Savonnerie B.E.T.A. S.A.R.L. du Congo

- Siège Social : Rue Lékoumou, 1766
  BP 13093 BRAZZAVILLE
- Fabrication : Savon.

Le tarif de la Taxe Intérieure de Consommation applicable aux produits fabriqués par l'entreprise visée à l'article 1er ci-dessus et destinés à la consommation est fixée conformément au texte annexé au présent arrêté (annexe I).

Sont admis en franchise des droits et taxes douaniers et intérieurs en vigueur à l'importation ou sur le plan local des produits utilisés par l'entreprise visée à l'article 1er ci-dessus et qui figurent sur la liste des matières premières et emballages annexés au présent arrêté (annexe II).

ANNEXE I

TARIF DE LA TAXE INTERIEURE DE CONSOMMATION applicable à la Savonnerie B.E.T.A. S.A.R.L. à BRAZZAVILLE

| Numéro du Tarif | Dénomination Tarifaire | Taux de la T.C.I. |
|---|---|---|
| 3401-19-10 | Savon de ménage, en barres, en morceaux | 13 % |
| 3401-11-00 | Savons et autres produits similaires de toilette, en barres (y compris ceux à usages médicaux) | 13 % |

- PAR ARRETE n° 1445, du 13 juin 1990 est autorisé le remboursement à divers étudiants de la somme de QUATRE CENT QUARANTE TROIS MILLE HUIT CENT TRENTE Francs relative aux frais de transport de personnel qu'ils ont acquittés personnellement à l'occasion de leurs billets de vacances. Ce remboursement se fait dans la limite de ce que l'Administration doit supporter. Il s'agit de :

| | |
|---|---|
| - OPOYE-ITOUA | 120 000 |
| - TONGO (Jean-Claude) | 42 230 |
| - LOUBAKY (Urbain Guillaume) | 43 250 |
| - KOUBOUANA (Félix) | 238 250 |
| | 443830 |

La présente dépense est imputable au budget de l'Etat de la République Populaire du Congo, exercice 1990, Section 280-01 Chapitre 20 Article 02 Paragraphe 26

- PAR ARRETE n° 1467 du 18 juin 1990 est autorisé le remboursement de 80 % de la somme représentant les frais de soins médicaux que Mr BANIOUNGUILA (Alexis) a acquittés personnellement, soit :

$$14\ 200 \times 30 = 426\ 000\ F$$

$$\frac{426\ 000 \times 80}{100} = 340\ 000\ F$$

Le montant de la présente dépense est imputable au budget de l'Etat, exercice 1990 Section 280-01 Chapitre 20 Article 02 Paragraphe 62 : 340 800 F CFA.

- PAR ARRETE n° 1472 du 18 juin 1990 est autorisé le remboursement à divers étudiants de la somme de UN MILLION NEUF CENT SOIXANTE DIX NEUF MILLE CENT HUIT Francs relative aux frais de transport de personnel qu'ils ont acquittés personnellement à l'occasion de leurs vacances. Ce remboursement se fait dans la limite de ce que l'Administration doit supporter. Il s'agit de :

| | |
|---|---|
| - IBARA (Paul) | 345 039 |
| - DAMBENDZET (Norbert) | 188 300 |
| - BOUNGOU (Benjamin) | 889 299 |
| - MINGUI KONDANI (Josiane Nathale) | 556 470 |
| | 1 979 108 |

La présente dépense est imputable au budget de l'Etat de la République Populaire du Congo, exercice 90 Section 280-01 Chapitre 20 Article 02 Paragraphe 26.

- PAR ARRETE n° 1473 du 18 juin 1990 est autorisé le remboursement à divers étudiants de la somme de UN MILLION DEUX CENT VINGT HUIT MILLE TROIS CENT VINGT SIX Francs relative aux frais de transport de personnel qu'ils ont acquittés personnellement à l'occasion de leur stage de recherches au Congo. Ce remboursement se fait dans la limite de ce que l'Administration doit supporter. Il s'agit de :

| | |
|---|---|
| - MOUFOUMA (Jacques Rodrigue) | 834 226 |
| - BOTOKA (Martin Serge) | 220 000 |
| - MATOUTY (Parfait) | 174 100 |
| | 1 228 326 |

La présente dépense est imputable au budget de l'Etat Congolais, exercice 1990 Section 280-01 Chapitre 20 article 02 paragraphe 26.

---

- PAR ARRETE n° 1616 du 29 juin 1990 est autorisé le remboursement à divers étudiants de la somme de SIX CENT TRENTE UN MILLE NEUF CENT QUARANTE QUATRE Francs relative aux frais de transport de bagages qu'ils ont acquittés personnellement à l'occasion de leur retour définitif au pays. Ce remboursement se fait dans la limite de ce que l'Administration doit supporter. Il s'agit de :

| | |
|---|---|
| - FOUTOUKA (Guillaume) | 77 273 |
| - MBOUNGOU (Marcel Serge) | 189 617 |
| - NIANGA (Auvey Fred Aimé) | 82 936 |
| - AWOUONI (Laurent Ernest) | 81 756 |
| - MAMPOUYA (Espérance Irène) | 200 360 |
| | 631 944 |

La présente dépense est imputable au budget de l'Etat de la République Populaire du Congo, exercice 90, Section 280-01 Chapitre 20 Article 2 paragraphe 27.

---

## MINISTERE DE LA JUSTICE CHARGE DES REFORMES ADMINISTRATIVES

- DECRET N° 90-300 du 14 juin 1990 portant nomination dans la Magistrature Congolaise de Mr YAMBA (Joséphat) Auditeur de Justice.

LE PRESIDENT DU CC DU PCT,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 42-61 du 20 juin 1961 relative au statut de la Magistrature ;
Vu la loi n° 53-83 du 21 avril 1963 portant réorganisation de la Justice en République Populaire du Congo ;
Vu le décret n° 61-183 du 3 août 1961 portant application de la loi n° 42-61 du 20 juin 1961 susvisée ;
Vu le décret n° 75-390 du 26 août 1975 abrogeant et remplaçant les dispositions de l'article 21 du décret n° 61-183 du 3 août 1961 portant application de la loi n° 42-61 du 20 juin 1961 relatif au statut de la Magistrature ;
Vu le décret n° 62-130 du 9 mai 1962 fixant le régime des rémunérations des fonctionnaires ;
Vu l'ordonnance n° 35-77 du 28 juillet 1977 relative à l'exercice du pouvoir réglementaire en République Populaire du Congo ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 82-247 du 19 mars 1982 portant attributions et réorganisation du Ministère de la Justice ;
Vu le décret n° 84-309 du 29 mars 1984 portant nomination des Auditeurs de justice
Vu l'attestation n° 105 du 31 mars 1986 portant intégration des auditeurs de Justice dans la Magistrature Congolaise ;
Vu le dossier de l'intéressé ;

DECRETE :

Article 1er : Mr YAMBA (Joséphat), Auditeur de Justice de nationalité Congolaise, Licendié en Droit et diplômé de l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature de Brazzaville, est nommé dans la Magistrature Congolaise en qualité de Magistrat de 2è grade 2° groupe, 1er échelon de la hiérarchie du corps judiciaire indice 830.

Article 2 : Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, la présente nomination ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Article 3 : Le présent décret, qui prend effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé à l'issue de son stage, sera publié au Journal Officiel.

Brazzaville, le 14 juin 1990

Général d'Armée Denis SASSOU-NGUESSO

Le Président du Comité Central du Parti Congolais du Travail, Président de la République, Chef du Gouvernement,

Le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre de la Justice chargé des Réformes Administratives,

Alphonse NZOUNGOU

Le Ministre des Finances et du Budget

Edouard GAKOSSO

- DECRET N° 90-301 du 14 juin 1990 portant nomination dans la Magistrature Congolaise de Melle SAMBA (Anick), Auditrice de Justice.

LE PRESIDENT DU CC DU PCT,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu la Constitution ;
Vu la loi n°° 42-61 du 20 juin 1961 relative au statut de la Magistrature ;
Vu la loi n° 53-83 du 21 avril 1983 portant réorganisation de la justice en République Populaire du Congo ;
Vu le décret n° 61-183 du 3 août 1961 portant application de la loi n° 42-61 du 20 juin 1961 susvisée ;
Vu le décret n° 75-390 du 26 août 1975 abrogeant et remplaçant les dispositions de l'article 21 du décret n° 61-183 du 3 août 1961 portant application de la loi n° 42-61 du 20 juin 1961 relatif au statut de la Magistrature ;
Vu le décret n° 62-130 du 9 mai 1962 fixant le régime des rémunérations des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 82-247 du 19 mars 1982 portant attributions et réorganisation du Ministère de la justice ;
Vu le décret n° 87-789 du 30 décembre 1987 portant nomination des Auditeurs de Justice ;
Vu l'attestation n° 112 du 18 avril 1989 portant nomination des Auditeurs de Justice dans la Magistrature Congolaise ;
Vu le dossier de l'intéressée .

DECRETE :

Article 1er : Melle SAMBA (Anick), Auditrice de justice de nationalité Congolaise, Licenciée en Droit et diplômée de l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature de Brazzaville est nommée dans la Magistrature Congolaise en qualité de Magistrat de 2è grade, 2° groupe, 1er échelon de la hiérarchie de l'ordre judiciaire, indice 830.

Article 2 : Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, la présente nomination ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Article 3 : Le présent décret, qui prend effet à compter de la date du 16 août 1989, date de prise de service de l'intéressée à l'issue de sa formation, sera publié au Journal Officiel.

Brazzaville, le 14 juin 1990

Le Général d'Armée Denis SASSOU-NGUESSO

Par le Président du Comité Central du Parti congolais du Travail,
Président de la République,
Chef du Gouvernement,

Le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre de la Justice,
Garde des Sceaux, chargé
des Réformes Administratives,

Alphonse NZOUNGOU

Le Ministre des Finances et du Budget,

Edouard GAKOSSO

---

- DECRET N° 90-302 du 14 juin 1990 portant nomination dans la Magistrature Congolaise de Mr NGOME (Benjamin Stéphane) Auditeur de Justice.

LE PRESIDENT DU CC DU PCT,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 42-61 du 20 juin 1961 relative au statut de la Magistrature ;
Vu la loi n° 53-83 du 21 avril 1983 portant réorganisation de la justice en République Populaire du Congo ;
Vu le décret n° 61-183 du 3 août 1961 portant application de la loi n° 42-61 du 20 juin 1961 susvisée ;;
Vu le décret n° 62-130 du 9 mai 1962 fixant le régime des rémunérations des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 75-390 du 26 août 1975 abrogeant et remplaçant les dipositions de l'article 21 du décret n° 61-183 du 3 août 1961 portant application de la loi n° 42-61 du 20 juin 1961 relatif au statut de la Magistrature ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 82-247 du 19 mars 1982 portant attributions et réorganisation du Ministère de la Justice ;
Vu le décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 sur la prise d'effet des avancements et reclassements ;
Vu le décret n° 84-309 du 29 mars 1984 portant nomination des Auditeurs de justice ;
Vu l'attestation n° 105 du 13 mars 1986 portant intégration des Auditeurs de Justice ;
Vu le dossier de l'intéressé ;

DECRETE :

Article 1er : Mr NGOME (Benjamin Stéphane) Auditeur de Justice de nationalité Congolaise, licencié en Droit et diplômé de l'Ecole Nationale d'Administration et de magistrature de Brazzaville, est nommé dans la Magistrature Congolaise en qualité de Magistrat de 2è grade 2° groupe 1er échelon de la hiérarchie du corps judiciaire, indice 830

Article 2 : Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, la présente nomination ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Article 3 : Le présent décret, qui prend effet à compter du 29 avril 1986, date de prise de service de l'intéressé à l'issue de son stage, sera publié au Journal Officiel.

Brazzaville, le 14 juin 1990

Le Général d'Armée Denis SASSOU-NGUESSO

Par le Président du Comité Central du parti Congolais du Travail, Président de la République, Chef du Gouvernement

Le premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre de la Justice chargé des Réformes Administratives

Alphonse NZOUNGOU

Le Ministre des Finances et du Budget

Edouard GAKOSSO

---

- DECRET N° 90-404 du 27 juin 1990 portant nomination de Mr KOULANGOU (Ferdinand), Attaché des SAF en qualité d'Auditeur de Justice.

(LE PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 42-61 du 20 juin 1961 relative au statut de la Magistrature ;
Vu la loi n° 53-83 du 21 avril 1983 portant réorganisation de la Justice en République Populaire du Congo ;
Vu le décret n° 61-183 du 3 août 1961 portant application de la loi n° 42-61 du 20 juin 1961 susvisée ;
Vu le décret n° 62-130 du 9 mai 1962 fixant le régime des rémunérations des fonctionnaires ;
Vu le décret n° 75-390 du 26 août 1975 abrogeant et remplaçant les dispositions de l'article 21 du décret n° 61-183 du 3 août 1961 portant application de la loi n° 42-61 relatif au statut de la Magistrature ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 82-247 du 19 mars 1982 portant attributions et organisation du Ministère de la Justice ;
Vu le décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 sur la prise d'effet des avancements et reclassements ;
Vu l'arrêté n° 3137 du 17 mars 1988 portant désignation des élèves admis en 1987 aux concours d'accès aux cycles supérieurs et Moyen Supérieur de l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature dans le département des carrières judiciaires (filière Magistrature) ;
Vu l'attestation n° 226 du 8 juillet 1988 portant nomination en qualité d'Auditeur de Justice de certains élèves admis au concours d'accès au cycle supérieur de l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature (filière Magistrature) dont Mr KOULANGOU (Ferdinand) ;

DECRETE :

Article 1er : Mr KOULANGOU (Ferdinand), Attaché des SAF de 2è échelon de la Catégorie A, Hiérarchie II, admis au concours d'accès au cycle supérieur de l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature (filière Magistrature) est nommé Auditeur de justice indice 790.

Article 2 : Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 susvisé,

cette nomination ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Article 3 : Le présent décret, qui prend effet à compter du 3 novembre 1987, sera publié au Journal Officiel.

Brazzaville, le 27 juin 1990

Alphonse Souchlaty POATY

Par le Premier Ministre

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice chargé des Réformes Administratives,

Alphonse NZOUNGOU

Le Ministre des Finances et du Budget

Edouard GAKOSSO

## ACTES EN ABREGE

- PAR ARRETE N° 1388 du 9 juin 1990
Mr MASSENGO (Léandre Jean Marie), de nationalité Congolaise, titulaire d'un Diplôme d'Etudes Approfondies de Droit du Développement, est nommé Avocat Stagiaire.

- PAR ARRETE N° 1389 du 9 juin 1990
Mr OKABANDO (Jean Jules), de nationalité congolaise, titulaire d'une Licence en Droit, est nommé Avocat Stagiaire.

L'intéressé est astreint à une formation professionnelle organisée chronologiquement de la manière suivante :

- stage théorique à l'Université Marien NGOUABI ;
- stage pratique dans les Cours et Tribunaux
- stage pratique dans un Cabinet d'Avocat.

- PAR ARRETE N° 1394 du 11 juin 1990
Mr OKYEMBA-NGASSAKI (Elie III), de nationalité congolaise, titulaire d'une Licence en Droit, est nommé Avocat Stagiaire.

L'intéressé est astreint à une formation professionnelle organisée chronologiquement de la manière suivante :

- stage théorique à l'Université Marien NGOUABI ;
- stage pratique dans les Cours et Tribunaux ;
- stage pratique dans un Cabinet d'Avocat.

- PAR ARRETE N° 1395 du 11 juin 1990
Mr GNALI-GOMES (Yvon François Dominique), de nationalité congolaise, titulaire d'une Licence en Droit, est nommé Avocat Stagiaire.

L'intéressé est astreint à une formation professionnelle organisée chronologiquement de la manière suivante :

- stage théorique à l'Université Marien NGOUABI ;
- stage pratique dans les Cours et Tribunaux ;
- stage pratique dans un Cabinet d'Avocat.

- PAR ARRETE N° 1396 du 11 juin 1990
Mr MAKOSSO (Guy Rémy), de nationalité congolaise, titulaire d'une Licence en Droit, est nommé Avocat Stagiaire.

L'intéressé est astreint à une formation professionnelle organisée chronologiquement de la manière suivante :

- stage théorique à l'Université Marien NGOUABI;
- stage pratique dans les Cours et Tribunaux
- stage pratique dans un Cabinet d'Avocat.

- PAR ARRETE N° 1397 du 11 juin 1990
Mr MIENANTIMA (Jean Bernard) de nationalité congolaise, titulaire d'une Licence en Droit, est nommé Avocat Stagiaire.

L'intéressé est astreint à une formation professionnelle organisée chronologiquement de la manière suivante :

- stage théorique à l'Université Marien NGOUABI ;
- stage pratique dans les Cours et Tribunaux ;
- stage pratique dans un Cabinet d'Avocat.

- PAR ARRETE N° 1398 du 11 juin 1990
Mr LOUFOUMA (Clotaire), de nationalité congolaise, titulaire d'une Licence en Droit, est nommé Avocat Stagiaire.

L'intéressé est astreint à une formation professionnelle organisée chronologiquement de la manière suivante :

- stage théorique à l'Université Marien NGOUABI ;
- stage pratique dans les Cours et Tribunaux.
- stage pratique dans un Cabinet d'Avocat.

---

- PAR ARRETE N° 1399 du 11 juin 1990
Mr MANKOU (Martin), de nationalité congolaise, titulaire d'une Licence en droit, est nommé Avocat Stagiaire.

L'intéressé est astreint à une formation professionnelle organisée chronologiquement de la manière suivante :

- stage théorique à l'Université Marien NGOUABI ;
- stage pratique dans les Cours et Tribunaux
- stage pratique dans un Cabinet d'Avocat.

---

- PAR ARRETE N° 1400 du 11 juin 1990
Mr KOMBO NGOARA (Jean Bruno), de nationalité congolaise, titulaire d'une licence en droit, est nommé Avocat stagiaire.

L'intéressé est astreint à une formation professionnelle organisée chronologiquement de la manière suivante :

- stage théorique à l'Université marien NGOUABI ;
- stage pratique dans les Cours et Tribunaux
- stage pratique dans un cabinet d'avocat.

---

- PAR ARRETE N° 1401 du 11 juin 1990
Mr GALEBAYI (Isidore), de nationalité congolaise, titulaire d'une licence en Droit, est nommé Avocat stagiaire.

L'intéressé est astreint à une formation professionnelle organisée chronologiquement de la manière suivante :

- stage théorique à l'Université Marien NGOUABI ;
- stage pratique dans les cours et tribunaux
- stage pratique dans un cabinet d'avocat.

---

- PAR ARRETE N° 1402 du 11 juin 1990
Mr MITOUMBI (Alphonse), de nationalité congolaise, tiutlaire d'une licence en Droit, est nommé avocat stagiaire.

L'intéressé est astreint à une formation professionnelle organisée chronologiquement de la manière suivante :

- stage théorique à l'Université Marien NGOUABI ;
- stage pratique dans les cours et tribunaux
- stage pratique dans un cabinet d'avocat.

---

- PAR ARRETE N° 1404 du 11 juin 1990
Mr PAKA (Claude Joël), de nationalité congolaise, titulaire d'une Licence en Droit, est nommé Avocat stagiaire.

L'intéressé est astreint à une formation professionnelle organisée chronologiquement de la manière suivante :

- stage théorique à l'Université Marien NGOUABI ;
- Stage pratique dans les cours et tribunaux
- stage pratique dans un cabinet d'avocat.

---

- PAR ARRETE N° 1403 du 11 juin 1990
Mr NGOMBI (Laurent), de nationalité congolaise, titulaire d'une licence en Droit, est nommé Avocat stagiaire.

L'intéressé est astreint à une formation professionnelle oragnisée chronologiquement de la manière suivante :

- stage théorique à l'Université Marien NGOUABI ;
- stage pratique dans les cours et tribunaux ;
- stage pratique dans un cabinet d'avocat.

---

- PAR ARRETE N° 1405 du 11 juin 1990
Mr KOLA (Alfred), de nationalité congolaise, titulaire d'une licence en Droit, est nommé Avocat stagiaire.

L'intéressé est astreint à une formation professionnelle organisée chronologiquement de la manière suivante :

- stage théorique à l'Université Marien NGOUABI ;
- stage pratique dans les cours et tribunaux ;
- stage pratique dans un cabinet d'avocat.

---

- PAR ARRETE N° 1406 du 11 juin 1990
Mr NADJIADJIM M'BANG, de nationalité tchadienne, titulaire d'une licence en Droit, est nommé Avocat stagiaire.

L'intéressé est astreint à une formation professionnelle organisée chronologiquement de la manière suivante :

- stage théorique à l'Université Marien NGOUABI
- stage pratique dans les cours et tribunaux ;
- stage pratique dans un cabinet d'avocat.

---

- PAR ARRETE N° 1407 du 11 juin 1990
Mr KANGA (Cyriaque), de nationalité congolaise, titulaire d'une licence en Droit, est nommé Avocat stagiaire.

L'intéressé est astreint à une formation professionnelle organisée chronologiquement de la manière suivante :

- stage théorique à l'Université Marien NGOUABI ;
- stage pratique dans les cours et tribunaux
- stage pratique dans un cabinet d'avocat.

---

- PAR ARRETE N° 1408 du 11 juin 1990
Mlle MBONGO (Françoise), de nationalité congolaise, tiutlaire d'une licence en Droit, est nommée Avocat stagiaire.

L'intéressée est astreinte à une formation professionnelle organisée chronologiquement de la manière suivante :

- stage théorique à l'Université Marien NGOUABI ;
- stage pratique dans les cours et tribunaux
- stage pratique dans un cabinet d'avocat.

---

- PAR ARRETE N° 1409 du 11 juin 1990
Mr EMINABONGO (Christian), de nationalité congolaise, titulaire d'une licence en Droit, est nommé Avocat stagiaire.

L'intéressé est astreint à une formation professionnelle organisée chronologiquement de la manière suivante :

- stage théorique à l'Université Marien NGOUABI ;
- stage pratique dans les cours et tribunaux ;
- stage pratique dans un cabinet d'avocat.

---

**- PAR ARRETE N° 1410 du 11 juin 1990**
Mr BITOUMBOU (Bonaventure), de nationalité congolaise, titulaire d'un Doctorat en Droit, est nommé Avocat Stagiaire.

L'intéressé est astreint à une formation professionnelle organisée chronologiquement de la manière suivante :

- stage théorique à l'Université Marien NGOUABI ;
- stage pratique dans les cours et tribunaux ;
- stage pratique dans un Cabinet d'Avocat.

---

- PAR ARRETE N° 1411 du 11 juin 1990
Mr ONGOUNDOU (Armand), de nationalité congolaise, titulaire d'une licence en Droit, est nommé Avocat Stagiaire.

L'intéressé est astreint à une formation professionnelle organisée chronologiquement de la manière suivante :

- stage théorique à l'Université Marien NGOUABI
- stage pratique dans les cours et tribunaux ;
- stage pratique dans un cabinet d'avocat.

---

- PAR ARRETE N° 1412 du 11 juin 1990
Mr BOUYOU (Hervé), de nationalité congolaise, titulaire d'une licence en Droit est nommé Avocat Stagiaire.

L'intéressé est astreint à une formation professionnelle organisée chronologiquement de la manière suivante :

- stage théorique à l'Université Marien NGOUABI ;
- stage pratique dans les cours et tribunaux
- stage pratique dans un cabinet d'avocat.

---

- PAR ARRETE N° 1413 du 11 juin 1990
Mr NZOULOU (Germain), de nationalité congolaise, titulaire d'une licence en Droit, est nommé Avocat stagiaire.

L'intéressé est astreint à une formation professionnelle organisée chronologiquement de la manière suivante :

- stage théorique à l'Université Marien NGOUABI ;
- stage pratique dans les cours et tribunaux
- stage pratique dans un cabinet d'avocat.

---

- ARRETE N° 1561 du 25 juin 1990
déterminant la composition et les conditions de fonctionnement du

Jury de l'examen professionnel de premier clerc de Notaire.

LE GARDE DES SCEAUX, MINISTRE DE LA JUSTICE, CHARGE DES REFORMES ADMINSITRATIVES

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 53-83 du 21 avril 1983 portant réorganisation de la Justice en République Populaire du Congo ;
Vu la loi n° 17-89 du 29 septembre 1989 portant institution du notariat en République Populaire du Congo ;
Vu l'ordonnance n° 35-77 du 28 juillet 1977 relative à l'exercice du pouvoir règlementaire en République Populaire du Congo ;
Vu le décret n° 82-247 du 19 mars 1982 portant attribution et réorganisation du Ministère de la Justice ;
Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Minsitre ;
Vu le décret n° 89-633 du 12 août 1989 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 89-640 du 31 août 1989 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;

ARRETE :

Article 1er : L'examen professionnel pour l'obtention du certificat d'aptitude aux fonctions de premier clerc de Notaire a lieu chaque année au mois de septembre.

Peuvent seuls s'y présenter les candidats de nationalité congolaise, âgés de 21 ans révolus justifiant d'un stage de 3 années au moins de services effectifs et continus en qualité de clerc de notaire.

Ce stage peut être réduit à deux années pour les candidats titulaires d'une licence en Droit.

Article 2 : Le dossier de candidature est adressé et déposé au Ministère de la Justice, chargé des Réformes Administratives (Secrétariat Général à la Justice et aux Réformes Administratives).

Le dossier comprend les pièces ci-après :

- une demande manuscrite ;
- un extrait du registre des stages tenu au Secrétariat Général à la Justice et aux Réformes Administratives ;
- un extrait d'acte de naissance ;
- un extrait de casier judiciaire ;
- Un certificat de nationalité ;
- les copies des diplômes.

Article 3 : Le jury d'examen est composé comme suit :

Président : Secrétaire Général ou son Représentant ;
Membres : Le Directeur des Affaires Civiles, Administratives, Financières et du Sceau,

Le Procureur Général près le Tribunal Populaire de Commune ou de Région.

Un Inspecteur des Impôts, chargé de l'enregistrement sur proposition du Directeur Général des Impôts ;

Un professeur ou chargé des cours de droit sur proposition du Recteur de l'Université Marien NGOUABI ;

Un notaire et un premier clerc en exercice sur proposition du Secrétaire Général à la Justice et aux Réformes Administratives.

Article 4 : Le Secrétariat du Jury sera assuré par le Chef du Service des Affaires Civiles et du Sceau et un clerc choisi par le Secrétaire Général à la Justice et aux Réformes Administratives.

Article 5 : L'examen comprend les épreuves écrites d'admissibilité et les épreuves orales d'admission.

Les épreuves écrites d'admissibilité portent sur la pratique notariale notamment la rédaction d'un ou plusieurs actes et l'étude d'un cas pratique.

Seuls les candidats déclarés admissibles après les épreuves écrites sont autorisés à subir les épreuves orales.

Les épreuves d'admission sont constituées par :

- une interrogation sur le rôle des notaires et des clercs de notaire et la législation régissant des professions.
- une interrogation sur une question de culture générale.
- une interrogation sur la fiscalité congolaise.

Article 6 : Les épreuves d'admissibilité et d'admission sont notées de zéro à vingt.

Nul ne peut être déclaré admissible s'il n'a pas obtenu la moyenne de dix aux épreuves écrites.

Pour être définitivement reçus, les candidats doivent avoir la moyenne générale au moins égale à dix.

Article 7 : A l'issue des épreuves, le jury d'examen établit la liste des candidats définitivement reçus, dresse un procès-verbal de ses délibérations qui est signé par le Président et le Chef du Secrétariat du Jury.

Sur le vu du procès-verbal, le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, chargé des Réformes Administratives délivre aux candidats reçus un certificat attestant qu'ils ont subi avec succès l'examen professionnel de premier clerc de Notaire.

Article 8 : Les prescriptions régissant les examens en République Populaire du Congo par tout ce qui concerne le déroulement des épreuves, leur surveillance, la discipline, la sanction des irrégularités et des fraudes sont applicables à l'examen organisé par le présent arrêté dans la mesure où elles ne sont pas contraires aux dispositions qui précèdent.

Article 9 : Le présent arrêté prend effet à compter de la date de sa signature.

---

- PAR ARRETE N° 1562 du 25 juin 1990
les Notaires tiennent répertoire de tous les actes qu'ils reçoivent. Ces répertoires contiennent :

- le numéro d'ordre de l'acte ;
- la date de l'acte ;
- la nature de l'acte ;
- son espèce, c'est-à-dire la mention qu'il est en minute ou en brevet,;
- les noms, prénoms, profession, qualité et domiciles des parties ;
- l'indication des biens, leur situation et leur prix lorsqu'il s'agit d'acte ayant pour objet, la propriété, l'usufruit ou la jouissance des biens meubles ou immeubles ;
- la somme prêtée, cédée ou transportée s'il s'agit d'obligation, cession ou transfert ;
la mention de l'enregistrement.

Ces répertoires sont côtés et paraphés par le Président du Tribunal Populaire d'Arrondissement ou de District de la résidence du Notaire comme il est dit à l'article 16 de la loi n° 17-89 du 29 septembre 1989 portant institution du notariat en République Populaire du Congo.

Les répertoires sont visés trimestriellement par le Président du Tribunal Populaire d'Arrondissement ou de District de la résidence du Notaire.

En cas d'absence du Président, les répertoires sont visés par un juge du même tribunal désigné par ordonnance du Président.

Les notaires qui contreviennent aux dispositions de l'article précédent sont passibles des sanctions disciplinaires ainsi qu'il est prévu à l'article 34 de la loi n° 17-89 du 29 septembre 1989 portant institution du notariat en République Populaire du Congo.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de sa signature.

---

- PAR ARRETE N° 1563 du 25 juin 1990
les actes notariés contiennent :

- la dénomination de l'office ;
- le numéro de l'acte ;
- la nature de l'acte ;
- le sceau et la signature du notaire qui reçoit l'acte.

Ces actes énoncent :

- les noms, prénoms, lieu et résidence du notaire qui les reçoit ;
- les noms, prénoms, qualité, demeure, date et lieu de naissance des parties ;
- les noms, prénoms, qualité et demeure des témoins ;
- les noms, prénoms et demeure de l'interprète s'il y a lieu ;
- le lieu, l'année et le jour où ces actes sont passés ;
- les procurations des contractants, lesquelles, certifiées par les parties qui en feront usage, demeurent annexées à la minute ;
- la lecture faite aux parties, par le notaire, des textes fiscaux et de la législation particulière en vigueur ;
- l'indication des biens, leur situation et leur prix lorsqu'il s'agit d'actes ayant pour objet la propriété, l'usufruit ou la jouissance des biens, meubles ou immeubles ;
- la somme prêtée, cédée ou transportée s'il s'agit d'obligation, cession ou transport ;
- la mention de l'enregistrement.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de sa signature.

---

- PAR ARRETE N° 1564 du 25 juin 1990
le livre-journal dans lequel seront inscrites chronologiquement les opérations devra porter sur la première paage les indications suivantes

Le présent registre contenant... feuillets et

devant servir de livre-journal a été côté et paraphé par nous X, Président du Tribunal pulaire d'Arrondissement ou de District de uridiction de la résidence du notaire)

A Le (lieu et date)

Le livre-journal doit mentionner jour par jour, par ordre de date sans blanc ni lacune ni transport en marge les indications contenues dans les feuillets.

Chaque feuillet est divisé en huit colonnes :

- les trois premières colonnes comprennent le numéro d'ordre, la date et la nature des actes et les noms des parties ;
- la quatrième colonne indique les formalités à remplir ;
- la cinquième colonne le lieu de réception de l'acte ;
- la sixième la date d'envoi ;
- la septième la date des rentrées des actes ;
- la huitième les formalités remplies par le notaire.

Le livre des frais d'acte dans lequel doivent être portés les actes reçus par le notaire devra porter sur la première page les indications suivantes :

Le présent registre contenant ... feuillets et devant servir de livre de frais d'acte a été côté et paraphé par nous X, Président du Tribunal Populaire d'Arrondissement ou de District (de la résidence du notaire).

A Le (lieu et date)

Chaque feuillet est divisé en douze colonnes :

- la première colonne porte l'indication du numéro d'ordre ;
- la deuxième la date ;
- la troisième les comptes débités par le notaire ;
- la quatrième le numéro du grand livre des espèces ;
- la cinquième la cause de l'écriture ;
- la sixième le total des débits ;
- la septième les honoraires ;
- la huitième les rôles et copies .
- La neuvième le timbre ;
- la dixième l'enregistrement ;
- la onzième le greffe ;
- la douzième le domaine et la conservation foncière.

Le grand livre des espèces contient le compte de chaque client dressé par relevé de toutes les dépenses effectuées par lui. La balance de chaque compte doit être faite au moins une fois par trimestre.

Il devra porter sur la première page les indications suivantes :

Le présent livre contenant ... feuillets devant servir de grand livre des espèces a été côté et paraphé par nous X, Président du Tribunal d'Arrondissement ou de District de (juridiction de la résidence du notaire).

A Le (lieu et date)

Le livre de dépôt des titres et valeurs devra porter sur la première page les indications suivantes :

Le présent livre contenant ... feuillets et devant servir de livre des dépôts des titres et valeurs a été côté et paraphé par nous X, président du Tribunal Populaire d'Arrondissement ou de District de... (juridiction de la résidence du notaire).

Chaque feuillet comporte six colonnes :

- les trois premières colonnes indiquent le numéro d'ordre, la date et la nature des actes ;
- la quatrième, le nom de chaque client ;
- la cinquième et la sixième les entrées et les sorties des titres et valeurs au porteur ou nominatifs avec la mention de leurs numéros matricules.

Le livre de dépôts des titres et valeurs mentionne jour par jour, par ordre des dates, sans blanc, lacune ni transport en marge les indications prévues à l'article précédent.

Chaque notaire est tenu, pour toutes les sommes encaissées ou décaissées par lui et pour toutes les valeurs déposées en son office de donner un reçu extrait d'un carnet à souche qui contient les indications suivantes

En haut et à gauche, "la dénomination de l'office" ;
En haut et à droite : "République Populaire du Congo ;
Au centre : "carnet à souches".

Tous les carnets doivent porter en imprimé au talon et au reçu des numéros d'ordre. Ils doivent être côtés et paraphés par le Président du Tribunal Populaire d'Arrondissement ou de District de la résidence du notaire. Le talon comme le reçu détaché de la souche doit mentionner la date de la recette, les noms, prénoms et demeure de la partie versante, la cause de l'encaissement et la destination des fonds.

Les notaires ne peuvent avoir qu'une seule série de numéros d'ordre depuis le commen-

cement de leur exercice.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de sa signature.

- PAR ARRETE N° 1565 du 25 juin 1990 quiconque demande qu'il soit dressé un acte notarié ou en demande copie ou, d'une manière générale, recourt au service d'un Notaire pour une formalité quelconque ou bénéficie de ses diligences, paie une taxe exigible d'avance dont le montant est de trente mille francs CFA.

Les sommes dues à des tiers et notamment les droits de timbres et d'enregistrement, les taxes hypothécaires des experts et les frais de publicité légalement obligatoire sont à la charge des parties.

Le Procureur Général près le Tribunal Populaire de Région ou de Commune est chargé de vérifier l'exécution du présent arrêté comme il est dit à l'article 19 de la loi n° 17-89 du 29 septembre 1989 instituant le notariat en République Populaire du Congo.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de sa signature.

## MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE L'AVIATION CIVILE

- PAR ARRETE N° 1 515 du 20 juin 1990 Mr MOUNGONDO (Albert), Inspecteur d'Administration de 2è classe, Echelle 16 A échelon 8 - Matricule n° 37 835 est nommé :

- Représentant de l'Agence Transcongolaise des Communications à KINSHASA (République du Zaïre).

Les conditions de rémunération de l'intéressé sont celles définies pour un Conseiller d'Ambassade par le décret n° 85-1147 du 4 octobre 1985 fixant le régime de rémunération applicable aux personnels diplomatiques, consulaires et assimilés, aux personnels administratifs en poste dans les Services Extérieurs du Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération.

Avant son départ, Mr MOUNGONDO (Albert) percevra l'indemnité de première mise d'équipement d'un montant de 600 000 F CFA prévue à l'article 7 du décret n° 85-1147 du 4 octobre 1985 précité.

Le présent arrêté prend effet à compter de sa date de signature..

- PAR ARRETE N° 1 516 du 20 juin 1990 les Cadres de l'Agence Transcongolaise des Communications, désignés ci-dessous, reçoivent les nominations suivantes :

A - Au niveau de la Direction Générale

* Attaché chargé du Matériel : (Joseph) YONGOLO-TCHIZINGA (Mle 53.124, échelle 19A/5 avec rang et prérogatives de Chef de Service) ;

* Attaché chargé des Etudes Générales : (Camille) MBEKA (Mle 41.695, échelle 18A/5 avec rang et prérogatives de Chef de Service) ;

B - Au niveau du Chemin de Fer Congo-Océan

1 - Service Administratif et du Personnel

* Chef de Service : Mme MALANDA née NKOMBO (Martine) (Mle 50.198 E.18A/4)
* Chef de Service Adjoint : KETTA-MBANGUYD (Alain) (Mle 50.177, E. 17A/5)

2 - Service des Approvisionnements et du Transit

* Chef de service : Mme IPOSSO née NGASSAKYS-INGOBA (Mle 59.015,E.17A/4)
* Chef de Service Adjoint : GNALI (David) (Mle 32.474, E.14A/9)

3 - Service Exploitation

* Chef de Service : MAVOUNGOU (Pierre) (Mle 30.495,E.20A/9)
* Chef de Service Adjoint: MVOUBA (Isidore) (Mle 51.199,E.19A/5)

4 - Service Voie et bâtiments

* Chef de Service : KIMBATSA-KOUDIMBA (Joseph) (Mle 32.067,E. 21B/8)
* Chef de Service Adjoint : IBARA (Louis-Marie) (Mle 56.270, E.18A/5)

5 - Service Matériel et Traction

* Chef de Service : KIDZOUANI (Joseph) (Mle 34.546, E.19B/9)
* Chef de Service Adjoint : ETHALI-ONGALI (Mle 53.283, E.19B/6)

6 - Etudes Générales et Planification

* Chef de Service : BOUKA (Omer) (Mle 51.198, E.19B/6)

7 - Inspection Générale

* Chef de Service : GOMA (Désiré) (Mle 31.436, E.23D/9)

C - Au niveau de la Direction du Port de Pointe-Noire

* Chef de Service Administratif : YALOUCA-GOMA (Mle 32.269,E.19B/9)

D - Au niveau des Voies Navigables, Ports et Transports Fluviaux

* Chef de Service des Transports Fluviaux DIOULOU (Nicolas) (Mle 32.509, Echelle 23D/9)
* Chef de Service Adjoint chargé de l'Exploitation : ATTIBAYEBA (Jean Didier) (Mle 30.531, Echelle 22C/9)
* Chef de Service Adjoint chargé du Chantier Naval : NTSEMI-GOMA (Gabriel) (Mle 42.191, Echelle 18A/5)

Inspection Générale :

* Chef : BAKONGO (Maurice) (Mle 41.693, E. 19B/7)
* Adjoint : NGUEBANA (Adolphe) (Mle 34.721 E. 19A/9) (avec rang et prérogatives de chef de service)

Les intéressés percevront à ce titre le salaire fonctionnel et les indemnités allouées aux chefs de service de l'Agence Transcongolaise des Communications tels que fixés par la décision n° 370P-ATC-DG du 21 août 1987.

Le présent arrêté prend effet à compter du 2 avril 1990.